AIX en PROVENCE
LA VILLE

PROCÈS VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL

du Vendredi 7 février 2025 – 9 h.

(Salle des État de Provence)

Présidence : Madame Maryse JOISSAINS, Maire
Secrétaire de séance : Monsieur Rémi CAPEAU, Conseiller Municipal
Quorum : 28

ORDRE DU JOUR DU CONSEIL MUNICIPAL

du Vendredi 7 février 2025

N°	OBJET	Rapporteur
01- GESTION DES RESSOURCES ET MOYENS		
01.01	FISCALITE DIRECTE LOCALE – VOTE DES TAUX D'IMPOSITION DES TROIS TAXES DIRECTES LOCALES POUR L'ANNEE 20025	Mme Dominique AUGEY
01.02	COMPTABILITE COMMUNALE - BUDGET PRIMITIF POUR L'EXERCICE 2025	Mme Dominique AUGEY
01.03	COMPTABILITÉ COMMUNALE - MODIFICATIONS DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET DES CRÉDITS DE PAIEMENT POUR LES OPÉRATIONS "PLACE D'ALBERTAS", "RÉNOVATION DU PARC JOURDAN" ET "VÉGÉTALISATION DES COURS D'ÉCOLE"	Mme Dominique AUGEY
01.04	COMPTABILITÉ COMMUNALE - MODIFICATION DE LA DÉLIBÉRATION N° DL.2024-509 FIXANT LES TARIFS ET DROITS DES SERVICES PUBLICS	Madame Dominique AUGEY
01.05	TRANSFERT DE LA COMPÉTENCE RÉSEAU DE CHALEUR - APPROBATION DU TRANSFERT À LA COMMUNE D'UNE PARTIE DU RÉSULTAT DE CLÔTURE DU BUDGET ANNEXE DE LA MÉTROPOLE	Madame Dominique AUGEY
01.06	DÉTERMINATION DU MODE DE GESTION DE RENOUVELLEMENT DU CONTRAT DE SERVICE PUBLIC DU 6MIC - AUTORISATION DE LANCEMENT DE LA PROCÉDURE DE MISE EN CONCURRENCE	Madame Dominique AUGEY
01.07	DÉTERMINATION DU MODE DE GESTION DE RENOUVELLEMENT DU CONTRAT DE SERVICE PUBLIC DU GRAND THÉÂTRE DE PROVENCE - AUTORISATION DE LANCEMENT DE LA PROCÉDURE DE MISE EN CONCURRENCE	Madame Dominique AUGEY
01.08	FINANCEMENT ACTION PUBLIQUE – REPORT D'OPÉRATION AIDE À LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE - DEMANDE DE COFINANCEMENT AUPRÈS DU DÉPARTEMENT DES BOUCHES DU RHONE	Madame Dominique AUGEY
01.09	FINANCEMENT ACTION PUBLIQUE - DOTATION DE SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT LOCAL (DSIL) 2025 - REFECTOIRE GROUPE SCOLAIRE GRASSI-JAURES-LAURENT	Madame Dominique AUGEY

01.10	SACOGIVA - OPÉRATION LES FACULTÉS - ACQUISITION/AMÉLIORATION DE 130 LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX PLS - EMPRUNT TOTAL DE 10 569 078 EUROS SOUSCRIT AUPRÈS DE LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS - DEMANDE DE GARANTIE DE LA VILLE À HAUTEUR DE 100 %	Madame Dominique AUGEY
01.11	OPH PAYS D'AIX HABITAT MÉTROPOLE - OPÉRATION LA CHEVALIÈRE - CONSTRUCTION DE 87 LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX (52 PLUS - 26 PLAI - 7 PLS - 2 PLAIA) - EMPRUNT TOTAL DE 10 277 041 EUROS SOUSCRIT AUPRÈS DE LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS - DEMANDE DE GARANTIE DE LA VILLE A HAUTEUR DE 100 %	Madame Dominique AUGEY
01.12	ADOPTION DE LA CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE L'OUTIL INFORMATIQUE ' OBSERVATOIRE FISCAL METROPOLITAIN ' ENTRE LA COMMUNE D'AIX-EN-PROVENCE ET LA METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE	Mme Dominique AUGEY
01.13	DELIBERATION PORTANT MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS ET DES EMPLOIS DE LA VILLE D'AIX-EN-PROVENCE	Monsieur Eric CHEVALIER
01.14	CONVENTION RELATIVE AU FINANCEMENT D'ACTIONS MENÉES PAR LA VILLE D'AIX-EN-PROVENCE À DESTINATION DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP	Monsieur Eric CHEVALIER
01.15	SUBVENTION A LA CAISSE D'ENTRAIDE DU PERSONNEL MUNICIPAL	Monsieur Eric CHEVALIER
01.16	ACCORD-CADRE MONO ATTRIBUTION DE TRAVAUX D'ENTRETIEN, D'AMÉNAGEMENT ET DE RÉPARATIONS DE VOIRIE SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE D'AIX EN PROVENCE (3 LOTS) – AUTORISATION DE SIGNATURE DES ACCORDS-CADRES	Monsieur Jean-Louis VINCENT
01.17	ACCORD-CADRE MONO ATTRIBUTAIRE DE TRAVAUX D'ENTRETIEN ET DE RÉPARATION D'OUVRAGES D'ART ET DE GÉNIE CIVIL POUR LA VILLE D'AIX-EN-PROVENCE - AUTORISATION DE SIGNATURE	Monsieur Jean-Louis VINCENT
01.18	MAINTENANCE ET ASSISTANCE DES PRODUITS DES ÉDITEURS OPENTEX ET SUSE POUR LA GESTION DES POSTES DE TRAVAIL ET DES SERVEURS (AUTORISATION DE SIGNATURE)	Monsieur Jean-Louis VINCENT
01.19	AVENANT N°3 PORTANT INTÉGRATION D'UNE NOUVELLE ACTIVITÉ A VOCATION ARTISTIQUE	Monsieur Michael ZAZOUN

	ET/OU CULTURELLE EN COMPLÉMENT DE LA PRESSE POUR LE KIOSQUE DE LA PLACE BELLEGARDE	
01.20	DÉGRÈVEMENT D'UN DROIT DE PLACE - MARCHÉ ALIMENTAIRE	Monsieur Michael ZAZOUN
01.21	DÉGRÈVEMENT D'UN DROIT DE PLACE - MARCHÉ ALIMENTAIRE	Monsieur Michael ZAZOUN
01.22	DÉGRÈVEMENT D'UN DROIT DE PLACE - MARCHÉ ALIMENTAIRE	Monsieur Michael ZAZOUN
01.23	DÉGRÈVEMENT D'UN DROIT DE PLACE - MARCHÉ ALIMENTAIRE	Monsieur Michael ZAZOUN
01.24	DÉGRÈVEMENT DE DROITS DE PLACE - MARCHÉS RICHELME	Monsieur Michael ZAZOUN
01.25	DÉGRÈVEMENT D'UN DROIT DE PLACE - MARCHÉ BROCANTE	Monsieur Michael ZAZOUN
02. VIE INSTITUTIONNELLE		
02.01	MOTION DE CONDAMNATION DU NETTOYAGE ETHNIQUE DU HAUT-KARABAGH, DES VIOLATIONS DES DROITS HUMAINS EN AZERBAÏDJAN ET DE SOUTIEN À LA RÉPUBLIQUE D'ARTSAKH, À L'ARMÉNIE ET À SON PEUPLE	Madame Sophie JOISSAINS
02.02	INFORMATION DU CONSEIL - COMPTE RENDU DES DÉCISIONS PRISES EN VERTU DE LA DÉLÉGATION DE COMPÉTENCES DU CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE DANS LES MATIÈRES ÉNUMÉRÉES A L'ARTICLE L.2122-22 DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES	Madame Sophie JOISSAINS
02.03	AIDE AUX SINISTRES DU DEPARTEMENT DE MAYOTTE	Madame Sophie JOISSAINS
02.04	MODIFICATION DES STATUTS DE LA COMMISSION DE DÉONTOLOGIE SUITE A LA DÉMISSION D'UN DES MEMBRES	Madame Sophie JOISSAINS
03 – PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DÉVELOPPEMENT DURABLE		
03.01	DÉVELOPPEMENT DURABLE : ATTRIBUTION DE SUBVENTION 2025 AU CENTRE PERMANENT D'INITIATIVES POUR L'ENVIRONNEMENT (CPIE)	Madame Françoise COURANJOU
03.02	DÉVELOPPEMENT DURABLE : AUTORISATION DE SIGNATURE DE LA CONVENTION CADRE DE LA MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE POUR LE FINANCEMENT DE TRAVAUX PRÉSENTANT UN ENJEU GEMAPI RÉALISES PAR LES COMMUNES	Madame Françoise COURANJOU

03.03	DÉVELOPPEMENT DURABLE : CONCOURS OBJECTIF DÉVELOPPEMENT DURABLE (ODD) D'AIX-MARSEILLE UNIVERSITÉ DANS LE CADRE DU PARTENARIAT DU "LABEL AGIR ENSEMBLE".	Madame Françoise COURANJOU
03.04	DÉVELOPPEMENT DURABLE : MISE A DISPOSITION A TITRE GRACIEUX DE DEUX PARCELLES COMMUNALES A L'ASSOCIATION DES JARDINS FAMILIAUX DE LA PETITE THUMINE ; AUTORISATION DE DEMANDE DE SUBVENTION POUR LA RÉHABILITATION ET LES TRAVAUX D'EXTENSION ET DE PLANTATIONS DU SITE	Monsieur Marc FERAUD
04 – AMÉNAGEMENT ET GESTION DE L'ESPACE URBAIN		
04.01	SEMEPA - RAPPORT D'ACTIVITE 2023	Monsieur Eric CHEVALIER
04.02	SPLA - RAPPORT D'ACTIVITE 2023	Monsieur Eric CHEVALIER
04.03	SPL AMVD - RAPPORT D'ACTIVITE 2023	Monsieur Eric CHEVALIER
04.04	DÉSAFFECTATION DE LOGEMENTS DE FONCTION AUX ÉCOLES MARCEL PAGNOL ET JEAN MAUREL ET D'UNE PARTIE DU PARVIS DE CELONY	Madame Fabienne VINCENTI
04.05	AUPA - AVENANT N° 1 A LA CONVENTION PLURIANNUELLE 2024-2026	Monsieur Jean-Louis VINCENT
04.06	ZAC DE LA CONSTANCE - APPROBATION DE LA CONVENTION D'AVANCE DE TRÉSORERIE N° 7	Madame Dominique AGEY
04.07	ILOT GALICE - APPROBATION DU MANDAT D'AMÉNAGEMENT CONFIE A LA SPLA "PAYS D'AIX TERRITOIRES" PAR LA VILLE EN VUE DE LA PRODUCTION "D'ÉTUDES NÉCESSAIRES A LA RÉALISATION DE L'OPÉRATION D'AMÉNAGEMENT".	Monsieur Jacques BOUDON
04.08	DÉNOMINATION DU CARREFOUR FORME PAR L'ILOT CENTRAL A L'INTERSECTION CHEMIN DE REPENTANCE - AVENUE JEAN ET MARCEL FONTENAILLE	Monsieur Jacques BOUDON
04.09	DÉNOMINATION DU CARREFOUR FORME PAR L'ILOT CENTRAL A L'INTERSECTION CHEMIN DE REPENTANCE - AVENUE JEAN ET MARCEL FONTENAILLE	Monsieur Jacques BOUDON
04.10	ZAC DE PLAN D'AILLANE - MODIFICATION DES CONDITIONS D'AGRÉMENT D'ACQUÉREUR DU LOT N°2	Monsieur Jacques BOUDON
04.11	ZAC DE PLAN D'AILLANE - MODIFICATION DES CONDITIONS D'AGRÉMENT D'ACQUÉREUR DU LOT N°2	Monsieur Jacques BOUDON

04.12	ZAC DE PLAN D'AILLANE - MODIFICATION DES CONDITIONS D'AGRÉMENT D'ACQUÉREUR DU LOT N° 4 - SOCIÉTÉ PROVENCE HABITAT	Monsieur Jacques BOUDON
04.13	ZAC DE PLAN D'AILLANE - MODIFICATION DES CONDITIONS D'AGRÉMENT D'ACQUÉREUR DU LOT N° 4 - SOCIÉTÉ PROVENCE HABITAT	Monsieur Jacques BOUDON
04.14	LES GRANETTES -CESSION A LA COMMUNE – EMPLACEMENT PARC DE STATIONNEMENT	Madame Odile BONTHOUX
04.15	TROIS SAUTETS - CESSION DE TERRAIN A LA SACOGIVA - PARCELLE CADASTRÉE SECTION EK N° 34p	Madame Odile BONTHOUX
04.16	SAINT-PONS - PARCELLES CADASTRÉES SECTION LM N°23 ET 32 - BAIL RURAL AVEC LA SOCIÉTÉ AMANDES DE SAINT-PONS	Madame Odile BONTHOUX
04.17	AVENUE MARÉCHAL DE LATTRE DE TASSIGNY - AMENAGEMENT DE VOIRIE - ACQUISITION A L'EURO SYMBOLIQUE D'UNE EMPRISE FONCIÈRE A DÉTACHER DE LA PARCELLE CADASTRÉE CW N° 325	Madame Odile BONTHOUX
04.18	AVENUE MALACRIDA - AMENAGEMENT DE VOIRIE - ACQUISITION A L'EURO SYMBOLIQUE DE LA PARCELLE CADASTRÉE BP N° 143 p	Madame Odile BONTHOUX
04.19	LA TORSE - AMÉNAGEMENT DE VOIRIE - ACQUISITION A L'EURO SYMBOLIQUE DE LA PARCELLE BM N° 98 - COMPLÉMENT D'INFORMATION A LA DÉLIBÉRATION DL. 2023-497 DU 13 DÉCEMBRE 2023	Madame Odile BONTHOUX
04.20	LUYNES - CHEMIN DE LA BLAQUE - AMENAGEMENT DE VOIRIE - ACQUISITION A L'EURO SYMBOLIQUE DE LA PARCELLE HV n° 239 p	Madame Odile BONTHOUX
04.21	CHEMIN DES GRANGES - AMENAGEMENT DE VOIRIE- ACQUISITION A L'EURO SYMBOLIQUE DES PARCELLES CADASTRÉES EY N° 259, 217 et 397	Madame Odile BONTHOUX
04.22	DÉNOMINATION PARKING JOSEPH MAGNAN CORREARD À HAUTEUR DU N° 35 CHEMIN BASTIDE DES TOURELLES	Madame Stéphanie FERNANDEZ
04.23	DÉNOMINATION DE LA NOUVELLE VOIE EN IMPASSE CRÉÉE DANS LA ZAC DU PLAN D'AILLANE - MODIFICATION DE LA DELIBERATION DL.2024-558 DU 6 DÉCEMBRE 2024	Monsieur Gilles DONATINI
	06- AMELIORATION DE LA CIRCULATION ET LA MOBILITE URBAINE	
06.01	CONVENTION ANNUELLE 2025 D'OBJECTIFS ENTRE LA VILLE D'AIX-EN-PROVENCE ET L'ASSOCIATION	Monsieur Eric CHEVALIER

	ADAVA (ASSOCIATION POUR LE DÉVELOPPEMENT DU VÉLO, DE LA MARCHE ET DES TRANSPORTS EN COMMUN DANS LE PAYS D'AIX)	
07- DEVELOPPEMENT CULTUREL ET ARTISTIQUE		
07.01	VIE CULTURELLE - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS AU PROFIT DES ASSOCIATIONS RELEVANT DE LA DIRECTION DE LA CULTURE - ADOPTION DE CONVENTIONS - EXERCICE 2025	Madame Sophie JOISSAINS
07.02	DEMANDE DE SUBVENTIONS AUPRÈS DE LA MÉTROPOLE DANS LE CADRE DE L'EXPOSITION PÉDAGOGIQUE A LA MANUFACTURE "PETITE GALERIE CÉZANNE" - EXERCICE 2025	Madame Sophie JOISSAINS
07.03	EXONÉRATION DES DROITS D'INSCRIPTION AU CONSERVATOIRE DARIUS MILHAUD - PROPOSITIONS DE LA COMMISSION D'EXONÉRATION N°2 - ANNÉE 2024-2025	Madame Sophie JOISSAINS
07.04	MANIFESTATIONS ARTISTIQUES DE QUALITÉ (MAQ) - ORIENTATION POUR LA SAISON CULTURELLE 2025-2026	Madame Sophie JOISSAINS
07.05	DEMANDE DE LICENCES D'ENTREPRENEUR DE SPECTACLES VIVANTS AUPRÈS DE LA DRAC - DÉSIGNATION DU DÉTENTEUR DES LICENCES	Madame Sophie JOISSAINS
07.06	GRAND THÉÂTRE DE PROVENCE - AUTORISATION DE PAIEMENT DE LA SUBVENTION FORFAITAIRE D'EXPLOITATION ET DE LA SUBVENTION FORFAITAIRE D'INVESTISSEMENT - EXERCICE 2025	Madame Dominique AUGEY
07.07	GRAND THÉÂTRE DE PROVENCE - APPROBATION DE LA NOUVELLE GRILLE TARIFAIRE - PROGRAMMATION ARTISTIQUE 2025/2026	Madame Dominique AUGEY
07.08	FESTIVAL INTERNATIONAL D'ART LYRIQUE - ATTRIBUTION DE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT ET SIGNATURE DE LA CONVENTION ANNUELLE 2025	Madame Dominique AUGEY
07.09	PRÉSENTATION DE L'EXPOSITION CEZANNE AU JAS DE BOUFFAN DU 28 JUIN AU 12 OCTOBRE 2025	Madame Marie-Pierre SICARD DESNUELLE
07.10	CONVENTION DE PARTENARIAT TYPE AVEC LES COMITES D'ENTREPRISE DANS LE CADRE DE L'EXPOSITION CEZANNE AU JAS DE BOUFFAN	Madame Marie-Pierre SICARD DESNUELLE

07.11	CONVENTION ENTRE LA CAISSE D'ENTRAIDE DU PERSONNEL MUNICIPAL ET LES MUSÉES DE LA VILLE D'AIX-EN-PROVENCE	Madame Marie-Pierre SICARD DESNUELLE
07.12	CONVENTION-CADRE RELATIVE A LA COORGANISATION D'EXPOSITIONS TEMPORAIRES ENTRE LA RÉUNION DES MUSÉES NATIONAUX - GRAND PALAIS DES CHAMPS ELYSÉES ET LE MUSÉE GRANET	Madame Marie-Pierre SICARD DESNUELLE
07.13	CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE L'ASSOCIATION CULTURE DU C'UR ET LE MUSÉE GRANET	Madame Marie-Pierre SICARD DESNUELLE
07.14	CONVENTION DE MÉCÉNAT ENTRE LA SOCIÉTÉ MILA MODULAIRE ET LE MUSÉE GRANET	Madame Marie-Pierre SICARD DESNUELLE
07.15	CONVENTION DE MÉCÉNAT ENTRE LA SOCIÉTÉ RESSOURCE ET LE MUSÉE GRANET	Madame Marie-Pierre SICARD DESNUELLE
07.16	CONVENTION TYPE AVEC LES BÉNÉFICIAIRES DE MISE A DISPOSITION D'ESPACES AU MUSÉE GRANET	Madame Marie-Pierre SICARD DESNUELLE
07.17	CONDITIONS GÉNÉRALES DE VENTE MUSÉE GRANET	Madame Marie-Pierre SICARD DESNUELLE
07.18	RÈGLEMENT DE VISITE DU MUSÉE GRANET	Madame Marie-Pierre SICARD DESNUELLE
07.19	CONDITIONS GÉNÉRALES DE VENTE MUSÉE GRANET	Madame Marie-Pierre SICARD DESNUELLE
08 – VALORISATION DU PATRIMOINE		
08.01	PROGRAMMATION DES EXPOSITIONS DANS LES MUSÉES DE LA VILLE POUR L'ANNÉE 2025	Madame Marie-Pierre SICARD DESNUELLE
08.02	DEMANDE DE SUBVENTIONS AUPRÈS DE LA DRAC POUR LA RESTAURATION ET LE RÉCOLEMENT DES COLLECTIONS DES MUSÉES D'ART ET D'HISTOIRE	Madame Marie-Pierre SICARD DESNUELLE
08.03	CONVENTION ENTRE LA VILLE D'AIX-EN-PROVENCE ET LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION SOPHIA ANTIPOLIS POUR LE PRÊT DE FOSSILES ET DE MAQUETTES DE DINOSAURES APPARTENANT A LA VILLE	Madame Marie-Pierre SICARD DESNUELLE
08.04	ACQUISITIONS D"UVRES POUR LE PAVILLON DE VENDÔME	Madame Marie-Pierre SICARD DESNUELLE

08.05	DONS DE COLLECTIONS AU MUSEUM D'HISTOIRE NATURELLE	Madame Marie-Pierre SICARD DESNUELLE
08.06	CONVENTION ENTRE LA VILLE D'AIX-EN-PROVENCE ET LE MUSÉE DE PRÉHISTOIRE DES GORGES DU VERDON (04) POUR LE PRÊT DE 4 URNES FUNÉRAIRES APPARTENANT A LA VILLE D'AIX-EN-PROVENCE (DIRECTION ARCHÉOLOGIE) - AUTORISATION DE SIGNATURE	Madame Marie-Pierre SICARD DESNUELLE
08.07	FOUILLE ARCHÉOLOGIQUE PRÉVENTIVE 2 TRAVERSE DE L'AIGLE D'OR (parcelles AO 93 et 94) - AUTORISATION DE RÉALISATION DE L'OPÉRATION PAR LA DIRECTION ARCHÉOLOGIE	Monsieur Jean-Christophe GRUVEL
08.08	FOUILLE ARCHÉOLOGIQUE PRÉVENTIVE A L'HÔTEL DES CARMES 18-20 RUE MARIUS REYNAUD (PARCELLES AE 249-255-350-351-322) - AUTORISATION DE RÉALISATION DE L'OPÉRATION PAR LA DIRECTION ARCHÉOLOGIE	Monsieur Jean-Christophe GRUVEL
09- DEVELOPPEMENT DU TOURISME ET RAYONNEMENT INTERNATIONAL		
09.01	CÉZANNE 2025 - GESTION DIRECTE PAR LA VILLE D'AIX-EN-PROVENCE DES DEUX SITES CÉZANNIENS DE L'ATELIER DES LAUVES ET DE LA BASTIDE DU JAS DE BOUFFAN - NOUVELLE CONVENTION DE GESTION ENTRE LA VILLE D'AIX-EN-PROVENCE ET L'OFFICE MUNICIPAL DE TOURISME POUR LES CARRIÈRES DE BIBEMUS	Madame Sophie JOISSAINS
09.02	CEZANNE 2025 - CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC ENTRE LA VILLE D'AIX-EN-PROVENCE ET L'OFFICE MUNICIPAL DE TOURISME D'AIX-EN-PROVENCE POUR LA GESTION DES BOUTIQUES DU MUSÉE GRANET ET DES SITES CEZANNIENS	Madame Sophie JOISSAINS
09.03	CEZANNE 2025 - CONVENTION DE PRESTATION DE SERVICE ET CONVENTION DE MANDAT ENTRE LA VILLE D'AIX-EN-PROVENCE ET L'OFFICE MUNICIPAL DE TOURISME D'AIX-EN-PROVENCE POUR LA VENTE DE BILLETS D'ENTRÉE A L'ATELIER DES LAUVES ET A LA BASTIDE DU JAS DE BOUFFAN. RECTIFICATIF DE LA DELIBERATION N°DL.2024-328 DU 19 JUILLET 2024 RELATIVE A LA GRILLE DE TARIFICATIONS POUR LES BILLETTERIES EXPOSITIONS MUSEE GRANET ET	Madame Sophie JOISSAINS

	MUSEES D'ART ET D'HISTOIRE, POUR LES DROITS D'ENTRÉES AUX SITES CEZANNIENS.	
09.04	RELATIONS INTERNATIONALES - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS SUITE A LA PROPOSITION DU COMITE DE SÉLECTION DE L'APPEL A PROJETS 2025	Madame Karima ZERKANI-RAYNAL
09.05	RELATIONS INTERNATIONALES : SIGNATURE D'UNE CONVENTION DE PARTENARIAT TRIPARTITE ENTRE LA VILLE D'AIX-EN-PROVENCE, LA VILLE DE KUMAMOTO ET LA VILLA KUJOYAMA	Madame Karima ZERKANI-RAYNAL
09.06	MÉCÉNAT- DON DE LA SOCIÉTÉ TECHNICATOME POUR LA PETITE GALERIE CÉZANNE – CÉZANNE 2025	Madame Karima ZERKANI-RAYNAL
09.07	MÉCÉNAT- DON DE LA SOCIÉTÉ TECHNICATOME POUR LA PETITE GALERIE CÉZANNE – CÉZANNE 2025	Madame Karima ZERKANI-RAYNAL
09.08	POLITIQUE DE TOURISME - UTILISATION DU CENTRE DE CONGRES- MISE A DISPOSITION GRATUITE ET TARIFS PRÉFÉRENTIELS.	Madame Karima ZERKANI-RAYNAL
11- RENFORCEMENT DE LA PROXIMITÉ ET POLITIQUE DE LA VILLE		
11.01	CENTRES SOCIAUX- ATTRIBUTION DE SUBVENTION 2025- CONVENTIONS ANNUELLES GLOBALISÉES- AUTORISER MADAME LE MAIRE OU SON REPRÉSENTANT A SIGNER	Madame Solène TRIVIDIC
11.02	ÉQUIPEMENTS DE PROXIMITÉ- ATTRIBUTION DE SUBVENTION 2025- CONVENTION GLOBALISÉE- AUTORISER MADAME LE MAIRE OU SON REPRÉSENTANT A SIGNER	Madame Solène TRIVIDIC
12- DEVELOPPEMENT DES SERVICES DE PROXIMITÉ AUX AIXOIS ET AIXOIS		
12.01	CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE (CCAS) ATTRIBUTION DE LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT ANNÉE 2025	Madame Brigitte BILLOT
12.02	SOLIDARITÉ - CENTRE D'HÉBERGEMENT ET DE RÉINSERTION SOCIALE HENRY DUNANT - ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE - SIGNATURE D'UN AVENANT	Madame Brigitte BILLOT
12.03	ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS A L'ASSOCIATION ARCHIPEL ET AUX SECTEURS JEUNES POUR L'ANNÉE 2025.	Madame Kayané BIANCO
12.04	SIGNATURE D'UN AVENANT ET D'UNE CONVENTION DANS LE CADRE DE LA CONVENTION	Madame Kayané BIANCO

	TERRITORIALE GLOBALE (CTG CAF) - VOLETS JEUNESSE ET ENFANCE.	
	13 – SOUTIEN À LA PRATIQUE DU SPORT ET INVESTISSEMENT LIE AUX ÉQUIPEMENTS SPORTIFS	
13.01	ATTRIBUTION DE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE D'INVESTISSEMENT POUR LE COUNTRY CLUB AIXOIS DANS LE CADRE DE L'ORGANISATION DU TOURNOI DE TENNIS ATP CHALLENGER 175.	Monsieur Francis TAULAN
14 – ENSEIGNEMENT ET SOUTIEN À L'ÉDUCATION DES ENFANTS SCOLARISES		
14.01	TARIFICATION DES TEMPS PÉRISCOLAIRES (RESTAURATION SCOLAIRE ET ACCUEIL PÉRISCOLAIRE) - ANNÉE SCOLAIRE 2025/2026 - ADOPTION DES PRINCIPES DE FONCTIONNEMENT ET D'ENCAISSEMENT DES RECETTES ET LA FUSION D'ÉCOLES MATERNELLES ET ELEMENTAIRES DES GROUPES SCOLAIRES MARCEL PAGNOL, DEUX ORMEAUX ET PONT DE L'ARC;	Madame Fabienne VINCENTI
14.02	PARTICIPATION FINANCIÈRE DE LA VILLE A LA CAISSE DES ÉCOLES - EXERCICE 2025	Madame Fabienne VINCENTI
14.03	ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS A CARACTÈRE ÉDUCATIF DANS LE CADRE DES DISPOSITIFS ENFANCE ET PETITE ENFANCE ET AUX COOPÉRATIVES SCOLAIRES DES ÉCOLES MATERNELLES ET ÉLÉMENTAIRES PUBLIQUES DE LA VILLE	Madame Fabienne VINCENTI
14.04	ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE ET CULTUREL DANS LES ÉCOLES DE LA VILLE ANNÉE SCOLAIRE 2024-2025 - RECRUTEMENT D'INTERVENANTS EXTÉRIEURS POUR DES COURS D'ENSEIGNEMENT DU PROVENÇAL	Madame Arlette OLLIVIER

Le 7 février 2025 à 9 h, le Conseil Municipal de la Commune d'Aix En Provence s'est réuni en session Ordinaire dans la salle de ses délibérations, au sein de l'Hôtel de Ville d'Aix en Provence, sur la convocation qui lui a été adressée par Madame Sophie JOISSAINS, Maire, le 31 janvier 2025, conformément aux articles L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.).

Étaient Présents :
Monsieur Jonathan AMIACH, Madame Laurence ANGELETTI, Madame Dominique AUGEY, Madame Béatrice BENDELE, Monsieur Fathi BENJILALI, Madame Kayané BIANCO, Madame Brigitte BILLOT, Madame Odile BONTHOUX, Monsieur Jacques BOUDON, Madame Joëlle CANUET, Monsieur Rémi CAPEAU, Monsieur Pierre-Emmanuel CASANOVA, Monsieur Eric CHEVALIER, Madame Françoise COURANJOU, Madame Agnès DAURES, Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI, Monsieur Cyril DI MEO, Monsieur Sylvain DIJON, Monsieur Laurent DILLINGER, Monsieur Gilles DONATINI, Monsieur Jean-François DUBOST, Madame Frédérique DUMICHEL, Monsieur Marc FERAUD, Monsieur Jean- Christophe GRUVEL, Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Emmanuel HENRY, Madame Elisabeth HUARD, Madame Claudie HUBERT, Madame Amandine JANER, Madame Sophie JOISSAINS, Monsieur Salah-Eddine KHOUIEL, Monsieur Philippe KLEIN, Madame Perrine MEGGIATO, Madame Sophie MEYNET DE CACQUERAY, Monsieur Alain PARRA, Madame Anne-Laurence PETEL, Madame Josy PIGNATEL, Madame Laure SCANDOLERA, Madame Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE, Monsieur Francis TAULAN, Madame Françoise TERME, Monsieur Jean-Louis VINCENT, Madame Fabienne VINCENTI, Monsieur Michael ZAZOUN, Madame Karima ZERKANI-RAYNAL.

Excusés avec pouvoir donné conformément aux dispositions de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :
Monsieur Ravi ANDRE à Madame Frédérique DUMICHEL,
Monsieur Moussa BENKACI à Monsieur Fathi BENJILALI,
Monsieur Pierre-Paul CALENDINI à Madame Josy PIGNATEL,
Madame Aliénor COUTIAUX- LACLADERE à Madame Perrine MEGGIATO,
Madame Brigitte DEVESA à Madame Fabienne VINCENTI,
Madame Stéphanie FERNANDEZ à Madame Brigitte BILLOT,
Madame Arlette OLLIVIER à Monsieur Sellam HADAOUI,
Monsieur Marc PENA à Madame Claudie HUBERT,
Monsieur Pierre SPANO à Madame Agnès DAURES,
Madame Solène TRIVIDIC à Madame Laure SCANDOLERA.

Excusés sans pouvoir :
NEANT

Secrétaire : Monsieur Rémi CAPEAU

La séance est ouverte à 9 h 00 par Madame Maryse JOISSAINS, Maire d'Aix en Provence.

MME LE MAIRE – Je vais vous demander de vous assoir. Je vais demander aux plus jeunes de l'Assemblée, c'est-à-dire à Monsieur CAPEAU de faire l'appel.

M. CAPEAU procède à l'appel. Le quorum est atteint.

M. CAPEAU - Madame le Maire, vous m'autorisez à….

MME LE MAIRE - Oui, à adopter le procès-verbal.

M. CAPEAU - Le procès-verbal du Conseil Municipal du 6 décembre 2024.
01.01 : unanimité.
01.02 : adopté à l'unanimité, 6 abstentions, 1 ne participe pas.
01.03 : unanimité, 13 abstentions.
01.04 : unanimité.
01.06 : unanimité.
01.07 : unanimité.
01.08 : unanimité, 12 abstentions.
01.09 : unanimité, 12 abstentions
01.10 : adopté à la majorité, 47 pour, 6 contre.
01.11 : unanimité, 9 ne participent pas.
01.12 : unanimité, 9 ne participent pas.
01.13 : unanimité, 9 ne participent pas.
01.14 : unanimité, 9 ne participent pas.
01.15 : adopté à la majorité, 31 pour, 5 contre, 5 abstentions.
01.16 : unanimité.
01.17 : unanimité.
01.18 : unanimité.
01.19 : unanimité.
01.20 : unanimité.
01.21 : unanimité.
01.22 : unanimité.
01.23 : adopté à la majoré, 47 pour, 6 contre.
01.24 : unanimité.
01.25 : information au Conseil.
01.26 : unanimité.
01.27 : unanimité.
01.28 : unanimité.
01.29 : unanimité.
01.30 : unanimité, 6 abstentions.
01.31 : unanimité, 7 abstentions.
01.32 : unanimité, 12 abstentions.
01.33 : unanimité.
01.34 : unanimité.
01.35 : unanimité.
01.36 : unanimité.
01.37 : adopté à la majorité, 39 pour, 15 contre.
01.38 : adopté à la majorité, 39 pour, 15 contre.

02.01 : information au Conseil.
02.02 : unanimité.

02.03 : unanimité.
02.04 : unanimité.
02.05 : unanimité.
02.06 : unanimité, 1 ne participe pas.
02.07 : unanimité.
02.08 : information au Conseil.
02.09 : information au Conseil.
02.10 : unanimité.
02.11 : unanimité.
02.12 : adopté à la majorité, 48 pour, 6 contre.
02.13 : unanimité.

03.01 : unanimité.

04.01 : unanimité.
04.02 : unanimité.
04.03 : unanimité.
04.04 : unanimité, 13 absentions.
04.05 : adopté à la majorité, 41 pour, 6 contre.
04.06 : unanimité, 7 abstentions.
04.07 : unanimité, 7 abstentions.
04.08 : unanimité, 7 abstentions.
04.09 : unanimité, 7 abstentions.
04.10 : adopté à la majorité, 41 pour, 6 contre, 7 abstentions.
04.11 : adopté à la majorité, 41 pour, 6 contre, 7 abstentions.
04.12 : adopté à la majorité, 37 pour, 5 contre, 12 abstentions.
04.13 : unanimité.
04.14 : unanimité.
04.15 : unanimité
04.16 : unanimité.
04.17 : unanimité.
04.18 : unanimité.
04.19 : unanimité.
04.20 : unanimité.
04.21 : unanimité.
04.22 : unanimité.
04.23 : unanimité.
04.24 : unanimité.
04.25 : unanimité.
04.26 : unanimité.
04.27 : unanimité.
04.28 : unanimité.
04.29 : adopté à la majorité, 48 pour, 6 contre.

05.01 : unanimité.

06.01 : adopté à la majorité, 41 pour, 12 contre.

07.01 : unanimité.
07.02 : unanimité.
07.03 : unanimité.
07.04 : unanimité.

07.05 : adopté à la majorité, 12 ne participent pas.
07.06 : unanimité, 12 ne participent pas.
07.07 : unanimité, 2 ne participent pas.
07.08 : unanimité, 2 ne participent pas.
07.09 : unanimité, 20 ne participent pas.
07.10 : unanimité.
07.11 : unanimité, 1 ne participe pas.
07.12 : unanimité.
07.13 : unanimité.
07.14 : unanimité.

08.01 : unanimité, 2 ne participent pas.
08.02 : unanimité.
08.03 : unanimité.
08.04 : unanimité.
08.05 : unanimité.
08.06 : unanimité.
08.07 : unanimité.
08.08 : unanimité.
08.09 : unanimité.
08.10 : unanimité.
08.11 : unanimité.
08.12 : unanimité.
08.13 : unanimité, 1 ne participe pas.
08.14 : unanimité.

09.01 : unanimité.
09.02 : information au Conseil.
09.03 : unanimité, 4 abstentions.
09.04 : unanimité.
09.05 : unanimité.

10.01 : unanimité.

11.01 : unanimité.
11.02 : unanimité.
11.03 : unanimité.
11.04 : unanimité.
11.05 : unanimité.
11.06 : unanimité.
11.07 : unanimité, 4 abstentions, 2 ne participent pas.
11.08 : unanimité.
11.09 : unanimité.
11.10 : unanimité.

13.01 : unanimité.
13.02 : unanimité.
13.03 : unanimité, 1 ne participe pas.
13.04 : unanimité.

14.01 : unanimité.
14.02 : unanimité.

14.03 : unanimité, 3 ne participent pas.
14.04 : unanimité.
14.05 : unanimité.
14.06 : unanimité.

16.01 : unanimité.
16.02 : unanimité.
16.03 : unanimité.

Je vous remercie Chers Collègues.

MME LE MAIRE : Merci Rémi. Je vais vous proposer plusieurs minutes de silence.

Une minute de silence en l'honneur de Monsieur Jean FIGUIERE, entrepreneur Aixois, qui a quasiment fondé la zone de la Pioline il y a de cela 45-50 ans.

[Une minute de silence est observée]

Une minute de silence en hommage à Monsieur Jacques GARELLO, professeur d'économie émérite à l'Université d'Aix Marseille et fondateur du groupe libéral nouveaux économistes en 1977. Peut-être que Dominique veut dire un petit mot.

MME AUGEY - Oui, merci Madame le Maire d'avoir pensé à une minute de silence pour Jacques GARELLO. Il a été professeur à la faculté d'économie appliquée et à la faculté de droit pendant pratiquement 40 ans. Ça veut dire que je crois qu'au moins deux générations d'étudiants à la faculté de droit ont bénéficié des cours d'économie qu'il a pu dispenser et je suis dans une tranche d'âge où il y avait à l'époque encore deux doctorats, et il a été le directeur d'une de mes deux thèses. Merci Madame le Maire.

[Une minute de silence est observée]

MME LE MAIRE - Une minute de silence en hommage à Monsieur Daniel CHOL, Docteur en Histoire de l'Art, auteur de nombreux ouvrages sur le vieil Aix, et expert honoraire auprès la Cour d'Appel d'Aix En Provence.

[Une minute de silence est observée]

Certains d'entre nous ont perdu des êtres chers dans les semaines qui ont précédé, et je vous propose de les honorer en faisant aussi une minute de silence.

[Une minute de silence est observée]

MME LE MAIRE - Alors cette séance étant celle de la présentation du budget, il n'y a pas de question orale. En revanche, il y a la création d'un nouveau groupe constitué Aix autrement et Monsieur KLEIN a demandé une prise de parole.

M. KLEIN - Je vous remercie beaucoup Madame le Maire de me donner la parole pour vous donner quelques explications sur la création de ce groupe, qui donc est dénommé Aix autrement, ce qui vous le verrez à notre sens a beaucoup de chance justement, et je vais essayer de vous développer pourquoi ? Parce que j'ai la lourde tâche de vous présenter ce nouveau groupe et de vous démontrer que nous sommes unis, humains, travailleurs, bienveillants, qualifiés et ambitieux, pour les Aixois. Les Aixois en effet nous regardent, les Aixois nous jugent, les Aixois nous attendent. Aix autrement interpelle par sa

nouveauté, sa diversité et ses ambitions. Quelques heures seulement après la stupeur de cette naissance bousculant l'immuable, nous nous étions déjà imaginés dans des alliances improbables, et pourtant autrement. Vous comprendrez que je doive donc vous compter notre histoire. Depuis mon arrivée dans cet hémicycle, ou plutôt ce Super U mais qui nous a épargné Grand frais, je vous observe avec bienveillance et respect. Monsieur CAPEAU, toujours sur un ergot, prêt au combat, surtout ancien. Monsieur BENKACI dont le silence cache qu'il a toujours un scénario d'avance. Madame BRAISE dont beaucoup aimeraient avoir la hauteur en passant par l'urbanité de Monsieur VINCENT. Monsieur ZAZOUN qui prend de plus en plus d'espace public. Madame SICARD, l'héroïne de la série « Les secrets de la Bastille ». Monsieur PENA, qui n'est pas là, mais qui depuis sa brillante élection parisienne a trouvé un sens réel à Aix en partage. Monsieur GRUVEL qui de ses fouilles, a réussi à exhumer de nouvelles énergies. Ou encore Monsieur BOUDON, lassé des commissions, qui vous dit : « Miam-miam », et vous comprenez « Siam-siam ». Vous comprenez que la morale de ces anecdotes, c'est de vous faire comprendre que nous sommes avant tout tous humains. Et je vous demande de nous porter la même qualité dans ce nouveau groupe car nous sommes humains. Et la deuxième morale est que rire et sourire n'est pas incompatible avec sérieux, rigueur et engagement. Autrement c'est autrement.

Alors permettez-moi de vous présenter les membres de notre groupe : Madame BENDELE Béatrice, qui était administratrice des finances publiques, adjoint à la DGFIP, elle a eu le courage de ne pas se contenter de profiter d'une retraite bien méritée, mais elle a décidé de reprendre ses études et son action pour devenir avocat. Et je vous dis Bonjour Mon Cher Confrère. Elle est également déléguée nationale, territoire de progrès et animatrice locale de ce même parti.
Madame ANGELETTI Laurence qui est infirmière libérale, qui fait partie de ces gens qui se lèvent très tôt pour venir nous aider. Elle est ailleurs conseiller départemental. Elle est déléguée au bien-être des collèges et à la santé alimentaire. Elle est adhérente Renaissance.
Monsieur Alain PARRA, cadre informatique bancaire, retraité, responsable des achats. Il est aussi le délégué régional de territoire de progrès, ce parti de centre gauche du bloc central.
Et enfin Madame Sophie MEYNET DE CACQUERAY qui est professeure des universités, spécialisée en droits constitutionnels, mais qui est également vice-présidente de Aix Marseille Université, et qui est représentante dans notre groupe de la société civile.

Alors autrement, comme je vous le disais, ce n'est pas un hasard. Autrement, c'est un adverbe signifiant de manière différente ou d'une autre façon. Et les membres de ce groupe ont été élus en 2020 avec une ambition de servir les Aixois. Cette ADN commun n'a pas changé, il souhaite s'exprimer simplement de manière différente, d'une autre façon donc autrement.

Je voudrais dire à ceux qui nous ont élus que si d'où venons, personne n'a su lire l'électrocardiogramme, nos palpitations individuelles demeurent intactes et conformes à celles de notre genèse en 2020. Notre ambition demeure de travailler pour les Aixois grâce à notre expérience, notre diversité politique et professionnelle, qui nous permet de vivre dans la réalité. Pour Aix, nous avons une vision pour ces jeunes, pour son avenir et avec toutes ces composantes. Heureux dans son quartier, bien en ville, et surtout fier d'être Aixois. Autrement, oui, nous vous le devons, oui nous le ferons. Merci.

[Applaudissements]

MME LE MAIRE – Ah c'est assez inhabituel comme manière de déclarer un groupe politique, et ma foi fort sympathique, je dois dire. Merci.

M. KLEIN - Merci Madame.

MME LE MAIRE - Monsieur DI MEO.

M. DI MEO - Madame le Maire, mes Chers Collègues, il ne s'agira pas de poésie comme Monsieur KLEIN. Ma question était sur une confirmation. Quand on a reçu les volumes pour chacune des listes d'opposition pour le bulletin municipal, elles nous paraissent très insuffisantes puisque le bulletin précédent est un bulletin légèrement volumineux de votre bilan, et qu'on y avait une petite place. Et en fait, on a été surpris par la répartition des groupes. Et en fait, en regardant bien, il apparaît assez clairement que Monsieur DIJON et Madame TERME sont toujours dans le groupe de la passion pour Aix. Est-ce que vous pouvez bien nous confirmer que malgré les rodomontades que vous avez faits vis-à-vis de Madame TERME, elle est bien encore et toujours dans votre groupe, et elle vous permet donc d'avoir des moyens, puisque ces groupes d'opposition permettent d'avoir des salariés, d'avoir des locaux, et d'avoir un espace dans le bulletin municipal. Est-ce que vous pouvez bien nous confirmer cette situation ? Le sourire de Monsieur DIJON me fait dire que cette chose-là est vraie pour lui. Peut-être qu'il confirmera aussi qu'il est parti sans être vraiment parti, mais Madame TERME, vous l'avez exclue sans vraiment l'exclure, c'est-à-dire vous l'avez gardée.

MME LE MAIRE - Non, je n'ai pas la capacité d'exclure. Il faut que les personnes démissionnent, tout simplement. Un mot Sylvain.

M. DIJON – Un mot très rapide. J'avais dit effectivement à ce même micro que, à titre personnel, je préférais me mettre effectivement en retrait pendant mes délégations. Donc à titre personnel, je ne fais plus aujourd'hui partie du groupe et plus partie d'aucun groupe à ce jour.

M. DI MEO – Vous et Madame TERME donnaient des moyens à Madame JOISSAINS, et en étant dans son groupe, donc la présidente de la Passion pour Aix n'a qu'à exclure ou faire démissionner ces personnes. Mais ça montre le côté assez factice de la composition des compositions de ce qui est en train de se passer à mon avis.

MME LE MAIRE - Réglementairement, ce n'est pas possible. Y a-t-il une demande de parole ? Madame PETEL

MME PETEL - Une prise de parole sur deux sujets. D'abord celui-ci, juste pour vous dire que moi je communiquerai par communiqué à la presse à 14 h. Et la deuxième chose, c'est que j'aurais souhaité, si ça avait été possible, parce que ce n'est pas une minute de silence, mais je trouve que ça le justifie aussi, que l'on ait une pensée pour Oadi ALOMI qui Franco-israélien et qui est toujours otage à Gaza, et qu'on se réjouisse peut-être pour Ofer KALDERON, qui lui a été libéré après 484 jours de captivité dans les tunnels du Hamas à Gaza.

MME LE MAIRE - Bien sûr que nous avons une pensée pour l'otage français qui est resté otages, bien sûr. Mais nous avons l'espoir et de fait, on ne fait évidemment pas de minute de silence.

02.01

RAPPORTEUR : Madame Sophie JOISSAINS
Politique Publique : 02-VIE INSTITUTIONNELLE
OBJET : MOTION DE CONDAMNATION DU NETTOYAGE ETHNIQUE DU HAUT-KARABAGH, DES VIOLATIONS DES DROITS HUMAINS EN AZERBAÏDJAN ET DE SOUTIEN À LA RÉPUBLIQUE D'ARTSAKH, À L'ARMÉNIE ET À SON PEUPLE- Décision du Conseil

Mes Chers Collègues,
Considérant que le 19 septembre 2023, l'Azerbaïdjan a lancé une offensive militaire d'ampleur contre la population arménienne du Haut-Karabagh, entraînant la fuite de plus de 100 000 personnes en quelques jours et aboutissant à la disparition le 1er janvier 2024 de la République autoproclamée

d'Artsakh,
Considérant que cette opération militaire illégale, précédée d'un blocus de plusieurs mois ayant privé la population arménienne de vivres, de médicaments et de soins médicaux, s'inscrit dans une politique délibérée et planifiée de nettoyage ethnique visant à éradiquer la présence arménienne d'un territoire qui est pourtant sa patrie historique,
Considérant que ces exactions, tout comme la destruction générale depuis lors des édifices, des monuments religieux et culturels arméniens, et la détention pour des motifs fallacieux des dirigeants politiques de l'Artsakh, constitue une nouvelle étape d'une entreprise génocidaire commencée il y a 130 ans,
Considérant la résolution adoptée par l'Assemblée nationale le 4 mars 2024, dénonçant ces actes et appelant la communauté internationale à réagir fermement face aux atteintes aux droits fondamentaux des populations déplacées,
Considérant que la Cour internationale de justice a ordonné à l'Azerbaïdjan de permettre le retour en toute sécurité des habitants du Haut-Karabagh, soulignant ainsi la reconnaissance internationale des droits des populations déplacées,
Considérant que la tenue de la COP29 en novembre 2024 en Azerbaïdjan a suscité une controverse internationale en raison des accusations de violations des droits humains par ce pays, notamment le nettoyage ethnique des Arméniens du Haut-Karabagh,
Considérant que le régime azerbaïdjanais intensifie la répression contre les journalistes, militants des droits humains et activistes environnementaux, avec au moins vingt journalistes et de nombreux autres défenseurs des droits emprisonnés,
Considérant que depuis le vendredi 17 janvier, 16 dirigeants politiques de l'Artsakh, parmi les 23 otages détenus de manière arbitraire par le régime azéri, comparaissent devant un tribunal, militaire alors que plusieurs d'entre eux n'ont jamais revêtu l'uniforme, sous les chefs d'accusation particulièrement lourds de « terrorisme », « séparatisme » et « crimes de guerre », dans des conditions qui ne garantissent aucune conformité aux normes juridiques internationales,
Considérant que le Comité pour la prévention de la torture du Conseil de l'Europe a dénoncé le refus catégorique des autorités azerbaïdjanaises de coopérer, malgré les nombreuses allégations de torture et de mauvais traitements infligés aux détenus, en particulier les prisonniers arméniens,
Considérant que la Ville d'Aix-en-Provence, fidèle à son engagement historique aux côtés du peuple arménien, a déjà adopté en octobre 2023 une motion de soutien à la population arménienne de l'Artsakh, affirmant ainsi sa solidarité avec les victimes de ces exactions,

Le Conseil Municipal de la Ville d'Aix-en-Provence :

- **CONDAMNE** fermement l'agression militaire menée par l'Azerbaïdjan contre les populations arméniennes du Haut-Karabagh et le nettoyage ethnique qui en a résulté ;
- **DÉNONCE** la violation de l'intégrité territoriale de la République d'Arménie et les menaces constantes qui pèsent sur ses frontières ;
- **APPELLE** la communauté internationale à prendre des mesures diplomatiques et économiques pour sanctionner les responsables de ces actes intolérables et garantir le respect du droit international ;
- **EXIGE** le retour sur ses terres ancestrales et le respect de la souveraineté de la population arménienne de l'Artsakh, ainsi que la libération immédiate et inconditionnelle de tous les prisonniers de guerre arméniens, des otages et des prisonniers politiques représentants légitimement le peuple de l'Arsakh, détenus par l'Azerbaïdjan, et demande des enquêtes indépendantes sur les allégations de torture et de mauvais traitements ;
- **RÉAFFIRME** son soutien indéfectible au peuple arménien et encourage les actions humanitaires visant à soutenir les réfugiés ayant fui les persécutions ;
- **S'ENGAGE** à renforcer les liens entre la Ville d'Aix-en-Provence et les collectivités arméniennes, notamment par des actions de coopération et de solidarité auprès de la Communauté de Communes de Masis.

Présents et représentés	:	54
Présents	:	44
Abstentions	:	0
Non participation	:	0
Suffrages Exprimés	:	54
Pour	:	54
Contre	:	0

Ont voté contre : NÉANT.
Se sont abstenus : NÉANT.
N'ont pas pris part au vote : NÉANT

Ont signé Sophie JOISSAINS, Maire Président de séance

OBJET : INFORMATION DU CONSEIL - COMPTE RENDU DES DÉCISIONS PRISES EN VERTU DE LA DÉLÉGATION DE COMPÉTENCES DU CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE DANS LES MATIÈRES ÉNUMÉRÉES A L'ARTICLE L.2122-22 DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Étaient Présents :

Monsieur Jonathan AMIACH, Madame Dominique AUGEY, Madame Béatrice BENDELE, Monsieur Fathi BENJILALI, Madame Kayané BIANCO, Madame Brigitte BILLOT, Madame Odile BONTHOUX, Monsieur Jacques BOUDON, Madame Joëlle CANUET, Monsieur Rémi CAPEAU, Monsieur Pierre-Emmanuel CASANOVA, Monsieur Eric CHEVALIER, Madame Françoise COURANJOU, Madame Agnès DAURES, Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI, Monsieur Cyril DI MEO, Monsieur Sylvain DIJON, Monsieur Laurent DILLINGER, Monsieur Gilles DONATINI, Monsieur Jean-François DUBOST, Madame Frédérique DUMICHEL, Monsieur Marc FERAUD, Monsieur Jean-Christophe GRUVEL, Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Emmanuel HENRY, Madame Elisabeth HUARD, Madame Claudie HUBERT, Madame Amandine JANER, Madame Sophie JOISSAINS, Monsieur Salah-Eddine KHOUIEL, Monsieur Philippe KLEIN, Madame Perrine MEGGIATO, Madame Sophie MEYNET DE CACQUERAY, Monsieur Alain PARRA, Madame Anne-Laurence PETEL, Madame Josy PIGNATEL, Madame Laure SCANDOLERA, Madame Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE, Monsieur Francis TAULAN, Madame Françoise TERME, Monsieur Jean-Louis VINCENT, Madame Fabienne VINCENTI, Monsieur Michael ZAZOUN, Madame Karima ZERKANI-RAYNAL.

Excusés avec pouvoir donné conformément aux dispositions de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Monsieur Ravi ANDRE à Madame Frédérique DUMICHEL, Madame Laurence ANGELETTI à Monsieur Philippe KLEIN, Monsieur Moussa BENKACI à Monsieur Fathi BENJILALI, Monsieur Pierre-Paul CALENDINI à Madame Josy PIGNATEL, Madame Aliénor COUTIAUX-LACLADERE à Madame Perrine MEGGIATO, Madame Brigitte DEVESA à Madame Fabienne VINCENTI, Madame Stéphanie FERNANDEZ à Madame Brigitte BILLOT, Madame Arlette OLLIVIER à Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Marc PENA à Madame Claudie HUBERT, Monsieur Pierre SPANO à Madame Agnès DAURES, Madame Solène TRIVIDIC à Madame Laure SCANDOLERA.

Excusés sans pouvoir :

NEANT

Secrétaire : Monsieur Rémi CAPEAU

Madame Sophie JOISSAINS donne lecture du rapport ci-joint.

MME LE MAIRE - Je vous propose de voter la 02.01, la motion. Oui Madame HUBERT

MME HUBERT – Au nom du groupe d'Aix en partage, naturellement, nous nous félicitons de cette motion sur l'Azerbaïdjan et violation des droits de l'homme. Vous rappelez à juste titre dans la motion, la résolution adoptée par l'Assemblée Nationale du 4 mars de l'ONU 2024, ainsi que l'arrêt de la Cour Internationale de Justice du 12 novembre 2024, qui le condamne l'atteinte aux atteintes aux droits humains à l'encontre du peuple arménien. Toutefois, nous tenons à Aix en partage de rappeler que le droit international est indivisible, et doit s'appliquer de façon identique à tous les peuples.
Nous vous rappelons que par un arrêt du 26 janvier 2024, la Cour Internationale de Justice a rendu une décision demandant à Israël d'empêcher d'éventuels actes de génocide et de prendre des mesures immédiates pour permettre la fourniture de l'aide humanitaire à Gaza. Dans un avis du 19 juillet 2024, la Cour Internationale de Justice a indiqué que l'occupation et l'annexion des territoires palestiniens sont illégales, et que les lois et politiques discriminatoires de l'État d'Israël vis-à-vis des populations palestiniennes, bafouent l'interdiction de la ségrégation raciale et de l'apartheid.
Nous pouvons naturellement que nous réjouir du cessez-le-feu qui est intervenu le 19 janvier 2025, et qui a déjà permis la libération d'un certain nombre d'otages depuis le 7 octobre. Vous avez, en tant que municipalité, toujours exprimé votre soutien au peuple palestinien et notamment aux victimes du 7 octobre. Je vous rappelle, 7 500 personnes blessées, plus 2 000 personnes blessées, personnes dont la vie a été atteinte, 1 200 personnes, dont 37 enfants, plus les otages.
Votre municipalité à travers notamment le drapeau israélien et vos messages, a exprimé sa solidarité au peuple israélien. Toutefois, nous ne pouvons toutefois que déplorer que la ville d'Aix En Provence n'ait jamais à aucun moment dans ce Conseil Municipal et ailleurs, exprimé sa solidarité avec le peuple palestinien qui est également d'actes contraires au droit international, avec un bilan particulièrement lourd des affrontements qui ont eu lieu depuis le 5 octobre. Je vous rappelle, 47 161 personnes tuées, dont 14 500 enfants, 111 166 personnes ont été blessées, dont plus de 24 940 enfants, 11 200 personnes ont été portées disparues, 95 % des écoles ont été endommagées, 1,9 million d'habitants ont été déplacés.
Nous tenons en tant que groupe d'Aix en partage, naturellement exprimer notre solidarité avec le peuple palestinien, et nous souhaitons que dans un prochain Conseil Municipal, il en soit de même. Le droit international doit s'appliquer à toutes les victimes des violations du droit international et des conventions de protection. Et nous pouvons que regretter que la mairie n'ait jamais fait un geste pour exprimer sa solidarité avec le peuple palestinien.
Je vous remercie.

MME LE MAIRE - Ce n'est pas vrai Madame HUBERT.

MME HUBERT - Ah bon !

MME LE MAIRE - Non, puisque nous avons effectivement fait un don pour l'humanitaire sur l'ensemble du territoire, sur la ville d'Ashkelon, mais aussi sur Gaza. Je suis désolée.

MME HUBERT - Madame le Maire, si vous permettez, vous avez fait un don, mais vous n'avez jamais exprimé de solidarité…

MME LE MAIRE – Pour les victimes, si… bien sûr.

MME HUBERT - Alors que cette motion est exclusivement basée sur la solidarité en raison des violations des droits humains. Vous n'avez jamais exprimé votre solidarité envers le peuple palestinien, comme vous…

MME LE MAIRE – Si vis-à-vis des victimes civiles, pas des terroristes bien évidemment.

MME HUBERT – Non, non, les victimes civiles… Bon, je vous rappelle qu'il y a quand même 14 500 enfants, peut-être des enfants des terroristes, on peut les tuer ? C'est ce que vous voulez dire ?

MME LE MAIRE - J'ai parlé de l'ensemble des victimes civiles, Madame HUBERT.

MME HUBERT - Madame le Maire, don acte, mais il n'y a aucune délibération sur la solidarité avec les victimes civiles de ce qui se passe à Gaza depuis le 7 octobre, et qui continue d'ailleurs.

MME LE MAIRE – Il y a eu un don pour l'humanitaire.

MME HUBERT – Et qui continue, je vous le signale. Je vous rappelle qu'en Cisjordanie, naturellement, on veut déplacer aussi les populations, vu les déclarations de TRUMP ! Donc je pense, et nous, nous exprimons notre solidarité, et nous demandons solennellement, lors d'un prochain Conseil Municipal à la Mairie d'Aix En Provence de faire de même.

MME LE MAIRE - Le vote pour la motion.

02.01
Contre : 0
Abstention : 0

Ont voté contre : Néant
Se sont abstenus : Néant

Merci à tous.

02.03

RAPPORTEUR : Madame Sophie JOISSAINS
CO-RAPPORTEUR(S) : Madame BILLOT Brigitte
Politique Publique : 02-VIE INSTITUTIONNELLE
OBJET : AIDE AUX SINISTRES DU DEPARTEMENT DE MAYOTTE- Décision du Conseil

Mes Chers Collègues,
Le samedi 14 décembre 2024, après le passage du cyclone Chido, le Département de Mayotte a subi des dégâts considérables.
Nos compatriotes mahorais sont privés d'électricité, de moyens de communication et font face depuis plusieurs semaines, à des pénuries de nourriture et d'eau.
Ces destructions de biens et d'infrastructures engendrent des difficultés dans le fonctionnement des services publics locaux et laissent la population désemparée.
Comme de nombreuses communes, la Ville d'Aix-en-Provence souhaite se mobiliser pour apporter son soutien aux actions d'urgences et de reconstructions.
Pour cela, les collectivités peuvent verser leurs dons à un fonds de concours spécifique existant sous la référence 1-2-00498 *«Contributions diverses au bénéfice des territoires et populations des outre-mer touchés par des calamités naturelles ».*
Pour témoigner sa solidarité, la Ville d'Aix-en-Propose propose d'apporter un soutien financier de 10 000 euros aux sinistrés.
En conséquence, je vous propose, Mes Chers Collègues, de bien vouloir :

- **DÉCIDER** d'effectuer un don à destination des sinistrés du Département de Mayotte
- **ATTRIBUER** un soutien financier de 10.000 € à verser dans le fonds de concours 1- 2-00498 « Contributions diverses au bénéfice des territoires et populations des outre- mer touchés par des calamités naturelles » ;
- **DIRE** que la somme sera imputée sur la ligne budgétaire « aides aux sinistrés » qui présente

les disponibilités nécessaires.

Présents et représentés	:	54
Présents	:	44
Abstentions	:	0
Non participation	:	0
Suffrages Exprimés	:	54
Pour	:	54
Contre	:	0

Ont voté contre : NÉANT.
Se sont abstenus : NÉANT.
N'ont pas pris part au vote : NÉANT

Ont signé Sophie JOISSAINS, Maire Président de séance
OBJET : MODIFICATION DES STATUTS DE LA COMMISSION DE DÉONTOLOGIE SUITE À LA DÉMISSION D'UN DES MEMBRES
Étaient Présents :
Monsieur Jonathan AMIACH, Madame Dominique AUGEY, Madame Béatrice BENDELE, Monsieur Fathi BENJILALI, Madame Kayané BIANCO, Madame Brigitte BILLOT, Madame Odile BONTHOUX, Monsieur Jacques BOUDON, Madame Joëlle CANUET, Monsieur Rémi CAPEAU, Monsieur Pierre-Emmanuel CASANOVA, Monsieur Eric CHEVALIER, Madame Françoise COURANJOU, Madame Agnès DAURES, Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI, Monsieur Cyril DI MEO, Monsieur Sylvain DIJON, Monsieur Laurent DILLINGER, Monsieur Gilles DONATINI, Monsieur Jean-François DUBOST, Madame Frédérique DUMICHEL, Monsieur Marc FERAUD, Monsieur Jean-Christophe GRUVEL, Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Emmanuel HENRY, Madame Elisabeth HUARD, Madame Claudie HUBERT, Madame Amandine JANER, Madame Sophie JOISSAINS, Monsieur Salah-Eddine KHOUIEL, Monsieur Philippe KLEIN, Madame Perrine MEGGIATO, Madame Sophie MEYNET DE CACQUERAY, Monsieur Alain PARRA, Madame Anne-Laurence PETEL, Madame Josy PIGNATEL, Madame Laure SCANDOLERA, Madame Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE, Monsieur Francis TAULAN, Madame Françoise TERME, Monsieur Jean-Louis VINCENT, Madame Fabienne VINCENTI, Monsieur Michael ZAZOUN, Madame Karima ZERKANI-RAYNAL.
Excusés avec pouvoir donné conformément aux dispositions de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :
Monsieur Ravi ANDRE à Madame Frédérique DUMICHEL, Madame Laurence ANGELETTI à Monsieur Philippe KLEIN, Monsieur Moussa BENKACI à Monsieur Fathi BENJILALI, Monsieur Pierre-Paul CALENDINI à Madame Josy PIGNATEL, Madame Aliénor COUTIAUX-LACLADERE à Madame Perrine MEGGIATO, Madame Brigitte DEVESA à Madame Fabienne VINCENTI, Madame Stéphanie FERNANDEZ à Madame Brigitte BILLOT, Madame Arlette OLLIVIER à Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Marc PENA à Madame Claudie HUBERT, Monsieur Pierre SPANO à Madame Agnès DAURES, Madame Solène TRIVIDIC à Madame Laure SCANDOLERA.
Excusés sans pouvoir :
NEANT
Secrétaire : Monsieur Rémi CAPEAU
Madame Sophie JOISSAINS donne lecture du rapport ci-joint.

MME LE MAIRE – La 02.03, aide aux sinistrés du département de Mayotte.

02.03
Contre : 0
Abstention : 0

Ont voté contre : Néant
Se sont abstenus : Néant

01.10

RAPPORTEUR : Madame Dominique AUGEY
Politique Publique : 01-GESTION DES RESSOURCES ET MOYENS
OBJET : SACOGIVA - OPÉRATION LES FACULTÉS - ACQUISITION/AMÉLIORATION DE 130 LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX PLS - EMPRUNT TOTAL DE 10 569 078 EUROS SOUSCRIT AUPRÈS DE LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS - DEMANDE DE GARANTIE DE LA VILLE A HAUTEUR DE 100 %- Décision du Conseil

Mes Chers Collègues,
La SACOGIVA a décidé la réhabilitation de 130 logements locatifs sociaux PLS au sein de la résidence « LES FACULTES » situé 33, avenue de l'Europe à Aix-en-Provence.
L'opération est financée pour partie par un emprunt d'un montant total de 10 569 078 € (dix millions cinq cent soixante-neuf mille soixante-dix-huit euros) constitué de trois lignes de prêt, soit un PLS (Prêt Locatif Social) de 1 939 839 € (un million neuf cent trente-neuf mille huit cent trente-neuf euros), un PLS Foncier de 3 699 177 € (trois millions six cent quatre- vingt-dix-neuf mille cent soixante-dix-sept euros) et un CPLS (Prêt Complémentaire au PLS) de 4 930 062 € (quatre millions neuf cent trente mille soixante-deux euros), que l'organisme a souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations par contrat n°166411.
A ce titre, la SACOGIVA sollicite pour cet emprunt la garantie de la Ville à hauteur de 100%.
A titre d'information, en contrepartie de sa garantie, la Ville bénéficiera d'une réservation de logements qui permettra d'augmenter le contingent de logements attribués par la Ville.
Cette demande s'inscrit dans le cadre du dispositif simplifié de garantie des prêts destinés au financement des opérations de logement social mis en place par la Caisse des Dépôts et Consignations.
La garantie est demandée sur la base du contrat de prêt signé entre la banque et l'organisme, lequel fera partie intégrante de la délibération d'octroi. La signature du contrat par les garants n'est plus sollicitée.
En conséquence, je vous demande, mes chers collègues, de bien vouloir décider :
vu le contrat de prêt n°166411 joint en annexe, signé entre la SACOGIVA et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
Article 1 : La Commune d'Aix-en-Provence accorde sa garantie à hauteur de 100% pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 10 569 078 € (dix millions cinq cent soixante-neuf mille soixante-dix-huit euros) souscrit par la SACOGIVA auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°166411 constitué de trois lignes de prêt.
Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.
Ce prêt est destiné à financer la réhabilitation de 130 logements locatifs sociaux PLS au sein de la résidence « LES FACULTES » situé 33, avenue de l'Europe à Aix-en-Provence.
Les caractéristiques financières de chaque ligne du prêt figurent à l'article 9 dudit contrat de prêt.
Article 2 : La garantie de la Commune est accordée pour la durée totale du prêt (amortissement plus préfinancement) et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SACOGIVA dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.
Sur notification de l'impayé par lettre recommandée de la Caisse des Dépôts et Consignations, la

Commune s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.
La garantie de la Commune est accordée à hauteur de la somme en principal de 10 569 078 € (dix millions cinq cent soixante-neuf mille soixante-dix-huit euros) augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de prêt.
Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SACOGIVA est inférieure à vingt-quatre (24) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à vingt-quatre (24) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SACOGIVA opte pour le paiement des intérêts de la période.
Article 3 : La Commune s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.
Article 4 : Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Commune et la SACOGIVA, laquelle n'est pas opposable à la Caisse de Dépôts et Consignations.
Article 5 : Le Conseil Municipal autorise Madame le Maire ou l'élu délégué aux Finances à signer la convention de garantie d'emprunt et toutes les pièces relatives à cette garantie.

Présents et représentés	:	55
Présents	:	45
Abstentions	:	0
Non participation	:	9
Suffrages Exprimés	:	46
Pour	:	46
Contre	:	0

Ont voté contre : NÉANT
Se sont abstenus : NÉANT.
N'ont pas pris part au vote : Brigitte BILLOT, Odile BONTHOUX, Jacques BOUDON, Eric CHEVALIER Sellam, HADAOUI Claudie HUBERT Josy PIGNATEL Solène TRIVIDIC Jean-Louis VINCENT

Ont signé Sophie JOISSAINS, Maire Président de séance
OBJET : OPH PAYS D'AIX HABITAT MÉTROPOLE - OPÉRATION LA CHEVALIÈRE - CONSTRUCTION DE 87 LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX (52 PLUS - 26 PLAI - 7 PLS - 2 PLAIA) - EMPRUNT TOTAL DE 10 277 041 EUROS SOUSCRIT AUPRÈS DE LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS - DEMANDE DE GARANTIE DE LA VILLE A HAUTEUR DE 100 %
Étaient Présents :
Monsieur Jonathan AMIACH, Madame Laurence ANGELETTI, Madame Dominique AUGEY, Madame Béatrice BENDELE, Monsieur Fathi BENJILALI, Madame Kayané BIANCO, Madame Brigitte BILLOT, Madame Odile BONTHOUX, Monsieur Jacques BOUDON, Madame Joëlle CANUET, Monsieur Rémi CAPEAU, Monsieur Pierre-Emmanuel CASANOVA, Monsieur Eric CHEVALIER, Madame Françoise COURANJOU, Madame Agnès DAURES, Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI, Monsieur Cyril DI MEO, Monsieur Sylvain DIJON, Monsieur Laurent DILLINGER, Monsieur Gilles DONATINI, Monsieur Jean-François DUBOST, Madame Frédérique DUMICHEL, Monsieur Marc FERAUD, Monsieur Jean- Christophe GRUVEL, Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Emmanuel HENRY, Madame Elisabeth HUARD, Madame Claudie HUBERT, Madame Amandine JANER, Madame Sophie JOISSAINS, Monsieur Salah-Eddine KHOUIEL, Monsieur Philippe KLEIN, Madame Perrine MEGGIATO, Madame Sophie MEYNET DE

CACQUERAY, Monsieur Alain PARRA, Madame Anne-Laurence PETEL, Madame Josy PIGNATEL, Madame Laure SCANDOLERA, Madame Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE, Monsieur Francis TAULAN, Madame Françoise TERME, Monsieur Jean-Louis VINCENT, Madame Fabienne VINCENTI, Monsieur Michael ZAZOUN, Madame Karima ZERKANI-RAYNAL.
Excusés avec pouvoir donné conformément aux dispositions de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :
Monsieur Ravi ANDRE à Madame Frédérique DUMICHEL, Monsieur Moussa BENKACI à Monsieur Fathi BENJILALI, Monsieur Pierre-Paul CALENDINI à Madame Josy PIGNATEL, Madame Aliénor COUTIAUX- LACLADERE à Madame Perrine MEGGIATO, Madame Brigitte DEVESA à Madame Fabienne VINCENTI, Madame Stéphanie FERNANDEZ à Madame Brigitte BILLOT, Madame Arlette OLLIVIER à Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Marc PENA à Madame Claudie HUBERT, Monsieur Pierre SPANO à Madame Agnès DAURES, Madame Solène TRIVIDIC à Madame Laure SCANDOLERA.
Excusés sans pouvoir :
NEANT
Secrétaire : Monsieur Rémi CAPEAU
Madame Dominique AUGEY donne lecture du rapport ci-joint.

01.11

RAPPORTEUR : Madame Dominique AUGEY
Politique Publique : 01-GESTION DES RESSOURCES ET MOYENS
OBJET : OPH PAYS D'AIX HABITAT MÉTROPOLE - OPÉRATION LA CHEVALIÈRE - CONSTRUCTION DE 87 LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX (52 PLUS - 26 PLAI - 7 PLS - 2 PLAIA) - EMPRUNT TOTAL DE 10 277 041 EUROS SOUSCRIT AUPRÈS DE LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS - DEMANDE DE GARANTIE DE LA VILLE A HAUTEUR DE 100 %- Décision du Conseil

Mes Chers Collègues,
L'Office Public de l'Habitat (OPH) Pays d'Aix Habitat a décidé la construction de 87 logements locatifs sociaux (52 PLUS – 26 PLAI – 7 PLS) et de **2 PLAIA : Unités « *FAMILLE GOUVERNANTE* »** qui seront réalisés en partenariat avec le Centre Hospitalier Montperrin et l'UDAF 13.
Cette opération de construction sera répartie sur deux bâtiments au sein de la résidence « LA CHEVALIERE » situés 45, impasse Dapalis à Aix-en-Provence.
L'opération est financée pour partie par un emprunt d'un montant total de 10 277 041 € (dix millions deux cent soixante-dix-sept mille quarante et un euros) constitué de huit lignes de prêt, soit un PLS (Prêt Locatif Social) de 542 855 € (cinq cent quarante-deux mille huit cent cinquante-cinq euros), un PLS Foncier de 216 493 € (deux cent seize mille quatre cent quatre-vingt-treize euros), un CPLS (Prêt Complémentaire au PLS) de 271 908 € (deux cent soixante et onze mille neuf cent huit euros), un PLAI (Prêt Locatif Aidé d'Intégration) de 1 642 652 € (un million six cent quarante-deux mille six cent cinquante-deux euros), un PLAI Foncier de 835 899 € (huit cent trente-cinq mille huit cent quatre-vingt-dix-neuf euros), un PLUS (Prêt Locatif à Usage Social) de 3 836 067 € (trois millions huit cent trente-six mille soixante-sept euros), un PLUS Foncier de 1 626 167 € (un million six cent vingt-six mille cent soixante-sept euros) et un Prêt Booster de 1 305 000 € (un million trois cent cinq mille euros), que l'organisme a souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations par contrat n°165804.
À ce titre, l'Office Public de l'Habitat (OPH) Pays d'Aix sollicite pour cet emprunt la garantie de la Ville à hauteur de 100 %.
À titre d'information, en contrepartie de sa garantie, la Ville bénéficiera d'une réservation de logements qui permettra d'augmenter le contingent de logements attribués par la Ville.

Cette demande s'inscrit dans le cadre du dispositif simplifié de garantie des prêts destinés au financement des opérations de logement social mis en place par la Caisse des Dépôts et Consignations. La garantie est demandée sur la base du contrat de prêt signé entre la banque et l'organisme, lequel fera partie intégrante de la délibération d'octroi. La signature du contrat par les garants n'est plus sollicitée.
En conséquence, je vous demande, mes chers collègues, de bien vouloir décider :
Vu le contrat de prêt n°165804 joint en annexe, signé entre l'OPH Pays d'Aix Habitat Métropole et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
Article 1 : La Commune d'Aix-en-Provence accorde sa garantie à hauteur de 100% pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 10 277 041 € (dix millions deux cent soixante-dix-sept mille quarante et un euros) souscrit par l'OPH Pays d'Aix Habitat Métropole auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°165804 constitué de huit lignes de prêt.
Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.
Ce prêt est destiné à financer la construction de 87 logements locatifs sociaux (52 PLUS – 26 PLAI – 7 PLS – 2 PLAIA) répartis sur deux bâtiments au sein de la résidence « LA CHEVALIERE » situés 45, impasse Dapalis à Aix-en-Provence.
Les caractéristiques financières de chaque ligne du prêt figurent à l'article 9 dudit contrat de prêt.
Article 2 : La garantie de la Commune est accordée pour la durée totale du prêt (amortissement) et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'OPH Pays d'Aix Habitat Métropole dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.
Sur notification de l'impayé par lettre recommandée de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Commune s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.
La garantie de la Commune est accordée à hauteur de la somme en principal de 10 277 041 € (dix millions deux cent soixante-dix-sept mille quarante et un euros) augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de prêt.
Article 3 : La Commune s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.
Article 4 : Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Commune et l'OPH Pays d'Aix Habitat Métropole, laquelle n'est pas opposable à la Caisse de Dépôts et Consignations.
Article 5 : Le Conseil Municipal autorise Madame le Maire ou l'élu délégué aux Finances à signer la convention de garantie d'emprunt et toutes les pièces relatives à cette garantie.

Présents et représentés	:	55
Présents	:	45
Abstentions	:	0
Non participation	:	5
Suffrages Exprimés	:	50
Pour	:	50
Contre	:	0

Ont voté contre : NEANT
Se sont abstenus : NEANT
N'ont pas pris part au vote : Odile BONTHOUX Jacques BOUDON Sellam HADAOUI Francis TAULAN Jean-Louis VINCENT

Ont signé Sophie JOISSAINS, Maire Président de séance

04.15

RAPPORTEUR : Madame Dominique AUGEY
CO-RAPPORTEUR(S) : Monsieur CHEVALIER Eric
Politique Publique : 04-AMENAGEMENT ET GESTION DE L'ESPACE URBAIN
OBJET : TROIS SAUTETS - CESSION DE TERRAIN A LA SACOGIVA - PARCELLE CADASTRÉE SECTION EK N° 34P- Décision du Conseil

Mes Chers Collègues,
La Commune lors de son Conseil Municipal du 11 juin 2018 a accepté la vente au profit de la SACOGIVA, de la parcelle EK n° 34p située aux Trois Sautets entre l'avenue Henri Malacrida et l'A8, le tout en vue de la réalisation d'un projet qui comportait :

- 21 logements locatifs sociaux pour 1 525 m² SDP,
- des commerces pour 340 m² SDP,
- un parking en sous-sol de 32 places environ.

Le service du Pôle d'Evaluations Domaniales, dans son avis en date du 17 janvier 2018 avait défini une valeur vénale de 1 025 000,00 €.
Compte tenu de l'intérêt général de ce projet, du fait de la création de logements collectifs à caractère social sur le territoire communal, il avait été décidé de retenir le prix formulé par la SACOGIVA de 870 000,00 € soit un abattement de 15 % sur le prix fixé par les Domaines.
Depuis 2023, le projet a évolué avec une surface de plancher augmentée de 525 m² SDP par rapport à l'ancien projet. En effet, la SDP de l'ancien projet était de 1 865 m² contre 2 390 m² dans le nouveau.
Il se décompose comme suit :

- 23 logements locatifs sociaux pour 1 663 m² de SDP,
- des commerces pour 727 m² de SDP,
- un parking en sous-sol de 54 places environ.

Le service des Domaine a été saisi le 23 mai 2024 pour le nouveau projet et l'avis domanial en date du 18 novembre 2024, a évalué le bien à 620 000,00 € assortie d'une marge d'appréciation de 15 %.
La Commune, par courrier en date du 11 décembre 2024, a proposé à la SACOGIVA la vente du terrain cadastré section EK n° 34p pour le nouveau projet au prix de 620 000,00 €.

Le permis de construire n°13 001 23J0148 a été délivré le 29 janvier 2024 à la SACOGIVA pour le nouveau programme cité ci-dessus, mais il fait l'objet d'un recours et n'est donc pas définitif.
Pour autant, la Commune et la SACOGIVA souhaitent conclure la vente immédiatement nonobstant ce recours.
A cet égard, elles conviennent également d'assortir la cession d'une clause résolutoire, laquelle aura vocation à s'appliquer, dans l'hypothèse où le permis n'aurait toujours pas de caractère définitif passé un délai de cinq années courant à compter de la signature de l'acte authentique de vente.
De plus et afin de garantir le maintien du projet dans les termes évoqués ci-dessus, je vous propose d'assortir la vente d'une condition anti spéculative, déterminante du consentement de la Commune, garantissant le maintien de l'affectation pendant dix ans.

En conséquence, Mes Chers Collègues, Je vous demande de bien vouloir :

- **MODIFIER** la délibération n° DL.2018-243 en date du 11 juin 2018 concernant le projet envisagé sur la parcelle, les conditions, les modalités ainsi que le prix de

cession du terrain, seule l'autorisation de réaliser sur le site toutes les investigations nécessaires au projet ainsi que de déposer les demandes d'autorisations d'urbanisme demeurent inchangés ;

- **DÉCIDER** la cession à la SACOGIVA de l'emprise de terrain à distraire de la parcelle cadastrée section EK n° 34 pour la réalisation du programme présenté dans l'exposé qui précède ;
- **DIRE** que la cession se fera au prix de 620 000,00 € ;
- **DIRE** que cette cession sera conclue sous la condition résolutoire du défaut de justification, dans les cinq (5) ans de l'acte authentique de cession, du caractère définitif du permis de construire n° 13 001 23J0148 délivré le 29 janvier 2024 ;
- **DIRE** qu'afin de garantir le projet dans les termes évoqués ci-dessus, il sera stipulé une clause d'affectation de dix ans, déterminante du consentement de la Commune ;
- **CONFIRMER** en tant que de besoin l'autorisation donnée à la SACOGIVA pour réaliser sur site toutes les investigations nécessaires pour l'élaboration du projet et à déposer les demandes d'autorisation d'urbanisme
- **AUTORISER** Madame le Maire ou l'Adjoint délégué au Foncier à signer tous les documents afférant à ce dossier ;
- **AUTORISER** Monsieur le Chef de service comptable, du Service de Gestion Comptable d'Aix en Provence à faire recette de la somme correspondante.

Présents et représentés	:	55
Présents	:	42
Abstentions	:	8
Non participation	:	9
Suffrages Exprimés	:	38
Pour	:	38
Contre	:	0

Ont voté contre : NÉANT
Se sont abstenus : Pierre-Paul CALENDINI, Agnès DAURES, Cyril DI MEO, Emmanuel HENRY, Elisabeth HUARD, Marc PENA, Anne-Laurence PETEL, Pierre SPANO.
N'ont pas pris part au vote : Brigitte BILLOT Odile BONTHOUX Jacques BOUDON Eric CHEVALIER Sellam HADAOUI Claudie HUBERT Josy PIGNATEL Solène TRIVIDIC Jean-Louis VINCENT.

Ont signé, Sophie JOISSAINS, Maire Président de séance
OBJET : SAINT-PONS - PARCELLES CADASTRÉES SECTION LM N°23 ET 32 - BAIL RURAL AVEC LA SOCIÉTÉ AMANDES DE SAINT-PONS
Etaient Présents :
Monsieur Jonathan AMIACH, Madame Dominique AUGEY, Madame Béatrice BENDELE, Monsieur Fathi BENJILALI, Madame Kayané BIANCO, Madame Brigitte BILLOT, Madame Odile BONTHOUX, Monsieur Jacques BOUDON, Madame Joëlle CANUET, Monsieur Rémi CAPEAU, Monsieur Pierre-Emmanuel CASANOVA, Monsieur Eric CHEVALIER, Madame Agnès DAURES, Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI, Monsieur Cyril DI MEO, Monsieur Sylvain DIJON, Monsieur Laurent DILLINGER, Monsieur Gilles DONATINI, Monsieur Jean-François DUBOST, Madame Frédérique DUMICHEL, Monsieur Marc FERAUD, Monsieur Jean-Christophe GRUVEL, Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur

Emmanuel HENRY, Madame Elisabeth HUARD, Madame Claudie HUBERT, Madame Amandine JANER, Madame Sophie JOISSAINS, Monsieur Salah-Eddine KHOUIEL, Monsieur Philippe KLEIN, Madame Perrine MEGGIATO, Monsieur Alain PARRA, Madame Anne-Laurence PETEL, Madame Josy PIGNATEL, Madame Laure SCANDOLERA, Madame Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE, Monsieur Francis TAULAN, Madame Solène TRIVIDIC, Monsieur Jean-Louis VINCENT, Madame Fabienne VINCENTI, Monsieur Michael ZAZOUN, Madame Karima ZERKANI-RAYNAL.

Excusés avec pouvoir donné conformément aux dispositions de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Monsieur Ravi ANDRE à Madame Frédérique DUMICHEL, Madame Laurence ANGELETTI à Monsieur Philippe KLEIN, Monsieur Moussa BENKACI à Monsieur Fathi BENJILALI, Monsieur Pierre-Paul CALENDINI à Madame Josy PIGNATEL, Madame Françoise COURANJOU à Madame Dominique AUGEY, Madame Aliénor COUTIAUX-LACLADERE à Madame Perrine MEGGIATO, Madame Brigitte DEVESA à Madame Fabienne VINCENTI, Madame Stéphanie FERNANDEZ à Madame Brigitte BILLOT, Madame Sophie MEYNET DE CACQUERAY à Madame Béatrice BENDELE, Madame Arlette OLLIVIER à Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Marc PENA à Madame Claudie HUBERT, Monsieur Pierre SPANO à Madame Agnès DAURES, Madame Françoise TERME à Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI.

Excusés sans pouvoir : NEANT

Secrétaire : Monsieur Rémi CAPEAU

Madame Odile BONTHOUX donne lecture du rapport ci-joint.

MME LA MAIRE - On va faire la 04.15 sur la SACOGIVA

MME AUGEY – La délibération 04.15 qui concerne la SACOGIVA, consiste à vendre un terrain aux 3 Sautets, qui est une parcelle cadastrée. Ne m'en demandez pas plus. Il y a une vente de la ville à la SACOGIVA pour un terrain de 620 000 €.

MME LE MAIRE – Cyril DI MEO sur cette question.

M. DI MEO – Sur les 3 Sautets, l'évaluation des domaines est extrêmement faible, c'est-à-dire qu'en fait le prix de la parcelle est vraiment pauvre, on n'est pas contre parce que c'est des logements sociaux, mais il y a une baisse de l'évaluation des domaines de presque 100 000 €. Est-ce que c'est possible de savoir quelle est la nature ? Et il y a 2 Conseils Municipaux où on avait évoqué l'autre côté, qui était en face de la Toinou, et on avait demandé que nous soit présenté finalement un aménagement global de la zone, parce qu'on a fait un petit bout, un petit bout, un petit bout, et en fait on n'a pas eu de document de synthèse qui avait été promis en nous disant « oui il n'y a pas de souci, on vous mettra sur une même carte les deux bouts de chez Toinou, la contre allée, plus la SAGOGIVA » qu'on est… C'est un lieu quand même qui est assez sensible. En plus, vous allez augmenter le volume de commerces sur cet endroit-là si j'ai bien compris par rapport au projet précédent, on est monté un peu en volume de commerces. Il y a quand même une cohérence globale. Donc est-ce que ce serait possible d'avoir vraiment un document de synthèse de l'aménagement des deux côtés, de la contre allée et des deux 2 côtés, plus les commerces, etc ? Et que ça ne soit pas de petits bouts comme ça…

MME LE MAIRE - On va vous le transmettre.

M. DIMEO – On est pour des logements sociaux, mais si c'est pour que ça ne soit pas de la circulation, c'est une entrée de ville sensible, on ne serait pas trop favorable.

MME AUGEY – C'est sûr, qui a besoin d'être amélioré, oui.

MME LE MAIRE – C'est un beau projet.

MME AUGEY – Oui, oui, c'est un beau projet. Cette entrée de ville a besoin d'être amélioré, C'est très bien si on peut transmettre des documents, c'est parfait. Donc là du coup on peut voter.

MME LE MAIRE – Emmanuel HENRY, c'est sur la même question ? Et Madame PETEL aussi ?

M. HENRY – Je me permets d'insister sur la notion de prix parce qu'il y a une évaluation des domaines à 1 million d'euros il y a quelques années, puis une évaluation à 620 000 € de mémoire aujourd'hui. Et ça, je n'arrive pas à comprendre, alors ça ne dépend pas de vous, ça dépend de l'évaluation des domaines. Mais en même temps on est sur un marché haussier de 30 % du prix du foncier, du prix de l'immobilier. On est sur surface de construction qui est en nette augmentation dans le projet de la SACOGIVA, mais pas que… Initialement, il y a 350 m² à peu près de locaux commerciaux, maintenant, on passe à 700 m² de locaux commerciaux. Enfin, on cède un terrain à 250 € le mètre carré de droit constructible. Ça fait vraiment, vraiment, vraiment pas cher.

MME LE MAIRE – Après, c'est les domaines, c'est pas la ville.

M. HENRY – Non, mais le prix est libre indépendamment des domaines, mais…

MME LE MAIRE – On respecte.

M. HENRY – Oui, on avait déjà respecté dans une précédente décision l'avis des domaines qui disait 1 million, et vu qu'il s'agissait de beaucoup de logements sociaux, il y avait que 350 m² de commercial, on avait fait une réfaction du prix de 15 % à l'époque. Donc aujourd'hui, on a une baisse, mais colossale, 1 million à 600 000. Enfin, moi je n'arrive pas à me l'expliquer. Et je me dis que ce terrain, alors qui est bien placé dans son environnement commercial, sur un axe en développement, mais qui en même temps pour de l'habitation n'est pas du terrain numéro 1, vu qu'il est en bordure d'autoroute, etc. Mais je n'arrive pas à comprendre. Et c'est le bien public, c'est le bien de nos concitoyens.

MME LE MAIRE – Alors ce que l'on me dit, c'est effectivement, le fait qu'il y ait du logement social, évidemment fait baisser le prix, mais aussi parce que la SACOGIVA va participer à l'aménagement du parking en face de chez Toinou. Donc, il y a tout un ensemble de motivations qui font que les domaines…

M. HENRY – C'est hors dossier. On a que des bouts dans le dossier, l'avis domaines n'est pas motivé par cet aménagement de parking.

MME LE MAIRE - Je n'en sais rien.

M. CHENAUD – Oui, bonjour, en fait. En fait, si vous voulez, quand vous regardez la configuration du lieu, il y a une obligation de faire un parking souterrain. Et pour qu'on puisse accéder à ce parking souterrain, la SACOGIVA va devoir terrasser. Et ce terrassement contribue à ce que nous derrière en termes d'aménagement de l'espace, on n'aura pas à faire les travaux de gros terrassement que va faire SACOGIVA. Donc dans l'intégration du prix qui a été élaboré, il y a aussi ce contexte-là parce qu'on impose du stationnement en souterrain et et pas de stationnement de surface.

M. HENRY - C'était déjà le cas la dernière fois, il y a 8 ans, quand il y a eu la première évaluation ?

M. CHENAUD - La dernière fois, alors un, déjà il y avait un problème d'évaluation, et deux, il était potentiellement possible à un moment donné de faire du stationnement de surface sur la partie publique. Et aujourd'hui, ils vont faire leur stationnement de surface uniquement sur la partie privée, et ils vont concourir à ce qu'une grande partie des travaux vont être faits par eux pour que nous après derrière, on puisse en profiter pour pouvoir aménager le parking. Il y a un troisième point, qui est un épiphénomène mais qui est un phénomène important, c'est que pour qu'il puisse construire, il y a un dévoiement de canalisation du canal de Provence qui coûte relativement cher et qui a intégré à la SACOGIVA, et aussi ils vont le dévier pour notre parking de surface à côté.

M. HENRY – Ca, c'est quand même regrettable que ça n'apparaisse pas dans le rapport parce qu'on en a besoin pour être éclairé, et d'avoir les documents, c'est au moins aussi précieux que d'avoir des explications orales lors de l'Assemblée.

MME LE MAIRE - On va vous passer le document complet. C'est ce que ce qu'on disait tout à l'heure. Et on rajoutera ces éléments là pour que vous ayez… MME PETEL, et puis après on votera si vous voulez bien, et on fera rentrer nos collègues, les pauvres.

MME PETEL - Oui pour rebondir sur ce sujet de 3 Sautets parce qu'on en a déjà à chaque fois parlé, parce qu'il y a un énorme problème de circulation en fait à ce niveau-là, en raison du pont qui est en voie unique, et du coup en passage alterné avec un feu tricolore. On va se retrouver à nouveau avec des logements supplémentaires dans un quartier qui est embolisé le matin et le soir, et un pont dont on ne sait toujours pas quand est ce qu'il va être construit, c'est-à-dire un nouveau pont pour permettre le passage des voitures jusqu'à Meyreuil. Moi je voulais savoir si vous aviez fait une sorte d'étude de l'impact que ça va avoir en termes de pollution, en termes de circulation ? Parce qu'aujourd'hui, moi j'ai vu la dégradation sur plusieurs années avec les immeubles Icade, dont je signale toujours d'ailleurs que l'entrée d'Icade croise la sortie de Toinou, et que c'est très très bizarre d'avoir fait une entrée au niveau de la sortie d'un commerce. Personnellement, j'ai failli avoir un accident en raison de quelqu'un qui arrivait très vite pour rentrer chez lui, et qui n'a pas regardé qu'il y avait des clients qui sortaient. Donc un, étude d'impact sur la pollution, sur la circulation, parce que si on doit avoir des logements à cet endroit-là, il vaut mieux que les gens ne vivent pas dans la pollution, sachant qu'on est a très grande proximité de l'autoroute.

MME LE MAIRE - Je dirais qu'aujourd'hui les normes environnementales font que de toute façon ce n'est pas possible de construire du logement à proximité immédiate, je dirais, d'un pic de pollution et autres. Par ailleurs, effectivement on a créé pas mal, sur les plans, de places de stationnement. Et enfin, le pont ne pourra pas voir le jour avant 2 ou 3 ans bien entendu, mais qu'il est prévu tout de même dans cet ordre d'idée là sur le plan temporel.

Je vous propose de passer au vote.

04.15
Contre : 0
Abstention : 0

Ont voté contre : Néant
Se sont abstenus : Néant

01.01

RAPPORTEUR : Madame Dominique AUGEY
Politique Publique : 01-GESTION DES RESSOURCES ET MOYENS
OBJET : FISCALITÉ DIRECTE LOCALE - VOTE DES TAUX D'IMPOSITION DES TROIS TAXES DIRECTES LOCALES POUR L'ANNÉE 2025- Décision du Conseil

Mes Chers Collègues,
Les taux de la fiscalité locale de la Ville d'Aix-en-Provence n'ont pas été augmentés depuis 1996 et cette année encore, la Ville d'Aix-en-Provence a établi son budget 2025 sans augmentation des taux de la fiscalité directe locale.
Conformément à l'article 1636 B sexies du Code Général des Impôts, le Conseil Municipal vote, chaque année, les taux de la fiscalité directe locale par une délibération spécifique distincte de celle du vote du budget et ce, même si les taux restent inchangés.
En conséquence, je vous demande, Mes Chers Collègues, de bien vouloir :

- **DÉCIDER DE MAINTENIR** les taux d'imposition de la fiscalité directe locale pour l'année 2025 soit :
  - Taux de la Taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale à **18,94 % ;**
  - Taux (global) de la Taxe Foncière sur les propriétés bâties à **32,69 % ;**
  - Taux de la Taxe Foncière sur les propriétés non bâties à **12,37 %.**

Présents et représentés	:	55
Présents	:	45
Abstentions	:	0
Non participation	:	0
Suffrages Exprimés	:	55
Pour	:	49
Contre	:	6

Ont voté contre : Agnès DAURES, Cyril DI MEO, Emmanuel HENRY, Claudie HUBERT, Marc PENA, Pierre SPANO.
Se sont abstenus : NÉANT
N'ont pas pris part au vote : NÉANT

Ont signé Sophie JOISSAINS, Maire Président de séance
OBJET : COMPTABILITE COMMUNALE - BUDGET PRIMITIF POUR L'EXERCICE 2025
Etaient Présents :
Monsieur Jonathan AMIACH, Madame Laurence ANGELETTI, Madame Dominique AUGEY, Madame Béatrice BENDELE, Monsieur Fathi BENJILALI, Madame Kayané BIANCO, Madame Brigitte BILLOT, Madame Odile BONTHOUX, Monsieur Jacques BOUDON, Madame Joëlle CANUET, Monsieur Rémi CAPEAU, Monsieur Pierre-Emmanuel CASANOVA, Monsieur Eric CHEVALIER, Madame Françoise COURANJOU, Madame Agnès DAURES, Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI, Monsieur Cyril DI MEO, Monsieur Sylvain DIJON, Monsieur Laurent DILLINGER, Monsieur Gilles DONATINI, Monsieur Jean-François DUBOST, Madame Frédérique DUMICHEL, Monsieur Marc FERAUD, Monsieur Jean- Christophe GRUVEL, Monsieur Sellam

HADAOUI, Monsieur Emmanuel HENRY, Madame Elisabeth HUARD, Madame Claudie HUBERT, Madame Amandine JANER, Madame Sophie JOISSAINS, Monsieur Salah-Eddine KHOUIEL, Monsieur Philippe KLEIN, Madame Perrine MEGGIATO, Madame Sophie MEYNET DE CACQUERAY, Monsieur Alain PARRA, Madame Anne-Laurence PETEL, Madame Josy PIGNATEL, Madame Laure SCANDOLERA, Madame Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE, Monsieur Francis TAULAN, Madame Françoise TERME, Monsieur Jean-Louis VINCENT, Madame Fabienne VINCENTI, Monsieur Michael ZAZOUN, Madame Karima ZERKANI-RAYNAL.

Excusés avec pouvoir donné conformément aux dispositions de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Monsieur Ravi ANDRE à Madame Frédérique DUMICHEL, Monsieur Moussa BENKACI à Monsieur Fathi BENJILALI, Monsieur Pierre-Paul CALENDINI à Madame Josy PIGNATEL, Madame Aliénor COUTIAUX- LACLADERE à Madame Perrine MEGGIATO, Madame Brigitte DEVESA à Madame Fabienne VINCENTI, Madame Stéphanie FERNANDEZ à Madame Brigitte BILLOT, Madame Arlette OLLIVIER à Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Marc PENA à Madame Claudie HUBERT, Monsieur Pierre SPANO à Madame Agnès DAURES, Madame Solène TRIVIDIC à Madame Laure SCANDOLERA.

Excusés sans pouvoir :

NEANT

Secrétaire : Monsieur Rémi CAPEAU

Madame Dominique AUGEY donne lecture du rapport ci-joint.

MME LE MAIRE - Alors, Dominique AUGEY pour le 01.01 sur le maintien des taux d'imposition.

MME AUGEY - Merci Madame la Maire. Donc délibération 01.01. Cette délibération présente les choix de la ville concernant les taux fiscaux qu'elle pratique et qu'elle a donc à sa main. Il y a trois taux de fiscalité : la taxe foncière sur les propriétés bâties, la taxe foncière sur les propriétés non bâties, et la taxe d'habitation sur les résidences secondaires. Ces choix de taux sont des choix stables depuis 29 ans aujourd'hui. Je voudrais faire 4 commentaires sur ce choix de taux.

Il est bien connu des Aixois, premier commentaire, que les taux pratiqués à la ville d'Aix sont des taux qui sont immobiles bientôt depuis presque 30 ans. Nous fêterons les 30 années d'immobilité, peut-être l'année prochaine. Mais ça n'est pas la seule caractéristique de ces taux. Non seulement ils sont stables, ce qui veut dire qu'ils n'ont pas augmenté, mais en plus si je regarde, et c'est assez facile à faire, si je regarde les taux qui sont pratiqués dans d'autres communes, et bien je constate que ces taux sont en plus des taux qui sont bas en comparaison des taux pratiqués dans d'autres communes. Alors comment peut-on savoir ce genre de choses ? On regarde sur le site de la DGFIP, c'est-à-dire la Direction Générale des Finances Publiques, qui publient les taux pratiqués dans le département par exemple. Et dans le département, je vois que nous sommes dans la fourchette basse, voire même dans la fourchette vraiment extrêmement basse des taux. Alors on trouve moins bien sûr. Par exemple, c'est une bonne idée d'habiter Saint Antonin sur Bayon par exemple, puisque le taux de taxe foncière sur les propriétés bâties, il y ait de 24 %. Mais il est vrai que Saint Antonin bénéficie, des piscines Aixoises, des hôpitaux Aixois, etc, etc. Et qu'il est assez logique que dans les communes proches d'Aix et de taille modeste, il ne soit pas nécessaire de lever des impôts conséquents. On retrouve la même chose à Puyloubier. On trouve la même chose aussi à Saint Paul lès Durance. Donc là ce n'est pas la proximité avec Aix, mais c'est évidemment le fait qu'ils ont sur leur territoire une activité économique absolument majeure avec le CEA de Cadarache qui évidemment leur apporte des recettes suffisantes pour ne pas avoir besoin d'appeler les ménages. En revanche, c'est mieux d'habiter Aix que d'habiter La Ciotat. Je prends cet exemple parce que mes parents y ont habité pendant fort longtemps, 49 % c'est mieux d'habiter Aix que Marseille, 44,54 %. C'est mieux d'habiter Aix que Vitrolles, 52,72 %. Istres ou Port Saint Louis du Rhône avec plus de 53 à 53 %. La majorité des taux sur les Bouches du Rhône sont entre 38 et 42. Nous

sommes donc largement en-dessous. Et puisque Monsieur KLEIN faisait appel à un peu d'humour pendant nos réunions, je voudrais lui citer 2 villes de notre strate : la première est une ville désormais très célèbre ici, qui est la ville de Dijon, qui pratiquent comme taux de taxe foncière 51,69 %. Je vous rappelais que chez nous, c'est 32,69 %. Et puis une petite note d'humour, qui l'appréciera sûrement, il vaut mieux habiter à Aix que Le Havre, puisqu'au Havre, le taux de la fiscalité est de 54,36 %. C'était une note d'humour, ça n'appelle pas de réponse. *[Applaudissements].* Non, non, c'était vraiment pour expliquer qu'il y a des différentiels de taux qui sont extrêmement importants chez toutes les communes. Et donc, ce qui est à retenir, c'est que non seulement notre taux est stable, mais en plus il fait partie des taux les plus bas, et du département et de notre strate.

La deuxième remarque que je voulais faire, c'est qu'ici dans cette délibération, il y a 3 taux. Il m'en manque un, il m'en manque un, et je le regrette. Il manque évidemment le taux de la taxe d'habitation. Je ne l'ai pas parce qu'elle n'existe plus depuis 2020. Et c'est un regret. Un regret, parce que si on regarde combien nous rapportait la taxe d'habitation. Elle nous rapportait 45,7 millions d'euros. Il est vrai que l'État compense cette disparition de la taxe d'habitation. Donc dans les comptes de la ville, le niveau est toujours le même. Mais le fait qu'il n'y ait plus la taxe d'habitation, ça signifie aussi que les Aixois ne sont plus sensibles à la manière dont la ville est gérée, la manière dont la ville coûte à l'ensemble des Aixois. Alors diminuer un impôt, je trouve ça bien, bien sûr, mais un impôt parfois il donne des informations. C'est un peu comme si dans une copropriété vous n'ayez plus à payer directement les charges, mais qu'elles soient collectées par un organisme central, qui répercuterait les charges dans votre copropriété. Sans doute votre degré de vigilance et votre degré d'information ne seraient pas les mêmes, eh bien bien sûr, bonne idée de diminuer un impôt, c'est quand même dommage de l'avoir fait puisque probablement, ça diminue le volume d'informations dont bénéficie les Aixois et du coup, leur niveau d'alerte aussi, et de vigilance, et d'informations sur ce qui se passe à la ville.

Je voudrais faire une troisième remarque cette fois-ci sur ce que nous rapporte la fiscalité locale. On parle de taux bien sûr dans cette délibération. Mais la fiscalité directe, c'est-à-dire l'ensemble des impôts directs qui sont payés par les Aixois, par les entreprises et ainsi de suite, représente 161 millions d'euros dans notre budget 2025, c'est-à-dire 70 % de nos recettes de fonctionnement. C'est un point qui est très important. Et les ménages, ceux qui sont concernés par les 3 taux dont je viens de parler, et bien il contribue au budget 2025 pour 104 millions d'euros, c'est à dire 45 % de nos recettes de fonctionnement. D'où viennent ces 104 millions ? Ils viennent d'une multiplication. La multiplication des taux, ça, c'est le Conseil municipal qui en décide, multiplié par une base qu'on appelle la base locative, qui elle-même évolue avec le temps. Cette évolution est elle-même décidée au niveau national, puisqu'elle est votée par les élus de l'Assemblée Nationale, et généralement la base elle-même évolue en fonction du taux d'inflation, et vous voyez d'ailleurs dans le budget primitif, dans le budget premier, vous avez l'historique des taux d'inflation. Ce qui veut dire qu'avec le temps, eh bien, même si les taux sont stables, les recettes de la ville en effet augmentent. Elles augmentent de la part de cette base, mais aussi des nouvelles constructions. Et on a fait le calcul pour savoir ce qui venait des nouvelles constructions. L'augmentation des recettes de la ville s'explique pour 0,7 % par l'augmentation du nombre de constructions. Un point important aussi pour les nouveaux Aixois et les nouveaux acquéreurs à Aix, la ville a choisi jusqu'à aujourd'hui d'exonérer de la taxe foncière pendant les deux premières années les acquéreurs de logements neufs. Donc c'était ma troisième remarque.

Je voudrais terminer par une quatrième remarque, puisqu'on en a parlé lors du débat sur le rapport d'orientation budgétaire, nous avons eu un échange sur les logements vacants et les résidences secondaires. Donc je voulais apporter à ce Conseil quelques informations complémentaires. Sur les résidences secondaires, nous appliquons un taux qui est celui dans de la taxe d'habitation dédiée aux résidences secondaires. Nous avons sur Aix 5 400 contribuables, et la totalité de cette recette taxe d'habitation sur les résidences secondaires, nous rapporte 4,6 millions d'euros, à mettre donc en comparaison aux 104 millions d'euros dont je parlais tout à l'heure. Quand on regarde qui sont les 5 400 contribuables, ce sont des propriétaires de maisons ou d'appartements avec un ratio qui est assez proche

de un peu moins de 60 % pour des non Aixois, et un peu plus de 40 % pour des Aixois. Pour les logements vacants, il y a une taxe sur les logements vacants. Elle s'applique sur une liste de communes qui est décidée par décret, le dernier décret en vigueur est un décret du 25 août 2023. Il y a 3 697 communes qui appliquent cette taxe sur les logements vacants, et nous le faisons. Donc qui paye les logements vacants depuis plus de un an ? Comment sait-on qu'il y a des logements vacants ? Eh bien, parce que vous devez faire, vous qui êtes propriétaire, ceux qui sont propriétaires, doivent faire une déclaration en ligne sur le site des impôts, en déclarant ce qu'il possède. Est-ce que c'est une résidence principale ? Est-ce que c'est une résidence secondaire ? Est-ce que c'est un logement vacant ? Si le logement vacant est déclaré, il y a un taux qui s'applique pendant la première année qui est 17 %, un taux qui s'applique pendant la deuxième année et ensuite qui est de 34 %. Et bien le montant collecté sur Aix aujourd'hui est de 2,2 millions d'euros. Ce qu'il faut savoir, c'est que jusqu'à l'année dernière, ce montant était versé à l'ANAH, l'Agence Nationale de l'Habitat, et depuis l'année dernière, cette taxe va directement dans les caisses de l'État. Nous n'en voyons donc pas la couleur. C'est important à savoir. Et il y a aujourd'hui 2 133 logements vacants déclarés depuis un an et 977 vacants depuis plus de 2 ans. Donc 2,2 millions d'euros qui sont collectés ici, mais qui sont versés dans les caisses de l'État désormais directement.

Voilà, je voulais faire un tour de tous les aspects de la fiscalité parce que c'est évidemment quelque chose de tout à fait important. Et puis comme nous allons présenter le budget premier, et que c'est la recette principale évidemment de ce budget. Ce que je vous propose de faire, c'est d'enchaîner sur le budget. Il y a plusieurs délibérations qui tournent autour du même sujet je dirais. Il y a un bloc financier avec la délibération sur les taux, la présentation du budget 2025, une délibération sur des APCP et une délibération sur les tarifs. Ce que je vous propose, c'est de les passer toutes ensemble.

Et avant de commencer la présentation technique du budget 2025, Madame le Maire souhaite en faire une présentation plus politique.

01.02

RAPPORTEUR : Madame Dominique AUGEY
Politique Publique : 01-GESTION DES RESSOURCES ET MOYENS
OBJET : COMPTABILITE COMMUNALE - BUDGET PRIMITIF POUR L'EXERCICE 2025- Décision du Conseil

Mes Chers Collègues,
Lors de sa séance du 6 décembre 2024, le Conseil municipal a débattu sur le Rapport d'Orientations Budgétaires 2025 de la Ville d'Aix-en-Provence. Dans le respect des délais prévus par le Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil municipal doit examiner aujourd'hui le projet de Budget Primitif pour l'exercice 2025.
Conformément aux orientations présentées dans le Rapport d'Orientations Budgétaires, la Ville continuera à porter en 2025 les priorités qui sont les siennes depuis le début du mandat.

LES PRIORITÉS DU MANDAT

La défense du pouvoir d'achat des Aixois

- La Ville n'a pas augmenté ses taux fiscaux depuis 1996, soit 29 ans. La Ville reste décisionnaire du taux de la Taxe foncière (actuellement 32,69 % – Marseille 44,64 %, Salon de Provence 45,54 %- source : DGFIP). Depuis le 1er janvier 2023, la taxe d'habitation sur la résidence principale est supprimée pour tous les contribuables. La Ville a donc perdu une grande partie de son autonomie de décision financière.
- La Ville poursuit une large politique de gratuité et de gels des tarifs. Ainsi, elle favorise la lecture en permettant à tous de s'abonner et de retirer des ouvrages, des CD, des jeux gratuité au sein de toutes ses bibliothèques. Elle assure des repas de

qualité pour les enfants scolarisés dans les écoles primaires, le tout à des prix modérés et inchangés (Le prix moyen est de 3,63 € pour un coût moyen de fabrication de 13 €). La qualité du conservatoire et de ses enseignements est reconnue. Grâce au gel des tarifs d'inscriptions au conservatoire depuis 2019, un grand nombre d'enfants peuvent y apprendre à jouer d'un instrument, à danser ou à pratiquer le théâtre.

La Proximité, avec un cadre de vie apaisé pour les Aixois, en renforçant : La sécurité

- Continuer le recrutement de policiers municipaux : l'engagement de 50 policiers de plus durant le mandat (de 7 à 10 par an) sera tenu avec une cible de recrutement de 150 policiers municipaux. La Ville bénéficiera fin 2025 d'un policier pour 1000 habitants, ce qui place la Ville parmi les villes les mieux dotées de France.
- Améliorer la couverture de vidéo-protection : en 2025, comme chaque année, 20 nouvelles caméras seront installées. Les images des caméras sont analysées par une équipe dédiée de la police municipale au Centre de Supervision Urbain. Le mur d'écrans qui permet aux agents d'analyser les images a été rénové et amélioré en 2024.
- Renforcer la police de proximité : La Ville se porte acquéreur d'un second Poste Mobile Opérationnel (PMO). Le PMO mis en service en 2024 est quotidiennement sur le terrain : il se déplace dans les quartiers pour aller à la rencontre des habitants. Les agents recueillent les renseignements pour engager des réponses opérationnelles directes avec des patrouilles de police municipale ou en différé avec la création de fiches missions dédiées à des équipes (stationnements ventouses, nuisances sonores, regroupent de jeunes par exemple). Un planning est établi à la semaine en lien avec les mairies annexes. Le déploiement quotidien du PMO s'est avéré très utile et très apprécié. Il permet aux habitants des quartiers et villages de faire leurs démarches et d'expliquer aux policiers les difficultés du quotidien qu'ils rencontrent, permettant à ces derniers de mieux y répondre.

La santé

La Ville, soucieuse de l'accueil de sa population au Centre Hospitalier Intercommunal du Pays d'Aix, a souhaité investir sur la refonte du service des Urgences à hauteur de 1,5M€, bien que cette compétence ne relève pas directement des communes. Comme elle ne peut pas intervenir sur le recrutement de personnel, c'est un moyen de participer à la politique de santé publique.

La propreté urbaine

- Acquisition de balayeuses plus performantes et écologiques (consommant moins d'eau) avec un rythme d'acquisition de 4 balayeuses par an, soit un investissement d'environ 1 M€.
- Intensifier la sensibilisation aux gestes réduisant les déchets avec un focus sur la lutte contre les mégots, …).

L'environnement et les espaces verts

- Suite aux recommandations du programme européen AirFresh (planter le bon arbre au bon endroit), continuer une politique soutenue de plantations :
  400 arbres de hautes tiges seront plantés en 2025 avec une sélection d'essences méditerranéennes continentales adaptées au changement climatique et un arrosage par capillarité. Ce système est mis en place et testé aux serres municipales (centre horticole de Maliverny). L'arrosage par goutte à goutte réduit la consommation d'eau par 8 par rapport à l'aspersion. La capillarité réduira encore cette consommation.
- Développer en autoproduction nos plantations sur le site horticole de Maliverny (en plus de celle des vivaces), création d'une saulaie (un espace humide pour élever des essences) permettant de renaturer nos 238 kms de ripicylves (c'est à dire de berges de l'Arc, de la Torse, de la Touloubre…).
- La Ville souhaite également porter des actions auprès des propriétaires privés pour les sensibiliser à ces sujets.

L'éducation à travers le plan Bien Vivre à l'Ecole

- Finir la végétalisation des cours des écoles : l'ensemble des 76 cours d'écoles élémentaires et maternelles auront été traitées d'ici la fin de l'année 2025. 20 cours sont programmées cette année.
- Continuer l'isolation thermique des écoles : le programme de rénovation thermique des

écoles prévoit l'isolation de 16 écoles avec le traitement du confort d'été (cible bâtiment basse consommation BBC rénovation), à un rythme de 4 écoles par an en moyenne. À ce jour, 8 écoles ont été traitées.

- Continuer l'installation de ventilateurs dans les salles de classe et les cantines : les quelques 400 classes et dortoirs ont été équipés de ventilateurs en plafond. Il conviendra de continuer l'installation de ces équipements dans les réfectoires et les salles polyvalentes. Il est prévu que 100% des locaux seront pourvus en 2025.

L'aménagement de la Ville avec :

La rénovation et l'entretien de son patrimoine

La Ville détient un patrimoine doublement remarquable. D'abord par son étendue historique : des œufs de dinosaures jusqu'à des bâtiments remarquables du 20ème siècle, en passant par des vestiges romains ou une floraison de bâtiments des 17ème et 18ème siècle. Ensuite par leur nombre. S'ils font la richesse et contribuent à l'attractivité de la Ville, leur entretien nécessite un effort soutenu de la collectivité.

- Place d'Albertas
- Bastide du Jas de Bouffan
- Bibliothèque Méjanes
- Église de la Madeleine
- L'extension du complexe sportif Carcassonne (opération Plaine nature)
- Les jeux d'enfants ou les espaces de jeux dans les villages (square Jane Aublet, espace Ughetti, aire de jeux du parc Rambot)

La réhabilitation urbaine

- Le quartier Faubourg- réhabilitation du Cours Sextius
- La poursuite du projet de renouvellement urbain d'Encagnane
- La dernière phase du renouvellement urbain de Corsy
- La requalification de la rue Emeric David
- La requalification de la rue Follereau au Jas de Bouffan

Le développement des mobilités douces

La poursuite du Plan Vélo

Le renforcement du service IMR (Immeubles Menaçant Ruines) 6 ÉQUIPEMENTS ET CÉZANNE… À AIX

L'année 2025 est une année particulière puisqu'elle marque le retour effectif de 6 équipements et organise une exposition d'une ampleur exceptionnelle (130 œuvres rarement réunies).

Les 6 équipements

Le retour effectif de 6 équipements culturels et sportifs d'envergure permet à la Ville tout à la fois d'enrichir son patrimoine culturel et sportif et de mettre à disposition des aixois un service public de qualité :

- Piscine Yves Blanc
- Piscine Plein Ciel
- Piscine Claude Bollet
- Stade Maurice David
- Salle ARENA
- Salle du 6MIC

La Ville a mis en œuvre toutes les garanties pour que ces transferts puissent s'effectuer dans les meilleures conditions, tant sur l'optimisation de ces équipements dans leur organisation de demain, que sur la qualité du service rendu aux usagers, en protégeant les intérêts financiers de la Ville et en anticipant les transferts de personnel. Les coûts nets de charges ont été validés par une commission dédiée (CLECT- Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées - du 23 septembre 2024 - votée à l'unanimité) et font l'objet d'un reversement correspondant dans l'attribution de compensation. Parallèlement, la Ville a approuvé une convention de dette récupérable afférente qui a été présentée au Conseil Municipal du 6 décembre.

L'exposition Cézanne à Aix

La Ville d'Aix-en-Provence consacre, avec l'accompagnement de l'Office du Tourisme, l'année 2025 au grand peintre aixois Cézanne, avec notamment l'organisation d'une grande exposition internationale au Musée Granet regroupant plus de 130 œuvres prêtées par les plus grands musées du monde. Le lien entre Cézanne et la Ville d'Aix-en-Provence est ancien : après les premières expositions en 1951 et 1956 au Pavillon Vendôme, le musée Granet met à l'honneur le peintre aixois en 1990 après l'incendie de la Sainte Victoire. La Ville se porte ensuite acquéreur de la Bastide et de la Ferme du Jas de Bouffan après l'Atelier des Lauves. En 2006, l'exposition pour le centenaire de la mort de Cézanne est un immense succès tout comme l'exposition « Cézanne Picasso » en 2009. Après une première campagne de restauration en 2010, la Ville d'Aix-en-Provence démarre une nouvelle phase de restauration à la Bastide du Jas de Bouffan en 2022. À cette occasion, il a semblé primordial d'expliciter le lien viscéral entre les lieux de création de Cézanne et ses œuvres. Cette dimension s'est accentuée quant à l'été 2023, dans le cadre des sondages préparatoires à la restauration du Grand Salon de la Bastide du Jas de Bouffan, un panneau mural a été découvert, du moins un fragment monumental permettant d'identifier le thème de l'entrée de Port. Cette découverte, aussi magnifique qu'inattendue, donne une lecture nouvelle de la première période du peintre et confirme le Jas de Bouffan comme un lieu cézannien par excellence. Cela vient conforter le thème de l'exposition : Cézanne au Jas de Bouffan qui a pour objectif de mettre en lumière ce lien. La Ville porte un coût net lié à l'organisation et au fonctionnement de l'année Cézanne fixé à 3 millions d'euros nets.

Les retombées sont particulièrement importantes pour la Ville :

- une plus grande connaissance de son patrimoine, de son histoire partagée par tous les Aixois,
- une notoriété nationale et internationale renforcée sur le plan de l'attractivité. La presse internationale, dont le prestigieux journal américain New York Times place Aix-en-Provence parmi les destinations incontournables à visiter en 2025 (le 8 janvier 2025, le NYTimes classe Aix parmi les villes incontournables à visiter – 7ème position sur 55).
- des retombées économiques pour tous les acteurs : l'expérience des expositions passées ou d'autres évènements culturels majeurs comme le Festival International d'Art Lyrique montrent que les retours pour la ville sont dans un rapport de 1 à 7 via l'activité économique (fréquentation touristique) et en terme de notoriété.

LA REFONTE DU RIFSEEP

L'année 2025 permettra également aux agents de bénéficier d'un nouveau RIFSEEP favorisant tout à la fois un meilleur niveau de rémunération et une progressivité dans le temps pour un montant global d'un million d'euros.

La refonte du RIFSEEP répond à un triple objectif :

- la lisibilité et la clarté du dispositif
- l'équité et la sécurisation des évolutions salariales
- le développement de l'attractivité de la ville et la fidélisation des agents

LE PREMIER BUDGET VERT

La Ville propose son premier budget vert. Au-delà des obligations réglementaires, avec l'introduction dans le Compte Financier Unique d'une annexe « budget vert », la Ville mesure en 2025 l'impact environnemental de son budget. En mettant en exergue l'impact des choix de dépenses de fonctionnement et d'investissement sur la transition écologique et énergétique, le budget vert contribue activement à la définition de la stratégie municipale en matière de politiques publiques. La Ville fait le choix de produire une analyse environnementale de son budget primitif 2025, portant sur les dépenses au titre des politiques publiques municipales à partir des 6 enjeux de la taxonomie européenne, retenus également par l'Etat.

- Axe 1 : atténuation du changement climatique
- Axe 2 : adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels
- Axe 3 : gestion des ressources en eau
- Axe 4 : transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques
- Axe 5 : prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols
- Axe 6 : préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

La méthode retenue est celle d'une auto-évaluation portant en cette première année sur les dépenses au titre des politiques publiques de la Ville Ce sont ses engagements en matière de transition écologique qui permettent à la Ville de bénéficier en 2025 des soutiens en investissement de la Région au titre du contrat de centralité, du Département au titre d'un nouveau contrat de 13,7 M€ pour trois ans et de l'État au titre du Fonds Vert.

UN CONTEXTE EXCEPTIONNEL

La Ville maintient ses engagements 2025 malgré un contexte économique exceptionnel :

- Sur le plan international : le contexte géopolitique est de plus en plus tendu. Des fortes inquiétudes pèsent sur les échanges économiques à venir (montée du protectionnisme, place de la Chine, évolution de la politique américaine…) et la poursuite du ralentissement économique mondial demeure inquiétante.
- Sur le plan national : la préparation du Projet de Loi de Finances 2025 se situe dans un contexte budgétaire très dégradé des finances publiques, avec une prévision de déficit dont le montant fluctue au grès de la composition des gouvernements et reste très élevé (voir évolution des chiffrages sur le site France Trésor ou sur le site de la Banque de France). Suite à la motion de censure votée à l'encontre du gouvernement Barnier, l'objectif prioritaire annoncé par le nouveau Premier Ministre François Bayrou lors de son discours de politique générale du mardi 14 janvier 2025 est de ramener le déficit public à 5,4 % du PIB en 2025, et au seuil maximal toléré par la Commission Européenne de 3 % à échéance 2029 et de revoir à la baisse les prévisions de croissance à 0,9 % (avant la censure 1,1 %).

Rappelons que la dette des finances publiques est la somme de 3 dettes :

- la dette de l'Etat et des ODAC (organismes divers de l'administrations centrales). La liste est longue (environ 700). Pour ne citer que les principaux : Météo France, Pôle emploi, les universités et le CNRS, le CEA, les théâtres et musées nationaux, ….
- la dette des administrations de Sécurité Sociale,
- la dette des collectivités territoriales.

La dette des collectivités est stable depuis 30 ans voire même en légère diminution, passant de 9 % du PIB en 1995 à 8.9 % en 2023. A la différence de l'Etat et des organismes de Sécurité Sociale qui empruntent pour financer leurs dépenses de fonctionnement, l'emprunt des collectivités territoriales est exclusivement affecté aux nouveaux investissements et ne peut financer les dépenses de fonctionnement.

La contribution directe des collectivités locales au redressement des finances publiques, dans le nouveau projet de loi, serait ramenée à 2,2 Md€ en 2025, contre 5 Md€ de prélèvements prévus initialement. A ce jour, la mesure sur le FCTVA (Fonds de Compensation pour la Taxe sur la valeur Ajoutée) serait supprimée. Elle prévoyait une diminution du taux de remboursement de la TVA payée par les collectivités lors de leurs dépenses d'investissement.

- Première mesure : une ponction, prélevée directement sur leurs recettes fiscales à hauteur de 2,2 Md€. 2 000 collectivités territoriales seraient concernées avec un dispositif de retour conjoncturel des recettes fiscales des collectivités territoriales d'un milliard d'euros dont la somme serait reversée aux collectivités contributives par tiers pendant trois ans. A retenir donc, le prélèvement à la source sur le produit fiscal serait immédiat. Un remboursement de moins de 50 % des sommes prélevées devrait intervenir dans les années à venir. On peut se réjouir de l'annonce tout en s'en étonnant. Sans en avoir la certitude, le prélèvement serait de 1,5 à 2 M€ pour la Ville d'Aix-en-Provence (bien qu'il n'y ait pas eu de confirmation du montant, le prélèvement Barnier était supposé être proche de 4,4 millions d'euros).
- Deuxième mesure : l'augmentation de 3 points des cotisations employeur au titre de la CNRACL (Caisse Nationale de Retraites des Agents des Collectivités Locales). La CNRACL est le régime de retraite obligatoire de base des fonctionnaires titulaires des fonctions publiques territoriale et hospitalière. Il est géré par la Caisse des Dépôts et Consignation. Ce régime spécial fonctionne selon le principe de la répartition couvrant les risques vieillesse et invalidité. L'augmentation des cotisations a pour but de combler l'important déficit du régime. L'évaluation du coût pour la Ville est de 1,5 M€.

Les efforts en fonctionnement à mettre en œuvre pour répondre aux deux mesures dépasseraient 3 millions d'euros.

La Ville reste extrêmement circonspecte face à ces annonces. Si elle se félicite de l'annonce d'une ponction réduite, elle mesure les efforts à faire pour assumer ce qui reste une ponction et donc une nouvelle contrainte budgétaire. Rappelons que la ponction fonctionne comme une réaffectation des impôts des aixois du budget de leur Ville vers l'Etat central. Par ailleurs, les mesures prises par le Gouvernement ne pronostiquant qu'un retour limité et lointain vers un assainissement des comptes publics, rien ne garantit que des efforts ou des ponctions supplémentaires ne seront pas demandés à l'avenir. Dans un contexte d'incertitude, la Ville fait le choix, par précaution, de proposer un équilibre de son budget en intégrant des efforts en fonctionnement autour de 3,5 M€. De nombreuses collectivités ont fait des choix adoptant un principe similaire.

Déjà, depuis 4 ans, le budget de la Ville d'Aix-en-Provence a dû faire l'objet d'une grande capacité de résilience, avec l'impact des crises sanitaires en 2020 et 2021, puis avec les surcoûts de la crise énergétique et les augmentations de point d'indice en 2022 et 2023.

Le budget 2025 doit relever de nombreux défis et se veut plus que jamais volontariste. Dans un contexte national incertain, dans une année exceptionnelle Cézanne et au regard du transfert récent des équipements, chaque politique publique a été analysée pour identifier des sources d'économies et dans une perspective de recherche de recettes nouvelles, sans dégrader la qualité du service rendu aux aixois.

En 2025, les piliers d'une gestion vertueuse de la Ville, avec la non-augmentation des taux d'imposition, seront respectés :

- La maîtrise des dépenses de fonctionnement en allouant au mieux les dépenses et les recettes liées à l'opération Cézanne et au transfert des équipements. Sur ce point, les coûts liés au transfert des équipements seront, dans un souci de transparence, systématiquement isolés.
- La maîtrise de l'endettement,
- L'augmentation de l'autofinancement pour assurer un filet de sécurité en passant de 10 M€ à 12,5 M€,
- Un haut niveau d'investissements.

Les objectifs 2025 en investissement sont ambitieux. En effet, dans un contexte économique dégradé, la Ville assume un choix de maintenir un niveau d'investissement de 67,5 millions d'euros en 2025, à l'identique de l'effort porté en 2024. Les dépenses d'équipement sont plus que jamais primordiales pour soutenir l'activité du territoire et pour accompagner le quotidien les habitants.

Les choix d'investissements enregistrés dans le PPI (Programme Pluriannuel d'Investissements) de la Ville pour 2025 sont fléchés autour des priorités du mandat avec une concentration des financements vers plusieurs opérations phare que sont la rénovation de la bibliothèque de la Méjanes, la réalisation des bâtiments et parcours cézanniens, la rénovation de l'Eglise de la Madeleine, la plaine nature Carcassonne, l'isolation thermique et la végétalisation dans les écoles, les opérations NPRU I et II et l'aménagement du quartier du Faubourg, le relanternage en led, la renaturation en ville, la mise en circuit fermé des fontaines. Pour porter ces investissements ambitieux, la Ville a d'ores et déjà obtenu des financements de partenaires extérieurs et renforce sa recherche de mécénat, notamment pour l'opération Cézanne 2025.

Il est proposé en 2025 de maintenir le niveau de l'emprunt inscrit en 2024, soit 24,4 M€. A noter qu'inscrire un montant d'emprunt indique le montant maximum que le vote du Conseil municipal autorise. Ainsi, la mobilisation effective de l'emprunt en 2024 a pu être limitée à 15 M€. Ce niveau d'emprunt est raisonnable au vu du montant des investissements ambitieux portés en 2025. En outre, ces investissements seront financés par une cession d'un actif patrimonial de la Ville. Le patrimoine de la Ville a fortement augmenté avec le retour des équipements (+ 123 M€). A ce jour et en attente des évaluations demandées aux Domaines, le projet est d'étudier la vente, en site occupé, de l'hôtel de Galice pour un montant minimum de 13 M€.

Garantie d'une bonne santé financière d'une collectivité, le niveau d'autofinancement constitue un point essentiel d'un budget maîtrisé. La Ville fait le choix d'augmenter celui-ci en le passant de 10 à 12,5 M€.

Je vous propose maintenant, Mes Chers Collègues, d'examiner successivement :

I – Les grands équilibres du budget 2025

II - La section de fonctionnement

III – La section d'investissement
Compte tenu de ces éléments, je vous demanderais, Mes chers Collègues, de bien vouloir délibérer sur ce projet de budget et sur les décisions concomitantes, fidèles aux orientations budgétaires qui vous ont été présentées lors de la séance du 6 décembre 2024, et de
décider de :

- APPROUVER, par chapitres, les inscriptions budgétaires de crédits en dépenses et en recettes de chacune des sections de fonctionnement et d'investissement,
du Budget Primitif 2025 concernant le budget principal de la Ville ;

- AUTORISER Madame le Maire à mettre procéder à des virements de crédits entre chapitres fonctionnels hors dépenses de personnel dans la limite de 7,5 % des dépenses réelles de chaque section du budget communal, selon les modalités décrites à l'article L.5217-10-6 du CGCT.

Présents et représentés	:	55
Présents	:	45
Abstentions	:	7
Non participation	:	0
Suffrages Exprimés	:	48
Pour	:	39
Contre	:	9

Ont voté contre :
Laurence ANGELETTI Béatrice BENDELE Pierre-Paul CALENDINI Elisabeth HUARD Philippe KLEIN Sophie MEYNET DE CACQUERAY Alain PARRA Anne-Laurence PETEL Josy PIGNATEL
Se sont abstenus :
Joëlle CANUET, Agnès DAURES, Cyril DI MEO, Emmanuel HENRY, Claudie HUBERT, Marc PENA, Pierre SPANO.
N'ont pas pris part au vote : NÉANT

Le Conseil Municipal a Adopté à la majorité le rapport qui précède.

Ont signé Sophie JOISSAINS, Maire Président de séance
OBJET : COMPTABILITÉ COMMUNALE - MODIFICATIONS DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET DES CRÉDITS DE PAIEMENT POUR LES OPÉRATIONS "PLACE D'ALBERTAS", "RÉNOVATION DU PARC JOURDAN" ET "VÉGÉTALISATION DES COURS D'ÉCOLE"
Étaient Présents :
Monsieur Jonathan AMIACH, Madame Laurence ANGELETTI, Madame Dominique AUGEY, Madame Béatrice BENDELE, Monsieur Fathi BENJILALI, Madame Kayané BIANCO, Madame Brigitte BILLOT, Madame Odile BONTHOUX, Monsieur Jacques BOUDON, Madame Joëlle CANUET, Monsieur Rémi CAPEAU, Monsieur Pierre-Emmanuel CASANOVA, Monsieur Eric CHEVALIER, Madame Françoise COURANJOU, Madame Agnès DAURES, Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI, Monsieur Cyril DI MEO, Monsieur Sylvain DIJON, Monsieur Laurent DILLINGER, Monsieur Gilles DONATINI, Monsieur Jean-François DUBOST, Madame Frédérique DUMICHEL, Monsieur Marc FERAUD, Monsieur Jean- Christophe GRUVEL, Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Emmanuel HENRY, Madame Elisabeth HUARD, Madame Claudie HUBERT, Madame Amandine JANER, Madame Sophie JOISSAINS, Monsieur Salah-Eddine KHOUIEL, Monsieur Philippe KLEIN, Madame Perrine MEGGIATO, Madame Sophie MEYNET DE CACQUERAY, Monsieur Alain PARRA, Madame Anne-Laurence PETEL, Madame Josy PIGNATEL, Madame Laure SCANDOLERA, Madame Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE,

Monsieur Francis TAULAN, Madame Françoise TERME, Monsieur Jean-Louis VINCENT, Madame Fabienne VINCENTI, Monsieur Michael ZAZOUN, Madame Karima ZERKANI-RAYNAL.
Excusés avec pouvoir donné conformément aux dispositions de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :
Monsieur Ravi ANDRE à Madame Frédérique DUMICHEL, Monsieur Moussa BENKACI à Monsieur Fathi BENJILALI, Monsieur Pierre-Paul CALENDINI à Madame Josy PIGNATEL, Madame Aliénor COUTIAUX- LACLADERE à Madame Perrine MEGGIATO, Madame Brigitte DEVESA à Madame Fabienne VINCENTI, Madame Stéphanie FERNANDEZ à Madame Brigitte BILLOT, Madame Arlette OLLIVIER à Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Marc PENA à Madame Claudie HUBERT, Monsieur Pierre SPANO à Madame Agnès DAURES, Madame Solène TRIVIDIC à Madame Laure SCANDOLERA.
Excusés sans pouvoir :
NEANT
Secrétaire : Monsieur Rémi CAPEAU
Madame Dominique AUGEY donne lecture du rapport ci-joint.

MME LE MAIRE - Liminaire, liminaire avant ton bel exposé. Après, nous reprendrons les questions en bloc et nous répondrons ensemble. Donc ce budget 2025, vous ne l'ignorez pas, s'inscrit dans un contexte financier au niveau de l'État, au niveau de du pays, extrêmement difficile. Alors nous avons fait un choix très volontariste qui est celui de maintenir très haut les investissements et en même temps de garder un budget très protecteur des Aixois, avec une défense du pouvoir d'achat, vous voyez, on n'augmente pas les taux d'imposition et cela fait 29 ans qu'ils n'ont pas été modifiés, ce qui est quand même assez exceptionnel, et qui quelque part les rend plus bas qu'à l'origine.

Dans le même temps, sur la proximité, avec tout de même une position qui est celle de pallier, je dirais aussi les carences de l'État, avec l'engagement et le fait qui suit, de recruter entre 7 à 10 agents de police municipale, qui coopèrent étroitement avec la police nationale, mais peut-être que s'il y avait plus d'agents de police nationale, notamment sur la voie publique puisqu'il en manque 16 à ce jour, nous aurions besoin de moins recruter d'agents de police municipale.

Ensuite sur la santé, l'hôpital, puisque nous mettons 1,5 million pour la reconstruction des urgences. Ce n'est pas notre compétence, mais cela nous paraît crucial d'aider les Aixois sur ce plan-là, c'est une des premières compétences régaliennes, mais face au défaut de financement de l'État, eh bien nous venons surajouter.

Enfin, la propreté urbaine avec un rythme d'acquisition de 4 balayeuses par an, soit un investissement d'environ 1 million d'euros.

L'environnement, les espaces verts qui bénéficient d'une politique soutenue de plantations avec 400 arbres de haute tige en 2025 et une sélection d'essence méditerranéenne adaptée aussi au changement climatique.

Enfin, axe majeur aussi, l'éducation, le déploiement du plan « bien vivre à l'école » avec en 2025, la finalisation de la végétalisation des 76 cours d'écoles élémentaires et maternelles de la ville. Nous poursuivons l'isolation thermique des bâtiments, ainsi que l'installation de ventilateurs dans les cantines et salles polyvalentes. Les 400 classes et dortoirs sont déjà équipés.

Poursuite de l'aménagement de la ville bien sûr : la rénovation, l'entretien du patrimoine remarquable, la place d'Albertas, la Bastide du Jas de Bouffan, la bibliothèque Méjanes, l'Église de la Madeleine.

Mais l'aménagement de la ville, c'est aussi bien sûr l'opération de pleine nature et sportive au complexe Carcassonne, les jeux d'enfants dans les quartiers et villages, le Square Jeanne Oblet, l'espace Ughetti, l'aire de jeux du Parc Rambot.
Mais enfin aussi, évidemment, la réhabilitation urbaine qui façonne la ville de demain avec évidemment des conurbations, comme celles que nous avons connues avec le Pont d'Anthoine, et il s'agira ici du quartier Faubourg, d'Encagnane, de Corsy, le plan de rénovation urbaine de Corsy se terminera cette année avec la sécurisation évidemment de la place Michel, et donc des enfants, c'est des voitures qui vont extrêmement rapidement. Mais c'est aussi évidemment la requalification de la rue Émeric David, plus tard de la Place Miollis, de la rue Follereau, Jas de Bouffan.
Enfin, développement des mobilités douces avec la poursuite du plan vélo.
Et on ne peut ignorer, bien entendu, le retour effectif des 6 équipements culturels et sportifs qui nous viennent de la métropole cette année.

2025, c'est aussi une une année de grande attractivité pour notre commune dans une qualité exceptionnelle. C'est l'année Cézanne avec la bastide, l'atelier des Lodges, et l'exposition de 130 œuvres du peintre, dont certaines n'ont jamais été exposées ailleurs que dans leur musée d'origine. Et la petite galerie Cézanne, que l'on n'oublie pas, et qui je pense va ravir nos écoliers et tous les enfants du territoire.

Je pense qu'on a fait le maximum cette année, mais je vais laisser Dominique reprendre la parole.

MME AUGEY - Merci Madame le Maire. Nous avons présenté le rapport d'orientation budgétaire le 6 décembre. Il y a donc 2 mois de cela, nous avons eu des débats nourris sur les orientations politiques de la ville. Je présente aujourd'hui le budget premier, le budget primitif qui est la concrétisation financière des axes qui ont donc été abordés, explicités et débattus au mois de décembre. Je voudrais faire cette présentation en 3 temps : je voudrais parler du contexte national évidemment, ce n'est pas le lieu ici que de faire un débat de politique nationale, mais les incidences financières de la politique nationale, et en particulier de la loi de finances, sont importantes pour la ville d'Aix. C'est ce point-là que je voudrais préciser et me limiter à ce point-là pour ne pas déborder sur des sujets qui sont au-delà de cette Assemblée. Je voudrais dans un deuxième temps, rappeler les priorités du mandat et donner quelques exemples concrets. Et ensuite aborder la concrétisation financière.

C'est un long rapport, un rapport d'une soixantaine de pages. Avant de commencer mes commentaires, je voudrais d'abord remercier les services. C'est toujours un exercice difficile de faire de la prospective financière, surtout dans des situations d'incertitude. La direction financière est en grande partie derrière moi, ici assise, et donc je me retourne pour les remercier tous, individuellement et collectivement, je leur pose beaucoup de questions. Voilà, je leur donne beaucoup de travail, mais c'est un travail extrêmement utile pour moi et extrêmement agréable parce que j'ai le grand privilège de travailler avec des gens qui ont une compétence et une expertise qui est tout à fait remarquable. Je n'ai pas d'expérience dans d'autres communes, mais je crois savoir, d'après ce que j'entends, que nous sommes assez privilégiés ici à Aix. Je voulais le rappeler.
Vous voyez par ailleurs que ce rapport de 60 pages, je dirais même si c'est un budget, donc quelque chose où il y a des tableaux, des chiffres, des graphiques, et ainsi de suite, donc quelque chose qui est un petit peu rugueux et difficile, eh bien, malgré tout, il est très agréable à lire, il a une présentation fluide qui fait que même pour un outil comptable d'une grande complexité, qui parle quand même de 333 millions d'euros, ce qui n'est pas une petite chose. Et bien je crois, même quand on n'est pas un spécialiste de finances, on y rentre facilement, on y rentre avec intérêt, et je crois que tous les points techniques un peu complexes et délicats, ont été parfaitement expliqués par la plume collective et individuelle de toute cette équipe qui est derrière moi.

Alors, le contexte national. Que se passe-t-il ? De manière assez surprenante, il semblerait qu'il y ait la découverte d'un déficit de l'État, ou en tout cas un déficit public important et d'une dette cumulée

extrêmement extrêmement élevée. Je suis étonnée de la surprise, mais je pense que vous aurez la même position que moi. Vous vous souvenez la dernière fois, de manière peut-être un peu taquine, j'avais posé à cette Assemblée la question de savoir quand est-ce que était la dernière date pendant laquelle le budget de l'État avait été en équilibre ? Et vous m'aviez tous répandu d'une seule voix, et je vous en félicite tous, que c'était 1974. Alors mettons le point de départ des choses, en 1975, on avait donc un déficit, 75-75 de 0. OK. On regarde en quelle année nous sommes passés à 1 000 milliards ? Nous sommes passés à 1 000 milliards en 2003. Si je fais le décompte 1974-2003, on a mis 22 ans à venir à ce seuil-là. Maintenant, si je regarde quand est-ce qu'on a passé le seul des 2 000 milliards ? Nous avons passé le seuil des 2 000 milliards en 2014. Nous avons donc mis 11 ans à faire le même chemin que nous avions fait en presque 30 ans. Et si je regarde quand est-ce que nous avons passé le seuil des 3 000 milliards ? C'était en 2022, donc entre 2014 et 2022, nous avons donc mis 8 ans à faire ce chemin-là. Ça veut donc dire que nous avons non seulement un niveau de dettes important, mais surtout une accélération du rythme de la dette.
Le déficit budgétaire pour 2024 était de 157 milliards d'euros.
Dans la première mouture qui nous avait été proposée par le gouvernement BARNIER, il était prévu de mettre à contribution les collectivités à hauteur de 5 milliards.
Dans le gouvernement BAYROU, la mise à contribution serait de 2,2 milliards d'euros.
Alors dis comme ça, ça a l'air bien, on se dit « Ah chic, les choses ont diminué », mais c'est toujours 2,2 milliards d'euros, et on va voir ce que ça donne pour Aix dans quelques instants.

Alors face à ça, il y a eu deux types de réaction des collectivités territoriales. Globalement, celles qui ont voté leur budget au mois de décembre, une bonne partie d'entre elles, étant donné que la situation était vraiment très très incertaine, n'ont pas impacté, n'ont pas mis la contribution, à l'époque contribution BARNIER, dans leur compte. Certaines l'ont faite, mais mais pas toutes. Donc il y a eu des choses assez différenciées dans le comportement des collectivités territoriales.
La réaction de la ville vis-à-vis de tout ça, c'est quand même d'être assez choquée. La dette publique, un peu plus de 3 200 milliards d'euros, elle est constituée de 3 choses : la dette de l'État, la dette de la Sécurité Sociale, et la dette des collectivités territoriales. Nous en avons déjà parlé lors du ROB. Vous vous souvenez à peu près des proportions : 80 % l'État, 10 % la Sécu, 9 % les collectivités territoriales.
Maintenant, quand je regarde Aix, je regarde la dette d'Aix puisqu'elle est comptabilisée cette dette d'Aix dans la totalité de la dette publique, je vous rappelle un peu plus de 3 200 milliards. La dette d'Aix, 153 millions d'euros, pas milliards, millions d'euros. Si je fais la division de l'un par l'autre, je vois donc que la ville d'Aix est responsable de l'explosion de la dette publique pour 0,004 %. Alors du coup, la facture pour Aix, qui va probablement être aux alentours de 3 millions d'euros pour 0,004 %. Moi je trouve ça très cher du coup.

Donc ce prélèvement BAYROU, ça va être un prélèvement à la source, donc une diminution de nos recettes. C'est bien ennuyeux d'avoir ce prélèvement. Ce prélèvement BAYROU, on ne sait pas exactement de combien il va être, mais on a des pistes ou des informations. D'abord, on sait qu'il y a 2 000 communes qui vont participer. Le prélèvement fiscal à la ressource, il devrait être de l'ordre d'1,5 million, peut-être 2 millions. Et il s'augmente d'une augmentation de la cotisation retraite sur les fonctionnaires territoriaux et hospitaliers, 3 points de cotisation supplémentaires.
Si je compare avec le prélèvement BARNIER, le prélèvement fiscal était plus élevé, il était au-dessus de 4 millions, 4,4 millions exactement. Il y avait le même prélèvement retraite.
En revanche, dans le prélèvement BARNIER, il y avait aussi une modification du calcul de la TVA. Et ça, ça a été abandonné dans le calcul BAYROU.
Alors sur les cotisations retraite, bien entendu que tout ce qui peut favoriser les rémunérations et voir les retraites des fonctionnaires territoriaux qui ont travaillé à Aix et ont fait que cette ville fonctionne bien depuis des années, évidemment, il n'y a pas de débat, évidemment, et il faut y être favorable. Ce qui est un peu surprenant, c'est la brutalité des choses, là encore une fois. En effet, si je regarde le site de la Caisse Nationale de Retraite des agents des collectivités territoriales qui, pour la petite histoire, est gérée par la Caisse des Dépôts et Consignations, qui pour la petite histoire, a été dirigée depuis 2017 par un Monsieur qui s'appelle Éric LOMBARD, et qui est depuis 1 mois est Ministre des Finances, on voit qu'il

y a un fort déficit, et que ce fort déficit est lié à une pyramide des âges tout à fait classique dans la plupart des régimes de retraite. Il y a 2,2 millions de cotisants aujourd'hui. En 1985, il y avait 4,3 fonctionnaires en activité qui cotisaient pour un retraité. Aujourd'hui, il y a 1,33 fonctionnaire en activité qui cotise pour un retraité. Donc évidemment, le système a beaucoup de mal à s'équilibrer.
Ce qui est dérangeant, ce n'est pas le fait d'être appelé pour que ce système de retraite fonctionne, c'est la brutalité des événements et la brutalité de l'information. Quand on fait le calcul pour la ville, c'est quand même 1,5 million d'euros de cotisations supplémentaires. Alors on ne veut pas dire qu'on ne veut pas les payer, mais si les choses avaient pu être lissées, prévues, peut-être qu'on aurait moins de difficultés à les digérer.
Ce que nous dit aussi le prélèvement BAYROU, c'est qu'ils vont nous prendre de l'argent, mais ils vont nous le rendre. Alors il semblerait que peut être 50 %, peut-être l'année d'après, etc. J'en reçois l'augure avec plaisir. Mais un pays qui a 0,9 % de taux de croissance, qui est le taux de croissance annoncé pour 2025, c'est-à-dire un taux de croissance qui malheureusement est très faible avec un déficit conséquent avec une dette conséquente. Croyons que ce remboursement existera ! Mais je n'en suis pas certaine.

Voilà donc nous sommes face à cette difficulté. Si on additionne tout, on est sur une fourchette disons de 3-3,5. Donc nous, comme on est raisonnable et qu'on essaie de se couvrir contre les risques, on va prendre l'hypothèse des 3 et demi, et on va les provisionner. On va donc les défalquer de nos comptes. C'est ce qu'on vous dit d'ailleurs dans le budget primitif dès les premières lignes.
Alors pourquoi on fait ça ? Parce qu'on a un niveau d'activité quand même à la ville qui est un niveau d'activité élevé, un niveau d'investissements qui est très élevé, pour le B25, 67 millions d'investissements. On a un nombre d'activités sportives, culturelles, un nombre de services aux Aixois, etc, etc, aussi très élevé. Et bien pour cette année, après nous verrons bien comment les choses évoluent. Mais pour cette année, on va porter nous ce risque de 3,5 millions.
Alors pourquoi on peut se permettre ce portage ? Parce qu'on a une situation antérieure, qui est une situation solide depuis de très nombreuses années, donc on a des marges de manœuvre. Et puis quelque part, je pense qu'on le doit aussi, je pense qu'on le doit. La ville travaille avec un nombre très important de partenaires économiques. On a fait le compte de nos fournisseurs Aixois et Pays d'Aix. On travaille avec 2 451 entreprises du Pays d'Aix et 145 entreprises purement Aixoises. On est dans une situation très particulière aujourd'hui. On sait très bien, on en avait parlé lors du ROB d'ailleurs, que le nombre de défaillances d'entreprises a plutôt tendance à augmenter aujourd'hui, et avec un taux de croissance à 0,9, n'est pas nécessaire, d'après un grand économiste, pour savoir que ça va plutôt avoir tendance à augmenter qu'à diminuer.
Alors la ville, elle participe au dynamisme économique parce qu'elle achète, parce qu'elle investit. Voilà, alors rester présent auprès du monde économique en continuant à investir et à acheter des biens et services aux entreprises Aixoises, c'est quand même un point très important. Alors ça n'empêche pas de chercher à faire des économies et on en fait. On a revisité notre politique d'affranchissement, on a revisité notre politique d'abonnement, on a revisité notre politique de nettoiement dans les bureaux, on a sensibilisé les agents pour gérer la température dans les locaux, etc, etc. La liste est longue. Mais en tout cas sur les grands postes, on est resté alignés sur le fait d'être très proactif. Ça reste donc un budget ambitieux, et avec un niveau d'implication tout à fait important.
Je disais tout à l'heure que j'ai fait un petit calcul avec nos 153 millions de dettes et encore, je prends le chiffre de cette année, c'est-à-dire le chiffre dans lequel j'incorpore les 36 millions de dettes que nous avons en plus puisque nous avons récupéré 6 équipements. Une dette, ça se compare aussi au niveau de l'activité de la ville, puis ça se compare aussi à son patrimoine. Je rappelle que si nous avons augmenté notre dette, nous avons aussi augmenté notre patrimoine de 123 millions d'euros. C'est la valeur de ces 6 équipements. Donc si je fais le solde entre ce qui est rentré dans mon actif, donc les 123 millions d'euros, et puis le remboursement d'une dette qui s'étale sur une vingtaine d'années, avec un taux d'ailleurs qui est un taux intéressant, eh bien le gain net pour la ville, si je fais le solde des deux, c'est à peu près 88 millions d'euros. Donc on a une ville qui a une posture patrimoniale quand même très forte. On avait déjà un patrimoine considérable et ce patrimoine est bien ne cesse de s'augmenter, ce qui est une très bonne nouvelle, mais qui implique aussi d'avoir une réflexion sur l'optimisation de notre

patrimoine. Rentrer 123 millions d'euros de patrimoine avec une base déjà très importante, ça implique quand même de réfléchir. Vous avez vu qu'il y a beaucoup de collectivités territoriales qui ont amorcé une réflexion de ce type-là. Je cite le département par exemple, qui a enclenché une réflexion de ce type-là et renouvelle son patrimoine, réfléchit, optimise, à mieux mieux gérer les choses. Ça, c'était mon premier point, donc de positionner au fond notre capacité d'action dans un environnement national qui est quand même compliqué.

Je ne reviens pas sur l'environnement international. On en avait parlé pour pour l'Europe. Tout le monde sait très bien ce qui se passe encore sur les prix de l'énergie liés à la guerre en Ukraine, etc, etc. Évidemment la montée du protectionnisme. Donc je passe sur ces points-là qu'on avait déjà abordé.

Je peux attaquer mon deuxième point sur les priorités du mandat, donc un budget 333 millions d'euros, c'est un budget plus élevé que le budget de l'année dernière. Et ce budget, il s'organise donc autour d'une posture : fiscalité, on vient d'en parler, gratuité, blocage aussi des prix sur un certain nombre de services rendus par la ville.
On en a déjà parlé, mais c'est bien de le rappeler, les tarifs du conservatoire pour les enfants qui veulent suivre des cours, c'est le même depuis 2019. Là aussi, si on fait un petit benchmark sur les tarifs des conservatoires dans des villages autour autour de nous. À Fuveau par exemple, les tarifs sont plus élevés. Donc ils sont gelés mais en plus, ce sont des tarifs qui sont raisonnables. Il y a d'ailleurs chaque année une difficulté à accueillir tous les enfants qui souhaiteraient être accueillis dans un conservatoire, qui pourtant a une taille tout à fait tout à fait considérable.
Évidemment, des points de gratuité tout à fait essentiel comme les bibliothèques naturellement.
Vous regardez aussi dans les tarifs qu'on a votés la dernière fois, et puis ceux qu'on vous propose là dans quelques instants, qu'il y a énormément d'exonération dans les accès aux musées par exemple et ainsi de suite. Ça, c'est vraiment un point sur laquelle la ville est très engagée.
Je pense que le point le plus essentiel, c'est quand même le tarif des cantines. Le tarif des cantines, en moyenne 3,63 € pour un repas qui coûte 13 €. Je regarde Fabienne VINCENTI qui œuvre beaucoup pour que ces tarifs puissent perdurer dans le temps et permettre donc 3,63 €. On peut payer beaucoup moins bien entendu, ça dépend des revenus de la famille et ainsi de suite, ça permet grosso modo je pense à tous les enfants de pouvoir, même avec des revenus très modestes d'accéder à la cantine. Si une ville peut être utile, certainement c'est sur des points comme cela. Et 3,63 € comparés à 13 €, on voit bien le différentiel. Un différentiel qui est presque de 10 €. Celui-là, il est porté par le budget de la ville et il est porté avec volonté et détermination.

Les priorités du mandat, c'est la sécurité aussi. Madame le Maire a parlé tout à l'heure des recrutements. L'idée, c'est de finir à 150 policiers municipaux. Ça veut dire 1 policier municipal pour 1 000 habitants. Alors là aussi, on a fait un petit benchmark, on est allé voir ce qui se passait dans les autres communes et le Ministère de l'Intérieur publie ce genre d'information, et nous serons à la fin de l'année, avec ces 150 policiers municipaux, dans le top 10 des communes françaises ayant le pourcentage de policiers municipaux pour 1 000 habitants le plus élevé. Il y a une association des villes de France, cette association des villes de France, elle publie tous les 2 ans un panorama de la police municipale, de son taux d'équipements et ainsi de suite. La moyenne nationale pour 10 000 habitants - vous pouvez aller voir sur le site de l'association des villes de France, c'est affiché - la moyenne nationale c'est 5 policiers municipaux pour 10 000 habitants. Donc si je ramène à 1 000, ça fait 0,5 policiers pour 1 000 habitants. Ça veut donc dire que la ville d'Aix est au double de la moyenne nationale.
Toujours sur le panorama publié par l'association des villes de France, 22 % des villes sont dotés d'une brigade canine. C'est le cas chez nous, on a une brigade cynophile avec une voiture d'ailleurs spécifique, dédiée pour cette brigade. Naturellement en 2025, l'achat d'un deuxième poste pour la mobilité, l'augmentation du nombre de caméras. Alors tout ça c'est des budgets importants. De plus en plus de villes font ce choix-là d'ailleurs d'augmenter leur police municipale.
Et si vous regardez l'historique du développement des polices municipales, justement par le biais des études que mènent les villes de France, vous verrez que c'est une tendance qui se confirme un petit peu

partout, mais là encore, c'est la police nationale qui aurait dû, dans son sa mouture initiale, permettre aux communes d'assumer leur sécurité. Comme les choses ne fonctionnent pas, en tout cas suffisamment, au gout de Madame le Maire et de la plupart des Maires des communes d'ailleurs, les polices municipales se sont progressivement développées.
Donc la sécurité, c'est vraiment un point tout à fait important, donc le double de la moyenne nationale.

La santé, Madame le Maire en a parlé tout à l'heure, 1,5 million d'euros investis dans la rénovation des urgences. En effet, on le fait parce qu'on doit le faire, on le doit aux Aixois, on le doit aux habitants du Pays d'Aix. Mais si ça avait pu être financé autrement, on en serait aussi très content. Donc là aussi, on voit qu'il y a un déplacement quand même du rôle de l'État vers les communes. Nous, nous avons une commune de taille importante avec des budgets importants, donc ça nous donne la possibilité de porter un certain nombre de choses, mais tout le monde n'a pas la capacité d'Aix En Provence, et même si nous l'avons, on avait aussi des tas d'idées, des choses à faire avec ce million et demi. Il est bien là où il est. Il est bien que l'hôpital puisse évoluer, soit rénové, et soit de plus en plus performant. Mais ça veut dire quand même que la ville a petit à petit une fonction de centralité quelque part, qui est de plus en plus importante. Donc l'Hôpital du Pays d'Aix, mais pas que…
Je regardais par exemple comment fonctionnait notre service des titres sécurisés. Le service des titres sécurisés, c'est un service qui distribue les passeports, les cartes d'identité etc. On a distribué 33 000 titres sécurisés cette année. Et quand on regarde le détail des choses, un peu plus de 9 000 ont été attribués à des non Aixois. Et alors quand on cherche le pourquoi du comment ? Pourquoi des non Aixois viennent à Aix, parfois de la grande ville voisine ? Et quand on leur pose la question, c'est « parce que c'est plutôt bien fait à Aix, on peut prendre un rendez-vous en ligne, ça prend un petit peu de temps d'avoir un rendez-vous en ligne, mais ça prend beaucoup moins de temps que dans d'autres endroits ». Ça veut donc dire que un peu plus de 27 % des titres sécurisés gérés à Aix, donc par du personnel recrutait à Aix pour faire ce type de service, des locaux dédiés à ce type de service, donc ayant la capacité d'accueillir 33 000 personnes et ainsi de suite, ça induit un certain nombre de coûts, que là encore, la ville porte bien volontiers, des coûts de RH, des coûts de gestion de bâtiment, et ainsi de suite. Alors c'est vrai que l'État nous donne une petite compensation pour faire ce genre de choses, mais j'ai fait le calcul de ce que nous donnent l'État, divisé par nombre de titres sécurisés, ça donne 7,50 € par titre sécurisé. On est très content de les prendre bien sûr, mais évidemment le coût du traitement d'un titre sécurisé, il est bien entendu largement supérieur à ces 7,50 €.

Je voulais préciser ces éléments là pour montrer qu'une ville capitale, une ville qui a la place qu'a Aix, elle rend un certain nombre de services aux Aixois mais aussi aux non Aixois, et qu'elles portent aussi un certain nombre de dépenses qu'elle choisit, qu'elle assume, mais qui sont des dépenses qui, dans d'autres temps, auraient été portées par l'État central.

Donc fiscalité, gratuité, sécurité, santé, propreté. Donc un service qui a été remanié, étoffé, et qui a été doté de matériels, et nous allons continuer à acheter du matériel : 4 balayeuses. C'est quand même impressionnant de savoir que 4 balayeuses, c'est 1 million, donc une balayeuse 250 000 €. Donc il faut avoir conscience quand même que le prix du matériel, puisque c'est un matériel qui a du numérique, qui est capable de reconnaître ce qui est sur le sol, qui recycle l'eau, etc, etc, ça peut valoir des montants tout à fait tout à fait impressionnants.

Autre point extrêmement important pour la ville, et il ne pouvait pas en être autrement. Nous subissons tous évidemment le changement climatique, le réchauffement climatique, l'évolution du climat. Vous avez sans doute remarqué que depuis avant-hier, le préfet a passé les Bouches du Rhône au premier strate de restriction au niveau de l'usage de l'eau, des arrosages et ainsi de suite. Donc évidemment, tout ce que la ville peut essayer de faire à ce niveau-là, est extrêmement important. Et quelque chose de très efficace, c'est la végétalisation de la ville. On en est tout à fait certain puisque la ville a été ville laboratoire grâce à un programme, qui s'appelle le programme AIRFRESH, qui est un programme européen, qui a permis de tester de nouvelles manières, de créer des forêts denses, et avec un délai de

pousse accéléré. Cette nouvelle expertise désormais que la ville possède, lui permet de s'engager sur la plantation de 400 arbres par an. On le fait déjà depuis un certain nombre d'années, on continue, on augmente même. On travaille les nouvelles techniques d'arrosage, et pas que… Au site horticole de Maliverny, là aussi, c'est devenu une sorte de laboratoire d'expérimentation. Donc expérimenter, bon le goutte-à-goutte, c'était bien connu, mais on sait déjà que le goutte-à-goutte, ça permet de réduire l'eau dans un rapport de 1 à 8 par rapport l'aspersion. L'autre technique c'est d'arroser en profondeur cette fois-ci les racines, et là encore il y a une économie qui peut être significative. Sur Maliverny de l'autoproduction pour produire à moindre coût et avec des techniques là encore économes en eau. Et là je vais lire mon texte parce que je crois qu'il n'y a que Marc FERAUD qui maîtrise la création d'une saulaie, c'est-à-dire un espace spécifique humide pour élever des essences qui vont être destinées à être plantées sur nos berges, nos 238 km de berges. Et berges, quand on est un expert de la végétalisation, on n'appelle pas ça berges mais ripisylves. C'est ce choix de vocabulaire que je présente évidemment pour sourire, indique quand même qu'on a un niveau d'expertise désormais à la ville qui est vraiment de très bonne qualité. Il y a eu des recrutements pour avoir les compétences en interne pour faire ce genre de choses.
Une des grandes actions pour 2025, ça va être de sensibiliser les propriétaires privés. En effet, 80 % du patrimoine arboré de la ville d'Aix se trouve dans des propriétés privées, sur des terrains particuliers, et avec le réchauffement climatique, il faut prendre soin autrement des arbres, ce que ces propriétaires ne savent pas forcément, ce que les jardiniers habituels ne savent pas forcément non plus. Donc la ville va enclencher, je dirais, un rapport pédagogique, en tout cas un rapport de diffusion d'informations auprès des propriétaires privés, là encore pour les aider à sauvegarder leur patrimoine privé, qui finalement est aussi le patrimoine de la ville parce que c'est l'ensemble du verdissement qui nous aidera à lutter contre le réchauffement climatique.

Encore un point très important dans le mandat, l'éducation, bien vivre à l'école, la végétalisation des cours. Nous avons la gestion de 76 écoles primaires. À la fin de l'année, 100 % des cours seront végétalisées. On en fait 20 en 2025 et ce sera terminé. Je crois que c'est vraiment tout à fait essentiel.
L'isolation thermique, encore là aussi, c'est des gros budgets l'isolation thermique. Donc on a un agenda, un calendrier pour porter ces isolations thermiques au cours du temps. 4 écoles de plus cette année auront l'isolation thermique façade toit.
Des ventilateurs dans toutes les classes, là aussi, ça sera fini fin 2025. Toutes les salles de classe, toutes les cantines seront équipées de ventilateurs. On en installe encore 400 cette année. Ça, c'est un point tout à fait essentiel. Tant que le calendrier scolaire reste ce qu'il est, c'est-à-dire que nos enfants vont à l'école jusqu'à presque début juillet, il faut absolument qu'on soit en capacité de faire quelque chose pour que les salles de classe ne soient pas trop difficiles à fréquenter pour les enfants et puis les personnels bien entendu.

Autre point très important dans les objectifs de la ville, c'est évidemment l'entretien de son patrimoine avec le retour des 6 équipements bien sûr, l'année Cézanne dont Madame le Maire a parlé tout à l'heure. Les premiers éléments de budget vert aussi, c'est-à-dire la relecture au fond de nos activités. L'obligation légale, c'est de faire un budget vert pour le CFU 2024, ce qui sera donc dans quelques mois, mais on vous présente quand même des éléments qui ont un rapport dans le budget vert et végétalisation.

Deux derniers points importants : un point interne qui est qu'une ville, c'est aussi du personnel, et ce personnel, il a aussi une grille de rémunération. Cette grille de rémunération, elle a été profondément modifiée sur les dernières années, en retravaillant les bases par exemple, ou en remodifiant ce qu'on appelle le RIFSEEP en langage interne, c'est-à-dire la grille de rémunération des agents de la ville. On en a parlé au dernier Conseil Municipal.

Et je finirai par quelque chose qu'on n'avait pas écrit, en tout cas comme ça, dans le budget primitif, mais je le rajouterais volontiers. Je rajouterais bien un dernier paragraphe qui est celui de la défense du commerce indépendant. En fait, on a vu ce qui s'est passé pour les fêtes de Noël avec les illuminations

et les différentes animations qui ont eu lieu pendant la période de Noël. Madame le Maire et d'autres élus sont allés voir les commerçants pour voir comment ça se passait ? La réponse a été de dire « ça va plutôt bien, en tout cas, on est en meilleure position que dans bien d'autres endroits ». Ça veut donc dire que c'est vrai que ces animations, c'est vrai que ces moments particuliers, ils ont pour conséquence quand même de faire vivre notre centre-ville. Pourquoi je le rajoute ? Je le rajoute, parce qu'il y a cet événement exceptionnel, même si nous ne sommes pas Marseillais, peut-être que nous allons parfois dans le centre-ville de Marseille. Et vous avez appris ces derniers jours que le Centre Bourse, qui était quand même un élément essentiel du commerce de centre-ville, est en situation catastrophique. C'est les Galeries Lafayette qui ont décidé de fermer. Il semblerait que la Fnac va peut-être s'en aller. Enfin voilà, le fait de penser aussi que vivre agréablement dans une ville, c'est aussi vivre dans une ville qui vit. Et bien, ça implique aussi de penser à un certain nombre d'activités ou d'animations qui sont importantes.

Si je reviens maintenant, et ça sera mon dernier point, sur les grands postes. Donc je l'ai dit, un rapport d'une soixantaine de pages, je ne vais pas passer tous les postes les uns derrière les autres. Et puis j'imagine bien qu'on aura des échanges. Alors quelques focus :

- Budget total : 333 millions d'euros, ça c'est le budget.

- Nos recettes : 234 millions d'euros. On l'a vu tout à l'heure, elles augmentent de pratiquement 10 %.
  - La fiscalité des ménages : 104 millions d'euros.
  - On a un reversement de la métropole qui a augmenté, qui est à 57 millions d'euros aujourd'hui. Il a augmenté, c'est normal. Vous vous souvenez que nous avons récupéré 6 équipements, donc on a récupéré ce qu'on appelle poétiquement la CLECT et donc un peu plus de 8 millions d'euros. Donc évidemment, on a un reversement qui impacte tout ça.
  - On a aussi d'autres impôts qu'on encaisse qui sont les droits de mutation, ça, ça baisse un peu, c'est lié à l'activité immobilière.
  - On a le produit des Jeux qui est très dynamique : 8,5 millions d'euros. On en avait déjà parlé ici, mais le casino d'Aix En Provence a pris une initiative, il y a déjà maintenant presque 2 ans, de développer des tournois de poker. Ces tournois de poker ont un succès absolument incroyable, et donc ça accélère leurs ressources de manière absolument considérable.
  - On a aussi une tasse de taxe de séjour qui va bien, voire très bien. On la cible cette année à 3,2 millions d'euros, l'effet Cézanne, on espère qu'il y aura beaucoup de visiteurs. Et si on est bien à 3,2 millions d'euros, ça a un intérêt très particulier pour mes comptes et pour les comptes de la ville, c'est que nous avons une convention avec l'Office du Tourisme qui dit que nous rémunérons l'Office du Tourisme pour l'ensemble des actions qu'il mène au nom de la ville d'Aix, les actions de promotion, et évidemment Karima RAYNAL, Présidente de l'Office du Tourisme, et cette convention dit que nous versons 3,2 millions d'euros à l'Office du Tourisme, et que nous faisons un calcul de ce que nous lui devons, moins la taxe de séjour que nous lui reversons. Et si la taxe de séjour a le bon gout d'être à 3,2 millions d'euros, la ligne OT sera à 0 cette année pour le même volume de services, ce qui est une très très bonne nouvelle.
  - On a aussi alors tous ces autres impôts, ça fait 27 millions d'euros. Donc si j'ajoute la fiscalité des ménages, le reversement métropole, donc un reversement fiscal, les autres impôts, tout ça additionné, ça fait que pratiquement 78 % des recettes de la ville, ça vient de la fiscalité en direct ou de la fiscalité redistribuée via la métropole.
  - On a quand même des recettes propres aussi, en dehors des recettes fiscales. On a des recettes, je ne vais pas toutes les citer mais les principales : des recettes de stationnement, des recettes d'occupation du domaine public, à peu près 3 millions d'euros, beaucoup de marchés à Aix, tant mieux, réguliers, un peu dans beaucoup d'endroits de la ville d'Aix, beaucoup de terrasses, 3 millions d'euros.
  - On a des immeubles aussi qu'on loue. On n'est pas très très bon sur ce dossier-là, on en a pour à peu près 500 000 €. C'est vrai que la ville a une tradition de générosité vis-à-vis de ces grands partenaires. Par exemple, nous attribuons à Aix Marseille Université un grand nombre de locaux

qui sont attribués gratuitement. Ce qui nous va très bien, hein chère Sophie ! Ce qui nous va très bien parce que c'est important qu'il y ait des étudiants à Aix et qu'ils soient bien accueillis. Et par exemple, l'espace Forbin est un espace quand même de 4 000 m² sur lequel nous n'encaissons pas de loyer. Ce n'est pas un regret, c'est une information. On prête beaucoup de locaux aussi, en particulier au monde associatif.

- On va avoir des recettes nouvelles cette année parce qu'on a des nouveaux équipements et que certains d'entre eux encaissent des billetteries, comme par exemple les piscines.
- Si j'additionne tout ça, on a quand même des recettes propres à hauteur de 30 millions d'euros, ce qui n'est quand même pas si mal, c'est à dire 13 % de nos recettes propres.
- On a aussi des partenaires qui nous aide à financer un certain nombre d'opérations, donc des financements extérieurs publics. Par exemple l'Agence de l'eau pour le programme de la trame noire. Par exemple, la DRAC pour le fonctionnement du conservatoire. Le tout ça donne 1,5 million d'euros.
- Et enfin, nous avons l'État qui nous attribue une DGF, plus une compensation fiscale. On parlait de la taxe d'habitation tout à l'heure. Et puis qui nous reverse une partie de la TVA sur nos biens, sur notre fonctionnement. Le tout, c'est 13 millions d'euros, à peu près 6 % de notre budget.
- Voilà tout ça, c'est l'ensemble de nos recettes de fonctionnement qui sont donc à la fois dis dynamiques et multi-sources : des recettes fiscales, des recettes propres, des recettes liées à nos partenariats avec l'État, et avec d'autres institutions en public.

➢ <u>Nos dépenses</u>

- Alors avec tout cet argent, qu'est-ce qu'on fait en termes de fonctionnement ? Notre premier poste, c'est la masse salariale. Cette masse salariale elle est passée de 57,7 % l'année dernière en pourcentage à 57,2 % cette année. On est passé de 117 millions à 127 millions d'euros. Je vous rappelle que nous avons considérablement aussi augmenté nos personnels parce qu'il y a eu le transfert de 6 équipements. Par Exemple, pour les piscines, il y a l'équivalent de 62 ETP, équivalent temps plein. Voilà, il y a un delta entre l'année dernière et cette année qui est à peu près de 10 millions d'euros. Ça s'explique, d'une part, par les transferts, et puis d'autre part, par un certain nombre de choses. Par Exemple au 1er novembre 2024, le SMIC a augmenté, donc nous avons beaucoup de catégories C, ça a un impact important. Quelque chose qui est purement comptable, comme les comptables savent si bien faire, la comptabilisation des chèques déjeuner, ça se fait plus comme avant. Avant, on mettait que la différence entre ce que les gens payaient, les gens recevaient. Maintenant, il faut tout mettre, donc la totalité de la dépense, la totalité de la recette. Du coup à service égal, ça crée une ligne comptabilisation de chèques déjeuner qui est plus importante, mais c'est la même chose que l'année d'avant, mais ce n'est pas le même chiffre.
- Le GVT, donc le fait que nous vieillissons, c'est le glissement vieillesse.
- On a des dépenses liées à l'année Cézanne, évidemment qui sont des dépenses conjoncturelles. Il va se passer un événement exceptionnel entre le mois de juin et le mois d'octobre, cet événement, c'est ouvrir des lieux qui ne l'étaient pas avec des taux de fréquentation qu'on espère au niveau de ce que la presse internationale dit de nous aujourd'hui. Voilà donc évidemment l'année Cézanne, ça va impliquer pas mal de choses.
- La nouvelle grille tarifaire, le fait que les recrutements en police municipale, les recrutements en ATSEM, comme chaque année, le fait que la mutuelle se met aussi en place du côté des dépenses de la ville, et puis aussi un certain nombre de progression de carrière au travers de la CAPI pour à peu près 1,2 million d'euros. Voilà donc une masse salariale.
- On nous avait fait la remarque, judicieuse d'ailleurs, lors du rapport d'orientation budgétaire, qui était de nous dire « est-ce que vous regardez un petit peu à vous moderniser dans vos manières de faire et dans votre manière d'organiser la ville ? » Et on nous avait suggéré d'aller voir du côté de l'intelligence artificielle. Et en effet, c'est ce qui est fait en ce moment. On a un DGS qui est passionné par l'intelligence artificielle, pas que lui d'ailleurs, pas mal de ces DGA. Donc il y a tout un travail qui a été fait et qui consiste à aller rencontrer d'autres DGS, pour savoir comment les communes essaient de réfléchir à ce qui va pouvoir se passer avec ces outils-là. Ce qu'on

m'avait dit la dernière fois lors du débat du ROB, c'est qu'il serait sans doute judicieux d'utiliser l'IA pour diminuer personnel. Pour l'instant, ce n'est pas notre regard. Notre regard aurait plutôt pour manière d'aborder les choses, de dire on peut certainement travailler autrement. Par exemple que les prises de notes lors de réunions soient gérées par une intelligence artificielle ou que les notes de synthèse des documents administratifs, qui sont généralement très volumineux, soient faits par une intelligence artificielle. Très bien. Ça pourrait libérer du temps de fonctionnaires qu'on pourrait positionner sur de nouvelles actions ou de réflexions stratégiques, ou… il y a beaucoup de choses qu'on voudrait développer. Ça pourrait permettre d'avoir des bras pour faire ce genre de choses. On a un peu regardé du côté d'Aix Marseille Université, puisqu'on a une belle université à notre porte, et il y a en effet un un vice-président innovation numérique, que je connais bien et que j'aime beaucoup, qui s'appelle Moustapha OULADSINE. On a pris contact avec lui. Et Aix Marseille Université a aussi des outils. Ils ont gagné un concours européen qui leur a permis de monter une structure qui peut aider les collectivités territoriales et aussi les PME et TPE. Voilà pour la masse salariale.

- Dans nos dépenses de fonctionnement, on distribue pour un peu plus de 10 millions d'euros de subventions et de participations à un certain nombre d'organismes publics, comme CCAS : 5,1 millions d'euros, même montant que l'année dernière, ou l'école d'art. Alors là, je fais une toute petite parenthèse de 20 secondes parce que j'ai le grand bonheur d'être Présidente de cette école d'art, et je voudrais signaler que l'ensemble des Présidents et Présidentes des écoles d'art, nous sommes en train de rédiger un courrier à l'adresse du Ministre de la Culture, à l'adresse de Madame Rachida DATI, pour lui faire part de ce qu'elle sait déjà puisque nous lui avions déjà écrit l'année dernière, que les écoles d'art sont un peu en difficulté, voire pour certaines d'entre elles très en difficulté. Ce n'est pas le cas de l'école d'Aix, il y a bien pire que l'école d'Aix, mais quand même je rappelle que l'école d'Aix repose quasi en totalité sur les subventions de la ville, puisque l'État, sur un budget de 3 millions d'euros, doit verser un petit peu plus de 120 000 €, encore une fois que l'on prend bien volontiers, mais c'est quand même une structure qui délivre des diplômes nationaux, et tout ça est quand même très étonnant. Je referme ma parenthèse personnelle.
- On verse des subventions aux associations sportives, culturelles, etc, politiques de la ville, et ainsi de suite : 17 millions d'euros. Vous avez le détail avec une périodicité maintenant qui s'est installée, c'est-à-dire avec une année Biennale qui est plutôt à 18-19 et une année sans Biennale qui est plutôt à 17. Voilà avec une périodicité de ce type-là.
- On a aussi des dépenses, des dépenses courantes pour que, évidemment, la ville fonctionne. C'est à peu près 40 millions d'euros.
- Et quant aux fluides, on en est à peu près après 13 millions d'euros.
- Sur les mauvaises nouvelles, on a un souci, je ne peux pas vous en dire le montant encore parce qu'on est encore en négociation, mais on a un souci avec nos compagnies d'assurances. C'est quelque chose qui est général dans toute la France et qui touche la totalité des communes. Il y a eu beaucoup de drames très importants, de sinistres très importants, en particulier liés au climat dans un nombre important de commune. Du coup, les compagnies d'assurances recalculent leurs risques, et même si ce n'est pas une préoccupation majeure sur Aix, bien qu'on ait des risques aussi, bien sûr, on sera très certainement impacté. Impacté ça veut dire peut-être une multiplication par 6-7, combien je dirais Anne-Louise, une multiplication multipliée par 4 aujourd'hui, on n'a pas fini les négos, mais enfin c'est quand même un impact énorme.
- Voilà, on reverse des recettes aussi. Donc on a parlé de la taxe de séjour tout à l'heure. Elle rentre et elle sort. On a parlé des MAQ, Madame le Maire nous en dira un peu plus tout à l'heure dans une délibération spécifique. Là aussi, on encaisse et on reverse. Même chose pour le forfait post-stationnement. Tout ça, ça donne à peu près 4,5 millions d'euros.

➢ <u>Investissements</u>

- Sur la partie investissement maintenant, on a un total des dépenses d'équipements, qui est très élevé : 67 millions d'euros. Mais c'est vrai qu'on fait beaucoup de choses et qu'on a beaucoup de

chantier, et de beaux chantiers en cours. Alors c'est 67 millions d'euros, comment on les finance ? D'abord, on s'est fixé d'avoir un autofinancement à 12,6. On vous explique le calcul d'ailleurs dans le budget, qui est nos 10 millions d'euros, comme l'année dernière, plus la CLECT. Je ne vais peut-être pas m'appesantir sur les raisonnements techniques.

- On a des subventions d'équipement de tous nos partenaires financiers, c'est-à-dire régions, État, etc, jusqu'à département métropole, pour 16 millions d'euros.
- On a des recettes propres pour 11 millions d'euros.
- On a des amendes de police. Par exemple, la taxe d'urbanisme, et le gros poste, c'est le retour de la TVA sur les investissements, à peu près pour 6,5 millions d'euros.
- On projette des cessions d'actifs à peu près au même niveau que l'année dernière. Je rappelle que nous avons un patrimoine très important, qu'on vient de rentrer, 123 millions dans notre patrimoine, et là on envisage d'en sortir 16 millions.
- On a un ciblage emprunts au même niveau que l'année dernière : 24,4 millions. Je voudrais préciser quelque chose qui est que, autoriser un emprunt ne veut pas dire qu'on va emprunter. Donc autoriser à un emprunt jusqu'à 24,4 millions d'euros. Par exemple en 2024, a priori on aura emprunté 15 millions d'euros, donc on est bien en dessous des 24,4. Et on rembourse très précisément 14,8 millions d'euros chaque année. Donc notre stock diminue de pratiquement 15, il a augmenté de pratiquement 15 puisqu'on a emprunté 15, donc notre stock est stable, il est à 0. Ça, c'est quand même important.
- Je voudrais parler des taux d'intérêt et des frais financiers. Jeudi dernier, Christine LAGARDE annonce que la Banque Centrale Européenne baisse ses taux de 25 points, c'est-à-dire qu'ils sont aujourd'hui à 2,75 %. Elle a déjà annoncé, ou les bruits de couloir disent déjà que le 6 mars, qui sera la prochaine réunion de la Banque Centrale Européenne, les taux passeront à 2,5. Pourquoi est-ce qu'on sait ça ? Parce que le ciblage du taux d'inflation c'est 2 %. Comme on est 1,7-1,9, on est dans la cible, donc il y a plus la nécessité, en tout cas, c'est comme ça que raisonne la Banque Centrale, d'avoir un contrôle, de mettre beaucoup de monnaie sur le marché. Donc il est du domaine du possible qu'à la fin de l'année… mais que va-t-il se passer avec la politique TRUMP ? Personne n'en sait rien. Donc, à toutes choses égales par ailleurs, comme disent les économistes, ceteris paribus, le taux pourrait être d'un point et demi à la fin de l'année.
- Avec tout cet argent, qu'est-ce qu'on fait ? On dépense de deux manières : on fait des dépenses qu'on appelle infra-annuelle, c'est-à-dire des choses qui sont terminées pendant l'année 25 ; et puis on fait des dépenses pluriannuelles, c'est-à-dire des opérations de grande envergure, qui nécessitent un certain nombre d'années pour être réalisées. Tout ce qui est dans notre pluriannuel, ce sont des actions qui ont déjà démarré. Naturellement, nous restons raisonnables, même s'il y a des demandes formulées par de nombreux élus, même s'il y a des envies de faire encore des tas de choses. La manière dont on s'organise cette année, c'est de continuer ce qui a été commencé, et nous verrons bien par la suite comment les choses vont se faire.
- Alors, dans les dépenses terminées en 2025, je vais assez vite : la rénovation d'un PC de circulation et de la vidéosurveillance pour 1 million d'euros ; l'échangeur du Pont de l'Arc, ah Éric est parti, 1,6 million d'euros ; le parvis de Célony : 500 000 € ; 3 aires de jeux pour enfants (Luynes, le parc Rambot, et Oblet) : 500 000 €. Dans le pluriannuel, donc la partie qui sera dépensée en 2025 et qui fait que les choses ne seront pas forcément totalement terminées, donc les écoles : 2,5 millions. Vous vous rappelez que pour la partie végétalisation, ça sera terminé, mais pour la partie rénovation thermique, il faut continuer. Donc on est bien sur du pluriannuel avec 2,5 millions pour rénover donc les 4 écoles. Le lancement du faubourg qui démarre par les travaux sur le cours Sextius, qui, comme vous le savez, n'aura plus rien à voir avec le cours Sextius d'aujourd'hui, donc le début des travaux : 3,5 millions. La Méjanes, énorme projet, l'activité de la Méjanes cette année, c'est 6 millions d'euros. On continuera l'année prochaine. Carcassonne : 2 millions d'euros, ce qu'on appelle la pleine nature, donc le stade Carcassonne. La Bastide du Jas de Bouffan, qui devra en grande partie être terminée cette année : 3,4 millions d'euros. Bien sûr, l'ANRU, le PNRU 1 et 2 : 2 millions d'euros.

- Des sommes plus petites mais tellement importantes : le terrain synthétique du Val Saint André : 1 million d'euros ; la mise en circuit fermé des fontaines : 300 000 € ; la végétalisation des cours d'école, des jardins, la rénovation du Parc Rambot : pratiquement 2,5 millions d'euros ; et les éclairages publics vont basculer dans un système qui soit un système utilisant des LED et avec des réglages qui permettent de baisser éventuellement pendant la nuit d'un certain pourcentage, d'éteindre tout ou pas de tout éteindre, etc, etc : il y en a pour 2 millions d'euros.
- Et à partir de la page 51 et suivante, vous avez la première construction d'un budget vert. Il y a 6 axes qui sont déterminés dans ce budget vert, dans la manière dont il doit être construit, et toutes les dépenses de fonctionnement et toutes les dépenses d'investissement, sont passées au crible de ces 6 axes, et permettent d'afficher donc 3 catégories des dépenses qui sont très favorables à l'environnement, les dépenses favorables à l'environnement, et des dépenses neutres en termes d'environnement. Tout ça est analysé hors masse salariale et vous avez le détail des choses. Par exemple, sur les 67 millions d'investissements, 20 millions sont très favorables ou favorables, 47 millions sont neutres. C'est intéressant parce que le fait d'avoir cette logique en termes de budget vert, veut dire que quand aujourd'hui, on démarre quelque chose, quand on pense quelque chose, quand on pense une dépense, on ne la dépense pas qu'en termes financiers et de faisabilité, c'est-à-dire de calendrier ou d'agenda, on la pense désormais, et c'est une bonne chose et c'est indispensable aussi sur l'efficacité environnementale des dépenses de la ville.

Voilà les principaux éléments sur ce budget.

01.03

RAPPORTEUR : Madame Dominique AUGEY
Politique Publique : 01-GESTION DES RESSOURCES ET MOYENS
OBJET : COMPTABILITÉ COMMUNALE - MODIFICATIONS DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET DES CRÉDITS DE PAIEMENT POUR LES OPÉRATIONS "PLACE D'ALBERTAS", "RÉNOVATION DU PARC JOURDAN" ET "VÉGÉTALISATION DES COURS D'ÉCOLE"- Décision du Conseil

Mes Chers Collègues,
Pour rappel, les procédures d'AP/CP (*autorisations de programme / crédits de paiement)* sont une dérogation au principe d'annualité budgétaire permettant à la fois une approche pluriannuelle des opérations d'investissement, une amélioration de la visibilité des engagements financiers de la collectivité, et une limitation du recours aux inscriptions en *restes à réaliser*.
L'AP constitue la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées, sous la forme d'engagements pluriannuels d'AP, pour le financement d'un programme d'investissement. Elle demeure valable sans limitation de durée jusqu'à ce qu'il soit procédé à son annulation. Elle peut être révisée chaque année.
Les *crédits de paiement* désignent la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées durant un exercice comptable, pour la couverture des engagements contractés dans le cadre d'une *autorisation de programme*. L'équilibre budgétaire s'apprécie en tenant compte des seuls CP.
Chaque *autorisation de programme* comporte la réalisation prévisionnelle par exercice des *crédits de paiement*, dont la somme doit être égale au montant de l'*autorisation de programme.*
Toute modification dans la structure des AP/CP doit être soumise à l'approbation du Conseil Municipal.

1) Modification de l'Autorisation de Programme « Place d'Albertas » (N° P10-2021- 1)
Cette autorisation de programme N° P10-2021-1 a été révisée aux termes de la délibération n° 2024-295 du 19 juillet 2024 dans les conditions suivantes :

AP	Réalisation antérieure	CP 2024	CP 2025
1 133 547,58 €	628 542,58 €	420 005,00 €	85 000,00 €

Il convient en conséquence de modifier l'échéancier comme suit :

AP	Réalisation antérieure	CP 2025	CP 2026
1 133 547,58 €	900 501,95 €	89 500,00 €	1435,63 €

2) <u>Modification de l'Autorisation de Programme « Rénovation du Parc Jourdan »</u> <u>(N°P03-2021-2)</u>

Cette Autorisation de Programme a été révisée aux termes de la délibération n° 2024-4 du 9 février 2024 dans les conditions suivantes :

AP	Réalisation antérieure	CP 2024	CP 2025
2 000 000 €	53 634,59 €	0,00 €	1 946 365,41 €

Il convient en conséquence de modifier l'échéancier comme suit :

AP	Réalisation antérieure	CP 2025	CP 2026
2 000 000,00 €	53 634,59 €	0,00 €	1 946 365,41 €

3) <u>Modification de l'autorisation de programme « Végétalisation des cours d'école »</u> <u>(N° P03-2021-1)</u>

Cette Autorisation de Programme a été révisée aux termes de la délibération n° 2024-4 du 9 février 2024 dans les conditions suivantes :

AP	Réalisation antérieure	CP 2024	CP 2025
5 000 000,00 €	2 978 738,53 €	1 000 000,00 €	1 021 261,47 €

Il convient en conséquence de modifier l'échéancier comme suit :

AP	Réalisation antérieure	CP 2025
5 000 000,00 €	3 944 390,03 €	1 055 609,97 €

En conséquence, je vous propose, Mes Chers Collègues de :

- **ADOPTER** la révision de l'autorisation de programme N° P10-2021-1, selon les montants de crédits de paiement, exprimés pour leurs montants TTC suivants :

AP	Réalisation antérieure	CP 2025	CP 2026
1 133 547,58 €	900 501,95 €	89 500,00€	143 545,63 €

- **ADOPTER** la révision de l'autorisation de programme N° P03-2021-2, selon les montants de crédits de paiement, exprimés pour leurs montants TTC suivants :

AP	Réalisation antérieure	CP 2025	CP 2026
2 000 000,00 €	53 634,59 €	0,00 €	1 946 365,41 €

- **ADOPTER** la révision de l'autorisation de programme N° P03-2021-1, selon les montants de crédits de paiement, exprimés pour leurs montants TTC suivants :

AP	Réalisation antérieure	CP 2025
5 000 000,00 €	3 944 390,03 €	1 055 609,97 €

- **DIRE** que les incidences budgétaires sur 2025 seront régularisées par décision modificative ;
- **AUTORISER** Madame le Maire ou l'élu délégué à liquider et mandater les dépenses correspondant à ces crédits de paiement.

Présents et représentés	: 55
Présents	: 45
Abstentions	: 0
Non participation	: 0
Suffrages Exprimés	: 55
Pour	: 49
Contre	: 6

Ont voté contre : Agnès DAURES Cyril DI MEO Emmanuel HENRY Claudie HUBERT Marc PENA Pierre SPANO
Se sont abstenus : NÉANT
N'ont pas pris part au vote : NÉANT

Le Conseil Municipal a Adopté à la majorité le rapport qui précède.

Ont signé Sophie JOISSAINS, Maire Président de séance
OBJET : COMPTABILITÉ COMMUNALE - MODIFICATION DE LA DÉLIBÉRATION N° DL.2024-509 FIXANT LES TARIFS ET DROITS DES SERVICES PUBLICS
Étaient Présents :
Monsieur Jonathan AMIACH, Madame Laurence ANGELETTI, Madame Dominique AUGEY, Madame Béatrice BENDELE, Monsieur Fathi BENJILALI, Madame Kayané BIANCO, Madame Brigitte BILLOT, Madame Odile BONTHOUX, Monsieur Jacques BOUDON, Madame Joëlle CANUET, Monsieur Rémi CAPEAU, Monsieur Pierre-Emmanuel CASANOVA, Monsieur Eric CHEVALIER, Madame Françoise COURANJOU, Madame Agnès DAURES, Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI, Monsieur Cyril DI MEO, Monsieur Sylvain DIJON, Monsieur Laurent DILLINGER, Monsieur Gilles DONATINI, Monsieur Jean-François DUBOST, Madame Frédérique DUMICHEL, Monsieur Marc FERAUD, Monsieur Jean- Christophe GRUVEL, Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Emmanuel HENRY, Madame Elisabeth HUARD, Madame Claudie HUBERT, Madame Amandine JANER, Madame Sophie JOISSAINS, Monsieur Salah-Eddine KHOUIEL, Monsieur Philippe KLEIN, Madame Perrine MEGGIATO, Madame Sophie MEYNET DE CACQUERAY, Monsieur Alain PARRA, Madame Anne-Laurence PETEL, Madame Josy PIGNATEL, Madame Laure SCANDOLERA, Madame Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE,

Monsieur Francis TAULAN, Madame Françoise TERME, Monsieur Jean-Louis VINCENT, Madame Fabienne VINCENTI, Monsieur Michael ZAZOUN, Madame Karima ZERKANI-RAYNAL.
Excusés avec pouvoir donné conformément aux dispositions de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :
Monsieur Ravi ANDRE à Madame Frédérique DUMICHEL, Monsieur Moussa BENKACI à Monsieur Fathi BENJILALI, Monsieur Pierre-Paul CALENDINI à Madame Josy PIGNATEL, Madame Aliénor COUTIAUX- LACLADERE à Madame Perrine MEGGIATO, Madame Brigitte DEVESA à Madame Fabienne VINCENTI, Madame Stéphanie FERNANDEZ à Madame Brigitte BILLOT, Madame Arlette OLLIVIER à Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Marc PENA à Madame Claudie HUBERT, Monsieur Pierre SPANO à Madame Agnès DAURES, Madame Solène TRIVIDIC à Madame Laure SCANDOLERA.
Excusés sans pouvoir :
NEANT
Secrétaire : Monsieur Rémi CAPEAU
Madame Dominique AUGEY donne lecture du rapport ci-joint.

MME AUGEY - Je voudrais enchaîner sur la délibération 01.03, j'en ai juste 2 à passer parce qu'elle elle s'emboîte dans celle-là. Il y a une délibération sur une manière de comptabiliser les dépenses qui s'appellent les APCP, autorisations de programme, avec 3 autorisations de programme. On en a 3 à la ville.
La place d'Albertas. Vous savez que c'est compliqué cette place d'Albertas, la dernière façade ainsi de suite. Donc ça veut dire qu'il y a un petit reliquat qui sera sur 25.
Le Parc Jourdan, on l'a vu tout à l'heure, ce qui n'est pas commencé, on le reporte. C'était le cas pour le Parc Jourdan, donc on l'a mis en 26.
Par contre l'APCP qui fonctionne très très bien, c'est celle de la végétalisation des cours d'école.
Pas le Parc Jourdan mais le Parc Rambot en totalité en revanche.

01.04

RAPPORTEUR : Madame Dominique AUGEY
Politique Publique : 01-GESTION DES RESSOURCES ET MOYENS
OBJET : COMPTABILITÉ COMMUNALE - MODIFICATION DE LA DÉLIBÉRATION N° DL.2024-509 FIXANT LES TARIFS ET DROITS DES SERVICES PUBLICS- Décision du Conseil

Mes Chers Collègues,
Le Conseil Municipal, dans sa séance du 06 décembre 2024, a approuvé par délibération n°DL.2024-509 les tarifs et droits des services publics pour application au 1er janvier 2025.
Dans le cadre de cette délibération, le Conseil Municipal a approuvé notamment les tarifs relatifs aux directions suivantes :

- Direction Gestion de l'Espace public, commerce et artisanat,
- Direction Musée d'Art et d'Histoire,
- Direction Conservatoire Darius Milhaud,
- Direction Musée Granet et ses annexes,
- Direction des Solidarités,
- Direction Santé publique et Handicap,
- Direction relation citoyens et proximité.

Toutefois, en raison de la création de nouveaux tarifs et d'erreurs matérielles constatées, il convient de modifier ces tarifs conformément aux grilles présentées ci-dessous :

1 – NOUVELLES CRÉATIONS DE TARIFS

Direction Gestion de l'Espace public, commerce et artisanat - Nouvelles créations de tarifs : **PRESTATION**	**LIBELLE**	**TYPE DE TARIFICATION**	**TYPE DE TARIFICATION Critères 1**	**TARIF HT 2025**
1ère section MARCHES ALIMENTAIRES ET NON ALIMENTAIRES	Les marchés avec déchets	Commerçants non sédentaires journaliers avec déchets / Extension titulaire	Fourgon ou remorque magasin - Passagers - le m2/jour	2,65 €
1ère section MARCHES ALIMENTAIRES ET NON ALIMENTAIRES	Les marchés avec déchets	Commerçants non sédentaires journaliers avec déchets / Extension titulaire	Fourgon ou remorque magasin - samedi, dimanche et jours fériés -le m2/jour	2,75 €
1ère section MARCHES ALIMENTAIRES ET NON ALIMENTAIRES	Les marchés avec déchets	Commerçants non sédentaires titulaires avec déchets	Fourgon ou remorque magasin - le m2 / jour	1,65 €
1ère section MARCHES ALIMENTAIRES ET NON ALIMENTAIRES	Marchés avec déchets déplacés pour cause de travaux	Commerçants non sédentaires journaliers avec déchets / Extension titulaire	Etalages ordinaires- Passagers - le ml / jour	1,65 €
1ère section MARCHES ALIMENTAIRES ET NON ALIMENTAIRES	Marchés avec déchets déplacés pour cause de travaux	Commerçants non sédentaires journaliers avec déchets / Extension titulaire	Etalages ordinaires- samedi, dimanche et jours fériés - le ml / jour	1,75 €
1ère section MARCHES ALIMENTAIRES ET NON ALIMENTAIRES	Marchés avec déchets déplacés pour cause de travaux	Commerçants non sédentaires journaliers avec déchets / Extension titulaire	Fourgon ou remorque magasin - Passagers - le m2 / jour	1,45 €
1ère section MARCHES ALIMENTAIRES ET NON ALIMENTAIRES	Marchés avec déchets déplacés pour cause de travaux	Commerçants non sédentaires journaliers avec déchets / Extension titulaire	Fourgon ou remorque magasin - samedi, dimanche et jours fériés -le m2/jour	1,55 €
1ère section MARCHES ALIMENTAIRES ET NON ALIMENTAIRES	Marchés avec déchets déplacés pour cause de travaux	Commerçants non sédentaires titulaires avec déchets	Etalages ordinaires - le ml / jour	1,15 €
1ère section MARCHES ALIMENTAIRES ET NON ALIMENTAIRES	Marchés avec déchets déplacés pour cause de travaux	Commerçants non sédentaires titulaires avec déchets	Fourgon ou remorque magasin - le m2/jour	0,95 €
1ère section MARCHES ALIMENTAIRES ET NON ALIMENTAIRES	1.2 Les Marchés des villages (Les Milles, Luynes, Puyricard) et autres quartiers	Commerçants non sédentaires journaliers qui utilisent les bennes/ Extension titulaire	Etalages ordinaires - Passagers - le ml / jour	2,85 €
1ère section MARCHES ALIMENTAIRES ET NON ALIMENTAIRES	1.2 Les Marchés des villages (Les Milles, Luynes, Puyricard) et autres quartiers	Commerçants non sédentaires journaliers qui utilisent les bennes/ Extension titulaire	Etalages ordinaires - samedi, dimanche et jours fériés - le ml / jour	2,95 €
1ère section MARCHES ALIMENTAIRES ET NON ALIMENTAIRES	1.2 Les Marchés des villages (Les Milles, Luynes, Puyricard) et autres quartiers	Commerçants non sédentaires journaliers qui utilisent les bennes/ Extension titulaire	Fourgon ou remorque - Passagers - le m2/jour	1,55 €
1ère section MARCHES ALIMENTAIRES ET NON ALIMENTAIRES	1.2 Les Marchés des villages (Les Milles, Luynes, Puyricard) et autres quartiers	Commerçants non sédentaires journaliers qui utilisent les bennes/ Extension titulaire	Fourgon ou remorque - samedi, dimanche et jours fériés - le m2/jour	1,65 €
1ère section MARCHES ALIMENTAIRES ET NON ALIMENTAIRES	1.2 Les Marchés des villages (Les Milles, Luynes, Puyricard) et autres quartiers	Commerçants non sédentaires titulaires qui utilisent les bennes	Etalages ordinaires - le ml / jour	1,75 €
1ère section MARCHES ALIMENTAIRES ET NON ALIMENTAIRES	1.2 Les Marchés des villages (Les Milles, Luynes, Puyricard) et autres quartiers	Commerçants non sédentaires titulaires qui utilisent les bennes	Fourgon ou remorque - le m2/jour	1,35 €
1ère section MARCHES ALIMENTAIRES ET NON ALIMENTAIRES	1.2 Les Marchés des villages (Les Milles, Luynes, Puyricard) et autres quartiers	Commerçants non sédentaires journaliers avec déchets / Extension titulaire	Etalages ordinaires - Passagers - le ml / jour	2,65 €

1ère section MARCHES ALIMENTAIRES ET NON ALIMENTAIRES	1.2 Les Marchés des villages (Les Milles, Luynes, Puyricard) et autres quartiers	Commerçants non sédentaires journaliers avec déchets / Extension titulaire	Etalages ordinaires - samedi, dimanche et jours fériés - le ml / jour	2,75 €
1ère section MARCHES ALIMENTAIRES ET NON ALIMENTAIRES	1.2 Les Marchés des villages (Les Milles, Luynes, Puyricard) et autres quartiers	Commerçants non sédentaires journaliers avec déchets / Extension titulaire	Fourgon ou remorque magasin - Passagers - le m2/jour	1,35 €
1ère section MARCHES ALIMENTAIRES ET NON ALIMENTAIRES	1.2 Les Marchés des villages (Les Milles, Luynes, Puyricard) et autres quartiers	Commerçants non sédentaires journaliers avec déchets / Extension titulaire	Fourgon ou remorque magasin - samedi, dimanche et jours fériés - le m2/jour	1,45 €
1ère section MARCHES ALIMENTAIRES ET NON ALIMENTAIRES	1.2 Les Marchés des villages (Les Milles, Luynes, Puyricard) et autres quartiers	Commerçants non sédentaires titulaires avec déchets	Etalages ordinaires - le ml / jour	1,55 €
1ère section MARCHES ALIMENTAIRES ET NON ALIMENTAIRES	1.2 Les Marchés des villages (Les Milles, Luynes, Puyricard) et autres quartiers	Commerçants non sédentaires titulaires avec déchets	Fourgon ou remorque magasin - le m2/jour	1,15 €

- Direction du Musée d'Art et d'Histoire – Nouvelles créations de tarifs :

PRESTATION	LIBELLE	TYPE DE TARIFICA-TION	TYPE DE TARIFICATION Critère 1	TARIF HT 2025
Droit d'entrée	Divers	Billet d'entrée – Tarif réduit		3,00 €
Droit d'entrée	Divers	Hôtel de Chateaurenard		2,00 €
Droit d'entrée Expositions	Expositions autour de CEZANNE	-	Billet couplé – Expositions Aix et Cézanne au Musée du Vieil Aix et L'expo des expos Cézanne au Pavillon de Vendôme en 1956 et 1961 au Musée du Pavillon de Vendôme du 18 juin au 1er novembre 2025 – Unité	10,00 €
Droit d'entrée Expositions	Expositions autour de CEZANNE	-	Location casque de réalité virtuelle pour l'exposition Cézanne au Pavillon de Vendôme du 18 juin au 1 novembre 2025 en plus du droit d'entrée – Unité	4,00 €
Droit d'entrée Expositions	Expositions autour de CEZANNE	Groupe	Droit d'entrée en visite libre (groupe à partir de 15 pers) durant l'exposition Cézanne au Pavillon de Vendôme du 18 juin au 1 novembre 2025 – Unité	5,50 €
Droit d'entrée Expositions	Expositions autour de CEZANNE	Groupe	Droit d'entrée en visite libre (groupe à partir de 15 pers) durant l'exposition Aix et Cézanne Musée Vieil Aix du 7 juin au 5 janvier 2026 – Unité	5,50 €
Droit d'entrée Expositions	Expositions autour de CEZANNE	Groupe	Visite guidée (groupe < 15 pers) durant l'exposition Aix et Cézanne Musée Vieil Aix du 7 juin au 5 janvier 2026 – Unité	7,50 €
Droit d'entrée Expositions	Expositions autour de CEZANNE	Groupe	Visite guidée (groupe < 15 pers) durant l'exposition Cézanne au Pavillon de Vendôme du 18 juin au 1 novembre 2025 – Unité	7,50 €
Droit d'entrée Expositions	Expositions autour de CEZANNE	Groupe	Visite guidée (groupe > 15 pers) durant l'exposition Aix et Cézanne Musée Vieil Aix du 7 juin au 5 janvier 2026 – Unité	7,00 €

Droit d'entrée Expositions	Expositions autour de CEZANNE	Groupe	Visite guidée (groupe > 15 pers) durant l'exposition Cézanne au Pavillon de Vendôme du 18 juin au 1 novembre 2025 – Unité	7,00 €
Droit d'entrée Expositions	Expositions autour de CEZANNE	Individuel	Billet d'entrée – Aix et Cézanne Musée Vieil Aix du 7 juin au 5 janvier 2026 – Unité	6,00 €
Droit d'entrée Expositions	Expositions autour de CEZANNE	Individuel	Billet d'entrée – L'expo des expos, Cézanne au Pavillon de Vendôme en 1956 et 1961 – Musée du Pavillon de Vendôme du 18 juin au 1er novembre 2025 – Unité	6,00 €
Droit d'entrée Expositions	Expositions autour de CEZANNE	Individuel	Billet d'entrée – Tarif réduit - Aix et Cézanne Musée Vieil Aix du 7 juin au 5 janvier 2026 – Apprentis jusqu'à 25 ans / Jeunes de 18 à 26 ans / Comités d'entreprise / Amis du Musée Granet – Unité	5,00 €
Droit d'entrée Expositions	Expositions autour de CEZANNE	Individuel	Billet d'entrée – Tarif réduit - L'expo des expos, Cézanne au Pavillon de Vendôme en 1956 et 1961 – Musée du Pavillon de Vendôme du 18 juin au 1er novembre 2025 – Apprentis jusqu'à 25 ans / Jeunes de 18 à 26 ans / Comités d'entreprise / Amis du Musée Granet – Unité	5,00 €
Droit d'entrée Expositions	Expositions autour de CEZANNE	Individuel	Droit d'entrée + 2 € de visite guidée – unité	8,00 €
Droit d'entrée Expositions	Expositions autour de CEZANNE	Individuel	Billet couplé – Droit d'entrée du Musée du Vieil Aix / Exposition Aix et Cézanne + 2 € pour l'Escalier de Châteaurenard du 7 juin jusqu'au 5 janvier 2026	8,00 €
Droit d'entrée Expositions	Expositions autour de CEZANNE	-	Billet trio pour les trois expositions Aix et Cézanne Musée Vieil Aix / L'expo des expos, Cézanne au Pavillon de Vendôme en 1956 et 1961 – Musée du Pavillon de Vendôme / Cauchetier au Musée des Tapisseries – pour la période du 18 juin 6 au 28 septembre 2025	15,00 €
Droit d'entrée Expositions	-	-	Billet couplé – Droit d'entrée du Musée du Vieil Aix + 2 € pour l'Escalier de Châteaurenard du 1er janvier jusqu'au 6 juin 2025	6,00 €
Droit d'entrée Expositions	-	-	Billet trio pour les 3 musées hors exposition : Musée du Vieil Aix/Musée des tapisseries/Pavillon de Vendôme – pour la période du 1er janvier au 17 juin 2025 et du 29 septembre au 31 décembre 2025	12,00 €
Droit d'entrée Expositions	-	-	Droit d'entrée + 2 € de visite guidée – Hors exposition - unité	6,50 €
Droit d'entrée Expositions	-	-	Droit de parole	30,00 €
Droit d'entrée Expositions	-	-	Les midis cultuels – unité	4,00 €
Droit d'entrée Expositions	-	-	Visite guidée individuelle, applicable à la grille tarifaire des entrées gratuites	Gratuit

Droit d'entrée Expositions	Expositions Patrice Cauchetier, Illusion et vérité du costume de scène	Groupe	Droit d'entrée en visite libre (groupe à partir de 15 pers) durant l'exposition Cauchetier au Musée des Tapisseries du 18 mai au 28 septembre 2025 – Unité	5,50 €
Droit d'entrée Expositions	Expositions Patrice Cauchetier, Illusion et vérité du costume de scène	Groupe	Visite guidée (groupe < 15 pers) durant l'exposition Cauchetier au Musée des Tapisseries du 18 mai au 28 septembre 2025 – Unité	7,50 €
Droit d'entrée Expositions	Expositions Patrice Cauchetier, Illusion et vérité du costume de scène	Groupe	Visite guidée (groupe > 15 pers) durant l'exposition Cauchetier au Musée des Tapisseries du 18 mai au 28 septembre 2025 – Unité	7,00 €
Droit d'entrée Expositions	Expositions Patrice Cauchetier, Illusion et vérité du costume de scène	Individuel	Billet d'entrée – exposition Patrice Cauchetier, Illusion et vérité du costume de scène au Musée des Tapisseries du 18 mai au 28 septembre 2025 – Unité	6,00 €
Droit d'entrée Expositions	Expositions Patrice Cauchetier, Illusion et vérité du costume de scène	Individuel	Billet d'entrée – Tarif réduit - exposition Patrice Cauchetier, Illusion et vérité du costume de scène au Musée des Tapisseries du 18 mai au 28 septembre 2025 – Apprentis jusqu'à 25 ans / Jeunes de 18 à 26 ans / Comités d'entreprise / Amis du Musée Granet – Unité	5,00 €
Droit d'entrée Expositions	Expositions Patrice Cauchetier, Illusion et vérité du costume de scène	Individuel	Droit d'entrée + 2 € de visite guidée – unité	8,00 €

2– MISE A JOUR DES TARIFS

- Direction Gestion de l'Espace public, commerce et artisanat - Nouvelles mises à jour des tarifs :

PRESTATION	LIBELLE	TYPE DE TARIFICATION	TYPE DE TARIFICATION Critères 1	TARIF HT 2025	Modification TARIF HT 2025
1ère section MARCHES ALIMENTAIRES ET NON ALIMENTAIRES	Les marchés avec déchets	Commerçants non sédentaires journaliers qui utilisent les bennes/ Extension titulaire	Fourgon ou remorque magasin - Passagers - le m2 / jour	2,90 €	2,85 €
1ère section MARCHES ALIMENTAIRES ET NON ALIMENTAIRES	Les marchés avec déchets	Commerçants non sédentaires journaliers qui utilisent les bennes/ Extension titulaire	Fourgon ou remorque magasin - samedi, dimanche et jours fériés -le m2/jour	3,00 €	2,95 €
1ère section MOBILIERS ET DISPOSITIFS DIVERS	1.1 - REDUCTION DES TARIFS EN RAISON DES MARCHES PERMANENTS	Mobiliers ne pouvant être installés 3 matinées par semaine en raison du marché- réduction	-	0,25 €	25%
1ère section MOBILIERS ET DISPOSITIFS DIVERS	Mobiliers et Dispositifs divers	Enceinte	unité / an	2000%	20,00 €

- Direction des Solidarités - Nouvelles mises à jour des tarifs :

PRESTATION	TYPE DE TARIFICATION	TARIF HT 2025	Modification TARIF HT 2025
Pass seniors (résident Aix en Provence - 62 ans et plus - retraité)	PASS SENIORS - revenus ≤ 1 518,03 € / mois (Soit 1,5 fois le montant de l'ASPA personne seule)	11,30 €	11,00 €
Pass séniors (résident Aix en Provence - 62 ans et plus - retraité)	PASS SENIORS revenus > 1 518,03 € / mois	18,40 €	18,00 €
Pass séniors (résident Aix en Provence - 62 ans et plus - retraité)	PASS SENIORS- COUPLE - revenus > 2 356,74 € / mois	36,70 €	36,00 €

Sorties (réservé aux titulaires du PASS SENIOR)	Sortie Journée - avec repas personne seule (excursion)	34,70 €	34,00 €
orties (réservé aux titulaires du PASS SENIOR)	Sortie Journée - COUPLE avec repas (excursion)	51,00 €	50,00 €
Sorties (réservé aux titulaires du PASS SENIOR)	Sortie Journée - Personne seule avec repas (excursion- Pour les titulaires de l'ASPA ou RSA	16,40 €	16,00 €
orties (réservé aux titulaires du PASS SENIOR)	Sortie Journée - COUPLE avec repas (excursion) - Pour les titulaires de l'ASPA ou RSA	25,50 €	25,00 €

- Direction conservatoire Darius Milhaud - Nouvelles mises à jour des tarifs :

PRESTATION	LIBELLE	TYPE DE TARIFICATION	TARIF HT 2025	Modification TARIF HT 2025
Conférences- Workshop-Concerts pédagogiques	Catégorie E	Tarif plein	10,20 €	**12,00 €**
Conférences- Workshop-Concerts pédagogiques	Catégorie E	Tarif réduit	5,10 €	**6,00 €**
Prestations artistiques	-	Master class - Tarif horaire	76,50 €	**75,00 €**

- Direction Musée d'Art et d'Histoire – Nouvelles mises à jour des tarifs :

PRESTATION	TYPE DE TARIFICATION	TARIF VOTE 2025	Modification TARIF HT 2025
Droit d'entrée	Ateliers parents-enfants de pratique artistique - adulte parent	5,10 €	5,00 €
Droit d'entrée	Ateliers parents-enfants de pratique artistique - enfant	5,10 €	5,00 €
Droit d'entrée	Billet d'entrée "visites en famille" - adulte parent / unité	2,10 €	2,00 €
Droit d'entrée	Billet d'entrée "visites en famille" - enfant / unité (inclus parcours)	5,10 €	5,00 €
Droit d'entrée	Billet d'entrée avec visite guidée (groupe < 15 pers)- Unité	5,70 €	6,00 €
Droit d'entrée	Billet d'entrée avec visite guidée (groupe > 15 pers)- Unité	5,10 €	5,50 €
Droit d'entrée	Billet d'entrée- Unité	4,10 €	4,50 €
Droit d'entrée	Citypass – reversement de l'OT à la Ville – tarif réduit du billet d'entrée en vigueur lors du passage en caisse du Musée, en dehors période expositions exceptionnelles	2,10 €	2,00 €
Droit d'entrée	Droit de classe - Groupes scolaires hors territoire du Pays d'Aix	30,60 €	31,00 €
Droit d'entrée	Droit d'entrée en visite libre (groupe a partir de 15 pers)- par personne	3,80 €	4,00 €
Droit d'entrée	Musée des Tapisseries - fermeture de plus de deux salles et en l'absence d'exposition temporaire accessible au public	2,10 €	2,50 €
Droit d'entrée	Musée du Vieil Aix – fermeture des salles du rez-de-chaussée ou du 1er étage	2,00 €	2,50 €
Droit d'entrée	Visite commentée (en plus du billet d'entrée)	2,10 €	2,00 €

- Direction Musée d'Art et Histoire – Précision type de tarification :

PRESTATION	TYPE DE TARIFICATION
Droit d'entrée	Centre aérés, centres sociaux et associations hors territoire du **Pays d'Aix** - Par enfant
Droit d'entrée	Centre aérés, centres sociaux et associations Ville d'Aix et du territoire du **Pays d'Aix** - Par enfant

Droit d'entrée	Groupes scolaires territoire du **Pays d'Aix** (maternelle au lycée ville d'Aix-en-Provence)
roit d'entrée	Précision des cas de gratuité pour l'étudiant : détenteurs de la carte étudiante et de – 26 ans

- Direction Musée Granet et ses annexes – Nouvelles mises à jour des tarifs :

PRESTATION	TYPE DE TARIFICATION	TARIF VOTE HT 2025	TARIF VOTE TTC 2025	Modification TARIF HT 2025	Modification TARIF TTC 2025
Droit d'entrée pour individuels hors expositions temporaires	Entrée hors exposition temporaire d'été- le billet tarif plein	6,70 €	-	6,50 €	-
Droit d'entrée pour individuels hors expositions temporaires	Entrée hors exposition temporaire d'été- le billet tarif réduit	5,70 €	-	5,50 €	-
Prestations pour groupes hors scolaires	à partir de 15 (dans la limite de 30 personnes "accompagnateur inclus" entrées payantes réservées)- droit d'entrée par personne - hors exposition temporaire d'été	5,70 €	-	5,50 €	-
Prestations pour groupes hors scolaires	Location audiophone obligatoire pour les droits de parole- forfait pour le groupe	37,80 €	-	38,00 €	-
Prestations pour groupes hors scolaires	Location audiophone pour les médiateurs de l'Office de Tourisme forfait pour le groupe	37,80 €	-	38,00 €	-
Prestations pour groupes hors scolaires	Visite guidée 1H - avec un médiateur du Musée GRANET- droit d'entrée + tarif réduit	71,40 €	-	72,00 €	-
Prestations pour groupes hors scolaires	Visite guidée 1H30 - avec un médiateur du Musée GRANET- droit d'entrée + tarif réduit	91,80 €	-	92,00 €	-
Prestations pour individuels	Ateliers individuels et stages enfants (de 14h à 16h30) forfait par enfant	6,20 €	-	6,50 €	-
Prestations pour individuels	Ateliers individuels et stages enfants et/ou adultes forfait par personne	6,20 €	-	6,50 €	-
Prestations pour individuels	Location audioguide	3,60 €	-	3,50 €	-
Prestations pour individuels	Location audioguide enfant	2,10 €	-	2,00 €	-
Prestations pour individuels	Visite guidée (en plus du droit d'entrée)- le billet	4,10 €	-	4,50 €	-
Prestations pour les comités d'entreprises, CE	Ateliers en famille (dans le cadre du CE)- Forfait famille (maxi 5 personnes)	4,10 €	-	4,50 €	-
Prestations pour les comités d'entreprises, CE	Ateliers enfants (dans le cadre du CE) (de 14h à 16h30)- Forfait / groupe d'enfants (maxi 5 enfants)	4,10 €	-	4,50 €	-
Prestations pour les comités d'entreprises, CE	Visite guidée avec un médiateur du Musée GRANET- Forfait 1H30	66,30 €	-	67,00 €	-
Prestations pour les groupes scolaires et centres de loisirs hors pays d'Aix	visite/atelier- Forfait 1H30	28,10 €	-	28,00 €	-

Prestations pour les groupes scolaires et centres de loisirs hors pays d'Aix	visite/atelier- Forfait 2H00	33,70 €	-	34,00 €	-
Prestations pour les groupes scolaires et centres de loisirs hors pays d'Aix	visite/atelier- Forfait 2H30	38,80 €	-	39,00 €	-
Prestations pour les partenariats	billetterie GRANET + MUCEM achat d'un billet dans l'un des deux partenaires donne accès à une entrée à tarif réduit valable 6 mois dans le second musée- le billet - hors exposition temporaire d'été	5,70 €	-	5,50 €	-
Prestations soumises au régime de TVA normal en vigueur MUSEE GRANET Mise à disposition Cour d'honneur	Location en journée (jusqu'à 18heures) Limite 100 pax)	1 019,00 €	1 222,80 €	1 000 €	1 200,00 €
Prestations soumises au régime de TVA normal en vigueur MUSEE GRANET Mise à disposition Cour d'honneur	Location en soirée pour dîner / cocktail (1 à 200 max)- forfait exposition temporaire d'été * dans le cadre d'intempéries utilisation du hall limite 100 pax debout	3 872,20 €	4 646,64 €	3 800 €	4 560,00 €
Prestations soumises au régime de TVA normal en vigueur MUSEE GRANET Mise à disposition Cour d'honneur	Location en soirée pour dîner assis (100 pax maxi)- forfait exposition temporaire d'été	5 520,00 €	6 624,00 €	5 416,67 €	6 500,00 €
Prestations soumises au régime de TVA normal en vigueur MUSEE GRANET Mise à disposition Cour d'honneur	Location en soirée à partir de 18 heures (limite 30 pax)	1 613,50 €	1 936,20 €	1 583,33 €	1 900,00 €
Prestations soumises au régime de TVA normal en vigueur MUSEE GRANET Mise à disposition Auditorium	Location Forfait journée- (120 personnes max.)	713,30 €	855,96 €	700 €	840,00 €
Prestations soumises au régime de TVA normal en vigueur MUSEE GRANET Mise à disposition Auditorium	Location Forfait demi-journée	509,50 €	611,40 €	500 €	600,00 €
Prestations soumises au régime de TVA normal en vigueur MUSEE GRANET Mise à disposition Auditorium	Forfait horaire	163,10 €	195,72 €	160 €	192,00 €
Prestations soumises au régime de TVA normal en vigueur MUSEE GRANET Mise à disposition Jardin de Malte	Location journée jusqu'à 18 heures (Limite 30 pax)	489,20 €	587,04 €	480 €	576,00 €
Prestations soumises au régime de TVA normal en vigueur MUSEE GRANET Mise à disposition Jardin de Malte	Location soirée à partir de 18 heures (limite 40 pax)	713,30 €	855,96 €	700 €	840,00 €

Tarifications ventes office de tourisme (OT) MUSSE GRANET	Aix City Pass - reversement OT/Adulte	6,50 €		4,00 €	-
Tarifications ventes office de tourisme (OT) MUSSE GRANET	vente billets par l'OT - Reversement OT- billet tarif plein (Hors période estivale) 10 % tarif plein			10 % tarif plein	-
Tarifications ventes office de tourisme (OT) MUSSE GRANET	vente billets par l'OT - Reversement OT- billet tarif réduit (Hors période estivale) 10 % tarif réduit			10 % tarif réduit	-

- Direction Musée Granet et ses annexes
  - Les tarifs votés ne s'appliquent pas du 28 juin au 12 octobre que ce soit pour les billets d'entrée, les prestations ou les mises à disposition d'espaces.
  - Précision des cas de gratuité :
    . Bénéficiaire de l'aide sociale, minimum vieillesse et invalidité (justificatif CAF)
    . Détenteur de la carte CMI ou handicap (si mention "Besoin d'accompagnement" sur la carte CMI, gratuité pour 1 accompagnateur)
    . Adhérent de l'association Maison des artistes (carte ou URSSAF Limousin)
    . Mécènes et partenaires de l'exposition (dans la limite du nombre figurant dans la convention de Mécénat ou de partenariat)
- Direction Santé publique et Handicap – Nouvelles modifications de tarifs :

PRESTATION	LIBELLE	TYPE DE TARIFICATION	TARIF HT 2025	Modification TARIF HT 2025

Vaccinations	Méningocoque - vaccin tétravalent polyosidique conjugué	La vaccination	61,20 €	60,00 €
Vaccinations	Duplicata Certificat International de Vaccination	Le certificat	15,30 €	15,00 €
Santé environnementale	Intervention entomologiste - Appartements <T4	Recontrôle	76,50 €	75,00 €
Santé environnementale	Intervention entomologiste - Appartements T4 et +	Recontrôle	96,90 €	95,00 €

- Direction relation citoyens et proximité : Nouvelles mises à jour des tarifs

PRESTATION	LIBELLE	TYPE DE TARIFICATION	TYPE DE TARIFICATION Critère 1	TYPE DE TARIFICATION Critère 2	TYPE DE TARIFICATION Critère 3	TARIF HT 2025	Modification TARIF HT 2025
Petite salle de danse Ughetti	ASSOCIATIONS	Utilisation régulière** Créneaux compris entre 8h00 et 01h00 (maxi)		Forfait utilisation permanent	Tarif / heure	4,10 €	4,00 €
Grandes salles	ASSOCIATIONS	Utilisation régulière** Créneaux compris entre 8h00 et 01h00 (maximum)	Salle Ughetti (Luynes), Salle Baudun (Les Platanes), Salle Robert Rey (Les Milles), Espace Arbois Duranne, Salle des Fêtes de Puyricard	Forfait utilisation permanent		8,20 €	8,00 €

- Indexation de la TLPE :

Jusqu'à présent, la TLPE était régie par le CGCT (Code Général des Collectivités Territoriales) des articles L.2333-6 au L.2333-16. Désormais, même si l'article L.2333-6 du CGCT est modifié, mais maintenu dans le CGCT, les autres dispositions sont désormais intégrées au nouveau code des impositions sur les biens et services, des articles L.454-39 à L.454.77.
Dès lors, les tarifs désormais dénommés « tarifs normaux » intègrent directement les majorations qui, auparavant, étaient inscrites dans la loi sous la forme de pondération en fonction des installations concernées (publicité et pré-enseignes numériques / enseignes non numériques, en fonction de leurs superficies respectives).
Pour la TLPE 2025, le taux de variation de l'indice des prix à la consommation (hors tabac) en France est de + 4,8% (le tarif révisé est arrondi au dixième d'euro par mètre carré).
Compte tenu de ces éléments, il convient de modifier ces tarifs conformément aux grilles tarifaires présentées en annexe.

Je vous demande donc, Mes Chers Collègues, de bien vouloir :

- **DECIDER** de modifier comme indiqué la délibération n°DL.2024-509 du 06 décembre 2024 ;
- **AUTORISER** Monsieur le Chef de service comptable du Service de Gestion comptable d'Aix-en-Provence à faire recette des sommes correspondantes.

Présents et représentés	:	55
Présents	:	45
Abstentions	:	0
Non participation	:	0
Suffrages Exprimés	:	55

Pour	:	49
Contre	:	6

Ont voté contre : Agnès DAURES Cyril DI MEO Emmanuel HENRY Claudie HUBERT Marc PENA Pierre SPANO
Se sont abstenus : NÉANT
N'ont pas pris part au vote : NÉANT

Le Conseil Municipal a Adopté à la majorité le rapport qui précède.

Ont signé Sophie JOISSAINS, Maire Président de séance
OBJET : TRANSFERT DE LA COMPÉTENCE RÉSEAU DE CHALEUR - APPROBATION DU TRANSFERT À LA COMMUNE D'UNE PARTIE DU RÉSULTAT DE CLÔTURE DU BUDGET ANNEXE DE LA MÉTROPOLE
Etaient Présents :
Monsieur Jonathan AMIACH, Madame Laurence ANGELETTI, Madame Dominique AUGEY, Madame Béatrice BENDELE, Monsieur Fathi BENJILALI, Madame Kayané BIANCO, Madame Brigitte BILLOT, Madame Odile BONTHOUX, Monsieur Jacques BOUDON, Madame Joëlle CANUET, Monsieur Rémi CAPEAU, Monsieur Pierre-Emmanuel CASANOVA, Monsieur Eric CHEVALIER, Madame Françoise COURANJOU, Madame Agnès DAURES, Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI, Monsieur Cyril DI MEO, Monsieur Sylvain DIJON, Monsieur Laurent DILLINGER, Monsieur Gilles DONATINI, Monsieur Jean-François DUBOST, Madame Frédérique DUMICHEL, Monsieur Marc FERAUD, Monsieur Jean- Christophe GRUVEL, Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Emmanuel HENRY, Madame Elisabeth HUARD, Madame Claudie HUBERT, Madame Amandine JANER, Madame Sophie JOISSAINS, Monsieur Salah-Eddine KHOUIEL, Monsieur Philippe KLEIN, Madame Perrine MEGGIATO, Madame Sophie MEYNET DE CACQUERAY, Monsieur Alain PARRA, Madame Anne-Laurence PETEL, Madame Josy PIGNATEL, Madame Laure SCANDOLERA, Madame Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE, Monsieur Francis TAULAN, Madame Françoise TERME, Monsieur Jean-Louis VINCENT, Madame Fabienne VINCENTI, Monsieur Michael ZAZOUN, Madame Karima ZERKANI-RAYNAL.
Excusés avec pouvoir donné conformément aux dispositions de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :
Monsieur Ravi ANDRE à Madame Frédérique DUMICHEL, Monsieur Moussa BENKACI à Monsieur Fathi BENJILALI, Monsieur Pierre-Paul CALENDINI à Madame Josy PIGNATEL, Madame Aliénor COUTIAUX- LACLADERE à Madame Perrine MEGGIATO, Madame Brigitte DEVESA à Madame Fabienne VINCENTI, Madame Stéphanie FERNANDEZ à Madame Brigitte BILLOT, Madame Arlette OLLIVIER à Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Marc PENA à Madame Claudie HUBERT, Monsieur Pierre SPANO à Madame Agnès DAURES, Madame Solène TRIVIDIC à Madame Laure SCANDOLERA.
Excusés sans pouvoir :
NÉANT
Secrétaire : Monsieur Rémi CAPEAU
Madame Dominique AUGEY donne lecture du rapport ci-joint.

MME AUGEY - La délibération 01.04, une série de tarifs. On l'a déjà fait au mois de décembre. Je suis navrée de vous représenter ces tarifs-là. Il est arrivé 2 choses, on en avait déjà parlé au mois de décembre d'ailleurs, il y a eu un certain nombre d'erreurs de saisie, et ainsi de suite. Il y a pas mal de corrections. Et puis il y a aussi des services qui n'étaient pas forcément prêts pour le mois de décembre, qui ont donné un certain nombre de tarifs nouveaux. Par exemple pour l'exposition Cézanne, il y a le tarif des casques de réalité virtuelle au Pavillon Vendôme. Donc on a tous ces éléments-là.

Je voulais simplement préciser que les tarifs, c'est donc une recette pour la ville. Donc j'ai demandé quel était le chiffrage lié aux tarifs. Les recettes liées aux tarifs de la ville, c'est 10 millions d'euros, ça correspond à 4 % de l'ensemble de nos recettes avec des gros postes qui sont les principales sources, c'est Mika avec ses terrasses et ses marchés dont on a parlé tout à l'heure ; c'est le conservatoire : 350 000 € ; les musées : 800 000 €, ça fluctue pas mal d'une année sur l'autre selon les expositions temporaires, et ainsi de suite ; et le funéraire : 1,5 million.

Donc avec ces délibérations 01.01, 01.02, 01.03 et 01.04, j'en ai fini avec le bloc fiscal.

Alors il me passera des petites choses à vous raconter après, mais vous vous souvenez que j'ai inauguré une sorte de tradition désormais, qui est que je vous lis l'extrait d'un livre qui me semble important. Alors je vais le faire cette année aussi.
Comme je ne voulais pas être soumise aux critiques de Madame DAURES, j'ai choisi Stefan ZWEIG. Je pense qu'il ne vous posera aucun problème. Et un de ces ouvrages remarquables qui s'appelle *« Conscience contre violence ».* Ça me semble être un intitulé judicieux du moment. Je vous en lis une phrase : *« Ce sont toujours les contemporains d'une époque donnée qui connaissent le moins cette époque. Les événements les plus importants se déroulent sous leurs yeux sans éveiller leur attention, et presque jamais les heures vraiment décisives ne trouvent dans leur chronique la considération qui conviendrait »,* et je complète par une mini phrase qui est à la fin de l'ouvrage : *« malheureusement, ce qui importe aux hommes de parti, ce n'est pas la justice, mais toujours la victoire. Ce qu'ils veulent, ce n'est pas donner raison, mais avoir raison ».* Cet ouvrage a été écrit par Stefan ZWEIG en 1936, en pleine montée du fascisme, et vous vous souvenez qu'il s'est suicidé en 1942, affolé par l'évolution du monde à cette période-là.

Je vous remercie de votre attention.

[Applaudissements]

MME LE MAIRE - Michaël, Madame BENDELE, Monsieur DI MEO, Madame DAURES, Madame HUBERT, Madame ANGELETTI, et Madame PETEL

M. ZAZOUN - Madame le Maire, simplement dans la foulée de ce que Dominique vient dire à propos de Stéphane ZWEIG, qui était un observateur contemporain à l'époque où il l'a fait, tellement en perspicace, puisque dans la foulée de cette citation, il avait dit aussi quelque chose de tellement vrai et d'anachronique *« quiconque a su bien un jour une manie reste pour toujours sous sa menace ».* Et je veux dire, ça se perpétue dans le temps, collectivement et individuellement. Je vous remercie.

MME LE MAIRE - Merci Michaël, Madame BENDELE.

MME BENDELE - Merci Madame le Maire. Bonjour à tous les élus. Après cette longue, longue présentation par Dominique AUGEY du budget primitif de la ville, je vais essayer de faire un peu plus court, mais quand même signaler quelques points.

D'abord, je voudrais comme elle remercier l'équipe qui est en charge de la mise en place de ce budget primitif, qui je trouve cette année très bien présenté, très bien illustré, je les félicite. Alors il est assez complet, il y a des petites choses que je vais… mais il est assez complet.

Il y a un deuxième point que je souhaiterais aborder sur cette présentation, c'est ce que je souhaite depuis de longues années, je le dis depuis pratiquement 2020, c'est le verdissement du budget. J'en parle. J'ai vu progressivement la municipalité aller vers ce verdissement, et même si ce n'est pas encore parfait, j'admets que ce qui a été précisé dans ce budget et les efforts qui ont été faits par Dominique AUGEY pour faire une présentation plus précise de l'impact de tout ce qui se fait dans la ville en matière

d'investissements et de fonctionnement, que l'impact soit mesuré en matière de développement durable, c'est une excellente chose.

Alors ce qui est intéressant dans ce qui a été présenté dans ce budget primitif, c'est que ça fixe déjà des choses, ça va être une base de départ, que j'espère voir progresser rapidement, parce que quand on regarde un petit peu les chiffres, je ne vais pas les reprendre en détail. Mais il y a des marges de progrès évidentes, donc j'espère que… mais ça fait une base et ça nous permettra d'évoluer sur cette base-là, et de voir comment dans les prochaines années, nous arriverons à faire encore mieux en matière de développement durable.

Sur le fond, ce qui me préoccupe, mais depuis des années, c'est toujours cette masse salariale, 127 millions d'euros sont consacrés à la masse salariale de la ville. Et on constate que finalement, il n'y a pas vraiment de volonté de maîtriser cette masse salariale. Quand on lit le document, quand on lit le budget primitif, on n'a pas le sentiment que ce point est un point qui préoccupe la ville. C'est bien dommage parce que, alors je ne vais pas encore… si je vais citer Dijon, puisqu'on le site depuis le début, mais à Dijon, tout n'est peut-être pas parfait, c'est vrai, mais c'est 47 % de la masse salariale. Je veux dire c'est quand même… Nous c'est 57. Je pense que c'est un sujet que… Il faut quand même savoir pour les Aixois qui nous écoutent que c'est 845 € par habitant. Je pense que c'est un sujet qui n'est pas traité et j'estime que c'est un point que la… alors j'ai bien compris que nous allons parler d'intelligence artificielle, que nous allons peut-être enfin tirer les conclusions de la numérisation, mais pour l'instant, ça reste un vœu pieux. Je n'ai vraiment pas le sentiment que ce sujet soit vraiment un sujet pour la ville.

Deuxième point que je voulais évoquer. C'est les recettes fiscales. Alors les recettes fiscales, on en a parlé tout à l'heure. Ce qui apparait dans le document, c'est un chiffre que vous semblez avoir diminué du montant prélevé par l'État. Mais j'aurais aimé quand même que dans le document qui nous est fourni, on est les bases fiscales et le montant perçu, enfin d'apercevoir dans un premier temps, avant le vote du budget, qui vient d'être adopté au niveau de l'État, j'aurais aimé qu'on ait les chiffres préalables, qu'on puisse faire la différence entre les recettes fiscales qui étaient prévues en temps normal, on va dire, et la ponction de l'État. Or, la présentation qui en est faite ne permet pas de faire cette différenciation, c'est dommage. Je crois comprendre que c'est à peu près 2 millions de différence, mais ça n'est pas précisé.

Je note aussi dans ce budget la hausse de la taxe de séjour. Alors si on peut s'en féliciter pour faire fonctionner l'Office de Tourisme, bien sûr, c'est une très bonne chose que nous ne soyons pas obligés d'abonder et que l'Office de Tourisme fonctionne avec cette taxe de séjour. En revanche, ça veut quand même dire que nous avons une augmentation sérieuse de cette taxe de séjour, et comme a priori, il n'y a pas plus d'hôtels dans cette ville qu'auparavant, sauf erreur de ma part, ça veut donc dire que cette hausse vient de locations saisonnières ! Vous le confirmerez. Et si c'est le cas, et si c'est vraiment le cas, j'aimerais savoir Madame le Maire, ce qui est prévu de faire pour ces locations saisonnières. On sait que dans beaucoup de villes, ces locations saisonnières posent problème, qu'elles obèrent les possibilités des Aixois de se loger dans de bonnes conditions, qu'elles font augmenter les prix des loyers. Il y a une loi qui a été votée justement pour lutter contre la progression de ces locations saisonnières, la loi Le Meur qui a été votée en novembre dernier. J'aimerais savoir ce que la ville compte faire pour permettre aux Aixois de se loger dans de bonnes conditions, à un prix raisonnable, et pour limiter ces locations saisonnières, qui certes sont bonnes pour la ville, c'est des touristes, mais quand même il faut un équilibre en la matière.

Alors je note aussi, je m'en réjouis, nous avons eu la Biennale, nous avons l'année Cézanne, tout ça fait vivre la ville, je ne suis pas contre, bien sûr, nous ne sommes pas contre Aix autrement, c'est une très bonne chose. Mais dans ce budget, je ne vois toujours pas apparaître les préoccupations majeures des Aixois qui sont quand même les conditions de circulation et la qualité de l'air. Nous n'avançons pas sur ce sujet, il n'y a pas… Et ça sera peut-être mon dernier propos, c'est que j'ai le sentiment, à la lecture de ce budget, comme au précédent, que nous n'avons pas de vision à long terme pour cette ville. Il y a du

quotidien, il y a de la gestion, il y a l'amélioration de quelques quartiers, mais enfin quand serons-nous, comment nous allons évoluer dans les 10, dans les 15 ans qui viennent ? Comment allons-nous permettre aux Aixois de circuler mieux, de circuler plus facilement, de circuler de manière plus douce ? Comment allons-nous améliorer la qualité de l'air de cette ville qui, malgré l'amélioration qui a été constatée, est encore mauvais ? On ne peut pas dire le contraire, même si AIRFRESH, je l'ai noté et je regrette un peu mes propos du mois de décembre, AIRFRESH peut… mais c'est epsilonesque… Il faut vraiment qu'on arrive à travailler sur cette qualité de l'air. Et les deux sont liés, circulation, circulation de voitures, qualité d'air, tout ça est lié. Et dans ce budget, et ben écoutez ma foi, je ne vois rien pour cela.

Dernier petit point peut être que je souhaiterais mettre en exergue parce qu'il me tient à cœur. Les mobilités douces me tiennent à cœur, vous savez que je circule à vélo, mais ce qui nous tient à cœur aussi, c'est tout ce qui concerne le compostage. Alors je sais, je sais que c'est la compétence de la métropole et non pas de la compétence de la ville, mais je crois savoir que Marseille est particulièrement pourvue de composteur. J'aimerais qu'on agisse en la matière et qu'on fasse quelque chose pour que le compostage soit un sujet pris en compte, alors sans doute pas dans le budget de la ville, mais en tout cas qu'il y ait une prise en compte de cette demande de la ville d'Aix en Provence dans les instances de la métropole, de manière à évoluer sur ce sujet qui me semble quand même très important.

Je vous remercie.

MME LE MAIRE – Merci Madame BENDELE. On va prendre les questions groupées. Madame DAURES.

Mme DAURES – Oui, merci Madame le Maire, merci Madame AUGEY, et merci à l'équipe du service financier pour la présentation du budget. Je remercie Madame AUGEY de me tendre une petite perche. Alors c'est vrai, moi je suis ravie de débattre avec vous Madame AUGEY, et j'espère… la dernière fois que je l'ai fait sur le ton de la boutade, j'espère que vous ne l'avez pas mal pris, parce que vraiment, c'était plus pour marquer notre différence, d'autant que la dernière fois, vous avez cité Gérard BRAMOULLÉ, j'en étais ravie, parce que c'était l'ultra libéral, mais au moins c'était du local. Alors là, je dois dire que si Stefan ZWEIG revenait, peut-être qu'il serait effectivement, il constaterait quelque chose qu'il ferait à nouveau commettre l'irréparable, mais exactement… Mais par contre, ce qu'il dirait peut-être, et ce que nous, nous disons, c'est que de toujours mener les mêmes politiques excluantes, qui mettent une partie de la population sur le côté de la route, c'est ce qui crée le populisme, la montée de l'extrême droite et qui fait commettre l'irréparable. Et ça attention.

Alors j'en viens justement à notre budget, et je continue un petit peu sur le ton de l'humour, j'ai envie de vous taquiner encore, parce que vous nous parlez de Saint Antonin Sur Bayon, moi Dijon je ne sais pas, mais Saint Antonin Sur Bayon, il fait bon vivre à Saint Antonin, évidemment ! Vous prenez les statistiques de l'INSEE, ils sont les troisièmes en montant de revenu moyen fiscal. Et je crois même, à vérifier, que c'est un des plus forts taux d'ISF du département, enfin l'IFI maintenant. Nous, on est 59^{e}. Et en plus, vous nous en rajoutez une couche en disant « oui on ne leur demande pas trop de contribuer », ben c'est open bar, allons-y ! Moi je vais demander à aller vivre à Saint Antonin mais je n'ai pas les moyens.

Alors évidemment, on a d'autres différences sur ce budget. Alors vous faites des choses, mais nous, nous disons qu'il va falloir faire plus, et que peut-être, il faudrait faire différemment, parce qu'effectivement, vous avez parlé du budget national qui malgré tout confirme l'effort demandé aux collectivités, même si c'est 2 milliards au lieu de presque 5 milliards au départ, et que ça représente environ 1,5 million pour Aix. Vous dites aussi qu'on va nous les rendre. Alors j'ai un scoop, si c'est Lucie CASTETS, Premier ministre, elle vous les rendra. Si c'est la droite en Premier ministre, ils ne vous le rendront pas. Voilà. Je vous le dis.

Après parlons des recettes fiscales. Effectivement, on a supprimé des taxes pour les remplacer par des dotations qui sont ce qu'elles sont. Voilà. Alors en plus, je vais encore citer Gérard BRAMOULLÉ, vous allez me dire… Vous nous expliquez que la taxe d'habitation depuis qu'elle a été supprimée, qu'on la compense et qu'en gros on s'y retrouve. Mais Gérard BRAMOULLÉ disait le contraire, il disait que même avec le coefficient correcteur, il manquait 12 millions à la ville. Alors bon, il ne disait pas que des vérités a priori ! Mais quoi qu'il en soit, il reste la taxe foncière. Alors là, vous nous dites en gros que si Bernard ARNAULT vient s'installer à Aix en Provence, il sera exonéré de taxe foncière pendant 2 ans. C'est formidable ! Moi, j'invite tous les gens qui ont beaucoup d'argent à venir investir et à construire à Aix en Provence. Il faut le faire plus savoir !
La taxe d'habitation sur résidence secondaire, on n'en parle pas trop comme ça, on ne fâche personne.
Ne pas augmenter les taux depuis 1996, ce serait préserver le pouvoir d'achat des aixois. C'est ce que vous nous dites depuis le début du mandat. Et vous nous dites, que malgré tout ça, vous allez maintenir toutes les priorités qui ont été décidées pendant le rapport d'orientation, très bien, et que l'effort va porter sur les dépenses de fonctionnement. Et c'est là où nous, ça nous inquiète, parce qu'il y a les subventions aux associations, il y a effectivement la masse salariale, et nous trouvons qu'il n'est pas dit clairement dans ce budget sur quoi vous allez taper. Finalement, on trouve que vous nous présentez un budget un peu sur papier glacé, un peu à l'image de Aix le Mag, qui est un très beau magazine et qui présente une année 2025… mais c'est vrai, avec des choses très positives. Nous aussi, on est content de l'année Cézanne. Nous aussi, on aime les belles choses. Mais préserver le pouvoir d'achat, pour nous, ce n'est pas ça, parce qu'on trouve quand même que dans ce budget, on craint qu'il y ait encore une partie de la population d'Aix qui soit mise de côté, c'est-à-dire préserver le pouvoir d'achat, par exemple quand les gens s'endettent pour se loger parce qu'il n'y a pas suffisamment de logement social ou en tout cas pas suffisamment de PLAI pour les plus précaires, on l'a dit souvent ça, c'est pas préserver le pouvoir d'achat. Ce que coûtent les déplacements en Pays d'Aix, s'il faut prendre sa voiture parce qu'il n'y a pas suffisamment de transport en commun, que le covoiturage c'est pas forcément adapté, ça a un coût.

La santé, alors la santé, moi je suis d'accord avec ce que vous dites. La ville a investi à hauteur de 1,5 million pour la rénovation des urgences, ce qui n'est pas de la compétence directe des communes, et comme elle ne peut pas intervenir sur le recrutement du personnel, c'est un moyen de participer. Et bien ça dit tout, un, la rénovation des locaux, c'est très bien, mais le manque crucial de personnel c'est le cœur du problème, deux, vous gommez le rôle de l'État qui se désengage partout et vous transférez la charge financière sur les aixois. C'est comme pour les maisons France Services, comme pour les Agences postales. D'ailleurs un petit aparté, moi aussi, je prends un peu mon temps, je vous prie d'excuser mon retard, tout à l'heure je suis arrivée… parce que j'étais avec les postiers de Pasteur qui m'expliquaient que ce qui se passe à Luynes et au Milles, ça va être bientôt au centre-ville avec la nouvelle réforme du courrier sur Pasteur. Donc, il faut écrire à La Poste, mais ce qu'il faut revendiquer, c'est un service postal qui se tienne, parce que ça ne marche pas les agences communales. Donc vous transférez finalement la charge sur les aixois. Et pour revenir à la santé, vous félicitiez lors d'un précédent Conseil Municipal de l'offre santé en Pays d'Aix, comme l'autre opposition d'ailleurs, mais partout, on est en dépassement d'honoraires quand même. Ça c'est pas préserver le pouvoir d'achat des aixois.

Sur l'action sociale, les plus précaires sur Aix, là, j'en profite moi aussi pour saluer quand même tous les travailleurs sociaux du CCAS, de la mission locale, les associatifs, parce que je ne sais pas si on se rend compte, c'est-à-dire qu'il y a une partie de la population qui vit sur Aix très très précaire, qu'on ne voit pas dans le centre-ville mais qui est bien là, avec des conditions épouvantables, et avec les travailleurs sociaux qui font ce qu'ils peuvent malgré le manque de moyens. Il faudrait plus de moyens pour construire des foyers. Pour le CCAS, il y a 5 millions, c'est vrai, mais est-ce que ça va suffire ?
La culture, il y a l'année Cézanne. Je ne sais plus combien il y a de délibérations sur la culture dans ce Conseil Municipal, et c'est super. Madame SICARD va nous les présenter tout à l'heure. Mais vous avez vu ce qui se passe avec le pass Culture, le pass individuel, le pass collectif ! Et là dans le budget, il va falloir faire quelque chose pour que tout le monde… Alors la ville, elle fait, c'est vrai, mais il va falloir

faire plus pour que tout le monde ait accès à tout ça. Il ne s'agirait pas qu'il y ait une partie de la population qui n'ait pas accès à tout ça.

Donc nous, nous disons à Aix en partage, on pense qu'il n'est pas possible de dire aux aixois, avec ce budget, qu'ils vont bien s'en tirer en 2025, qu'il n'y aura pas d'impact. Il y aura un impact. Et nous trouverons également que dans votre budget, vous ne dites pas assez suffisamment sur quoi vous allez taper dans le fonctionnement, et nous, on craint ça. Il va falloir faire plus et certainement différemment pour pas laisser une partie des aixois sur le bord de la route et pas se retrouver avec la situation qu'a connue Stefan ZWEIG.

MME LE MARIE – On va faire un petit peu d'un côté à un autre. Madame PETEL, et près Claudie HUBERT.

MME PETEL - Merci Madame le Maire, merci au service pour cette présentation et à Dominique AUGEY pour, malgré la longueur, une présentation intéressante de ce budget. Moi je voudrais commencer par… J'ai 2-3 remarques sur le budget.

La première n'est pas mineure, mais je pense qu'il y a une erreur sur le taux d'épargne brute. Et du coup, je voulais demander au service comment arrive-t-il à un taux d'épargne brut de 10,3 % ? Parce que vous notez à divers endroits du texte et de la présentation des ressources réelles de fonctionnement qui sont à 234 800 000, et vous tombez sur, en enlevant donc les dépenses réelles de fonctionnement, vous tombez sur CAF, une capacité d'autofinancement, à un taux d'épargne brute à 12 600 000. Or, moi je ne voudrais pas me tromper, on était plusieurs à faire le calcul, on tombe sur un taux d'épargne brut, et je rappelle quand même que c'est un un ratio de solvabilité financière qui explique la capacité de la ville à dégager un excédent pour la section investissement, et donc c'est un ratio qui est quand même très important, avec 2 seuils qui sont à 10 % et à 7 % au-dessous de 7. On est en très grande vigilance par rapport à cette capacité financière à dégager un excédent, et nous on tombe sur 5,3 et pas 10,3. Donc est-ce qu'il est possible de demander au service qu'est-ce qui les amène à 10,3 de taux d'épargne brute ? Ça, c'est ma première question.

J'en ai après pas mal. De la même manière, il n'y a aucune mention de la capacité de désendettement qui est aussi un ratio important, et pour lequel on avait constaté dans le ROB que cette capacité de désendettement, elle passait de 4 années et demie à 9 années. C'est donc la capacité de la ville à rembourser la dette, et pour le coup, on l'a calculé mais on a trouvé aucune mention de l'encours de dette, donc on l'a calculée en reconstituant l'encours de dette à partir de la dette par habitant. Et donc ces ratios là en fait ils nous servent, et ces éléments-là que vous n'avez pas forcément mis dans le budget, et pour lequel il nous semble qu'il y a une erreur, ça nous permet ensuite de calculer ce qu'on appelle la rigidité des charges de structure. Et là on arrive quand même à quelque chose qui est important, puisqu'on a 55 % de rigidité de de charges de structure. Et donc ça, c'est les charges incompressibles en fait. Et ça me paraît très important de voir que la ville, si elle a une apparente santé financière parce que c'est une ville qui a du patrimoine, vous en vendez encore 15 millions cette année, c'est une ville qui a des recettes fiscales très correctes, grâce à l'augmentation des bases fiscales notamment, mais néanmoins, ces ratios qui n'y figurent pas ou qui nous semblent erronés, montrent aussi que la ville est en train de scléroser sa capacité financière et de se charger ou d'avoir une rigidité qui va lui laisser beaucoup moins de marges de manœuvre demain. Je pense d'ailleurs que la récupération des équipements y est pour beaucoup. C'est très important cette réalité financière, j'ai bien envie qu'on la mette en perspective parce qu'elle existe. Et il me semble que les calculs sont effectivement erronés.

La deuxième chose, c'est vous redire qu'il nous semble qu'il y a un déséquilibre très important en termes de subventions entre la culture et le sport. Il y a un déséquilibre très important aussi sur les financements qui peuvent être mis sur l'économie, même si les compétences économiques ne sont pas forcément… La ville, la commune a des compétences généralistes et il me semble que ce serait important aussi d'investir

sur l'économie, qui est quand même l'emploi, l'économie, qui sont des leviers de diminution de la fracture sociale, même si la mission locale effectue un travail formidable et en termes de formation, mais il n'empêche qu'en termes d'emploi, je pense qu'on pourrait faire bien mieux. Je redis que le sport, ça c'est mon prisme de fille de professeur d'éducation physique peut-être, mais que le sport est aussi extrêmement important pour la construction des individus et des citoyens, et on constate que cette année d'ailleurs, les subventions sportives baissent de 50 000 €. Donc ce déséquilibre là pour moi est de nature à pouvoir être contesté dans un Conseil Municipal.

Je voudrais revenir également sur les meublés de tourisme parce que la loi de mon ancienne collègue Annaïg LE MEUR et d'Inaki ECHANIZ, député socialiste, elle était nécessaire à la fois pour permettre aux villes et aux maires d'avoir des marges de manœuvre par rapport aux meublés de tourisme, et pas seulement pour recréer du logement pour les habitants, mais aussi pour éviter une concurrence totalement déloyale avec toutes les structures hôtelières. Donc c'est bien d'avoir des meublés de tourisme, d'avoir Airbnb ou d'autres plateformes qui viennent investir, mais ça a 3 écueils : le premier c'est de modifier considérablement la structure de l'habitat parce que des T3, T4, T45 sont transformés en studio ou en T2, pour pouvoir n'accueillir que des touristes sur des durées courtes, ça a une conséquence sur la capacité des habitants à se loger, et ça a une conséquence sur les hôteliers et sur l'hôtellerie. Moi je voudrais quand même vous rappeler que cette loi, elle permet de limiter à 90 jours les meublés de tourisme et la location. Elle émet un quota pour toutes les villes qui ont plus de 20 % de résidence secondaire, elle permet aux maires de décider d'un quota de résidences secondaires, mais en tout cas de meublés de tourisme pardon, et elle augmente les amendes possibles pour les meublés de tourisme qui ne se déclaraient pas. Et je pense qu'il est quand même intéressant que la ville puisse aller vers une réflexion sur la limitation de ces meublés de tourisme.

Mais je redis, le taux d'épargne brut, je veux absolument que là, on nous fasse le calcul parce que c'est quelque chose qui est… quand on reprend vos propres chiffres sur l'épargne brute et sur les recettes réelles, on ne peut pas tomber sur 10,3, c'est pas possible. Et en dessous de 7, on est en vigilance grave.

MME LE MAIRE - Merci Madame PETEL, Madame Claudie HUBERT. Ça fait un peu le cercle des dames !

MME HUBERT – Oui. Je remercie Madame AUGEY pour ce… je ne sais pas si c'est un cours magistral ou une intervention magistrale, je vous laisse le choix. Moi, j'ai 3 observations à faire.

Une première observation sur la présentation qui est de dire à Aix en Provence, on n'a pas augmenté les impôts, et il y a une baisse des tarifs des services publics. Alors sur les impôts, je pense que l'information est quelque peu erronée parce que s'il n'y a pas réellement de hausse d'impôts comme vous l'indiquez, on voit qu'en prenant par exemple l'assiette de l'impôt foncier, cette assiette naturellement, elle est fixée au niveau national, mais après la mairie fixe un taux, et ce taux est identique. Donc en fait les recettes fiscales ont augmenté pour la municipalité contrairement à ce que vous indiquez. Je pense que c'est peut-être la façon de présenter ou un mensonge de finesse comme dirait certains, mais en fait la masse fiscale dont bénéficie la mairie a augmenté.

Deuxième observation, c'est le deuxième volet de votre présentation du budget, c'est de dire, le taux des services publics n'a pas augmenté. On a vu au précédent Conseil Municipal, et j'étais d'ailleurs intervenue là-dessus, qu'en fait, en ce qui concerne les tarifs des services publics, y a une augmentation qui est constante, et j'avais détaillé effectivement lors du dernier Conseil Municipal, ces augmentations des tarifs. En 10 ans, il y a eu 35 % d'augmentation, entre 2022 et 2024, 14 %. On a des hausses de tarifs par exemple… alors il y avait une erreur sur les services funéraires mais il y a quand même des augmentations. Il y avait le prix des locations des salles municipales, dont d'ailleurs les groupements politiques ne peuvent pas bénéficier, soit dit en passant, ce qui pose un problème pour la démocratie et d'échanges politiques à Aix. J'ai noté également une augmentation du prix des étalages ordinaires dans

les marchés. Et en page 22, on voit que les tarifs de stationnement en 2025 augmentent de 22 %. Donc cette présentation que vous faites d'une façon générale du budget me paraît erroné sur ces deux points.

La troisième observation que je veux faire, puisque Madame AUGEY a rappelé naturellement que la sécurité des citoyens est un point central de la politique de la ville. Naturellement, c'est un point important pour nos administrés. Et le coût de la sécurité municipale, dont le coût dans le budget municipal pèse lourd, il a augmenté de 22 % entre 2020 et 2024. Et en 2025, le budget proposé est de 11,7 millions d'euros, soit une augmentation de 6,3 €.
Il faut ajouter également le coût des caméras de surveillance, estimé à 1 million d'euros pour les caméras de surveillance. Alors dernièrement je pense, et je ne me trompe pas, j'ai vu un article dans la Provence où Madame le Maire parlait d'augmentation de la délinquance, et il y a des statistiques au niveau national qui disent qu'il y a une augmentation de la délinquance, y compris à Aix en Provence. La conclusion que j'en tire, c'est que le Maire qui est tenu quand même d'assurer la sécurité, la tranquillité, la sûreté de ses citoyens, son levier, ce n'est pas forcément la répression. Les caméras de surveillance, on le sait très bien que, au mieux, elles permettent d'appréhender les auteurs de délinquance. Mais vous savez très bien, il y a des études qui ont été faites, les caméras de surveillance ne dissuadent pas les actes de délinquance ou les actes malveillants.
En ce qui concerne la police municipale, j'ai noté effectivement que nous avons un effectif satisfaisant qui va augmenter. Mais le problème est la mission de la police municipale. Et je pense que la police municipale doit jouer ce rôle, qui souvent n'est plus joué par l'État, de police, de prévention, plutôt que de police de répression. En fait, tous les éléments et les études montrent le rôle important que peut avoir une police de proximité, en l'espèce peut-être la police municipale, avec une meilleure formation dans la prévention de la délinquance. Je pense que dire « on va mettre en place des mesures répressives », on voit l'inefficacité d'un tel raisonnement, et par contre, que la prévention permet de dissuader, de faire baisser le taux de la délinquance. Et ce n'est pas que la police et les structures urbaines. Allez vous balader à Encagnane, au Jas de Bouffan, le soir, c'est complètement déprimant, il n'y a rien. Par exemple, c'est accroître la médiation dans les quartiers. On avait parlé beaucoup de l'école de la deuxième chance qui était un atout important, finalement, c'est tombé en désuétude, on en parle plus. Tous ces facteurs en faveur de la prévention me paraissent fondamentaux. On parle des transports, c'est vrai que les transports ne relèvent pas de la ville d'Aix en Provence, mais un jeune des quartiers qui veut aller au cinéma, il n'y a pas de cinéma dans les quartiers, il ne peut pas y aller le soir. Un jeune qui veut boire un pot, il doit payer un 1,20 € de bus dans la journée, il doit payer 5 €, il doit payer le prix d'un repas pour 2 jours. Donc il y a quand même tous des facteurs… Les femmes aussi, je pense quand même aux violences faites aux femmes, il n'y a pas à Aix de Maison des femmes, il y a un centre d'hébergement qui est très réduit. C'est tous ces facteurs qui permettront de réduire la délinquance dans Aix en Provence et c'est pour ça que je pense que la vision coercitive n'est pas une bonne vision, et qu'il faut qu'une municipalité axe ses efforts sur la prévention.

MME LE MAIRE - J'ai entendu en partie. Alors on passe d'un banc à l'autre. Philippe KLEIN.

M. KLEIN - Merci beaucoup Madame. Moi, j'aurai deux types d'intervention, si vous le permettez, pour Madame AUGEY : la première concernant les taux d'imposition parce que j'ai entendu des choses qui m'ont fait sourire lors de cette présentation ; et la deuxième sur le budget en général.

Donc, en ce qui concerne le maintien des taux d'imposition, on nous a fait connaître que, et c'est exact, les taux d'imposition n'ont pas augmenté depuis très longtemps et ce depuis plusieurs décennies. Mais ce qui est intéressant, lorsque l'on a un professeur comme Madame AUGEY qui vient nous donner un cours magistral, c'est que je me souviens d'une réflexion d'un vieil avocat qui me disait : *« écoutez-moi, chaque fois que j'ai un professeur en face de moi, qui est également avocat, je me régale, parce que je suis certain de trouver dans ce qu'ils ont dit ou écrit le contraire de ce qu'ils vont plaider dans le dossier »*. Et c'est exactement ce que j'ai entendu aujourd'hui sur la comparaison des taux d'imposition, notamment en ce qui concerne la commune de Saint Antonin Sur Bayon, qui décidément aujourd'hui

aura beaucoup de succès, parce que je me souviens que lors d'un Conseil Municipal précédent, nous nous sommes interrogés sur la récupération des équipements, notamment du 6MIC de l'aréna ou des piscines, et l'une des réflexions était de se dire et de choisir s'il fallait les récupérer pour la ville ou les laisser dans la métropole, avec un impact extrêmement important financièrement lorsque nous récupérons ces équipements, puisque seuls les contribuables Aixois vont devoir en supporter le coût, à la fois d'investissement et à la fois de fonctionnement. Et j'entends Madame Dominique AUGEY qui vient nous dire : « Eh bien, les gens de Saint Antonin Sur Bayon ont beaucoup de chance parce qu'ils vont profiter de nos piscines et que ça ne va pas leur coûter 1 centime ». Et là je dois dire que, j'ai peut-être mal compris, mais il me semblait que Madame AUGEY avait soutenu qu'il fallait rapatrier lors du dernier Conseil Municipal, la charge intégrale pour les Aixois de ces piscines. Et je me pose la question de savoir si elle n'a pas changé d'avis, et que si la répartition du coût métropolitain n'était pas finalement une meilleure solution, en tout cas pour elle, mais elle va nous expliquer, une meilleure répartition du coût de fonctionnement et d'investissement. Donc je l'entendrai avec plaisir puisqu'il semble y avoir une contradiction sur les deux choses.

La deuxième chose concernant le budget général cette fois. Il est vrai que lorsque l'on écoute cette présentation et qu'on va dans le détail, et cette présentation a été vraiment faite de manière extrêmement positive, extrêmement tournée vers tout ce qui a pu être fait de bien dans le cadre de ce budget, moi, je vous dis quand même que, en grattant un petit peu ce budget, on a l'impression que cet « essuyer de pinceau » n'est pas suffisant pour cacher certaines réalités. Et ces réalités, malheureusement, c'est que par exemple, sur l'absence d'augmentation là encore des taux, il n'est pas contesté que nous avons une augmentation importante du budget, vous le disiez, et donc il faut se poser la question de savoir comment on fait pour les Aixois, pour ne pas augmenter les taux et pour rentrer de plus en plus d'argent. Eh bien, il y a très longtemps que vous avez trouvé la solution. Cette solution, elle consiste notamment à augmenter le nombre de gens qui payent une imposition. Augmenter le nombre de gens qui payent une imposition du même taux, ça fait accroître, puisque si 100 000 personnes payent 100 €, ça donnera un résultat différent que si 150 000 personnes paient 100 €. Et ce qui est fait dans la politique de construction de notre ville, dans l'urbanisation forcée que nous avons à plusieurs reprises critiquée, c'est ce qui permet sans augmentation des taux, d'avoir une masse financière un peu plus importante, et de pouvoir dire que l'on n'augmente pas bien évidemment ces taux. La seule difficulté, mais c'est pas critiquable puisque quelque part, on peut dire que c'est l'attractivité qui permet d'avoir plus de gens et donc on ne va pas trouver de manigance à cela, la difficulté, c'est que cela se fait avec les mêmes infrastructures, et que les mêmes infrastructures sont obligatoirement vieillissantes, que les mêmes infrastructures, je prends par exemple l'exemple d'une route, si elle est fréquentée par 100 habitants d'Aix en Provence, ce n'est pas la même chose que si elle est fréquentée par 1000 habitants d'Aix en Provence. Et il suffit de prendre sa voiture pour aller travailler le matin ou de prendre sa voiture pour revenir du travail le soir, pour comprendre ce que je suis en train de dire. Et les investissements en matière d'infrastructures ne sont pas à la hauteur, et donc il ne faut pas être, on va dire comment, masqué par cet artifice, la réalité d'un besoin criant à Aix en Provence d'investir dans les infrastructures, pour ne pas venir nuire au confort des habitants, et permettre ainsi une meilleure vie tout en ayant une masse de dépenses possible ou de recettes possible.

La deuxième petite réflexion que je me faisais avec sourire, c'est celle qui concernait le verdissement parce que, chacun le sait que je vis, en tout cas je travaille en centre-ville, et que j'ai vu les transformations de cette ville depuis 40 ans. Et quand j'entends qu'il va falloir revégétaliser, je suis assez surpris parce que moi je me suis toujours battu contre le fait de supprimer la verdure qui pouvait exister en ville. Et on est en train de nous dire que le forum des Cardeurs ou le forum des Prêcheurs va devenir la forêt des Cardeurs ou la forêt des Prêcheurs. Mais ce n'est que réparer ces erreurs, ce n'est que réparer des erreurs ! Et je me dis, est-ce qu'il appartient bien aux Aixois de supporter le coût de la réparation de ces erreurs ? Et donc ça m'interpelle. Alors bien sûr qu'il faut le faire, mais peut-être qu'il fallait dire, ne défaisons pas ce qui est existant. Et j'en terminerai sur ce verdissement en vous disant, quand on apprend que 80 % de ce qui est le verdissement de cette ville et chez les particuliers, et que l'on voit, et je me

souviens de très nombreuses interventions dans ce Conseil, de toutes les oppositions concernant les opérations de constructions qui détruisaient des espaces verts importants, et jusqu'à une actualité extrêmement récente, je me dis, on a une politique qui consiste à avoir cette urbanisation forcée qui détruit le verdissement, dont on vient nous dire aujourd'hui que la ville va prendre des mesures pour le favoriser, l'éduquer auprès des particuliers. Alors je dis, il faut essayer peut-être de balayer chez soi avant d'éviter d'abattre chez les particuliers.

Voilà mes quelques observations.

MME LE MAIRE - Merci Philippe KLEIN. Alors l'un ou l'autre, qui commence ?

M. HENRY - Alors je vais commencer. Je voulais me réjouir tout d'abord avec Madame AUGEY des effets positifs qu'avaient eu la censure du gouvernement BARNIER sur le budget local avec la suppression du prélèvement BARNIER justement pour se contenter d'un prélèvement BAYROU qui fait mal, mais qui fait quand même 3 fois moins mal. Vous savez, j'avais été aussi, enfin j'ai été touché aussi par votre citation de Stefan ZWEIG que j'ai trouvée habile et belle, la citation sur la justice, mais je m'interroge, pourquoi là cantonner à la fin de votre discours et ne pas l'intégrer dans le budget sous forme de justice fiscale ? Et effectivement, ça m'amène à deux points : le premier point, c'est la sous fiscalité manifeste des logements vacants et des résidences secondaires où on a une évolution décorrélée entre le nombre de constructions et le nombre de résidences principales, c'est-à-dire qu'aujourd'hui, sur 3 logements construits, en réalité, il y a qu'un nouveau foyer fiscal, qu'une nouvelle résidence principale qui est bâtie. Et c'est vrai, quand on regarde les chiffres de l'INSEE depuis 1970, entre 70 et aujourd'hui, 65 % d'augmentation de la population, la ville d'Aix est passée d'un peu moins de 90 000 habitants à 150 000 habitants. Les résidences secondaires ont augmenté de 400 %. Les logements vacants ont augmenté de 200 %, c'est-à-dire fois 3 concrètement. Et ces constructions aujourd'hui, par an, sur 600-700 nouvelles constructions, on a à peu près 200 foyers fiscaux supplémentaires qui s'installent à titre de résidence principale. Et ça a un coût énorme pour notre environnement, pour l'environnement écologique, la bétonisation, la destruction des surfaces agricoles, de nos paysages, de nos paysages cézaniens. Et c'est incompréhensible qu'il n'y ait pas une adaptation sur le plan de la fiscalité locale par rapport à ça. On privilégie en fait le Airbnb à tout va et ça a été soulevé d'un côté ou de l'autre de l'Assemblée. Au point où j'ai vu qu'il y avait même une nouvelle boutique qui s'était ouverte dans la rue Boulegon et une boutique de location de boitiers à clé. Alors ça, c'était la première fois que je voyais ça, mais c'est quand même assez phénoménal ! On a une boutique, je crois que c'est en face d'un des... *[Interrompu par un élu qui lui parle].* Oui mais enfin c'est quelque chose quand même d'assez impressionnant de voir une boutique qui ne fait que de la location de boîtiers à clé.

Le deuxième point dont je voulais vous parler, c'était pour revenir sur les taux d'imposition proprement dits où Madame le Maire, vous nous avez indiqué que quelque part, de les avoir maintenus pendant 29 ans sans évolution, ça les rend plus bas qu'à l'origine. En fait, on omet totalement de parler des bases, de la valeur locative, de la valeur cadastrale sur laquelle ces taux sont appliqués. La valeur cadastrale, elle a été fixée en 70 à une époque fort ancienne, enfin Madame le Maire, vous aviez quelques mois, mais pas si ancienne que ça mais qui est quand même décorrélée là aussi de l'actualité, c'est-à-dire qu'il y a eu un changement total des usages des biens d'habitation, les fermes anciennes Puyricard sont devenues des villas luxueuses, les appartements qui étaient au top du confort à l'époque avec vide d'ordures dans la cuisine etc, ce sont dégradés en termes de valeurs locatives, et pourtant leur valeur locative n'a pas été substantiellement modifiée, elle a fait l'objet d'indexation, mais égalitaire partout. Et on sait, on n'en parle pas, mais on sait qu'un moment ça va nous tomber dessus, parce que la loi de finances de 2020 a acté la révision complète de ces valeurs locatives. Ces valeurs locatives sont en train de se faire. On sait que ça va avoir des incidences concrètes majeures avec des quartiers Saint Eutrope, le Petit Nice, Encagnane qui vont voir leurs impositions diminuées, bien heureusement, pour les recorréler à la valeur locative réelle des biens. Et à l'inverse, on va voir toute une série de quartiers avec des augmentations de valeur, Puyricard Pey Blanc, le centre-ville, etc. Je voudrais savoir pourquoi on

n'en parle pas de ça ? Quel impact ça va avoir concrètement ? Et que vous nous donniez un peu les pistes sur cette question ?

MME LE MAIRE – Merci Monsieur HENRY. Monsieur DI MEO et après Madame ANGELETTI.

M. DI MEO - Madame le Maire, mes Chers Collègues, d'abord un premier mot pour dire qu'effectivement j'ai réussi à suivre pendant presque 1 heures 10 Madame AUGEY, c'était très clair, donc merci de cette explication qui a été faite, et puis ça a permis à ceux qui n'avaient pas tout lu d'avoir tout compris d'un coup, donc vous avez socialisé tout le monde, magnifique !

Sur ce budget, beaucoup de choses ont été dites. D'abord sur le cadre des recettes, on est très nombreux, vous l'avez compris, et peut-être que c'est un constat partagé, à dénoncer la baisse des dotations que l'État fait aux communes. Et effectivement c'est assez commun. Bon, la majorité présidentielle à laquelle la droite participe depuis 7 ans a participé de cette chose-là. Il y a peut-être des contradictions, mais on ne va pas rentrer dans des débats nationaux.

Sur la fiscalité, Agnès DAURES l'a très bien dit, Emmanuel HENRY l'a aussi très bien dit. Bon elle n'est pas juste cette fiscalité, c'est-à-dire qu'on ne peut pas se contenter de récupérer une réversion de TVA alors qu'on a supprimé la taxe d'habitation et qu'on ne touche pas la THRS. C'est-à-dire qu'on fait payer aux consommateurs ce qui devrait être payé par l'activité économique ou l'attractivité de la ville. Et on fait peser la charge toujours sur les mêmes, c'est-à-dire très souvent sur les classes populaires.

Dans les recettes, je voudrais, je ne vais pas refaire tout le débat qui était déjà très fécond, mais un zoom sur quelques points : pénalité sur le logement social, plus de 500 000 €, on n'y est pas en fait, c'est-à-dire qu'aujourd'hui on ne fait pas le logement social qu'il faut, et Agnès DAURES l'a très bien dit, pas de la qualité qu'il faut, pas de PLAI dans le logement social.
Sur la taxe de séjour, alors je vais hélas donner le point à Anne-Laurence PETEL mais pareillement à Emmanuel HENRY, c'est qu'aujourd'hui, est-ce qu'on peut être réjoui qu'il y ait 3,5 millions qui soient perçus et que ça fasse plus de 600 000 € de recettes ? Pas vraiment en fait, parce que c'est effectivement massivement du Airbnb, et ça a des impacts sur la structure du logement qui sont tout à fait, selon nous, défaillante.
Sur les recettes, bon, augmentation des services publics locaux. Claudie l'a très bien dit, les tarifs, alors vous dites c'est un petit peu. Oui mais quand on regarde les petits peu, je vais vous mettre une série de petits peu, et pour les Aixois, c'est pas des petits peu en fait, c'est-à-dire que quand on augmente les tarifs de services publics, c'est tout à fait important.
Le stationnement, 800 000 000 de plus de perçus sur le stationnement, et quand on rajoute les amandes, c'est 1,4 million d'amendes, c'est-à-dire qu'aujourd'hui, vous faites peser sur le stationnement plus de 2 millions d'augmentation à mon avis de recettes.
Sur les cessions, vous avez depuis 2020 vendu pour 50 millions d'euros de patrimoine de cette ville. Là on remet une couche, on va voter Galice, enfin, nous, on ne le votera pas, mais on va voter Galice, encore 15 millions en fait. C'est-à-dire que si on… en fait ce que les Aixois doivent comprendre, c'est que ce pseudo discours d'immobilisme fiscal est en fait une montée de l'injustice sociale en fait. C'est-à-dire qu'on brade le patrimoine, on augmente les services publics locaux, et à côté, on fait semblant que la fiscalité n'augmente pas sur les gens qui ont du foncier, qui ne sont pas les plus défavorisés. Et ça c'est injuste en fait, c'est-à-dire que cette façon de faire là, elle est assez inégalitaire pour les plus précaires de cette ville.
Je regrette que Madame BENDELE ne l'ait pas dit, elle le fait souvent, mais vous augmentez les emprunts, et vous l'avez évoqué plusieurs fois, vous augmentez au pire moment des taux d'emprunt en fait, c'est-à-dire que votre politique, alors on ne va pas critiquer quelqu'un qui est décédé, mais quand même un peu, c'est à dire que la politique de Gérard BRAMOULLÉ de ne pas emprunter au moment où les taux d'intérêt étaient au plus bas, et de se mettre à emprunter pour presque 10 millions maintenant,

c'est irrationnel en fait, c'est-à-dire que c'est pas maintenant qu'il fallait emprunter, et vous payez très chèrement justement cette vision « il ne faut pas augmenter les impôts », oui, donc on augmente l'emprunt, on augmente les ventes, etc, etc.
Il y a un deuxième volet qui, à mon avis, pose problème dans votre budget, et qui est lié à la façon dont vous avez conçu la relation avec les autres collectivités territoriales. Elles ont été pendant très longtemps très conflictuelles avec la métropole. Elles sont supposément en bonne entente avec la région, et elles viennent de se rabibocher avec le département. Donc on récupère aujourd'hui, si j'ai bien compris, à peu près 35 millions d'euros, je crois 14 du département et 20 de la région. On pourrait s'en réjouir puisqu'effectivement pour le département, on ne les avait pas avant. Donc votre nouvelle amitié avec Martine VASSAL nous fait respirer pour 15 millions d'euros, ça c'est positif. Mais en fait la question c'est à quoi ils sont utilisés ? Si vous avez entendu, et ce n'est pas que le groupe d'Aix en partage, c'est Aix autrement, c'est Aix au cœur, et puis c'est les Aixois. En fait, on souffre de quoi ? On souffre de déficit de structures de logement, de déficit de structures de transport. Est-ce que la région qui vous verse 20 millions d'euros tous les ans, est-ce que vous croyez que ça ne serait pas mieux si on les annualise sur 5 ans ? C'est le coût du BHNS pour aller aux Milles. Est-ce que vous ne croyez pas que la région dont la compétence est le Ferrée, ne pourrait pas utiliser ces 20 millions d'euros plutôt que ça soit pour un petit bout de rénovation d'école, un petit bout de Cézanne, un petit bout de ceci cela, que ça soit pour des infrastructures globales ? C'est-à-dire qu'aujourd'hui, le partenariat que vous avez avec les collectivités territoriales n'est pas un partenariat sur des investissements structurants. Quand on rencontre les gens, ils nous disent : « mais pourquoi y a pas de Halte de Ferrée à La Calade ? Pourquoi il nous faut 45 minutes pour descendre aux Milles quand on est bouché sur la RD9 ? » Vous voyez, c'est ce genre de choses qui pose problème, c'est que oui, vous avez un budget en équilibre, oui, il y a une bonne gestion de « bon père de famille », mais c'est pas tout à fait ça qui convient.

Pour finir sur les dépenses, Agnès DAURES l'a souligné, on n'est pas contre l'exposition Cézanne, c'est à dire qu'effectivement, l'exposition Cézanne, c'est très positif. Et vous utilisez massivement l'argument « il y a une retombée », vous allez nous le faire, on donne 1, on récupère 7. C'est pas tout à fait ça en fait. C'est pas on donne 1, on récupère 7. Les commerçants de la ville, les hôteliers de la ville récupèrent 7 en fait. Et comme on n'a plus de fiscalité pour récupérer réellement, puisqu'on n'a plus, alors ça c'est pas votre faute, mais on n'a plus une fiscalité sur l'activité économique… En fait, il y a une forme de transfert de socialisation de la dépense vers une forme de privatisation de la dépense, c'est-à-dire que ça profite à certains secteurs d'activité de la ville, tant mieux pour eux, mais des secteurs plus précaires ou des populations plus dans le besoin, ils n'en voient pas les retombées. C'est-à-dire que le ruissellement sur ces personnes les plus précaires, il n'est pas flagrant en fait. Donc est-ce qu'on pourrait réfléchir à des mécanismes où peut-être les commerçants pourraient y participer ? Est-ce que vous pourriez avoir des discussions avec le patronat local sur le fait que, comme il récupère beaucoup, tant mieux pour eux, peut-être qu'ils pourraient contribuer et qu'on pourrait trouver des mécanismes contributifs de leur part ?
Je ne vais pas égrener la sécurité, Claudie l'a fait.
Je ne vais pas égrener le personnel, on reviendra peut-être sur le RIFSEEP. C'est bien que vous augmentiez les régimes des primes de salariés, mais comme ce n'est pas plus égalitaire… c'est encore pareil, c'est-à-dire qu'en fait ça ne crée pas de la justice sociale. C'est ce que vient de dire Emmanuel.

Pour finir, sur les économies d'énergie, alors je ne refais pas le budget vert, etc, je n'ai pas le talent de Madame AUGEY pour faire 1 heure et quart sur tous les points que j'ai soulevés. Mais sur l'énergie, aujourd'hui, on dépense 6 millions d'euros sur les tarifs et sur les énergies. On pensait qu'on était en phase de régression, et d'après le budget, on a 10 % plus. On est avec Monsieur KLEIN, on l'a fait plusieurs fois, à vous solliciter pour savoir ce qu'il en est d'un mécanisme qui a existé dans cette ville, paraît-il, mais qu'en est-il ? On attend toujours ? qui est celui de la mise en place des certificats d'énergie, qui est une source massive d'économies d'énergie et de rentrée fiscale pour la ville de ces économies d'énergie. Nous avons lors des derniers conseils municipaux, une fois une première société, une fois une deuxième société, je crois que son nom est ENERLIS, voté pour que cette société collecte des crédits, on va rénover je crois pour plusieurs, presque une dizaine de... je n'ai plus de budget là, mais je l'ai en

tête, mais on est à plus de 6 millions je crois, on va rénover La Méjanes, on peut récupérer je pense presque 10 %, on doit être à 600 000 € de crédit d'économie d'énergie sur La Méjanes. Est-ce que vous pouvez enfin nous faire un bilan fiscal de combien nous avons économisé depuis les 2 ou 3 ans où a été mis en place cette situation de manière à savoir comment la ville économise son énergie et récupère fiscalement cette énergie ?

Merci à vous.

MME LE MAIRE – Madame ANGELETTI.

MME ANGELETTI - Merci Madame le Maire et Merci Monsieur DI MEO de souligner comme vous l'avez fait l'importance du travail et l'implication des conseillers départementaux Aixois, qui permet à la ville effectivement d'avoir de très beaux financements de la part du département. J'avais une question sur un point précis, Madame AUGEY, dans la présentation très claire que vous avez faite du budget, qui concerne l'exonération de la taxe foncière sur les logements neufs. Vous avez dit, la ville a fait le choix de l'exonération foncière dès 2 ans. Alors j'imagine que vous parlez ou est-ce que vous pouvez préciser de quoi vous parlez précisément ? Puisque, à ma connaissance, tous les logements neufs sont exemptés pendant 2 ans de taxe foncière, sauf ceux qui sont mis à disposition de la location du marché locatif, qui bénéficient d'une exposition partielle où la taxe affectée à la commune doit être réglée dans ces cas-là. Donc est-ce que c'est de cette part de taxe dont la ville va se passer ? Merci.

MME LE MAIRE – Dominique, avec le même brio que tout à l'heure parce que c'était phénoménal !

MME AUGEY – Non, non, arrêtez de me mettre de la pression d'une part, et d'autre part, je suis absolument navrée, je ne m'étais pas rendu compte que j'ai parlé pendant 1 heure 10. C'est probablement un… *[un élu lui parle]*. J'ai l'habitude, les cours à la fac font 3 heures, donc une fois que je suis lancée… Alors je suis navré de vous avoir imposé un cours magistral.

M. DI MEO - C'était très clair, c'était très clair.

MME AUGEY – Monsieur DI MEO, vous qui êtes professeur aussi. J'imagine bien que devant vos élèves, vous avez aussi toutes ces qualités pédagogiques que nous partageons dans le corps professoral. Je voudrais répondre d'abord aux questions très techniques. Et puis ensuite, je vais passer le relais à Madame Karima ZERKANI qui vous répondra sur tout ce qui est OT et Airbnb, à Éric CHEVALIER qui vous répondra sur tout ce qui est qualité de l'air, circulation, et ainsi de suite, à Marie-Pierre, si elle revient, sur le pass culture. Enfin, on va vous répondre à plusieurs voix.

Sur le fait qu'il n'y ait pas dans le budget primitif de ratios financiers, c'est lié à la construction de la communication financière tout au long de l'année d'une mandature, donc les choses se font toujours en 4 temps : le premier, c'est le rapport d'orientation budgétaire où on donne les grandes lignes, ; le second, c'est le budget premier ; et ensuite le budget supplémentaire s'il y en a un. Et pour l'année N-1, il y a le CFU et c'est au CFU qu'apparaissent l'ensemble des ratios financiers. C'est pour ça, si vous ressortez l'historique des ROB sur les dernières années ou l'historique des BP sur les dernières années, vous ne verrez pas de radio financier parce que ça ne se fait pas sur le prévisionnel, mais ça se fait sur l'exécuté. Donc le CFU, il est en juin, là il y aura la totalité des ratios. Et donc je conserve les questions de Madame PETEL pour ce jour-là parce que cette fois-ci nous aurons les chiffres.
Alors maintenant le chiffre de 10 %, je suppose que je comprends d'où il vient. Lorsqu'il y a le le détail du BP à la première page, en effet, à la dernière ligne du premier tableau de la première page, il est indiqué, épargne brute 10,3 %. Le chiffre est exact, Madame PETEL, jamais je n'oserais dire que vous avez fait une erreur, j'apporte une précision, si vous regardez le haut du tableau, vous verrez que c'est pour les chiffres de l'année N-2. Mais on reparlera ratios avec le CFU.

Encore une question technique cette fois-ci qui vient de Monsieur HENRY. Vous avez raison, le fait que les modes de vie aient échangé, ont cet effet qui est très compliqué à gérer pour toutes les villes, c'est que quand on construit, et bien on voit que les familles qui sont souvent des familles explosées, utilisent les 2/3 des constructions nouvelles. Donc c'est vrai que sur 3 logements nouveaux, il y a un seul nouvel habitant. C'est quelque chose qui est malheureusement structurel.

Alors la réforme des bases. Bien sûr, cette réforme des bases, elle est attendue, espérée. Vous savez qu'elle est repoussée chaque année. On nous avait dit que c'était 2026, maintenant on nous parle de 2028. Il faut que vous sachiez qu'on a une Commission. C'est un peu austère comme Commission qui s'appelle la CCID, la Commission Consultative des Impôts Directs, où nous avons un dialogue, nous, c'est-à-dire l'ensemble de la Direction des finances avec la DGFIP, qui vient passer une matinée avec nous sur comment est-ce qu'ils ont calculé les bases cadastrales ? Comment est-ce que ça peut évoluer ? Et et ainsi de suite. Et Monsieur DANAU qui est ici au bout de la rangée, à chacune de cette réunion, qui est une réunion annuelle, challenge la DGFIP, qui est la seule décideur en matière de quelle va être la base, pour essayer justement de réactualiser un peu les choses, de corriger les anomalies, et ainsi de suite. En clair, aujourd'hui, il vaut mieux habiter dans un endroit qui a été construit avant 1970, vous aurez une taxe foncière relativement modeste, et plus votre bâtiment va être récent, plus pour le même nombre de mètres carrés, vous aurez une taxe foncière plus élevée. Donc on est bien d'accord, tout ça devrait être réformé. On s'en plaint à chaque réunion. En effet, le mode de calcul n'aboutit pas à un système de justice sociale. C'est bien dommage. On sent bien que l'État y va à reculons, parce que si vous modifiez le calcul des bases cadastrales, vous allez modifier le résultat, donc la taxe. Donc il y a des gens qui vont payer plus, des gens qui vont payer moins. Tout le monde va être furieux parce que généralement quand on modifie les trucs, ça finit par tout le monde paie plus. Donc je ne sais pas quand ça sera fait, mais ce serait une bonne chose que ce soit fait. Et là je vous suis absolument, totalement dans votre réflexion.

Autre réponse technique, mais quelle idée j'ai eu de parler de Saint Antonin Sur Bayon ? *[Rires]*. Je veux bien croire Madame DAURES, je n'ai pas vérifié, mais il me semblait que…

MME DAURES – Avec Saint Marc Jaumegarde.

MME AUGEY – C'est plutôt Saint Marc Jaumegarde que Saint Antonin Sur Bayon.

MME DAURES – Et si si aussi , je me le suis fait confirmée.

MME AUGEY - Peut-être, peut être… Je voudrais simplement rappeler à Monsieur KLEIN que la métropole nous reverse une CLECT exactement chaque année qui est d'un peu plus de 8 millions d'euros, parce que la métropole reconnaît que même si les équipements sont déjà gérés en direct par la ville d'Aix, ils sont aussi utilisés par l'ensemble des habitants des villes autour, et que donc, la métropole nous aide en termes de frais de fonctionnement, c'est pour ça qu'il y a une CLECT de 8 millions d'euros. La chose que nous portons, nous, c'est le transfert de la dette, parce qu'évidemment, on ne va pas à la fois récupérer sur 123 millions d'euros de patrimoine et faire payer la dette par la métropole. Donc bien entendu que c'est nous qui nous en chargeons. Voilà un petit, un petit détail.

Autre question technique, c'est sur les constructions dans Aix. Donc il y a cette idée que si la taxe foncière augmente puisque les taux n'augmentent pas, ça vient d'une politique de construction frénétique. Alors, nombre de permis de construire en 2024 : 57. Nombre de logements hébergements liés à ces 57 permis de construire : 571. En 2023, 50 permis de construire, 400 logements, etc. Donc ce qu'il faut bien que vous réalisiez, c'est que la position de la ville en matière de logement et d'accroissement, en particulier des logements récents, est une politique aujourd'hui qui est tout à fait contrôlée et tout à fait respectée. Donc quand on calcule, dans l'augmentation de la recette de la ville liée à la taxe foncière, en effet, elle augmente puisque la base augmente avec le taux d'inflation, la part liée à la construction, donc 571 logements qui, pour l'instant, sont exonérés, et ainsi de suite, elle représente moins de 0,7 % de

l'augmentation. L'augmentation de la recette taxe foncière n'est pas liée à l'augmentation des constructions puisqu'il y en a fort peu.

Pour la question de Madame ANGELETTI sur l'exonération des logements neufs. Alors j'ai la réponse. Les 2 ans s'appliquent quelle que soit l'affectation du logement. Et sur les logements sociaux, l'exonération sur les constructions de logements sociaux neufs est de 25 ans. L'exonération sur les logements sociaux, elle est compensée par l'État. Donc nous, on fait le calcul, et on envoie la facture à l'État. Par contre sur les 2 ans d'exonération, elle n'est pas compensée. Je ne sais pas si j'ai répondu à votre question.

M. DI MEO - Là, on n'a pas compris par exemple. Vous pouvez…

MME AUGEY - La question, elle posait sur l'exonération de la taxe foncière sur les logements neufs. Comment est-ce que ça fonctionne ? Donc il y a une exonération qui est attribuée quel que soit l'usage du logement neuf, c'est-à-dire qu'il soit pour l'habitation principale de celui qui l'a acquis ou que ce soit pour le mettre en location. L'exonération fonctionne dans les deux cas de figure, ce qui est une décision. Et ça, ça n'est pas compensé par l'État. Par contre, pour les logements sociaux, il y a une exonération et celle-là est compensée par l'État. J'espère que je suis un peu plus claire là-dessus.

Je voudrais revenir sur le commentaire de Madame DAURES repris par Monsieur HENRY, repris par Monsieur DI MEO, sur les transferts des charges de l'État central vers les communes. C'est ce dont se plaignent la totalité des communes aujourd'hui. Donc là, je ne peux que confirmer votre sentiment, en effet, en effet, on y va parce qu'on pense que c'est ce qu'on doit faire, mais sans joie de le porter.

Alors beaucoup de questions, et vous avez eu raison d'en poser, sur la taxe de séjour, les Airbnb, Karima ZERKANI s'en préoccupe et travaille ce dossier depuis maintenant très longtemps, et je pense qu'elle va pouvoir vous donner des explications constructives. Karima.

MME ZERKANI - Bonjour à tous. Alors l'augmentation de la taxe de séjour. L'augmentation de la taxe de séjour n'est pas due seulement au fait qu'il y ait de plus en plus d'Airbnb, elle est due au fait également qu'il y a de plus en plus de palaces et d'hôtels 5 étoiles et qu'un palace et les hôtels 5 étoiles payent une taxe de séjour qui est supérieure aux 2, 3 ou 4 étoiles. Ça, c'est le premier point.

Le deuxième point. Je vais rappeler quand même la genèse de l'histoire de la taxe de séjour. Je pense que c'est important de le dire. Lorsque je suis arrivée, et que j'étais une jeune élue, la taxe de séjour des appartements meublés était autour de 200 000 €. Nous avons une convention avec l'Office de Tourisme d'une subvention de 3 200 000 €. Lorsque je suis arrivée, on payait en subvention à l'Office de Tourisme 2 millions. Donc, ce qu'on ne récupère pas en taxe de séjour, c'est pas grave, c'est la ville qui le devrait, quoi qu'il en soit. Donc qu'est-ce qui s'est passé ? J'avais interpellé mon ami Gérard BRAMOULLÉ en lui disant : « Gérard, c'est très embêtant parce qu'en fait, on double ou on triple la taxe de séjour sur les gens qui sont déclarés, puisque c'était déclaratif, et finalement ceux qui sont déclarés, qui sont de bonne foi, vont payer plus cher, alors qu'on sait qu'il y a une déperdition et qu'il y a des gens qui ne se déclarent pas ». Donc j'avais émis la solution à Gérard de faire un partenariat directement avec les plateformes afin d'aller chercher la taxe de séjour au niveau des plateformes. Et cette taxe de séjour a évidemment fortement augmenté puisque nous sommes passés de 200 000 €, à 600 000, à 800 000 à 1 000 000, et pour venir à 1 700 000. Alors bien sûr, il y en a plus qu'avant, mais il faut quand même repartir qu'au départ c'était seulement déclaratif, en tout cas pour les meublés de tourisme, et tout le monde ne déclarait pas. Donc j'ai mis ça hein, je suis assez fière d'avoir rapporté quand même autant d'argent à la ville.

Alors pour parler des hôtels, le taux de remplissage des hôtels à Aix en Provence, il est de 73 %. Il est au-dessus de la moyenne régionale. Donc en aucun cas, les meublés de tourisme influent ou impactent les hôtels de notre territoire, et en tant que commerçante, je suis très regardante de ce genre de choses.

Alors la taxe de séjour, vous dites qu'elle est trop haute, etc, etc. Il faut savoir que la DGFIP a augmenté la taxe de séjour depuis l'année dernière, que nous ne l'avons pas encore mis en place, et qu'elle sera mise en place, si je ne m'abuse, Dominique, à partir de l'année prochaine. À Aix en Provence, on a 5 450 000 nuitées, soit + 30 %. C'est 413 millions d'estimation de consommation, soit 47 % d'augmentation. Alors, on dit les commerçants, pourquoi ils ne participent pas ? Ah les commerçants, les commerçants, ils travaillent entre 7 et 8 mois pour l'État, 7 et 8 mois pour l'État. Qu'est-ce qu'on peut faire de plus ? Aller se flageller en place publique pour faire plaisir à tout le monde ! Se crever un œil ! Je ne sais pas. Dites-nous ce qu'on doit faire ? Mais on travaille entre 7 et 8 mois pour l'État. Si après les lois ont fait qu'ils sont allés chercher de l'argent sur les communes, notamment les taxes de d'habitation ou retiré la taxe… Ce n'est pas du fait des commerçants. Le commerçant, ça fait aussi l'attractivité d'une… *[Interrompue par des propos d'un élu].* Écoutez-moi, je vous ai écouté avec attention et avec respect, j'attendais le minimum de… *[L'élu rétorque hors micro].* Non, vous parlez, mais c'est pas grave. Je ne suis pas sourde. C'est vrai que je suis commerçante, que je devrais tout donner à tout le monde, mais je ne suis pas sourde. Donc concernant la limitation des Airbnb, nous avons décidé avec Madame le Maire que nous devions limiter à un propriétaire, en tout cas un appartement, une maison par propriétaire, de manière à ce que ça ne devienne pas professionnel. Oui limiter les locations. Donc pour pas que ça devienne professionnel. C'est déjà limité à 90 jours. Madame PETEL se demandait évidemment si la règle est faite puisque nous passons par les plateformes et que les plateformes limitent automatiquement. Lorsqu'on dépasse les 90 jours, c'est professionnel, et ils doivent se déclarer. Donc c'est ça que nous voulons limiter. Évidemment, nous ne voulons pas être envahis d'Airbnb au détriment des étudiants ou des habitants. Alors le problème de logements, il n'est pas simple, il n'est pas après l'Airbnb. Airbnb et les locations saisonnières ont commencé bien avant les plateformes et tout ça, ça existe depuis toujours. Sauf que c'était mal contrôlé parce qu'il n'avait pas d'outils pour contrôler justement ces locations, et aller chercher cette taxe de séjour. Aujourd'hui, ça l'est davantage, mais le problème, évidemment, pour se loger, c'est surtout le coût des loyers. C'est ça la vérité. La vérité, c'est qu'à l'achat, un appartement est beaucoup plus cher qu'ailleurs. Évidemment qu'un propriétaire va louer beaucoup plus cher qu'ailleurs. Donc ce n'est pas que la tension, on n'est pas encore en tension, on a fait des études sur ça, on n'est pas en tension. Mais on va anticiper cette tension. Donc ça c'est quelque chose pour nous qui est très très important puisque nous voulons absolument que les familles soient dans les centres-villes et qu'on ait des jeunes et des étudiants. Il faut savoir que dans les Airbnb, comme je m'évertue à le dire souvent, il n'y a pas que des professionnels, il y en a et ceux-là il faut les limiter, je suis totalement d'accord avec vous. En revanche, il y a aussi des personnes âgées, il y a des étudiants, qui ont des appartements, qui vont les laisser l'été, et qui vont louer pour avoir un complément de revenu, ou des personnes âgées qui vont louer une chambre, et ceux-là, il faut les laisser. Moi je pense que ces gens-là, on peut laisser un appartement par propriétaire, je trouve ça normal et ça ne me gêne pas. Ce qui me gêne, c'est des gens qui achètent des immeubles et qui font des immeubles en Airbnb, ça je suis totalement…. nous sommes totalement contre.

Alors je ne sais pas si j'ai répondu à toutes vos questions ?

MME AUGEY – Les boitiers.

MME ZERKANI – Ah les boitiers ! Ah bah moi, je suis pour… Alors les boitiers, si c'est moi, je prends… je n'ai pas assez de force pour le faire, mais je les couperai tous et les enlèverai. Donc, moi, ça, sur l'espace public, je suis totalement contre et je suis totalement d'accord avec vous sur ce sujet-là.

M. DI MEO – Si vous croisez Madame le Maire, dites-lui.

MME ZERKANI – C'est prévu Monsieur DI MEO. Je la croise un petit peu de temps en temps, pas souvent, mais elle est d'accord. Merci pour votre attention.

MME AUGEY - Merci Karima. Une réponse pour Monsieur DI MEO. Mais qu'est-ce qu'on fait avec l'argent de la région ? Donc je vois qu'il voudrait faire plein de choses. Alors nous, on réhabilite La Méjanes par exemple. Ça, c'est un investissement structurant. On développe le parc urbain sportif Carcassonne. On végétalise les parcs. On s'occupe du domaine du Jas de Bouffan. On développe du photovoltaïque et le quartier du faubourg, et surtout bien vivre à l'école. Donc ça veut dire que toutes les dépenses qui sont financées par la région, sont des dépenses qui je pense méritent le qualificatif de structurant. Alors peut-être que vous en auriez choisi d'autres, mais en tout cas ce sont des dépenses qui modifient la ville et changent la ville. C'est ça qui est important.

Il y avait une question aussi, je passe le relais s'il veut bien à Éric CHEVALIER puisqu'il y avait une question de Madame BENDELE sur la circulation, la qualité de l'air et le fait qu'on manquait peut-être de vision à long terme sur ces sujets-là.

M. CHEVALIER – Bon, je vais répondre malgré son absence mais ce n'est pas grave, elle pourra voir ce que je dis sur la pollution et la circulation. Ce qu'il faut voir, c'est tout d'abord que c'est des problèmes dont on se préoccupe depuis longtemps. Le premier exemple serait, longtemps et récent, c'est le BHNS, la mise en route du BHNS, qui a démontré que la mise en route d'un transport en commun de qualité a permis, dans le secteur des facultés, une baisse de 20 % de la pollution. Ce n'est pas moi qui le dis, c'est l'Agence Air PACA qui l'indique. Et en fait c'est vrai que le problème, on n'a plus la délégation en matière de transport en commun, et je partage l'avis de tous comme quoi, pour des raisons économiques et pour des raisons de pollution, il faut que ces moyens soient développés au sein de la commune, au sein des communes environnantes à la ville d'Aix, puisqu'en fait, on s'aperçoit tous les matins, c'est l'analyse de circulation qui démontre qu'en fait, il y a un flux qui vient de façon importante, du Nord pour venir sur le centre, et sur le pôle d'activité ou en direction de Marseille. Donc on a un vrai souci de mise en œuvre des… *S'il vous plaît derrière. Merci.* Donc on a un souci qu'il faut adapter, c'est la préconisation de Madame le Maire de mettre en œuvre déjà le BHNS qui va vers le pôle d'activité des Milles, puisque c'est entre 30 et 40 000 salariés qui s'y rendent. Et après, bien sûr, il faut, nous partageons votre avis Monsieur DI MEO, concernant l'installation de la Halte Ferrée et du pôle multimodal de La Calade, qui est d'ailleurs inscrit dans la ZAC que la SPLA a portée. Donc de fait, il faut juste que les discussions qu'a eu Madame le Maire avec la partie de son… du vice-président de la SNCF soit actée, puisqu'en fait, on a eu des statistiques qui démontrent certaines choses et on n'est pas tout à fait d'accord sur les statistiques qui nous ont été proposées. L'important c'est qu'il y ait La Calade. Pourquoi pas Venelles ! Mais l'important c'est La Calade, puisqu'on a tout un flux qui vienne de Lambesc, Rogne, et toute la route nationale 7, qui permettait d'être arrêté ici au niveau de ce pôle multimodal, et ainsi de prendre les transports en commun ou le train pour aller jusqu'au pôle d'activités ou à Marseille.

Sur les autres politiques que nous amenons, en dehors de celle du transport, il y a eu bien sûr la politique de stationnement que nous menons au fur et à mesure. Et par exemple, un des éléments qui a été phare il y a très longtemps, c'était la gratuité pour les voitures électriques du stationnement. Donc aujourd'hui, c'est vrai que cette politique, elle a porté ses effets, et l'État, on va dire, a repris la main. Et de fait, on a de plus en plus de véhicules électriques. Ce qui veut dire aussi que cette politique s'accompagne de la mise en place de bornes électriques, de recharges électriques, qui étaient d'abord sous l'autorité exclusive de la métropole, mais suite au passage du marché privé, on peut avoir aussi des éléments pour faire installer des stations de bornes électriques.

Ensuite sur les mobilités douces, c'est la politique du bien-être à l'école, bien vivre à l'école aussi, puisque dans le cadre de l'école, on apprend aux enfants, à travers « savoir rouler à vélo », à apprendre à faire du vélo et à sortir aussi dans les rues d'Aix et en général, les enfants sont des bons éducateurs des parents. On le voit en particulier avec le tri sélectif, qui a été mis en place par la Communauté du Pays d'Aix de l'époque, et qui a porté en fait les parents à être, disons, accompagnés par leurs enfants vers le tri sélectif.

Nous avons aussi la DSP sur le chauffage. Donc c'est vrai que c'est en renouvellement. On a été précurseur en la matière en matière de pollution, et l'extension voulue par Madame le Maire sur les différents quartiers de la ville, a un côté à la fois économique pour nos concitoyens, et aussi un côté pollution par rapport à la disparition des chauffages individuels ou des centrales des différents établissements publics qui fonctionnent avec des carburants anciens.

Enfin, si je n'ai rien oublié, sur l'éclairage public. Donc l'éclairage public, nous sommes à 1/3 de la ville en LED. Ce qui veut dire que LED, c'est à la fois deux choses : c'est une économie d'énergie, mais c'est aussi une régulation de la luminosité qui s'adapte aussi à l'environnement où elle se trouve. On avance sur le sujet avec l'expérimentation qui vous a été proposée sur Puyricard, qui est en cours, avec des diminutions de l'éclairage et des extensions à partir d'une certaine heure, qui a fait l'objet d'une concertation, et dont le Maire a entendu les propos des habitants pour, non pas arrêter comme on le proposait au départ à 10 h, mais arrêter à minuit l'éclairage public sur certains endroits. Et enfin aussi à la politique de la ville puisque la ville fait partie des plus gros employeurs en matière de développement durable. C'est important qu'il y ait une action dynamique sur le sujet. Ça peut passer aussi bien par les véhicules propres que par les manières de consommer, disons les énergies, au sein des bâtiments communaux.

Je crois que c'est le tour des éléments. Il y a un point qu'on aura du mal à résoudre, et qui est le point le plus crucial en la matière, c'est l'autoroute. Puisque l'autoroute, quand vous regardez les analyses d'Air PACA, en fait, c'est toujours le même problème. Il y a un trait rouge tout au long de l'autoroute, qui se décline sur les quartiers. De fait, on n'est pas acteur sur le sujet, et c'est vrai que c'est un peu compliqué de faire diminuer, sauf en adossant aussi du transport intercommunal pour permettre aux gens qui se retrouvent dans les voitures sur l'autoroute, d'emprunter les transports. Par contre, il faut aussi peut être avoir une réflexion sur le transport parce que, pendant longtemps, et je ne suis pas métropolitain, c'est pas ça que je veux dire, mais pendant longtemps, tout le monde s'est conduit sur le fait « je veux un transport toutes les 10 minutes ». Bon aujourd'hui, à l'heure actuelle, il y a quand même un souci, c'est que, un, on ne trouve plus des chauffeurs pour conduire les bus, et deux, ce qui est intéressant pour moi, c'est d'avoir des transports publics qui soient efficaces au bon moment, à savoir le matin, le soir et peut être le midi. C'est en ce sens que le Maire a accepté aussi sur le BHNS, qui rencontre un franc succès, puisqu'on a un souci de prise en charge au niveau d'Encagnane et au niveau de la Rotonde où les gens sont obligés d'attendre parce que les bus sont complets. Donc de fait, le Maire a acquiescé le principe de mettre des bus de 18 mètres sur ces temps-là pour justement permettre aux gens d'utiliser le transport en commun. Et encore une fois, c'est pas de jeter la balle, et on travaille très bien avec la métropole, avec la direction de la mobilité sur le sujet, depuis des années, puisqu'une partie était nos collaborateurs au sein de la Communauté du Pays d'Aix, donc c'est très facile de travailler avec eux. Et aussi c'est le seul axe en matière métropolitaine où on peut trouver un accord commun qui est la mobilité et le transport en commun, et les différentes choses qui tournent autour, à savoir le covoiturage et les mobilités, tous ces éléments-là.

J'ai fini sur mon explication, merci de m'avoir écouté.

MME LE MAIRE - Il restait quelques petits sujets qui ont été abordés, mais je crois, que le principal a déjà été dit. Concernant les composteurs, il est vrai qu'il est beaucoup plus simple de faire fonctionner les composteurs soit dans des résidences, soit à la campagne qu'en ville. Néanmoins, il y a des conventions qui ont été signées avec la métropole pour cette année sur le parc Rambot, le Pavillon de Vendôme, Saint Mitre, Vilers et la Torse. Donc je crois que c'est un beau début, c'est pas encore l'uniformisation, ça sera compliqué, mais c'est quand même un très beau début, d'autant plus que lorsque certains quartiers de la ville souhaitent mettre en place des composteurs, et bien il arrive qu'il recule, parce que tout à coup, l'esthétique des bacs ne leur convient pas. C'est ce qui s'est passé d'ailleurs sur le quartier Mazarin, pour ne pas le citer, ils avaient réclamé les composteurs, cor et à cri, les bacs ne leur

convenant pas, ils n'en ont plus voulu. Donc on va être sur des parcs, et petit à petit, je pense que les mentalités vont se former différemment.

Ensuite, on était sur le déséquilibre entre le sport et la culture. Alors ça me laisse toujours un peu dubitatif ce type d'assertion, parce que ce n'est pas juste, ce n'est pas juste d'abord de les opposer, c'est une complémentarité. Il n'y a pas de quoi opposer le sport et la culture. Je ne crois pas que l'on manque d'infrastructures sportives. On vient encore d'inaugurer le complexe Henri Michel sur la Duranne. Demain, on va inaugurer la pleine nature Carcassonne. On vient de récupérer 3 piscines + une aréna qui a quand même une programmation mixte, sport et culture. Donc ça me paraît assez absurde, tout simplement, cette comparaison, d'autant plus que nous avons quand même un festival international d'art lyrique qui coûte à peu près 1,6 million par an. Enfin, on s'enorgueillit tout de même d'avoir un festival international d'art lyrique qui nous permet d'être, qui permet une reconnaissance, je dirais, internationale et formidable, une reconnaissance d'excellence à la ville d'Aix En Provence. Je rappelle qu'on a quand même obtenu un Award depuis 3 ans par le festival d'art lyrique, que c'est très important pour l'image de la ville. Ensuite, nous avons la chance d'avoir un grand théâtre de Provence, qui coûte quand même 5 millions par an, avec un festival de Pâques, qui lui aussi est aujourd'hui reconnu à l'international. Enfin je m'enorgueillis effectivement d'avoir le ballet Preljocaj sur Aix avec un Centre National de la chorégraphie. Excusez-moi, mais on ne va pas le regretter, je pense au contraire qu'on peut encore une fois s'enorgueillir de cela parce que cela fait l'identité et la réputation de la ville. Et peut-être que demain, nous aurons un club de rugby en top 14, et on s'en félicitera aussi. Ça, c'était pour le sport et la culture.

Ensuite, concernant l'emploi, l'économie, il faut savoir que nous sommes dans l'attente de l'appel à projets lancé par la région en fin d'année 2025, avec un travail préalable qui a été réalisé auprès du GRETA, sur les anciens locaux du CFA, avec évidemment l'objectif d'obtenir la labellisation école de la deuxième chance. Ça, pour nous, c'est un projet qui date un peu, mais qui est très important, et qui pourra en plus se coupler, je dirais le GRETA traite beaucoup des métiers de la restauration, de l'hôtellerie au sein de de ces locaux. Il y a aussi les bureaux du cinéma à cet endroit-là. Il y a quelque chose à concevoir dans la mixité justement sur l'école de la deuxième chance, sachant que la région est pilote et chef de file en matière audiovisuelle et cinéma. Par exemple, sur le pôle animation, nous sommes 4^{e} pôle national et on vise à devenir 3^{e} pôle national, avec un budget qui est de plus de 12 millions d'euros quand même, sur l'ensemble de la région, des studios de cinéma importants. Il y a vraiment quelque chose d'original à concevoir et à faire pour nos jeunes gens.

Ensuite, qu'est-ce qu'il y avait d'autre ? Oui Dominique en a parlé. Bien sûr, les permis de construire. Alors moi j'avoue que je sais tout à l'heure, on va en débattre, mais en fait, moi je ne veux pas construire la ville sur la ville, pour la raison d'ailleurs que donner Philippe KLEIN tout à l'heure, parce qu'au bout d'un moment, nous allons manquer d'infrastructures et puis surtout, nous allons dévaster nos paysages urbains, ce qui fait le charme de la ville d'Aix en Provence. Au-delà de l'hypercentre qui est qui est ravissant et qui est très reconnu, c'est aussi tout cet environnement, c'est-à-dire toutes ces villas, qui ne sont pas forcément des bastides d'ailleurs, avec des jardins, avec certaines espèces d'arbres, avec certaines avenues, et je pense que si on laissait faire la promotion, mais c'est pas parce qu'elle a envie de nuire, c'est simplement que c'est son métier, si on laissait construire et densifier, et bien nous n'aurions plus d'identité réelle de la ville, et ce serait, comme beaucoup d'autres communes, je ne vais pas les citer parce que je n'ai pas envie de porter ombrage à quiconque, j'en ai quand même certaines en tête, où effectivement aujourd'hui, alors que c'était des villes charmantes, avec une personnalité, et bien aujourd'hui, on n'a plus que des hypercentres, certes jolis mais très limités, et qui représentent plus du tout l'identité réelle de la commune. En revanche, il y a des lieux sur lesquels on peut étendre un peu la ville. Nous avons la chance d'avoir effectivement le terrain de la Constance sur lequel sont déjà situés nombre de belles entreprises et sur laquelle, nous souhaitons effectivement, avec évidemment le respect des codes de visibilité cézannien, nous souhaitons évidemment pouvoir construire un quartier développement durable tel qu'il a été conçu par DE VILLIERS, qui est un un urbaniste de renom dans ce domaine, aidé aujourd'hui par Philippe RAHM qui actualise, je dirais la chose de manière assez

formidable. Donc oui, nous continuons de construire sur la Duranne, et nous souhaitons demain construire sur la constance, ce que le Commissaire enquêteur a l'air d'autoriser.

Merci à tous. Oui, Madame PETEL.

MME PETEL - Alors j'ai 2 petites remarques, je ne lis pas effectivement sur le tableau que c'est N-2, c'est marqué sur les informations fiscales au-dessus mais pas en-dessous. Et comme on a des légendes avec des ratios qui s'appuient sur par exemple le montant de la dette au 1er janvier de l'année N, c'est effectivement plus difficile à saisir. Néanmoins, dans le ROB qui nous a été présentée en décembre, la projection du taux d'épargne brute était à 7,12 et on faisait cette remarque que c'était déjà une très forte dégradation. Donc quand on calcule tout simplement vos chiffres financiers qui sont réels, recettes réelles de fonctionnement moins dépenses réelles de fonctionnement, sur cette règle de fonctionnement, on tombe à 5,3. Donc ça veut dire que potentiellement, quand on projette le budget, on va passer d'un taux d'épargne route de 10,3 à 5,3. Je fais juste noter cette dégradation qui est quand même spectaculaire.

Pour la suite, et concernant le sport, c'est vous qui opposez Madame le Maire, moi j'oppose pas, je dis qu'il y a un déséquilibre, et que les 400 à peu près associations sportives, il faut savoir que si elles vivent, elles vivent parce qu'il y a des bénévoles en fait. C'est toute la différence aussi avec la culture, la culture, il y a énormément de salariés, ou des intermittents, etc.

MME LE MAIRE – Non pas les grosses structures

MME PETEL – Mais le sport vit du bénévolat. Sans bénévoles, il n'y a pas de club sportif, il n'y a pas d'associations sportives, il n'y a pas de compétition, il n'y a pas de trail, il n'y a pas d'ultra trail, il n'y a pas de triathlon. Ce sont des bénévoles qui sont sur le bord de la route pour gérer les coureurs du triathlon d'Aix. Donc je trouve que pour le coup, les subventions sont quand même très faibles pour le sport, même s'il y a des infrastructures, et la plaine sportive… Il y a des collectivités qui ont des infrastructures bien plus développées avec des tailles de moitié par rapport à la ville ou même du tiers. Il y a des infrastructures culturelles, il y a des infrastructures sportives, moi je juge que les infrastructures sportives, il en faudrait encore, mais en termes de subventions, et là je ne vous parle pas d'investissements en infrastructures, je vous parle de subventions, je vous parle pour faire fonctionner et pour accueillir des enfants, il faut aussi évidemment des salles, des stades, etc. Mais ne serait-ce que sur le fonctionnement, il y a un déséquilibre qui est réel et qui n'est pas compréhensible en fait, parce que le sport s'appuie principalement sur le bénévolat. Parlez aux présidents de clubs sportifs, parlez au staff de clubs sportifs, ils sont en train de s'épuiser parce que le bénévolat est de moins en moins… est en train de perdre de ses forces. C'est une réflexion qui n'impose ni comparaison…

MME LE MAIRE – Et bien ça prouve que vous connaissez peut-être plus un monde que l'autre, mais quoi qu'il en soit…

MME PETEL – Mais arrêtez les attaques personnelles… Je n'ai pas fait d'attaque personnelle

MME LE MAIRE – Je vous assure que dans le monde culturel, il y a tout autant de bénévolat que dans le sport, c'est là où je ne comprends pas. De plus, il y a effectivement des créneaux qui ne sont pas tarifés, il y a beaucoup de choses qui sont en fait des avantages en nature, que ce soit dans le sport et dans la culture d'ailleurs.

MME PETEL - C'est factuel. Je relève quelque chose qui est factuel et qui le relève aussi.

MME LE MAIRE - Non, non, absolument pas, absolument pas.

Et sur l'emploi et l'entreprise, je voudrais rappeler deux choses. La première, c'est qu'effectivement c'est malheureusement une compétence directe que nous n'avons plus, ce qui ne nous empêche pas, bien entendu, de commencer à réserver des terrains, et Jean-François DUBOST pourrait en parler, notamment sur le Cerema, mais à côté de l'ENSOSP, de manière à pouvoir favoriser l'implantation de belles entreprises, d'énergie verte, de start-up, notamment qui ont été incubés sur le pôle de l'Arbois. Jean-François, peut être un mot.

M. DUBOST - Donc au cœur du pôle de l'activité, nous sommes en négociation terminale avec l'État pour une rétrocession au profit de la ville, d'à peu près 4 hectares et demi, en mitoyenneté du Cerema. Ce foncier économique serait mis à disposition par la ville pour coller le cahier des charges des filières d'entreprise que nous accueillerons, majoritairement une filière d'entreprise inscrite dans les nouvelles transitions énergétiques, énergie durable. En mitoyenneté du pôle d'activité, sur les terrains à la fois qui font l'objet de la délégation de service public, d'Edeis où vous avez un projet d'aménagement d'une quinzaine d'hectares pour accueillir une tech vallée, majoritairement pour accueillir des filières d'entreprises dans l'électronique. Vous avez 2 parcelles qui appartiennent au domaine privé des armées sur lesquels la ville est également en négociation d'acquisition de ses parcelles avec un super projet d'accueillir une cité intelligence artificielle, cyberdéfense et satellitaire avec des grands comptes. Donc c'est également en négociation avec la Direction Civile de l'Immobilier de la Défense Nationale. Et puis une deuxième parcelle pour accueillir la possibilité de logements des jeunes travailleurs sur le pôle d'activité, qui est un petit immeuble sur 5 000 m², mais qui dispose d'une cinquantaine de chambres qui abritaient les officiers de l'ancien état-major. Donc il y a des projets très très intéressants et qui contribuent à former la nouvelle vision de développement de notre écosystème, du pôle d'activité.

MME LE MAIRE - Merci Jean François et bravo. Et dire aussi sur les étudiants et le logement étudiant qui a effectivement deux programmes qui sont en cours en ce moment d'instruction, de modification, sur La Pomone, ainsi que sur le lieu-dit feu vert, vers Les Granettes, pour effectivement construire de grands ensembles de logements étudiant, avec évidemment les 25 % de logements sociaux étudiants et les autres avec des loyers modérés, intermédiaires.

Oui, on passe à la 01.05. Ah pardon !

M. DI MEO – Est-ce qu'il est possible d'avoir des informations sur les crédits d'économie d'énergie et ENERLIS, d'avoir le bilan d'ENERLIS pour cette année et l'année dernière ? S'il vous plaît vraiment !

MME AUGEY – Je prends note. Vous donnerez les informations… Vous pouvez déjà peut être en donner dès maintenant ?

M. ALCAZAR – Juste sur le grand principe, en définitif, c'est vrai qu'il y ait des certificats d'économie d'énergie, que ça soit sur l'éclairage public, ou que ça soit sur les travaux bâtimentaires d'amélioration des isolations, on inclut ça directement dans les marchés souvent auprès des entreprises qui nous permettent d'avoir des dépenses moindres. Et ensuite on va faire un bilan. En effet, on n'a pas encore consolidé le bilan, donc on abordera ces éléments là pour l'ensemble du Conseil.

MME LE MAIRE – Madame CANUET, pardon Dominique.

MME CANUET - Bonjour Madame le Maire, Monsieur ALCAZAR, est-ce que ce sera possible, puisque vous dites que c'est déduit des marchés, est-ce que ce sera possible d'avoir le montant précis de chaque opération ? Par exemple, pour l'opération de la réhabilitation de Méjanes, et toutes les autres réhabilitations d'école ? Merci.

M. ALCAZAR - Ce sera un travail de fourmis, ce sera peut-être un peu plus long mais on va s'évertuait à essayer de le faire. C'est un peu compliqué dans le sens où en ce moment, on a perdu notre directeur maintenance énergie, mais on va demander aux équipes de regarder ça.

MME LE MAIRE - On va retrouver un quand même ! Alors juste un instant, Eric CHEVALIER.

M. CHEVALIER – Je voudrais juste indiquer que nos certificats sont inclus dans le marché des LED d'éclairage public, déduit sur les factures directement.

MME. DAURES - Moi je voulais dire un dernier mot puisqu'on a parlé du transport en commun justement. Sauf erreur, en Conseil Municipal, on n'a pas évoqué la halte ferroviaire de La Calade, parce qu'on est en train d'opposer la halte ferroviaire de Venelles avec celle de La Calade, ce qui n'a aucun sens, puisque ça ne graine pas les mêmes bassins de vie, et que ça a absolument tout son sens, et qu'il faut se battre pour avoir cette halte ferroviaire à La Calade.

MME LE MAIRE - Eric l'a abordé.

MME DAURES – En plus de celle de Venelles qui va se faire visiblement.

MME LE MAIRE – Je suis d'accord. Pour l'instant, les deux haltes sont effectivement sur les études, et c'est un peu compliqué pour une raison très simple, c'est que d'un côté nous avons la compétence métropolitaine qui vise, elle, à une desserte au plus près des territoires, donc aux deux haltes, même si financièrement ça reste effectivement conséquent. Et de l'autre côté, la région qui veut un trajet de 3 heures 40 entre Marseille et Briançon. Donc l'idée qui est aussi à l'étude, c'est de voir si on ne peut pas faire un train sur deux, un Venelles et un à La Calade. Mais pour l'instant, il n'y a que deux trains par heure, donc c'est pas encore, je dirais, la proposition la plus idéale.

MME DAURES – Ouais, la région, elle va faire ce que…

MME LE MAIRE - Mais nous, on a besoin de La Calade, parce que d'abord, notre zone d'activités est faite autour justement du pôle multimodal et de la Halte Ferrée, donc on en a besoin.

MME DAURES - La région fera ce que dira la métropole, non ? Elle va se calquer.

MME LE MAIRE – Oh là, je ne vais pas sur ce terrain.

MME DAURES – Vous êtes à la région vous-même !

MME LE MAIRE – Certes, mais je suis à la métropole aussi d'ailleurs ! [Rit]. Dominique.

01.05

RAPPORTEUR : Madame Dominique AUGEY
Politique Publique : 01-GESTION DES RESSOURCES ET MOYENS
OBJET : TRANSFERT DE LA COMPÉTENCE RÉSEAU DE CHALEUR - APPROBATION DU TRANSFERT À LA COMMUNE D'UNE PARTIE DU RÉSULTAT DE CLÔTURE DU BUDGET ANNEXE DE LA MÉTROPOLE- Décision du Conseil

Mes Chers Collègues,
La loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale a acté le

retour aux communes de la compétence « réseau de chaleur urbain » au 1er janvier 2023.
Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence a clôturé son budget annexe dédié à cette compétence, et par délibération n° FBPA-036-07/12/2023-CM du 7 décembre 2023 a entériné le versement du résultat de clôture au 31 décembre 2022 aux communes membres.
La part affectée à la Ville d'Aix en Provence est de 218 884,96 €. Il convient aujourd'hui d'accepter ce versement.

En conséquence, je vous demanderais, Mes Chers Collègues, de bien vouloir :

- **ACCEPTER** le versement de la proportion affectée à la commune du résultat de clôture comptable du budget annexe « Réseau de chaleur urbain » de la Métropole Aix-Marseille-Provence, soit 218 884,96 € ;
- **AUTORISER** Monsieur le Chef de service comptable du Service de Gestion Comptable d'Aix-en-Provence à faire recette de la somme.

Présents et représentés	:	55
Présents	:	45
Abstentions	:	0
Non participation	:	0
Suffrages Exprimés	:	55
Pour	:	55
Contre	:	0

Ont voté contre : NEANT
Se sont abstenus : NEANT
N'ont pas pris part au vote : NEANT

Ont signé Sophie JOISSAINS, Maire Président de séance
OBJET : DÉTERMINATION DU MODE DE GESTION DE RENOUVELLEMENT DU CONTRAT DE SERVICE PUBLIC DU 6MIC - AUTORISATION DE LANCEMENT DE LA PROCÉDURE DE MISE EN CONCURRENCE
Etaient Présents :
Monsieur Jonathan AMIACH, Madame Laurence ANGELETTI, Madame Dominique AUGEY, Madame Béatrice BENDELE, Monsieur Fathi BENJILALI, Madame Kayané BIANCO, Madame Brigitte BILLOT, Madame Odile BONTHOUX, Monsieur Jacques BOUDON, Madame Joëlle CANUET, Monsieur Rémi CAPEAU, Monsieur Pierre-Emmanuel CASANOVA, Monsieur Eric CHEVALIER, Madame Françoise COURANJOU, Madame Agnès DAURES, Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI, Monsieur Cyril DI MEO, Monsieur Sylvain DIJON, Monsieur Laurent DILLINGER, Monsieur Gilles DONATINI, Monsieur Jean-François DUBOST, Madame Frédérique DUMICHEL, Monsieur Marc FERAUD, Monsieur Jean- Christophe GRUVEL, Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Emmanuel HENRY, Madame Elisabeth HUARD, Madame Claudie HUBERT, Madame Amandine JANER, Madame Sophie JOISSAINS, Monsieur Salah-Eddine KHOUIEL, Monsieur Philippe KLEIN, Madame Perrine MEGGIATO, Madame Sophie MEYNET DE CACQUERAY, Monsieur Alain PARRA, Madame Anne-Laurence PETEL, Madame Josy PIGNATEL, Madame Laure SCANDOLERA, Madame Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE, Monsieur Francis TAULAN, Madame Françoise TERME, Monsieur Jean-Louis VINCENT, Madame Fabienne VINCENTI, Monsieur Michael ZAZOUN, Madame Karima ZERKANI-RAYNAL.

Excusés avec pouvoir donné conformément aux dispositions de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :
Monsieur Ravi ANDRE à Madame Frédérique DUMICHEL, Monsieur Moussa BENKACI à Monsieur Fathi BENJILALI, Monsieur Pierre-Paul CALENDINI à Madame Josy PIGNATEL, Madame Aliénor COUTIAUX- LACLADERE à Madame Perrine MEGGIATO, Madame Brigitte DEVESA à Madame Fabienne VINCENTI, Madame Stéphanie FERNANDEZ à Madame Brigitte BILLOT, Madame Arlette OLLIVIER à Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Marc PENA à Madame Claudie HUBERT, Monsieur Pierre SPANO à Madame Agnès DAURES, Madame Solène TRIVIDIC à Madame Laure SCANDOLERA.
Excusés sans pouvoir :
NEANT
Secrétaire : Monsieur Rémi CAPEAU
Madame Dominique AUGEY donne lecture du rapport ci-joint.

MME AUGEY – Voilà donc les délibérations 01.05 jusqu'à 01.12. Je promets de ne pas mettre 1 heure 10. Ça va être assez rapide. Alors délibération 01.05, elle concerne le réseau de chaleur. Vous savez que nous avons renouvelé la délégation de service public avec grand satisfaction et la nouvelle société qui gère désormais cette délégation de service public, va s'appelait AQUAE, nouveau nom. Et dans l'ancienne délégation, ils avaient versé un montant à la métropole qui est de 218 000 €, et que la métropole nous rétrocède. Je rappelle juste que ce réseau de chaleur, c'est 130 millions d'euros investis par le délégataire, 60 km de réseau et un prix de la calorie payée par l'Aixois plus faible que dans la délégation précédente. Et si elle s'appelle AQUAE, c'est parce que nous croisons les doigts pour que les investigations géologiques qui sont en cours permettent d'aboutir à ce qu'il y ait une géothermie. Il y a un premier comité de pilotage qui a lieu la semaine prochaine. On va commencer à en savoir un peu plus d'ailleurs géothermie ou pas géothermie. En tout cas, vraiment, une belle opération.

01.06

RAPPORTEUR : Madame Dominique AUGEY
Politique Publique : 01-GESTION DES RESSOURCES ET MOYENS
OBJET : DÉTERMINATION DU MODE DE GESTION DE RENOUVELLEMENT DU CONTRAT DE SERVICE PUBLIC DU 6MIC - AUTORISATION DE LANCEMENT DE LA PROCÉDURE DE MISE EN CONCURRENCE- Décision du Conseil

Mes Chers Collègues,
La salle des Musiques Actuelles du Territoire du Pays d'Aix, dénommée 6MIC, est exploitée par la SCIC IRIS dans le cadre d'un contrat de délégation de service public qui a été attribué par délibération du 20 juin 2019 par la Métropole Aix-Marseille Provence pour une durée de 7 ans.
Par délibérations respectives n° ATCS-003-15215/23/CM du 7 décembre 2023 et n° DL.2023-454 du 13 décembre 2023, la Métropole Aix-Marseille Provence et la Ville ont acté le transfert du 6MIC vers la Ville d'Aix-en-Provence à compter du 1er janvier 2024.
Le contrat d'exploitation du 6MIC arrive à échéance le 30 juin 2026.
Conformément aux dispositions de l'article du L1411-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) a été saisie le 24 janvier 2025 pour se prononcer sur le mode de gestion de cet équipement. Celle-ci a rendu un avis favorable quant au renouvellement de l'exploitation du 6MIC sous la forme d'un contrat de concession de services ayant pour objet la gestion d'un service public (procès-verbal de la CCSPL et rapport sur le choix du mode de gestion en annexes).

1. **Caractéristiques du contrat en cours**

La Salle des musiques actuelles La Constance du Pays d'Aix, dénommée « 6MIC » a été inaugurée le 9 janvier 2020. L'ouverture aux publics a eu lieu le 7 mars 2020.Les principaux objectifs du contrat actuel sont :

- Aboutir à un positionnement spécifique en matière d'équipements comparables par rapport à l'offre existante sur le territoire du Pays d'Aix et de la Région Provence- Alpes-Côte d'Azur.
- Rapprocher ce territoire d'autres agglomérations où des structures similaires permettent l'expression de choix artistiques ambitieux dans le domaine des musiques actuelles à travers ses diverses expressions : rock, jazz, musiques du monde, musiques et expressions urbaines, musiques électroniques, etc.
- Rester attentif à l'émergence et la novation, tout en respectant un nécessaire équilibre dans la diversité et la pluralité des expressions et styles musicaux représentés, ceci à travers la programmation ainsi que pour toutes les activités et formes d'accueil proposées par le site.
- Intégrer une réelle part des activités de l'établissement en termes de diffusion, d'accueil comme de résidences pour ces opérateurs, à l'usage direct ou en collaboration étroite.
- Garantir l'accès du public le plus large du Pays d'Aix, de la Métropole et de la Région Provence-Alpes- Côte d'Azur par la mise en place d'une politique tarifaire adaptée.
- Rechercher, par des actions significatives de communication et de médiation, l'élargissement de la base des publics potentiels, notamment en direction du public jeune. Développer en ce sens des actions spécifiques en direction du public étudiant et de l'université.

1.1 Sur l'équipement

L'autorité délégante met l'ensemble des installations nécessaires au fonctionnement du service qui est exploité par le délégataire à ses risques et périls.
L'ouvrage est un ERP de 1 catégorie classé Type L et N, il est constitué des locaux principaux suivants :

- Un hall de 465 m2 avec 3 Bars,
- Une grande salle de spectacle de 678 m2 d'une capacité de 2034 personnes,
- Une Salle Club de 265 m2 d'une capacité de 795 personnes,
- 5 studios de répétions de 10 à 80 m2,
- Une zone administration avec des bureaux et un espace restauration,
- Différents locaux techniques,
- Un parking clos.

La structure peut recevoir en simultanée un effectif maximum de 3062 personnes.
Le 6MIC a été conçu à l'origine pour une programmation dans deux salles nommées « grande salle » et « club ».
Compte tenu de la date d'ouverture de la salle (début 2020) en période de crise sanitaire, seul l'exercice 2023 s'avère représentatif de l'exploitation « en conditions normales » de la salle.
Concernant la maintenance et l'entretien de l'ouvrage, le délégataire actuel a en charge les niveaux de maintenance 1 à 3 de la Norme FDX 60-000.

1.2 Sur l'activité

La mise en œuvre des objectifs prioritaires s'est traduite par un minimum de 109 événements sur les deux salles dont une part significative de coproductions avec des opérateurs locaux accueillis ne peut être inférieure à 15% des activités de diffusion réalisées sur les deux salles. Aussi, l'équipement permet des programmations dans 2 autres espaces : le patio et le hall d'accueil. Le projet du délégataire y prévoit 49 événements.
Des locations et formules de collaboration incluant rétribution avec des producteurs privés extérieurs sont encouragées dans une proportion minimum de dix (10%) du total des manifestations proposées.
Des résidences d'artistes sont proposées à travers l'usage des studios et des scènes des deux salles avec une priorité accordée aux artistes émergents et en particulier aux projets d'accompagnement d'artistes du territoire métropolitain. Pour les studios, il est recherché une ouverture maximale en termes d'horaires, de diversité des expressions et de typologie des musiciens accueillis (des amateurs aux professionnels).
La continuité du service est assurée ainsi que l'égal accès des usagers au service.

1.3 Sur le plan financier

Au titre des dépenses d'investissement de 1er établissement du site en matériels techniques permettant son exploitation :

- Une subvention d'équipement qui couvre les couts d'équipement de la salle, à savoir 1,9 M€ pour un volume d'investissements de 2 M€ (valeur 2019), soit 92 %, financés par l'autorité délégante ;
- Des investissements complémentaires sont chiffrés au CEP en 2021 à hauteur de 120 K€ financés exclusivement par le délégataire.

L'ensemble des investissements prévus sur la durée du contrat s'élèvent à 2,17 M€, amortissables également sur la durée, pour une VNC à 0 en fin de contrat. La reprise de la subvention d'équipement vient en diminution de la charge d'amortissement au compte de résultat.

Au titre de la phase 1 « pré-exploitation », le contrat a fixé une subvention de pré-exploitation qui couvre les couts du projet avant le lancement de la première saison, versée en 2019 pour un montant unique de 360 K€.

En période d'exploitation, la participation nette annuelle de l'autorité délégante est de 750 K€ (valeur 2020, subvention – RODP), répartie comme suit :

- Une subvention annuelle d'exploitation à 720 K€ ;
- Une subvention annuelle de soutien à la mise en réseau et à l'émergence des pratiques de musiques actuelles à 150 K€ ;
- Au titre de l'occupation domaniale, à compter de 2020 : une redevance annuelle composée d'une part fixe d'un montant annuel de 120 K€ HT et d'une part variable égale à 10 % de la part de résultat net comptable annuel du Délégataire excédant 50 K€.

Le financement de l'autorité délégante fait l'objet d'une indexation basée sur plusieurs indices (cout du travail, prix à la consommation, loyers et services) sans part fixe.

Le compte d'exploitation prévisionnel prévoit un chiffre d'affaires à hauteur de 11 M€ sur la durée du contrat avec une montée en puissance de 1,3 M€ en 2020 à 1,9 M€ en 2025 L'équilibre financier de la DSP est basé sur un financement de l'autorité délégante à hauteur de 34% et d'autres collectivités à hauteur 4% de l'ensemble des charges du délégataire (21,83 M€).

La tarification de la billetterie est fixée par délibération de la Ville sur proposition du délégataire.

Le résultat net cumulé prévisionnel sur la durée du contrat anticipé à 400K€ (après impôt), soit une rentabilité nette prévisionnelle faible de 1,7% (3% de rentabilité globale sur chiffre d'affaires).

2. Caractéristiques principales de futur contrat de concession

2.1 Les objectifs

La salle 6MIC constitue un élément central de la politique culturelle dans le champ musical et un vecteur de rayonnement du territoire.

Les attendus :

- Une clarification du projet artistique, souhaité pluridisciplinaire à coloration « musiques actuelles », cultures urbaines et création en environnement numérique ;
- Un renforcement des actions en réseau avec les acteurs culturels ;
- Une collaboration élargie en connexion avec les projets stratégiques de développement de la Ville (pôle ICC…).

Le délégataire doit promouvoir l'équipement, organiser et accueillir les manifestations en assurant les obligations de service public suivantes :

- Inscription du projet culturel de l'équipement dans les enjeux de développement des politiques culturelles mises en place par la ville en lien avec les autres acteurs culturels du territoire ;
- Diffusion et production de concerts de toutes les musiques actuelles et soutien aux expressions les plus fragiles/minoritaires/avant-gardistes ;
- Accompagnement des pratiques amateurs et des acteurs locaux et développement d'un écosystème local créatif et viable ;
- Action culturelle permettant d'irriguer le territoire, toucher un public le plus large et diversifié possible et de participer de la politique culturelle générale du concédant.

Ces obligations seront détaillées dans le contrat, et assorties d'objectifs qualitatifs et quantitatifs. En parallèle, sur l'exploitation technique de l'équipement, le délégataire devra accomplir toutes les interventions et actions rendues nécessaires pour assurer la bonne gestion des équipements et in fine le bon déroulement des manifestations accueillies : Entretien courant / maintenance et travaux de renouvellement dans les limites définies dans le futur contrat,

- Réalisation des contrôles et du nettoyage des équipements,
- Surveillance de l'équipement / sécurité et sûreté des évènements, des biens et du public.

Le délégataire aura en charge la maintenance des équipements de niveau 1 à 5 (hors clos et couverts) dans les conditions prévues au contrat.
En parallèle, le délégataire aura la gestion des bars.

2.2 Les éléments financiers

Eu égard aux caractéristiques techniques de l'ouvrage, la durée du futur contrat est fixée à 5 ans.
La valeur estimée du contrat est basée sur un volume de chiffre d'affaires de 10 M€ HT sur la durée du contrat (2 M€ HT par an). Pour rappel, l'économie générale d'un contrat est évaluée sur la base du chiffre d'affaires sans intégrer les subventions).
La rémunération du Délégataire sera composée :

- ✓ des recettes perçues sur les usagers ;
- ✓ des recettes de mise à disposition / locations d'espaces ;
- ✓ de la marge sur la billetterie ;
- ✓ d'une compensation forfaitaire versée par la Ville pour contraintes de service public définies au cahier des charges et dont les modalités de calcul seront précisées et justifiées par le délégataire ;
- ✓ d'une subvention d'investissement versée par la Ville le cas échéant ;
- ✓ de participations/subventions d'autres organismes le cas échéant, en lien avec l'activité et le rayonnement de l'équipement.

Le financement de la Ville est soumis à une indexation avec l'instauration d'une part fixe.
Hors activités annexes, la tarification proposée par le délégataire est approuvée par la Ville, et les réductions/promotions tarifaires sont encadrées dans le contrat.
En contrepartie de l'occupation du domaine public, il est prévu une redevance avec une part fixe et une part variable sur le chiffre d'affaires.
Le contrat comportera enfin des dispositifs de sanctions pécuniaires, coercitives et résolutoires.
Les modalités de contrôle sont renforcées avec la mise en place d'une comptabilité analytique par activité, l'encadrement des liens et flux entre la société dédiée, la société mère et les sous- traitants le cas échéant, l'accès à l'ensemble des données d'exploitation, le contenu du rapport annuel et la périodicité de la Comitologie.

2.3 Le calendrier prévisionnel de la procédure

- ✓ Fin février 2025 : lancement de la procédure,
- ✓ Fin avril 2025 : date limite candidatures et offres,
- ✓ Mai 2025 : CDSP analyse et sélection des candidatures,
- ✓ Juin 2025 : CDSP avis sur les offres,
- ✓ Juillet/septembre 2025 : Négociations,
- ✓ Décembre 2025 : Conseil municipal sur l'approbation du choix du délégataire, adoption du projet de contrat et autorisation de signature du contrat.

En conséquence et compte tenu de ce qui précède, je vous demande, Mes Chers Collègues, de bien vouloir :

- **APPROUVER** le mode de gestion du 6MIC par voie de concession de services ayant pour objet la gestion d'un service public ;
- **APPROUVER** les caractéristiques principales du futur contrat de concession ;
- **AUTORISER** Madame le Maire à lancer la procédure de mise en concurrence.

Présents et représentés	:	55
Présents	:	45
Abstentions	:	6
Non participation	:	1
Suffrages Exprimés	:	48
Pour	:	48
Contre	:	0

Ont voté contre : NEANT
Se sont abstenus : Agnès DAURES, Cyril DI MEO, Emmanuel HENRY, Claudie HUBERT, Marc PENA, Pierre SPANO.
N'ont pas pris part au vote : Stéphanie FERNANDEZ

Ont signé Sophie JOISSAINS, Maire Président de séance
OBJET : DÉTERMINATION DU MODE DE GESTION DE RENOUVELLEMENT DU CONTRAT DE SERVICE PUBLIC DU GRAND THÉÂTRE DE PROVENCE - AUTORISATION DE LANCEMENT DE LA PROCÉDURE DE MISE EN CONCURRENCE
Etaient Présents :
Monsieur Jonathan AMIACH, Madame Laurence ANGELETTI, Madame Dominique AUGEY, Madame Béatrice BENDELE, Monsieur Fathi BENJILALI, Madame Kayané BIANCO, Madame Brigitte BILLOT, Madame Odile BONTHOUX, Monsieur Jacques BOUDON, Madame Joëlle CANUET, Monsieur Rémi CAPEAU, Monsieur Pierre-Emmanuel CASANOVA, Monsieur Eric CHEVALIER, Madame Françoise COURANJOU, Madame Agnès DAURES, Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI, Monsieur Cyril DI MEO, Monsieur Sylvain DIJON, Monsieur Laurent DILLINGER, Monsieur Gilles DONATINI, Monsieur Jean-François DUBOST, Madame Frédérique DUMICHEL, Monsieur Marc FERAUD, Monsieur Jean- Christophe GRUVEL, Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Emmanuel HENRY, Madame Elisabeth HUARD, Madame Claudie HUBERT, Madame Amandine JANER, Madame Sophie JOISSAINS, Monsieur Salah-Eddine KHOUIEL, Monsieur Philippe KLEIN, Madame Perrine MEGGIATO, Madame Sophie MEYNET DE CACQUERAY, Monsieur Alain PARRA, Madame Anne-Laurence PETEL, Madame Josy PIGNATEL, Madame Laure SCANDOLERA, Madame Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE, Monsieur Francis TAULAN, Madame Françoise TERME, Monsieur Jean-Louis VINCENT, Madame Fabienne VINCENTI, Monsieur Michael ZAZOUN, Madame Karima ZERKANI-RAYNAL.
Excusés avec pouvoir donné conformément aux dispositions de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :
Monsieur Ravi ANDRE à Madame Frédérique DUMICHEL, Monsieur Moussa BENKACI à Monsieur Fathi BENJILALI, Monsieur Pierre-Paul CALENDINI à Madame Josy PIGNATEL, Madame Aliénor COUTIAUX- LACLADERE à Madame Perrine MEGGIATO, Madame Brigitte DEVESA à Madame Fabienne VINCENTI, Madame Stéphanie FERNANDEZ à Madame Brigitte BILLOT, Madame Arlette OLLIVIER à Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Marc PENA à Madame Claudie HUBERT, Monsieur Pierre SPANO à Madame Agnès DAURES, Madame Solène TRIVIDIC à Madame Laure SCANDOLERA.
Excusés sans pouvoir :
NEANT
Secrétaire : Monsieur Rémi CAPEAU
Madame Dominique AUGEY donne lecture du rapport ci-joint.

01.07

RAPPORTEUR : Madame Dominique AUGEY

Politique Publique : 01-GESTION DES RESSOURCES ET MOYENS

OBJET : DÉTERMINATION DU MODE DE GESTION DE RENOUVELLEMENT DU CONTRAT DE SERVICE PUBLIC DU GRAND THÉÂTRE DE PROVENCE - AUTORISATION DE LANCEMENT DE LA PROCÉDURE DE MISE EN CONCURRENCE- Décision du Conseil

Mes Chers Collègues,

Depuis son ouverture au public le 1er décembre 2007, le Grand Théâtre de Provence est exploité par contrats de concession de services ayant pour objet la gestion d'un service public.

Le contrat actuellement en vigueur a été conclu par délibération n° 2020-24 du 14 février 2020 avec la société EURL MIRABEAU pour une durée de 5 ans à compter du 1er septembre 2021. Il arrive à échéance le 31 aout 2026.

Conformément aux dispositions de l'article du L.1411-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) a été saisie le 24 janvier 2025 pour se prononcer sur le choix du mode de gestion de cet équipement. Celle-ci a rendu un avis favorable quant au renouvellement de l'exploitation du Grand Théâtre de Provence sous la forme d'un contrat de concession de services ayant pour objet la gestion d'un service public (procès-verbal de la CCSPL et rapport sur le choix du mode de gestion en annexes).

1. Caractéristiques du contrat en cours

Les principaux objectifs du contrat actuel sont :

- Diffuser au sein de son environnement des propositions artistiques et culturelles nouvelles et complémentaires de l'offre existante, lui conférant un rôle central en matière d'accès à la culture sur le territoire et un positionnement unique permettant l'expression de choix artistiques ambitieux,
- Promouvoir les musiques savantes (musique classique, de chambre, symphonique, lyrique, baroque...), la danse, le jeune public, les grands spectacles,
- Participer à la politique d'Education Artistique et Culturelle de la Ville,
- Développer une offre familiale et pour le jeune public hors temps scolaire.

1.1 Sur l'équipement

La Ville met l'ensemble des installations nécessaires au fonctionnement du service qui est exploité par le délégataire à ses risques et périls :

- Une grande salle avec une jauge de 1370 places,
- Un studio de répétition de 416 m²,
- Un studio de 164 m² + 8 studios de taille variables,
- Les espaces bar dont le Teddy bar (capacité 90 couverts), le patio et bar mobile, le bar du hall,
- Les espaces extérieurs (terrasses) dont accès Teddy bar et Magnolias.

La jauge moyenne annuelle était estimée à 74 236 spectateurs, soit 1 061 entrées par représentation.

Dans les contraintes de service public, le contrat prévoit des conditions de mises à disposition de tout ou partie des espaces du Grand Théâtre de Provence à la Ville et à d'autres institutions partenaires contribuant à la politique culturelle mise en place par la Ville (FIAL, CNN…).

Le délégataire a en charge l'entretien de l'ouvrage et la maintenance des équipements de niveau 1 à 5 (hors clos et couverts) dont un plan de gros entretien et renouvellement (GER) annexé au contrat.

1.2 Sur l'activité

La mission confiée au délégataire, hors période de mise à disposition du Théâtre à d'autres institutions ou opérateurs culturels, comprend ainsi :

- La programmation culturelle du Théâtre pendant la durée du contrat (5 ans),
- La production de créations,
- La promotion du théâtre,

- La commercialisation des manifestations programmées,
- Le fonctionnement, le nettoyage, l'entretien, la maintenance et la surveillance du Théâtre,
- L'entretien, la maintenance et le renouvellement des équipements.

La continuité du service est assurée ainsi que l'égal accès des usagers au service.
Le délégataire assure une programmation annuelle basée sur 70 représentations par saison au sein du GTP, l'organisation de 2 temps forts culturels et artistiques annuels pendant les périodes creuses et une activité de présence artistique, de partenariats et d'actions culturelles sur le territoire.
Il assure la promotion du Grand Théâtre de Provence et la communication de son activité.
Le délégataire développe des actions avec des conditions lui permettant de conquérir de nouveaux publics et de garantir des choix artistiques ambitieux.
Au titre de la gestion des équipements connexes, le délégataire exerce également des activités annexes, telles que l'exploitation commerciale de l'ouvrage et des équipements (location) et des espaces de restauration (bar, restaurant).

1.3 Sur le plan financier

Le financement net annuel de la Ville a été fixé à 4 M€ en exploitation (subvention forfaitaire d'exploitation 4,6 M€ - 600 K€ de redevance occupation). A cela s'ajoute une subvention d'investissement de 200 K€ pour financer le GER.
Le financement de la Ville fait l'objet d'une indexation basée sur plusieurs indices (salaires, énergie et services) sans part fixe.
Le compte d'exploitation prévisionnel prévoit un chiffre d'affaires à hauteur de 17,6 M€ sur la durée du contrat (soit 3,5 M€ / an en moyenne).
La tarification de la billetterie est fixée par délibération de la Ville sur proposition du délégataire.
Le résultat net cumulé prévisionnel sur la durée du contrat est à 185 K€ (après impôt), soit une rentabilité nette prévisionnelle faible de 0,44% (1% de rentabilité globale sur chiffre d'affaires).

2. Caractéristiques principales de futur contrat de concession

2.1 Les objectifs

Le Grand Théâtre de Provence (GTP) permet l'expression d'activités culturelles et joue un rôle charnière dans la politique culturelle du territoire. Ses dimensions et caractéristiques techniques en font un acteur majeur de la vie culturelle locale et de son rayonnement.
Les attendus sont :

- Une programmation et une stratégie spécifique qui permettent de distinguer le GTP des autres établissements culturels du territoire de la Ville et de son environnement élargi, prioritairement dans les domaines artistiques :
    - Musique classique, musique symphonique, musique de chambre, art lyrique, jazz,
    - Danse,
    - Grands spectacles dont spectacles jeune public,
    - Création.
- Un minimum de 70 représentations par saison, hors événements, sorties de résidences ;
- Un partenariat renforcé avec le Conservatoire à Rayonnement Régional Darius Milhaud (invitation d'artistes à l'occasion de master class, collaborations artistiques…) ;
- La construction des parcours cohérents s'inscrivant dans le dispositif d'Éducation Artistique et Culturelle à destination des scolaires pour lequel la Ville a été labellisée 100% EAC par le Haut Conseil à l'Éducation Artistique et le Ministère et la Culture ;
- L'organisation d'un temps fort dans l'espace public tous les 2 ans, de grand format, populaire, accessible au plus grand nombre et de grande qualité artistique qui participe au rayonnement culturel de la Ville ;
- Le maintien de l'accueil du Festival International d'Aix et du Ballet PRELJOCAJ chaque année du contrat par des temps de mise à disposition des espaces afin de permettre à ces deux acteurs culturels de mettre en œuvre leur projet.

En parallèle, le délégataire aura la gestion des équipements connexes : bar, restaurant, patio et

terrasses constituant l'ouvrage mis à disposition.
Le délégataire devra assurer la maintenance et la pérennité des équipements concédés.

2.2 Les éléments financiers

Eu égard aux caractéristiques techniques de l'ouvrage, la durée du futur contrat est fixée à 5 ans.
La valeur estimée du contrat est basée sur un volume de chiffre d'affaires de 20 M€ HT sur la durée du contrat (4 M€ HT par an). Pour rappel, l'économie générale d'un contrat est évaluée sur la base du chiffre d'affaires sans intégrer les subventions).
La rémunération du futur délégataire sera essentiellement composée :

- ✓ des recettes perçues sur les usagers ;
- ✓ des recettes de mises à disposition / location d'espaces ;
- ✓ d'une contribution forfaitaire versée par la Ville pour contraintes de service public définies au cahier des charges et dont les modalités de calcul seront précisées et justifiées par le délégataire ;
- ✓ d'une subvention d'investissement versée par la Ville le cas échéant ;
- ✓ de participations/subventions d'autres organismes le cas échéant, en lien avec l'activité.

Le financement de la Ville est soumis à une indexation avec l'instauration d'une part fixe.
La tarification proposée par le délégataire devra être établie en fonction de la situation de l'usager, afin de garantir l'accès le plus large du public du territoire et des réservations de groupes (notamment comités d'entreprises, associations musicales, associations d'étudiants).
En contrepartie de l'occupation du domaine public, il est prévu une redevance avec une part fixe et une part variable sur le chiffre d'affaires.
Le contrat comportera enfin des dispositifs de sanctions pécuniaires, coercitives et résolutoires.
Les modalités de contrôle sont renforcées avec la mise en place d'une comptabilité analytique par activité, l'encadrement des liens et flux entre la société dédiée, la société mère et les sous-traitants le cas échéant, l'accès à l'ensemble des données d'exploitation, le contenu du rapport annuel et la périodicité de la Comitologie.

2.3 Le calendrier prévisionnel de la procédure

- ✓ Fin février 2025 : lancement de la procédure,
- ✓ Fin avril 2025 : date limite candidatures et offres,
- ✓ Mai 2025 : CDSP analyse et sélection des candidatures,
- ✓ Juin 2025 : CDSP avis sur les offres,
- ✓ Juillet/septembre 2025 : Négociations,
- ✓ Décembre 2025 : Conseil municipal sur l'approbation du choix du délégataire, adoption du projet de contrat et autorisation de signature du contrat.

En conséquence et compte tenu de ce qui précède, je vous demande, Mes Chers Collègues, de bien vouloir :

- **APPROUVER** le mode de gestion du Grand Théâtre de Provence par voie de concession de services ayant pour objet la gestion d'un service public ;
- **APPROUVER** les caractéristiques principales du futur contrat de concession ;
- **AUTORISER** Madame le Maire à lancer la procédure de mise en concurrence.

Présents et représentés	:	55
Présents	:	45
Abstentions	:	6
Non participation	:	0
Suffrages Exprimés	:	49
Pour	:	49
Contre	:	0

Ont voté contre : NÉANT
Se sont abstenus : Agnès DAURES, Cyril DI MEO, Emmanuel HENRY, Claudie HUBERT, Marc PENA, Pierre SPANO.
N'ont pas pris part au vote : NÉANT

Ont signé Sophie JOISSAINS, Maire Président de séance
OBJET : FINANCEMENT ACTION PUBLIQUE - REPORT D'OPÉRATION AIDE A LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE - DEMANDE DE COFINANCEMENT AUPRÈS DU DÉPARTEMENT DES BOUCHES- DU-RHONE
Etaient Présents :
Monsieur Jonathan AMIACH, Madame Laurence ANGELETTI, Madame Dominique AUGEY, Madame Béatrice BENDELE, Monsieur Fathi BENJILALI, Madame Kayané BIANCO, Madame Brigitte BILLOT, Madame Odile BONTHOUX, Monsieur Jacques BOUDON, Madame Joëlle CANUET, Monsieur Rémi CAPEAU, Monsieur Pierre-Emmanuel CASANOVA, Monsieur Eric CHEVALIER, Madame Françoise COURANJOU, Madame Agnès DAURES, Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI, Monsieur Cyril DI MEO, Monsieur Sylvain DIJON, Monsieur Laurent DILLINGER, Monsieur Gilles DONATINI, Monsieur Jean-François DUBOST, Madame Frédérique DUMICHEL, Monsieur Marc FERAUD, Monsieur Jean- Christophe GRUVEL, Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Emmanuel HENRY, Madame Elisabeth HUARD, Madame Claudie HUBERT, Madame Amandine JANER, Madame Sophie JOISSAINS, Monsieur Salah-Eddine KHOUIEL, Monsieur Philippe KLEIN, Madame Perrine MEGGIATO, Madame Sophie MEYNET DE CACQUERAY, Monsieur Alain PARRA, Madame Anne-Laurence PETEL, Madame Josy PIGNATEL, Madame Laure SCANDOLERA, Madame Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE, Monsieur Francis TAULAN, Madame Françoise TERME, Monsieur Jean-Louis VINCENT, Madame Fabienne VINCENTI, Monsieur Michael ZAZOUN, Madame Karima ZERKANI-RAYNAL.
Excusés avec pouvoir donné conformément aux dispositions de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :
Monsieur Ravi ANDRE à Madame Frédérique DUMICHEL, Monsieur Moussa BENKACI à Monsieur Fathi BENJILALI, Monsieur Pierre-Paul CALENDINI à Madame Josy PIGNATEL, Madame Aliénor COUTIAUX- LACLADERE à Madame Perrine MEGGIATO, Madame Brigitte DEVESA à Madame Fabienne VINCENTI, Madame Stéphanie FERNANDEZ à Madame Brigitte BILLOT, Madame Arlette OLLIVIER à Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Marc PENA à Madame Claudie HUBERT, Monsieur Pierre SPANO à Madame Agnès DAURES, Madame Solène TRIVIDIC à Madame Laure SCANDOLERA.
Excusés sans pouvoir :
NEANT
Secrétaire : Monsieur Rémi CAPEAU
Madame Dominique AUGEY donne lecture du rapport ci-joint.

MME AUGEY – Délibérations 01.06 et 01.07, elles portent toutes les deux sur le même process pour deux délégations de services publics qui aboutissent à échéance : la première pour le 6MIC en juin 2026, la deuxième pour le GTP en août 2026. Et donc il faut rentrer dans un processus de négociation dont la première étape consiste à choisir quelle va être le mode de gestion. Les modes de gestion ont été présentés à une commission qui s'appelle la CCSPL le 24 janvier, à la fois pour le 6MIC, à la fois pour le GTP. Il a été voté à l'unanimité, moins une abstention, le fait que ces deux délégations seraient gérées sous la forme de délégation de service public. Et donc nous rentrons désormais, en tout cas, si le Conseil Municipal veut bien suivre l'avis de la CCSPL, qui est donc de basculer de nouveau dans deux délégations de service public, on rentre dans un calendrier qui fait qu'on aura la possibilité de voter ici au Conseil Municipal le nouveau délégataire pour ces deux équipements, 6MIC et GTP, en décembre

2025. Tout ça prend beaucoup de temps, et il faut une année pour arriver à cette échéance de décembre 2025. Donc délibérations 01.06 et 01.07 sur ce sujet-là.

01.08

RAPPORTEUR : Madame Dominique AUGEY
CO-RAPPORTEUR(S) : Monsieur CHEVALIER Eric, Madame BIANCO Kayané
Politique Publique : 01-GESTION DES RESSOURCES ET MOYENS
OBJET : FINANCEMENT ACTION PUBLIQUE - REPORT D'OPÉRATION AIDE A LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE - DEMANDE DE COFINANCEMENT AUPRÈS DU DÉPARTEMENT DES BOUCHES-DU-RHONE- Décision du Conseil

Mes Chers Collègues,
Par délibération n° DL.2023-166 du 9 juin 2023, la Ville d'Aix-en-Provence a voté une demande de co-financement auprès du Département des Bouches-du-Rhône au titre du dispositif « Aide à la Transition Energétique » et, par délibération n° DL.2024-9 du 9 février 2024, le report de cette opération pour 2024.
Pour rappel, le taux de financement est de 20% à 60% des dépenses annuelles subventionnables qui sont plafonnées à 500 000 € HT.

Ainsi, l'opération « Ligne Vélo AixPress Sud : Le Tholonet-Pôle d'activité d'Aix-en-Provence – Création d'un itinéraire cyclable sur 12 km » a fait l'objet d'une demande de subvention. Le Département n'ayant pas donné suite à cette demande au titre des exercices 2023 et 2024, la Ville sollicite le report de la demande d'aide financière au titre de l'exercice 2025.Coût HT de l'opération	Base éligible	Département des Bouches-du-Rhône	Ville d'Aix-en-Provence
753 450 €	500 000 €	300 000 €	453 450 €
Taux de participation		*40%*	*60%*

Ainsi, il vous est proposé, Mes Chers Collègues, de bien vouloir :

- SOLLICITER auprès du Département des Bouches-du-Rhône un financement de 20% à 60% du coût total des projets, défini dans le cadre du dispositif « Aide à la Transition Energétique » ;

- AUTORISER Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué aux Finances à signer les actes d'engagements relatifs à la participation financière du Département des Bouches-du-Rhône et tout document afférent à ce dossier ;

- AUTORISER Monsieur le Chef de service comptable du Service de Gestion Comptable d'Aix-en-Provence à encaisser les recettes correspondantes.

Présents et représentés : 55
Présents : 45
Abstentions : 0

Non participation	:	0
Suffrages Exprimés	:	55
Pour	:	55
Contre	:	0

Ont voté contre : NÉANT.
Se sont abstenus : NÉANT.
N'ont pas pris part au vote : NÉANT

Ont signé Sophie JOISSAINS, Maire Président de séance
OBJET : FINANCEMENT ACTION PUBLIQUE - DOTATION DE SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT LOCAL (DSIL) 2025 - RÉFECTOIRE GROUPE SCOLAIRE GRASSI-JAURES-LAURENT
Étaient Présents :
Monsieur Jonathan AMIACH, Madame Laurence ANGELETTI, Madame Dominique AUGEY, Madame Béatrice BENDELE, Monsieur Fathi BENJILALI, Madame Kayané BIANCO, Madame Brigitte BILLOT, Madame Odile BONTHOUX, Monsieur Jacques BOUDON, Madame Joëlle CANUET, Monsieur Rémi CAPEAU, Monsieur Pierre-Emmanuel CASANOVA, Monsieur Eric CHEVALIER, Madame Françoise COURANJOU, Madame Agnès DAURES, Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI, Monsieur Cyril DI MEO, Monsieur Sylvain DIJON, Monsieur Laurent DILLINGER, Monsieur Gilles DONATINI, Monsieur Jean-François DUBOST, Madame Frédérique DUMICHEL, Monsieur Marc FERAUD, Monsieur Jean- Christophe GRUVEL, Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Emmanuel HENRY, Madame Elisabeth HUARD, Madame Claudie HUBERT, Madame Amandine JANER, Madame Sophie JOISSAINS, Monsieur Salah-Eddine KHOUIEL, Monsieur Philippe KLEIN, Madame Perrine MEGGIATO, Madame Sophie MEYNET DE CACQUERAY, Monsieur Alain PARRA, Madame Anne-Laurence PETEL, Madame Josy PIGNATEL, Madame Laure SCANDOLERA, Madame Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE, Monsieur Francis TAULAN, Madame Françoise TERME, Monsieur Jean-Louis VINCENT, Madame Fabienne VINCENTI, Monsieur Michael ZAZOUN, Madame Karima ZERKANI-RAYNAL.
Excusés avec pouvoir donné conformément aux dispositions de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :
Monsieur Ravi ANDRE à Madame Frédérique DUMICHEL, Monsieur Moussa BENKACI à Monsieur Fathi BENJILALI, Monsieur Pierre-Paul CALENDINI à Madame Josy PIGNATEL, Madame Aliénor COUTIAUX- LACLADERE à Madame Perrine MEGGIATO, Madame Brigitte DEVESA à Madame Fabienne VINCENTI, Madame Stéphanie FERNANDEZ à Madame Brigitte BILLOT, Madame Arlette OLLIVIER à Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Marc PENA à Madame Claudie HUBERT, Monsieur Pierre SPANO à Madame Agnès DAURES, Madame Solène TRIVIDIC à Madame Laure SCANDOLERA.
Excusés sans pouvoir :
NÉANT
Secrétaire : Monsieur Rémi CAPEAU
Madame Dominique AUGEY donne lecture du rapport ci-joint.

01.09

RAPPORTEUR : Madame Dominique AUGEY
Politique Publique : 01-GESTION DES RESSOURCES ET MOYENS

<u>OBJET</u> : FINANCEMENT ACTION PUBLIQUE - DOTATION DE SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT LOCAL (DSIL) 2025 - RÉFECTOIRE GROUPE SCOLAIRE GRASSI-JAURES-LAURENT- Décision du Conseil

Mes Chers Collègues,
L'appui à l'investissement des collectivités territoriales constitue une priorité du Gouvernement qui se traduit notamment par la mobilisation d'une Dotation budgétaire de Soutien à l'Investissement Local (DSIL).
Ces dotations de soutien à l'investissement doivent permettre de favoriser la mise en œuvre des projets de territoire et l'accélération des actions conduites par les collectivités locales sur les grandes priorités identifiées à l'échelle du territoire.
Sont éligibles à la DSIL toutes les actions qui contribuent à l'attractivité du territoire tout en veillant à sa résilience au changement climatique et à l'atteinte des objectifs de l'accord de Paris sur le climat, en particulier la neutralité carbone en 2050.
Par délibération n° DL.2023-248 du 9 juin 2023, le Conseil Municipal a adopté le principe de restructuration de la restauration scolaire des écoles Grassi, Jean Jaurès et Albéric Laurent et a acté la construction d'un restaurant scolaire correspondant au besoin des trois écoles.L'opération est estimée à 4 000 000 € HT, dont 500 000 € HT pour la première phase. La Ville demande un soutien de l'Etat, dans le cadre de la DSIL, à hauteur de 80 % soit 400 000 €

Ainsi, il vous est proposé, Mes Chers Collègues, de bien vouloir :

- SOLLICITER auprès de l'État un financement à hauteur de 80% soit 400 000€ dans le cadre de la Dotation de Soutien à l'Investissement Local (DSIL) ;

- AUTORISER Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué aux Finances à signer les actes d'engagements relatifs à la participation financière de la Préfecture des Bouches-du-Rhône et tout document afférent à ce dossier ;

- AUTORISER Monsieur le Chef de service comptable du Service de Gestion Comptable d'Aix-en-Provence à encaisser les recettes correspondantes.

Présents et représentés	:	55
Présents	:	45
Abstentions	:	0
Non participation	:	0
Suffrages Exprimés	:	55
Pour	:	55
Contre	:	0

Ont voté contre : NÉANT.
Se sont abstenus : NÉANT.
N'ont pas pris part au vote : NÉANT

Ont signé Sophie JOISSAINS, Maire Président de séance
OBJET : SACOGIVA - OPÉRATION LES FACULTÉS - ACQUISITION/AMÉLIORATION DE 130 LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX PLS - EMPRUNT TOTAL DE 10 569 078 EUROS SOUSCRIT AUPRÈS DE LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS - DEMANDE DE GARANTIE DE LA VILLE A HAUTEUR DE 100 %
Etaient Présents :

Monsieur Jonathan AMIACH, Madame Laurence ANGELETTI, Madame Dominique AUGEY, Madame Béatrice BENDELE, Monsieur Fathi BENJILALI, Madame Kayané BIANCO, Madame Brigitte BILLOT, Madame Odile BONTHOUX, Monsieur Jacques BOUDON, Madame Joëlle CANUET, Monsieur Rémi CAPEAU, Monsieur Pierre-Emmanuel CASANOVA, Monsieur Eric CHEVALIER, Madame Françoise COURANJOU, Madame Agnès DAURES, Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI, Monsieur Cyril DI MEO, Monsieur Sylvain DIJON, Monsieur Laurent DILLINGER, Monsieur Gilles DONATINI, Monsieur Jean-François DUBOST, Madame Frédérique DUMICHEL, Monsieur Marc FERAUD, Monsieur Jean- Christophe GRUVEL, Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Emmanuel HENRY, Madame Elisabeth HUARD, Madame Claudie HUBERT, Madame Amandine JANER, Madame Sophie JOISSAINS, Monsieur Salah-Eddine KHOUIEL, Monsieur Philippe KLEIN, Madame Perrine MEGGIATO, Madame Sophie MEYNET DE CACQUERAY, Monsieur Alain PARRA, Madame Anne-Laurence PETEL, Madame Josy PIGNATEL, Madame Laure SCANDOLERA, Madame Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE, Monsieur Francis TAULAN, Madame Françoise TERME, Monsieur Jean-Louis VINCENT, Madame Fabienne VINCENTI, Monsieur Michael ZAZOUN, Madame Karima ZERKANI-RAYNAL.

Excusés avec pouvoir donné conformément aux dispositions de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Monsieur Ravi ANDRE à Madame Frédérique DUMICHEL, Monsieur Moussa BENKACI à Monsieur Fathi BENJILALI, Monsieur Pierre-Paul CALENDINI à Madame Josy PIGNATEL, Madame Aliénor COUTIAUX- LACLADERE à Madame Perrine MEGGIATO, Madame Brigitte DEVESA à Madame Fabienne VINCENTI, Madame Stéphanie FERNANDEZ à Madame Brigitte BILLOT, Madame Arlette OLLIVIER à Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Marc PENA à Madame Claudie HUBERT, Monsieur Pierre SPANO à Madame Agnès DAURES, Madame Solène TRIVIDIC à Madame Laure SCANDOLERA.

Excusés sans pouvoir :

NEANT

Secrétaire : Monsieur Rémi CAPEAU

Madame Dominique AUGEY donne lecture du rapport ci-joint.

MME AUGEY - 01.08 et 01.09, on demande des cofinancements. Le premier c'est au département qu'on demande un cofinancement de 300 000 € pour nous aider à financer une ligne de vélo qui s'appelle Express Sud, qui va du Tholonet au pôle d'activité à Aix en Provence, une ligne de 12 km.

Et pour la deuxième demande, cette fois-ci, c'est auprès de l'État, auquel on demande une aide de 400 000 € pour nous aider à construire le réfectoire, mis en commun de 3 écoles, l'école graphie, l'école Jean Jaurès et l'école Albéric Laurent. Ici, il s'agit de 400 000 €.

01.12

RAPPORTEUR : Madame Dominique AUGEY

CO-RAPPORTEUR(S) : Monsieur DUBOST Jean-François

Politique Publique : 01-GESTION DES RESSOURCES ET MOYENS

OBJET : ADOPTION DE LA CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE L'OUTIL INFORMATIQUE ' OBSERVATOIRE FISCAL MÉTROPOLITAIN 'ENTRE LA COMMUNE D'AIX-EN-PROVENCE ET LA MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE - Décision du Conseil

Mes Chers Collègues,

L'Observatoire fiscal métropolitain permet aux communes de disposer d'outils et d'analyses

concernant leurs recettes fiscales. Cet outil peut permettre également un partage des bonnes pratiques des agents des communes et de la Métropole afin de développer une expertise mutuelle.
L'Observatoire fiscal ne propose pas des analyses détaillées telles que pourrait le faire un cabinet conseil et ne se substitue pas aux missions fiscales des agents communaux. La Métropole s'engage à assurer la mise à disposition de l'outil informatique métropolitain et en garantit l'hébergement et la mise à jour régulière. Pour mémoire, en application de l'article L135 B du livre des procédures fiscales, la transmission de données fiscales est librement autorisée entre collectivités locales et établissements publics de coopération intercommunale.
Chaque commune évoluera dans son contexte fiscal et uniquement sur les données de son périmètre. Les profils utilisateurs garantissent la confidentialité et permettent des restrictions possibles dans la gestion des données.
La Métropole s'engage à prévoir un temps de formation initiale sur l'outil informatique. L'assistance technique auprès des agents communaux est assurée par le prestataire du logiciel.
Toute demande de prestations complémentaires non présentes dans l'offre déployée ne sera pas prise en charge financièrement et techniquement par la Métropole, telles que notamment des développements spécifiques, des formations supplémentaires ou des prestations d'accompagnement sur le domaine de la fiscalité locale (audits, expertises…).
Dans le cadre du Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) (Règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016), il s'avère aujourd'hui nécessaire de délibérer sur une nouvelle rédaction de la convention-type précisant la responsabilité des communes et de la Métropole en matière d'échanges d'informations fiscales et la nécessité de se conformer aux dispositions du RGPD.
En tant que responsable du traitement des données à caractère personnel chacune pour leur partie, la Métropole Aix-Marseille-Provence et chaque commune inscrivent le traitement de ces données dans leur registre des traitements, conformément à l'article 30 du RGPD ; en cas de violation de données, chaque partie prend contact avec son Délégué à la Protection des Données (DPO) dans un délai maximum de 24 heures après en avoir pris connaissance.
La Commune s'engage à prendre toutes mesures, aussi bien organisationnelles que techniques pour assurer la sécurité des informations et empêcher notamment qu'elles ne soient altérées, supprimées ou communiquées à des personnes non autorisées.
Vu l'exposé des motifs :

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les articles L103 et L135 B du livre des procédures fiscales ;
- Le Règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ;
- La délibération FAG 013-2435/17/BM du Bureau Métropolitain du 19 octobre 2017 approuvant la convention de mise à disposition de l'outil informatique de l'observatoire fiscal métropolitain aux communes membres ;
- La délibération FBPA-048-13852/23/BM du Bureau Métropolitain du 4 mai 2023 approuvant la nouvelle convention de mise à disposition de l'outil informatique de l'observatoire fiscal métropolitain aux communes-membres

Je vous demande, Mes Chers Collègues, de bien vouloir :

-APPROUVER la convention de mise à disposition de l'outil informatique de l'Observatoire fiscal métropolitain annexée entre la Commune d'Aix-en-Provence et la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

-AUTORISER Madame le Maire ou son représentant à signer la convention jointe à la présente délibération.

Présents et représentés	:	55
Présents	:	45
Abstentions	:	0
Non participation	:	0
Suffrages Exprimés	:	55
Pour	:	55
Contre	:	0

Ont voté contre : NÉANT.
Se sont abstenus : NÉANT.
N'ont pas pris part au vote : NÉANT

Ont signé Sophie JOISSAINS, Maire Président de séance
OBJET : DELIBERATION PORTANT MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS ET DES EMPLOIS DE LA VILLE D'AIX-EN-PROVENCE
Etaient Présents :
Monsieur Jonathan AMIACH, Madame Laurence ANGELETTI, Madame Dominique AUGEY, Madame Béatrice BENDELE, Monsieur Fathi BENJILALI, Madame Kayané BIANCO, Madame Brigitte BILLOT, Madame Odile BONTHOUX, Monsieur Jacques BOUDON, Madame Joëlle CANUET, Monsieur Rémi CAPEAU, Monsieur Pierre-Emmanuel CASANOVA, Monsieur Eric CHEVALIER, Madame Françoise COURANJOU, Madame Agnès DAURES, Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI, Monsieur Cyril DI MEO, Monsieur Sylvain DIJON, Monsieur Laurent DILLINGER, Monsieur Gilles DONATINI, Monsieur Jean-François DUBOST, Madame Frédérique DUMICHEL, Monsieur Marc FERAUD, Monsieur Jean- Christophe GRUVEL, Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Emmanuel HENRY, Madame Elisabeth HUARD, Madame Claudie HUBERT, Madame Amandine JANER, Madame Sophie JOISSAINS, Monsieur Salah-Eddine KHOUIEL, Monsieur Philippe KLEIN, Madame Perrine MEGGIATO, Madame Sophie MEYNET DE CACQUERAY, Monsieur Alain PARRA, Madame Anne-Laurence PETEL, Madame Josy PIGNATEL, Madame Laure SCANDOLERA, Madame Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE, Monsieur Francis TAULAN, Madame Françoise TERME, Monsieur Jean-Louis VINCENT, Madame Fabienne VINCENTI, Monsieur Michael ZAZOUN, Madame Karima ZERKANI-RAYNAL.
Excusés avec pouvoir donné conformément aux dispositions de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :
Monsieur Ravi ANDRE à Madame Frédérique DUMICHEL, Monsieur Moussa BENKACI à Monsieur Fathi BENJILALI, Monsieur Pierre-Paul CALENDINI à Madame Josy PIGNATEL, Madame Aliénor COUTIAUX- LACLADERE à Madame Perrine MEGGIATO, Madame Brigitte DEVESA à Madame Fabienne VINCENTI, Madame Stéphanie FERNANDEZ à Madame Brigitte BILLOT, Madame Arlette OLLIVIER à Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Marc PENA à Madame Claudie HUBERT, Monsieur Pierre SPANO à Madame Agnès DAURES, Madame Solène TRIVIDIC à Madame Laure SCANDOLERA.
Excusés sans pouvoir :
NEANT
Secrétaire : Monsieur Rémi CAPEAU
Monsieur Eric CHEVALIER donne lecture du rapport ci-joint.

MME AUGEY - Dernière délibération, la 01.12, cette fois-ci c'est la modification d'une convention avec la métropole sur un « observatoire fiscal métropolitain », histoire d'intégrer les règles RGPD.

MME LE MAIRE – Il faudrait que Francis sorte, désolée Francis puisque c'est l'OPHLM. Et Odile, Jacques BOUDON, Sellam HADAOUI, et Jean-Louis VINCENT restent avec toi à l'extérieur.

MME AUGEY – Et j'en ai fini avec ce lot de délibérations. Je voulais préciser que sur les garanties d'emprunt, en 2024, on a garanti 153 logements. C'est le maximum de ce qu'on a fait jusqu'à présent. Si vous avez des questions sur l'ensemble de ces délibérations.

La 01.11, c'était donc la garantie d'emprunt de Pays d'Aix Habitat métropole pour des logements à La Chevalière, 77 logements dont 2 construits avec le Centre Hospitalier Montperrin. Et ces logements, ils vont être juste à côté du centre des pompiers.

J'espère que j'ai rattrapé mon temps de 1 heure 10 avec ces délibérations-là *[Rit].*

MME LE MAIRE – Alain PARRA, Cyril DI MEO, et Laurence ANGELETTI.

MME ANGELETTI - Alors moi je voulais intervenir sur la 01.06 qui concerne le 6MIC. Alors le 6MIC, quand je prends l'analyse financière, je vois que les résultats nets en 2023 sont déficitaires, que cette structure bénéficie de moins de 38 jours de fonds de roulement, c'est-à-dire qu'elle n'a pas de ressources pour financer son exploitation courante. Donc on a une situation financière très très fragilisée sur le bilan de clôture, qui amène le commissaire aux comptes à faire une alerte quant à la continuité d'exploitation. Donc je voulais poser la question ici en cette Assemblée de la pertinence d'envisager la désignation d'un administrateur judiciaire pour cette structure ?

D'autre part, j'ai une question sur le la suivante, le 01.07, qui concerne le GTP. Alors le GTP, pour reprendre dans les faits, pareil, sur l'analyse financière, on a une rentabilité nette prévisionnelle qui est très faible. On a des capitaux propres en baisse en raison de la nouvelle distribution de dividendes de 700 000 €. Ce qui fait que l'Eurl Mirabeau a réduit les ressources permanentes à 1 069 000 €, soit 1,8 million de moins qu'en 2 ans. Il est noté là également que le niveau de ressources est insuffisant. Donc c'est un motif d'inquiétude. Par contre, je voulais me féliciter, puisque nous l'avons fait en CCSPL, des conditions du renforcement de la DSP à venir. C'est vraiment quelque chose sur laquelle je suis très contente parce qu'on est sur des budgets qui sont très importants. Et ma question est la suivante, je voulais savoir ce qui vous a conduit à affiner, à permettre plus de transparence dans la gestion de cet équipement au bout de. 20 ans ? Merci.

MME AUGEY - Oui, on a en effet travaillé ensemble lors de la la CCSPL. On a pu auditionner un AMO d'ailleurs, qui nous conseille, et vraiment les échanges ont été de très très grandes qualités. Alors les DSP passées, celles qui sont en voie d'achèvement, c'est-à-dire celle du 6MIC et celle du GTP, nous allons ensemble travailler à nouveau les aspects financiers lors d'une Commission, qui s'appelle la Commission de contrôle financier, qui est une Commission dont l'objectif unique et central est de contrôler financièrement les délégations de service public sur les années antérieures. Alors je ne sais pas si vous faites partie de cette commission-là ?

MME ANGELETTI - Oui.

MME AUGEY - Donc toutes ces questions-là, on va les analyser à ce moment-là, parce qu'en effet, cela pose beaucoup de questions, vous les avez soulevées, on veut les analyser. Et ces analyses, elles sont beaucoup d'importance justement pour la définition et le renforcement des DSP et des DSP à venir. Donc cette Commission est vraiment essentielle, c'est le 18 mars, je ne sais pas si vous aviez déjà la date, notez-la.

Pour le 6MIC, ils sont en procédure, le premier niveau de procédure, les documents qu'ils ont donnés sont les documents qui attestent d'une d'amélioration, alors ils ne sont pas devenus riches, mais d'une amélioration quand même assez radicale de leur compte, qui fait qu'on imagine que les choses vont tenir de manière satisfaisante et présentable jusqu'à la fin de la DSP du mois de juin. On suit ça de prêt évidemment.
Vous savez que sur les délégations de service public, on a des comités de pilotage réguliers. Ici, c'est un peu particulier, comme nous allons rentrer en négociation, que probablement les deux délégataires sortants, même si je n'en sais rien officiellement, vont probablement candidater au renouvellement de leur propre DSP. Évidemment, il y aura des rencontres, uniquement avec les techniciens et non pas avec les élus pour ne pas interférer évidemment avec la procédure, on avait fait ainsi pour l'aréna et on est très vigilant là-dessus. Donc les questions que vous posez, on se les pose aussi, et on les verra avec précision le 18 mars. On aurait dû les voir la semaine dernière, mais vous seriez partie contaminée, et donc il valait mieux choisir une autre date.
Quant au GTP et le mode d'organisation du GTP, on en a parlé souvent ici, et en effet, vu l'imbrication actuelle d'un certain nombre de sociétés dans un système un peu poupée russe, on a envie d'en dans notre future organisation, que ce soit avec ce délégataire ou un autre, que les choses soient plus transparentes, comme vous le disiez exactement. C'est ce qui nous a amené à, justement, avoir une lecture, je dirais, avec un niveau de regard précis. Je ne sais pas si j'ai répondu à votre question.

MME LE MAIRE - Je tiens juste à rajouter tout de même que pour le 6MIC a démarré avec le COVID. Donc ils ont ouvert et je crois que c'était 3 semaines plus tard, il y avait le confinement, et aujourd'hui les chiffres s'améliorent tout de même, parce qu'on a aussi permis l'ouverture de la grille des tarifs, ce qui leur a permis des ajustements qui ne pouvaient pas faire auparavant. Alors ce n'est pas parfait, mais ça va mieux, beaucoup mieux. Alain PARRA, Cyril DI MEO et Madame PETEL ensuite.

M. PARRA – Merci Madame le Maire. Je voudrais intervenir sur la délib 01.12. qui effectivement, l'acquisition de l'outil fiscal métropolitain. La métropole s'engage à prévoir un temps de formation initiale sur l'outil informatique, et il y aura une assistance technique auprès des agents communaux qui sera assurée par un prestataire. D'où ma première question, Madame, quel est le plan de formation initiale pour les agents communaux ? Et surtout, quelles sont les ressources disponibles pour le soutien continu ? Je pense qu'il est important de comprendre comment les agents seront formés à utiliser l'outil et quelles ressources seront disponibles pour l'assistance technique. Et enfin, c'est de connaître aussi les engagements de la métropole et de son prestataire, afin de ne pas mettre en difficulté le personnel de la commune lors de la prise en main du…

MME LE MAIRE - Un instant là, pardonnez-moi, mais c'est vrai que c'est une question sur le débat auquel nos collègues qui sont à l'extérieur pourraient tout à fait assister. Donc si on peut la…

M. PARRA – La décaler. Pas de souci.

MME LE MAIRE – Exactement, et je voudrais qu'on vote en amont effectivement et assez rapidement si c'est possible sur les questions, et puis après on voit si les questions concernent celles-ci, concernant la SACOGIVA et l'OPHLM. Est-ce que vos questions concernent la SACOGIVA ou l'OPHLM ? Non.

Dans ce cas-là, je vous propose que l'on vote la 01.10

01.10
Contre : 0
Abstention : 0

Ont voté contre : Néant
Se sont abstenus : Néant

01.11 sur la Chevalière
Contre : 0
Abstention : 0

Ont voté contre : Néant
Se sont abstenus : Néant

01.12

RAPPORTEUR : Madame Dominique AUGEY
CO-RAPPORTEUR(S) : Monsieur DUBOST Jean-François
Politique Publique : 01-GESTION DES RESSOURCES ET MOYENS
OBJET : ADOPTION DE LA CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE L'OUTIL INFORMATIQUE ' OBSERVATOIRE FISCAL MÉTROPOLITAIN 'ENTRE LA COMMUNE D'AIX-EN-PROVENCE ET LA MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE - Décision du Conseil

Mes Chers Collègues,
L'Observatoire fiscal métropolitain permet aux communes de disposer d'outils et d'analyses concernant leurs recettes fiscales. Cet outil peut permettre également un partage des bonnes pratiques des agents des communes et de la Métropole afin de développer une expertise mutuelle.
L'Observatoire fiscal ne propose pas des analyses détaillées telles que pourrait le faire un cabinet conseil et ne se substitue pas aux missions fiscales des agents communaux. La Métropole s'engage à assurer la mise à disposition de l'outil informatique métropolitain et en garantit l'hébergement et la mise à jour régulière. Pour mémoire, en application de l'article L135 B du livre des procédures fiscales, la transmission de données fiscales est librement autorisée entre collectivités locales et établissements publics de coopération intercommunale.
Chaque commune évoluera dans son contexte fiscal et uniquement sur les données de son périmètre. Les profils utilisateurs garantissent la confidentialité et permettent des restrictions possibles dans la gestion des données.
La Métropole s'engage à prévoir un temps de formation initiale sur l'outil informatique. L'assistance technique auprès des agents communaux est assurée par le prestataire du logiciel.
Toute demande de prestations complémentaires non présentes dans l'offre déployée ne sera pas prise en charge financièrement et techniquement par la Métropole, telles que notamment des développements spécifiques, des formations supplémentaires ou des prestations d'accompagnement sur le domaine de la fiscalité locale (audits, expertises…).
Dans le cadre du Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) (Règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016), il s'avère aujourd'hui nécessaire de délibérer sur une nouvelle rédaction de la convention-type précisant la responsabilité des communes et de la Métropole en matière d'échanges d'informations fiscales et la nécessité de se conformer aux dispositions du RGPD.
En tant que responsable du traitement des données à caractère personnel chacune pour leur partie, la Métropole Aix-Marseille-Provence et chaque commune inscrivent le traitement de ces données dans leur registre des traitements, conformément à l'article 30 du RGPD ; en cas de violation de données, chaque partie prend contact avec son Délégué à la Protection des Données (DPO) dans un délai maximum de 24 heures après en avoir pris connaissance.
La Commune s'engage à prendre toutes mesures, aussi bien organisationnelles que techniques pour assurer la sécurité des informations et empêcher notamment qu'elles ne soient altérées, supprimées ou

communiquées à des personnes non autorisées.
Vu l'exposé des motifs :

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les articles L103 et L135 B du livre des procédures fiscales ;
- Le Règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ;
- La délibération FAG 013-2435/17/BM du Bureau Métropolitain du 19 octobre 2017 approuvant la convention de mise à disposition de l'outil informatique de l'observatoire fiscal métropolitain aux communes membres ;
- La délibération FBPA-048-13852/23/BM du Bureau Métropolitain du 4 mai 2023 approuvant la nouvelle convention de mise à disposition de l'outil informatique de l'observatoire fiscal métropolitain aux communes-membres

Je vous demande, Mes Chers Collègues, de bien vouloir :

-APPROUVER la convention de mise à disposition de l'outil informatique de l'Observatoire fiscal métropolitain annexée entre la Commune d'Aix-en-Provence et la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

-AUTORISER Madame le Maire ou son représentant à signer la convention jointe à la présente délibération.

Présents et représentés	:	55
Présents	:	45
Abstentions	:	0
Non participation	:	0
Suffrages Exprimés	:	55
Pour	:	55
Contre	:	0

Ont voté contre : NÉANT.
Se sont abstenus : NÉANT.
N'ont pas pris part au vote : NÉANT

Ont signé Sophie JOISSAINS, Maire Président de séance

MME LE MAIRE – Pour la 01.12, je laisse la parole à Alain PARRA.

M. PARRA – Donc je reviens sur l'Observatoire fiscal métropolitain. D'après ce que je comprends, c'est une nouvelle version puisque l'outil existait déjà. Je rajoute cette précision. La métropole s'engage à prévoir un temps de formation initiale sur l'outil informatique et l'assistance technique auprès des agents sera assurée par un prestataire du logiciel. D'où ma question, Madame, quel est le plan de formation initiale pour les agents communaux ? Et surtout quelles sont les ressources disponibles pour le soutien

continu ? Je pense qu'il est important de comprendre comment les agents seront formés à utiliser l'outil ? Et quelles ressources seront disponibles pour l'assistance technique ? Et enfin, c'est de connaître les engagements de la métropole et de son prestataire afin de ne pas mettre en difficulté le personnel de la commune lors de la prise en main de l'outil ? Ça, c'est ma première question, j'enchaîne. Très bien.

Il est dit aussi dans sa délibération que tout demande de prestations complémentaires non présent dans l'offre ne sera pas prise en charge. D'où ma question Madame, comment seront gérées les demandes de prestations complémentaires qui ne sont pas couvertes par l'offre déployée ? Ma question permet aussi de clarifier les démarches à suivre et les responsabilités en cas de besoin de services supplémentaires tels que par exemple, les audits ou les expertises spécifiques.

MME LE MAIRE – Voilà la spécialiste.

MME AUGEY - Oui merci pour ces questions. Alors c'est en effet un outil que la ville utilise depuis 2017. C'est une base de données, et c'est une base de données qui est extrêmement utile pour le service fiscal, la direction fiscale. Donc en matière de formation, ils utilisent cet outil depuis 2019. L'outil n'a pas changé, n'a pas évolué. Ce qui évolue ici, c'est le fait d'intégrer la RGPD, donc les règles évidemment sur le traitement de la donnée, mais sur l'usage de l'outil au quotidien, c'est toujours le même outil. Alors c'est un outil qui gère de la data. Après nous, quand on veut faire des analyses, d'abord on a des compétences en interne, une fois qu'on a la data. On peut aussi travailler et travailler dessus. Cet outil nous donne la donnée et nous après, soit on est en capacité d'analyser en interne, soit parfois quand on a des types d'enquêtes un peu complexes, on a aussi des partenaires et des sociétés qui permettent de travailler aussi et d'avoir des informations complémentaires. C'est un outil qui est très utile. Il fallait absolument le passer maintenant pour pas prendre de retard justement, parce qu'on aurait été bien embêté de prendre un mois de retard, ça aurait été gênant quand même.

M. PARRA – Et ma deuxième question ?

MME AUGEY - Alors justement cet outil qui est un outil relativement simple, nous, quand on a des besoins et des requêtes, soit on les traite, nous, en interne, soit on fait appel parfois à des organismes extérieurs. Tu veux compléter.

MME LE MAIRE : Il est gratuit aussi.

MME AUGEY : Ah oui, c'est un un outil gratuit. Je ne savais pas, c'est bien, formidable. Oui, oui, les choses gratuites sont les bienvenues *[Sourit].* Merci Monsieur PARRA pour ces questions.

MME LE MAIRE – Cyril DI MEO

M. DI MEO - Je souhaitais revenir sur la DSP, notamment celle du GTP puisqu'on n'a pas fait la conversation. On est très inquiet effectivement de la façon dont sont gérées les DSP. On est intervenu à plusieurs reprises sur les difficultés sur le Pasino, le parking non réalisé, l'évaluation des frais qui n'est pas faite, les manifestations artistiques de qualité qui avaient été très discutées. Et en fait, on constate que ce mode de gestion est quand même très difficile à contrôler, parce que visiblement vous n'avez pas le pouvoir de défaire les poupées russes. C'est un peu inquiétant quand vous nous dites que Monsieur BLUZET fait des poupées russes avec notre DSP et notre argent public. Donc vous avez difficilement le pouvoir de défaire les poupées russes. ? Et c'est vrai que cette évaluation, elle est difficile, puisque si on prend le GTP, quand on regarde le programme, après moi je suis un néophyte, on se dit par exemple, il avait prévu un orchestre national des seniors, pas sûr qu'il a fait au GTP. Il avait été prévu un orchestre mutualisé avec le FIAL, a priori il n'a pas été fait. A été prévu d'accueillir le théâtre de Chaillot, pas sûr que ça a été fait. Avait été prévu des concerts à la maison d'arrêt et au centre hospitalier dans la DSP, et a priori je ne pense pas que ça ait été fait. Donc si on regarde l'évaluation de ce qui est fait dans ce DSP,

c'est extrêmement compliqué parce que ça donne un pouvoir qui est extrêmement important finalement au délégataire, surtout quand il gère des trusts, puisqu'effectivement Monsieur BLUZET gère quand même un conglomérat tout à fait colossal.
Dans les deux délibérations que vous nous proposez, il y a la discussion sur un autre mode de gestion, et vous évacuez très très vite d'autres modes de gestion qui sont une association, qui sont une SARL, ou qui sont une société d'économie mixte, pour que la ville ait la main sur la gestion. Quand on regarde les tableaux qui nous sont présentés, il y a une ligne pour nous dire qu'il y aurait une vertu à la SARL, ou une vertu à la SEM ou une vertu à la SPL. Et il y a 40 lignes pour nous dire les méfaits existants. Donc pour l'instant, nous, on a plutôt vu les méfaits de la DSP que les vertus. Alors je suis allé faire du benchmarking. *[Exclamations de certains élus].* Ah bah oui ! Un benchmark : Tours : Théâtre Olympia, Grand Théâtre Opéra, SARL. Limoges : Théâtre de l'Union d'Opéra, SARL. Clermont-Ferrand : Associations. Nîmes : Associations. Brest : SEM. Et pour finir, je savais que vous attendiez une ville en particulier, Dijon *[exclamations de certains élus]* : SARL. Ces villes n'ont pas une activité, c'est à taille identique, ces villes n'ont pas une activité beaucoup plus florissante. Donc je ne pense pas que ces villes soient irrationnelles dans leur façon de gérer ce type d'équipement et de politiques culturelles. Moi je vous invite à revoir un peu cette situation et essayer de sortir un peu de l'emprise dans laquelle on est, où finalement des institutions qui sont trop grosses pour finalement être contestées et être contrôlées, font que la ville n'arrive pas à mettre son regard sur cette situation.
Donc on s'abstiendra sur le choix du mode de DSP pour le GTP sur cette délibération. Merci à vous.

MME AUGEY - Oui, merci Monsieur DI MEO. C'est en effet une question importante de choisir un mode de gestion d'équipement aussi important que le 6MIC ou le Grand Théâtre de Provence. On peut gérer tout ça en régie, vous avez oublié de le citer, donc à ce moment-là, tout est internalisé, il y a plus de contrôle puisque tout est internalisé. Faut-il encore avoir les compétences de gérer des salles de spectacles ? Et c'est la difficulté au fond de la régie. On en a quand même une de régie ici qui est la régie du Bois de l'Aune. Mais c'est un équipement plus modeste avec une spécialisation très spécifique.

M. DI MEO – Et ça marche. Vous le faites bien, donc vous savez faire !

MME AUGEY - Ça marche très très bien. C'est adapté à cette taille là, mais une salle de 400 places, ça n'est pas une salle de 1 300 places. Et ça n'est pas non plus deux salles de spectacle au 6MIC. Mais on est très content du mode de gestion, ce qui veut dire qu'on est ouvert à tout. C'est-à-dire que si le mode de gestion régie est adapté au Bois de l'Aune, et bien, on le prend. Si le mode de gestion sous le mode associatif est adapté au Théâtre du Jeu de Paume, on le prend, puisque le Théâtre du Jeu de Paume est géré via une association. Et vous avez cité des SARL, c'était forcément des délégations de service public, obligatoirement.

Donc pour ces deux équipements là, le fait de choisir une délégation de service public veut dire qu'on identifie des professionnels qui sont capables de faire vivre l'outil au niveau culturel, mais aussi des gens qui ont une surface financière suffisante pour porter des équipements de cette taille-là. Ces deux-là, 6MIC et GTP, sont quand même des bâtiments et des salles de taille tout à fait exceptionnelle.

Je ne suis pas surprise que vous vous absteniez. Nous avons déjà d'ailleurs eu cette discussion avec Madame HUBERT lors de la CCSPL qui s'était abstenue, comme je l'ai soulignée tout à l'heure, cela avait été voté à l'unanimité, moins 1 abstention. Donc vous êtes-vous êtes logique et cohérent.

Quant à l'idée que les délégations de service public ne sont pas contrôlées, il y a une direction du contrôle de gestion, des rendez-vous de comité de pilotage très régulier. Nous avons une Commission de contrôle financier aussi. Donc je crois que ça ne s'applique pas du tout à la manière dont nous travaillons aujourd'hui. Merci.

MME LE MAIRE - Merci Dominique. Je vous propose de passer au vote à présent.

01.01
Contre : 6
Abstention : 0

Ont voté contre : Aix en partage.
Se sont abstenus : Néant

01.02
Contre : 6
Abstention : 4

Ont voté contre : Aix en partage

01.03
Contre : 6
Abstention : 0

Ont voté contre : Aix en partage.
Se sont abstenus : Néant

01.04
Contre : 6
Abstention : 0

Ont voté contre : Aix en partage.
Se sont abstenus : Néant

01.05
Contre : 0
Abstention : 0

Ont voté contre : Néant
Se sont abstenus : Néant

01.06
Contre : 0
Abstention : 6

Ont voté contre : Néant.
Ce sont abstenus : Aix en partage.

01.07
Contre : 0
Abstention : 6

Ont voté contre : Néant.
Ce sont abstenus : Aix en partage

01.08

Contre : 0
Abstention : 0

Ont voté contre : Néant
Se sont abstenus : Néant

01.09
Contre : 0
Abstention : 0

Ont voté contre : Néant
Se sont abstenus : Néant

MME LE MAIRE – Avant de passer à la suite, je vais vous montrer le document qu'on m'a donné concernant les temps de paroles. Je ne le retrouve pas. On le ressortira tout à l'heure. Je vais vous montrer quand même qu'à Aix en Provence, au niveau des temps de parole, on explose tous les compteurs par l'opposition [Rit]

M. HENRY – C'est votre directeur de cabinet qui l'a préparé…

[Rires].

MME LE MAIRE – Non, non, ce sont des statistiques avec d'autres communes [Sourit]. Finalement, on a un nombre de conseils municipaux tout à fait honorables, à raison certes de 1 tous les 2 mois, mais on en a 7 par an, si on compte les vacances, etc, alors qu'il y a d'autres communes qui sont à 5 ou à 6, alors après y en a d'autres qui en ont pléthore. Mais néanmoins au niveau des temps de parole, si mon souvenir est bon, je crois qu'on est à 37 % de temps de parole laissé à l'opposition, alors que la moyenne est entre 15 et 20 %. Je pense qu'on est vraiment une Assemblée démocratique.

01.13

RAPPORTEUR : Monsieur Eric CHEVALIER
Politique Publique : 01-GESTION DES RESSOURCES ET MOYENS
OBJET : DELIBERATION PORTANT MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS ET DES EMPLOIS DE LA VILLE D'AIX-EN-PROVENCE- Décision du Conseil

Mes Chers Collègues,
Conformément à l'article L 313-1 du Code Général de la Fonction Publique, les emplois de chaque collectivité et établissement sont créés ou supprimés par l'organe délibérant de la collectivité.
Le tableau des effectifs et des emplois constitue la liste de l'ensemble des emplois permanents (fonctionnaires stagiaires/titulaires et contractuels) ouverts budgétairement (pourvus ou non) de la collectivité.
La présente délibération est destinée à mettre à jour le tableau des effectifs et des emplois pour ajuster la répartition des grades vacants en fonction des évolutions de carrière, des besoins prévisionnels et des départs identifiés pour 2025.
Elle présente également les besoins de recours à du personnel non-permanent.

1. Créations d'emplois au tableau des effectifs et des emplois

Afin d'accompagner la mise en œuvre des politiques publiques, l'organisation des services évolue et s'accompagne soit du développement de certaines missions déjà existantes au sein des services de la Ville, soit de l'émergence de nouvelles activités.
Partant des enjeux auxquels la collectivité doit faire face, une réflexion a été engagée sur la meilleure

adéquation entre les moyens (postes, compétences) et les objectifs. Malgré les efforts de rationalisation et d'optimisation des ressources actuelles, l'émergence de nouveaux métiers, la complexification de certaines activités et l'évolution de modes de gestion dans certains secteurs nécessitent la création d'emplois supplémentaires.
Afin de tenir compte des besoins nécessaires au bon fonctionnement des services, il est proposé de créer et de définir les postes suivants. Ils pourront être pourvus par le biais de mouvements internes ou de recrutements externes.
Dans l'hypothèse où l'un des postes ne serait pas pourvu par un fonctionnaire titulaire ou stagiaire, le recrutement d'un contractuel est autorisé sur les articles L332-14, L332-8 et L332-10 du code général de la fonction publique. La rémunération de chacun des emplois sera plafonnée par référence au dernier échelon et au régime indemnitaire afférent au grade précisé dans chaque définition de poste.

- Un technicien Immeuble Menaçant Ruine à la Direction Logistique et Risques. Description du poste : Réalise les constats techniques des désordres sur le gros œuvre des immeubles appartenant au domaine privé. Pilote et coordonne les acteurs opérationnels. Cadre d'emploi : Technicien.
- Un chef de projet technique à la Direction Travaux Bâtiments Communaux. Description du poste : Assure le suivi technique des bâtiments sous contrat DSP et notamment : Le Grand Théâtre de Provence, L'ARENA du Pays d'Aix, le 6MIC, le Pasino, le Centre Chorégraphique National.

Cadre d'emploi : Technicien.

- Quatre agents de police municipale à la Direction Prévention et Sécurisation. Description du poste : Contribue au maintien de l'ordre, de la sécurité et la salubrité publiques. Contrôle l'application des règles de police et exécute les directives données par le Maire dans le cadre de ses pouvoirs de police.

Cadre d'emploi : Agents de police municipale

- Un technicien de fouille à la Direction Archéologie et Museum.

Description du poste : Assure la logistique générale de la Direction et le suivi technique des opérations de terrain. Assure et accompagne techniquement le rangement des collections archéologiques.
Cadre d'emploi : Technicien ou Assistant de conservation du patrimoine.

- Un archéologue à la Direction Archéologie et Museum.

Description du poste : Contribue à l'étude et à la mise en valeur des vestiges issus des sites archéologiques conformément à la loi, la réglementation et à la politique de la collectivité.
Cadre d'emploi : Assistant de conservation du patrimoine ou Attaché de conservation.

- Un responsable de fouille à la Direction Archéologie et Museum.

  Description du poste : Dirige et exécute les opérations d'archéologie préventive. Effectue des travaux de documentation et de recherche scientifique. Assure la diffusion scientifique de ces résultats.

Cadre d'emploi : Attaché de conservation ou Assistant de conservation du patrimoine.

- Un enseignant de chant au Conservatoire Darius Milhaud pour un temps non complet de 0,312.

Description du poste : A partir d'une expertise artistique et pédagogique, enseigne dans sa spécialité, en développant la curiosité et en transmettant les répertoires les plus larges possibles.
Cadre d'emploi : Assistant d'enseignement artistique ou Professeur d'enseignement artistique.

- Un enseignant de musique au Conservatoire Darius Milhaud pour un temps non complet de 0,187.

  Description du poste : A partir d'une expertise artistique et pédagogique, enseigne dans sa spécialité, en développant la curiosité et en transmettant les répertoires les plus larges possibles.

Cadre d'emploi : Assistant d'enseignement artistique ou Professeur d'enseignement artistique.

- Un surveillant de travaux à la Direction Travaux Voirie.

  Description du poste : Assure l'organisation, le suivi et la vérification jusqu'à la réception, de travaux neufs ou d'entretien, effectués par les services municipaux ou via des prestataires extérieurs, en respectant les normes (techniques, sécurité, budgétaires…).

Cadre d'emploi : Adjoint technique ou Agent de maîtrise ou Technicien.

- Deux agents d'accueil et de surveillance au Musée Granet.

Description du poste : Accueille, oriente et renseigne les usagers tout en veillant à la sécurité des locaux, des biens et des personnes sur un site donné.

Cadre d'emploi : Adjoint technique ou Adjoint du patrimoine.

Afin de tenir compte de ces besoins, la création des emplois budgétaires qui découlent de ces recrutements interviendront au tableau des effectifs et des emplois.

2.Ajustements des emplois au tableau des effectifs et des emplois

Afin de tenir compte des besoins nécessaires au fonctionnement des services, il convient de procéder à des ajustements au tableau des effectifs et des emplois.

2.1 Ajustements liés aux postes à pourvoir

Ces postes ouverts au plan de recrutement pourront être pourvus par le biais de mouvements internes ou de recrutements externes.

Dans l'hypothèse où l'un des postes ne serait pas pourvu par un fonctionnaire titulaire ou stagiaire, le recrutement d'un contractuel est autorisé par les articles L332-14, L332-8 et L332-10 du code général de la fonction publique. La rémunération de chacun des emplois sera plafonnée par référence au dernier échelon et au régime indemnitaire afférent au grade précisé dans chaque définition de poste.

- Un référent publics et collections à la Direction Lecture Publique, Patrimoine Ecrit et Archives.

Description du poste : Met en œuvre la politique documentaire et la politique d'offre culturelle, accueille les publics.

Cadre d'emploi : Assistant de conservation du patrimoine et des bibliothèques.

- Un employé spécialisé bibliothèque à la Direction Lecture Publique, Patrimoine Ecrit et Archives.

Description du poste : Accueille et oriente le public et participe à la mise en valeur et à l'entretien des collections. Promeut les services et équipements du réseau des bibliothèques. Cadre d'emploi : Adjoint du patrimoine.

- Un agent animalier à la Direction Réglementation Citoyenne et Cause Animale. Description du poste : Dispense les soins nécessaires au bien-être des animaux et participe à la propreté des lieux. Accueille et renseigne le public.

Cadre d'emploi : Adjoint technique.

Afin de permettre l'ensemble des remplacements prévus à ce jour au plan de recrutement 2025, et de garantir la disponibilité du grade des agents déjà présents dans nos effectifs, il convient d'ajuster le volume et la nature des grades vacants au tableau des effectifs et des emplois comme suit :

9 créations :

- 2 grades de technicien principal de 2ème classe
- 4 grades d'adjoint technique principal
- 1 grade d'attaché de conservation principal
- 1 grade d'assistant de conservation principal
- 1 grade d'assistant de conservation principal 2ème classe 9 suppressions :
- 2 grades de technicien principal
- 4 grades d'adjoint technique principal de 1ère classe
- 3 grades d'adjoint du patrimoine principal

2.2 Ajustements liés aux évolutions de carrière

Afin de tenir compte des évolutions de carrières des agents liées à des changements de statut, de filière, des réussites à concours, des réintégrations ou intégrations de personnel, et dans l'hypothèse où l'un des postes ne serait pas pourvu par un fonctionnaire titulaire ou stagiaire, il convient d'autoriser le recrutement d'un contractuel sur les articles L332-14, L332-8 et L332-10 du code général de la fonction publique, sur les postes suivants. La rémunération de chacun des emplois est plafonnée par référence au dernier échelon et au régime indemnitaire afférent au grade précisé dans chaque définition de poste.

- Un chargé de dossiers techniques à la Direction Maintenance et Energie.

Description du poste : Réalise le suivi complet de dossiers techniques en veillant au respect de

l'application de la réglementation en vigueur.
Cadre d'emploi : Technicien.

- Un employé administratif à la Direction Education, Enfance et Petite Enfance. Description du poste : Inscrire les enfants dans les écoles et les restaurants scolaires de la ville par secteur.

Cadre d'emploi : Adjoint administratif.

- Un animateur de dispositifs à la Direction Sports.

Description du poste : Participe à l'organisation et à la mise en œuvre d'actions d'animation et d'activités sportives auprès de différents publics dans un environnement sécurisé.
Cadre d'emploi : Adjoint animation ou Adjoint administratif.

- Un chargé de communication à la Direction Ressources Infrastructures et Déplacements.

Description du poste : Réalise le suivi complet des actions et outils de communication pour promouvoir et valoriser les services et équipements municipaux.
Cadre d'emploi : Rédacteur ou Technicien.

- Un agent polyvalent des espaces verts à la Direction Espaces Verts, Paysages et Biodiversité.

Description du poste : Réalise et effectue l'entretien des espaces verts et naturels dans le respect de la qualité écologique et paysagère des sites de la collectivité.
Cadre d'emploi : Adjoint technique.

- Quatre agents de propreté polyvalents à la Direction Propreté.

Description du poste : Contribue par des actions de nettoyage à l'amélioration et au maintien du cadre de vie de la collectivité.
Cadre d'emploi : Adjoint technique.
Ainsi, il convient d'ajuster le volume et la nature des grades vacants au tableau des effectifs et des emplois comme suit :
4 créations :

- 4 grades d'adjoint technique principal 4 suppressions :
- 4 grades d'adjoint technique principal de 2ème classe

3. Recours à du personnel non permanent

3.1 Recours à du personnel contractuel en accroissement temporaire d'activité

Conformément à l'article L 332-23 alinéa 1 du code général de la fonction publique, les Collectivités sont autorisées à recruter des agents contractuels pour exercer les fonctions correspondant à un accroissement temporaire d'activité afin d'assurer des tâches occasionnelles de courte durée telles que missions spécifiques, surcroît d'activité ou renfort des équipes les emplois afférents devant être créés par l'organe délibérant.
La durée de ces contrats est limitée à 12 mois compte tenu le cas échéant du renouvellement de contrat, sur une période de référence de 18 mois consécutifs.
Un objectif de maîtrise des emplois étant recherché, les chiffres indiqués représentent un plafond d'emplois qui peuvent être mobilisés sur la base d'une analyse précise des besoins réels des services. Cette enveloppe sera définie annuellement.
Ainsi, pour l'année 2025 les besoins exprimés seraient de :

DGAS Culture Patrimoine Musées et Attractivité :		
Renfort du personnel afin d'assurer l'ouverture des équipements culturels le Week-end		
Direction	Emplois	Niveau de rémunération
Direction du Musée Granet	20 emplois d'agent d'accueil et de surveillance à temps non complet pour une enveloppe globale annuelle de 6720 heures	Cadre d'emploi d'adjoint territorial du patrimoine ou adjoint technique, catégorie C

Direction Musées d'Arts et d'Histoire	3 emplois d'agent de surveillance et d'accueil à temps non complet	Cadre d'emploi d'adjoint territorial du patrimoine ou adjoint technique, catégorie C
Direction de la lecture publique, du Patrimoine Ecrit et des archives	1 emploi d'employé de bibliothèques à temps non complet	Cadre d'emploi d'adjoint territorial du patrimoine, catégorie C
Renfort du personnel permanent afin d'assurer l'ouverture des équipements culturels		
Direction	Emplois	Niveau de rémunération
Direction du Musée Granet	10 emplois d'agent de surveillance et d'accueil à temps complet	Cadre d'emploi d'adjoint territorial du patrimoine ou adjoint technique, catégorie C
Direction Musées d'Arts et d'Histoire	4 emplois d'agent de surveillance et d'accueil à temps complet	Cadre d'emploi d'adjoint territorial du patrimoine ou adjoint technique, catégorie C
Conservatoire Darius Milhaud	1 emploi d'agent d'accueil	Cadre d'emploi d'adjoint technique, catégorie C
	4 emplois d'enseignants de danse à temps non complet dans le cadre du dispositif « Parcours Danse »	Cadre d'emploi d'assistant d'enseignement artistique territorial, catégorie B
	4 emplois d'enseignants de musique à temps non complet de 0.187 dans le cadre du dispositif « L'Orchestre à l'école »	Cadre d'emploi d'assistant d'enseignement artistique territorial, catégorie B
Renfort dans le cadre de Cézanne 2025		
Direction Culture / Manufacture	2 emplois de médiateur culturel	Cadre d'emploi d'Assistant de conservation du patrimoine et des bibliothèques, catégorie B ou Cadre d'emploi d'Adjoint du patrimoine, catégorie C
	3 emplois d'agent d'accueil et de surveillance	Cadre d'emploi d'Adjoint technique ou d'Adjoint du patrimoine, catégorie C

DGAS Bâtiments, Gestion des Risques et Archéologie:
Accroissement temporaire d'activité lié à des chantiers de fouilles en archéologie préventive

Direction	Emplois	Niveau de rémunération
Direction Archéologie et Museum	14 emplois de technicien de fouilles	Cadre d'emploi de Technicien ou d'Assistant de conservation du patrimoine, catégorie B

DGAS Urbanisme, Infrastructures et Déplacements:		
Renfort administratif suite au départ du responsable administratif		
Direction	Emploi	Niveau de rémunération
Direction Propreté	1 emploi d'employé administratif	Cadre d'emploi d'Adjoint administratif, catégorie C

Direction Générale des Services :		
Accroissement temporaire d'activité lié à l'actualité évènementielle de la Ville (Exposition Cézanne 2025, l'aménagement du Faubourg, etc.)		
Département	Emploi	Niveau de rémunération
Département Communication et Evènementiel	1 emploi de graphiste à temps complet	Cadre d'emploi de rédacteur, catégorie B
Département Communication et Evènementiel	1 emploi de photographe à temps complet	Cadre d'emploi d'adjoint technique, catégorie C
Département Communication et Evènementiel	2 emplois de gestionnaire évènementiel à temps complet	Cadre d'emploi d'adjoint technique ou agent de maîtrise ou technicien ou adjoint administratif ou rédacteur, catégorie C ou B

Au vu des besoins susvisés, Madame le Maire sera chargée de la constatation des besoins concernés ainsi que de la détermination des niveaux de recrutement et de rémunération des candidats selon la nature des fonctions et de leur profil. La rémunération sera limitée à l'indice terminal du grade de référence.

1.1 Contrat de projet dans le cadre de l'inclusion numérique

Il a été délibéré au Conseil Municipal du 05/04/2024 l'autorisation de recruter deux conseillers numériques en contrat de projet à la Ville, à la Direction Lecture Publique, Patrimoine Ecrit et Archives et la Direction Relations Citoyens et Proximité.

En complément et pour information, le dispositif piloté par l'Agence Nationale de la Cohésion de Territoires (ANCT) prévoit un financement via une subvention pouvant aller jusqu'à 50000 euros sur 2 ans et la prise en charge d'un plan de formation adapté aux profils des conseillers numériques. Une convention a été signée en sens.

En conséquence, je vous demande, Mes Chers Collègues, de bien vouloir :

- **AUTORISER** les créations prévues au tableau des emplois et des effectifs budgétaires ;
- **AUTORISER** les ajustements du tableau des emplois et des effectifs liés aux

mouvements de personnels ;
- AUTORISER le recours à du personnel contractuel non permanent au regard des besoins exprimés pour l'année 2025 ;
- DIRE que l'incidence financière sera imputable au budget 2025 sur le chapitre 012 "Charge du Personnel et frais assimilés" qui présente les disponibilités nécessaires

Présents et représentés	:	55
Présents	:	45
Abstentions	:	0
Non participation	:	0
Suffrages Exprimés	:	55
Pour	:	55
Contre	:	0

Ont voté contre : NÉANT.
Se sont abstenus : NÉANT.
N'ont pas pris part au vote : NÉANT

Ont signé Sophie JOISSAINS, Maire Président de séance
OBJET : CONVENTION RELATIVE AU FINANCEMENT D'ACTIONS MENÉES PAR LA VILLE D'AIX- EN-PROVENCE À DESTINATION DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP
Étaient Présents :
Monsieur Jonathan AMIACH, Madame Laurence ANGELETTI, Madame Dominique AUGEY, Madame Béatrice BENDELE, Monsieur Fathi BENJILALI, Madame Kayané BIANCO, Madame Brigitte BILLOT, Madame Odile BONTHOUX, Monsieur Jacques BOUDON, Madame Joëlle CANUET, Monsieur Rémi CAPEAU, Monsieur Pierre-Emmanuel CASANOVA, Monsieur Eric CHEVALIER, Madame Françoise COURANJOU, Madame Agnès DAURES, Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI, Monsieur Cyril DI MEO, Monsieur Sylvain DIJON, Monsieur Laurent DILLINGER, Monsieur Gilles DONATINI, Monsieur Jean-François DUBOST, Madame Frédérique DUMICHEL, Monsieur Marc FERAUD, Monsieur Jean- Christophe GRUVEL, Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Emmanuel HENRY, Madame Elisabeth HUARD, Madame Claudie HUBERT, Madame Amandine JANER, Madame Sophie JOISSAINS, Monsieur Salah-Eddine KHOUIEL, Monsieur Philippe KLEIN, Madame Perrine MEGGIATO, Madame Sophie MEYNET DE CACQUERAY, Monsieur Alain PARRA, Madame Anne-Laurence PETEL, Madame Josy PIGNATEL, Madame Laure SCANDOLERA, Madame Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE, Monsieur Francis TAULAN, Madame Françoise TERME, Monsieur Jean-Louis VINCENT, Madame Fabienne VINCENTI, Monsieur Michael ZAZOUN, Madame Karima ZERKANI-RAYNAL.
Excusés avec pouvoir donné conformément aux dispositions de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :
Monsieur Ravi ANDRE à Madame Frédérique DUMICHEL, Monsieur Moussa BENKACI à Monsieur Fathi BENJILALI, Monsieur Pierre-Paul CALENDINI à Madame Josy PIGNATEL, Madame Aliénor COUTIAUX- LACLADERE à Madame Perrine MEGGIATO, Madame Brigitte DEVESA à Madame Fabienne VINCENTI, Madame Stéphanie FERNANDEZ à Madame Brigitte BILLOT, Madame Arlette OLLIVIER à Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Marc PENA à Madame Claudie HUBERT, Monsieur Pierre SPANO à Madame Agnès DAURES, Madame Solène TRIVIDIC à Madame Laure SCANDOLERA.
Excusés sans pouvoir :
NEANT

Secrétaire : Monsieur Rémi CAPEAU
Monsieur Eric CHEVALIER donne lecture du rapport ci-joint

01.14

RAPPORTEUR : Monsieur Eric CHEVALIER
Politique Publique : 01-GESTION DES RESSOURCES ET MOYENS
OBJET : CONVENTION RELATIVE AU FINANCEMENT D'ACTIONS MENÉES PAR LA VILLE D'AIX-EN-PROVENCE À DESTINATION DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP- Décision du Conseil

Mes Chers Collègues,
La Ville d'Aix-en-Provence est engagée depuis plusieurs années en faveur de l'intégration et du maintien dans l'emploi des personnes en situation de handicap.
Depuis 2013, elle a renforcé et formalisé son engagement par la signature de trois conventions avec le Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique (FIPHFP).
La Ville souhaite renforcer ce partenariat avec le FIPHFP au moyen d'un Projet de politique handicap pour la période 2025-2027 définissant un programme d'actions, base d'une convention triennale avec le FIPHFP.
Il convient de rappeler que la loi 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées prévoit notamment l'obligation pour les collectivités territoriales d'atteindre le taux de 6 % d'agents en situation de handicap parmi leur effectif, ou à défaut, de verser une contribution financière au FIPHFP, calculée au regard du nombre d'agents en situation de handicap manquant pour atteindre ce taux légal.
Au 31 décembre 2023, la Ville a atteint un taux de 8,17%.
La convention définit les modalités de financement du plan d'actions pluriannuel. Le montant total pluriannuel, attribué par le FIPHFP en contrepartie de la réalisation du plan d'actions pluriannuel au titre de la convention à venir, s'élève à un montant de 212 214 € pour les trois années à venir à compter du 1er janvier 2025.
Le projet de politique handicap, présenté le 16 octobre 2024 à la Formation Spécialisée en matière de Santé, Sécurité et Conditions de Travail (F3SCT), a émis un avis favorable aux différentes actions proposées par la convention à venir.
le Comité Local du FIPHFP, réuni le 12 décembre 2024, a émis un avis favorable à la demande de renouvellement de la convention, ainsi qu'à l'octroi du montant à allouer à la Ville d'Aix-en-Provence, à l'issue de la présentation du Projet de politique handicap.
En conséquence, je vous demande, Mes Chers Collègues, de bien vouloir :

-AUTORISER la signature de la convention jointe du FIPHFP 2025-2027 et le plan d'actions pluriannuel de 212 214 € sur 3 ans ;

-AUTORISER Madame le Maire, ou son représentant, à signer tout document y afférent.

Présents et représentés	:	55
Présents	:	45
Abstentions	:	0
Non participation	:	0
Suffrages Exprimés	:	55
Pour	:	55
Contre	:	0

Ont voté contre : NÉANT.
Se sont abstenus : NÉANT.
N'ont pas pris part au vote : NÉANT
Ont signé Sophie JOISSAINS, Maire Président de séance
Étaient Présents :
Monsieur Jonathan AMIACH, Madame Laurence ANGELETTI, Madame Dominique AUGEY, Madame Béatrice BENDELE, Monsieur Fathi BENJILALI, Madame Kayané BIANCO, Madame Brigitte BILLOT, Madame Odile BONTHOUX, Monsieur Jacques BOUDON, Madame Joëlle CANUET, Monsieur Rémi CAPEAU, Monsieur Pierre-Emmanuel CASANOVA, Monsieur Eric CHEVALIER, Madame Françoise COURANJOU, Madame Agnès DAURES, Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI, Monsieur Cyril DI MEO, Monsieur Sylvain DIJON, Monsieur Laurent DILLINGER, Monsieur Gilles DONATINI, Monsieur Jean-François DUBOST, Madame Frédérique DUMICHEL, Monsieur Marc FERAUD, Monsieur Jean- Christophe GRUVEL, Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Emmanuel HENRY, Madame Elisabeth HUARD, Madame Claudie HUBERT, Madame Amandine JANER, Madame Sophie JOISSAINS, Monsieur Salah-Eddine KHOUIEL, Monsieur Philippe KLEIN, Madame Perrine MEGGIATO, Madame Sophie MEYNET DE CACQUERAY, Monsieur Alain PARRA, Madame Anne-Laurence PETEL, Madame Josy PIGNATEL, Madame Laure SCANDOLERA, Madame Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE, Monsieur Francis TAULAN, Madame Françoise TERME, Monsieur Jean-Louis VINCENT, Madame Fabienne VINCENTI, Monsieur Michael ZAZOUN, Madame Karima ZERKANI-RAYNAL.
Excusés avec pouvoir donné conformément aux dispositions de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :
Monsieur Ravi ANDRE à Madame Frédérique DUMICHEL, Monsieur Moussa BENKACI à Monsieur Fathi BENJILALI, Monsieur Pierre-Paul CALENDINI à Madame Josy PIGNATEL, Madame Aliénor COUTIAUX- LACLADERE à Madame Perrine MEGGIATO, Madame Brigitte DEVESA à Madame Fabienne VINCENTI, Madame Stéphanie FERNANDEZ à Madame Brigitte BILLOT, Madame Arlette OLLIVIER à Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Marc PENA à Madame Claudie HUBERT, Monsieur Pierre SPANO à Madame Agnès DAURES, Madame Solène TRIVIDIC à Madame Laure SCANDOLERA.
Excusés sans pouvoir :
NEANT
Secrétaire : Monsieur Rémi CAPEAU
Monsieur Eric CHEVALIER donne lecture du rapport ci-joint.

01.15

RAPPORTEUR : Monsieur Eric CHEVALIER
Politique Publique : 01-GESTION DES RESSOURCES ET MOYENS
OBJET : SUBVENTION A LA CAISSE D'ENTRAIDE DU PERSONNEL MUNICIPAL- Décision du Conseil

Mes Chers Collègues,
La Caisse d'Entraide du Personnel Municipal est, comme vous le savez, une Association régie par les dispositions de la loi du 1er juillet 1901 ayant pour but de mettre en œuvre des activités en faveur des agents adhérents de la Ville, dans le domaine de l'Action Sociale, de la Culture, et des loisirs.
Selon l'article IV.3 de la convention signée en application de la délibération n° DL.2022-384 du Conseil Municipal du 13 décembre 2022 entre la Ville et la Caisse d'Entraide pour une période de 3 ans de 2023 à 2025, la Ville verse une subvention pour la participation à la mise en œuvre des prestations d'action sociale allouées à ses adhérents.
Cette subvention est composée d'un montant forfaitaire fixé à 623 000 € et d'un complément de

subvention fixé au second semestre conformément aux dispositions de la convention.
Pour 2024, le montant de ce complément de subvention s'élevait à 239 000 € portant la subvention totale à 862 000€.
Les modalités de versement prévues à la convention sont les suivantes :

- au premier semestre (au plus tard le 15 avril), un premier versement de 70% du montant total de la subvention, calculé sur la base de la subvention de l'année précédente ;
- au second semestre (au plus tard le 15 septembre), un second versement et solde du montant total annuel à intervenir.

Ces modalités de versement se sont révélées complexes et on fait l'objet d'une demande de clarification par le Trésor public en septembre 2024. De plus, la date limite du second versement au 15 septembre, ne correspond pas au calendrier de réalisation des opérations de contrôle comptable et d'évaluation nécessaire. A des fins de simplification, il est donc proposé d'établir de nouvelles modalités de versement de la subvention comme suit :

- au premier semestre et au plus tard le 15 avril, un premier versement de 623 000 € correspondant à la part forfaitaire de la subvention ;
- au second semestre, un second versement et solde du montant total annuel à intervenir.

Cette nouvelle modalité de versement fait l'objet de l'avenant en annexe.
Sur cette base, la Ville peut d'ores et déjà attribuer la première partie de la subvention, à savoir 623 000 €. Une seconde délibération interviendra au second semestre 2025 pour fixer le montant global définitif de la subvention et le versement du solde.
En conséquence, je vous demande, Mes Chers Collègues, de bien vouloir :

- **ADOPTER** les modalités de l'avenant à la convention 2023-2025 ci-annexé ;
- **AUTORISER** Madame le Maire ou son représentant à signer l'avenant avec la Caisse d'Entraide du Personnel Municipal ;
- **ATTRIBUER** pour exécution de la Convention pluriannuelle d'objectifs entre la Commune d'Aix-en-Provence et la Caisse d'Entraide du Personnel Municipal 2023 à 2025, 623 000 € correspondant à la première partie de la subvention 2025 relative à la mise en œuvre des prestations sociales allouées à ses adhérents qui est inscrite au BP 2025 sur les lignes 92020 - 6574 - 1732 "aide sociale - frais commun".

Présents et représentés	:	55
Présents	:	45
Abstentions	:	0
Non participation	:	0
Suffrages Exprimés	:	55
Pour	:	55
Contre	:	0

Ont voté contre : NÉANT.
Se sont abstenus : NÉANT.
N'ont pas pris part au vote : NÉANT
Ont signé Sophie JOISSAINS, Maire Président de séance
OBJET : ACCORD-CADRE MONO ATTRIBUTAIRE DE TRAVAUX D'ENTRETIEN, D'AMÉNAGEMENT ET DE RÉPARATIONS DE VOIRIE SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE D'AIX-EN-PROVENCE (3 LOTS) - AUTORISATION DE SIGNATURE DES ACCORDS-CADRES.
Étaient Présents :
Monsieur Jonathan AMIACH, Madame Dominique AUGEY, Madame Béatrice BENDELE, Monsieur Fathi BENJILALI, Madame Kayané BIANCO, Madame Brigitte BILLOT, Madame Odile

BONTHOUX, Monsieur Jacques BOUDON, Madame Joëlle CANUET, Monsieur Rémi CAPEAU, Monsieur Pierre-Emmanuel CASANOVA, Monsieur Eric CHEVALIER, Madame Françoise COURANJOU, Madame Agnès DAURES, Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI, Monsieur Cyril DI MEO, Monsieur Sylvain DIJON, Monsieur Laurent DILLINGER, Monsieur Gilles DONATINI, Monsieur Jean-François DUBOST, Madame Frédérique DUMICHEL, Monsieur Marc FERAUD, Monsieur Jean-Christophe GRUVEL, Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Emmanuel HENRY, Madame Elisabeth HUARD, Madame Claudie HUBERT, Madame Amandine JANER, Madame Sophie JOISSAINS, Monsieur Salah-Eddine KHOUIEL, Monsieur Philippe KLEIN, Madame Perrine MEGGIATO, Madame Sophie MEYNET DE CACQUERAY, Monsieur Alain PARRA, Madame Anne-Laurence PETEL, Madame Josy PIGNATEL, Madame Laure SCANDOLERA, Madame Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE, Monsieur Francis TAULAN, Madame Françoise TERME, Monsieur Jean-Louis VINCENT, Madame Fabienne VINCENTI, Monsieur Michael ZAZOUN, Madame Karima ZERKANI-RAYNAL.

Excusés avec pouvoir donné conformément aux dispositions de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Monsieur Ravi ANDRE à Madame Frédérique DUMICHEL, Madame Laurence ANGELETTI à Monsieur Philippe KLEIN, Monsieur Moussa BENKACI à Monsieur Fathi BENJILALI, Monsieur Pierre-Paul CALENDINI à Madame Josy PIGNATEL, Madame Aliénor COUTIAUX-LACLADERE à Madame Perrine MEGGIATO, Madame Brigitte DEVESA à Madame Fabienne VINCENTI, Madame Stéphanie FERNANDEZ à Madame Brigitte BILLOT, Madame Arlette OLLIVIER à Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Marc PENA à Madame Claudie HUBERT, Monsieur Pierre SPANO à Madame Agnès DAURES, Madame Solène TRIVIDIC à Madame Laure SCANDOLERA.

Excusés sans pouvoir :

NEANT

Secrétaire : Monsieur Rémi CAPEAU

Monsieur Jean-Louis VINCENT donne lecture du rapport ci-joint.

MME LE MAIRE - On poursuit, Éric.

M. CHEVALIER - Oui, Madame le Maire, Cher Collègue. Donc 01.13, ça concerne une délibération habituelle dans une collectivité qui vit, et il faut faire des ajustements, des modifications au tableau des effectifs et des emplois, ainsi que la présentation des recrutements contractuels.

La 01.14, il s'agit d'une convention d'accompagnement des personnes en situation de handicap, c'est un renouvellement avec une période 2005-2027 sur lequel est adossé un programme d'action qui est sur la dernière page.

La 01.15, c'est la subvention habituelle dans la caisse d'entraide du personnel municipal, donc pour un montant de 623 000 €.

MME LE MAIRE : Alain PARRA.

M. PARRA – Oui, Madame le Maire, je voudrais juste intervenir. C'est une boutade, c'est un brun d'humour. Dans les créations de postes, on a la création d'un attaché de conversation principale. Donc je voulais savoir si on était revenu à l'Anastasie ? *[Rires].* Je voudrais savoir quel est le contenu, quelle est la fiche de cette personne ?

MME LE MAIRE – Je crois que tout le monde a compris le… On va voter.

01.13

Contre : 0

Abstention : 0

Ont voté contre : Néant
Se sont abstenus : Néant

01.14
Contre : 0
Abstention : 0

Ont voté contre : Néant
Se sont abstenus : Néant

01.15 :
Contre : 0
Abstention : 0

Ont voté contre : Néant
Se sont abstenus : Néant

01.16

RAPPORTEUR : Monsieur Jean-Louis VINCENT
Politique Publique : 01-GESTION DES RESSOURCES ET MOYENS
OBJET : ACCORD-CADRE MONO ATTRIBUTAIRE DE TRAVAUX D'ENTRETIEN, D'AMÉNAGEMENT ET DE RÉPARATIONS DE VOIRIE SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE D'AIX-EN-PROVENCE (3 LOTS) - AUTORISATION DE SIGNATURE DES ACCORDS-CADRES - Décision du Conseil

Mes Chers Collègues,
Les contrats actuels arrivés à terme le 31 décembre 2024, une consultation relative à des travaux d'entretien, d'aménagements et de réparation de voirie a été lancée en appel d'offres ouvert le 1er aout 2024 avec pour date limite de remise des offres le 30 septembre 2024 à 12h00.
En effet, la voirie, en raison de son usure, nécessite de nombreux travaux d'entretien et de réparation. Dès lors, ce contrat concerne des travaux d'entretien, de réparation de la voirie, des réseaux divers et du patrimoine voirie, comprenant les chaussées, les trottoirs, les pistes cyclables et les voies vertes notamment.
Les principaux travaux à exécuter sont les suivants : prestations et travaux divers comme les travaux préparatoires, les terrassements, les remblais, les bordures et caniveaux, le pavage et les éléments pierre, les enrobés et matériaux bitumineux, les revêtements, les regards, caniveaux et bassins, les canalisations et gaines diverses, les massifs de feux- éclairages- signalisation.

Aussi, la consultation était décomposée en 3 lots géographiques, dont chacun un accord-cadre mono-attributaire à bons de commandes, avec un montant maximum annuel : N° du lot	Désignation du lot	Montant maximum en € HT

01	CENTRE VILLE *(Quartiers administratifs Centre-ville et Sextius Mirabeau)*	5 000 000
02	ZONE D'AGGLOMERATION *(Quartiers administratifs Puyricard-Couteron, Celony, Hauts d'Aix, Pont de Béraud, St Mitre- Les Granettes-Pey Blanc, Val St André-La Torse, Facultés, Encagnane, Jas de Bouffan, Pont de l'Arc, Luynes, Les Milles, La Duranne, en zone d'agglomération de ces quartiers (Zone Péri -urbaine)*	10 000 000
03	ZONE RURALE (HORS ZONE D'AGGLOMERATION) *(Quartiers administratifs Puyricard-Couteron, Celony, Hauts d'Aix, Pont de Béraud, St Mitre- Les Granettes-Pey Blanc, Val St André-La Torse, Facultés, Encagnane, Jas de Bouffan, Pont de l'Arc, Luynes, Les Milles, La Duranne en dehors des zones d'agglomération de ces quartiers (Zones rurales))*	2 000 000

Chaque lot sera conclu pour une période initiale d'1 an à compter de sa date de notification et pourra être reconduit tacitement 3 fois 1 an, sauf décision contraire du pouvoir adjudicateur.
Pour les 3 lots, les critères de sélection des offres et leur pondération ont été fixés comme suit :

1- Prix des prestations : 60 %
2- Valeur technique : 30 %
3- Performance environnementale : 10 %

Cette consultation répond aux objectifs du schéma des achats socialement et écologiquement responsables de la Ville, adopté par le Conseil Municipal le 13 décembre 2023, d'une part, par la mise en œuvre d'une clause sociale pour les lots 1 et 2 (200 heures d'insertion par an et par lot) (axe 2 du schéma : « l'achat public au service de l'insertion professionnelle et de l'inclusion sociale ») et, d'autre part, par l'intégration de considérations environnementales dans les spécificités techniques des prestations attendues (Graves Non Traitées recyclées, Graves Non Recyclées Poreuses, décapage et reprise de la terre végétale, traitement de sol en place, traitement de chaussée à l'émulsion, enrobés drainant ou phonique, enrobé tièdes ou basses températures, enrobés ocres, pavés drainants, béton drainant, béton alvéolaire, dalles alvéolaires, revêtement de sol perméable HQE, etc.), dans les conditions d'exécution des prestations (limitation et prévention des nuisances de chantier, respect de la Charte de l'Arbre, suivi de l'élimination des déchets issus des chantiers, etc.) et par le biais d'un critère de performance environnementale (mesures de réduction de l'empreinte carbone, mesures en faveur de l'économie circulaire, mesures en faveur de la gestion intégrée des eaux pluviales et la gestion des îlots de chaleur urbaine, protection de la biodiversité, mesures de gestion des déchets, prévention contre les pollutions accidentelles), (axe 1 du schéma « l'achat public au service de la protection de l'environnement et de la santé »)

Au regard du rapport d'analyse des offres présenté en séance le 18 décembre 2024, la Commission d'Appel d'Offres a décidé d'attribuer les lots aux candidats suivants :

N° du lot	Désignation du lot	Candidats attributaires
01	CENTRE VILLE	GREGORI PROVENCE
02	ZONE D'AGGLOMERATION	Groupement SA SATR (mandataire) / SAS EUROVIA / SARL VIDAL
03	ZONE RURALE (HORS ZONE D'AGGLOMERATION)	Groupement SAS EUROVIA (mandataire) / SA SATR

En conséquence, Mes Chers Collègues, je vous demande de bien vouloir :

- **AUTORISER** Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué aux Marchés Publics à signer les accords-cadres de travaux d'aménagement d'infrastructures spécifiques et tous les documents s'y rapportant, avec les sociétés précitées, ainsi que leurs éventuels avenants.

Présents et représentés	:	55
Présents	:	44
Abstentions	:	0
Non participation	:	0
Suffrages Exprimés	:	55
Pour	:	55
Contre	:	0

Ont voté contre : NÉANT.
Se sont abstenus : NÉANT.
N'ont pas pris part au vote : NÉANT

Ont signé Sophie JOISSAINS, Maire Président de séance

OBJET : ACCORD-CADRE MONO ATTRIBUTAIRE DE TRAVAUX D'ENTRETIEN ET DE RÉPARATION D'OUVRAGES D'ART ET DE GÉNIE CIVIL POUR LA VILLE D'AIX-EN-PROVENCE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Étaient Présents :

Monsieur Jonathan AMIACH, Madame Dominique AUGEY, Madame Béatrice BENDELE, Monsieur Fathi BENJILALI, Madame Kayané BIANCO, Madame Brigitte BILLOT, Madame Odile BONTHOUX, Monsieur Jacques BOUDON, Madame Joëlle CANUET, Monsieur Rémi CAPEAU, Monsieur Pierre-Emmanuel CASANOVA, Monsieur Eric CHEVALIER, Madame Françoise COURANJOU, Madame Agnès DAURES, Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI, Monsieur Cyril DI MEO, Monsieur Sylvain DIJON, Monsieur Laurent DILLINGER, Monsieur Gilles DONATINI, Monsieur Jean-François DUBOST, Madame Frédérique DUMICHEL, Monsieur Marc FERAUD, Monsieur Jean-Christophe GRUVEL, Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Emmanuel HENRY, Madame Elisabeth HUARD, Madame Claudie HUBERT, Madame Amandine JANER, Madame Sophie JOISSAINS, Monsieur Salah-Eddine KHOUIEL, Monsieur Philippe KLEIN, Madame Perrine MEGGIATO, Madame Sophie MEYNET DE CACQUERAY, Monsieur Alain PARRA, Madame Anne-Laurence PETEL, Madame Josy PIGNATEL, Madame Laure SCANDOLERA, Madame Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE, Monsieur Francis TAULAN, Madame Françoise TERME, Monsieur Jean-Louis VINCENT, Madame Fabienne VINCENTI, Monsieur Michael ZAZOUN, Madame Karima ZERKANI-RAYNAL.

Excusés avec pouvoir donné conformément aux dispositions de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Monsieur Ravi ANDRE à Madame Frédérique DUMICHEL, Madame Laurence ANGELETTI à Monsieur Philippe KLEIN, Monsieur Moussa BENKACI à Monsieur Fathi BENJILALI, Monsieur Pierre-Paul CALENDINI à Madame Josy PIGNATEL, Madame Aliénor COUTIAUX-LACLADERE à Madame Perrine MEGGIATO, Madame Brigitte DEVESA à Madame Fabienne VINCENTI, Madame Stéphanie FERNANDEZ à Madame Brigitte BILLOT, Madame Arlette OLLIVIER à Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Marc PENA à Madame Claudie HUBERT, Monsieur Pierre SPANO à Madame Agnès DAURES, Madame Solène TRIVIDIC à Madame Laure SCANDOLERA.

Excusés sans pouvoir :

NEANT

Secrétaire : Monsieur Rémi CAPEAU

Monsieur Jean-Louis VINCENT donne lecture du rapport ci-joint.

01.17

RAPPORTEUR : Monsieur Jean-Louis VINCENT

politique Publique : 01-GESTION DES RESSOURCES ET MOYENS

OBJET : ACCORD-CADRE MONO ATTRIBUTAIRE DE TRAVAUX D'ENTRETIEN ET DE RÉPARATION D'OUVRAGES D'ART ET DE GÉNIE CIVIL POUR LA VILLE D'AIX-EN-PROVENCE - AUTORISATION DE SIGNATURE- Décision du Conseil

Mes Chers Collègues,

Les contrats actuels arrivant à terme le 20 janvier 2025, une consultation relative à des travaux d'entretien et de réparation d'ouvrages d'art et de génie civil a été lancée en procédure adaptée ouverte le 29 août 2024 avec une date limite de remise des offres fixées le 4 octobre 2024 à 12h00.

Ces travaux intéressent tous les ouvrages de génie civil et d'art implantés sur la commune. Ils consistent en l'exécution de l'entretien courant et de réparations de ces dits ouvrages.

Aussi, la consultation a été décomposée en 2 lots, dont chacun constitue un accord-cadre mono-attributaire à bons de commandes, avec des montants minimums et maximums annuels

:Lot	Désignation	Montant minimum en euros HT	Montant maximum en euros HT
1	Travaux d'entretien d'ouvrages d'Art et de génie civil	80 000	300 000
2	Travaux de réparation d'ouvrages d'Art et de génie civil	200 000	700 000

Chaque lot sera conclu pour une période initiale d'un an à compter de la date de notification et pourra être reconduit tacitement 3 fois 1 an, sauf décision contraire du pouvoir adjudicateur.

Pour les 2 lots, les critères de sélection des offres et leur pondération ont été fixés comme suit :

1. Prix des prestations : 50%
2. Valeur technique : 40%
3. Performance environnementale : 10%

Cette consultation répond aux objectifs du schéma des achats socialement et écologiquement responsables de la Ville, adopté par le Conseil Municipal le 13 décembre 2023, par l'intégration de considérations environnementales dans les conditions d'exécution de l'accord-cadre (prise en compte des prescriptions établies dans le schéma d'organisation et de suivi de l'élimination des déchets de chantier (SOSED)) mais aussi au regard d'un critère de performance environnementale (protection des lieux et des cours d'eau, mesures contre les pollutions accidentelles, moyens pour lutter contre les nuisances diverses dans le cadre de l'exécution des chantiers (bruit, nuisances olfactives et visuelles, poussières, etc.)) (axe 1 du schéma « l'achat public au service de la protection de

l'environnement et de la santé »).
Au regard du rapport d'analyse des offres, le représentant du pouvoir adjudicateur a décidé, sur avis de la Commission des Procédures Adaptées réunie en séance le 22 janvier 2025, d'attribuer les lots aux sociétés suivantes :

Lot	Désignation du lot	Sociétés attributaires
1	Travaux d'entretien d'ouvrages d'Art et de génie civil	RAZEL BEC
2	Travaux de réparation d'ouvrages d'art et de génie civil	GTM SUD

En conséquence, Mes Chers Collègues, je vous demande de bien vouloir :

- **AUTORISER** Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué aux Marchés Publics à signer les accords-cadres de travaux d'entretien et de réparation d'ouvrages d'art et de génie civil et tous les documents s'y rapportant, avec les sociétés précitées, ainsi que leurs éventuels avenants.

Présents et représentés	:	55
Présents	:	44
Abstentions	:	0
Non participation	:	0
Suffrages Exprimés	:	55
Pour	:	55
Contre	:	0

Ont voté contre : NÉANT.
Se sont abstenus : NÉANT.
N'ont pas pris part au vote : NÉANT

Ont signé Sophie JOISSAINS, Maire Président de séance
OBJET : MAINTENANCE ET ASSISTANCE DES PRODUITS DES ÉDITEURS OPENTEX ET SUSE POUR LA GESTION DES POSTES DE TRAVAIL ET DES SERVEURS (AUTORISATION DE SIGNATURE)
Étaient Présents :
Monsieur Jonathan AMIACH, Madame Dominique AUGEY, Madame Béatrice BENDELE, Monsieur Fathi BENJILALI, Madame Kayané BIANCO, Madame Brigitte BILLOT, Madame Odile BONTHOUX, Monsieur Jacques BOUDON, Madame Joëlle CANUET, Monsieur Rémi CAPEAU, Monsieur Pierre-Emmanuel CASANOVA, Monsieur Eric CHEVALIER, Madame Françoise COURANJOU, Madame Agnès DAURES, Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI, Monsieur Cyril DI MEO, Monsieur Sylvain DIJON, Monsieur Laurent DILLINGER, Monsieur Gilles DONATINI, Monsieur Jean-François DUBOST, Madame Frédérique DUMICHEL, Monsieur Marc FERAUD, Monsieur Jean-Christophe GRUVEL, Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Emmanuel HENRY, Madame Elisabeth HUARD, Madame Claudie HUBERT, Madame Amandine JANER, Madame Sophie JOISSAINS, Monsieur Salah-Eddine KHOUIEL, Monsieur Philippe KLEIN, Madame Perrine MEGGIATO, Madame Sophie MEYNET DE CACQUERAY, Monsieur Alain PARRA, Madame Anne-Laurence PETEL, Madame Josy PIGNATEL, Madame Laure SCANDOLERA, Madame Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE, Monsieur Francis TAULAN, Madame Françoise TERME, Monsieur Jean-Louis VINCENT, Madame Fabienne VINCENTI, Monsieur Michael ZAZOUN, Madame Karima ZERKANI-RAYNAL.

Excusés avec pouvoir donné conformément aux dispositions de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :
Monsieur Ravi ANDRE à Madame Frédérique DUMICHEL, Madame Laurence ANGELETTI à Monsieur Philippe KLEIN, Monsieur Moussa BENKACI à Monsieur Fathi BENJILALI, Monsieur Pierre-Paul CALENDINI à Madame Josy PIGNATEL, Madame Aliénor COUTIAUX-LACLADERE à Madame Perrine MEGGIATO, Madame Brigitte DEVESA à Madame Fabienne VINCENTI, Madame Stéphanie FERNANDEZ à Madame Brigitte BILLOT, Madame Arlette OLLIVIER à Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Marc PENA à Madame Claudie HUBERT, Monsieur Pierre SPANO à Madame Agnès DAURES, Madame Solène TRIVIDIC à Madame Laure SCANDOLERA.
Excusés sans pouvoir :
NEANT
Secrétaire : Monsieur Rémi CAPEAU
Monsieur Jean-Louis VINCENT donne lecture du rapport ci-joint.

01.18

RAPPORTEUR : Monsieur Jean-Louis VINCENT
Politique Publique : 01-GESTION DES RESSOURCES ET MOYENS
OBJET : MAINTENANCE ET ASSISTANCE DES PRODUITS DES ÉDITEURS OPENTEX ET SUSE POUR LA GESTION DES POSTES DE TRAVAIL ET DES SERVEURS (AUTORISATION DE SIGNATURE) - Décision du Conseil

Mes Chers Collègues,
Le contrat actuel arrivant à terme le 1er avril 2025, une consultation relative à la maintenance et assistance des produits des éditeurs OPENTEXT et SUSE pour la gestion des postes de travail et des serveurs a été lancée en appel d'offres ouvert le 23 octobre 2024 avec une date limite de remise des offres fixée le 25 novembre 2024 à 12h00.
Le marché a pour objet des prestations de services visant à assurer la maintenance et l'assistance technique des produits de gestion et sécurisation des identités, des postes de travail et des serveurs installés à la ville d'Aix en Provence.
Les produits concernés sont les suivants :

- La messagerie Groupwise,
- Les outils GWAVA pour l'archivage et la restauration de la messagerie,
- Le gestionnaire d'impression Opentext Iprint,
- Le logiciel collaboratif Filr,
- La messagerie instantanée Groupwise Messenger,
- La suite Zenworks pour la gestion des postes de travail (déploiement d'application, prise de main à distance, administration des postes),La gestion des accès extranet,
- La gestion des identités,
- Les produits de sécurité Identity Manager et Access Manager,
- La messagerie pour téléphones portables,
- L'outil SecureAnyBox pour la protection des postes de travail et des comptes,
- La suite BlackBerry Spark pour la gestion et la sécurisation des terminaux mobiles,
- La plateforme Suse Linux Enterprise Server,
- L'outil SEP Sesam pour la sauvegarde et la restauration des serveurs physiques et virtuels.

Le système d'information de la Ville repose sur une architecture de type centralisée. La quasi- totalité des ressources sont hébergées dans un Datacenter situé dans les locaux du Département Numérique et

des Systèmes d'Information et d'Innovation.
L'ensemble des prestations du marché sont liées à des produits des éditeurs OpenText et SUSE.
Le marché est conclu à compter de sa date de notification, renouvelable 3 fois 1 an, soit pour une durée maximale de 4 ans.
Les prestations attendues sont réparties en deux blocs :
-une partie exécutée à prix global et forfaitaire relative à la maintenance annuelle des différentes ressources nécessaires au bon fonctionnement de la Ville, ainsi que le forfait annuel pour les prestations d'accompagnement ;
-une partie exécutée à bons de commande avec un montant maximum annuel de 70 000 € HT relative à l'achat de licences supplémentaires.
Lors de la consultation, les critères de sélection des offres et leur pondération ont été fixés comme suit :

1. Prix des prestations : 60%
2. Valeur technique : 40%

Au regard du rapport d'analyse des offres présenté en séance le 22 janvier 2025, la Commission d'Appel d'Offres a décidé d'attribuer le marché à la société ZENOPS pour :
-un montant global et forfaitaire annuel de 519 768,50 € HT (623 722,20 € TTC) au titre des années 2025, 2026 et 2028 ;
-un montant global et forfaitaire de 544 974 € HT (653 968,80 € TTC) au titre de l'année 2027 ;
-et, pour la partie à bons de commande, un montant maximum annuel de 70 000 € HT.En conséquence, Mes Chers Collègues, je vous demande de bien vouloir :

- **AUTORISER** Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué aux Marchés Publics à signer le marché de maintenance et assistance des produits des éditeurs OPENTEXT et SUSE pour la gestion des postes de travail et des serveurs et tous les documents s'y rapportant, avec la société précitée, ainsi que ses éventuels avenants.

Présents et représentés	:	55
Présents	:	44
Abstentions	:	0
Non participation	:	0
Suffrages Exprimés	:	55
Pour	:	55
Contre	:	0

Ont voté contre : NÉANT.
Se sont abstenus : NÉANT.
N'ont pas pris part au vote : NÉANT

Ont signé Sophie JOISSAINS, Maire Président de séance
OBJET : AVENANT N°3 PORTANT INTÉGRATION D'UNE NOUVELLE ACTIVITÉ A VOCATION ARTISTIQUE ET/OU CULTURELLE EN COMPLÉMENT DE LA PRESSE POUR LE KIOSQUE DE LA PLACE BELLEGARDE
Étaient Présents :
Monsieur Jonathan AMIACH, Madame Dominique AUGEY, Madame Béatrice BENDELE, Monsieur Fathi BENJILALI, Madame Kayané BIANCO, Madame Brigitte BILLOT, Madame Odile BONTHOUX, Monsieur Jacques BOUDON, Madame Joëlle CANUET, Monsieur Rémi CAPEAU, Monsieur Pierre-Emmanuel CASANOVA, Monsieur Eric CHEVALIER, Madame Françoise COURANJOU, Madame Agnès DAURES, Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI, Monsieur Cyril DI MEO, Monsieur Sylvain DIJON, Monsieur Laurent DILLINGER, Monsieur Gilles DONATINI, Monsieur Jean-François DUBOST, Madame Frédérique DUMICHEL, Monsieur Marc

FERAUD, Monsieur Jean-Christophe GRUVEL, Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Emmanuel HENRY, Madame Elisabeth HUARD, Madame Claudie HUBERT, Madame Amandine JANER, Madame Sophie JOISSAINS, Monsieur Salah-Eddine KHOUIEL, Monsieur Philippe KLEIN, Madame Perrine MEGGIATO, Madame Sophie MEYNET DE CACQUERAY, Monsieur Alain PARRA, Madame Anne-Laurence PETEL, Madame Josy PIGNATEL, Madame Laure SCANDOLERA, Madame Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE, Monsieur Francis TAULAN, Madame Françoise TERME, Monsieur Jean-Louis VINCENT, Madame Fabienne VINCENTI, Monsieur Michael ZAZOUN, Madame Karima ZERKANI-RAYNAL.

Excusés avec pouvoir donné conformément aux dispositions de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Monsieur Ravi ANDRE à Madame Frédérique DUMICHEL, Madame Laurence ANGELETTI à Monsieur Philippe KLEIN, Monsieur Moussa BENKACI à Monsieur Fathi BENJILALI, Monsieur Pierre-Paul CALENDINI à Madame Josy PIGNATEL, Madame Aliénor COUTIAUX-LACLADERE à Madame Perrine MEGGIATO, Madame Brigitte DEVESA à Madame Fabienne VINCENTI, Madame Stéphanie FERNANDEZ à Madame Brigitte BILLOT, Madame Arlette OLLIVIER à Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Marc PENA à Madame Claudie HUBERT, Monsieur Pierre SPANO à Madame Agnès DAURES, Madame Solène TRIVIDIC à Madame Laure SCANDOLERA.

Excusés sans pouvoir :

NEANT

Secrétaire : Monsieur Rémi CAPEAU, Monsieur Michael ZAZOUN donne lecture du rapport ci-joint.

MME LE MAIRE - Jean-Louis pour la 01.16.

M. VINCENT - Oui Madame le Maire. Donc les 3 questions suivantes, c'est un accord demandé au Conseil Municipal pour la signature de marchés qui sont passés en Commission d'Appels d'offres.

Le premier, c'est un accord-cadre mono attributaire de travaux d'entretien, d'aménagement et de réparations de la voirie.
Le second, c'est un accord-cadre mono attributaire de travaux d'entretien et de réparations d'ouvrages d'art et de génie civil.
Et le troisième, c'est un marché de maintenance et d'assistance des produits des éditeurs Opentext et Suse pour la gestion des postes de travail et des serveurs.

MME LE MAIRE - Une question ? Alain PARRA.

M. PARRA - Alors Madame le Maire. Nous ne remettons pas en cause les décisions et les choix préconisés par la Commission des marchés. Mais je profite effectivement, parce que dans ces délibérations, on parle du système d'information. Si vous me permettez 2 minutes, je voudrais juste intervenir là-dessus. Dans ces délibérations, comme je le dis, on évoque le système d'information de la ville et j'ai une question sur l'architecture centralisée du SII. Avant toute chose, je tiens à préciser que je ne remets absolument pas en cause le sérieux et le professionnalisme de la DNS 2I. Toutefois, Madame le Maire, je souhaite attirer votre attention sur le fait que la délibération mentionne le lieu du data center de la ville. J'ai passé une grande partie de ma vie dans le monde informatique et je sais que la proximité d'un data center proche de ces utilisateurs peut comporter certains risques en termes de sécurité. Aujourd'hui, les solutions comme le cloud permettent justement de limiter ces vulnérabilités en décentralisant les infrastructures et en renforçant la robustesse des données. D'où ma question Madame le Maire, nous souhaitons, si cela est possible, que lors d'un prochain Conseil Municipal, vous nous présentiez la stratégie de la municipalité en matière de cyberattaques. Quelle menace avez-vous identifier ? Et quelles solutions envisagez-vous ? Je voudrais simplement, pour rappel, et j'en termine, plusieurs municipalités françaises ont été victimes de cyberattaques ces dernières années. Marseille en

2020, juste avant les élections municipales. Angers en 2021 où il y a eu un cryptage de données et une demande de rançon. La Rochelle en 2022 où il y a eu un piratage des données. Lille, Caen et bien d'autre. D'où ma question, Madame le Maire ?

MME LE MAIRE – Oui, bien sûr, bien sûr. On pourra l'inscrire au prochain Conseil.

M. PARRA –Très bien. Je vous remercie.

MME HUBERT – J'ai juste une observation à faire pour la 01.16.

MME LE MAIRE – Oui.

MME HUBERT - Oui sur les clauses sociales, c'est l'observation qui vaut aussi pour la 01.17 puisque les deux concernent des marchés publics. J'ai noté que dans cette délibération 01.16, 17 millions d'euros, la clause sociale est très limitée, puisqu'on a pour les lots 1 et 2, 200 heures d'insertion par an et par lot, ce qui fait 400 heures par an. On a une clause sociale très limitée alors que c'est travaux qui peuvent aussi concerner des gens qui n'ont pas spécialement de qualification.
La 01.17, l'observation sera identique, y a pas du tout de clause sociale alors que la Maire s'était engagée à mettre des clauses sociales dans les marchés publics, ça fait plusieurs fois que j'interviens sur ce sujet. Je me permettrais d'attirer votre attention là-dessus.

MME LE MAIRE – C'est vrai, vous avez raison. On s'était engagé à faire mettre une clause sociale dans les marchés de travaux et réparations.

M. VINCENT - Et on les a mis dans les marchés de VRD avec beaucoup plus de facilité que sur des dossiers beaucoup plus techniques, donc on les a mis sur les deux premiers marchés.

MME LE MAIRE – L'idée est de pouvoir embaucher des gens qui ne sont pas qualifié.

M. HUBERT – C'est minime, 400 heures, c'est dérisoire.

M. VINCENT – Je vais vous donner la comptabilisation des heures d'insertion effectuées en 2024 sur l'ensemble des marchés de la ville. Il y a eu 24 791 heures d'insertion sur l'ensemble des marchés de la ville.

MME HUBERT - Ça ne correspond pas à ce qu'on voit en Conseil Municipal, si vous pouviez me faire passer…

M. VINCENT - Si on prend les marchés un par un évidemment. Mais il y a des marchés d'entretien des espaces verts où il y a énormément d'insertions. Il y a des marchés aussi beaucoup plus faciles que d'autres, donc globalement, on arrive à presque 25 000 heures par an.

MME HUBERT - Si on pouvait avoir le détail de ces clauses d'insertion, ça serait très bien.

M. VINCENT - Oui on peut avoir le détail.

MME HUBERT - Merci beaucoup.

MME LE MAIRE - Bon, 24 000, c'est quand même pas mal !

MME HUBERT - Chaque Conseil Municipal, je dis la même chose, donc je ne vois jamais les clauses d'insertion. Donc c'est pour ça que j'aimerai bien avoir…

MME LE MAIRE – On peut faire un bilan aussi.

MME HUBERT – Un bilan, d'accord.

MME LE MAIRE – Madame DAURES.

MME DAURES – Oui, nous avions une question, quelles étaient les critères qui ont fait qu'on a choisi un accord-cadre mono attributaire, plutôt que multi ? C'est une question.

M. CHENAUD - En fait, ces marchés sont couplés à des accords-cadres pluri attributaires, dans lequel on sort aussi les subséquents. Et ces accords-cadres mono attributaire, c'est pour de l'entretien sur des petites commandes ponctuelles. Et donc l'idée c'est de sécuriser et de réagir sur des opérations très petites. Là en termes de VRD, c'est par exemple 300 000 €. Par contre systématiquement au-dessus de 300 000 €, on a un accord-cadre pluri attributaire avec 5 entreprises sur lesquelles on sort des subséquents systématiques. C'est la raison pour laquelle… pour être plus efficace et plus rapide. Merci.

MME LE MAIRE - Je vous propose de passer au vote.

01.16
Contre : 0
Abstention : 0

Ont voté contre : Néant
Se sont abstenus : Néant

01.17
Contre : 0
Abstention : 0

Ont voté contre : Néant
Se sont abstenus : Néant

01.18 :
Contre : 0
Abstention : 0

Ont voté contre : Néant
Se sont abstenus : Néant

01.19

RAPPORTEUR : Monsieur Michael ZAZOUN
politique Publique : 01-GESTION DES RESSOURCES ET MOYENS
OBJET : AVENANT N°3 PORTANT INTÉGRATION D'UNE NOUVELLE ACTIVITÉ A VOCATION ARTISTIQUE ET/OU CULTURELLE EN COMPLÉMENT DE LA PRESSE POUR LE KIOSQUE DE LA PLACE BELLEGARDE- Décision du Conseil

Mes Chers Collègues,
En préambule, il convient de rappeler les principales dispositions de la convention d'occupation du domaine public pour l'exploitation de 8 kiosques à journaux sur la commune.

Cette dernière a été notifiée le 21 décembre 2018 à la société « MEDIAKIOSK » suite à un appel à candidatures publié sur le site de la Ville et après négociation, conformément aux articles L.2122-1-1 et L 2122-1-3 3° du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.
La convention est conclue pour une durée de 15 ans soit jusqu'au 21 décembre 2033 moyennant le versement par la société de la redevance suivante :

- Une part fixe de 1 000 € par an et par kiosque, indexée selon l'indice de révision des loyers commerciaux.
- Une part variable correspondant à 3% du chiffre d'affaires calculé sur le chiffre d'affaires publicitaire de l'ensemble des kiosques.

Les kiosques sont exploités aux emplacements suivants : Place de l'Hôtel de Ville

1. Place des Prêcheurs
2. Place Bellegarde
3. Place des Combattants d'Afrique du Nord – 1 av Victor Hugo
4. Place Jeanne d'Arc
5. 17/19 avenue des Belges
6. Avenue Fortune Ferrini – Quartier du Pont de l'Arc
7. Angle rue d'Italie et boulevard du Roi René (emplacement modifié par avenant n° 1 approuvé par délibération n° DL 2019-575 du 16 décembre 2019 pour des raisons techniques et économiques, le kiosque initialement prévu aux Allées Provençales ne pouvait être installé).

Ensuite, la société « MEDIAKIOSK » a fait l'objet d'une fusion-absorption par sa société mère « JCDecaux France », son actionnaire majoritaire (transfert entériné par avenant n°2 approuvé par délibération n° DL 2021-517 du 26 mars 2021).
Désormais, nous soumettons à votre validation l'avenant n°3 ayant pour objet l'intégration d'une nouvelle activité à vocation artistique et/ou culturelle en complément de la presse pour le kiosque de la Place Bellegarde.
En effet, après un départ à la retraite de l'exploitant, le kiosque de ladite Place est fermé, faute de repreneur. Ainsi, la société « JCDecaux France » via son entité « Médiakiosk », a manifesté son intérêt pour exploiter le kiosque de presse de la Place Bellegarde afin d'y intégrer une nouvelle activité à vocation artistique et/ou culturelle en complément de la presse locale et ce dans le cadre de la convention d'occupation du domaine public.
Cette candidature répond à l'Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) publié sur le site de la Ville du 7 au 28 novembre 2024. L'article a été consulté 77 fois et a donné lieu à une seule candidature, celle susvisée.
Conformément aux dispositions de l'AMI, l'absence de candidature, autre que celle de la société « JCDecaux France », autorise la Ville à conclure un avenant n°3 à la convention d'occupation du domaine public portant modification de la destination du kiosque installé Place Bellegarde afin d'y permettre outre la presse locale, des activités artistiques et culturelles.
C'est une opportunité de développer un espace de rencontres unique dans la commune, centré sur l'art et la culture, qui reflète l'identité de la Ville tout en soutenant la presse locale.
Compte tenu des éléments exposés, je vous demande, Mes Chers Collègues, de bien vouloir :

- **APPROUVER** le projet d'avenant n°3 portant intégration d'une nouvelle activité à vocation artistique et/ou culturelle en complément de la presse pour le kiosque de la Place Bellegarde
- **AUTORISER** Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué à la gestion de l'espace public à signer le projet d'avenant n°3 susmentionné et tout document s'y rapportant.

Présents et représentés	:	55
Présents	:	44
Abstentions	:	0
Non participation	:	0

Suffrages Exprimés	:	55
Pour	:	55
Contre	:	0

Ont voté contre : NÉANT.
Se sont abstenus : NÉANT.
N'ont pas pris part au vote : NÉANT

Ont signé Sophie JOISSAINS, Maire Président de séance
OBJET : DÉGRÈVEMENT D'UN DROIT DE PLACE - MARCHÉ ALIMENTAIRE
Étaient Présents :
Monsieur Jonathan AMIACH, Madame Dominique AUGEY, Madame Béatrice BENDELE, Monsieur Fathi BENJILALI, Madame Kayané BIANCO, Madame Brigitte BILLOT, Madame Odile BONTHOUX, Monsieur Jacques BOUDON, Madame Joëlle CANUET, Monsieur Rémi CAPEAU, Monsieur Pierre-Emmanuel CASANOVA, Monsieur Eric CHEVALIER, Madame Françoise COURANJOU, Madame Agnès DAURES, Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI, Monsieur Cyril DI MEO, Monsieur Sylvain DIJON, Monsieur Laurent DILLINGER, Monsieur Gilles DONATINI, Monsieur Jean-François DUBOST, Madame Frédérique DUMICHEL, Monsieur Marc FERAUD, Monsieur Jean-Christophe GRUVEL, Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Emmanuel HENRY, Madame Elisabeth HUARD, Madame Claudie HUBERT, Madame Amandine JANER, Madame Sophie JOISSAINS, Monsieur Salah-Eddine KHOUIEL, Monsieur Philippe KLEIN, Madame Perrine MEGGIATO, Madame Sophie MEYNET DE CACQUERAY, Monsieur Alain PARRA, Madame Anne-Laurence PETEL, Madame Josy PIGNATEL, Madame Laure SCANDOLERA, Madame Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE, Monsieur Francis TAULAN, Madame Françoise TERME, Monsieur Jean-Louis VINCENT, Madame Fabienne VINCENTI, Monsieur Michael ZAZOUN, Madame Karima ZERKANI-RAYNAL.
Excusés avec pouvoir donné conformément aux dispositions de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :
Monsieur Ravi ANDRE à Madame Frédérique DUMICHEL, Madame Laurence ANGELETTI à Monsieur Philippe KLEIN, Monsieur Moussa BENKACI à Monsieur Fathi BENJILALI, Monsieur Pierre-Paul CALENDINI à Madame Josy PIGNATEL, Madame Aliénor COUTIAUX-LACLADERE à Madame Perrine MEGGIATO, Madame Brigitte DEVESA à Madame Fabienne VINCENTI, Madame Stéphanie FERNANDEZ à Madame Brigitte BILLOT, Madame Arlette OLLIVIER à Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Marc PENA à Madame Claudie HUBERT, Monsieur Pierre SPANO à Madame Agnès DAURES, Madame Solène TRIVIDIC à Madame Laure SCANDOLERA.
Excusés sans pouvoir :
NEANT
Secrétaire : Monsieur Rémi CAPEAU
Monsieur Michael ZAZOUN donne lecture du rapport ci-joint.

MME LE MAIRE – Je passe la parole à Michael.

M. ZAZOUN – Oui Madame le Maire. On est à la 01.19. Oui, j'y arrive, juste vous me laissez le temps de lire l'intitulé et ça sera possible *[Rit]* Alors en fait, il s'agit d'un avenant, le troisième du nom puisqu'il y a eu deux précédemment depuis 2018. Et la convention d'occupation du domaine public signé entre la ville et la société Mediakiosk, donc presse-papiers, absorbés entre-temps par la société Decaux. Donc le troisième du nom, pourquoi ? Comme vous l'avez dans la délibération, cette Convention prévoit l'exploitation de 8 kiosques sur le domaine public pour une durée précise, c'est aussi inscrit dans la délibération, il se trouve qu'il y a un des kiosques, celui de Bellegarde, qui faute de repreneurs, est fermé

depuis un certain temps. Et il faut dire aussi que plus généralement, la presse papier a subi des revers financiers et économiques du fait de l'accès numérique à la presse, ce qui fait que beaucoup moins de gens achètent les journaux et donc ça devient de moins en moins rentable. Donc cette société d'exploitation Mediakiosk a fait auprès de l'espace public, je vous fais un peu la genèse de la situation, comme ça vous avez les éléments, a fait la demande uniquement sur le kiosque fermé de Bellegarde, d'ajouter, en plus de ces activités de la Convention, donc on ne remet pas en cause l'objet social de la Convention, d'ajouter une activité à caractère artistique ou culturel. En fait, il s'agit de pouvoir vendre des billets, de donner une visibilité supplémentaire à des activités culturelles ou artistiques que la ville fait. Et quand on voit la dimension artistique et culturelle de la ville, encore une fois, ce n'est pas inopportun de donner une visibilité supplémentaire au travers des activités de ce kiosque, et qui permettra à ce kiosque de demeurer et de continuer à vendre la presse papier, mais pour vivre, d'avoir ce complément d'activité supplémentaire. Et aussi, je dirais que ce qui a motivé le fait qu'on arrive aujourd'hui à une délibération, c'est qu'il y a une question de maillage territorial. Vous avez la vente de tout un tas de billets ou d'annonces et autres qui sont dans divers points de la ville, mais plus au Sud du centre-ville historique. Et là vous avez finalement un nouveau point de vente qui va voir le jour en haut à Bellegarde, un peu loin, un peu excentré par rapport aux autres qui se situent dans les musées plus au Sud, ou à l'Office de Tourisme, ou même à la Fnac. Et donc je dirais qu'en termes aussi d'accessibilité pour les piétons et le maillage territorial, c'est plutôt pas mal de permettre cela. Donc c'est pour ça qu'aujourd'hui ça se traduit par une délibération, qui vient compléter l'activité, et qui va permettre à ce kiosque de continuer à fonctionner, et donc au futur repreneur que la société Mediakiosk va désigner, d'avoir une activité. C'est aussi peut-être pour 1, 2 ou 3 personnes ou une famille aussi, une perspective professionnelle supplémentaire que constitue la réouverture de ce kiosque.

01.21

RAPPORTEUR : Monsieur Michael ZAZOUN
Politique Publique : 01-GESTION DES RESSOURCES ET MOYENS
OBJET : DÉGRÈVEMENT D'UN DROIT DE PLACE - MARCHÉ ALIMENTAIRE- Décision du Conseil

Mes Chers Collègues,
Madame Julie VAFFIER est titulaire d'un emplacement fixe pour lequel elle bénéficie d'un abonnement sur le marché Alimentaire.
En tant qu'abonnée, elle est redevable chaque mois du paiement d'un droit de place d'un montant de 136,80 euros, conformément à la délibération annuelle portant fixation des tarifs et droits divers au titre de l'année 2024.
Victime d'un problème de santé dûment justifié depuis le 21 septembre 2023, Madame Julie VAFFIER a été contrainte de cesser définitivement son activité exercée sur le domaine public. Outre l'année 2023, elle sollicite un dégrèvement d'un montant de 1641,60 euros correspondant à l'année 2024, invoquant l'absence d'occupation effective du domaine public telle qu'autorisée par son titre et sa situation personnelle.
L'arrêté municipal n°A.2023-65 du 16 janvier 2023 portant Règlement des Marchés de la Ville d'Aix-en-Provence stipule, dans son article 48, que « *Toute exonération du droit de place doit faire l'objet d'une délibération du Conseil Municipal, seul organe compétent, et après examen de la demande du commerçant non sédentaire dûment justifiée* ». En outre, les règles propres à chacun des organismes publics fixent les conditions dans lesquelles le recouvrement d'une créance peut être suspendu ou abandonné ou dans lesquelles une remise de dette peut intervenir.
À cette fin, « *le débiteur d'une créance locale régulièrement mise à sa charge peut présenter à la collectivité territoriale une demande écrite en remise gracieuse en invoquant tout motif plaidant en sa faveur et notamment sa situation personnelle. Il appartient alors à l'assemblée délibérante de la collectivité de se prononcer sur cette demande qu'elle peut rejeter ou admettre dans sa totalité ou partiellement.* » (Rép. Min. no 45416, JOAN 14 avril 1997, p. 1880).

En conséquence, je vous demande, Mes Chers Collègues, de bien vouloir :

- DÉCIDER le dégrèvement du droit de place correspondant à l'année 2024 pour un montant de 1641,60 euros, dû par Madame Julie VAFFIER

Présents et représentés	:	55
Présents	:	44
Abstentions	:	0
Non participation	:	0
Suffrages Exprimés	:	55
Pour	:	55
Contre	:	0

Ont voté contre : NÉANT.
Se sont abstenus : NÉANT.
N'ont pas pris part au vote : NÉANT

Ont signé Sophie JOISSAINS, Maire Président de séance

OBJET : DÉGRÈVEMENT D'UN DROIT DE PLACE - MARCHÉ ALIMENTAIRE
Étaient Présents :
Monsieur Jonathan AMIACH, Madame Dominique AUGEY, Madame Béatrice BENDELE, Monsieur Fathi BENJILALI, Madame Kayané BIANCO, Madame Brigitte BILLOT, Madame Odile BONTHOUX, Monsieur Jacques BOUDON, Madame Joëlle CANUET, Monsieur Rémi CAPEAU, Monsieur Pierre-Emmanuel CASANOVA, Monsieur Eric CHEVALIER, Madame Françoise COURANJOU, Madame Agnès DAURES, Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI, Monsieur Cyril DI MEO, Monsieur Sylvain DIJON, Monsieur Laurent DILLINGER, Monsieur Gilles DONATINI, Monsieur Jean-François DUBOST, Madame Frédérique DUMICHEL, Monsieur Marc FERAUD, Monsieur Jean-Christophe GRUVEL, Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Emmanuel HENRY, Madame Elisabeth HUARD, Madame Claudie HUBERT, Madame Amandine JANER, Madame Sophie JOISSAINS, Monsieur Salah-Eddine KHOUIEL, Monsieur Philippe KLEIN, Madame Perrine MEGGIATO, Madame Sophie MEYNET DE CACQUERAY, Monsieur Alain PARRA, Madame Anne-Laurence PETEL, Madame Josy PIGNATEL, Madame Laure SCANDOLERA, Madame Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE, Monsieur Francis TAULAN, Madame Françoise TERME, Monsieur Jean-Louis VINCENT, Madame Fabienne VINCENTI, Monsieur Michael ZAZOUN, Madame Karima ZERKANI-RAYNAL.
Excusés avec pouvoir donné conformément aux dispositions de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :
Monsieur Ravi ANDRE à Madame Frédérique DUMICHEL, Madame Laurence ANGELETTI à Monsieur Philippe KLEIN, Monsieur Moussa BENKACI à Monsieur Fathi BENJILALI, Monsieur Pierre-Paul CALENDINI à Madame Josy PIGNATEL, Madame Aliénor COUTIAUX-LACLADERE à Madame Perrine MEGGIATO, Madame Brigitte DEVESA à Madame Fabienne VINCENTI, Madame Stéphanie FERNANDEZ à Madame Brigitte BILLOT, Madame Arlette OLLIVIER à Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Marc PENA à Madame Claudie HUBERT, Monsieur Pierre SPANO à Madame Agnès DAURES, Madame Solène TRIVIDIC à Madame Laure SCANDOLERA.
Excusés sans pouvoir :
NEANT
Secrétaire : Monsieur Rémi CAPEAU
Monsieur Michael ZAZOUN donne lecture du rapport ci-joint.

01.22

RAPPORTEUR : Monsieur Michael ZAZOUN
Politique Publique : 01-GESTION DES RESSOURCES ET MOYENS
OBJET : DÉGRÈVEMENT D'UN DROIT DE PLACE - MARCHÉ ALIMENTAIRE- Décision du Conseil

Mes Chers Collègues,
Monsieur Jean-Marc Clément est titulaire d'un emplacement fixe pour lequel il bénéficie d'un abonnement sur le marché Alimentaire.
En tant qu'abonné, il est redevable chaque mois du paiement d'un droit de place d'un montant de 91,20 euros, conformément à la délibération annuelle portant fixation des tarifs et droits divers au titre de l'année 2024.
Victime d'un problème de santé dûment justifié depuis le 3 août 2024, Monsieur Jean-Marc Clément a été contraint de cesser son activité exercée sur le domaine public. Il sollicite un dégrèvement d'un montant de 364,80 euros correspondant à la période de septembre à décembre 2024, invoquant l'absence d'occupation effective du domaine public telle qu'autorisée par son titre et sa situation personnelle.
L'arrêté municipal n°A.2023-65 du 16 janvier 2023 portant Règlement des Marchés de la Ville d'Aix-en-Provence stipule, dans son article 48, que « *Toute exonération du droit de place doit faire l'objet d'une délibération du Conseil Municipal, seul organe compétent, et après examen de la demande du commerçant non sédentaire dûment justifiée* ». En outre, les règles propres à chacun des organismes publics fixent les conditions dans lesquelles le recouvrement d'une créance peut être suspendu ou abandonné ou dans lesquelles une remise de dette peut intervenir.
À cette fin, « *le débiteur d'une créance locale régulièrement mise à sa charge peut présenter à la collectivité territoriale une demande écrite en remise gracieuse en invoquant tout motif plaidant en sa faveur et notamment sa situation personnelle. Il appartient alors à l'assemblée délibérante de la collectivité de se prononcer sur cette demande qu'elle peut rejeter ou admettre dans sa totalité ou partiellement.* » (Rép. Min. no 45416, JOAN 14 avril 1997, p. 1880).

En conséquence, je vous demande, Mes Chers Collègues, de bien vouloir :

- DÉCIDER le dégrèvement du droit de place correspondant à la période de septembre à décembre 2024 pour un montant de 364,80 euros, dû par Monsieur Jean- Marc Clément.

Présents et représentés	:	55
Présents	:	44
Abstentions	:	0
Non participation	:	0
Suffrages Exprimés	:	55
Pour	:	55
Contre	:	0

Ont voté contre : NÉANT.
Se sont abstenus : NÉANT.
N'ont pas pris part au vote : NÉANT

Ont signé Sophie JOISSAINS, Maire Président de séance
OBJET : DÉGRÈVEMENT D'UN DROIT DE PLACE - MARCHÉ ALIMENTAIRE

Étaient Présents :
Monsieur Jonathan AMIACH, Madame Dominique AUGEY, Madame Béatrice BENDELE, Monsieur Fathi BENJILALI, Madame Kayané BIANCO, Madame Brigitte BILLOT, Madame Odile BONTHOUX, Monsieur Jacques BOUDON, Madame Joëlle CANUET, Monsieur Rémi CAPEAU, Monsieur Pierre-Emmanuel CASANOVA, Monsieur Eric CHEVALIER, Madame Françoise COURANJOU, Madame Agnès DAURES, Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI, Monsieur Cyril DI MEO, Monsieur Sylvain DIJON, Monsieur Laurent DILLINGER, Monsieur Gilles DONATINI, Monsieur Jean-François DUBOST, Madame Frédérique DUMICHEL, Monsieur Marc FERAUD, Monsieur Jean-Christophe GRUVEL, Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Emmanuel HENRY, Madame Elisabeth HUARD, Madame Claudie HUBERT, Madame Amandine JANER, Madame Sophie JOISSAINS, Monsieur Salah-Eddine KHOUIEL, Monsieur Philippe KLEIN, Madame Perrine MEGGIATO, Madame Sophie MEYNET DE CACQUERAY, Monsieur Alain PARRA, Madame Anne-Laurence PETEL, Madame Josy PIGNATEL, Madame Laure SCANDOLERA, Madame Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE, Monsieur Francis TAULAN, Madame Françoise TERME, Monsieur Jean-Louis VINCENT, Madame Fabienne VINCENTI, Monsieur Michael ZAZOUN, Madame Karima ZERKANI-RAYNAL.
Excusés avec pouvoir donné conformément aux dispositions de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :
Monsieur Ravi ANDRE à Madame Frédérique DUMICHEL, Madame Laurence ANGELETTI à Monsieur Philippe KLEIN, Monsieur Moussa BENKACI à Monsieur Fathi BENJILALI, Monsieur Pierre-Paul CALENDINI à Madame Josy PIGNATEL, Madame Aliénor COUTIAUX-LACLADERE à Madame Perrine MEGGIATO, Madame Brigitte DEVESA à Madame Fabienne VINCENTI, Madame Stéphanie FERNANDEZ à Madame Brigitte BILLOT, Madame Arlette OLLIVIER à Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Marc PENA à Madame Claudie HUBERT, Monsieur Pierre SPANO à Madame Agnès DAURES, Madame Solène TRIVIDIC à Madame Laure SCANDOLERA.
Excusés sans pouvoir :
NEANT
Secrétaire : Monsieur Rémi CAPEAU
Monsieur Michael ZAZOUN donne lecture du rapport ci-joint.

01.23

RAPPORTEUR : Monsieur Michael ZAZOUN
Politique Publique : 01-GESTION DES RESSOURCES ET MOYENS
OBJET : DÉGRÈVEMENT D'UN DROIT DE PLACE - MARCHÉ ALIMENTAIRE- Décision du Conseil

Mes Chers Collègues,
Monsieur Daniel Grégoire est titulaire d'un emplacement fixe pour lequel il bénéficie d'un abonnement sur le marché Alimentaire.
En tant qu'abonné, il est redevable chaque mois du paiement d'un droit de place d'un montant de 136,80 euros, conformément à la délibération annuelle portant fixation des tarifs et droits divers au titre de l'année 2024.
Victime d'un problème de santé dûment justifié depuis le 2 janvier 2023, Monsieur Daniel Grégoire a été contraint de cesser son activité exercée sur le domaine public. Outre l'année 2023, il sollicite un dégrèvement d'un montant de 1641,60 euros correspondant à l'année 2024, invoquant l'absence d'occupation effective du domaine public telle qu'autorisée par son titre et sa situation personnelle.
L'arrêté municipal n°A.2023-65 du 16 janvier 2023 portant Règlement des Marchés de la Ville d'Aix-en-Provence stipule, dans son article 48, que « *Toute exonération du droit de place doit faire l'objet d'une délibération du Conseil Municipal, seul organe compétent, et après examen de la demande du commerçant non sédentaire dûment justifiée* ». En outre, les règles propres à chacun des organismes

publics fixent les conditions dans lesquelles le recouvrement d'une créance peut être suspendu ou abandonné ou dans lesquelles une remise de dette peut intervenir.À cette fin, « *le débiteur d'une créance locale régulièrement mise à sa charge peut présenter à la collectivité territoriale une demande écrite en remise gracieuse en invoquant tout motif plaidant en sa faveur et notamment sa situation personnelle. Il appartient alors à l'assemblée délibérante de la collectivité de se prononcer sur cette demande qu'elle peut rejeter ou admettre dans sa totalité ou partiellement.* » (Rép. Min. no 45416, JOAN 14 avril 1997, p. 1880).

En conséquence, je vous demande, Mes Chers Collègues, de bien vouloir :

- DÉCIDER le dégrèvement du droit de place correspondant à l'année 2024 pour un montant de 1641,60 euros, dû par Monsieur Daniel Grégoire.

Présents et représentés	:	55
Présents	:	44
Abstentions	:	0
Non participation	:	0
Suffrages Exprimés	:	55
Pour	:	55
Contre	:	0

Ont voté contre : NÉANT.
Se sont abstenus : NÉANT.
N'ont pas pris part au vote : NÉANT

Ont signé Sophie JOISSAINS, Maire Président de séance
OBJET : DÉGRÈVEMENT DE DROITS DE PLACE - MARCHÉS RICHELME
Étaient Présents :
Monsieur Jonathan AMIACH, Madame Dominique AUGEY, Madame Béatrice BENDELE, Monsieur Fathi BENJILALI, Madame Kayané BIANCO, Madame Brigitte BILLOT, Madame Odile BONTHOUX, Monsieur Jacques BOUDON, Madame Joëlle CANUET, Monsieur Rémi CAPEAU, Monsieur Pierre-Emmanuel CASANOVA, Monsieur Eric CHEVALIER, Madame Françoise COURANJOU, Madame Agnès DAURES, Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI, Monsieur Cyril DI MEO, Monsieur Sylvain DIJON, Monsieur Laurent DILLINGER, Monsieur Gilles DONATINI, Monsieur Jean-François DUBOST, Madame Frédérique DUMICHEL, Monsieur Marc FERAUD, Monsieur Jean-Christophe GRUVEL, Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Emmanuel HENRY, Madame Elisabeth HUARD, Madame Claudie HUBERT, Madame Amandine JANER, Madame Sophie JOISSAINS, Monsieur Salah-Eddine KHOUIEL, Monsieur Philippe KLEIN, Madame Perrine MEGGIATO, Madame Sophie MEYNET DE CACQUERAY, Monsieur Alain PARRA, Madame Anne-Laurence PETEL, Madame Josy PIGNATEL, Madame Laure SCANDOLERA, Madame Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE, Monsieur Francis TAULAN, Madame Françoise TERME, Monsieur Jean-Louis VINCENT, Madame Fabienne VINCENTI, Monsieur Michael ZAZOUN, Madame Karima ZERKANI-RAYNAL.
Excusés avec pouvoir donné conformément aux dispositions de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :
Monsieur Ravi ANDRE à Madame Frédérique DUMICHEL, Madame Laurence ANGELETTI à Monsieur Philippe KLEIN, Monsieur Moussa BENKACI à Monsieur Fathi BENJILALI, Monsieur Pierre-Paul CALENDINI à Madame Josy PIGNATEL, Madame Aliénor COUTIAUX-LACLADERE à Madame Perrine MEGGIATO, Madame Brigitte DEVESA à Madame Fabienne VINCENTI, Madame Stéphanie FERNANDEZ à Madame Brigitte BILLOT, Madame Arlette OLLIVIER à

Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Marc PENA à Madame Claudie HUBERT, Monsieur Pierre SPANO à Madame Agnès DAURES, Madame Solène TRIVIDIC à Madame Laure SCANDOLERA.
Excusés sans pouvoir :
NÉANT
Secrétaire : Monsieur Rémi CAPEAU
Monsieur Michael ZAZOUN donne lecture du rapport ci-joint.

01.24

RAPPORTEUR : Monsieur Michael ZAZOUN
Politique Publique : 01-GESTION DES RESSOURCES ET MOYENS
OBJET : DÉGRÈVEMENT DE DROITS DE PLACE - MARCHÉS RICHELME- Décision du Conseil

Mes Chers Collègues,
Madame Marie-Claire CRUZ est titulaire de deux emplacements fixes pour lesquels elle bénéficie d'abonnements sur les marchés Richelme.
En tant qu'abonnée, elle est redevable chaque mois du paiement de droits de place d'un montant de 273,60 euros pour les marchés Richelme, conformément à la délibération annuelle portant fixation des tarifs et droits divers au titre de l'année 2024.
Victime d'un problème de santé dûment justifié depuis le 17 septembre 2024, Madame Marie- Claire Cruz a été contrainte de cesser son activité exercée sur le domaine public. Elle sollicite un dégrèvement d'un montant de 820,80 euros correspondant à ses deux abonnements pour la période d'octobre à décembre 2024, invoquant l'absence d'occupation effective du domaine public telle qu'autorisée par ses titres et sa situation personnelle.
L'arrêté municipal n°A.2023-65 du 16 janvier 2023 portant Règlement des Marchés de la Ville d'Aix-en-Provence stipule, dans son article 48, que « *Toute exonération du droit de place doit faire l'objet d'une délibération du Conseil Municipal, seul organe compétent, et après examen de la demande du commerçant non sédentaire dûment justifiée* ». En outre, les règles propres à chacun des organismes publics fixent les conditions dans lesquelles le recouvrement d'une créance peut être suspendu ou abandonné ou dans lesquelles une remise de dette peut intervenir.
À cette fin, « *le débiteur d'une créance locale régulièrement mise à sa charge peut présenter à la collectivité territoriale une demande écrite en remise gracieuse en invoquant tout motif plaidant en sa faveur et notamment sa situation personnelle. Il appartient alors à l'assemblée délibérante de la collectivité de se prononcer sur cette demande qu'elle peut rejeter ou admettre dans sa totalité ou partiellement.* » (Rép. Min. no 45416, JOAN 14 avril 1997, p. 1880).
En conséquence, je vous demande, Mes Chers Collègues, de bien vouloir :

- **DÉCIDER** le dégrèvement des droits de place correspondant à la période d'octobre à décembre 2024 pour un montant de 820,80 euros, dus par Madame Marie-Claire CRUZ.

Présents et représentés	:	55
Présents	:	44
Abstentions	:	0
Non participation	:	0
Suffrages Exprimés	:	55
Pour	:	55
Contre	:	0

Ont voté contre : NÉANT.

Se sont abstenus : NÉANT.
N'ont pas pris part au vote : NÉANT

Ont signé Sophie JOISSAINS, Maire Président de séance

OBJET : DÉGRÈVEMENT D'UN DROIT DE PLACE - MARCHÉ BROCANTE
Étaient Présents :
Monsieur Jonathan AMIACH, Madame Dominique AUGEY, Madame Béatrice BENDELE, Monsieur Fathi BENJILALI, Madame Kayané BIANCO, Madame Brigitte BILLOT, Madame Odile BONTHOUX, Monsieur Jacques BOUDON, Madame Joëlle CANUET, Monsieur Rémi CAPEAU, Monsieur Pierre-Emmanuel CASANOVA, Monsieur Eric CHEVALIER, Madame Françoise COURANJOU, Madame Agnès DAURES, Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI, Monsieur Cyril DI MEO, Monsieur Sylvain DIJON, Monsieur Laurent DILLINGER, Monsieur Gilles DONATINI, Monsieur Jean-François DUBOST, Madame Frédérique DUMICHEL, Monsieur Marc FERAUD, Monsieur Jean-Christophe GRUVEL, Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Emmanuel HENRY, Madame Elisabeth HUARD, Madame Claudie HUBERT, Madame Amandine JANER, Madame Sophie JOISSAINS, Monsieur Salah-Eddine KHOUIEL, Monsieur Philippe KLEIN, Madame Perrine MEGGIATO, Madame Sophie MEYNET DE CACQUERAY, Monsieur Alain PARRA, Madame Anne-Laurence PETEL, Madame Josy PIGNATEL, Madame Laure SCANDOLERA, Madame Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE, Monsieur Francis TAULAN, Madame Françoise TERME, Monsieur Jean-Louis VINCENT, Madame Fabienne VINCENTI, Monsieur Michael ZAZOUN, Madame Karima ZERKANI-RAYNAL.
Excusés avec pouvoir donné conformément aux dispositions de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :
Monsieur Ravi ANDRE à Madame Frédérique DUMICHEL, Madame Laurence ANGELETTI à Monsieur Philippe KLEIN, Monsieur Moussa BENKACI à Monsieur Fathi BENJILALI, Monsieur Pierre-Paul CALENDINI à Madame Josy PIGNATEL, Madame Aliénor COUTIAUX-LACLADERE à Madame Perrine MEGGIATO, Madame Brigitte DEVESA à Madame Fabienne VINCENTI, Madame Stéphanie FERNANDEZ à Madame Brigitte BILLOT, Madame Arlette OLLIVIER à Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Marc PENA à Madame Claudie HUBERT, Monsieur Pierre SPANO à Madame Agnès DAURES, Madame Solène TRIVIDIC à Madame Laure SCANDOLERA.
Excusés sans pouvoir :
NEANT
Secrétaire : Monsieur Rémi CAPEAU
Monsieur Michael ZAZOUN donne lecture du rapport ci-joint.

01.25

RAPPORTEUR : Monsieur Michael ZAZOUN
Politique Publique : 01-GESTION DES RESSOURCES ET MOYENS
OBJET : DÉGRÈVEMENT D'UN DROIT DE PLACE - MARCHÉ BROCANTE- Décision du Conseil

Mes Chers Collègues,
Monsieur Boumediane Mansour est titulaire d'un emplacement fixe pour lequel il bénéficie d'un abonnement sur le marché Brocante.
En tant qu'abonné, il est redevable chaque mois du paiement d'un droit de place d'un montant de 136,80 euros, conformément à la délibération annuelle portant fixation des tarifs et droits divers au titre de l'année 2024.
Victime d'un problème de santé dûment justifié depuis le 1er janvier 2023, Monsieur Boumediane Mansour a été contraint de cesser son activité exercée sur le domaine public. Outre l'année 2023, il

sollicite un dégrèvement d'un montant de 1641,60 euros correspondant à l'année 2024, invoquant l'absence d'occupation effective du domaine public telle qu'autorisée par son titre et sa situation personnelle.
L'arrêté municipal n°A.2023-65 du 16 janvier 2023 portant Règlement des Marchés de la Ville d'Aix-en-Provence stipule, dans son article 48, que « *Toute exonération du droit de place doit faire l'objet d'une délibération du Conseil Municipal, seul organe compétent, et après examen de la demande du commerçant non sédentaire dûment justifiée* ». En outre, les règles propres à chacun des organismes publics fixent les conditions dans lesquelles le recouvrement d'une créance peut être suspendu ou abandonné ou dans lesquelles une remise de dette peut intervenir.
À cette fin, « *le débiteur d'une créance locale régulièrement mise à sa charge peut présenter à la collectivité territoriale une demande écrite en remise gracieuse en invoquant tout motif plaidant en sa faveur et notamment sa situation personnelle. Il appartient alors à l'assemblée délibérante de la collectivité de se prononcer sur cette demande qu'elle peut rejeter ou admettre dans sa totalité ou partiellement.* » (Rép. Min. no 45416, JOAN 14 avril 1997, p. 1880).

En conséquence, je vous demande, Mes Chers Collègues, de bien vouloir :

- DÉCIDER le dégrèvement du droit de place correspondant à l'année 2024 pour un montant de 1641,60 euros, dû par Monsieur Boumediane Mansour.

Présents et représentés	:	55
Présents	:	44
Abstentions	:	0
Non participation	:	0
Suffrages Exprimés	:	55
Pour	:	55
Contre	:	0

Ont voté contre : NÉANT.
Se sont abstenus : NÉANT.
N'ont pas pris part au vote : NÉANT

Ont signé Sophie JOISSAINS, Maire Président de séance
OBJET : MOTION DE CONDAMNATION DU NETTOYAGE ETHNIQUE DU HAUT-KARABAGH, DES VIOLATIONS DES DROITS HUMAINS EN AZERBAÏDJAN ET DE SOUTIEN À LA RÉPUBLIQUE D'ARTSAKH, À L'ARMÉNIE ET À SON PEUPLE
Étaient Présents :
Monsieur Jonathan AMIACH, Madame Laurence ANGELETTI, Madame Dominique AUGEY, Madame Béatrice BENDELE, Monsieur Fathi BENJILALI, Madame Kayané BIANCO, Madame Brigitte BILLOT, Madame Odile BONTHOUX, Monsieur Jacques BOUDON, Madame Joëlle CANUET, Monsieur Rémi CAPEAU, Monsieur Pierre-Emmanuel CASANOVA, Monsieur Eric CHEVALIER, Madame Françoise COURANJOU, Madame Agnès DAURES, Madame Brigitte DEVESA, Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI, Monsieur Cyril DI MEO, Monsieur Sylvain DIJON, Monsieur Laurent DILLINGER, Monsieur Gilles DONATINI, Monsieur Jean-François DUBOST, Madame Frédérique DUMICHEL, Monsieur Marc FERAUD, Monsieur Jean-Christophe GRUVEL, Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Emmanuel HENRY, Madame Elisabeth HUARD, Madame Claudie HUBERT, Madame Amandine JANER, Madame Sophie JOISSAINS, Monsieur Salah-Eddine KHOUIEL, Monsieur Philippe KLEIN, Madame Perrine MEGGIATO, Madame Sophie MEYNET DE CACQUERAY, Monsieur Alain PARRA, Madame Anne- Laurence PETEL, Madame Josy PIGNATEL, Madame Laure SCANDOLERA, Madame Marie-Pierre

SICARD - DESNUELLE, Monsieur Jean-Louis VINCENT, Madame Fabienne VINCENTI, Monsieur Michael ZAZOUN, Madame Karima ZERKANI-RAYNAL.
Excusés avec pouvoir donné conformément aux dispositions de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :
Monsieur Ravi ANDRE à Madame Frédérique DUMICHEL, Monsieur Moussa BENKACI à Monsieur Fathi BENJILALI, Monsieur Pierre-Paul CALENDINI à Madame Josy PIGNATEL, Madame Aliénor COUTIAUX- LACLADERE à Madame Perrine MEGGIATO, Madame Stéphanie FERNANDEZ à Madame Brigitte BILLOT, Madame Arlette OLLIVIER à Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Marc PENA à Madame Claudie HUBERT, Monsieur Pierre SPANO à Madame Agnès DAURES, Monsieur Francis TAULAN à Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI, Madame Solène TRIVIDIC à Madame Laure SCANDOLERA.
Excusés sans pouvoir :
Madame Françoise TERME.
Secrétaire : Monsieur Rémi CAPEAU
Madame Sophie JOISSAINS donne lecture du rapport ci-joint.
Le compte rendu de la séance précédente a été lu et approuvé

M. ZAZOUN - Ensuite, vous avez la délibération 01.20. Alors je les cite tous en numéro, parce que c'est le même, la même destination, la 01.20, la 01.21, la 01.22, la 01.23, la 01.24, et la 01.25. Il s'agit de dégrèvement d'œuvres de place pour des maraîchers et des forains, donc marchés alimentaires et marchés textiles qui se sont absentés pour des raisons de santé justifiées bien entendu. Donc il s'agit de les exonérer pendant la durée de leur absence puisque, malheureusement pour eux, ils n'étaient pas absentes pour aller en vacances mais pour se soigner. Donc il s'agit de les exonérer. Vous avez dans toutes les délibérations les patronymes de tous ces forains et maraîchers, leur situation exacte, le remplacement. Donc voilà pourquoi aujourd'hui, je viens vous proposer ces délibérations. J'en ai terminé et bien sûr je peux répondre à des questions.

M. CHEVALIER - Merci Mickaël. Est-ce qu'il y a des questions ? Oui.

MME HUBERT – C'est une petite observation. C'est vrai qu'on a régulièrement des demandes de dégrèvement, qui sont tout à fait justifiées, parce que c'est souvent des raisons familiales, des décès et tout ça. Mais ça m'interpellait sur la situation des commerçants à Aix. Et je me demandais, tout à l'heure, on disait c'est une ville où le commerce marche bien, mais quand on voit l'Assemblée Générale du Tribunal de Commerce, où il y a quand même de plus en plus de dépôt de bilan, etc, c'est assez alarmant, et je me disais, ça n'a pas directement de rapport à la question du dégrèvement, mais comme ça arrive souvent face à des difficultés personnelles, je me dis, est-ce qu'on ne peut pas mettre en place des… je ne sais pas des actions plus… d'aides ? Vous voyez, que la mairie puisse plus soutenir les commerçants, surtout les petits commerçants, les commerces de proximité. Donc c'est à travers ces délibérations, parce que c'est récurrent qu'on a des demandes de dégrèvement, ce qui est tout à fait normal, je ne mets pas en cause. Comme l'élargissement de l'activité du kiosque, je suis une fidèle adepte des journaux papiers, donc je vois qu'il y a de moins en moins, etc, et je crois qu'on doit assurer leur pérennité. C'est plutôt une réflexion à avoir. Est ce qu'on ne pourrait pas être plus présent, plus offensif dans l'aide qu'on peut apporter à ces petits commerçants ?

M. CHEVALIER – Michael.

M. ZAZOUN - Alors simplement, il faut bien sûr là qu'il n'y ait pas de confusion, là c'est les les commerçants non sédentaires. Alors dans la négociation que nous avions eue auparavant avec leurs syndicats et leurs représentants, on était passé de 5 semaines à 8 semaines autorisées par an pour les absences. Dedans, étaient incluses les petites absences pour ce qu'on peut appeler les petites maladies,

grippes, angines et autres. Donc là c'était convenu avec leurs syndicats, ils prennent quelques jours, et leur point d'assiduité est maintenu, donc ils ne sont pas pénalisés sur les 50 % d'ancienneté assiduité. Ancienneté, ils ne le sont pas puisqu'ils sont abonnés donc ils ont toujours leurs droits tels que la loi Pinel de 2015 l'a prévue, c'est-à-dire une valeur commerciale sur le domaine public. Et pour ces absences-là, il le mette sur le congé et ils sont maintenus dans leur assiduité. Pour des absences plus longues, ce qui est le cas, ils fournissent des certificats médicaux. Malgré tout, ils n'étaient pas prévus puisque dans la plupart des cas, on se base sur la réalité de la situation. Quand c'est des cas très graves, ils revendent leur place, donc il n'y a pas de souci, c'est figé. Il perd de plus en assiduité de toutes les façons, peu importe puisqu'ils sont dans un schéma, ils nous l'annoncent très rapidement qu'ils ont l'intention de vendre la place, et les places sur le marché ne traînent pas. Elles se vendent facilement, c'est-à-dire que les marchés restent attractifs et globalement fonctionnent bien. Donc c'est pas à ce niveau-là qui a des difficultés. Je fais un petit crochet puisque ça a un impact aussi sur le domaine public. Et là je vais rejoindre un peu plus précisément la question que vous avez posée précédemment, il y a chaque année 2 ou 3 fois maintenant, ça s'inscrit dans les gènes de la ville, une braderie qui est faite pour aider les commerçants, sédentaires cette fois-ci, à être plus visible, à liquider les stocks. On sait que c'est le problème pour un commerçant, notamment dans le textile, c'est d'avoir des stocks, et lorsque la saison est passée, de ne pas garder les stocks sur les bras, ce qui entament leur trésorerie. Donc on favorise les braderies. Et le tarif, il est plus que faible, c'est quelques euros parce que le CGCT ne nous permet pas de faire gratuit quand il y a une activité commerciale. Donc on fait ce qui a de plus bas. C'est un des points de soutien aux commerçants sédentaires, et ça se passe 3 fois dans l'année, et ça leur donne un sérieux coup de main. On est là sur plusieurs mesures. Moi je vous répondais plus précisément sur ce qui concerne les délibérations d'aujourd'hui. Merci.

M. CHEVALIER – Monsieur HENRY

M. HENRY - Oui, sur les commerçants non sédentaires. Comment on explique les absences très longue durée ? Parce qu'il y a des absences d'un an. Il y a plusieurs exonérations sur des durées d'un an, et on est un certain nombre dans ce Conseil à être en profession libérale ou commerçants. Je ne vois pas comment on peut ne pas travailler pendant 1 an au risque de perdre toute l'activité. Ce n'est pas simplement la place mais toute l'activité, et je ne comprends pas la logique qu'il y a à garder, malgré un problème de santé qui est suffisamment grave pour faire une interruption très longue durée de l'activité, à garder sa place. Je n'arrive pas à voir. Il y a des perspectives de reprise ou pas ?

En ce qui concerne le kiosque de la place Bellegarde, je trouve que les explications qu'on a dans rapport sont très évasives. On évoque des activités artistiques et culturelles, je crois que vous avez indiqué, la vente de billets de spectacles, de choses comme ça. Le texte de l'avenant au contrat, il évoque l'opportunité de développer un espace de rencontre unique dans la commune. De quoi il s'agit ? Ça reste un mystère. On comprend bien que la presse, la presse de façon générale, c'est pas une activité qui est en croissance, il y a plutôt des diminutions de la vente papier et y a tout un intérêt à garder ces kiosques. Moi je regrette que le contrat soit limité à la presse locale et pas la presse nationale, où il y a aussi une forte demande de la part des habitants et c'est un service…

M. ZAZOUN – *Hors micro*

M. HENRY - Ce qui est évoqué dans l'avenant, c'est presse locale.

M. ZAZOUN – *Hors micro.*

M. HENRY - Non mais Monsieur ZAZOUN… non, non, mais j'ai lu rigoureusement le projet que vous nous avez soumis, vous l'avez sous les yeux je pense, et vous verrez que c'est la presse locale qui est visée. Mais si vous me dites que c'est une erreur, c'est une très bonne chose. Moi c'est une interrogation parce que c'est pas mes services qui ont mis ça en place…

M. ZAZOUN – *Hors micro.*

M. HENRY – Il y a marqué la presse locale dans le rapport…

M. ZAZOUN – *Hors micro.* Mediakiosk, c'est un fournisseur de presse locale, internationale, nationale, presse littéraire, économique, d'actualité, sociétale. Donc il n'y a pas de limite à ce niveau-là. Vous imaginez seulement vendre la Provence par exemple ou la Marseillaise ! Le type, il reste un quart d'heure, il s'en va, il ne viendra rien, il va gagner 3 centimes.

[Rires]

M. ZAZOUN – Je ne sais pas, c'est tellement évident !

M. HENRY – Monsieur ZAZOUN, avec vous, tout est évident. Le rapport que vous nous soumettez, ils vident la presse locale et c'est pas moi qui l'ai préparé, c'est vous qui nous le soumettez.

M. ZAZOUN - Ce rapport Monsieur, il appelle à la Convention. Et la Convention, elle est explicite sur tout ce que prévoit le cahier des charges et notamment toute la chalandise en termes de presse, Monsieur, c'est tout. C'est pas…

M. HENRY – Je me réjouis de votre réponse.

M. ZAZOUN – J'imagine que l'avocat que vous êtes, vous vous arrêtez de temps en temps au kiosque dans la rue, il y en a 8 en haut du Cours et en bas du Cours, et vous achetez… vous voyez que votre…

M. HENRY – Monsieur ZAZOUN, est-ce que vous pouvez me laisser parler un tout petit peu pendant mon temps de parole s'il vous plaît, je vous remercie, vous êtes bien aimable. Donc ce que vous avez indiqué, et c'est vous, c'est vos services qui l'indiquent, intégrer une nouvelle activité à vocation artistique...

M. ZAZOUN – Je m'excuse, vous….

M. HENRY – Laissez-moi parler, n'ayez pas peur de la vérité Monsieur ZAZOUN.

M. ZAZOUN – Je n'ai peur de rien du tout, vous ne faites peur à personne Monsieur.

M. HENRY – Soyez transparent, c'est tout ! Une nouvelle activité à vocation artistique et haut culturelle en complément de la presse locale. Et c'est pour ça que je vous pose la question, mais si vous me dites qu'il y a aucun problème, ça me va très bien !

M. ZAZOUN – Je vous le dis clairement. Mais je l'ai dit en présentant la délibération, ça me semblait tellement évident et encore une fois...

M. HENRY – Vous lisez vos délibérations ou pas ?

M. ZAZOUN – Excusez-moi, vous vous regardez, vous, dans une glace avant de parler, alors soyez… restez correct.

M. CHEVALIER – S'il vous plait, s'il vous plait, s'il vous plait, non, non… Stop.

M. HENRY – Je n'ai pas l'esprit pour ça. À la fois vous me donnez des leçons de droit, bientôt des leçons de moralité aussi non !

M. CHEVALIER – S'il vous plait, s'il vous plait, s'il vous plait… Donc s'il n'y a pas d'autres questions. On va passer au vote.

01.19
Contre : 0
Abstention : 0

Ont voté contre : Néant
Se sont abstenus : Néant

01.20
Contre : 0
Abstention : 0

Ont voté contre : Néant
Se sont abstenus : Néant

01.21 :
Contre : 0
Abstention : 0

Ont voté contre : Néant
Se sont abstenus : Néant

01.22
Contre : 0
Abstention : 0

Ont voté contre : Néant
Se sont abstenus : Néant

01.23
Contre : 0
Abstention : 0

Ont voté contre : Néant
Se sont abstenus : Néant

01.24
Contre : 0
Abstention : 0

Ont voté contre : Néant
Se sont abstenus : Néant

01.25
Contre : 0
Abstention : 0

Ont voté contre : Néant
Se sont abstenus : Néant

02.02

RAPPORTEUR : Madame Sophie JOISSAINS
Politique Publique : 02-VIE INSTITUTIONNELLE
OBJET : INFORMATION DU CONSEIL - COMPTE RENDU DES DÉCISIONS PRISES EN VERTU DE LA DÉLÉGATION DE COMPÉTENCES DU CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE DANS LES MATIÈRES ÉNUMÉRÉES A L'ARTICLE L.2122-22 DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES- Information du Conseil

Mes Chers Collègues,
Je porte à votre connaissance la liste des actes accomplis dans le cadre des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil Municipal (article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales) et des autorisations de signatures accordées aux Adjoints et aux Conseillers Municipaux (article L.2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales) par délibération DL.2021-762 du Conseil Municipal du 24 septembre 2021.
En matière d'autorisation d'ester en justice :

D.2024-608	DÉFENSE DE LA VILLE DANS L'INSTANCE L'OPPOSANT A MADAME THABAULT- WOLF CECILE CONCERNANT UNE PROCÉDURE POUR EXCÈS DE POUVOIR A L'ENCONTRE D'UN ARRÊTÉ D'OPPOSITION A DÉCLARATION PRÉALABLE DU 16 AOUT 2024 SOUS LE N° DP 13 001 24 J0865 Affichage du 13/11/2024 au 12/01/2025
D.2024-654	DÉFENSE DE LA VILLE D'AIX-EN-PROVENCE DANS L'INSTANCE N° 2411478 INTRODUITE DEVANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE MARSEILLE PAR MADAME KHEIDIJA ZANDAD - REQUÊTE INDEMNITAIRE –
D.2024-655	DÉFENSE DE LA VILLE DANS L'INSTANCE L'OPPOSANT A LA SOCIÉTÉ GEOPHOROS AIX SAINT-JEROME CONCERNANT UNE PROCÉDURE POUR EXCÈS DE POUVOIR A L'ENCONTRE D'UN ARRÊTE DE REFUS DE PERMIS DE CONSTRUIRE DU 24 AVRIL 2024 SOUS LE N° PC 13 001 23 J0281
D.2024-657	DEFENSE DE LA VILLE DANS L'INSTANCE L'OPPOSANT AU SYNDICAT DES COPROPRIÉTAIRES DE L'ENSEMBLE IMMOBILIER LE PARC DES ROSES CONCERNANT UNE PROCÉDURE POUR EXCÈS DE POUVOIR A L'ENCONTRE DE
	L' ARRETE RECTIFICATIF DE PERMIS DE CONSTRUIRE DU 10 MAI 2024 SOUS LE N° PA 13 001 20 J0021 DÉLIVRÉ A LA SAS LES ORCHIDEES
D.2024-685	RÉFÉRÉ MESURE UTILE DEVANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF - OCCUPATION ILLÉGALE DU LOGEMENT DE FONCTION SIS 85 AVENUE JEAN PAUL COSTE A AIX-EN-PROVENCE (13100) - PARCELLE BS 0062 - TA 24/228 Affichage du 24/12/2024 au 23/02/2025
D.2024-687	DÉFENSE DE LA VILLE D'AIX-EN-PROVENCE DEVANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DANS LE CADRE DU RECOURS EN ANNULATION L'OPPOSANT A LA SCEA KOULIKAN CONTRE L'ARRÊTÉ DE REFUS PERMIS DE DÉMOLIR N° PD 13 001 24J0018 - REP - MARCHE N° 24160-

	Affichage du 24/12/2024 au 23/02/2025
D.2024-689	DÉFENSE DE LA VILLE D'AIX-EN-PROVENCE DEVANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DANS LE CADRE DU RECOURS EN ANNULATION L'OPPOSANT AU SYNDICAT DES COPROPRIÉTAIRES DU PARC CÉZANNE, A MONSIEUR BRACKMAN ET AUTRES CONTRE L'ARRÊTÉ PORTANT PERMIS DE CONSTRUIRE N° PC 13 001 23J0328 - REP - MARCHE N° 24160- Affichage du 24/12/2024 au 23/02/2025
D.2024-706	DÉPÔT D'UN PERMIS DE CONSTRUIRE PRÉCAIRE PORTANT SUR L'INSTALLATION TEMPORAIRE D'UN MODULAIRE D'ACCUEIL DE L'EXPOSITION LA PETITE GALERIE DE CÉZANNE SUR LE SITE DES PETITES ALLUMETTES/ LA MANUFACTURE Notification : 23/12/2024 Affichage du 24/12/2024 au 23/02/2025
D.2024-707	DÉFENSE DE LA VILLE DANS L'INSTANCE L'OPPOSANT A LA SOCIÉTÉ LAGARDERE ARENA 13 CONCERNANT UNE PROCÉDURE DE RÉFÉRÉ PRE CONTRACTUEL TENDANT A L'ANNULATION DE LA PROCÉDURE DE PASSATION DE LA PROCHAINE CONCESSION DE L'ARENA DU PAYS D'AIX Affichage du 26/12/2024 au 25/02/2025
D.2025-3	DÉFENSE DE LA VILLE DANS L'INSTANCE L'OPPOSANT A MADAME HIRANE FERIDA VEUVE FOUCHERES - RÉFÉRÉ EXPERTISE DEVANT LE TRIBUNAL JUDICIAIRE SUITE A UN ACCIDENT SURVENU LE 16 MAI 2022 - Affichage du 09/01/2025 au 08/03/2025
D.2025-4	DÉFENSE DE LA VILLE DANS L'INSTANCE L'OPPOSANT A MADAME MARIE CHARLOTTE PASTINELLI CONCERNANT UNE PROCÉDURE EN EXCÈS DE POUVOIR A L'ENCONTRE DE L'ARRÊTÉ DE PERMIS DE CONSTRUIRE N°PC13000123J0374 DU 9 JUILLET 2024 AU BÉNÉFICE DE LA SOCIÉTÉ CF2 INVEST POUR LA CONSTRUCTION D'UN IMMEUBLE D'HABITATION SIS 10 RUE EMMANUEL SIGNORET A AIX-EN-PROVENCE - TA 24/279 Affichage du 09/01/2025 au 08/03/2025
D.2025-5	DÉFENSE DE LA VILLE DANS L'INSTANCE L'OPPOSANT A LA SCI LE CASTELLAS CONCERNANT UNE PROCÉDURE EN EXCÈS DE POUVOIR A L'ENCONTRE DE L'ARRÊTÉ DU 14 NOVEMBRE 2024 N° PC13000124J0116 PAR LEQUEL IL A ÉTÉ ORDONNÉ LE RETRAIT DU PERMIS DE CONSTRUIRE ACCORDÉ TACITEMENT A LA SCI LE CASTELLAS LE 23 SEPTEMBRE 2024 ET LE SURSIS A STATUER SUR LA DEMANDE DE PERMIS DE CONSTRUIRE CONCERNÉE - TA 24/280 Affichage du 09/01/2025 au 08/03/2025

En matière de délivrance et de reprise des Concessions dans les Cimetières :

D.2024-590	RENOUVELLEMENT DE CONCESSION CIMETIÈRE GRAND SAINT JEAN MME FERRATO Notification : 08/11/2024

D.2024-591	RENOUVELLEMENT DE CONCESSION CIMETIÈRE SAINT PIERRE MR N'GUYEN Notification : 08/11/2024
D.2024-605	RENOUVELLEMENT DE CONCESSION AU CIMETIÈRE DU GRAND SAINT JEAN MME DEMOULINGER Notification : 08/11/2024
D.2024-606	RENOUVELLEMENT DE CONCESSION CIMETIÈRE SAINT PIERRE MME BRONDINO Notification : 08/11/2024
D.2024-607	RENOUVELLEMENT DE CONCESSION CIMETIÈRE LES MILLES MR PAOLI Notification : 08/11/2024
D.2024-611	RENOUVELLEMENT DE CONCESSION CIMETIÈRE SAINT PIERRE MME JOURDAIN Notification : 12/11/2024
D.2024-612	RENOUVELLEMENT DE CONCESSION CIMETIÈRE GRAND SAINT JEAN MR LECLERCQ Notification : 12/11/2024
D.2024-613	RENOUVELLEMENT DE CONCESSION CIMETIERE LES MILLES
	MME MECANISSIAN Notification : 12/11/2024
D.2024-614	RENOUVELLEMENT DE CONCESSION CIMETIÈRE SAINT PIERRE MME MAGAUD Notification : 12/11/2024
D.2024-615	RENOUVELLEMENT DE CONCESSION CIMETIÈRE GRAND SAINT JEAN MME LIEUTTA Notification : 13/11/2024
D.2024-616	RENOUVELLEMENT DE CONCESSION CIMETIÈRE SAINT PIERRE MME FRANCESCHI Notification : 12/11/2024
D.2024-617	RENOUVELLEMENT DE CONCESSION CIMETIÈRE SAINT PIERRE MME ROMANINO Notification : 13/11/2024

D.2024-618	RENOUVELLEMENT DE CONCESSION CIMETIÈRE PUYRICARD MME RUPP Notification : 13/11/2024
D.2024-619	RENOUVELLEMENT DE CONCESSION AU CIMETIÈRE SAINT PIERRE MME DEGARAT Notification : 13/11/2024
D.2024-620	ATTRIBUTION DE CONCESSION AU CIMETIERE DU GRAND SAINT JEAN MME PAVY
D.2024-621	ATTRIBUTION DE CONCESSION AU CIMETIÈRE DU GRAND SAINT JEAN FAMILLE CLAQUIN Notification : 13/11/2024
D.2024-622	RENOUVELLEMENT DE CONCESSION AU CIMETIÈRE DU GRAND SAINT JEAN MME DONATI Notification : 13/11/2024
D.2024-623	RENOUVELLEMENT DE CONCESSION AU CIMETIÈRE DU GRAND SAINT JEAN MME NAURA Notification : 13/11/2024
D.2024-624	RENOUVELLEMENT DE CONCESSION AU CIMETIÈRE SAINT PIERRE MME CHIARELLI Notification : 13/11/2024
D.2024-625	RENOUVELLEMENT DE CONCESSION AU CIMETIÈRE DES MILLES MME LAUGIER Notification : 13/11/2024

D.2024-626	CONVERSION DE CONCESSION AU CIMETIÈRE DU GRAND SAINT JEAN MME HOURLIER Notification : 13/11/2024
D.2024-629	ATTRIBUTION DE CONCESSION CIMETIÈRE GRAND SAINT JEAN MR LAMBERT Notification : 21/11/2024
D.2024-630	ATTRIBUTION DE CONCESSION CIMETIÈRE GRAND SAINT JEAN MR LE QUEINEC Notification : 21/11/2024
D.2024-631	ATTRIBUTION DE CONCESSION AU CIMETIÈRE DU GRAND SAINT JEAN MME GALESNE Notification : 21/11/2024
D.2024-632	RENOUVELLEMENT DE CONCESSION CIMETIÈRE GRAND SAINT JEAN MME BERENHOLE NÉE SILVAN & MR SILVAN MICHEL Notification : 28/11/2024
D.2024-633	ATTRIBUTION DE CONCESSION AU CIMETIÈRE DU GRAND SAINT JEAN MME DURMIC Notification : 28/11/2024
D.2024-634	ATTRIBUTION DE CONCESSION AU CIMETIÈRE DE LUYNES MME GARCIA Notification : 21/11/2024
D.2024-635	ATTRIBUTION DE CONCESSION AU CIMETIÈRE DU GRAND SAINT JEAN MME CALZAS Notification : 21/11/2024
D.2024-636	CONVERSION DE CONCESSION AU CIMETIÈRE DES MILLES MR & MME BERTRAND Notification : 21/11/2024
D.2024-637	RENOUVELLEMENT DE CONCESSION AU CIMETIÈRE DU GRAND SAINT JEAN MR OMAR Notification : 21/11/2024
D.2024-638	RENOUVELLEMENT DE CONCESSION AU CIMETIÈRE DE SAINT PIERRE MME PASTORE Notification : 21/11/2024
D.2024-640	RENOUVELLEMENT DE CONCESSION AU CIMETIERE DU GRAND SAINT JEAN
	MR & MME ISSA Notification : 21/11/2024
D.2024-641	ATTRIBUTION DE CONCESSION AU CIMETIÈRE DU GRAND SAINT JEAN MR SELLIMI Notification : 21/11/2024
D.2024-642	RENOUVELLEMENT DE CONCESSION AU CIMETIÈRE DE PUYRICARD MME RAYNAUD Notification : 21/11/2024
D.2024-643	RENOUVELLEMENT DE CONCESSION AU CIMETIÈRE DU GRAND SAINT JEAN MR LE MERCIER Notification : 21/11/2024
D.2024-644	RENOUVELLEMENT DE CONCESSION AU CIMETIÈRE DES MILLES MME CABOY Notification : 21/11/2024
D.2024-645	ATTRIBUTION DE CONCESSION AU CIMETIÈRE DU GRAND SAINT JEAN MR GARCIA Notification : 21/11/2024

D.2024-646	ATTRIBUTION DE CONCESSION CIMETIÈRE GRAND SAINT JEAN MR CONTE Notification : 21/11/2024
D.2024-647	ATTRIBUTION DE CONCESSION CIMETIÈRE SAINT PIERRE MR & MME PRATI Notification : 21/11/2024
D.2024-648	RENOUVELLEMENT DE CONCESSION CIMETIÈRE SAINT PIERRE MME ZEMIRO Notification : 21/11/2024
D.2024-649	DON DE CONCESSION CIMETIÈRE LES MILLES - DÉCISION MODIFICATIVE MME COHEN-SADOUN Notification : 21/11/2024
D.2024-660	RENOUVELLEMENT DE CONCESSION CIMETIÈRE GRAND SAINT JEAN MME DONGUY Notification : 10/12/2024
D.2024-661	RENOUVELLEMENT DE CONCESSION CIMETIÈRE GRAND SAINT JEAN MME GINOUX Notification : 10/12/2024
D.2024-662	RENOUVELLEMENT DE CONCESSION CIMETIÈRE GRAND SAINT JEAN MME ALCARAZ Notification : 10/12/2024
D.2024-663	RENOUVELLEMENT DE CONCESSION CIMETIÈRE SAINT PIERRE MME CRISCENZO Notification : 10/12/2024
D.2024-664	RENOUVELLEMENT DE CONCESSION CIMETIÈRE GRAND SAINT JEAN MR RABAH Notification : 10/12/2024
D.2024-665	ATTRIBUTION DE CONCESSION CIMETIÈRE GRAND SAINT JEAN MR ANNANI Notification : 10/12/2024
D.2024-666	RENOUVELLEMENT DE CONCESSION CIMETIÈRE GRAND SAINT JEAN MME BERTONI Notification : 10/12/2024
D.2024-667	ATTRIBUTION DE CONCESSION CIMETIÈRE GRAND SAINT JEAN MR BETTOUCHE Notification : 10/12/2024
D.2024-668	RENOUVELLEMENT DE CONCESSION CIMETIÈRE SAINT PIERRE MME BRAJOUX Notification : 10/12/2024
D.2024-669	ATTRIBUTION DE CONCESSION CIMETIÈRE GRAND SAINT JEAN N°2896 MR BETTOUCHE Notification : 10/12/2024
D.2024-670	ATTRIBUTION DE CONCESSION CIMETIÈRE GRAND SAINT JEAN MME DECLERCQ Notification : 10/12/2024
D.2024-671	ATTRIBUTION DE CONCESSION CIMETIÈRE GRAND SAINT JEAN MR LEVY Notification : 10/12/2024
D.2024-672	RENOUVELLEMENT DE CONCESSION CIMETIÈRE LES MILLES MME COUESTE Notification : 10/12/2024
D.2024-673	RENOUVELLEMENT DE CONCESSION CIMETIÈRE SAINT PIERRE MME PATSIAS
D.2024-674	ATTRIBUTION DE CONCESSION CIMETIERE GRAND SAINT JEAN

	MME BONNEAU Notification : 10/12/2024
D.2024-675	ATTRIBUTION DE CONCESSION AU CIMETIÈRE DU GRAND SAINT JEAN FAMILLE VEYNE Notification : 10/12/2024
D.2024-676	ATTRIBUTION DE CONCESSION AU CIMETIÈRE DU GRAND SAINT JEAN MR & MME MANFREDO Notification : 10/12/2024
D.2024-677	RENOUVELLEMENT DE CONCESSION AU CIMETIÈRE DU GRAND SAINT JEAN MME DITTO Notification : 10/12/2024
D.2024-682	ATTRIBUTION DE CONCESSION CIMETIÈRE GRAND SAINT JEAN MME SIMON Notification : 24/12/2024
D.2024-683	RENOUVELLEMENT DE CONCESSION CIMETIÈRE LES MILLES MME PONTILLO Notification : 24/12/2024
D.2024-690	RENOUVELLEMENT DE CONCESSION CIMETIÈRE GRAND SAINT JEAN MME JUNIOT Notification : 24/12/2024
D.2024-691	RENOUVELLEMENT DE CONCESSION CIMETIÈRE GRAND SAINT JEAN MME MORIER Notification : 24/12/2024
D.2024-692	RENOUVELLEMENT DE CONCESSION CIMETIÈRE GRAND SAINT JEAN MME CONTRERAS Notification : 24/12/2024
D.2024-693	ATTRIBUTION DE CONCESSION CIMETIÈRE SAINT PIERRE MME EDJIDIAN & MME COUPIN Notification : 24/12/2024
D.2024-694	ATTRIBUTION DE CONCESSION AU CIMETIÈRE DU GRAND SAINT JEAN MME VIRMONTOIS Notification : 24/12/2024
D.2024-695	ATTRIBUTION DE CONCESSION AU CIMETIÈRE SAINT PIERRE FAMILLE DELUIS Notification : 24/12/2024
D.2024-696	RENOUVELLEMENT DE CONCESSION AU CIMETIÈRE SAINT PIERRE MME NOUVION Notification : 24/12/2024
D.2024-697	RENOUVELLEMENT DE CONCESSION AU CIMETIÈRE SAINT PIERRE MME CASTELLANO Notification : 24/12/2024
D.2024-698	ATTRIBUTION DE CONCESSION AU CIMETIÈRE DU GRAND SAINT JEAN MME MICHEL Notification : 24/12/2024
D.2024-699	RENOUVELLEMENT DE CONCESSION AU CIMETIÈRE SAINT PIERRE MR RAMONDENC Notification : 24/12/2024
D.2024-700	RENOUVELLEMENT DE CONCESSION AU CIMETIÈRE DU GRAND SAINT JEAN MR & MME PICCA Notification : 24/12/2024
D.2024-701	RENOUVELLEMENT DE CONCESSION CIMETIÈRE GRAND SAINT JEAN MR POVEDA Notification : 24/12/2024
D.2024-702	RENOUVELLEMENT DE CONCESSION AU CIMETIÈRE SAINT PIERRE MME HEITZLER Notification : 24/12/2024

D.2024-703	RENOUVELLEMENT DE CONCESSION CIMETIÈRE SAINT PIERRE MME ROUX Notification : 24/12/2024
D.2024-704	RENOUVELLEMENT DE CONCESSION CIMETIÈRE SAINT PIERRE MR CATELAN Notification : 24/12/2024
D.2024-705	CONVERSION DE CONCESSION CIMETIÈRE GRAND SAINT JEAN MME DEPRE Notification : 24/12/2024
D.2024-708	RENOUVELLEMENT DE CONCESSION CIMETIÈRE GRAND SAINT JEAN MME COLSON Notification : 27/12/2024
D.2024-709	RENOUVELLEMENT DE CONCESSION CIMETIÈRE GRAND SAINT JEAN MR & MME LINOT Notification : 27/12/2024
D.2024-710	RENOUVELLEMENT DE CONCESSION AU CIMETIERE SAINT PIERRE

	MME VALERO Notification : 27/12/2024
D.2024-711	RENOUVELLEMENT DE CONCESSION CIMETIÈRE PUYRICARD MR STOROGENKO Notification : 27/12/2024
D.2024-712	ATTRIBUTION DE CONCESSION AU CIMETIÈRE DU GRAND SAINT JEAN MR DINGLI Notification : 27/12/2024
D.2024-713	RENOUVELLEMENT DE CONCESSION AU CIMETIÈRE DES MILLES MME DIAZ Notification : 27/12/2024
D.2024-714	ATTRIBUTION DE CONCESSION AU CIMETIÈRE DU GRAND SAINT JEAN MME BENAMAR Notification : 27/12/2024
D.2024-715	ATTRIBUTION DE CONCESSION AU CIMETIÈRE SAINT PIERRE MME THOREL Notification : 27/12/2024
D.2024-716	ATTRIBUTION DE CONCESSION CIMETIÈRE GRAND SAINT JEAN MME DORAÏ Notification : 27/12/2024
D.2024-717	ATTRIBUTION DE CONCESSION CIMETIÈRE GRAND SAINT JEAN MR BRUNET Notification : 27/12/2024
D.2024-718	CONVERSION DE CONCESSION CIMETIÈRE LES MILLES MME BARRA VALÉRIE Notification : 27/12/2024
D.2024-719	RENOUVELLEMENT DE CONCESSION AU CIMETIÈRE DU GRAND SAINT JEAN MR BOUHALLI Notification : 27/12/2024
D.2024-720	ATTRIBUTION DE CONCESSION AU CIMETIÈRE DES MILLES MR HOULES Notification : 27/12/2024
D.2024-721	CONVERSION DE CONCESSION CIMETIÈRE PUYRICARD MR BOSSY Notification : 27/12/2024
D.2024-722	RENOUVELLEMENT DE CONCESSION CIMETIÈRE SAINT PIERRE MME COUTEL Notification : 27/12/2024

D.2024-723	RENOUVELLEMENT DE CONCESSION AU CIMETIÈRE DU GRAND SAINT JEAN MME PROVENCAL Notification : 27/12/2024
D.2024-724	ATTRIBUTION DE CONCESSION AU CIMETIÈRE DU GRAND SAINT JEAN MR AVELINE & MME BEAUSEIGNEUR Notification : 27/12/2024
D.2024-725	RENOUVELLEMENT DE CONCESSION CIMETIÈRE PUYRICARD MME DE SOUSA Notification : 27/12/2024
D.2024-726	ATTRIBUTION DE CONCESSION CIMETIÈRE GRAND SAINT JEAN MME MACÉ Notification : 27/12/2024
D.2024-727	ATTRIBUTION DE CONCESSION AU CIMETIÈRE DU GRAND SAINT JEAN MME LOVSTROM INGRID & MME LOVSTROM EVA Notification : 27/12/2024
D.2024-728	RENOUVELLEMENT DE CONCESSION AU CIMETIÈRE SAINT PIERRE MME CHARLES-GERVAIS Notification : 31/12/2024
D.2024-729	RENOUVELLEMENT DE CONCESSION AU CIMETIÈRE DU GRAND SAINT JEAN MME JOULAIN Notification : 30/12/2024
D.2024-730	ATTRIBUTION DE CONCESSION CIMETIÈRE GRAND SAINT JEAN MR EZ-ZIANI Notification : 30/12/2024
D.2024-731	RENOUVELLEMENT DE CONCESSION CIMETIÈRE GRAND SAINT JEAN MR HASSAN HAMOUD Notification : 30/12/2024
D.2024-732	ATTRIBUTION DE CONCESSION AU CIMETIÈRE DU GRAND SAINT JEAN MME FACHERIS Notification : 30/12/2024
D.2024-733	RENOUVELLEMENT DE CONCESSION CIMETIÈRE SAINT PIERRE MR SEIMANDI Notification : 30/12/2024
D.2024-734	ATTRIBUTION DE CONCESSION CIMETIÈRE GRAND SAINT JEAN MME JONVAL Notification : 30/12/2024
D.2024-735	CONVERSION DE CONCESSION AU CIMETIÈRE DES MILLES MME BARRA NATHALIE Notification : 30/12/2024
D.2024-736	RENOUVELLEMENT DE CONCESSION CIMETIÈRE GRAND SAINT JEAN MME CYFFERS Notification : 30/12/2024
D.2024-737	ATTRIBUTION DE CONCESSION CIMETIÈRE GRAND SAINT JEAN MME ROCHE Notification : 30/12/2024
D.2024-738	ATTRIBUTION DE CONCESSION CIMETIÈRE GRAND SAINT JEAN MME NISTOR Notification : 30/12/2024
D.2024-739	RENOUVELLEMENT DE CONCESSION CIMETIÈRE SAINT PIERRE MME FAURE Notification : 30/12/2024
D.2024-740	ATTRIBUTION DE CONCESSION CIMETIÈRE SAINT PIERRE MR STASSI Notification : 31/12/2024

D.2024-741	RENOUVELLEMENT DE CONCESSION CIMETIÈRE GRAND SAINT JEAN MME VALETTE Notification : 31/12/2024
D.2024-742	RENOUVELLEMENT DE CONCESSION CIMETIÈRE GRAND SAINT JEAN MR MEKADEMI Notification : 30/12/2024
D.2024-743	RENOUVELLEMENT DE CONCESSION CIMETIÈRE SAINT PIERRE MR CHASSAN Notification : 30/12/2024
D.2024-744	RENOUVELLEMENT DE CONCESSION CIMETIÈRE GRAND SAINT JEAN MME ASUALI Notification : 30/12/2024
D.2024-745	RENOUVELLEMENT DE CONCESSION CIMETIÈRE PUYRICARD MR RISSO Notification : 30/12/2024
D.2024-746	RENOUVELLEMENT DE CONCESSION CIMETIÈRE PUYRICARD MME RAYNAUD Notification : 30/12/2024
D.2024-747	RENOUVELLEMENT DE CONCESSION CIMETIÈRE GRAND SAINT JEAN MR DAGNES Notification : 30/12/2024
D.2024-748	SUBSTITUTION DE CONCESSION AU CIMETIÈRE DES MILLES CONSORTS BEN MOUSSA Notification : 30/12/2024
D.2025-6	ATTRIBUTION DE CONCESSION AU CIMETIÈRE DES MILLES MR JOULIAN Notification : 09/01/2025
D.2025-7	ATTRIBUTION DE CONCESSION AU CIMETIÈRE DU GRAND SAINT JEAN MME BECK Notification : 09/01/2025
D.2025-8	ATTRIBUTION DE CONCESSION AU CIMETIÈRE DES MILLES MR SCARPINATO Notification : 09/01/2025
D.2025-9	RENOUVELLEMENT DE CONCESSION AU CIMETIÈRE DU GRAND SAINT JEAN MR HERNANDEZ & MME HARO Notification : 09/01/2025
D.2025-10	ATTRIBUTION DE CONCESSION AU CIMETIÈRE DU GRAND SAINT JEAN MME AGOSTINI Notification : 09/01/2025
D.2025-11	ATTRIBUTION DE CONCESSION AU CIMETIÈRE DE LUYNES MME FESTA Notification : 09/01/2025
D.2025-12	ATTRIBUTION DE CONCESSION AU CIMETIÈRE SAINT PIERRE MME BELLONE Notification : 09/01/2025

En matière de virement de crédit au titre de la délibération n° DL.2024-2 du Conseil Municipal du 9 février 2024 :

	CHAPITRE A CHAPITRE Notification : 15/11/2024 Affichage du 15/11/2024 au 14/01/2025
D.2024-659	DÉCISION BUDGÉTAIRE MODIFICATIVE PORTANT VIREMENT DE CRÉDITS DE CHAPITRE À CHAPITRE Notification : 09/12/2024 Affichage du 09/12/2024 au 08/02/2025
D.2024-627	DECISION BUDGETAIRE MODIFCATIVE PORTANT VIREMENT DE CRE

En matière d'emprunts :

D.2024-609	EMPRUNT DE 5 000 000 D'EUROS AUPRES DE LA SOCIETE GENERALE FINANCEMENT DU PROGRAMME D'INVESTISSEMENT DE LA VILLE Notification : 13/11/2024 Affichage du 13/11/2024 au 12/01/2025
D.2024-610	EMPRUNT DE 9 000 000 D'EUROS AUPRES DE LA CAISSE D'EPARGNE CEPAC FINANCEMENT DU PROGRAMME D'INVESTISSEMENT DE LA VILLE Notification : 13/11/2024 Affichage du 13/11/2024 au 12/01/2025
D.2024-628	EMPRUNT DE 5 000 000 D'EUROS AUPRES DU CREDIT COOPERATIF FINANCEMENT DU PROGRAMME D'INVESTISSEMENT DE LA VILLE Notification : 19/11/2024 Affichage du 18/11/2024 au 17/01/2025
D.2024-650	CONTRAT D'EMPRUNT CAISSE D'ÉPARGNE PROVENCE ALPES CORSE SIGNE EN VERTU DE LA DÉCISION D.2024-610 DU 12/11/2024 Notification : 03/12/2024
D.2024-651	CONTRAT D'EMPRUNT SOCIÉTÉ GÉNÉRALE SIGNE EN VERTU DE LA DÉCISION D.2024-609 DU 12/11/2024 Notification : 03/12/2024
D.2024-658	CONTRAT D'EMPRUNT CRÉDIT COOPÉRATIF SIGNE EN VERTU DE LA DÉCISION D.2024-628 DU 14/11/2024 Notification : 09/12/2024 Affichage du 06/12/2024 au 05/02/2025

En matière de régie :

D.2024-678	INSTITUTION D'UNE REGIE DE RECETTES ET D'AVANCES "PISCINES AIXOISES" Notification : 24/12/2024 Affichage du 20/12/2024 au 19/02/2025
D.2024-679	RÉGIE DE RECETTES ET D'AVANCES "PISCINES AIXOISES" - ACTE CONSTITUTIF DE LA SOUS-RÉGIE DE RECETTES ET D'AVANCES " PISCINE YVES BLANC" Notification : 24/12/2024 Affichage du 20/12/2024 au 19/02/2025
D.2024-680	RÉGIE DE RECETTES ET D'AVANCES "PISCINES AIXOISES" - ACTE CONSTITUTIF DE LA SOUS-RÉGIE DE RECETTES ET D'AVANCES " PISCINE CLAUDE BOLLET" Notification : 24/12/2024 Affichage du 20/12/2024 au 19/02/2025
D.2024-681	RÉGIE DE RECETTES ET D'AVANCES "PISCINES AIXOISES" - ACTE CONSTITUTIF DE LA SOUS-RÉGIE DE RECETTES ET D'AVANCES "PISCINE PLEIN CIEL"

	Notification : 24/12/2024 Affichage du 20/12/2024 au 19/02/2025

En conséquence, Mes Chers Collègues, je vous remercie de bien vouloir :

- **PRENDRE** acte du présent rapport.

Le Conseil Municipal a pris connaissance du présent rapport et le convertit en délibération.

Ont signé Sophie JOISSAINS, Maire
Président de séance
OBJET : AIDE AUX SINISTRES DU DEPARTEMENT DE MAYOTTE
Étaient Présents :
Monsieur Jonathan AMIACH, Madame Laurence ANGELETTI, Madame Dominique AUGEY, Madame Béatrice BENDELE, Monsieur Fathi BENJILALI, Madame Kayané BIANCO, Madame Brigitte BILLOT, Madame Odile BONTHOUX, Monsieur Jacques BOUDON, Madame Joëlle CANUET, Monsieur Rémi CAPEAU, Monsieur Pierre-Emmanuel CASANOVA, Monsieur Eric CHEVALIER, Madame Françoise COURANJOU, Madame Agnès DAURES, Madame Brigitte DEVESA, Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI, Monsieur Cyril DI MEO, Monsieur Sylvain DIJON, Monsieur Laurent DILLINGER, Monsieur Gilles DONATINI, Monsieur Jean-François DUBOST, Madame Frédérique DUMICHEL, Monsieur Marc FERAUD, Monsieur Jean-Christophe GRUVEL, Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Emmanuel HENRY, Madame Elisabeth HUARD, Madame Claudie HUBERT, Madame Amandine JANER, Madame Sophie JOISSAINS, Monsieur Salah-Eddine KHOUIEL, Monsieur Philippe KLEIN, Madame Perrine MEGGIATO, Madame Sophie MEYNET DE CACQUERAY, Monsieur Alain PARRA, Madame Anne- Laurence PETEL, Madame Josy PIGNATEL, Madame Laure SCANDOLERA, Madame Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE, Monsieur Jean-Louis VINCENT, Madame Fabienne VINCENTI, Monsieur Michael ZAZOUN, Madame Karima ZERKANI-RAYNAL.
Excusés avec pouvoir donné conformément aux dispositions de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :
Monsieur Ravi ANDRE à Madame Frédérique DUMICHEL, Monsieur Moussa BENKACI à Monsieur Fathi BENJILALI, Monsieur Pierre-Paul CALENDINI à Madame Josy PIGNATEL, Madame Aliénor COUTIAUX- LACLADERE à Madame Perrine MEGGIATO, Madame Stéphanie FERNANDEZ à Madame Brigitte BILLOT, Madame Arlette OLLIVIER à Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Marc PENA à Madame Claudie HUBERT, Monsieur Pierre SPANO à Madame Agnès DAURES, Monsieur Francis TAULAN à Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI, Madame Solène TRIVIDIC à Madame Laure SCANDOLERA.
Excusés sans pouvoir :
Madame Françoise TERME.
Secrétaire : Monsieur Rémi CAPEAU
Madame Sophie JOISSAINS donne lecture du rapport ci-joint

M. CHEVALIER - On passe à la 02.02, c'est une information du Conseil, compte rendu des décisions prises en vertu de la délégation de compétence du Conseil Municipal au Maire. Est-ce qu'il y a des questions sur cette information ? Monsieur KLEIN.

M. KLEIN - Merci beaucoup Monsieur le premier adjoint. Oui j'ai 2 questions. La première qui concerne les défenses de la ville dans les débats judiciaires et notamment administratifs plus exactement, puisque j'ai lu, parmi ces constitutions d'un avocat, que nous devons subir une instance initiée par le groupe Lagardère sur les conditions de la concession de DSP à ce nouveau groupe pour l'Aréna, et donc je souhaitais avoir des précisions sur ce qui nous est reproché dans le cadre de cette procédure ?

Et puis dans le tableau des marchés qui ont été passés, etc, c'est vrai que j'en ai vu un qui était le coût du traiteur pour le repas de Noël des seniors. Alors c'est bien de le faire, mais j'ai été quand même un petit peu étonné parce qu'il avait 89 000 € et ça me paraissait vraiment une somme très importante en cette période de budget contraint, et Madame AUGEY ne me contredira pas. Donc voilà, je voulais savoir si c'était plusieurs Noël ou un seul très beau Noël pour 2024.

M. CHEVALIER - Alors juste le premier, je demande à Anne-Louise CHASSAING de répondre puisque on a les résultats.

MME CHASSAING - Pour mémoire, suite au Conseil Municipal du mois de décembre qui a attribué la délégation de service public à EDEIS Concessions. On a ensuite juridiquement un délai qui se déclenche, qui est un délai de standstill de 11 jours, qui permet en fait aux éventuels candidats non retenus de former ce qu'on appelle un référé précontractuel à l'encontre du contrat. Et c'est effectivement ce qui a été fait par la société Lagardère 13, qui a invoqué plusieurs moyens à l'appui de sa requête en référé, des critères qui avaient été fixés jusqu'au capacités professionnelles de l'attributaire pressenti. L'audience s'est déroulée dans les premiers jours du mois de janvier et on a reçu l'ordonnance de référé. Le juge des référés a rejeté le référé précontractuel formé par la société Lagardère. Et donc nous avons pu, dans la foulée, signer le contrat avec la société EDEIS Concession.

M. CHEVALIER – Voilà pour le premier point d'explication. Sylvaine sur le Noël.

MME DI CARO ANTONUCCI – Concernant les repas des seniors, nous sommes à 2 900 repas à 29 € par personne, tout compris.

M. KLEIN – Il ne faut pas vous vexer, mais je vous pose la question parce que je suis senior !

[Rires]

MME DI CARO ANTONUCCI – Très bien, vous serez invité dans l'année à venir.

[Arrivée de Monsieur LAMBERT]

M. CHEVALIER – Merci. On va attendre 2 petites secondes parce qu'on arrive au point 02.04. On est allé chez Madame le Maire puisque Monsieur LAMBERT est arrivé. Si vous voulez venir par ici Monsieur LAMBERT.

M. KLEIN – Je viens de faire la division là de 89 000 par par 29 €, ça fait quand même 3 069 seniors. Alors je ne sais pas où on les a mis.

M. CHEVALIER – Non mais c'est sur plusieurs séances, il y a eu 6 ou 7 séances.

02.04

RAPPORTEUR : Madame Sophie JOISSAINS
Politique Publique : 02-VIE INSTITUTIONNELLE
OBJET : MODIFICATION DES STATUTS DE LA COMMISSION DE DÉONTOLOGIE SUITE A LA DÉMISSION D'UN DES MEMBRES- Décision du Conseil

Mes Chers Collègues,
Par délibération n° DL.2023-22 du 20 janvier 2023, nous avons adopté la modification des statuts de

la Commission de déontologie, statuts adoptés initialement par délibération n° DL.2022-13 du 10 février 2022.
Madame LAMARQUE Danièle, membre de la Commission a démissionné par courrier adressé à Madame le Maire en date du 15 novembre dernier.
Après échanges avec les membres de la commission et au regard de son activité pendant les premiers mois de son existence démontrant que, dans une collectivité de la strate d'Aix en Provence, 4 membres suffisent, il vous est proposé de ne pas procéder au remplacement du membre démissionnaire.
En conséquence, il convient de modifier les articles 1, 3-3-5 et 3-3-6 des statuts adoptés. Ces articles sont modifiés de la manière suivante :
« *ARTICLE 1 : COMPOSITION*
La Commission de déontologie, référent déontologue, mentionné à l'article L.1111-1-1 du Code Général des Collectivités Territoriales de la Ville d'Aix-en-Provence comprend :
- Un Président désigné par l'organe délibérant et choisi parmi les membres de la magistrature et n'exerçant au sein de la collectivité, aucun mandat d'élu local, n'en exerçant plus depuis au moins trois ans, n'étant pas agent de de la collectivité et ne se trouvant pas en situation de conflit d'intérêt avec celle-ci,
- trois membres, professionnels du Droit qui ne sont plus en exercice, et désignés par l'organe délibérant et n'exerçant au sein de la collectivité, aucun mandat d'élu local, n'en exerçant plus depuis au moins trois ans, n'étant pas agent de de la collectivité et ne se trouvant pas en situation de conflit d'intérêt avec celle-ci,
Le Président de la Commission de déontologie est désigné pour la durée de la mandature. Il n'est pas révocable, sauf atteinte grave à la probité ou à l'éthique, mais Il est renouvelable.
Les autres membres sont nommés également pour la durée de la mandature, ils sont non révocables sauf atteinte grave à la probité ou à l'éthique, mais renouvelables.
En cas de vacance avant la fin du mandat, pour quelque cause que ce soit, le remplacement a lieu dans les mêmes conditions de nomination.
Le mandat du remplaçant s'achèvera au terme normal de celui de la Commission.
Tous les membres de la Commission devront être reconnus pour leur honorabilité et leur compétence."
3-3-5: En cas de partage des voix la voix du Président sera prépondérante. En cas d'absence du Président, pour raison majeure, la présidence est assurée par le membre le plus âgé.
3-3-6: La Commission ne peut valablement exprimer un avis ou émettre une recommandation que si, lors de sa réunion, elle comprend au moins 3 membres.
Les autres articles des statuts de la Commission de déontologie restent inchangés.
En conséquence de ce qui précède, je vous demande, Mes Chers Collègues, de bien vouloir :

- **DIRE ET DECIDER** que les articles 1, 3-3-5 et 3-3-6 mentionnés ci-dessus des statuts de la Commission de déontologie, adopté le 20 janvier 2023, sont modifiés tel qu'exposé.

Présents et représentés	:	55
Présents	:	44
Abstentions	:	0
Non participation	:	0
Suffrages Exprimés	:	55
Pour	:	55
Contre	:	0

Ont voté contre : NÉANT.
Se sont abstenus : NÉANT.
N'ont pas pris part au vote : NÉANT

Ont signé Sophie JOISSAINS, Maire Président de séance
OBJET : DÉVELOPPEMENT DURABLE : ATTRIBUTION DE SUBVENTION 2025 AU CENTRE PERMANENT D'INITIATIVES POUR L'ENVIRONNEMENT (CPIE)
Étaient Présents :
Monsieur Jonathan AMIACH, Madame Dominique AUGEY, Madame Béatrice BENDELE, Monsieur Fathi BENJILALI, Madame Kayané BIANCO, Madame Brigitte BILLOT, Madame Odile BONTHOUX, Monsieur Jacques BOUDON, Madame Joëlle CANUET, Monsieur Rémi CAPEAU, Monsieur Pierre-Emmanuel CASANOVA, Monsieur Eric CHEVALIER, Madame Françoise COURANJOU, Madame Agnès DAURES, Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI, Monsieur Cyril DI MEO, Monsieur Sylvain DIJON, Monsieur Laurent DILLINGER, Monsieur Gilles DONATINI, Monsieur Jean-François DUBOST, Madame Frédérique DUMICHEL, Monsieur Marc FERAUD, Monsieur Jean-Christophe GRUVEL, Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Emmanuel HENRY, Madame Elisabeth HUARD, Madame Claudie HUBERT, Madame Amandine JANER, Madame Sophie JOISSAINS, Monsieur Salah-Eddine KHOUIEL, Monsieur Philippe KLEIN, Madame Perrine MEGGIATO, Madame Sophie MEYNET DE CACQUERAY, Monsieur Alain PARRA, Madame Anne-Laurence PETEL, Madame Josy PIGNATEL, Madame Laure SCANDOLERA, Madame Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE, Monsieur Francis TAULAN, Madame Françoise TERME, Monsieur Jean-Louis VINCENT, Madame Fabienne VINCENTI, Monsieur Michael ZAZOUN, Madame Karima ZERKANI-RAYNAL.
Excusés avec pouvoir donné conformément aux dispositions de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :
Monsieur Ravi ANDRE à Madame Frédérique DUMICHEL, Madame Laurence ANGELETTI à Monsieur Philippe KLEIN, Monsieur Moussa BENKACI à Monsieur Fathi BENJILALI, Monsieur Pierre-Paul CALENDINI à Madame Josy PIGNATEL, Madame Aliénor COUTIAUX-LACLADERE à Madame Perrine MEGGIATO, Madame Brigitte DEVESA à Madame Fabienne VINCENTI, Madame Stéphanie FERNANDEZ à Madame Brigitte BILLOT, Madame Arlette OLLIVIER à Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Marc PENA à Madame Claudie HUBERT, Monsieur Pierre SPANO à Madame Agnès DAURES, Madame Solène TRIVIDIC à Madame Laure SCANDOLERA.
Excusés sans pouvoir :
NEANT
Secrétaire : Monsieur Rémi CAPEAU
Madame Françoise COURANJOU donne lecture du rapport ci-joint.

M. CHEVALIER – On va faire la 02.04, la première partie, qui concerne la modification des statuts de la Commission de Déontologie suite à la démission d'un de ses membres.

MME LE MAIRE - Monsieur LAMBERT, Président de la Commission de Déontologie qui va nous présenter le rapport, que je serai chargée ensuite de vous donner à connaître, de vous envoyer. Merci Monsieur LAMBERT.

M. LAMBERT – Merci Madame le Maire. Je ne vais pas vous retenir très longtemps. Je viens déposer le rapport d'activité de la Commission de Déontologie pour 2023 et 2024. Nous en avons fait qu'un puisque en 2023 c'était le début, on s'est mis en place, etc, on n'a pas eu une activité débordante. Cela étant, si vous êtes curieux et que vous regardiez rapidement le rapport, vous verrez qu'on a quand même travaillé en 2023. Donc vous avez approuvé la délibération qui nommée une Commission de Déontologie en 2023. Cette Commission a été installée pour répondre à deux lois, une loi de 2015 et une loi de 2022. La première qui crée la charte de l'élu local et de seconde, la loi 3DS, qui indiquait aux élus locaux, à l'ensemble des élus locaux qui pouvaient faire appel pour régler les questions de déontologie auxquelles il pourrait être confronté à un déontologue, ou à une Commission de Déontologie. Les formes qui avaient été prévues par le décret d'application de la loi de 2022 laissées la porte ouverte à un certain nombre de formules. Donc quand on a créé cette cette Commission de Déontologie, quand on a été installé, je suis

venu vous voir avec mes collègues, et à l'époque, on pouvait se demander si cette installation, cette création d'une Commission de Déontologie, était un gadget législatif ou bien si elle avait une quelconque utilité ? Alors je suis là et le rapport que j'apporte au Maire de la commune d'Aix est là pour vous montrer, pour essayer de nous démontrer que nous avons travaillé, et que peut-être les travaux que nous avons effectués peuvent servir à quelque chose. Je voudrais simplement vous dire que cette Commission de Déontologie a pu fonctionner grâce à l'appui du Maire de la commune, grâce à l'appui de son directeur de cabinet, d'une DGA qui est derrière moi, Madame CHASSAING, et surtout la Secrétaire de la Commission, Madame NICOLAS. Et c'est grâce à cet ensemble de soutiens que la Commission a bien pu fonctionner. Je vous propose que pour preuve la finalisation du code de déontologie, que vous avez approuvé en octobre, qui a été conjoint fabriquée en quelque sorte par les services et par la Commission de Déontologie.

Alors je voudrais vous indiquer la méthode de travail de la Commission. La Commission se réunit 4 fois par an à Aix, sur passé une journée, à étudier tous les cas qui nous ont été soumis, et surtout à réfléchir sur des sujets déontologiques, qu'on met sous forme ensuite, et qui sont diffusés sur le site Intranet de la Commission, qui est sur le site Intranet de la commune. Et donc 4 séances formelles. Un échange entre 100 et 200 mails entre les membres de la Commission de Déontologie tout au long de l'année pour préparer ces séances et pour réfléchir au sujet qu'on veut aborder et pour les développer. Et moi-même je viens environ une fois par mois à Aix pour être à la disposition éventuelle des élus qui voudraient me rencontrer.

Alors sachant que théoriquement cette Commission a été créée principalement pour répondre aux demandes d'avis des élus qui souhaitaient avoir un avis sur des questions déontologique et notamment sur les risques de conflits d'intérêts, sachant que ces demandes d'avis ne prendraient pas tout notre temps, surtout au début, nous avons décidé de travailler en amont pour transmettre nos réflexions déontologiques sur le site Intranet de la Commission. Elles répondent à plusieurs questions : celles qui sont enregistrées déjà et répondre notamment aux questions sur les représentants d'intérêts, sur les conflits d'intérêts, ou encore sur les obligations de déport ou les prises illégales d'intérêt. La Commission assure en outre une veille législative concernant les questions déontologiques à travers notamment les productions de la HATVP, organisme avec lequel nous sommes régulièrement en contact. Concernant les avis aux élus, deux types d'avis : les avis formels qui sont pas très nombreux mais les demandes sont toutes sur des questions très intéressantes qui touchent essentiellement les risques de conflits d'intérêts, et l'un d'entre eux, le plus complexe et d'ailleurs encore en cours, et l'élu qui est concerné se reconnaîtra. Mais il faut ajouter à ces avis formels, les avis informels sur des questions plus ponctuelles, et nous avons pris avec le filtre de notre secrétaire Annie, le parti d'accepter ces demandes au téléphone, auxquelles on peut répondre d'une manière rapide. Enfin, il est convenu avec Madame le Maire que des actions de formation seront assurées par la Commission, au moins une fois par an. Il y en a eu une, à laquelle certains d'entre vous ont assisté, au printemps dernier. Je suis en train d'en mettre une autre en place et j'espère avoir, avec les membres de la Commission, le Madame JEGOUZO, qui est la directrice de l'AFA, de l'Agence Française Anticorruption, et puis une universitaire spécialisée dans la déontologie.

Je termine cette petite présentation en vous invitant à parcourir au moins le rapport pour voir un peu ce que nous faisons, et en vous assurant de l'entière disponibilité de la Commission, de son président, pour répondre aux interrogations que vous pourrez vous poser et que vous voudrez bien posé. Merci de votre attention.

Et maintenant je remets officiellement le rapport d'activité de la Commission de Déontologie à Madame la Maire.

MME LE MAIRE - Merci infiniment Monsieur le Président.

Et nous allons en profiter pour voter la 02.04 sur la modification des statuts de la Commission de Déontologie suite à la démission de Madame LAMARQUE Danielle. Alors ce qui est proposé ici, c'est qu'il n'y ait que 4 membres au lieu de 5, puisque finalement c'est quand même pour une commune de 150 000 habitants, 4 membres paraissent finalement largement suffisants, 4 membres avec vous président.

M. LAMBERT – *Hors micro*.

MME LE MAIRE – Et la région diminue également. Donc si on diminue à la région, je crois qu'on peut diminuer à la ville d'Aix en Provence, et ne pas remplacer le 5e membre démissionnaire. Oui Madame MEYNET DE CACQUERAY.

MME MEYNET DE CACQUERAY – Oui, pas de souci pour voter la délibération. J'ai un petit souci sur telle qu'elle nous est proposée. Il me semble qu'il doit y avoir un amendement de coordination, parce que dans la délibération vous ne modifiez pas le 3.3.5, qui disait qu'en cas d'absence d'un membre, le président avait voix prépondérante. Or là vous allez être 4 et +5, il me semble qu'il faut mettre que c'est en cas de partage des voix que le président à voix prépondérante. Il faudrait changer dans ce sens-là, c'est simplement cet amendement coordination.

MME LE MAIRE – Si Monsieur le Président est d'accord, je suis d'accord, on peut être le voter sans avoir à l'inscrire et le mettre au compte rendu ?

M. LAMBERT – Si formellement c'est mieux.

MME LE MAIRE – Très bien, si formellement c'est mieux. Oui Monsieur HENRY.

M. HENRY – Oui, merci. Pareil, pas de difficulté sur le vote lui-même. Juste est-ce que vous pourrez nous faire tenir la copie du rapport ? Merci.

MME LE MAIRE – C'est prévu. Donc je vous propose de voter.

MME MEYNET DE CACQUERAY – Il faut changer aussi la suite de la phrase puisque la suite de la phrase du 3.3.5 dit qu'en cas d'absence du président pour raison majeure, la Présidence est assurée par le membre le plus âgé, et dans ce cas sa voix est prépondérante. C'est pareil, ils vont se retrouver à 3, donc il y a plus cette notion-là. À mon avis, le 2e alinéa est à supprimer, et on ne garderait que le premier alinéa pour dire que, en cas de partage des voix, la voix du président est prépondérante.

M. LAMBERT – *Manifeste son accord hors micro*.

MME LE MAIRE – Le Président est d'accord, donc moi je suis d'accord aussi évidemment.

[M. LAMBERT quitte la séance].

MME LE MAIRE – Donc 02.04
Contre : 0
Abstention ; 0
Parfait, c'est adopté à l'unanimité.

03.01

RAPPORTEUR : Madame Françoise COURANJOU

Politique Publique : 03-PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT DURABLE

OBJET : DÉVELOPPEMENT DURABLE : ATTRIBUTION DE SUBVENTION 2025 AU CENTRE PERMANENT D'INITIATIVES POUR L'ENVIRONNEMENT (CPIE)- Décision du Conseil

Mes Chers Collègues,

L'Atelier de l'Environnement d'Aix-en-Provence et du Pays d'Aix – labellisé Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement (CPIE) – est une structure associative regroupant plus de cinquante associations, qui coordonne et réalise des projets dans le domaine de l'environnement et du développement durable sur le territoire.

Il a statutairement pour objet : « de coordonner, d'aider et de promouvoir toutes activités liées à la protection de l'environnement et à l'amélioration de la qualité de vie sur le territoire du Pays d'Aix. Il a pour mission permanente de favoriser la promotion d'actions sociales, éducatives ou culturelles et de coordonner, par une étude en commun des problèmes, les actions des différents intervenants dans les domaines précités ».

Les secteurs concernés sont les suivants :

- la protection de l'environnement, notamment des sites sensibles et boisés, ainsi que du patrimoine historique urbain,
- les politiques d'aménagement, d'urbanisme et des transports sur le territoire du Pays d'Aix,
- l'action en faveur des économies d'énergie, de la promotion des énergies renouvelables et l'adaptation aux changements climatiques,
- la lutte contre les nuisances, notamment la pollution de l'eau, de l'air et des déchets,
- l'éducation à l'environnement, information et sensibilisation du public.Les objectifs de l'association ont été contractualisés dans le cadre d'une nouvelle convention pluriannuelle pour la période 2023-2025, telle que présentée en pièce jointe, adoptée lors du Conseil Municipal du 17 mars 2023 (délibération DL.2023-84).

Pour l'année 2025, au vu des projets présentés par l'association et compte-tenu de leur caractère d'intérêt public, général et local, retenu par la Ville, une subvention de 81 000 € (quatre-vingt-un mille euros) est proposée, compte-tenu des règles d'annualité budgétaire.

En conséquence, et au vu de la demande de subvention déposée et du programme retenu, je vous demande, Mes Chers Collègues, de bien vouloir :

- **ATTRIBUER** à l'association « CPIE » une subvention annuelle d'un montant total de 81 000 € ;
- **DIRE** que la dépense sera imputée au budget 2025 ligne 2294, imputation 928 832- 6574-1656 qui présente les disponibilités suffisantes.

Présents et représentés	:	55
Présents	:	44
Abstentions	:	0
Non participation	:	3
Suffrages Exprimés	:	52
Pour	:	52
Contre	:	0

Ont voté contre : NEANT
Se sont abstenus : NEANT
N'ont pas pris part au vote : Marc FERAUD Pierre SPANO Fabienne VINCENTI

Ont signé Sophie JOISSAINS, Maire Président de séance

OBJET : DÉVELOPPEMENT DURABLE : AUTORISATION DE SIGNATURE DE LA CONVENTION CADRE DE LA MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE POUR LE FINANCEMENT DE TRAVAUX PRÉSENTANT UN ENJEU GEMAPI RÉALISES PAR LES COMMUNES

Étaient Présents :

Monsieur Jonathan AMIACH, Madame Dominique AUGEY, Madame Béatrice BENDELE, Monsieur Fathi BENJILALI, Madame Kayané BIANCO, Madame Brigitte BILLOT, Madame Odile BONTHOUX, Monsieur Jacques BOUDON, Madame Joëlle CANUET, Monsieur Rémi CAPEAU, Monsieur Pierre-Emmanuel CASANOVA, Monsieur Eric CHEVALIER, Madame Françoise COURANJOU, Madame Agnès DAURES, Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI, Monsieur Cyril DI MEO, Monsieur Sylvain DIJON, Monsieur Laurent DILLINGER, Monsieur Gilles DONATINI, Monsieur Jean-François DUBOST, Madame Frédérique DUMICHEL, Monsieur Marc FERAUD, Monsieur Jean-Christophe GRUVEL, Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Emmanuel HENRY, Madame Elisabeth HUARD, Madame Claudie HUBERT, Madame Amandine JANER, Madame Sophie JOISSAINS, Monsieur Salah-Eddine KHOUIEL, Monsieur Philippe KLEIN, Madame Perrine MEGGIATO, Monsieur Alain PARRA, Madame Anne-Laurence PETEL, Madame Josy PIGNATEL, Madame Laure SCANDOLERA, Madame Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE, Monsieur Francis TAULAN, Madame Françoise TERME, Madame Solène TRIVIDIC, Monsieur Jean-Louis VINCENT, Madame Fabienne VINCENTI, Monsieur Michael ZAZOUN, Madame Karima ZERKANI-RAYNAL. **Excusés avec pouvoir donné conformément aux dispositions de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Monsieur Ravi ANDRE à Madame Frédérique DUMICHEL, Madame Laurence ANGELETTI à Monsieur Philippe KLEIN, Monsieur Moussa BENKACI à Monsieur Fathi BENJILALI, Monsieur Pierre-Paul CALENDINI à Madame Josy PIGNATEL, Madame Aliénor COUTIAUX-LACLADERE à Madame Perrine MEGGIATO, Madame Brigitte DEVESA à Madame Fabienne VINCENTI, Madame Stéphanie FERNANDEZ à Madame Brigitte BILLOT, Madame Sophie MEYNET DE CACQUERAY à Madame Béatrice BENDELE, Madame Arlette OLLIVIER à Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Marc PENA à Madame Claudie HUBERT, Monsieur Pierre SPANO à Madame Agnès DAURES.

Excusés sans pouvoir :

NEANT

Secrétaire : Monsieur Rémi CAPEAU

Madame Françoise COURANJOU donne lecture du rapport ci-joint.

03.02

RAPPORTEUR : Madame Françoise COURANJOU
CO-RAPPORTEUR(S) : Madame AUGEY Dominique
Politique Publique : 03-PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT DURABLE
OBJET : DÉVELOPPEMENT DURABLE : AUTORISATION DE SIGNATURE DE LA CONVENTION CADRE DE LA MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE POUR LE FINANCEMENT DE TRAVAUX PRÉSENTANT UN ENJEU GEMAPI RÉALISES PAR LES COMMUNES

- Décision du Conseil

Mes Chers Collègues,
Dans le cadre de sa politique de développement durable et au sein de son volet de transition écologique, la Ville d'Aix-en-Provence a délibéré sur une convention cadre sur l'eau le 13 décembre 2022 (DL.2022-393) et identifié 4 axes stratégiques d'actions prioritaires dont celui de la gestion durable des eaux pluviales et de la désimperméabilisation des sols afin de s'inscrire dans un objectif de lutte contre les îlots de chaleur urbains.
En parallèle, le PLUi Plan Local d'Urbanisme Intercommunal du Pays d'Aix et le SAGE Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux de l'Arc (actuellement en révision), viennent renforcer les actions et objectifs en matière d'infiltration des eaux pluviales.
La Métropole Aix-Marseille-Provence a conduit de son côté un travail à l'échelle de son territoire afin de déterminer le potentiel de désimperméabilisation des sols au titre de sa compétence GEMAPI Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations. L'extraction de ce bilan à l'échelle de la Commune d'Aix-en-Provence fait ainsi état d'un potentiel de désimperméabilisation de 2776 ha sur les 18 757 ha que compte la commune. La Ville d'Aix-en-Provence a démarré depuis 2021 un programme de végétalisation et de désimperméabilisation de l'ensemble de ses cours d'écoles qui sera terminé d'ici 2026. Désormais, ce sont l'ensemble de ses opérations de requalification de voiries, aménagements cyclables, espaces publics, espaces verts, bâtiments communaux qui visent à intégrer ces enjeux.
Afin de développer, accompagner, et accélérer la désimperméabilisation, le recours à l'infiltration et la déconnexion, dans la mesure du possible, des réseaux de collecte des eaux de la pluie du réseau pluvial du territoire et afin de faire évoluer progressivement les zones urbanisées vers la « ville perméable », la Métropole propose la signature d'une convention cadre de financement d'études et travaux des communes intégrant un enjeu GEMAPI.
Les projets financés devront s'inscrire dans une logique d'adaptation au changement climatique grâce au déploiement préférentiel de solutions « fondées sur la Nature » et devront bénéficier en amont d'un accord de subvention de l'Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée- Corse qui est un des critères d'éligibilité.

Compte tenu de ces éléments, je vous demande, Mes Chers Collègues, de bien vouloir :

- **PRENDRE ACTE** de l'orientation stratégique prioritaire de la Ville sur la gestion durable des eaux pluviales et de la désimperméabilisation des sols afin de s'inscrire dans un objectif de lutte contre les îlots de chaleur urbains et d'adaptation au changement climatique ;
- **AUTORISER** Madame le Maire ou l'élu(e) délégué(e) à signer la convention cadre de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence pour le financement de travaux présentant un enjeu GEMAPI réalisés par les communes ;
- **AUTORISER** Madame le Maire ou l'élu(e) délégué(e) à solliciter le concours financier de l'Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée-Corse et à signer tous documents afférents ;
- **AUTORISER** Madame le Maire ou l'élu(e) délégué(e) à solliciter le concours financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence au titre de la présente convention GEMAPI ;
- **AUTORISER** Monsieur le Chef de service comptable du Service de Gestion Comptable d'Aix-en-Provence à faire recette des sommes correspondantes.

Présents et représentés	:	55
Présents	:	44
Abstentions	:	0
Non participation	:	0
Suffrages Exprimés	:	55
Pour	:	55

Contre : 0

Ont voté contre : NÉANT.
Se sont abstenus : NÉANT.
N'ont pas pris part au vote : NÉANT

Ont signé Sophie JOISSAINS, Maire Président de séance
OBJET : DÉVELOPPEMENT DURABLE : CONCOURS OBJECTIF DÉVELOPPEMENT DURABLE (ODD) D'AIX-MARSEILLE UNIVERSITÉ DANS LE CADRE DU PARTENARIAT DU "LABEL AGIR ENSEMBLE".
Étaient Présents :
Monsieur Jonathan AMIACH, Madame Dominique AUGEY, Madame Béatrice BENDELE, Monsieur Fathi BENJILALI, Madame Kayané BIANCO, Madame Brigitte BILLOT, Madame Odile BONTHOUX, Monsieur Jacques BOUDON, Madame Joëlle CANUET, Monsieur Rémi CAPEAU, Monsieur Pierre-Emmanuel CASANOVA, Monsieur Eric CHEVALIER, Madame Françoise COURANJOU, Madame Agnès DAURES, Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI, Monsieur Cyril DI MEO, Monsieur Sylvain DIJON, Monsieur Laurent DILLINGER, Monsieur Gilles DONATINI, Monsieur Jean-François DUBOST, Madame Frédérique DUMICHEL, Monsieur Marc FERAUD, Monsieur Jean-Christophe GRUVEL, Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Emmanuel HENRY, Madame Elisabeth HUARD, Madame Claudie HUBERT, Madame Amandine JANER, Madame Sophie JOISSAINS, Monsieur Salah-Eddine KHOUIEL, Monsieur Philippe KLEIN, Madame Perrine MEGGIATO, Monsieur Alain PARRA, Madame Anne-Laurence PETEL, Madame Josy PIGNATEL, Madame Laure SCANDOLERA, Madame Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE, Monsieur Francis TAULAN, Madame Françoise TERME, Madame Solène TRIVIDIC, Monsieur Jean-Louis VINCENT, Madame Fabienne VINCENTI, Monsieur Michael ZAZOUN, Madame Karima ZERKANI-RAYNAL. **Excusés avec pouvoir donné conformément aux dispositions de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**
Monsieur Ravi ANDRE à Madame Frédérique DUMICHEL, Madame Laurence ANGELETTI à Monsieur Philippe KLEIN, Monsieur Moussa BENKACI à Monsieur Fathi BENJILALI, Monsieur Pierre-Paul CALENDINI à Madame Josy PIGNATEL, Madame Aliénor COUTIAUX-LACLADERE à Madame Perrine MEGGIATO, Madame Brigitte DEVESA à Madame Fabienne VINCENTI, Madame Stéphanie FERNANDEZ à Madame Brigitte BILLOT, Madame Sophie MEYNET DE CACQUERAY à Madame Béatrice BENDELE, Madame Arlette OLLIVIER à Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Marc PENA à Madame Claudie HUBERT, Monsieur Pierre SPANO à Madame Agnès DAURES.
Excusés sans pouvoir :
NEANT
Secrétaire : Monsieur Rémi CAPEAU
Madame Françoise COURANJOU donne lecture du rapport ci-joint.

MME LE MAIRE – Alors je vais passer la parole à Françoise COURANJOU pour le 03.01.

MME COURANJOU – Nous attendons que Monsieur FERAUD, Monsieur SPANO et Madame VINCENTI quitte la salle. C'est un formalisme.

[Les élus concernés sortent].

Donc 03.01, il s'agit, dans le cadre de développement durable, de l'attribution d'une subvention 2025 au centre permanent d'initiatives pour l'environnement CPIE. Cette délibération avait déjà été formalisée lors d'une convention pluriannuelle déjà déjà votée.

La 03.02, développement durable, dans le cadre de sa transition écologique, la ville d'Aix en Provence a fait de la gestion durable des eaux pluviales et de la désimperméabilisation des sols, une priorité afin de lutter contre les îlots de chaleur urbains et de favoriser l'infiltration des eaux. En complément du PLUI du Pays d'Aix et du SAGE de l'Arc, la métropole Aix Marseille Provence a identifié un potentiel de désimperméabilisation de 2 776 hectares sur la commune, et propose la signature d'une convention-cadre de financement pour soutenir les projets des communes relevant de la compétence GEMAPI, gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations. Cette Convention permettra à la ville de bénéficier d'un soutien financier pour les études et travaux, intégrant des solutions fondées sur la nature, sous réserve d'un cofinancement de l'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse. Décision soumise au vote prendre acte de…

MME LE MAIRE – Attention, il y a des élus qui doivent sortir et rentrer. Donc, on a fait sortir l'équipe du CPIE à la 03.01, ils peuvent revenir pour voter et entendre la 03.02. Donc, on va d'abord voter la 03.01, à moins qu'il y ait des questions ?

03.01

Contre : 0
Abstention : 0

Ont voté contre : Néant
Se sont abstenus : Néant

MME LE MAIRE – Donc on peut les faire rentrer et faire sortir Dominique…

MME CORANJOU – Oui, Odile, Jean-François. Bah tout le monde est sorti du coup. [Rires].

Un élu – C'est abominable ce truc.

MME CORANJOU – Madame MEYNET DE CACQUERAY doit sortir et Madame SICARD DESNOUELLE aussi.

[Les élus concernés sortent].

MME LE MAIRE – C'est après apparemment, pour la 03.03.

MME CORANJOU – Moi je l'ai Madame le Maire sur la 03.02

MME LE MAIRE – Non, c'est pour plus bas.

MME CORANJOU – Ah d'accord ! Ça devient très complexe !

MME LE MAIRE – On est d'accord. On a des habitudes à prendre ! Donc là maintenant on va voter la 03.02

03.02

Contre : 0
Abstention : 0

Ont voté contre : Néant
Se sont abstenus : Néant

03.03

RAPPORTEUR : Madame Françoise COURANJOU
CO-RAPPORTEUR(S) : Monsieur CASANOVA Pierre-Emmanuel
Politique Publique : 03-PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT DURABLE
OBJET : DÉVELOPPEMENT DURABLE : CONCOURS OBJECTIF DÉVELOPPEMENT DURABLE (ODD) D'AIX-MARSEILLE UNIVERSITÉ DANS LE CADRE DU PARTENARIAT DU "LABEL AGIR ENSEMBLE".- Décision du Conseil

Mes Chers Collègues,
Le « ***Label Agir ensemble »*** est un dispositif national créé par l'Association des Villes Universitaires de France (AVUF) avec pour objectif central la création et la pérennisation d'alliances locales en matière de développement durable. La labellisation « Agir Ensemble » vient soutenir et valoriser les actions coconstruites par les différents acteurs des territoires, notamment établissements de l'enseignement supérieur, collectivités locales, et acteurs économiques.
L'alliance Aix-Marseille du « *Label Agir Ensemble »* a été créée en 2016 et est représentée aujourd'hui par 10 acteurs économiques du territoire :

- **Établissements du supérieur** : AMU, INSEAMM – Beaux-Arts de Marseille,
- **Partenaires institutionnels** : Aix-Marseille-Provence Métropole, Ville de Marseille, Ville d'Aix-en-Provence, CROUS Aix-Marseille-Avignon,
- **Partenaires locaux** : MGEN, MAIF, FNE (France Nature Environnement), RESES (Réseau Étudiant pour une Société Écologique et Solidaire).

Les partenaires du "Label Agir Ensemble" se sont unis pour lancer un concours axé sur les Objectifs de Développement Durable mondiaux (ODD) et de la Santé Environnementale. Ce concours s'adresse à l'ensemble des étudiant.e.s de l'enseignement supérieur quel que soit leur établissement de formation.Les ODD et la Santé Environnementale touchent à des enjeux globaux et transversaux, avec des répercussions profondes sur tous les aspects de la vie quotidienne. C'est donc naturellement que les acteurs du territoire d'Aix-Marseille ont lancé le concours ODD, afin de promouvoir ces valeurs et d'encourager les étudiant(e)s à unir leurs forces autour de ces thématiques.
Le *Concours ODD* a pour objectifs de :

- promouvoir et favoriser l'interdisciplinarité entre les établissements du supérieur de l'Académie d'Aix-Marseille sur les sujets des Objectifs de Développement Durable mondiaux (ODD) de l'ONU et/ou de la Santé Environnementale (selon la définition de l'OMS),
- créer du lien et faire travailler ensemble les étudiants et les acteurs économiques de notre territoire sur des projets communs, porteurs de solutions répondant aux enjeux des ODD et de la Santé Environnementale,
- accompagner les étudiants jusqu'à la réalisation de leurs projets grâce notamment à l'accompagnement des partenaires du « Label Agir Ensemble ».

Dans un premier temps, les étudiants souhaitant participer au concours pourront s'inscrire du 13 janvier au 13 février 2025. Le *Concours ODD*, tout public et gratuit, se déroulera durant la journée du jeudi 13 mars 2025 (lieu à définir) à Aix-en-Provence.
Chaque équipe participante aura à sa disposition un stand afin d'exposer la présentation de son projet qui sera défendu oralement devant un jury et en présence de l'ensemble des équipes participant au concours, du public et des partenaires. La remise des prix aura lieu le soir même en présence des représentants des partenaires et d'invités de marque locaux. Cette journée se veut festive et proposera des animations de toutes sortes pour les participants et le public extérieur.
Afin d'acter la participation de la ville à cet évènement et d'affirmer le rôle de la collectivité dans l'alliance « Agir Ensemble », il est proposé la signature d'une convention de partenariat avec Aix-

Marseille Université. Cette convention d'application s'inscrit dans l'accord-cadre de partenariat N°2024-16521 (cf. DL n°2024-475 du 4 octobre 2024) dont l'objet 1.3 est « *Ancrer un positionnement conjoint et partagé autour des enjeux de développement durable* ». La présente convention a pour objet de préciser les modalités de la participation de la Ville d'Aix-en-Provence au concours ODD (Objectif Développement Durable) organisé par AMU et ces partenaires membres de l'alliance « Agir Ensemble ».

En conséquence, je vous demande, Mes Chers Collègues, de bien vouloir :

- APPROUVER la convention d'application entre la Ville d'Aix-en-Provence et Aix-Marseille Université, annexée ci-après ;

- AUTORISER Madame le Maire ou son représentant à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération et à signer tout document relatif à cette affaire.

Présents et représentés	:	55
Présents	:	44
Abstentions	:	0
Non participation	:	6
Suffrages Exprimés	:	49
Pour	:	49
Contre	:	0

Ont voté contre : NEANT
Se sont abstenus : NEANT
N'ont pas pris part au vote : Dominique AUGEY Odile BONTHOUX Jean-François DUBOST Stéphanie FERNANDEZ Sophie MEYNET DE CACQUERAY Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE

Ont signé Sophie JOISSAINS, Maire Président de séance
OBJET : DÉVELOPPEMENT DURABLE : MISE À DISPOSITION À TITRE GRACIEUX DE DEUX PARCELLES COMMUNALES A L'ASSOCIATION DES JARDINS FAMILIAUX DE LA PETITE THUMINE ; AUTORISATION DE DEMANDE DE SUBVENTION POUR LA RÉHABILITATION ET LES TRAVAUX D'EXTENSION ET DE PLANTATIONS DU SITE
Étaient Présents :
Monsieur Jonathan AMIACH, Madame Dominique AUGEY, Madame Béatrice BENDELE, Monsieur Fathi BENJILALI, Madame Kayané BIANCO, Madame Brigitte BILLOT, Madame Odile BONTHOUX, Monsieur Jacques BOUDON, Madame Joëlle CANUET, Monsieur Rémi CAPEAU, Monsieur Pierre-Emmanuel CASANOVA, Monsieur Eric CHEVALIER, Madame Françoise COURANJOU, Madame Agnès DAURES, Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI, Monsieur Cyril DI MEO, Monsieur Sylvain DIJON, Monsieur Laurent DILLINGER, Monsieur Gilles DONATINI, Monsieur Jean-François DUBOST, Madame Frédérique DUMICHEL, Monsieur Marc FERAUD, Monsieur Jean-Christophe GRUVEL, Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Emmanuel HENRY, Madame Elisabeth HUARD, Madame Claudie HUBERT, Madame Amandine JANER, Madame Sophie JOISSAINS, Monsieur Salah-Eddine KHOUIEL, Monsieur Philippe KLEIN, Madame Perrine MEGGIATO, Monsieur Alain PARRA, Madame Anne-Laurence PETEL, Madame Josy PIGNATEL, Madame Laure SCANDOLERA, Madame Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE, Monsieur Francis TAULAN, Madame Françoise TERME, Madame Solène TRIVIDIC, Monsieur Jean-Louis VINCENT, Madame Fabienne VINCENTI, Monsieur Michael ZAZOUN, Madame Karima ZERKANI-RAYNAL.

Excusés avec pouvoir donné conformément aux dispositions de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :
Monsieur Ravi ANDRE à Madame Frédérique DUMICHEL, Madame Laurence ANGELETTI à Monsieur Philippe KLEIN, Monsieur Moussa BENKACI à Monsieur Fathi BENJILALI, Monsieur Pierre-Paul CALENDINI à Madame Josy PIGNATEL, Madame Aliénor COUTIAUX-LACLADERE à Madame Perrine MEGGIATO, Madame Brigitte DEVESA à Madame Fabienne VINCENTI, Madame Stéphanie FERNANDEZ à Madame Brigitte BILLOT, Madame Sophie MEYNET DE CACQUERAY à Madame Béatrice BENDELE, Madame Arlette OLLIVIER à Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Marc PENA à Madame Claudie HUBERT, Monsieur Pierre SPANO à Madame Agnès DAURES.
Excusés sans pouvoir :
NEANT
Secrétaire : Monsieur Rémi CAPEAU
Monsieur Marc FERAUD donne lecture du rapport ci-joint.

MME LE MAIRE – Et maintenant, je demande à Dominique AUGEY, Odile BONTHOUX, Jean-François DUBOST, Stéphanie n'est pas là, Sophie MEYNET DE CACQUERAY, Marie-Pierre SICARD DESNUELLE de sortir le temps de la présentation de la délibération 03.03.

[Les élus concernés sortent].

Françoise, tu peux y aller.

MME CORANJOU – Donc partenariat entre la ville d'Aix en Provence et Aix Marseille Université pour l'organisation d'un concours objectif durable ODD dans le cadre du label Agir Ensemble.
Le contexte : le label Agir Ensemble réunit des acteurs locaux, universités, collectivités et entreprises, pour promouvoir le développement durable. Le concours ODD destiné aux étudiants de l'enseignement supérieur, vise à encourager des projets interdisciplinaires répondant aux enjeux de développement durable et de la santé environnementale.
L'engagement de la ville : soutien financier 2 000 €, dotation pour les prix et frais d'organisation, accompagnement des étudiants par la direction du développement durable et stratégie, et participation au jury et aux instances de pilotage du concours.
Le calendrier est le suivant : 13 janvier, 13 février, inscriptions des étudiants au concours, 27 février, comité de sélection des projets, et 13 mars, jury et remise des prix.
Donc il s'agit d'approuver cette convention et d'autoriser Madame le Maire à signer et à mettre en œuvre ladite convention. Je vous remercie.
Ils auront le temps de ressortir et de rentrer. Merci.

MME LE MAIRE – Y a-t-il des questions ?

03.03
Contre : 0
Abstention : 0

Ont voté contre : Néant
Se sont abstenus : Néant

MME LE MAIRE – On peut leur demander de rentrer.

03.04

RAPPORTEUR : Monsieur Marc FERAUD
CO-RAPPORTEUR(S) : Monsieur KHOUIEL Salah-Eddine, Madame BONTHOUX Odile, Madame COURANJOU Françoise
Politique Publique : 03-PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT DURABLE
OBJET : DÉVELOPPEMENT DURABLE : MISE A DISPOSITION A TITRE GRACIEUX DE DEUX PARCELLES COMMUNALES A L'ASSOCIATION DES JARDINS FAMILIAUX DE LA PETITE THUMINE ; AUTORISATION DE DEMANDE DE SUBVENTION POUR LA RÉHABILITATION ET LES TRAVAUX D'EXTENSION ET DE PLANTATIONS DU SITE
- Décision du Conseil

Mes Chers Collègues,
Les jardins familiaux de la Petite Thumine sont implantés depuis 23 ans sur le site du vallon de la Petite Thumine au sein du quartier du Jas de Bouffan, sur deux parcelles communales numérotées respectivement IO 0136 et IO 0138.
Ces parcelles, d'une superficie initiale de 7 138 m², mises à disposition à titre gracieux par la commune à l'association des jardins familiaux de la Petite Thumine, représentaient jusqu'à présent une valeur d'occupation annuelle de 7 138 euros à raison de 1 € le m² de terrain agricole valorisé par la ville dans le cadre de sa politique foncière et d'aide aux associations.
Un travail de réhabilitation et d'extension de ces jardins a été entrepris depuis trois ans par la Ville d'Aix-en-Provence et ce, grâce à une première subvention de 50 000 euros obtenue en 2022 dans le cadre du Plan France Relance pour les travaux conduits depuis et la création de deux nouveaux espaces partagés en 2024 : un potager collectif de 1275 m² et un verger partagé à vocation conservatoire de 1850 m². Ces nouvelles parcelles ont été mises à disposition via deux nouvelles conventions d'occupation dont vous avez autorisé la signature en 2024 (DL.2024-144 et DL.2024-145) et dont les clefs ont été remises après état des lieux le 13 décembre 2024.
Les superficies totales mises à disposition à titre gracieux par la commune à l'association des jardins familiaux de la Petite Thumine ont donc été portées de 7138 m² à 10 263 m², ce qui représente désormais une valeur foncière de 10 263 euros à raison de la valeur du terrain agricole communal estimée à 1€ du m².
Par ailleurs, afin de poursuivre la requalification des jardins et leur accompagnement, d'autres aides financières seront recherchées pour accompagner ce projet vertueux et afin qu'il bénéficie au plus grand nombre tout en étant exemplaire d'un point de vue environnemental.

Compte-tenu de ce qui précède, je vous demande donc, Mes Chers Collègues, de bien vouloir

-DIRE que les superficies des parcelles communales IO 0136 et IO 0138 mises à disposition à titre gracieux à l'Association des jardins familiaux de la Petite Thumine représentent une valeur financière annuelle actualisée à 10 263 euros et que celles-ci seront valorisées en tant qu'avantage en nature par l'association occupante ;

-AUTORISER Madame le Maire ou l'élu délégué à solliciter toute subvention et à mobiliser tout dispositif financier permettant de poursuivre la réhabilitation et l'accompagnement de ces jardins potagers et verger conservatoire et à signer les documents afférents ;

-AUTORISER Monsieur le Chef de service comptable du Service de Gestion Comptable d'Aix-en-Provence à faire recette des sommes correspondantes.

Présents et représentés	:	55
Présents	:	44
Abstentions	:	0

Non participation	:	0
Suffrages Exprimés	:	55
Pour	:	55
Contre	:	0

Ont voté contre : NÉANT.
Se sont abstenus : NÉANT.
N'ont pas pris part au vote : NÉANT

Ont signé Sophie JOISSAINS, Maire Président de séance
OBJET : SEMEPA - RAPPORT D'ACTIVITE 2023
Étaient Présents : Monsieur Jonathan AMIACH, Madame Dominique AUGEY, Madame Béatrice BENDELE, Monsieur Fathi BENJILALI, Madame Kayané BIANCO, Madame Brigitte BILLOT, Madame Odile BONTHOUX, Monsieur Jacques BOUDON, Madame Joëlle CANUET, Monsieur Rémi CAPEAU, Monsieur Pierre-Emmanuel CASANOVA, Monsieur Eric CHEVALIER, Madame Agnès DAURES, Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI, Monsieur Cyril DI MEO, Monsieur Sylvain DIJON, Monsieur Laurent DILLINGER, Monsieur Gilles DONATINI, Monsieur Jean-François DUBOST, Madame Frédérique DUMICHEL, Monsieur Marc FERAUD, Monsieur Jean-Christophe GRUVEL, Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Emmanuel HENRY, Madame Elisabeth HUARD, Madame Claudie HUBERT, Madame Amandine JANER, Madame Sophie JOISSAINS, Monsieur Salah-Eddine KHOUIEL, Monsieur Philippe KLEIN, Madame Perrine MEGGIATO, Monsieur Alain PARRA, Madame Anne-Laurence PETEL, Madame Josy PIGNATEL, Madame Laure SCANDOLERA, Madame Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE, Monsieur Francis TAULAN, Madame Françoise TERME, Madame Solène TRIVIDIC, Monsieur Jean-Louis VINCENT, Madame Fabienne VINCENTI, Monsieur Michael ZAZOUN, Madame Karima ZERKANI-RAYNAL.
Excusés avec pouvoir donné conformément aux dispositions de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :
Monsieur Ravi ANDRE à Madame Frédérique DUMICHEL, Madame Laurence ANGELETTI à Monsieur Philippe KLEIN, Monsieur Moussa BENKACI à Monsieur Fathi BENJILALI, Monsieur Pierre-Paul CALENDINI à Madame Josy PIGNATEL, Madame Françoise COURANJOU à Madame Dominique AUGEY, Madame Aliénor COUTIAUX-LACLADERE à Madame Perrine MEGGIATO, Madame Brigitte DEVESA à Madame Fabienne VINCENTI, Madame Stéphanie FERNANDEZ à Madame Brigitte BILLOT, Madame Sophie MEYNET DE CACQUERAY à Madame Béatrice BENDELE, Madame Arlette OLLIVIER à Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Marc PENA à Madame Claudie HUBERT, Monsieur Pierre SPANO à Madame Agnès DAURES.
Excusés sans pouvoir :
NEANT
Secrétaire : Monsieur Rémi CAPEAU
Monsieur Eric CHEVALIER donne lecture du rapport ci-joint.

MME LE MAIRE – C'est à Marc.

M. FERAUD - Oui, merci Madame le Maire. Bon ben écoutez, je vous emmène au bout de ce petit chemin qui sent bon la noisette. C'est donc la mise à disposition aux jardins familiaux de la Petite Thumine de 2 nouvelles parcelles, un jardin partagé de 34 parcelles, et surtout un verger conservatoire. Donc je vais prendre une minute pour vous parler de pistachiers *[Sourires]* parce que nous avons planté 35 arbres fruitiers, des vignes et plein de choses. Mais des pistachiers ont une particularité, c'est que c'est

des arbres dioïques, il faut un mâle et une femelle pour faire dépistages. Donc les jours de brise, le pollen vient vient sur la femelle. Et ce qu'il y a de joli, c'est que la femelle s'appelle Napolitaine et le mâle Gino *[Souri]* qui sont nos deux pistachiers qui vont faire des bébés. Voilà je trouve que l'anecdote est jolie. Et 35 arbres fruitiers, vivement les récoltes !
Donc je vous demande de mettre à titre gracieux ces deux parcelles à l'association des jardins familiaux.

MME LE MAIRE – Y-a-t-il des questions ?

M. FERAUD – Sur les pistachiers… *[Sourires]*

MME LE MAIRE

03.04
Contre : 0
Abstention : 0

Ont voté contre : Néant
Se sont abstenus : Néant

04.01

RAPPORTEUR : Monsieur Eric CHEVALIER
Politique Publique : 04-AMENAGEMENT ET GESTION DE L'ESPACE URBAIN
OBJET : SEMEPA - RAPPORT D'ACTIVITE 2023- Décision du Conseil

Mes Chers Collègues,
La « SEMEPA » dispose d'un capital de 5 025 000 € détenu majoritairement par la Commune d'Aix-en-Provence (53,51 %).
Cette société intervient dans le domaine de l'aménagement : elle gère la ZAC du parc de la Duranne par le biais d'une concession d'aménagement conclue avec la Ville d'Aix-en- Provence en 2016.
Pour rappel, jusqu'au 29 juin 2023, elle était concessionnaire, par la voie d'une délégation de service public, du stationnement public sur le territoire de la Ville d'Aix-en-Provence ainsi que de la gestion du parking « Rotonde », la compétence des parcs de stationnement ayant été transférée à la Métropole Aix-Marseille-Provence en 2018.
Conformément à l'article L.1524-3 du Code Général des Collectivités Territoriales,
« lorsqu'une société d'économie mixte locale exerce, pour le compte d'une collectivité territoriale ou d'un groupement, des prérogatives de puissance publique, elle établit chaque année un rapport spécial sur les conditions de leur exercice qui est présenté à l'organe délibérant de la collectivité territoriale ou du groupement et est adressé au représentant de l'Etat dans le département. »
De plus, les dispositions du 14ème alinéa de l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoient désormais, à compter du 1er août 2022, que « les organes délibérants des collectivités territoriales ou de leurs groupements actionnaires se prononcent, après un débat, sur le rapport écrit qui leur est soumis au moins une fois par an par leurs représentants au conseil d'administration ou au conseil de surveillance ».Le Conseil d'Administration s'est réuni pour approuver le projet de rapport d'activité à présenter à l'Assemblée Générale qui l'a elle-même validé lors de la réunion du 28 juin 2024.
Aussi, j'ai l'honneur de vous présenter, ci-après, le rapport qui nous est soumis par les représentants de la Ville d'Aix-en-Provence au Conseil d'Administration de la SEMEPA pour l'année 2023.
Vu les dispositions de l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, Vu le bilan et compte de résultat de l'exercice 2023 de la SEMEPA,

Après en avoir débattu, je vous prie, Mes Chers Collègues, de bien vouloir :

- **PRENDRE ACTE** de la tenue du débat sur la base du rapport d'activité de la SEMEPA présenté en séance et annexé à la délibération.

Présents et représentés	:	55
Présents	:	43
Abstentions	:	5
Non participation	:	0
Suffrages Exprimés	:	50
Pour	:	44
Contre	:	6

Ont voté contre :
Agnès DAURES Cyril DI MEO Emmanuel HENRY Claudie HUBERT Marc PENA Pierre SPANO
Se sont abstenus :
Laurence ANGELETTI, Béatrice BENDELE, Philippe KLEIN, Sophie MEYNET DE CACQUERAY, Alain PARRA.
N'ont pas pris part au vote :
NEANT

Le Conseil Municipal a Adopté à la majorité le rapport qui précède.

Ont signé Sophie JOISSAINS, Maire Président de séance
OBJET : SPLA - RAPPORT D'ACTIVITE 2023
Étaient Présents :
Monsieur Jonathan AMIACH, Madame Dominique AUGEY, Madame Béatrice BENDELE, Monsieur Fathi BENJILALI, Madame Kayané BIANCO, Madame Brigitte BILLOT, Madame Odile BONTHOUX, Monsieur Jacques BOUDON, Madame Joëlle CANUET, Monsieur Rémi CAPEAU, Monsieur Pierre-Emmanuel CASANOVA, Monsieur Eric CHEVALIER, Madame Agnès DAURES, Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI, Monsieur Cyril DI MEO, Monsieur Sylvain DIJON, Monsieur Laurent DILLINGER, Monsieur Gilles DONATINI, Monsieur Jean-François DUBOST, Madame Frédérique DUMICHEL, Monsieur Marc FERAUD, Monsieur Jean-Christophe GRUVEL, Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Emmanuel HENRY, Madame Elisabeth HUARD, Madame Claudie HUBERT, Madame Amandine JANER, Madame Sophie JOISSAINS, Monsieur Salah-Eddine KHOUIEL, Monsieur Philippe KLEIN, Madame Perrine MEGGIATO, Monsieur Alain PARRA, Madame Anne-Laurence PETEL, Madame Josy PIGNATEL, Madame Laure SCANDOLERA, Madame Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE, Monsieur Francis TAULAN, Madame Françoise TERME, Madame Solène TRIVIDIC, Monsieur Jean-Louis VINCENT, Madame Fabienne VINCENTI, Monsieur Michael ZAZOUN, Madame Karima ZERKANI-RAYNAL.
Excusés avec pouvoir donné conformément aux dispositions de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :
Monsieur Ravi ANDRE à Madame Frédérique DUMICHEL, Madame Laurence ANGELETTI à Monsieur Philippe KLEIN, Monsieur Moussa BENKACI à Monsieur Fathi BENJILALI, Monsieur Pierre-Paul CALENDINI à Madame Josy PIGNATEL, Madame Françoise COURANJOU à Madame Dominique AUGEY, Madame Aliénor COUTIAUX-LACLADERE à Madame Perrine MEGGIATO, Madame Brigitte DEVESA à Madame Fabienne VINCENTI, Madame Stéphanie FERNANDEZ à Madame Brigitte BILLOT, Madame Sophie MEYNET DE CACQUERAY à Madame Béatrice BENDELE, Madame Arlette OLLIVIER à Monsieur Sellam HADAOUI,

Monsieur Marc PENA à Madame Claudie HUBERT, Monsieur Pierre SPANO à Madame Agnès DAURES.
Excusés sans pouvoir :
NÉANT
Secrétaire : Monsieur Rémi CAPEAU
Monsieur Eric CHEVALIER donne lecture du rapport ci-joint.

04.02

RAPPORTEUR : Monsieur Eric CHEVALIER
Politique Publique : 04-AMENAGEMENT ET GESTION DE L'ESPACE URBAIN
OBJET : SPLA - RAPPORT D'ACTIVITE 2023- Décision du Conseil

Mes Chers Collègues,
La SPLA « Pays d'Aix Territoires » a été constituée, en fin d'année 2009, à l'initiative de la Commune d'Aix-en-Provence et de la Communauté du Pays d'Aix. Ses statuts ont été signés le 1er décembre 2009, la société a été immatriculée au registre du commerce le 11 mars 2010. Elle dispose d'un capital de 500 000 € détenu à ce jour par la Commune d'Aix-en-Provence pour 57,74%, par la « Métropole Pays d'Aix Territoires » à hauteur de 40,01 % et le restant étant réparti entre plusieurs communes adhérentes.
Cette société peut intervenir dans les différents domaines pour les opérations définies par l'article L.300-1 du Code de l'Urbanisme qui peut se décliner ainsi :
- La mise en œuvre d'un projet urbain, d'une politique locale de l'habitat, l'organisation de la mutation, du maintien, de l'extension ou de l'accueil des activités économiques, développement des loisirs et du tourisme, réalisation d'équipements collectifs ou de locaux de recherche ou d'enseignement supérieur, lutte contre l'insalubrité et l'habitat indigne et dangereux, renouvellement urbain, sauvegarde ou mise en valeur du patrimoine bâti et non bâti et les espaces naturels,
- La réalisation d'études préalables, l'acquisition et cession d'immeubles, les opérations de construction ou de réhabilitation immobilière, baux commerciaux, fonds de commerce ou fonds artisanaux, l'exercice du droit de préemption par délégation, ...
Sur le territoire aixois les interventions prennent la forme d'études et d'opérations d'aménagement.
Les articles L327-1 du Code de l'urbanisme et L.1531-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) étendent aux SPLA les dispositions applicables aux SEM issues du titre II du Livre V du CGCT.
Ainsi, conformément à l'article L.1524-3 du CGCT, « lorsqu'une société d'économie mixte locale exerce, pour le compte d'une collectivité territoriale ou d'un groupement, des prérogatives de puissance publique, elle établit chaque année un rapport spécial sur les conditions de leur exercice qui est présenté à l'organe délibérant de la collectivité territoriale ou du groupement et est adressé au représentant de l'Etat dans le département. »
De plus, les dispositions du 14ème alinéa de l'article L.1524-5 du CGCT prévoient désormais, à compter du 1er août 2022, que « les organes délibérants des collectivités territoriales ou de leurs groupements actionnaires se prononcent, après un débat, sur le rapport écrit qui leur est soumis au moins une fois par an par leurs représentants au conseil d'administration ou au conseil de surveillance ».
Le Conseil d'Administration s'est réuni le 30 avril 2024 pour approuver le projet de rapport d'activité à présenter à l'Assemblée Générale qui l'a elle-même validé lors de la réunion du 19 juin 2024.
Aussi, j'ai l'honneur de vous présenter, ci-après, le rapport qui nous est soumis par les représentants de la Ville d'Aix-en-Provence au Conseil d'Administration de la SPLA pour l'année 2023.
Vu les dispositions de l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, Vu le bilan

et compte de résultat de l'exercice 2023 de la SPLA,

Après en avoir débattu, je vous prie, Mes Chers Collègues, de bien vouloir :

- **PRENDRE ACTE** de la tenue du débat sur la base du rapport d'activité de la SPLA présenté en séance et annexé à la délibération.

Présents et représentés	:	55
Présents	:	43
Abstentions	:	5
Non participation	:	0
Suffrages Exprimés	:	50
Pour	:	44
Contre	:	6

Ont voté contre :
Agnès DAURES Cyril DI MEO Emmanuel HENRY Claudie HUBERT Marc PENA Pierre SPANO
Se sont abstenus :
Laurence ANGELETTI, Béatrice BENDELE, Philippe KLEIN, Sophie MEYNET DE CACQUERAY, Alain PARRA.
N'ont pas pris part au vote :
NÉANT

Le Conseil Municipal a Adopté à la majorité le rapport qui précède.

Ont signé Sophie JOISSAINS, Maire Président de séance
OBJET : SPL AMVD - RAPPORT D'ACTIVITE 2023
Etaient Présents :
Monsieur Jonathan AMIACH, Madame Dominique AUGEY, Madame Béatrice BENDELE, Monsieur Fathi BENJILALI, Madame Kayané BIANCO, Madame Brigitte BILLOT, Madame Odile BONTHOUX, Monsieur Jacques BOUDON, Madame Joëlle CANUET, Monsieur Rémi CAPEAU, Monsieur Pierre-Emmanuel CASANOVA, Monsieur Eric CHEVALIER, Madame Agnès DAURES, Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI, Monsieur Cyril DI MEO, Monsieur Sylvain DIJON, Monsieur Laurent DILLINGER, Monsieur Gilles DONATINI, Monsieur Jean-François DUBOST, Madame Frédérique DUMICHEL, Monsieur Marc FERAUD, Monsieur Jean-Christophe GRUVEL, Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Emmanuel HENRY, Madame Elisabeth HUARD, Madame Claudie HUBERT, Madame Amandine JANER, Madame Sophie JOISSAINS, Monsieur Salah-Eddine KHOUIEL, Monsieur Philippe KLEIN, Madame Perrine MEGGIATO, Monsieur Alain PARRA, Madame Anne-Laurence PETEL, Madame Josy PIGNATEL, Madame Laure SCANDOLERA, Madame Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE, Monsieur Francis TAULAN, Madame Françoise TERME, Madame Solène TRIVIDIC, Monsieur Jean-Louis VINCENT, Madame Fabienne VINCENTI, Monsieur Michael ZAZOUN, Madame Karima ZERKANI-RAYNAL.
Excusés avec pouvoir donné conformément aux dispositions de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :
Monsieur Ravi ANDRE à Madame Frédérique DUMICHEL, Madame Laurence ANGELETTI à Monsieur Philippe KLEIN, Monsieur Moussa BENKACI à Monsieur Fathi BENJILALI, Monsieur Pierre-Paul CALENDINI à Madame Josy PIGNATEL, Madame Françoise COURANJOU à Madame Dominique AUGEY, Madame Aliénor COUTIAUX-LACLADERE à Madame Perrine MEGGIATO, Madame Brigitte DEVESA à Madame Fabienne VINCENTI, Madame Stéphanie FERNANDEZ à Madame Brigitte BILLOT, Madame Sophie MEYNET DE CACQUERAY à

Madame Béatrice BENDELE, Madame Arlette OLLIVIER à Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Marc PENA à Madame Claudie HUBERT, Monsieur Pierre SPANO à Madame Agnès DAURES.
Excusés sans pouvoir :
NÉANT
Secrétaire : Monsieur Rémi CAPEAU
Monsieur Eric CHEVALIER donne lecture du rapport ci-joint.

04.03

RAPPORTEUR : Monsieur Eric CHEVALIER
Politique Publique : 04-AMENAGEMENT ET GESTION DE L'ESPACE URBAIN
OBJET : SPL AMVD - RAPPORT D'ACTIVITE 2023- Décision du Conseil

Mes Chers Collègues,
La « SPL AIX MANOSQUE VAL DE DURANCE » dispose d'un capital de 300 000 € détenu à égalité entre la Ville d'Aix-en-Provence et la Ville de Manosque.
L'objet de cette société est la réalisation d'opérations d'aménagement d'espace public et de construction d'équipements publics. Elle peut effectuer toutes opérations mobilières, immobilières, commerciales, industrielles et financières se rapportant à son objet. Elle intervient exclusivement pour le compte de ses actionnaires. L'article L.1531-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) permet la création des sociétés publiques locales et étend à ces sociétés l'application des dispositions applicables aux SEM issues du titre II du Livre V du CGCT.
Ainsi, conformément à l'article L.1524-3 du CGCT, « lorsqu'une société d'économie mixte locale exerce, pour le compte d'une collectivité territoriale ou d'un groupement, des prérogatives de puissance publique, elle établit chaque année un rapport spécial sur les conditions de leur exercice qui est présenté à l'organe délibérant de la collectivité territoriale ou du groupement et est adressé au représentant de l'Etat dans le département. »
De plus, les dispositions du 14ème alinéa de l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoient désormais, à compter du 1er août 2022, que « les organes délibérants des collectivités territoriales ou de leurs groupements actionnaires se prononcent, après un débat, sur le rapport écrit qui leur est soumis au moins une fois par an par leurs représentants au conseil d'administration ou au conseil de surveillance».
Le Conseil d'Administration s'est réuni le 4 juillet 2024 pour approuver le projet de rapport d'activité à présenter à l'Assemblée Générale qui l'a elle-même validé lors de la réunion du 16 septembre 2024.
Aussi, j'ai l'honneur de vous présenter, ci-après, le rapport qui nous est soumis par les représentants de la Ville d'Aix-en-Provence au Conseil d'Administration de la SPL AMVD pour l'année 2023.
VU les dispositions de l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, VU le bilan et compte de résultat de l'exercice 2023 de la SPL AMVD.

Après en avoir débattu, je vous prie, Mes Chers Collègues, de bien vouloir :

- **PRENDRE ACTE** de la tenue du débat sur la base du rapport d'activité 2023 de la SPL AMVD présenté en séance et annexé à la délibération.

Présents et représentés	:	55
Présents	:	43
Abstentions	:	6
Non participation	:	0

Suffrages Exprimés	:	49
Pour	:	49
Contre	:	0

Ont voté contre : NÉANT
Se sont abstenus : Agnès DAURES, Cyril DI MEO, Emmanuel HENRY, Claudie HUBERT, Marc PENA, Pierre SPANO.
N'ont pas pris part au vote : NEANT

Ont signé Sophie JOISSAINS, Maire Président de séance
OBJET : DÉSAFFECTATION DE LOGEMENTS DE FONCTION AUX ÉCOLES MARCEL PAGNOL ET JEAN MAUREL ET D'UNE PARTIE DU PARVIS DE CELONY
Étaient Présents :
Monsieur Jonathan AMIACH, Madame Dominique AUGEY, Madame Béatrice BENDELE, Monsieur Fathi BENJILALI, Madame Kayané BIANCO, Madame Brigitte BILLOT, Madame Odile BONTHOUX, Monsieur Jacques BOUDON, Madame Joëlle CANUET, Monsieur Rémi CAPEAU, Monsieur Pierre-Emmanuel CASANOVA, Monsieur Eric CHEVALIER, Madame Agnès DAURES, Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI, Monsieur Cyril DI MEO, Monsieur Sylvain DIJON, Monsieur Laurent DILLINGER, Monsieur Gilles DONATINI, Monsieur Jean-François DUBOST, Madame Frédérique DUMICHEL, Monsieur Marc FERAUD, Monsieur Jean-Christophe GRUVEL, Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Emmanuel HENRY, Madame Elisabeth HUARD, Madame Claudie HUBERT, Madame Amandine JANER, Madame Sophie JOISSAINS, Monsieur Salah-Eddine KHOUIEL, Monsieur Philippe KLEIN, Madame Perrine MEGGIATO, Monsieur Alain PARRA, Madame Anne-Laurence PETEL, Madame Josy PIGNATEL, Madame Laure SCANDOLERA, Madame Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE, Monsieur Francis TAULAN, Madame Françoise TERME, Madame Solène TRIVIDIC, Monsieur Jean-Louis VINCENT, Madame Fabienne VINCENTI, Monsieur Michael ZAZOUN, Madame Karima ZERKANI-RAYNAL.
Excusés avec pouvoir donné conformément aux dispositions de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :
Monsieur Ravi ANDRE à Madame Frédérique DUMICHEL, Madame Laurence ANGELETTI à Monsieur Philippe KLEIN, Monsieur Moussa BENKACI à Monsieur Fathi BENJILALI, Monsieur Pierre-Paul CALENDINI à Madame Josy PIGNATEL, Madame Françoise COURANJOU à Madame Dominique AUGEY, Madame Aliénor COUTIAUX-LACLADERE à Madame Perrine MEGGIATO, Madame Brigitte DEVESA à Madame Fabienne VINCENTI, Madame Stéphanie FERNANDEZ à Madame Brigitte BILLOT, Madame Sophie MEYNET DE CACQUERAY à Madame Béatrice BENDELE, Madame Arlette OLLIVIER à Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Marc PENA à Madame Claudie HUBERT, Monsieur Pierre SPANO à Madame Agnès DAURES.
Excusés sans pouvoir :
NEANT
Secrétaire : Monsieur Rémi CAPEAU
Madame Fabienne VINCENTI donne lecture du rapport ci-joint.

04.04

RAPPORTEUR : Madame Fabienne VINCENTI
CO-RAPPORTEUR(S) : Madame BONTHOUX Odile
Politique Publique : 04-AMENAGEMENT ET GESTION DE L'ESPACE URBAIN

OBJET : DÉSAFFECTATION DE LOGEMENTS DE FONCTION AUX ÉCOLES MARCEL PAGNOL ET JEAN MAUREL ET D'UNE PARTIE DU PARVIS DE CELONY- Décision du Conseil

Mes Chers Collègues,
Par délibération n° DL.2004-177 du Conseil Municipal en date du 16 février 2004, la Ville d'Aix-en-Provence, après avoir consulté les services de la Direction Académique des Services Départementaux de l'Éducation Nationale, a donné son accord de principe de désaffectation des logements de fonction d'enseignants situés hors bâtiments des écoles.
Conformément à la délibération susmentionnée, la Ville souhaite initier la procédure de désaffectation des logements de fonction ainsi que d'une parcelle du parvis des Groupes Scolaires suivants :

- **Marcel PAGNOL** situé avenue Jean-Paul COSTE 13100 Aix-en-Provence - N° de parcelle BS0062P - à savoir : **2 villas de type F4**,
- **Jean MAUREL** situé boulevard des Camus 13540 Puyricard - N° de parcelle PSRH0053P - à savoir : **3 Villas de type F4,**
- Ecole élémentaire de **CELONY** situé chemin des Plâtrières – 13100 Aix-en-Provence - N° de parcelle SO0039P - à savoir : **une partie du parvis de l'école d'une surface d'environ 315 m²** pour mener à bien le projet de travaux de création d'un espace aménagé et sécurisé.

Pour permettre le lancement de la procédure de désaffectation de ces logements et de cette portion de parvis, il est nécessaire de les soustraire au domaine scolaire.
Conformément à la procédure en vigueur, Monsieur le Préfet, saisi de ces propositions, a émis un avis favorable.

En conséquence, je vous demande, Mes Chers Collègues, de bien vouloir :
- CONSTATER la désaffectation du domaine scolaire des parcelles citées ci-dessus.

Présents et représentés	:	55
Présents	:	43
Abstentions	:	0
Non participation	:	0
Suffrages Exprimés	:	55
Pour	:	55
Contre	:	0

Ont voté contre : NÉANT.
Se sont abstenus : NÉANT.
N'ont pas pris part au vote : NÉANT

Ont signé Sophie JOISSAINS, Maire Président de séance
OBJET : AUPA - AVENANT N° 1 A LA CONVENTION PLURIANNUELLE 2024-2026
Étaient Présents :
Monsieur Jonathan AMIACH, Madame Dominique AUGEY, Madame Béatrice BENDELE, Monsieur Fathi BENJILALI, Madame Kayané BIANCO, Madame Brigitte BILLOT, Madame Odile BONTHOUX, Monsieur Jacques BOUDON, Madame Joëlle CANUET, Monsieur Rémi CAPEAU, Monsieur Pierre-Emmanuel CASANOVA, Monsieur Eric CHEVALIER, Madame Agnès DAURES, Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI, Monsieur Cyril DI MEO, Monsieur Sylvain DIJON, Monsieur Laurent DILLINGER, Monsieur Gilles DONATINI, Monsieur Jean-François DUBOST, Madame Frédérique DUMICHEL, Monsieur Marc FERAUD, Monsieur Jean-

Christophe GRUVEL, Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Emmanuel HENRY, Madame Elisabeth HUARD, Madame Claudie HUBERT, Madame Amandine JANER, Madame Sophie JOISSAINS, Monsieur Salah-Eddine KHOUIEL, Monsieur Philippe KLEIN, Madame Perrine MEGGIATO, Monsieur Alain PARRA, Madame Anne-Laurence PETEL, Madame Josy PIGNATEL, Madame Laure SCANDOLERA, Madame Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE, Monsieur Francis TAULAN, Madame Solène TRIVIDIC, Monsieur Jean-Louis VINCENT, Madame Fabienne VINCENTI, Monsieur Michael ZAZOUN, Madame Karima ZERKANI-RAYNAL.

Excusés avec pouvoir donné conformément aux dispositions de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Monsieur Ravi ANDRE à Madame Frédérique DUMICHEL, Madame Laurence ANGELETTI à Monsieur Philippe KLEIN, Monsieur Moussa BENKACI à Monsieur Fathi BENJILALI, Monsieur Pierre-Paul CALENDINI à Madame Josy PIGNATEL, Madame Françoise COURANJOU à Madame Dominique AUGEY, Madame Aliénor COUTIAUX-LACLADERE à Madame Perrine MEGGIATO, Madame Brigitte DEVESA à Madame Fabienne VINCENTI, Madame Stéphanie FERNANDEZ à Madame Brigitte BILLOT, Madame Sophie MEYNET DE CACQUERAY à Madame Béatrice BENDELE, Madame Arlette OLLIVIER à Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Marc PENA à Madame Claudie HUBERT, Monsieur Pierre SPANO à Madame Agnès DAURES, Madame Françoise TERME à Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI.

Excusés sans pouvoir :

NEANT

Secrétaire : Monsieur Rémi CAPEAU

Monsieur Jean-Louis VINCENT donne lecture du rapport ci-joint.

MME LE MAIRE – Eric pour la 04.01.

M. CHEVALIER – Alors la 04.01, c'est comme chaque année, c'est le compte rendu du rapport d'activité 2023 de la SEMEPA. Donc l'événement important qui s'est passé en 2023, c'est la perte au 30 juin 2023 des parkings en ouvrage, qui ont été récupérés par la métropole, et d'un transfert du parking sur voirie qui ont été récupérés par la ville.

La 04.02, c'est la même chose, ça concerne le rapport d'activité de la SPLA, donc la société du Pays d'Aix, un d'aménagement qui regroupe un certain nombre de communes du territoire.

La 04.03, c'est le même principe, c'est le rapport d'activité de la SPLA Aix Manosque Val de Durance, dans lequel c'est la ville de Manosque et la ville d'Aix qui sont alliées pour des opérations d'aménagement.

MME LE MAIRE – 04.04, Fabienne.

MME VINCENTI - Oui Madame le Maire. Désaffectation de logements de fonction aux écoles Marcel Pagnol et Jean Maurel et d'une partie du parvis de Célony. Il s'agit de la désaffectation de logements de fonctions extérieures au bâtiment scolaire, à savoir 3 villas de type F4 à l'école Jean Morel de Puyricard et de 2 villas de type F4 à l'école Marcel Pagnol, à l'avenue Jean-Paul Coste. Pour l'école du Célony, il s'agit de désinfecter une partie du parvis pour une surface d'environ 315 m². Merci.

MME LE MAIRE - Cyril DI MEO, Claudie HUBERT.

M. DI MEO - Madame la Maire, mes chers collègues, donc le groupe Aix en partage, s'abstiendra sur la délibération 04.01, 04.02 et 04.03, qui sont SEM, pas SPLA et SPL avec Manosque.

On ne reviendra pas sur l'intégralité des dossiers mais vous savez qu'on est très dubitatif sur les concessions qui sont faites à la SPLA, et le côté assez peu démocratique sur le rendu qui est fait auprès de la ville et et des citoyens.
Mais moi, j'avais une question sur le premier dossier qui était lassé SEMEPA, qui était le stationnement. En fait on a une chute extrêmement forte mais qui ne s'explique pas parce que vous avez évoqué du passage de parkings, c'est que si on prend le parking Bellegarde, il a perdu presque 210 000 visiteurs. Le parking des Cardeurs en a perdu presque 90 000. Carnot, en a perdu presque 80 000. C'est-à-dire qu'en fait, on a 27 % de baisse entre 2022 et 2023 de la fréquentation des parkings. Donc est-ce que vous pouvez nous expliquer ce qu'il en est si on prend le tableau qui est à la page 35 ?

M. CHEVALIER - C'est ce que j'ai indiqué, c'est-à-dire que vous avez que 6 mois de gestion des parkings qui sont sur la SEMEPA, les 6 autres mois sont sur la régie gestion de parkings Aixois de la métropole. Donc c'est normal qu'il y ait une chute en…

[Discussion hors micro].

M. CHEVALIER – Il n'y a que 6 mois, c'est une demi-année au 30 juin qui sont passés en gestion totale auprès de la régie de la métropole.

M. DI MEO - Du coup pourquoi en jaune, il est marqué 12 mois ? Vous faites sur 12 mois ?

M. CHEVALIER – Attends, je vérifie.

M. DI MEO – À la page 35, il est marqué en dessous, il est marqué sur 12 mois pour Rambot Rotonde ?

M. CHEVALIER - Ah non, mais Rambot Retonde, c'est différent, eux c'est sur 12 mois par contre. Attendez, je vais regarder.

M. DI MEO – Donc en fait il y en a qui sont sur 6 mois et il y en a qui sont sur 12 mois dans le même tableau ?

M. CHEVALIER - Oui, en fait, il y avait 2 DSP : une DSP qui comportait 6 parkings, on va dire, après il y a une DSP qui comporte Rotonde, et enfin, il y a le parking Rambot qui est une gestion directe puisque c'est une construction en pleine propriété de la SEMEPA. Donc les 6 premiers, on va dire, ils sont partis sur la régie au 30 juin. La Rotonde, la DSP court qu'en 2048, et de fait elle est continue à être gérée par la SEMEPA. Donc elle, c'est sur 12 mois. Et Rambot, bien sûr comme c'est un parking patrimoine de la SEMEPA, c'est sur 12 mois aussi.

M. DI MEO - D'accord, merci.

MME LE MAIRE – Claudie HUBERT.

MME HUBERT – Je voulais intervenir donc sur la 04.01. Ce dossier comporte une partie sur la rénovation du quartier d'Encagnane. Je ne vais pas revenir sur le détail. Je vais juste faire une observation parce qu'il y a quelque chose qui revient souvent dans les discussions qui ont lieu, sur les règles de minoration du loyer. J'attire votre attention sur le fait que le 30 novembre 2023, il y a eu une actualisation du règlement ANRU qui permet des minorations de loyers grâce aux aides qui sont allouées aux bailleurs sociaux, ce qui permet aux locataires de ne pas subir de hausse de loyer dans le cadre de l'ANRU. C'est le Journal officiel du mois de novembre, très précisément du 28 novembre 2023, qui rappelle les engagements relatifs aux relogements des ménages avec minoration du loyer et certaines régions, et notamment Angers, Loire, métropole, ont appliqué ces règlements en rappelant que l'objectif partagé avec l'ANRU est de minorer les loyers afin de favoriser les parcours résidentiels des ménages devant

subir un relogement dans le cadre d'une opération d'investissement engagée dans une mutation urbaine des 2 quartiers ANRU. Ceci permettra de rendre possible des relogements de qualité dans des logements dont le loyer serait supérieur au logement d'origine. Donc c'est un point qui est important puisque dans toutes les réunions, des concertations, notamment qui ont eu lieu à la sous-préfecture, on a attiré l'attention sur le fait que la commune d'Aix en Provence n'applique pas cette disposition qui permet aux gens d'être relogés sans hausse de loyer dans le cadre de la réhabilitation. Ça c'est le premier point que je voulais souligner.

Le deuxième point, et sans doute je vais m'attirer des foudres de Madame BILLOT, c'est qu'on continue à recevoir quand même beaucoup de doléances des habitants de ce quartier, dont les logements doivent être détruits. J'ai le cas aujourd'hui d'une dame qui se plaint des conditions de relogement, qui est une dame qui a de gros problèmes de santé, qui s'occupait de sa petite fille autiste, et elle finit son courrier en disant : « je suis épuisée de me battre, je préfère mourir dans ce logement électrocuté, et mettre ma famille en danger ». C'est quand même des crises désespoir. Et cette dame avait exprimé le désir d'être relogée à Phares et Balises dès que les immeubles seraient reconstruits. Je vous rappelle également une une vieille dame, une dame âgée qui avait été citée dans la Marseillaise, et une personne qui a été relogée à Lombez, on lui avait dit qu'il n'y aurait pas d'augmentation de loyer, quand elle a vu les augmentations, elle ne peut pas assumer. Donc il y a vraiment de grosses problématiques dans ce dossier. Je vous rappelle qu'il y a eu des interventions notamment de Monsieur Marc PÉNA en qualité de député, de Madame Marina MESURE pour trouver une solution à cette situation, et que la sous-préfecture d'Aix fait régulièrement des réunions, une nouvelle réunion devant avoir lieu le 19 mars. Dans cet état des lieux, il a été mentionné qu'il y avait 53 relogements prévus qui avaient été réalisés, que 163 % des familles sont restées dans le quartier d'Encagnane. La Préfète souligne néanmoins les difficultés à reloger tous les ménages qui souhaitent en majorité rester à Encagnane face au retard dans des opérations de reconstruction, notamment les 102 logements sociaux qui doivent être reconstruits sur le site et au faible taux de renouvellement des logements sociaux à proximité. Et donc la sous-préfète indique que la mobilisation de nouveaux programmes de logements sociaux pour le relogement de ces ménages est une priorité. Donc il y a quand même une grande difficulté.

Ma dernière question concerne la situation de Phares et Balises, où en est-on ? Quand la construction va commencer ? Quelle date de livraison peut-on espérer ? Je pense que ce dossier reste très problématique à l'heure actuelle. Je vous remercie. Vous allez me dire le contraire ?

MME LE MAIRE - Non. Je ne trouve pas ma problématique parce que je pense même que l'on est relativement en avance par rapport à d'autres opérations de rénovations urbaines dans le département des Bouches du Rhône, et largement. Mais c'est vrai qu'il y a eu ces problèmes de relogements. Je comprends les habitants, encore une fois, simplement, on est passé à un cap où on a proposé parfois jusqu'à 9 pistes de relogement, 9 propositions sans les comptabiliser de manière à ne pas pénaliser les locataires, puisque normalement la loi les limites à 3. Là maintenant, je pense qu'il faut quand même bouger. Et on est passé en dessous du chiffre décent aujourd'hui, puisque 142 ménages locataires ont été relogés, 10 déménagements sont à ce jour programmés. Ils restent 94 ménages à reloger, et nous avons 155 logements vides.
Je vous donne les éléments qualitatifs, 59 % des ménages relogés l'ont été avec une baisse du reste à charge. 70 % des ménages relogés l'ont été à Encagnane conformément à leurs souhaits. 47 % ont souhaité être relogés hors QPV, ça a été le cas. 50 % des attributions ont été réalisées dans le neuf, le parc réhabilité de moins de 5 ans, ou qui sera à réhabiliter dans moins de 5 ans. C'est les 3… On ne peut pas non plus… C'est compliqué. Et je dois dire que l'enquête de satisfaction menée auprès de 91 ménages a révélé 87 % de satisfaction post-relogements. Je ne dis pas qu'il n'y a jamais eu de problème, bien sûr ça peut arriver mais le tout c'est d'être prévenu suffisamment en amont pour pouvoir, lorsqu'ils sont importants, pouvoir les régler bien sûr.

MME HUBERT – Reste entier le problème de l'application du reste à charge et du dispositif ANRU qui permet de compenser les hausses de loyers qui sont appliquées à ces personnes.

MME LE MAIRE – Je laisse Brigitte BILLOT ou Jean-Louis VINCENT. Honneur aux dames.

MME BILLOT - Merci oui, la minoration d'un loyer, elle est appliquée. La minoration d'un loyer, elle est appliquée par Pays d'Aix Habitats, c'est-à-dire le bailleur démolisseur uniquement. Pourquoi par le bailleur démolisseur ? Parce que de toute manière, déjà il y a des critères, il faut que la personne ait plus de 65 ans et qu'en plus, elle accepte d'avoir 2 pièces de moins que ce qu'elle a, pour avoir droit à l'amélioration de loyer. De plus, au niveau de la métropole, l'enveloppe, comme on vous l'a dit, n'est largement pas suffisante par rapport à l'État. Il n'y a pas le tiers de ce qu'il faut de l'enveloppe si on appliquait toutes les minorations de loyer, donc il n'est pas possible d'avoir beaucoup plus de minorations de loyer, c'est pour cela que des critères très importants s'appliquent.

MME HUBERT - Moi je ne suis pas d'accord, j'ai la loi sous les yeux, c'est pas une question d'âge, c'est une question de logement en termes en termes de réhabilitation du logement, c'est pas du tout une question d'âge. Il a des types de logements…

MME BILLOT – Si Madame.

MME HUBERT – Qui sont listés par le règlement ANRU. Relisez ce qui est marqué au Journal Officiel, notamment de novembre, vous verrez que c'est pas fonction de l'âge des personnes, c'est fonctions des critères du logements. Et pratiquement tous les logements pourront bénéficier de ce dispositif. Donc il suffit de mettre en œuvre ce dispositif. C'est évident que c'est les bailleurs sociaux qui reçoivent cette indemnité et qui répercutent sur le loyer des personnes. Mais c'est pas une question d'âge, je vous assure vraiment.

MME BILLOT - Comme je vous dis, les critères ont été obligés d'être mis en place puisqu'il n'y a pas l'enveloppe nécessaire que l'État aurait dû verser. Loin de là !

MME HUBERT - Je ne vois pas parce que c'est réaffirmé il n'y a pas très longtemps.

M. VINCENT - On parle de l'immeuble du 7-9 à Phares et Balises. Donc le permis de construire, il a été délivré le 7 août 2023 et il existe, un appel d'offres a été lancé qui a abouti à des coûts exorbitants qui laissaient de mémoire 12 millions de fonds propres à mettre par Pays d'Aix Habitat. Donc cet appel d'offre a été déclaré infructueux et on est rentré dans une phase d'appel d'offres négocié, qui est en train d'aboutir. Alors je vous donne une date des débuts des travaux qui me paraît parfaitement plausible, qui sera septembre de cette année. Les discussions ne sont pas complètement abouties, on n'a pas encore retenu l'entreprise.

MME LE MAIRE - Donc y a-t-il d'autres questions ou observations ? Je vous propose donc de voter.

04.05

RAPPORTEUR : Monsieur Jean-Louis VINCENT
Politique Publique : 04-AMENAGEMENT ET GESTION DE L'ESPACE URBAIN
OBJET : AUPA - AVENANT N° 1 A LA CONVENTION PLURIANNUELLE 2024-2026-Décision du Conseil

Mes Chers Collègues,
L'Agence d'Urbanisme du Pays d'Aix-Durance (AUPA), association régie par la loi 1901, conformément à l'article L132-6 du Code de l'Urbanisme, regroupe différents partenaires : État, Métropole Aix-Marseille-Provence, Communes dont la Ville d'Aix-en-Provence, autres Établissements Publics de Coopération Intercommunale, Instances Consulaires.
Elle a pour objectif notamment de suivre les évolutions urbaines, de participer à la définition des politiques d'aménagement et de développement, de contribuer à diffuser l'innovation, les démarches et les outils du développement territorial durable et la qualité paysagère et urbaine, de contribuer à la mise en place des observatoires de l'habitat et du foncier.
Par délibération n° DL.2024-55 du 9 février 2024, la Ville a conclu une convention pluriannuelle avec l'AUPA pour les années 2024 à 2026. Conformément à l'article 3 de cette convention signée le 6 mars 2024, il est prévu de passer, chaque année, un avenant pour définir le travail de l'année en cours et le montant de la contribution financière.
Dans le cadre du programme partenarial élaboré par les membres de l'agence d'urbanisme et approuvé chaque année par son Assemblée Générale, sept axes de travail ont été définis : **Habitat et modes de vie, Stratégie territoriale et foncière, Transition environnementale, Prospective et dynamiques territoriales, Mobilités, Paysages et projet urbain, Économie et territoires.**
Ainsi, sur l'année 2025, les principaux thèmes de recherche de l'AUPA pour la Ville d'Aix-en-Provence seront :
=> Habitat et mode de vie :

* Observatoire Territorial du Logement Étudiant (OTLE) / Suivi et évaluation annuelle de la production de logement étudiant
* Suivi en continu des Permis de Construire (Aixpertise) en intégrant les logements sociaux et les activités/commerce
* Accompagnement à la mise en place d'un nouveau règlement pour les meublés de tourisme
* Accompagnement à la mise en place d'une instance collégiale inter-bailleurs (correspondant à l'un des objectifs du CMS)

=> Transition environnementale :

* Appui à l'écriture d'une stratégie globale nature en Ville
* Appui à la réalisation d'un diagnostic agricole communal / diagnostic préalable à une stratégie alimentaire locale portée par la Ville /mobilisation du foncier agricole dans les espaces périurbains
* Accompagnement pour la mise à jour de la Charte du Bien Construire (intégration d'éléments environnementaux)

=> Prospective et dynamique territoriale :

* Aix 2040
* Séminaire Aix Demain

=> Paysages et projet urbain :

* Déclinaison opérationnelle du concept de la ville du ¼ d'heure sur le quartier de **Luynes**
* Labellisation du quartier d'Encagnane en tant que « Architecture contemporaine remarquable »
* Déclinaison opérationnelle du concept de la ville du ¼ d'heure sur le quartier du **Pont de l'Arc**
* Label Ville d'art et d'histoire
* Déclinaison opérationnelle du concept de la ville du ¼ d'heure sur le quartier de **La Duranne.**

Eu égard à l'intérêt public local qui s'attache aux travaux de l'AUPA, il est proposé que la Ville d'Aix-en-Provence lui consente, pour l'année 2025, une subvention en nature et en numéraire

d'un montant global de 212 638,00 € correspondant à :
- la mise à disposition des locaux de l'immeuble « Le Mansard » évaluée à 122 038,00 €,
- une subvention de fonctionnement en numéraire de 90 600,00 €.
La subvention annuelle sera créditée au compte de l'Association, sous réserve du respect de ses obligations, selon les procédures comptables en vigueur et les modalités suivantes :
- Au cours du 1er trimestre, 50 % du montant de la subvention en numéraire de l'année précédente,
- au cours du dernier trimestre, le solde.
Compte tenu de l'importance que revêt ce partenariat, et des avantages que la collectivité territoriale en retire,

Je vous demande, Mes Chers Collègues, de bien vouloir :

- **APPROUVER** l'avenant n°1 à la convention pluriannuelle 2024-2026 entre la Ville d'Aix-en-Provence et l'AUPA ;
- **AUTORISER** Madame le Maire ou l'élu délégué à signer ledit avenant ainsi que tout document afférent à ce dossier ;
- **DECIDER** le versement de la subvention de fonctionnement en numéraire pour l'année 2025 s'établissant à 90 600,00 €
- **DIRE** que la dépense correspondante sera imputée sur les crédits inscrits au budget de la Commune sur la ligne budgétaire 204 (510 – 65748 - 935).

Présents et représentés	:	55
Présents	:	42
Abstentions	:	0
Non participation	:	5
Suffrages Exprimés	:	50
Pour	:	50
Contre	:	0

Ont voté contre :
NÉANT
Se sont abstenus :
NÉANT
N'ont pas pris part au vote :
Sophie JOISSAINS Philippe KLEIN Perrine MEGGIATO Jean-Louis VINCENT Michael ZAZOUN

Ont signé Sophie JOISSAINS, Maire Président de séance

MME LE MAIRE - Alors maintenant, je vais demander de sortir, il faut que je sorte moi-même d'ailleurs, à Philippe KLEIN, Perrine MEGGIATO, Jean-Louis VINCENT et Michael ZAZOUN, concernant l'AUPA.

[Les élus concernés sortent]

M. CHEVALIER – SI vous voulez bien on passe à la 04.05, ça concerne l'AUPA avec l'avenant n° 1 à la convention pluriannuelle 2024-2026. Conformément à l'article 3 de la convention pluriannuelle 2022

-2026, il est prévu de passer chaque année un avenant pour définir le travail de l'année en cours et le montant de la contribution financière. C'est pourquoi celui-ci précise le programme de travail partenarial 2025. Il définit aussi la contribution financière de la commune d'Aix en Provence pour 2025. Est-ce que vous avez des questions particulières ? Pas de question. Donc, si vous voulez, on passe au vote.

04.05
Contre : 0
Abstention : 0

Ont voté contre : Néant
Se sont abstenus : Néant
Je vous remercie.

M. CHEVALIER – Donc maintenant tous ceux de la SPLA doivent sortir et les autres peuvent rentrer.

[Les élus concernés sortent]

MME BENDELE – Eric, sur les 3 premières délibérations, il me semble que l'on ne vote pas.

M. CHEVALIER – Non, on vote sur le fait qu'il y a eu le débat. On constate le débat sur les 3 délibérations concernant le rapport d'activité. C'est un vote un peu bizarre mais c'est comme ça.

MME BENDELE – OK. Dans ce cas, on souhaiterait s'abstenir pour la 1 et la 2.

M. CHEVALIER – Pour laquelle ?

MME BENDELE – La 04.01 et 04.02.

M. CHEVALIER – Sur la 04.01 et 04.02, donc SEMEPA et SPLA, le rapport d'activité, vous souhaitez vous abstenir.

MME BENDELE – Oui.

04.06

RAPPORTEUR : Monsieur Jean-Christophe GRUVEL
Politique Publique : 04-AMENAGEMENT ET GESTION DE L'ESPACE URBAIN
OBJET : ZAC DE LA CONSTANCE - APPROBATION DE LA CONVENTION D'AVANCE DE TRÉSORERIE N° 7- Décision du Conseil

Mes Chers Collègues,
La Commune d'Aix-en-Provence a confié à la SPLA » Pays d'Aix Territoires », dans le cadre d'une concession d'aménagement, la réalisation de la ZAC de La Constance, par délibération n° DL.2015-354 du 23 juillet 2015.
À ce titre, le concessionnaire assure la maîtrise d'ouvrage des travaux et équipements prévus dans la concession ainsi que la réalisation d'études nécessaires à leur exécution. La SPLA est une société à capitaux exclusivement publics qui ne dispose pas de fonds propres contrairement aux sociétés d'économie mixte. Elle ne peut donc faire face à des avances de trésorerie trop importantes avant la mise en œuvre effective de l'aménagement.

L'article L. 1523-2 du Code général des collectivités territoriales prévoit que, « *Lorsqu'une société d'économie mixte locale est liée à une collectivité territoriale [...] par une concession d'aménagement visée à l'article L. 300-4 du code de l'urbanisme, celle-ci prévoit à peine de nullité :* [……] *4° Les conditions dans lesquelles le concédant peut consentir des avances justifiées par un besoin de trésorerie temporaire de l'opération ; […] ces avances font l'objet d'une convention approuvée par l'organe délibérant du concédant et précisant leur montant, leur durée, l'échéancier de leur remboursement ainsi que leur rémunération éventuelle*.».
Ainsi, étant soumise aux dispositions législatives des SEM, la SPLA bénéficie également de ces dispositions.
Pour lui permettre de faire face aux premières dépenses d'études et dans l'attente des recettes définitives provenant de la revente de terrains et des participations constructeurs, et en raison de l'attente d'autorisation environnementale du Préfet, la Commune d'Aix-en-Provence lui a consenti, depuis 2016, plusieurs avances de trésorerie remboursables sur le même exercice budgétaire pour les dernières afin d'équilibrer le budget municipal.
Le Compte Rendu Financier Annuel pour l'année 2023, approuvé par délibération du 6 décembre 2024, faisait apparaître une trésorerie prévisionnelle négative pour l'année 2025 de l'ordre de 2 430 000 € sous réserve d'une avance de trésorerie de 2 470 000 €.
Aujourd'hui, alors que l'année 2024 est achevée, la clôture de l'enquête publique relative au dossier d'autorisation environnementale s'étant terminée le 18/10/2024, et sous réserve de sa délivrance, les premiers aménagements pourront être réalisés et les premières cessions réalisées fin 2025.
Il convient donc pour assurer la trésorerie de l'opération et pour que la SPLA poursuive sa mission dans l'attente de l'encaissement des premières recettes de cession, de lui accorder une avance remboursable de trésorerie d'un montant de 2 470 000 €, sachant que les dépenses prévisionnelles 2025 s'élèvent à environ 4 000 000 d'€ HT.
Cette avance de trésorerie devra être remboursée par la SPLA au plus tard le 31 décembre 2025.
Compte tenu de ce qui précède, je vous demande, Mes Chers Collègues, de bien vouloir :

- **APPROUVER** les termes de la Convention d'avance de trésorerie n° 7 entre la Commune et la SPLA « Pays d'Aix Territoires », afin de lui octroyer une avance de trésorerie d'un montant de 2 470 000 € pour l'année 2025;
- **AUTORISER** Madame le Maire ou son représentant, à signer la convention avec la SPLA « Pays d'Aix Territoires » ainsi que tout document afférent à ce dossier ;
- **DIRE** que la somme correspondante est inscrite au budget de la Commune pour l'année 2025 sur la ligne budgétaire 5332 (515-2745-905).
-

Présents et représentés	:	55
Présents	:	42
Abstentions	:	8
Non participation	:	12
Suffrages Exprimés	:	35
Pour	:	30
Contre	:	5

Ont voté contre :
Agnès DAURES Cyril DI MEO Emmanuel HENRY Claudie HUBERT Pierre SPANO
Se sont abstenus :
Laurence ANGELETTI, Béatrice BENDELE, Pierre-Paul CALENDINI, Elisabeth HUARD, Sophie MEYNET DE CACQUERAY, Alain PARRA, Anne-Laurence PETEL, Josy PIGNATEL.

N'ont pas pris part au vote :
Jonathan AMIACH Dominique AUGEY Odile BONTHOUX Jacques BOUDON Rémi CAPEAU Eric CHEVALIER Salah-Eddine KHOUIEL Philippe KLEIN Marc PENA Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE Francis TAULAN Solène TRIVIDIC

Ont signé Sophie JOISSAINS, Maire Président de séance
OBJET : SACOGIVA - RAPPORT D'ACTIVITE 2023
Etaient Présents :
Monsieur Jonathan AMIACH, Madame Dominique AUGEY, Madame Béatrice BENDELE, Monsieur Fathi BENJILALI, Madame Kayané BIANCO, Madame Brigitte BILLOT, Madame Odile BONTHOUX, Monsieur Jacques BOUDON, Madame Joëlle CANUET, Monsieur Rémi CAPEAU, Monsieur Pierre-Emmanuel CASANOVA, Monsieur Eric CHEVALIER, Madame Agnès DAURES, Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI, Monsieur Cyril DI MEO, Monsieur Sylvain DIJON, Monsieur Laurent DILLINGER, Monsieur Gilles DONATINI, Monsieur Jean-François DUBOST, Madame Frédérique DUMICHEL, Monsieur Marc FERAUD, Monsieur Jean-Christophe GRUVEL, Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Emmanuel HENRY, Madame Elisabeth HUARD, Madame Claudie HUBERT, Madame Amandine JANER, Madame Sophie JOISSAINS, Monsieur Salah-Eddine KHOUIEL, Monsieur Philippe KLEIN, Madame Perrine MEGGIATO, Monsieur Alain PARRA, Madame Anne-Laurence PETEL, Madame Josy PIGNATEL, Madame Laure SCANDOLERA, Madame Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE, Monsieur Francis TAULAN, Madame Solène TRIVIDIC, Monsieur Jean-Louis VINCENT, Madame Fabienne VINCENTI, Monsieur Michael ZAZOUN, Madame Karima ZERKANI-RAYNAL.
Excusés avec pouvoir donné conformément aux dispositions de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :
Monsieur Ravi ANDRE à Madame Frédérique DUMICHEL, Madame Laurence ANGELETTI à Monsieur Philippe KLEIN, Monsieur Moussa BENKACI à Monsieur Fathi BENJILALI, Monsieur Pierre-Paul CALENDINI à Madame Josy PIGNATEL, Madame Françoise COURANJOU à Madame Dominique AUGEY, Madame Aliénor COUTIAUX-LACLADERE à Madame Perrine MEGGIATO, Madame Brigitte DEVESA à Madame Fabienne VINCENTI, Madame Stéphanie FERNANDEZ à Madame Brigitte BILLOT, Madame Sophie MEYNET DE CACQUERAY à Madame Béatrice BENDELE, Madame Arlette OLLIVIER à Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Marc PENA à Madame Claudie HUBERT, Monsieur Pierre SPANO à Madame Agnès DAURES, Madame Françoise TERME à Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI.
Excusés sans pouvoir :
NEANT
Secrétaire : Monsieur Rémi CAPEAU
Monsieur Jacques BOUDON donne lecture du rapport ci-joint.

04.08

OBJET : ILOT GALICE - APPROBATION DU MANDAT D'AMÉNAGEMENT CONFIE A LA SPLA "PAYS D'AIX TERRITOIRES" PAR LA VILLE EN VUE DE LA PRODUCTION "D'ÉTUDES NÉCESSAIRES A LA RÉALISATION DE L'OPÉRATION D'AMÉNAGEMENT".
Étaient Présents :

Monsieur Jonathan AMIACH, Madame Dominique AUGEY, Madame Béatrice BENDELE, Monsieur Fathi BENJILALI, Madame Kayané BIANCO, Madame Brigitte BILLOT, Madame Odile BONTHOUX, Monsieur Jacques BOUDON, Madame Joëlle CANUET, Monsieur Rémi CAPEAU, Monsieur Pierre-Emmanuel CASANOVA, Monsieur Eric CHEVALIER, Madame Agnès DAURES, Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI, Monsieur Cyril DI MEO, Monsieur Sylvain DIJON, Monsieur Laurent DILLINGER, Monsieur Gilles DONATINI, Monsieur Jean-François DUBOST, Madame Frédérique DUMICHEL, Monsieur Marc FERAUD, Monsieur Jean-Christophe GRUVEL, Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Emmanuel HENRY, Madame Elisabeth HUARD, Madame Claudie HUBERT, Madame Amandine JANER, Madame Sophie JOISSAINS, Monsieur Salah-Eddine KHOUIEL, Monsieur Philippe KLEIN, Madame Perrine MEGGIATO, Monsieur Alain PARRA, Madame Anne-Laurence PETEL, Madame Josy PIGNATEL, Madame Laure SCANDOLERA, Madame Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE, Monsieur Francis TAULAN, Madame Solène TRIVIDIC, Monsieur Jean-Louis VINCENT, Madame Fabienne VINCENTI, Monsieur Michael ZAZOUN, Madame Karima ZERKANI-RAYNAL.

Excusés avec pouvoir donné conformément aux dispositions de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Monsieur Ravi ANDRE à Madame Frédérique DUMICHEL, Madame Laurence ANGELETTI à Monsieur Philippe KLEIN, Monsieur Moussa BENKACI à Monsieur Fathi BENJILALI, Monsieur Pierre-Paul CALENDINI à Madame Josy PIGNATEL, Madame Françoise COURANJOU à Madame Dominique AUGEY, Madame Aliénor COUTIAUX-LACLADERE à Madame Perrine MEGGIATO, Madame Brigitte DEVESA à Madame Fabienne VINCENTI, Madame Stéphanie FERNANDEZ à Madame Brigitte BILLOT, Madame Sophie MEYNET DE CACQUERAY à Madame Béatrice BENDELE, Madame Arlette OLLIVIER à Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Marc PENA à Madame Claudie HUBERT, Monsieur Pierre SPANO à Madame Agnès DAURES, Madame Françoise TERME à Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI.

Excusés sans pouvoir :

NEANT

Secrétaire : Monsieur Rémi CAPEAU

Monsieur Jean-Christophe GRUVEL donne lecture du rapport ci-joint.

04.10

RAPPORTEUR : Monsieur Jean-Christophe GRUVEL

CO-RAPPORTEUR(S) : Monsieur DONATINI Gilles

Politique Publique : 04-AMENAGEMENT ET GESTION DE L'ESPACE URBAIN

OBJET : ZAC DE PLAN D'AILLANE - MODIFICATION N° 2 DU DOSSIER DE RÉALISATION DE LA ZAC- Décision du Conseil

Mes Chers Collègues,

L'opération d'aménagement de Plan d'Aillane a été initiée par la Communauté du Pays d'Aix le 28 mars 2003, cette dernière lui a retiré son intérêt communautaire par délibération N°2015-A155 en date du 10 juillet 2015.

C'est pourquoi, par délibération DL.2015-407 du 28 septembre 2015, le Conseil Municipal a approuvé la reprise de cette opération par la commune d'Aix-en-Provence.

Par la suite, par délibération DL.2017-361 du 20 juillet 2017, le dossier portant création de la ZAC de Plan d'Aillane a été approuvé.

Cette opération se situe entre le pôle d'activité Aix Les Milles et la ZAC du Parc de la Duranne, axes stratégiques aux confluents de voies routières et ferroviaires permettant ainsi de faciliter

les échanges économiques et commerciaux. Le périmètre de la ZAC couvre une superficie de 35 hectares. La vocation des terrains situés au centre de l'opération et classés en zone A au PLUi reste agricole.
Conformément à l'article R.311-7 du Code de l'Urbanisme, le dossier de réalisation a été approuvé par délibération n° DL.2018-758 du 17 décembre 2018.
L'objectif était d'accueillir sur ce site à forte visibilité par sa façade sur la RD9 des activités issues du secteur de la Pioline et de la Route de Galice dans le cadre d'une démarche plus vaste de requalification du centre-ville d'Aix-en-Provence, notamment du secteur de l'Ilot Galice.
Lors de sa séance du 20 juillet 2017, le Conseil Municipal a confié l'aménagement de cette zone à la SPLA « Pays d'Aix Territoires » par concession d'aménagement (délibération n° DL.2017-362).
Dans le cadre de cette concession, la SPLA est en cours de commercialisation de lots, conformément aux décisions prises par le comité de pilotage de la ZAC, et certaines autorisations d'urbanisme au profit des constructeurs autonomes ont été accordées.
Le projet de programme des équipements publics, devant se décliner en trois temps, comprenait des équipements de voiries (requalification partielle de voies existantes et création de voies), des équipements de réseaux, des équipements d'espaces dédiés aux modes doux, des aménagements paysagers.
Le programme global prévisionnel des constructions prévoyait la construction de 83 371m² de SDP (surface de plancher) répartis en locaux commerciaux, tertiaires et activités mixtes.
Il est aussi rappelé que la zone comprend déjà deux équipements d'importance : le Centre de Formation des Apprentis et le Pôle d'échanges multimodal, réalisés par la Métropole Aix-Marseille-Provence.
En raison de l'augmentation de la valeur des terrains à acquérir (estimation des Domaines d'octobre 2023 à 6 millions d'euros assortis d'une marge d'appréciation de 15 %, soit 6,9 millions d'euros), il a été nécessaire de réévaluer le coût de la charge foncière dans le cadre de leur commercialisation. Tel a été l'objet de la délibération n° DL.2024-56 du 9 février 2024 approuvant la modification n° 1 du dossier de réalisation de la ZAC.
Ainsi, afin de poursuivre l'aménagement de la ZAC, conformément à la délibération n° DL.2024-58 du 9 février 2024 autorisant la cession des terrains, l'aménageur a acquis, le 20 décembre 2024, pour un montant de 6,9 M d'€, les terrains appartenant à la Ville d'Aix-en-Provence en vue de la maîtrise des terrains et de leur commercialisation.
Toutefois, lors de la première modification du dossier de réalisation susvisée, le prix de cession des terrains avaient été différencié en fonction du positionnement des lots concernés.
Il s'avère que l'attractivité de la ZAC s'est fortement développée et que la différenciation des charges foncières des lots 1 à 4 ne se justifie pas.
Il est donc nécessaire d'uniformiser les différents coûts de charges foncières fixés par m² de terrain.
En conséquence, la modification des « Recettes prévisionnelles de l'opération » du Dossier de Réalisation ainsi que le bilan prévisionnel doivent être revus et nécessitent une modification du Dossier de Réalisation.
Par ailleurs, outre la modification ci-dessus, et pour tenir compte des évolutions résultant de l'approbation du Cahier des Charges de Cession de Terrains (CCCT) et de ses annexes dont le CPUAPE (Cahier des Prescriptions Urbaines, Architecturales, Paysagères et Environnementales), il convient de réaliser une mise à jour du Dossier de Réalisation et une modification des cartographies afin de prendre en considération :
- le redécoupage des lots des secteurs 1, 2 et 4 (secteur 1 : suppression du lot n° 5 et redécoupage des lots n° 1 et 2) / secteurs 2 et 4 : redécoupage des lots n° 8 et n° 9),
- la définition de la domanialité des voies de la zone,
- le changement de destination des lots vers une mobilité décarbonée,
- la suppression du contournement des Milles la suppression de la temporalité pour tenir compte de la réalité du déroulement de l'aménagement de la zone.

Ces modifications non substantielles ne remettent pas en cause les objectifs initiaux de l'opération consistant à permettre le développement d'un véritable quartier économique, proposant une mixité d'activités en réponse à des besoins identifiés, s'inscrivant en cohérence avec son contexte urbain (formes urbaines, mobilités / Pôle d'Échanges Multimodal…), et paysager (plaine agricole, grand paysage…), et offrant des espaces qualitatifs à ses usagers.
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code de l'Urbanisme, et notamment ses articles L.300-1 et suivants ;-
Vu la délibération n°DL.2017-361 du 20 juillet 2017 portant création de la ZAC de Plan d'Aillane ;
Vu la délibération n° DL.2018-758 du 17 décembre 2018 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC de Plan d'Aillane ;
Vu la délibération n° DL.2024-56 du 9 février 2024 approuvant la modification n° 1 du dossier de réalisation ;
Vu la modification n° 2 du dossier de réalisation joint en annexe,

Je vous demande, Mes Chers Collègues, de bien vouloir :

- **APPROUVER** la modification n° 2 du dossier de réalisation de la zone d'aménagement concertée (ZAC) de Plan d'Aillane ;
- **AUTORISER** Madame le Maire ou l'Adjoint délégué à l'Aménagement et à l'urbanisme à signer tout document y afférent.
-

Présents et représentés	:	55
Présents	:	42
Abstentions	:	4
Non participation	:	12
Suffrages Exprimés	:	39
Pour	:	34
Contre	:	5

Ont voté contre :
Agnès DAURES Cyril DI MEO Emmanuel HENRY Claudie HUBERT Pierre SPANO
Se sont abstenus :
Pierre-Paul CALENDINI, Elisabeth HUARD, Anne-Laurence PETEL, Josy PIGNATEL.
N'ont pas pris part au vote :
Jonathan AMIACH Dominique AUGEY Odile BONTHOUX Jacques BOUDON Rémi CAPEAU Eric CHEVALIER Salah-Eddine KHOUIEL Philippe KLEIN Marc PENA Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE Francis TAULAN Solène TRIVIDIC

Ont signé Sophie JOISSAINS, Maire Président de séance

04.11

OBJET : ZAC DE PLAN D'AILLANE - MODIFICATION DES CONDITIONS D'AGRÉMENT D'ACQUÉREUR DU LOT N°2
Étaient Présents :
Monsieur Jonathan AMIACH, Madame Dominique AUGEY, Madame Béatrice BENDELE, Monsieur Fathi BENJILALI, Madame Kayané BIANCO, Madame Brigitte BILLOT, Madame Odile BONTHOUX, Monsieur Jacques BOUDON, Madame Joëlle CANUET, Monsieur Rémi

CAPEAU, Monsieur Pierre-Emmanuel CASANOVA, Monsieur Eric CHEVALIER, Madame Agnès DAURES, Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI, Monsieur Cyril DI MEO, Monsieur Sylvain DIJON, Monsieur Laurent DILLINGER, Monsieur Gilles DONATINI, Monsieur Jean-François DUBOST, Madame Frédérique DUMICHEL, Monsieur Marc FERAUD, Monsieur Jean-Christophe GRUVEL, Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Emmanuel HENRY, Madame Elisabeth HUARD, Madame Claudie HUBERT, Madame Amandine JANER, Madame Sophie JOISSAINS, Monsieur Salah-Eddine KHOUIEL, Monsieur Philippe KLEIN, Madame Perrine MEGGIATO, Monsieur Alain PARRA, Madame Anne-Laurence PETEL, Madame Josy PIGNATEL, Madame Laure SCANDOLERA, Madame Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE, Monsieur Francis TAULAN, Madame Solène TRIVIDIC, Monsieur Jean-Louis VINCENT, Madame Fabienne VINCENTI, Monsieur Michael ZAZOUN, Madame Karima ZERKANI-RAYNAL.

Excusés avec pouvoir donné conformément aux dispositions de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Monsieur Ravi ANDRE à Madame Frédérique DUMICHEL, Madame Laurence ANGELETTI à Monsieur Philippe KLEIN, Monsieur Moussa BENKACI à Monsieur Fathi BENJILALI, Monsieur Pierre-Paul CALENDINI à Madame Josy PIGNATEL, Madame Françoise COURANJOU à Madame Dominique AUGEY, Madame Aliénor COUTIAUX-LACLADERE à Madame Perrine MEGGIATO, Madame Brigitte DEVESA à Madame Fabienne VINCENTI, Madame Stéphanie FERNANDEZ à Madame Brigitte BILLOT, Madame Sophie MEYNET DE CACQUERAY à Madame Béatrice BENDELE, Madame Arlette OLLIVIER à Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Marc PENA à Madame Claudie HUBERT, Monsieur Pierre SPANO à Madame Agnès DAURES, Madame Françoise TERME à Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI.

Excusés sans pouvoir :

NEANT

Secrétaire : Monsieur Rémi CAPEAU

Monsieur Jean-Christophe GRUVEL donne lecture du rapport ci-joint.

04.12

RAPPORTEUR : Monsieur Jean-Christophe GRUVEL

CO-RAPPORTEUR(S) : Monsieur DONATINI Gilles

Politique Publique : 04-AMENAGEMENT ET GESTION DE L'ESPACE URBAIN

OBJET : ZAC DE PLAN D'AILLANE - MODIFICATION DES CONDITIONS D'AGRÉMENT D'ACQUÉREUR DU LOT N° 3- Décision du Conseil

Mes Chers Collègues,

Après avoir approuvé le dossier de réalisation de la Zac de Plan d'Aillane fin 2018, le Conseil Municipal, par délibération n° DL.2019-612 du 16 décembre 2019, a agréé les conditions de cession de terrains au profit de la société SCI 2BL souhaitant acquérir le lot n° 3.

Ultérieurement, le dossier de réalisation de la ZAC a été modifié par délibération n° DL.2024-56 du 9 février 2024 afin de tenir compte de la modification des modalités de financement de la ZAC.

Ainsi, la délibération d'agrément du 16 décembre 2019 a été remplacée par la délibération n° DL.2024-311 du 19 juillet 2024.

Conformément aux dispositions de cette délibération, la société SCI 2BL – Résidence La Rotonde – 15 Avenue des Belges – 13 100 Aix-en-Provence, qui a été agréée pour acquérir ce lot devait y implanter un ensemble immobilier destiné aux activités économiques orientées vers

la mobilité décarbonée avec notamment l'accueil d'une concession automobile d'un constructeur engagé dans cette démarche.
Les conditions de cession, en référence aux données inscrites au dossier de réalisation modificatif n° 1, étaient les suivantes :

- Prix de vente du terrain : 250 € HT/m²
- Superficie estimée du lot 8 363 m².Prix de cession : 2 090 750 € HT

(A noter, le prix correspondant est calculé en fonction de la superficie du terrain et non de la SDP projetée).

Les modalités de financement prévues dans le dossier de réalisation modificatif étant changées, conformément à la délibération approuvant sa modification n° 2, que vous avez approuvée lors de la présente séance, le montant des charges foncières a été réévalué impliquant la rectification des agréments d'acquéreurs déjà accordés.
Aussi, les conditions de cession sont aujourd'hui les suivantes :

- Prix de vente du terrain : 295 € HT/m2
- Superficie estimée du lot : 8 363 m2.
- Prix de cession estimé : 2 467 085 € HT
- Vocation du lot : implantation d'un ensemble immobilier destiné aux activités économiques orientées vers la mobilité décarbonée avec notamment l'accueil d'une concession automobile d'un constructeur engagé dans cette démarche

Compte tenu de ce qui précède, je vous demande, Mes Chers Collègues, de bien vouloir :

- **RETIRER** la délibération n° DL.2024-311 du 19 juillet 2024 ;
- **AGREER** les nouvelles conditions de cession de terrains au profit de la société SCI 2BL sur la ZAC de Plan d'Aillane ;

- **AUTORISER** Madame le Maire ou l'Adjoint délégué à l'Aménagement et l'Urbanisme à signer tous les actes correspondants.

Présents et représentés	:	55
Présents	:	42
Abstentions	:	4
Non participation	:	0
Suffrages Exprimés	:	51
Pour	:	45
Contre	:	6

Ont voté contre
Agnès DAURES Cyril DI MEO Emmanuel HENRY Claudie HUBERT Marc PENA Pierre SPANO
Se sont abstenus
Pierre-Paul CALENDINI, Elisabeth HUARD, Anne-Laurence PETEL, Josy

PIGNATEL. N'ont pas pris part au vote

NEANT
Le Conseil Municipal a Adopté à la majorité le rapport qui précède.
Ont signé Sophie JOISSAINS, Maire
Président de séance

04.13

RAPPORTEUR : Monsieur Jean-Christophe GRUVEL
CO-RAPPORTEUR(S) : Monsieur DONATINI Gilles
Politique Publique : 04-AMENAGEMENT ET GESTION DE L'ESPACE URBAIN
OBJET : ZAC DE PLAN D'AILLANE - MODIFICATION DES CONDITIONS D'AGRÉMENT D'ACQUÉREUR DU LOT N° 4 - SOCIÉTÉ PROVENCE HABITAT- Décision du Conseil

Mes Chers Collègues,
Après avoir approuvé le dossier de réalisation de la Zac de Plan d'Aillane fin 2018, le Conseil Municipal, par délibération n° DL.2023-98 du 17 mars 2023, a agréé les conditions de cession de terrains au profit de la Société PROVENCE HABITAT souhaitant acquérir le lot n° 4.
Ultérieurement, le dossier de réalisation de la ZAC a été modifié par délibération n° DL.2024-56 du 9 février 2024 afin de tenir compte de la modification des modalités de financement de la ZAC.
Ainsi, la délibération d'agrément du 17 mars 2023 a été remplacée par la délibération n° DL.2024-312 du 19 juillet 2024.
Conformément aux dispositions de cette délibération, la Société PROVENCE HABITAT – Les Académies Aixoises – 75 rue Paul Sabatier – 13 090 Aix-en-Provence, qui a été agréée pour acquérir ce lot devait y implanter un bâtiment de service/commerce donnant sur la place centrale de la ZAC créant ainsi une centralité en lien avec les besoins des usagers des équipements existants et du quartier.
Les conditions de cession, en référence aux données inscrites au dossier de réalisation modificatif n°1, étaient les suivantes :

- Prix de vente du terrain : 250 € HT/m2
- Superficie estimée du lot : 4 983 m2.
- Prix de cession : 1 245 750 € HT

(À noter, le prix correspondant est calculé en fonction de la superficie du terrain et non de la SDP projetée).
Les modalités de financement prévues dans le dossier de réalisation modificatif étant changées, conformément à la délibération approuvant sa modification n° 2, que vous avez approuvée lors de la présente séance, le montant des charges foncières a été réévalué impliquant la rectification des agréments d'acquéreurs déjà accordés.
Aussi, les conditions de cession sont aujourd'hui les suivantes :

- Prix de vente du terrain : 295 € HT/m2
- Superficie estimée du lot : 4 983 m2.
- Prix de cession estimé : 1 469 985 € HT
- Vocation principale du lot : un bâtiment de service/commerce donnant sur la place centrale de la ZAC créant ainsi une centralité en lien avec les besoins des usagers des équipements existants et du quartier
-

Compte tenu de ce qui précède, je vous demande, Mes Chers Collègues, de bien vouloir :

- **RETIRER** la délibération n° DL.2024-312 du 19 juillet 2024 ;
- **AGREER** les nouvelles conditions de cession de terrains au profit de la société PROVENCE HABITAT sur la ZAC de Plan d'Aillane ;
- **AUTORISER** Madame le Maire ou l'Adjoint délégué à l'Aménagement et l'Urbanisme à signer tous les actes correspondants.

Présents et représentés	:	55
Présents	:	42

Abstentions	:	4
Non participation	:	0
Suffrages Exprimés	:	51
Pour	:	45
Contre	:	6

Ont voté contre :
Agnès DAURES, Cyril DI MEO Emmanuel HENRY Claudie HUBERT Marc PENA Pierre SPANO
Se sont abstenus :
Pierre-Paul CALENDINI, Elisabeth HUARD, Anne-Laurence PETEL, Josy PIGNATEL.
N'ont pas pris part au vote :
NÉANT

Ont signé Sophie JOISSAINS, Maire
Président de séance
OBJET : LES GRANETTES -CESSION A LA COMMUNE - EMPLACEMENT PARC DE STATIONNEMENT
Étaient Présents :
Monsieur Jonathan AMIACH, Madame Dominique AUGEY, Madame Béatrice BENDELE, Monsieur Fathi BENJILALI, Madame Kayané BIANCO, Madame Brigitte BILLOT, Madame Odile BONTHOUX, Monsieur Jacques BOUDON, Madame Joëlle CANUET, Monsieur Rémi CAPEAU, Monsieur Pierre-Emmanuel CASANOVA, Monsieur Eric CHEVALIER, Madame Agnès DAURES, Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI, Monsieur Cyril DI MEO, Monsieur Sylvain DIJON, Monsieur Laurent DILLINGER, Monsieur Gilles DONATINI, Monsieur Jean-François DUBOST, Madame Frédérique DUMICHEL, Monsieur Marc FERAUD, Monsieur Jean-Christophe GRUVEL, Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Emmanuel HENRY, Madame Elisabeth HUARD, Madame Claudie HUBERT, Madame Amandine JANER, Madame Sophie JOISSAINS, Monsieur Salah-Eddine KHOUIEL, Monsieur Philippe KLEIN, Madame Perrine MEGGIATO, Monsieur Alain PARRA, Madame Anne-Laurence PETEL, Madame Josy PIGNATEL, Madame Laure SCANDOLERA, Madame Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE, Monsieur Francis TAULAN, Madame Solène TRIVIDIC, Monsieur Jean-Louis VINCENT, Madame Fabienne VINCENTI, Monsieur Michael ZAZOUN, Madame Karima ZERKANI-RAYNAL.
Excusés avec pouvoir donné conformément aux dispositions de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :
Monsieur Ravi ANDRE à Madame Frédérique DUMICHEL, Madame Laurence ANGELETTI à Monsieur Philippe KLEIN, Monsieur Moussa BENKACI à Monsieur Fathi BENJILALI, Monsieur Pierre-Paul CALENDINI à Madame Josy PIGNATEL, Madame Françoise COURANJOU à Madame Dominique AUGEY, Madame Aliénor COUTIAUX-LACLADERE à Madame Perrine MEGGIATO, Madame Brigitte DEVESA à Madame Fabienne VINCENTI, Madame Stéphanie FERNANDEZ à Madame Brigitte BILLOT, Madame Sophie MEYNET DE CACQUERAY à Madame Béatrice BENDELE, Madame Arlette OLLIVIER à Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Marc PENA à Madame Claudie HUBERT, Monsieur Pierre SPANO à Madame Agnès DAURES, Madame Françoise TERME à Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI.
Excusés sans pouvoir :
NÉANT
Secrétaire : Monsieur Rémi CAPEAU
Madame Odile BONTHOUX donne lecture du rapport ci-joint.

M. CHEVALIER - Madame DI CARO prend la présidence.

MME DI CARO - Monsieur GRUVEL.

M. GRUVEL - Oui, Madame la Présidente, est-ce que vous pouvez m'accorder un propos qui sera très court et liminaire, et qui est dicté par la fidélité ?

MME DI CARO – Si ça ne dure pas 1 heure 10…

M. GRUVEL – Non, je vous ai dit que ça serait court. C'est en fidélité que je dois à Jacques GARELLO. Je voudrais simplement dire qu'il ne m'a pas accompagné sur le chemin du doctorat, mais il m'a accompagné sur le chemin de son amitié jusqu'à son dernier jour. Et à ce titre, je voudrais préciser que si sa pensée et son œuvre étaient aussi profondes et originales, c'est simplement que pour un professeur d'économie, ne partait pas du principe que l'homme était un seul produit de l'économie, mais était, comme il me le disait très souvent, créé à l'image de Dieu. Et donc pour lui l'économie, c'était un viatique qui accompagnait l'homme sur le chemin de la vérité, non pas une vérité quelconque, mais la vérité qui libère. C'est pour ça qu'il était libéral. Je tenais à le préciser. Je vous en remercie.

Je vais avoir des propos plus bassement terre à terre mais tout aussi important concernant la 04.06 puisqu'il s'agit de la ZAC de La Constance. Vous savez qu'une concession d'aménagement a été donnée par la ville à la SPLA, avec une maîtrise d'ouvrage, et vous savez tous, c'est pas nouveau, que la SPLA Pays Aix territoire ne disposant pas de fonds propres, il faut approuver les termes de la Convention d'avance de trésorerie pour 2 470 000 €.

Concernant la 04.08, il s'agit de l'îlot Galice où là, la superficie de cet îlot porte sur 3,2 hectares. Et là aussi, la SPLA et l'AUPA ont travaillé sur le projet. Il y a un principe d'aménagement de 5 ïlos pour 31 400 m² de surface de plancher. En conséquence, il faut approuver la Convention de mandat d'aménagement entre la ville et la SPLA relative à la réalisation de ce dossier et autoriser le Maire ou l'adjoint à signer la Convention, et à approuver enfin la participation de la ville pour 150 000 € hors taxe.

La 04.10, il s'agit de la ZAC du plan d'Aillane avec une modification qui est la modification n° 2, qui porte sur les évaluations du coût de la charge foncière dans le cadre de la commercialisation des lots. Il est donc nécessaire de faire deux choses : la première, c'est d'uniformiser les différents coûts de charges foncières fixés par mètre carré, et la deuxième chose, c'est de réaliser une mise à jour du dossier de réalisation avec la modification des cartographies. C'est ce que conclut le dossier.

En 04.11, il s'agit de la ZAC, toujours du plan d'Aillane où là aussi, il y a des conditions de cession qui ont été modifiées par la délibération du 16 décembre 2019, il faut donc retirer cette délibération du 16 décembre 2019 et agréer les nouvelles conditions de cession de terrain au profit de la société Praxis, puisque c'est de celle dont il s'agit.

Au niveau de la 04.12, c'est exactement le même problème, il faut retirer la délibération du 19 juillet 2024 pour agréer les nouvelles conditions de cession de terrain au profit de la SCI 2BL sur la ZAC du plan d'Aillane

Et enfin, la 04.13, c'est toujours le même sujet qui concerne toujours le ZAC de plan d'Aillane. Les conditions de cession de terrains ont été modifiées au profit de la société Provence Habitat. Il est donc logique de vous proposer de retirer la délibération qui avait proposé initialement ces conditions, c'est-à-dire celle du 19 juillet 2024, et agréer les nouvelles conditions de cession du terrain au profit de la société Provence Habitat. Je vous remercie beaucoup.

MME DI CARO - Des questions ? Monsieur DI MEO.

M. DI MEO - Alors ma première question intervient sur la zone de la constance. Nous allons faire une extrêmement brillante, à n'en pas douter, exposition Cézanne cet été, et Cézanne est une rente en fait pour cette ville, même si elle l'a, par le passé, rejetée. Et vous vous apprêtez à prendre une zone, La Constance, dans laquelle Cézanne a peint 52 de ses œuvres, c'est-à-dire que vous allez urbaniser et lancer l'urbanisation de la zone qui est la nature même de la rente patrimoniale et culturelle Aixoise, ça nous paraît marcher sur la tête, en fait. C'est-à-dire qu'on ne peut pas se servir de Cézanne poule aux œufs d'or et détruire ce qui a été le lieu de création de cette zone. C'est pour ça que les élus d'Aix en partage ont soutenu la démarche qui a été lancée par un certain nombre d'associations, Artflow vivant, la LPO, Devenir, et moults et moults autres qui sont autour de ces sujets, et les paysages cézanniens évidemment. Et qui, avec le sénateur Guy BENARROCHE, ont proposé que ce soit inscrit de manière patrimoniale ces paysages afin qu'ils ne soient pas détruits. Donc avant de mettre le premier coup de pelle dans cet endroit, nous supplions de ne pas oublier cette valeur patrimoniale et cette valeur culturelle, ce qui serait une ineptie dans l'année Cézanne.

Sur ce projet, plus globalement, pourquoi est-il, outre son côté patrimonial, pourquoi est-il négatif ? Il n'y a pas de réseau de chaleur pour la Duranne. Il n'y a pas de couleur de bus et de système de circulation pour la Duranne. Il n'y a pas besoin de 7 0000 m² de bureaux supplémentaires dans cette ville alors que, aux Milles et dans la zone d'activité des Milles, il y a une vacance locative pour les bureaux professionnels. Il y a moults et moults autres endroits beaucoup moins onéreux pour construire dans cette ville. Donc cette situation qui consiste à refaire une Duranne bis à un endroit qui est extrêmement enclavé, qui est extrêmement pollué, qui va nécessiter des réseaux extrêmement importants, nous paraît être de nouveau une hérésie urbaine en fait. Et si encore vous aviez dit, je le relie au Jas de Bouffan, je couvre un bout de l'autoroute, je ne sais pas, je l'intègre au reste, on aurait pu discuter, mais on n'est absolument pas dans ce type d'aménagement. Donc nous vous invitons à ne pas déclencher cette opération. Pour l'instant, les terrains ne sont pas encore vendus, rien n'a été encaissé et il ne tient qu'à vous…

M. GRUVEL – *Hors micro*

M. DI MEO - Ah bah, ne ne dites pas si parce que les comptes de la SEMAPA indiquent au niveau recettes cessions : 0. Nous les avons votés à un dernier Conseil Municipal et…

M. GRUVEL – *Hors micro*.

M. DI MEO - C'est un non, c'est factuel, il y a la case « recettes sessions », il est a marqué, dans le compte de la SEMEPA que vous nous avez fait voter au dernier Conseil Municipal, il y a marqué 0. Vous n'avez donc à ce jour encaissé aucun centime, vous n'avez à ce jour encaissé aucun centime sur la vente de ces terrains. Vous avez peut-être signé des contrats de vente, c'est hasardeux, mais vous pouvez tout à fait ne pas faire ces cessions. Vous n'êtes redevables en rien, si ce n'est effectivement le 1,5 million que vous avez déjà concédé à SEMEPA pour qu'elle lance ses études, mais la ville n'est pas endettée, la ville n'a pas de contrainte financière, et il vous est tout à fait possible aujourd'hui d'arrêter cette hérésie. Je pense que ça honorerait la ville pour une année Cézanne 2025.

MME PETEL - Oui, sur la même délibération. Nous, on va évidemment s'abstenir. Sur tout ce qui concerne La Constance, on s'abstient de toute façon depuis le début de ce projet. J'entends que vous avez fait intervenir Philippe RAHM qui est une sommité de l'architecture climatique et de la résilience des bâtiments au changement climatique. Le problème c'est qu'il arrive après la bataille ce pauvre Philippe RAHM, c'est-à-dire qu'il arrive une fois que vous avez totalement fait voter ce projet, une fois que les terrains ont été achetés, une fois que le projet a été acté, que les architectes ont travaillé. Donc ça va être

quand même un peu difficile pour lui, je pense, de faire a posteriori ce qu'il faut faire antérieurement et a priori.

Je voulais quand même qu'on revienne, moi j'ai le même et nous avons à Aix au cœur, exactement les mêmes problématiques que Aix en partage de ce côté-là avec Cyril DI MEO, c'est des problématiques de mobilité de transport qui depuis le début nous inquiètent beaucoup sur ce quartier. Je vois que le commissaire enquêteur a donné un avis favorable, mais avec de très fortes réserves sur tout ce qui est mobilité et transports avec, je le rappelle, il souligne que « *le périmètre de la ZAC se trouve dans une zone enclavée, coupée du centre-ville d'Aix par les autoroutes A8 et A51, avec des accès qui restent complexes. Ce positionnement altère l'accès direct et augmente la dépendance aux véhicules individuels* ». Donc ça, c'est une réalité qui n'a toujours pas trouvé de solution et à laquelle vous n'avez toujours pas répondu. Il dit également que « *l'urbanisation et le trafic induit risque d'aggraver la congestion routière existante aux heures de pointe* ». Pour qui a travaillé un jour à La Duranne connaît les problématiques existantes. Et que ce constat le pousse à recommander la mise en place de mesures de sécurisation et de régulation de cette route qui traverse la ZAC du Nord au Sud. Enfin, évidemment, il préconise que le BHNS que vous appelez de vos vœux, n'attendent pas 2040. Vous savez que moi je milite aussi pour les deux : l'ouverture de la ligne Aix Rognac, qui est aujourd'hui modernisée, qui pourrait demain être ouverte avec un train toutes les 15 minutes, et un BHNS qui aurait un autre tracé que celui passant à côté de la voie. En tout cas, encore une fois, les bêtises qui ont été faites avec La Duranne ne sont pas totalement reproduites puisque vous avez quand même un réseau de chaleur, etc, à La Constance, mais concernant les mobilités, on n'a toujours pas tiré les leçons des erreurs du passé. On va construire les mobilités après la construction du quartier.

MME LE MAIRE - Ça voudrait dire en fait qu'on ne pourrait pas construire tant qu'il n'y a pas les axes. Sauf que c'est un peu le serpent qui se mord la queue, parce que dans ce cas-là, on se dit « puisqu'il n'y a pas les axes, on ne construit pas » et on ne construira jamais les axes. Ça paraît un peu.

MME PETEL – Vous prenez simplement le nouveau Paris Express. Vous avez une dimension urbanistique qui s'appelle les quartiers de gare. Ça veut dire qu'on va construire autour des gares. On ne construit pas les immeubles pour ensuite essayer de savoir où on va mettre les gares.

MME LE MAIRE – On le sait, on le sait, et puis on connaît les portes, on connaît les axes routiers…

MME PETEL – Là, on a un espace qui est vierge, qui va être construit, c'était peut-être le moment de réfléchir différemment, et d'avancer sur les mobilités avant d'avancer sur les constructions. Je constate juste et je fais le constat que ce n'est pas le cas !

MME LE MAIRE - On a les axes, les voies d'accès de la ZAC sont raccordées sur le réseau routier existant, plusieurs points d'accès. Alors effectivement, un BHNS serait plus que bienvenu, mais au-delà du BHNS, il y a les voix, la porte de Valcros, la route de la Thymine, la porte des Aubépines, la porte de l'Ensoleillée, la porte des Aubépines Sud…

MME PETEL - Ça n'est pas ce que dit le commissaire enquêteur

MME LE MAIRE – C'est l'axe Sud existant vers le RD… Non, il dit que ça serait bien si on pouvait avoir effectivement une mobilité plus accrue et ça, ça devrait venir avec le BHNS.

MME PETEL - Il dit que le périmètre se trouve dans une zone enclavée.

MME LE MAIRE – Et attention, ce n'est pas non plus une ZAC qui va se construire un 1 jour. Donc bien évidemment, on a quand même le temps de voir venir et d'avoir ce fameux BHNS. De surcroît, les flux générés, et ça c'est pas moi qui l'invente, c'est dans l'enquête, les flux gérés se trouvent en aval ou à

contre flux des difficultés rencontrées sur la route nationale 296 et de l'A51. Et à horizon 2030, la bretelle autoroutière entre l'A8 et l'A51 ramènera le trafic de transit sur le réseau routier, et allégera d'autant le trafic urbain.

Ensuite, concernant Cézanne, je dirais que l'étude Cézanienne a préexisté à tout, que rien n'a été voté avant que soit voté effectivement le projet qui avait été rédigé par Denis COUTAGNE en 2013. LOU DEVEN a été totalement, je dirais, préservé. Et le schéma d'urbanisme, c'est fait par rapport au code de visibilité, c'est-à-dire aux visions cézaniennes, ce qui permettra, alors que ce n'est pas le cas aujourd'hui, et ça ne l'était pas hier non plus, de devoir faire en sorte que les visiteurs soient véritablement dans la position avec la vision de Cézanne sur site, alors que jusqu'alors c'était des propriétés privées où personne ne pouvait se rendre à moins d'y être invitées. Donc au contraire, moi je trouve que c'est une démocratisation très intelligente de ce processus cézanien. Et puis on a besoin de toute façon d'avoir aussi du logement intelligent qui soit effectivement adapté au réchauffement climatique, et qui permettent de loger justement les 25 % de logements sociaux mais pas que, le logement maîtrisé, et c'est aussi peut être une expérimentation en temps réel de la ville du quart d'heure. Parce que là c'est un quartier entier à construire avec ces îlots de fraîcheur, avec ces points de vue artistiques, je ne dirais même pas culturels, je dirais artistiques, et en même temps effectivement des espaces verts, des commerces, des fontaines, et toute une expérimentation architecturale qui me paraît très intéressante à marier avec ce qui est habituellement l'architecture Aixoise avec ces impératifs de la modernité. Et là aussi, on peut imaginer le raccordement au réseau de chaleur. Enfin je veux dire, il y a plein de choses qui peuvent se faire. Et quant à la séparation avec le Jas de Bouffan, il y a quand même de toute façon à terme un principe de conurbation qui prévaut et qui fait qu'à un moment ou à un autre, on va construire entre les deux et faire le pont. Et puis il y a déjà de très belles entreprises là-bas. Il y a aussi le 6MIC. On est en train de regarder si on peut y placer un stade de volley. Enfin, y a plein de choses qui se font. Quelqu'un souhaite rajouter quelque chose ?

MME PETEL – Il n'y a déjà pas de transport pour aller au 6MIC. Enfin, on refait le problème de l'Aréna !

MME LE MAIRE – Mais il y aura, et de surcroit, il y a une mobilité…

MME PETEL – Donc il y aura… incha'allah si j'ose dire !

MME LE MAIRE - Des circuits en mode doux de mobilités douces qui sont prévus, qui seront vraiment très très beau. Après il faut laisser le temps que ça se passe, bien évidemment, on ne construit pas 3 000 logements d'un claquement de doigts. Oui puis le BHNS restera effectivement aussi 6MIC une fois qu'on aura le BHNS.

Et quant à ouvrir l'autoroute, moi je suis d'accord mais trouvez-moi le financement Cyril ?

Jean-Christophe, tu veux rajouter quelque chose ?

M. GRUVEL – *Hors micro*.

MME LE MAIRE - Je vous propose de voter la 04.06.

M. DI MEO - Juste pour signaler que sur les délibérations concernant la ZAC de plan d'Aillane, sans refaire la discussion de l'urbanisation de cette zone, nous voterons contre les délibérations sur la ZAC.

MME LE MAIRE – Pour la 04.06

04.06

Contre : 6
Abstention : 5

Ont voté contre : Aix en partage.
Se sont abstenus : Aix au cœur.

MME LE MAIRE : On passe à la 04.08. C'est toujours Jean-Christophe. Pardon, vous les avez passé pendant mon absence. Madame HUBERT.

MME HUARD : Oui, je voulais simplement m'associer à ce qu'a dit Monsieur GRUVEL à propos de Monsieur Jacques GARELLO qui a été mon prof d'économie. De temps en temps ça ne fait aussi pas de mal de faire ce souvenir de personnes qui ont marqué notre vie. Et ce prof a marqué ma vie et la fac de droit. Donc je m'associe à ce qu'a dit Monsieur GRUVEL

MME LE MAIRE : Il a été mon professeur d'économie aussi. J'en garde un très beau souvenir. Et je savais qu'il avait été aussi le témoin de mariage de Dominique. C'est pour ça que lui avait passé la parole.

04.08
Contre : 0
Abstention : 5 + 4

Ont voté contre : Néant
Se sont abstenus : Aix en partage et Aix en cœur

04.10
Contre : 5
Abstention : 4

Ont voté contre : Aix en partage
Se sont abstenus : Aix en cœur

04.11
Contre : 6
Abstention : 4

Ont voté contre : Aix en partage
Se sont abstenus : Aix au cœur

04.12
Contre : 6
Abstention : 4

Ont voté contre : Aix en partage
Se sont abstenus : Aix au cœur

04.13
Contre : 6
Abstention : 4

Ont voté contre : Aix en partage
Se sont abstenus : Aix au cœur

[Les élus sortis rejoindre l'assemblée]

04.07

RAPPORTEUR : Monsieur Jacques BOUDON
Politique Publique : 04-AMENAGEMENT ET GESTION DE L'ESPACE URBAIN
OBJET : SACOGIVA - RAPPORT D'ACTIVITÉ 2023- Décision du Conseil

Mes Chers Collègues,
Conformément à l'article L.1524-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, «lorsqu'une société d'économie mixte locale exerce, pour le compte d'une collectivité territoriale ou d'un groupement, des prérogatives de puissance publique, elle établit chaque année un rapport spécial sur les conditions de leur exercice qui est présenté à l'organe délibérant de la collectivité territoriale ou du groupement et est adressé au représentant de l'Etat dans le département. ».
De plus, les dispositions du 14ème alinéa de l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, prenant effet au 1er août 2022, prévoit que « les organes délibérants des collectivités territoriales ou de leurs groupements actionnaires se prononcent, après un débat, sur le rapport écrit qui leur est soumis au moins une fois par an par leurs représentants au conseil d'administration ou au conseil de surveillance».
Aussi, j'ai l'honneur de vous présenter, ci-après, le rapport qui nous est soumis par les représentants de la Ville d'Aix-en-Provence au Conseil d'Administration de la SACOGIVA pour l'année 2023.
La SACOGIVA, Société Anonyme de Construction et de Gestion Immobilière de la Ville d'Aix-en-Provence a été créée le 22 décembre 1958.
Son Conseil d'Administration se compose de dix administrateurs, six représentants de la Ville d'Aix-en-Provence, détenant 55% du capital, et quatre représentants de l'actionnariat privé, détenant 45% du capital.
Elle a contribué à la création et a adhéré à la société HACT FRANCE, immatriculée le 22 janvier 2021, société de coordination regroupant 19 SEM résultant de la réforme de la loi ELAN. La SACOGIVA en détient 600 parts, soit 3,45 % du capital affecté.
Au 31 décembre 2023, l'effectif moyen s'élève à 36 personnes en ETP.
Au cours de cette année, malgré un contexte incertain, 157 logements locatifs ont été livrés et mis en gestion et 163 étaient en chantier en 2023 (soit 109 destinés à la location et 54 dédiés à la vente).
Les travaux d'entretien se sont élevés à 4,3 millions d'euros.
La SACOGIVA est à la tête d'un patrimoine d'environ 2850 logements situés sur son territoire de compétence.
Le Conseil d'Administration s'est réuni le 20 mars 2024 pour approuver le projet de rapport d'activité à présenter à l'Assemblée Générale qui l'a elle-même validé lors de la réunion du 15 mai 2024.
VU le rapport d'activité, le bilan et le compte de résultat de l'exercice 2023 de la SACOGIVA,

Je vous prie, Mes Chers Collègues, de bien vouloir :
- **PRENDRE ACTE** de la tenue du débat sur la base du rapport d'activité 2023 de la SACOGIVA présenté en séance et annexé à cette délibération

Présents et représentés	:	55
Présents	:	42
Abstentions	:	0
Non participation	:	0

Suffrages Exprimés	:	55
Pour	:	55
Contre	:	0

Ont voté contre : NÉANT.
Se sont abstenus : NÉANT.
N'ont pas pris part au vote : NÉANT

Ont signé Sophie JOISSAINS, Maire Président de séance

04.09

RAPPORTEUR : Monsieur Jacques BOUDON
CO-RAPPORTEUR(S) : Monsieur CHEVALIER Eric, Monsieur CAPEAU Rémi
Politique Publique : 04-AMENAGEMENT ET GESTION DE L'ESPACE URBAIN
OBJET : DÉNOMINATION DU CARREFOUR FORME PAR L'ILOT CENTRAL A L'INTERSECTION CHEMIN DE REPENTANCE - AVENUE JEAN ET MARCEL FONTENAILLE- Décision du Conseil

Mes Chers Collègues,
Dans le cadre du 81ème anniversaire de la Libération de notre Pays et de notre Ville, et à la demande du CIQ du Pont de Béraud, il convient de dénommer le carrefour ci-dessus délimité où se trouve la stèle de la 3eme division de l'Infanterie Américaine :

« CARREFOUR DE LA LIBÉRATION »

Je vous demande donc, Mes Chers Collègues, de bien vouloir :

-**ADOPTER** la dénomination **« CARREFOUR DE LA LIBÉRATION»** ci-dessus délimitée ;

- **AUTORISER** Madame le Maire ou son représentant à signer tout document afférent au présent rapport.

Présents et représentés	:	55
Présents	:	42
Abstentions	:	0
Non participation	:	0
Suffrages Exprimés	:	55
Pour	:	55
Contre	:	0

Ont voté contre : NÉANT.
Se sont abstenus : NÉANT.
N'ont pas pris part au vote : NÉANT

Ont signé Sophie JOISSAINS, Maire Président de séance

OBJET : ZAC DE PLAN D'AILLANE - MODIFICATION N° 2 DU DOSSIER DE RÉALISATION DE LA ZAC

Étaient Présents :

Monsieur Jonathan AMIACH, Madame Dominique AUGEY, Madame Béatrice BENDELE, Monsieur Fathi BENJILALI, Madame Kayané BIANCO, Madame Brigitte BILLOT, Madame Odile BONTHOUX, Monsieur Jacques BOUDON, Madame Joëlle CANUET, Monsieur Rémi CAPEAU, Monsieur Pierre-Emmanuel CASANOVA, Monsieur Eric CHEVALIER, Madame Agnès DAURES, Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI, Monsieur Cyril DI MEO, Monsieur Sylvain DIJON, Monsieur Laurent DILLINGER, Monsieur Gilles DONATINI, Monsieur Jean-François DUBOST, Madame Frédérique DUMICHEL, Monsieur Marc FERAUD, Monsieur Jean-Christophe GRUVEL, Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Emmanuel HENRY, Madame Elisabeth HUARD, Madame Claudie HUBERT, Madame Amandine JANER, Madame Sophie JOISSAINS, Monsieur Salah-Eddine KHOUIEL, Monsieur Philippe KLEIN, Madame Perrine MEGGIATO, Monsieur Alain PARRA, Madame Anne-Laurence PETEL, Madame Josy PIGNATEL, Madame Laure SCANDOLERA, Madame Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE, Monsieur Francis TAULAN, Madame Solène TRIVIDIC, Monsieur Jean-Louis VINCENT, Madame Fabienne VINCENTI, Monsieur Michael ZAZOUN, Madame Karima ZERKANI-RAYNAL.

Excusés avec pouvoir donné conformément aux dispositions de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Monsieur Ravi ANDRE à Madame Frédérique DUMICHEL, Madame Laurence ANGELETTI à Monsieur Philippe KLEIN, Monsieur Moussa BENKACI à Monsieur Fathi BENJILALI, Monsieur Pierre-Paul CALENDINI à Madame Josy PIGNATEL, Madame Françoise COURANJOU à Madame Dominique AUGEY, Madame Aliénor COUTIAUX-LACLADERE à Madame Perrine MEGGIATO, Madame Brigitte DEVESA à Madame Fabienne VINCENTI, Madame Stéphanie FERNANDEZ à Madame Brigitte BILLOT, Madame Sophie MEYNET DE CACQUERAY à Madame Béatrice BENDELE, Madame Arlette OLLIVIER à Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Marc PENA à Madame Claudie HUBERT, Monsieur Pierre SPANO à Madame Agnès DAURES, Madame Françoise TERME à Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI.

Excusés sans pouvoir :

NEANT

Secrétaire : Monsieur Rémi CAPEAU

Monsieur Jean-Christophe GRUVEL donne lecture du rapport ci-joint.

MME LE MAIRE – On va attendre Jacques BOUDON pour le rapport d'activité de la SACOGIVA. Alors 04.07 Jacques.

M. BOUDON - Mes chers collègues. Je vais vous faire un peu de lecture. SACOGIVA, rapport d'activité 2023. Conformément à l'article 1524-3 du code général, il faut que chaque année on fasse un point sur la situation de ces sociétés. Aussi, j'ai l'honneur de vous présenter ci-après le rapport qui nous a soumis par les représentants de la ville d'Aix au Conseil d'administration de la SACOGIVA pour l'année 2023, SACOGIVA que j'ai l'honneur de présider à la demande de Madame le Maire. La SACOGIVA, société anonyme de construction, a été créé le 22 décembre 1958. Son Conseil d'administration se compose de 10 administrateurs, 6 représentants de la ville, 4 représentants de l'actionnariat privé. Elle a contribué à la création et adhérer à la société HACT FRANCE qui regroupe 19 SEM. Au cours de cette année, malgré un contexte incertain, 155 logements locatifs ont été livrés et mis en gestion, et 163 étaient un chantier. Les travaux d'entretien se sont élevés à 4,3 millions. La SACOGIVA est à la tête d'un patrimoine de 2 850 logements situés sur son territoire. Tous les logements qui étaient dans les villes à l'extérieur ont été vendus à une autre société. Vu le rapport de l'activité et le bilan et le compte résultat de l'exercice 2023 dont la SACOGIVA, sont présents. Je vous demande, chers collègues, de prendre acte de la tenue du débat sur la base du rapport d'activité 2023 de la SACOGIVA. Je veux dire que

SACOGIVA sont très peu nombreux pour gérer 3 000 logements et c'est une SEM qui tourne parfaitement bien. D'ailleurs ma collègue là-bas préside aux appels d'offres, moi je n'y suis plus. Il n'y a rien à dire, ça fonctionne parfaitement bien.

Après 04.09, dénomination du carrefour formée par l'îlot central, à l'intersection du chemin de Repentance, avenue Jean et Marcel Fontenaille. En fait, on a dénommé, à la demande du quartier, des anciens combattants, et normalement de CAPEAU là-bas, mais qui est plus là, le carrefour de la libération. Alors on rajoutera pour faire un joli, combien dans les villages autour, un mât avec des hauts drapeaux de façon qu'au 21 août, on puisse monter les couleurs françaises et un petit drapeau américain à côté.

MME LE MAIRE – Des questions ? Claudie HUBERT.

MME HUBERT - Je vois que dans les résultats de l'activité 2023, on a aucune information sur la part de PLAI, PLAS, PLUS, ce qui est très regrettable, puisqu'il y a 2 850 logements gérés par la SACOGIVA. Et c'est un peu dommage qu'on n'ait pas la ventilation entre les catégories de logement.

J'ai noté également dans ce rapport qu'il y a seulement 8 % des locataires qui sont bénéficiaires de L'APL, ce qui sous-entend avec ces logements sont réservés à des ménages plutôt aisés ou pas dans des catégories où ils sont droit au APL. Et par contre une progression des impayés 9 % pour des catégories sociales qui semblent plutôt des catégories moyennes ou favorisées.

Après, j'avais une interpellation sur les résultats financiers, parce qu'il est mentionné qu'il y a un résultat déficitaire, si je ne me trompe pas, de 562 000 € à partir de 2024. Donc, je vous interrogeais sur ce résultat et sur l'évolution, puisqu'il semble que ce déficit va se prolonger. Alors je me posais la question, est-ce qu'il n'y a pas une activité d'accession à la propriété qui s'impose par rapport au compte de la SACOGIVA ?

M. BOUDON - Je n'entends rien. Je vous répondrai par écrit avant le prochain Conseil Municipal. Je n'ai pas entendu votre question.

MME LE MAIRE - Peut-être que Hervé GUYOT peut donner quelques éléments, et puis tu répondras quand même par écrit ? Comme tu veux.

M. BOUDON – Je répondrai par écrit.

MME LE MAIRE – Je pense Claudie que Jacques va vous répondre par écrit au prochain Conseil Municipal. Si vous pouvez formuler vous-même votre…

MME HUBERT – Je peux lui reformuler ma question d'ailleurs.

MME LE MAIRE – Je vous propose de passer au vote, à moins qu'il y ait d'autres questions ?

04.07
Contre : 0
Abstention : 0

Ont voté contre : Néant
Se sont abstenus : Néant

04.09
Contre : 0

Abstention : 0

Ont voté contre : Néant
Se sont abstenus : Néant

04.14

RAPPORTEUR : Madame Odile BONTHOUX
CO-RAPPORTEUR(S) : Madame FERNANDEZ Stéphanie
Politique Publique : 04-AMENAGEMENT ET GESTION DE L'ESPACE URBAIN
OBJET : LES GRANETTES -CESSION A LA COMMUNE - EMPLACEMENT PARC DE STATIONNEMENT- Décision du Conseil

Mes Chers Collègues,
La Commune d'Aix-en-Provence s'est rapprochée des copropriétaires de la parcelle cadastrée section ME n° 408p aux Granettes. En effet depuis 2008, le parking d'une emprise d'environ 2168 m² devait être cédé à la Commune, mais jusqu' à très récemment aucun accord n'avait pu aboutir.
La Commune a donc fait une nouvelle proposition d'acquisition du parking au prix de 5 000,00 € et l'assemblée générale annuelle en date du 7 novembre 2024 a accepté cette offre.
En conséquence, Mes Chers Collègues, je vous demande de bien vouloir :

- **DÉCIDER** l'acquisition de la parcelle cadastrée section ME n° 408p pour une surface d'environ 2 168 m² auprès des copropriétaires de la Résidence Clos Pascal ;
- **DIRE** que cette parcelle, aménagée en parking, destinée à recevoir du public, sera intégrée dans le domaine public communal ;
- **DIRE** que le prix est fixé à 5 000,00 € hors droits ou taxes (cinq milles euros) ;
- **DIRE** que les crédits nécessaires seront inscrits au budget de la Ville ;
- **AUTORISER** Madame le Maire ou l'Adjoint délégué au Foncier à signer l'acte authentique à intervenir ainsi que tous les documents qui en seraient la suite ou la conséquence.

Présents et représentés	:	55
Présents	:	42
Abstentions	:	0
Non participation	:	0
Suffrages Exprimés	:	55
Pour	:	55
Contre	:	0

Ont voté contre : NÉANT.
Se sont abstenus : NÉANT.
N'ont pas pris part au vote : NÉANT

Ont signé Sophie JOISSAINS, Maire Président de séance
OBJET : TROIS SAUTETS - CESSION DE TERRAIN A LA SACOGIVA - PARCELLE CADASTRÉE SECTION EK N° 34p
Étaient Présents :
Monsieur Jonathan AMIACH, Madame Dominique AUGEY, Madame Béatrice BENDELE, Monsieur Fathi BENJILALI, Madame Kayané BIANCO, Madame Brigitte BILLOT, Madame Odile BONTHOUX, Monsieur Jacques BOUDON, Madame Joëlle CANUET, Monsieur Rémi

CAPEAU, Monsieur Pierre-Emmanuel CASANOVA, Monsieur Eric CHEVALIER, Madame Agnès DAURES, Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI, Monsieur Cyril DI MEO, Monsieur Sylvain DIJON, Monsieur Laurent DILLINGER, Monsieur Gilles DONATINI, Monsieur Jean-François DUBOST, Madame Frédérique DUMICHEL, Monsieur Marc FERAUD, Monsieur Jean-Christophe GRUVEL, Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Emmanuel HENRY, Madame Elisabeth HUARD, Madame Claudie HUBERT, Madame Amandine JANER, Madame Sophie JOISSAINS, Monsieur Salah-Eddine KHOUIEL, Monsieur Philippe KLEIN, Madame Perrine MEGGIATO, Monsieur Alain PARRA, Madame Anne-Laurence PETEL, Madame Josy PIGNATEL, Madame Laure SCANDOLERA, Madame Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE, Monsieur Francis TAULAN, Madame Solène TRIVIDIC, Monsieur Jean-Louis VINCENT, Madame Fabienne VINCENTI, Monsieur Michael ZAZOUN, Madame Karima ZERKANI-RAYNAL.

Excusés avec pouvoir donné conformément aux dispositions de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Monsieur Ravi ANDRE à Madame Frédérique DUMICHEL, Madame Laurence ANGELETTI à Monsieur Philippe KLEIN, Monsieur Moussa BENKACI à Monsieur Fathi BENJILALI, Monsieur Pierre-Paul CALENDINI à Madame Josy PIGNATEL, Madame Françoise COURANJOU à Madame Dominique AUGEY, Madame Aliénor COUTIAUX-LACLADERE à Madame Perrine MEGGIATO, Madame Brigitte DEVESA à Madame Fabienne VINCENTI, Madame Stéphanie FERNANDEZ à Madame Brigitte BILLOT, Madame Sophie MEYNET DE CACQUERAY à Madame Béatrice BENDELE, Madame Arlette OLLIVIER à Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Marc PENA à Madame Claudie HUBERT, Monsieur Pierre SPANO à Madame Agnès DAURES, Madame Françoise TERME à Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI.

Excusés sans pouvoir :

NÉANT

Secrétaire : Monsieur Rémi CAPEAU

Madame Dominique AUGEY donne lecture du rapport ci-joint.

04.16

RAPPORTEUR : Madame Odile BONTHOUX

Politique Publique : 04-AMENAGEMENT ET GESTION DE L'ESPACE URBAIN

OBJET : SAINT-PONS - PARCELLES CADASTRÉES SECTION LM N°23 ET 32 - BAIL RURAL AVEC LA SOCIÉTÉ AMANDES DE SAINT-PONS- Décision du Conseil

Mes Chers Collègues,

La Ville d'Aix-en-Provence a consenti un bail à ferme en date du 2 mai 2011 pour une durée de neuf années renouvelables par période de neuf ans à Monsieur Cédric Seimandi sur les parcelles cadastrées section LM :

- n°23 d'une contenance de 8ha 46a 97ca,
- n°32 d'une contenance de 5ha 80a 15ca,

Soit une surface globale de 14ha 27a 12ca pour surface cultivable estimée à 8ha 26a. Le locataire a versé en 2024 un loyer de 967,30 €.

Aux termes d'une correspondance en date du 10 décembre 2024, Monsieur Seimandi a fait part de son souhait de résilier le bail ci-dessus et proposé, en substitution sur les mêmes parcelles, la création d'un verger d'amandiers.

Ce projet sera porté par la société Amandes de Saint Pons dont il est Président.

Cette société, SAS au capital de 5 000 €, immatriculée le 27 septembre 2024 au RCS d'Aix-en-Provence sous le numéro 933 419 301 et dont le siège social est à Aix-en- Provence, Les Milles, 1785, route de Loqui.

Le bail rural à mettre en place sera d'une durée de 25 ans pour un loyer annuel de base de 4

261,00 € s'appliquant à une surface cultivable estimée à 8ha 62a [Arrêté Préfectoral du 26 novembre 2024 pour 494,32 €/Ha /an (Zone V Coteaux de Provence)].
Ce montant intègre la majoration définie à l'article 8, dudit arrêté préfectoral, pour les baux supérieurs à 18 ans.
Ce montant sera actualisé chaque année, à la date anniversaire de prise d'effet du bail, compte tenu de la variation de l'indice national des fermages.
Les terres louées étant destinées à être plantées d'amandiers, toute autre plantation ne pourra intervenir sans l'accord exprès de la Ville.
Il devra être précisé dans le bail rural que l'irrigation, les plantations et les investissements liés à la préparation des terrains faits par le preneur en cours de bail, resteront à la charge du preneur, et ne seront acquis au bailleur qu'à l'expiration du bail, sans indemnités par le preneur.
Il convient de noter que, compte tenu de sa nature, ce bail doit faire l'objet d'une publication foncière.

En conséquence, je vous demande, Mes Chers Collègues, de bien vouloir :

- **ACCEPTER** la résiliation du bail à ferme signé par Ville d'Aix-en-Provence avec Monsieur Cédric Seimandi le 2 mai 2011,
- **AUTORISER** la conclusion, avec la Société SAS Amandes de Saint Pons (immatriculée au RCS d'Aix-en-Provence sous le numéro 933 419 301 et représentée par son Président Monsieur Seimandi), d'un bail rural sur les parcelles cadastrées section LM, sous le n°23 et sous le n°32, Saint Pons, pour exploitation de la plantation d'amandiers,
- **DIRE** que le bail est conclu pour 25 ans moyennant un loyer annuel de 4 261,00 € indexé selon les modalités présentées dans l'exposé qui précède,
- **AUTORISER** Madame le Maire ou l'Adjoint délégué à la Gestion des Propriétés Communales à signer l'ensemble des documents afférents à ce dossier,
- **AUTORISER** Monsieur le Chef de service comptable du service de gestion comptable d'Aix-en-Provence à procéder au recouvrement des recettes correspondantes.

Présents et représentés	:55
Présents	: 42
Abstentions	: 0
Non participation	:0
Suffrages Exprimés	:55
Pour	: 55
Contre	: 0

Ont voté contre : NÉANT.
Se sont abstenus : NÉANT.
N'ont pas pris part au vote : NÉANT

Ont signé Sophie JOISSAINS, Maire Président de séance

04.17

OBJET : AVENUE MARÉCHAL DE LATTRE DE TASSIGNY - AMÉNAGEMENT DE VOIRIE - ACQUISITION A L'EURO SYMBOLIQUE D'UNE EMPRISE FONCIÈRE A DÉTACHER DE LA PARCELLE CADASTRÉE CW N° 325

Étaient Présents :

Monsieur Jonathan AMIACH, Madame Dominique AUGEY, Madame Béatrice BENDELE, Monsieur Fathi BENJILALI, Madame Kayané BIANCO, Madame Brigitte BILLOT, Madame Odile BONTHOUX, Monsieur Jacques BOUDON, Madame Joëlle CANUET, Monsieur Rémi CAPEAU, Monsieur Pierre-Emmanuel CASANOVA, Monsieur Eric CHEVALIER, Madame Agnès DAURES, Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI, Monsieur Cyril DI MEO, Monsieur Sylvain DIJON, Monsieur Laurent DILLINGER, Monsieur Gilles DONATINI, Monsieur Jean-François DUBOST, Madame Frédérique DUMICHEL, Monsieur Marc FERAUD, Monsieur Jean-Christophe GRUVEL, Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Emmanuel HENRY, Madame Elisabeth HUARD, Madame Claudie HUBERT, Madame Amandine JANER, Madame Sophie JOISSAINS, Monsieur Salah-Eddine KHOUIEL, Monsieur Philippe KLEIN, Madame Perrine MEGGIATO, Monsieur Alain PARRA, Madame Anne-Laurence PETEL, Madame Josy PIGNATEL, Madame Laure SCANDOLERA, Madame Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE, Monsieur Francis TAULAN, Madame Solène TRIVIDIC, Monsieur Jean-Louis VINCENT, Madame Fabienne VINCENTI, Monsieur Michael ZAZOUN, Madame Karima ZERKANI-RAYNAL.

Excusés avec pouvoir donné conformément aux dispositions de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Monsieur Ravi ANDRE à Madame Frédérique DUMICHEL, Madame Laurence ANGELETTI à Monsieur Philippe KLEIN, Monsieur Moussa BENKACI à Monsieur Fathi BENJILALI, Monsieur Pierre-Paul CALENDINI à Madame Josy PIGNATEL, Madame Françoise COURANJOU à Madame Dominique AUGEY, Madame Aliénor COUTIAUX-LACLADERE à Madame Perrine MEGGIATO, Madame Brigitte DEVESA à Madame Fabienne VINCENTI, Madame Stéphanie FERNANDEZ à Madame Brigitte BILLOT, Madame Sophie MEYNET DE CACQUERAY à Madame Béatrice BENDELE, Madame Arlette OLLIVIER à Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Marc PENA à Madame Claudie HUBERT, Monsieur Pierre SPANO à Madame Agnès DAURES, Madame Françoise TERME à Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI.

Excusés sans pouvoir :

NÉANT

Secrétaire : Monsieur Rémi CAPEAU

Madame Odile BONTHOUX donne lecture du rapport ci-joint.

04.21

RAPPORTEUR : Madame Odile BONTHOUX

Politique Publique : 04-AMENAGEMENT ET GESTION DE L'ESPACE URBAIN

OBJET : CHEMIN DES GRANGES - AMENAGEMENT DE VOIRIE- ACQUISITION A L'EURO SYMBOLIQUE DES PARCELLES CADASTRÉES EY N° 259, 217 ET 397- Décision du Conseil

Mes Chers Collègues,

Dans le cadre de la réalisation d'un lotissement sis 320, chemin des Granges, Monsieur Francis DURBEC s'est engagé à céder à l'euro symbolique, à la Commune, la partie de son terrain située dans l'emplacement réservé n° 325 du PLU Intercommunal (ancien emplacement réservé n° 356

du PLU).
Cette emprise foncière, nécessaire à l'aménagement du chemin des Granges, correspond aux parcelles cadastrées EY n° 259, 207 et 397 et représente une surface totale de 2 533 m² définie comme suit :
- Parcelle cadastrée EY n° 259 : 714 m²
- Parcelle cadastrée EY n° 207 : 605 m²
- Parcelle cadastrée EY n° 397 : 1 214 m²

En conséquence, je vous demande Mes Chers Collègues, de bien vouloir :

- **ACCEPTER** l'acquisition à l'euro symbolique des parcelles cadastrées EY n° 259, 207 et 397 d'une surface totale de 2 533 m² appartenant à Monsieur Francis DURBEC ;
- **AUTORISER** Madame le Maire ou l'Adjoint délégué au Foncier à signer l'acte authentique à intervenir ainsi que tous les documents afférents à ce dossier.

Présents et représentés	:	55
Présents	:	42
Abstentions	:	0
Non participation	:	1
Suffrages Exprimés	:	54
Pour	:	54
Contre	:	0

Ont voté contre : NÉANT
Se sont abstenus : NÉANT
N'ont pas pris part au vote : Eric CHEVALIER

Ont signé Sophie JOISSAINS, Maire Président de séance

MME LE MAIRE – Odile.

MME BONTHOUX – Alors le rapport 04.14. Il s'agit dans le secteur des Granettes et c'est une acquisition auprès de la copropriété de la résidence du Clos Pascal, un petit terrain qui sert de stationnement, un stand parking. Donc un terrain de 2 168 m² pour un prix de 5 000 €. Ce petit parc de stationnement qui est ouvert au public, sert de délestage de stationnement aux parents d'élèves du groupe scolaire des Granettes et en plus du petit commerce.

Je passe aux 04.16, à Saint Pons, c'est des parcelles cadastrées d'un bail rural. Il s'agit de la création d'un verger d'amandiers sur 8 hectares, environ deux terrains, par la société Amandes de Saint Pons. C'est Monsieur SEIMANDI, qui était agriculteur et qui occupait ces parcelles depuis 2011, avec un bail à ferme. Il a proposé à la commune de résilier ce bail et de conclure un nouveau bail de 25 ans avec une autre société qu'il a créée et dont il assure la présidence. Donc c'est pour planter des amandiers.

Les 5 rapports qui suivent sont des cessions gratuites de petits terrains. Le 04.17, c'est une acquisition auprès de la SCI des Amandiers à l'euro symbolique, de 20 m², au titre d'un emplacement réservé pour la création d'une voie publique entre l'avenue Laurent Vibert et l'avenue de Lattre de Tassigny.

Le 04.18, toujours une cession gratuite auprès de la SCCV Le Patio d'Anna, 557 m², pour élargir le cheminement de mont actif.

Le 04.19, La Torse, aménagement de voirie. Il s'agit d'autoriser la signature de l'acte de cession correspondant à une emprise de 1 600 m² auprès de la Résidence de l'Oliveraie pour la création d'un cheminement piéton et cyclable le long de La Torse.

Le rapport 04.20, une acquisition à l'euro symbolique auprès de la copropriété Clos Ségur à Luynes, 493 m², pour dévoiement du chemin de la Blaque et la création d'un bassin de rétention.

Enfin le rapport 04.21, Chemin des Granges, acquisition auprès de Monsieur DURBEC, 2 533 m², pour l'aménagement du Chemin des Granges.

Je vous remercie.

MME LE MAIRE - Merci Odile. Y a-t-il des questions ?

04.14
Contre : 0
Abstention : 0

Ont voté contre : Néant
Se sont abstenus : Néant

04.16
Contre : 0
Abstention : 0

Ont voté contre : Néant
Se sont abstenus : Néant

04.17
Contre : 0
Abstention : 0

Ont voté contre : Néant
Se sont abstenus : Néant

04.18
Contre : 0
Abstention : 0

Ont voté contre : Néant
Se sont abstenus : Néant

04.19
Contre : 0
Abstention : 0

Ont voté contre : Néant
Se sont abstenus : Néant

04.20
Contre : 0
Abstention : 0

Ont voté contre : Néant
Se sont abstenus : Néant

04.21
Contre : 0
Abstention : 0

Ont voté contre : Néant
Se sont abstenus : Néant

04.22

RAPPORTEUR : Madame Sophie JOISSAINS
CO-RAPPORTEUR(S) : Monsieur CHEVALIER Eric
Politique Publique : 04-AMENAGEMENT ET GESTION DE L'ESPACE URBAIN
OBJET : DÉNOMINATION PARKING JOSEPH MAGNAN CORREARD A HAUTEUR DU N° 35 CHEMIN BASTIDE DES TOURELLES - Décision du Conseil

Mes Chers Collègues,
A l'occasion de la création du parking chemin de la Bastide des Tourelles, la famille MAGNAN souhaite que ce parking porte le nom de leur ancêtre.
Joseph MAGNAN CORREARD est né à Marseille le 25 octobre 1870 mort à Aix-en Provence le 05 juillet 1949.
Il a été licencié en droit en 1893, avocat en 1896, puis avoué à la Cour d'Appel d'Aix-en- Provence en 1897. Mobilisé durant la Guerre de 1914-1918, il est cité à l'ordre de la 62ème division le 13 janvier 1919, et décoré de la croix de guerre. Il est élu membre titulaire de l'Académie d'Aix-en-Provence le 19 mars 1946. Il est reçu dans la confrérie des Pénitents Gris, dits bourras en 1933.
Passionné par l'histoire et la littérature, auteur de communications sur la conversion de Constantin, les Ligures, Sainte Douceline, Saint Mitre, les vieux d'hôtels d'Aix, l'origine du mot « Félibre », Robert Laurent Vibert. Il est l'auteur d'un ouvrage d'érudition, le livre des MAGNAN, histoire fouillée de tous ceux qui ont porté le nom de MAGNAN.
Il a joué un rôle important dans le rayonnement de la Ville d'Aix-en-Provence au niveau artistique et littéraire.
C'est pourquoi, je vous propose que le futur parking situé à hauteur du N°35 chemin Bastide des Tourelles soit dénommé :

Parking Joseph MAGNAN CORREARD 1870-1949
Avocat et Avoué à la Cour d'Appel d'Aix-en-Provence Passionné
par l'histoire et le patrimoine d'Aix-en-Provence

Je vous demande donc, Mes Chers Collègues, de bien vouloir :
- **ADOPTER** la dénomination du parking situé à hauteur du N°35 chemin Bastide des Tourelles

Parking Joseph MAGNAN CORREARD 1870-1949
Avocat et Avoué à la Cour d'appel d'Aix-en-Provence Passionné
par l'histoire et le patrimoine d'Aix-en-Provence

- **AUTORISER** Madame le Maire ou son représentant à signer tout document afférent au présent rapport

Présents et représentés	:	55
Présents	:	42
Abstentions	:	0
Non participation	:	0
Suffrages Exprimés	:	55
Pour	:	55
Contre	:	0

Ont voté contre : NÉANT.
Se sont abstenus : NÉANT.
N'ont pas pris part au vote : NÉANT

Ont signé Sophie JOISSAINS, Maire Président de séance

04.23

RAPPORTEUR : Monsieur Gilles DONATINI
CO-RAPPORTEUR(S) : Monsieur CHEVALIER Eric, Madame OLLIVIER Arlette
Politique Publique : 04-AMENAGEMENT ET GESTION DE L'ESPACE URBAIN
OBJET : DÉNOMINATION DE LA NOUVELLE VOIE EN IMPASSE CRÉÉE DANS LA ZAC DU PLAN D'AILLANE - MODIFICATION DE LA DÉLIBÉRATION DL.2024-558 DU 6 DÉCEMBRE 2024 - Décision du Conseil

Mes Chers Collègues,
Dans le cadre du développement économique de la ZAC du Plan d'Aillane, la SPLA a réalisé un aménagement qui accueille, dès à présent, la société ALSTOM et à terme trois autres entreprises.
Par délibération n° DL.2024-558 du 6 décembre 2024, la Ville a donc décidé de dénommer la voie en impasse qui dessert cette nouvelle zone d'activité tel que :

Impasse Jean-Pierre TENNEVIN 1922 – 2023
Professeur agrégé de lettre classique Ecrivain spécialiste de la langue provençale

Pour rappel, **Jean-Pierre TENNEVIN** est né le 29 mai 1922 à Marseille et décédé le 13 décembre 2023 à Aix-en-Provence, inhumé au cimetière des Milles.
Professeur agrégé de lettres classiques, outre l'enseignement, Jean-Pierre TENNEVIN était romancier dans la langue de Mistral, apiculteur, artiste-peintre, archéologue et passionné d'ufologie. En début de carrière, il a enseigné à Sidi-Bel-Abbès en Algérie, avant de revenir à Marseille puis à Aix-en-Provence où il termina sa carrière au lycée Zola. Spécialiste de la langueprovençale, il est l'auteur de nombreux romans, essais, ou études historiques. Il a reçu le prix Frédéric-Mistral en 1965 et le Grand Prix Littéraire de Provence en 1986.
Il était d'ailleurs majoral du Félibrige depuis 1970 et a dirigé l'enseignement du cours municipal de provençal à l'Oustau.
Afin de rendre hommage à cet homme de lettres, il a été décidé de modifier les mentions ci- après.
Ainsi, je vous propose que la nouvelle voie en impasse accessible depuis la rue Maurice ESTRANGIN et desservant la nouvelle zone d'activité soit dénommée telle que :

Impasse Jean-Pierre TENNEVIN 1922 – 2023
Ecrivain d'expression provençale Majoral du Félibrige

Je vous demande donc, Mes Chers Collègues, de bien vouloir :

- **MODIFIER** la délibération n° DL.2024-558 du 6 décembre 2024 ;
- **ADOPTER** la proposition de dénomination qui vous est soumise ;
- **AUTORISER** Madame le Maire ou son représentant à signer tout document afférent au présent rapport.

Présents et représentés	:	55
Présents	:	42
Abstentions	:	0
Non participation	:	0
Suffrages Exprimés	:	55
Pour	:	55
Contre	:	0

Ont voté contre : NÉANT.
Se sont abstenus : NÉANT.
N'ont pas pris part au vote : NÉANT

Ont signé Sophie JOISSAINS, Maire Président de séance

OBJET : CONVENTION ANNUELLE 2025 D'OBJECTIFS ENTRE LA VILLE D'AIX-EN-PROVENCE ET L'ASSOCIATION ADAVA (ASSOCIATION POUR LE DÉVELOPPEMENT DU VÉLO, DE LA MARCHE ET DES TRANSPORTS EN COMMUN DANS LE PAYS D'AIX)

Étaient Présents :

Monsieur Jonathan AMIACH, Madame Dominique AUGEY, Madame Béatrice BENDELE, Monsieur Fathi BENJILALI, Madame Kayané BIANCO, Madame Brigitte BILLOT, Madame Odile BONTHOUX, Monsieur Jacques BOUDON, Madame Joëlle CANUET, Monsieur Rémi CAPEAU, Monsieur Pierre-Emmanuel CASANOVA, Monsieur Eric CHEVALIER, Madame Agnès DAURES, Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI, Monsieur Cyril DI MEO, Monsieur Sylvain DIJON, Monsieur Laurent DILLINGER, Monsieur Gilles DONATINI, Monsieur Jean-François DUBOST, Madame Frédérique DUMICHEL, Monsieur Marc FERAUD, Monsieur Jean-Christophe GRUVEL, Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Emmanuel HENRY, Madame Elisabeth HUARD, Madame Claudie HUBERT, Madame Amandine JANER, Madame Sophie JOISSAINS, Monsieur Salah-Eddine KHOUIEL, Monsieur Philippe KLEIN, Madame Perrine MEGGIATO, Monsieur Alain PARRA, Madame Anne-Laurence PETEL, Madame Josy PIGNATEL, Madame Laure SCANDOLERA, Madame Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE, Monsieur Francis TAULAN, Madame Solène TRIVIDIC, Monsieur Jean-Louis VINCENT, Madame Fabienne VINCENTI, Monsieur Michael ZAZOUN, Madame Karima ZERKANI-RAYNAL.

Excusés avec pouvoir donné conformément aux dispositions de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Monsieur Ravi ANDRE à Madame Frédérique DUMICHEL, Madame Laurence ANGELETTI à Monsieur Philippe KLEIN, Monsieur Moussa BENKACI à Monsieur Fathi BENJILALI, Monsieur Pierre-Paul CALENDINI à Madame Josy PIGNATEL, Madame Françoise COURANJOU à Madame Dominique AUGEY, Madame Aliénor COUTIAUX-LACLADERE à Madame Perrine MEGGIATO, Madame Brigitte DEVESA à Madame Fabienne VINCENTI, Madame Stéphanie FERNANDEZ à Madame Brigitte BILLOT, Madame Sophie MEYNET DE CACQUERAY à

Madame Béatrice BENDELE, Madame Arlette OLLIVIER à Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Marc PENA à Madame Claudie HUBERT, Monsieur Pierre SPANO à Madame Agnès DAURES, Madame Françoise TERME à Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI.
Excusés sans pouvoir :
NÉANT
Secrétaire : Monsieur Rémi CAPEAU
Madame Sophie JOISSAINS donne lecture du rapport ci-joint.

MME LE MAIRE – Alors Alors Éric Chevallier n'est pas revenu. Donc 04,22, dénomination du parking Joseph Magnan Corréard à hauteur du n° 35 du chemin de la Bastide des Tourelles. Vous avez la proposition ? C'est un peu long. Je suis d'accord, mais il faut qu'on sache pourquoi ? Pourquoi il y a ce petit panonceau ?

Et 04.23, dénomination de la nouvelle voie en impasse. Ah c'est Gilles, pardon Gilles.

M. DONATINI - Pas de souci Madame le Maire. La 04.23, c'est une modification de la délibération du 6 décembre concernant la dénomination de la nouvelle voie de l'impasse à Plan d'Aillane. Donc on vous propose, impasse Jean-Pierre Tennevin 1922-2023, écrivain d'expression provençale, Majoral du Félibrige.

MME LE MAIRE - Y-a-t-il des questions ou des remarques ? Oui, Béatrice BENDELE.

MME BENDELE - À propos dénomination, nous avions évoqué la possibilité de renommer ou de nommer un lieu en l'honneur de l'ancien maire Jean-François PICHERAL, décédé. Est-ce que c'est toujours d'actualité ? Est-ce que ça a été envisagé ?

MME LE MAIRE - Bien sûr. On se concertera. Par exemple, pour Félix CICCOLINI, on a nommé l'école d'art. Donc y a pas de raison, y a pas de raison. Je vous propose au vote.

04.22
Contre : 0
Abstention : 0

Ont voté contre : Néant
Se sont abstenus : Néant

04.23
Contre : 0
Abstention : 0

Ont voté contre : Néant
Se sont abstenus : Néant

06.01

RAPPORTEUR : Madame Sophie JOISSAINS
Politique Publique : 06-AMELIORATION DE LA CIRCULATION ET DE LA MOBILITE URBAINE
OBJET : CONVENTION ANNUELLE 2025 D'OBJECTIFS ENTRE LA VILLE D'AIX-EN-PROVENCE ET L'ASSOCIATION ADAVA (ASSOCIATION POUR LE DÉVELOPPEMENT

DU VÉLO, DE LA MARCHE ET DES TRANSPORTS EN COMMUN DANS LE PAYS D'AIX) - Décision du Conseil

Mes Chers Collègues,
L'Association ADAVA «Association pour le développement du vélo, de la marche et des transports en commun dans le Pays d'Aix » œuvre pour initier et soutenir toutes actions visant à améliorer les déplacements de toute nature et la sécurité des personnes.
De plus, militant pour une approche globale des déplacements, l'ADAVA revendique une nouvelle politique de l'espace public permettant le développement des modes actifs et des transports en commun en réduisant la place que la voiture monopolise aujourd'hui. Cette politique s'inscrit dans les documents officiels comme le PDU (Plan de Déplacement Urbain), le PLU (Plan Local d'Urbanisme), le SCOT (Schéma de Cohérence Territoriale), les SCAE (Schémas Climat Air Energie) de la Région ou de la Métropole.
Son champ d'investigations est large :

- Apprentissage (via Vélo École destinée aux débutants et aux cyclistes appréhendant la circulation urbaine), Animations (opérations cyclistes Brillez, opération «se déplacer autrement depuis les quartiers »),
- Atelier de réparation,
- Avis sur les projets d'aménagement de l'espace public.

En outre, ces actions s'inscrivent pleinement dans les objectifs généraux de la politique publique menée par la Ville d'Aix-en-Provence en faveur du développement des mobilités alternatives à la circulation automobile, et ce pour participer activement à la protection de l'environnement et du développement durable.
C'est la raison pour laquelle je vous propose de passer une convention avec cette Association au titre de l'année 2025.

En conséquence, je vous demande, Mes Chers Collègues, de bien vouloir :

- **AUTORISER** Madame le Maire ou l'Adjoint Délégué à signer la convention ci-jointe ainsi que tout document afférent à cette affaire avec l'Association ADAVA ;
- **ATTRIBUER** une subvention de fonctionnement de 40 000 € (quarante mille euros) au titre de l'année 2025 ;
- **DIRE QUE** l'imputation budgétaire 845-6281-938-1064 (modes actifs mobilité active) présentera les disponibilités financières suffisantes ;
- **AUTORISER** le premier versement correspondant à 50 % du montant global de la subvention, soit 20 000 €, dès l'approbation du budget par le Conseil Municipal ;
- **AUTORISER** le solde de 20 000 € après contrôle administratif et financier de la Ville au regard de la production des comptes, du rapport d'activités et du compte-rendu financier de l'Association.

Présents et représentés	:	55
Présents	:	42
Abstentions	:	0
Non participation	:	0
Suffrages Exprimés	:	55
Pour	:	55
Contre	:	0

Ont voté contre : NÉANT.
Se sont abstenus : NÉANT.

N'ont pas pris part au vote : NÉANT

Ont signé Sophie JOISSAINS, Maire Président de séance
OBJET : VIE CULTURELLE - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS AU PROFIT DES ASSOCIATIONS RELEVANT DE LA DIRECTION DE LA CULTURE - ADOPTION DE CONVENTIONS - EXERCICE 2025
Étaient Présents :
Monsieur Jonathan AMIACH, Madame Dominique AUGEY, Madame Béatrice BENDELE, Monsieur Fathi BENJILALI, Madame Kayané BIANCO, Madame Brigitte BILLOT, Madame Odile BONTHOUX, Monsieur Jacques BOUDON, Madame Joëlle CANUET, Monsieur Rémi CAPEAU, Monsieur Pierre-Emmanuel CASANOVA, Monsieur Eric CHEVALIER, Madame Agnès DAURES, Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI, Monsieur Cyril DI MEO, Monsieur Sylvain DIJON, Monsieur Laurent DILLINGER, Monsieur Jean-François DUBOST, Madame Frédérique DUMICHEL, Monsieur Marc FERAUD, Monsieur Jean-Christophe GRUVEL, Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Emmanuel HENRY, Madame Elisabeth HUARD, Madame Claudie HUBERT, Madame Amandine JANER, Madame Sophie JOISSAINS, Monsieur Salah-Eddine KHOUIEL, Monsieur Philippe KLEIN, Madame Perrine MEGGIATO, Monsieur Alain PARRA, Madame Anne-Laurence PETEL, Madame Josy PIGNATEL, Madame Laure SCANDOLERA, Madame Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE, Monsieur Francis TAULAN, Madame Solène TRIVIDIC, Monsieur Jean-Louis VINCENT, Madame Fabienne VINCENTI, Monsieur Michael ZAZOUN, Madame Karima ZERKANI-RAYNAL.
Excusés avec pouvoir donné conformément aux dispositions de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :
Monsieur Ravi ANDRE à Madame Frédérique DUMICHEL, Madame Laurence ANGELETTI à Monsieur Philippe KLEIN, Monsieur Moussa BENKACI à Monsieur Fathi BENJILALI, Monsieur Pierre-Paul CALENDINI à Madame Josy PIGNATEL, Madame Françoise COURANJOU à Madame Dominique AUGEY, Madame Aliénor COUTIAUX-LACLADERE à Madame Perrine MEGGIATO, Madame Brigitte DEVESA à Madame Fabienne VINCENTI, Monsieur Gilles DONATINI à Monsieur Laurent DILLINGER, Madame Stéphanie FERNANDEZ à Madame Brigitte BILLOT, Madame Sophie MEYNET DE CACQUERAY à Madame Béatrice BENDELE, Madame Arlette OLLIVIER à Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Marc PENA à Madame Claudie HUBERT, Monsieur Pierre SPANO à Madame Agnès DAURES, Madame Françoise TERME à Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI.
Excusés sans pouvoir :
NEANT
Secrétaire : Monsieur Rémi CAPEAU
Monsieur Eric CHEVALIER donne lecture du rapport ci-joint.

MME LE MAIRE – Eric n'est toujours pas là ? Ceci dit, je peux le passer. Il s'agit de la 06.01 de la convention pluriannuelle d'objectifs 2025-2027 entre la ville d'Aix en Provence et l'ADAVA. Pour ceux qui ne le sauraient pas, mais je doute qu'il y en ait qui ne connaissent pas l'ADAVA, association pour le développement du vélo, de la marche et des transports en commun dans le Pays d'Aix. Je vous propose de la voter, à moins qu'il y ait des remarques ou des questions ?

M. DI MEO – Ca fait cher l'heure de vélo. Il faut vraiment que vous fassiez plusieurs heures à ce tarif là.

MME LE MAIRE – Tu as entendu, ça fait cher l'heure de vélo !

M. CHEVALIER – Ça fait cher l'heure de vélo, ah !

MME LE MAIRE - On vote.

06.01
Contre : 0
Abstention : 0

Ont voté contre : Néant
Se sont abstenus : Néant

07.01

RAPPORTEUR : Monsieur Eric CHEVALIER
Politique Publique : 07-DEVELOPPEMENT CULTUREL ET ARTISTIQUE
OBJET : VIE CULTURELLE - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS AU PROFIT DES ASSOCIATIONS RELEVANT DE LA DIRECTION DE LA CULTURE - ADOPTION DE CONVENTIONS - EXERCICE 2025 - Décision du Conseil

Mes Chers Collègues,
Afin de déployer ses politiques publiques, la Ville s'appuie sur ses partenaires associatifs qui interviennent dans tous les domaines artistiques de l'art vivant.
Ainsi, dans le domaine de la musique, la Ville va attribuer, au titre de l'exercice 2025, des subventions de fonctionnement aux associations Musiques Échanges, Théâtre et Chansons (Petit Duc), Café Musiques La Fonderie, Aix'Qui, la Boîte à Mus, l'EMPA. Entr'Act (3bisF), le Théâtre Vitez (Présences), le Théâtre du Maquis, le Théâtre Ainsi de Suite bénéficieront également de subventions de fonctionnement afin de réaliser leurs projets et/ou créations 2025.
La thématique « Littérature » sera représentée et subventionnée au travers des associations Fondation St John Perse et l'Atelier de la Langue Française ainsi que les associations œuvrant dans le domaine du cinéma comme Les Rencontres Cinématographiques d'Aix-en-Provence et l'Institut de l'Image.
La 13ème édition du « Festival Jours et Nuits de cirques 2025 » organisé par le Centre International des Arts en mouvement (CIAM) se déroulera du 20 au 28 septembre 2025. Le CIAM met à l'honneur plusieurs compagnies locales en lien avec des résidences d'artistes du territoire et au-delà. Depuis octobre 2006, le Ballet Preljocaj a investi le Pavillon Noir, lieu entièrement dédié à la danse et premier centre de production où les artistes peuvent mener leur processus de création en intégralité, du travail en studio à la représentation sur scène.
Le Centre Chorégraphique National, met l'accent sur quatre axes de travail pour continuer de développer sa politique d'action culturelle :
- affiner la réception des œuvres,
- réaliser des projets innovants avec les pôles d'excellence de la région dans les domaines de la formation ou du monde de l'entreprise,
- imaginer des actions spécifiques pour toucher des publics plus éloignés de l'offre culturelle,
- devenir un lieu de référence pour les échanges pédagogiques.
Afin de lui permettre de poursuivre ses projets et sa programmation exceptionnelle dans ce lieu emblématique, la Ville accorde une subvention de fonctionnement pour l'exercice 2025 d'un montant de 325 000 €.
Dans le domaine de la danse, le CIACU propose, pour 2025 :
- de développer la dimension artistique, culturelle et sportive à travers la transmission, l'enseignement et la créativité,
- de contribuer au rayonnement culturel des arts urbains et innover dans des propositions de

services sociaux en fonction des besoins individuels des adhérents par la création de passerelles entre acteurs institutionnels, privés et associations locales.
Le CIACU prévoit également des manifestations :
- Le Festival Aix'Pression Urbaine 2025 : Workshop, Battle Aix pression, battle international de Hip Hop, an Aix Story of Hip hop, soirée chorégraphique,
- Les Événements de la Maison du Hip hop (centre-ville d'Aix),
- Les Événements en PACA,
La Maison de quartier La Mareschale poursuit son action « l'Art et la Culture pour Tous » en adaptant l'ensemble de sa programmation pour offrir aux habitants des moments de culture et de partage.
La programmation spécifique de la Maison de Quartier continue d'être gratuite et ouverte à tous : musique, théâtre, danse, conférence, exposition, jeune public, pas loin de 60 évènements sont déjà programmés.
Le CIACU et la Maison de Quartier de la Mareschale bénéficie d'une convention pluri annuelle globalisée avec la Direction de la Politique de la Ville, ainsi le projet de délibération est porté par la Direction de la Politique de la Ville.
Le montant des subventions attribué à tous nos partenaires associatifs est détaillé dans le tableau ci-annexé.
Ces propositions ont été validées.

Aussi, je vous demande, Mes Chers Collègues, de bien vouloir :

- **ATTRIBUER** aux différentes associations des subventions de fonctionnement pour un montant total de **554 500 €** ;
- **ADOPTER** les conventions d'objectifs avec les associations Café Musiques la Fonderie, Aix'Qui, la Boite à Mus, le CIAM, EMPA, les Rencontres Cinématographiques (Festival Tous Courts), l'Institut de l'Image, l'Atelier de la Langue Française, Entr'acte (3bisF), Vitez (Présences), Théâtre du Maquis ;
- **DIRE** que ces dépenses seront imputées au budget de la Ville respectivement sur la ligne 311 – 65748 – 933 / 2466 qui présente les disponibilités suffisantes ;
- **ATTRIBUER** au Centre Chorégraphique National (CCN) une subvention annuelle de fonctionnement de **325 000 € ;**
- **ADOPTER** la convention annuelle d'objectifs 2025 entre la Ville et le Centre Chorégraphique National (CCN) ;
- **DIRE** que cette dépense sera imputée au budget de la Ville 311 – 65748 – 933 / 1233 qui présente les disponibilités suffisantes ;
- **AUTORISER** Madame Le Maire ou son représentant à signer ces conventions ainsi que tout document afférent

Présents et représentés	:	55
Présents	:	41
Abstentions	:	0
Non participation	:	4
Suffrages Exprimés	:	51
Pour	:	51
Contre	:	0

Ont voté contre : NÉANT
Se sont abstenus : NÉANT

N'ont pas pris part au vote : Moussa BENKACI Sophie JOISSAINS Philippe KLEIN Fabienne VINCENTI

Ont signé Sophie JOISSAINS, Maire Président de séance
OBJET : DEMANDE DE SUBVENTIONS AUPRÈS DE LA MÉTROPOLE DANS LE CADRE DE L'EXPOSITION PÉDAGOGIQUE A LA MANUFACTURE "PETITE GALERIE CÉZANNE" - EXERCICE 2025
Étaient Présents :
Monsieur Jonathan AMIACH, Madame Dominique AUGEY, Madame Béatrice BENDELE, Monsieur Fathi BENJILALI, Madame Kayané BIANCO, Madame Brigitte BILLOT, Madame Odile BONTHOUX, Monsieur Jacques BOUDON, Madame Joëlle CANUET, Monsieur Rémi CAPEAU, Monsieur Pierre-Emmanuel CASANOVA, Monsieur Eric CHEVALIER, Madame Agnès DAURES, Madame Brigitte DEVESA, Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI, Monsieur Cyril DI MEO, Monsieur Sylvain DIJON, Monsieur Laurent DILLINGER, Monsieur Jean-François DUBOST, Madame Frédérique DUMICHEL, Monsieur Marc FERAUD, Monsieur Jean-Christophe GRUVEL, Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Emmanuel HENRY, Madame Elisabeth HUARD, Madame Claudie HUBERT, Madame Amandine JANER, Madame Sophie JOISSAINS, Monsieur Salah-Eddine KHOUIEL, Monsieur Philippe KLEIN, Madame Perrine MEGGIATO, Monsieur Alain PARRA, Madame Anne-Laurence PETEL, Madame Josy PIGNATEL, Madame Laure SCANDOLERA, Madame Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE, Monsieur Francis TAULAN, Madame Solène TRIVIDIC, Monsieur Jean-Louis VINCENT, Madame Fabienne VINCENTI, Monsieur Michael ZAZOUN, Madame Karima ZERKANI-RAYNAL.
Excusés avec pouvoir donné conformément aux dispositions de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :
Monsieur Ravi ANDRE à Madame Frédérique DUMICHEL, Madame Laurence ANGELETTI à Monsieur Philippe KLEIN, Monsieur Moussa BENKACI à Monsieur Fathi BENJILALI, Monsieur Pierre-Paul CALENDINI à Madame Josy PIGNATEL, Madame Françoise COURANJOU à Madame Dominique AUGEY, Madame Aliénor COUTIAUX-LACLADERE à Madame Perrine MEGGIATO, Monsieur Gilles DONATINI à Monsieur Laurent DILLINGER, Madame Stéphanie FERNANDEZ à Madame Brigitte BILLOT, Madame Sophie MEYNET DE CACQUERAY à Madame Béatrice BENDELE, Madame Arlette OLLIVIER à Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Marc PENA à Madame Claudie HUBERT, Monsieur Pierre SPANO à Madame Agnès DAURES, Madame Françoise TERME à Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI.
Excusés sans pouvoir :
NÉANT
Secrétaire : Monsieur Rémi CAPEAU
Madame Sophie JOISSAINS donne lecture du rapport ci-joint

MME LE MAIRE – Alors, mois, je suis obligée de sortir avec Moussa BENKACI, Philippe KLEIN et Fabienne VINCENTI.

[Les élus concernés quittent l'Assemblée]

M. CHEVALIER – Nous passons à la 07.01, vie culturelle, c'est l'attribution de subventions profit des associations relevant de la direction de la culture. Est-ce qu'il y a des questions particulières sur la 07.01 ? Pas de question particulière, si vous voulez bien, on passe au vote.

07.01

Contre : 0
Abstention : 0

Ont voté contre : Néant
Se sont abstenus : Néant

[Les élus concernés reprennent place, sauf Madame le Maire]

07.04

RAPPORTEUR : Monsieur Eric CHEVALIER
Politique Publique : 07-DEVELOPPEMENT CULTUREL ET ARTISTIQUE
OBJET : MANIFESTATIONS ARTISTIQUES DE QUALITÉ (MAQ) - ORIENTATION POUR LA SAISON CULTURELLE 2025-2026 - Décision du Conseil

Mes Chers Collègues,
La convention d'exploitation du Casino Municipal d'Aix, approuvée par une délibération n° DL.2016-253 du Conseil Municipal du 20 juin 2016, signée le 7 juillet 2016 par la Société du Casino Municipal d' Aix Thermal (SCMAT) et entrée en vigueur le 1er novembre 2016, prévoit dans son article 31, qu'en contrepartie de l'autorisation des jeux qui lui a été accordée, le délégataire fournisse un effort artistique spécifique en organisant, en accord avec la Ville, des Manifestations Artistiques de Qualité (MAQ) au sens de l'article L2333-55-3 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).
Le Centre de Chorégraphie National (CCN) et le Festival International d'Art Lyrique (FIAL) sont proposés dans le cahier des charges nous liant avec le SCMAT (délégataire) comme opérateurs pouvant être retenus pour les contrats de coproduction au titre de l'organisation de MAQ.
Ces partenaires se sont imposés comme rendez-vous majeurs en terme de rayonnement culturel national et international pour la qualité de leur programmation mais également pour leur engagement dans une politique active de développement durable, œuvrant dans le cadre de la défense de la diversité et faire de l'environnement une partie majeure de leurs missions, le FIAL a notamment inscrit la Responsabilité sociétale des organisations dans ses statuts, respectant le principe d'égalité femmes / hommes.
Ainsi, le délégataire doit souscrire, à titre principal un contrat de co-production avec ces opérateurs, dont les programmes sont soumis à l'agrément de la Ville. L'article L 2333-55-3 du CGCT institue un crédit d'impôt au bénéfice des établissements de jeux, au titre des MAQ, crédit dont le montant est égal à 77% de la différence entre les dépenses éligibles supportées par le casino et les recettes réalisées par le casino.
Il est plafonné à hauteur de 4% du produit brut des jeux.
Depuis janvier 2016, une nouvelle clé de répartition entre les structures organisatrices des spectacles éligibles a été votée chaque année par notre assemblée, soit 80% du montant des participations du délégataire au titre des M.A.Q. en faveur du Festival International d'Art Lyrique et 20% au profit du Centre Chorégraphique National (Ballet Preljocaj), que je vous propose de maintenir.
Pour l'année 2023, les participations au titre des MAQ se sont déclinées de la façon suivante :
- le Festival International d'Art Lyrique a obtenu une participation financière d'un montant s'élevant à 2 079 958 €.
- le Centre de Chorégraphie National a obtenu 519 989 €.
Pour rappel, la DRAC est saisie par la SCMAT de l'éligibilité des représentations et se prononce sur la base d'un barème de points listés au CGCT (spectacles vivants, œuvres nouvelles, notoriété nationale ou internationale…).
Elle est tenue de solliciter l'avis de la commune pour les spectacles produits ou financés par son

délégataire, il s'agit d'un avis simple (cf R 2333-82-4 du CGCT) sur la base d'un courrier envoyé au Maire.
Afin de vous permettre d'agréer le choix des Manifestations Artistiques de Qualité portées par les deux opérateurs, vous trouverez en annexe les projets de programmation pour la saison 2024/2025 du FIAL et du CCN.

C'est la raison pour laquelle, je vous demande, Mes Chers Collègues, de bien vouloir :

- **CONVENIR** pour la saison 2024/2025 du caractère d'exceptionnelle qualité des manifestations organisées tant par le Festival International d'Art Lyrique que par le Centre Chorégraphique National ;
- **RECONDUIRE** ce dispositif, assorti du critère de répartition mentionné, soit 80% pour le Festival International d'Art Lyrique et 20% pour le Centre Chorégraphique National.

Présents et représentés	:	55
Présents	:	41
Abstentions	:	0
Non participation	:	2
Suffrages Exprimés	:	53
Pour	:	53
Contre	:	0

Ont voté contre : NÉANT
Se sont abstenus : NÉANT
N'ont pas pris part au vote : Sophie JOISSAINS Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE

Ont signé Sophie JOISSAINS, Maire Président de séance
OBJET : DEMANDE DE LICENCES D'ENTREPRENEUR DE SPECTACLES VIVANTS AUPRÈS DE LA DRAC - DÉSIGNATION DU DÉTENTEUR DES LICENCES
Étaient Présents :
Monsieur Jonathan AMIACH, Madame Dominique AUGEY, Madame Béatrice BENDELE, Monsieur Fathi BENJILALI, Madame Kayané BIANCO, Madame Brigitte BILLOT, Madame Odile BONTHOUX, Monsieur Jacques BOUDON, Madame Joëlle CANUET, Monsieur Rémi CAPEAU, Monsieur Pierre-Emmanuel CASANOVA, Monsieur Eric CHEVALIER, Madame Agnès DAURES, Madame Brigitte DEVESA, Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI, Monsieur Cyril DI MEO, Monsieur Sylvain DIJON, Monsieur Laurent DILLINGER, Monsieur Jean-François DUBOST, Madame Frédérique DUMICHEL, Monsieur Marc FERAUD, Monsieur Jean-Christophe GRUVEL, Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Emmanuel HENRY, Madame Elisabeth HUARD, Madame Claudie HUBERT, Madame Amandine JANER, Madame Sophie JOISSAINS, Monsieur Salah-Eddine KHOUIEL, Monsieur Philippe KLEIN, Madame Perrine MEGGIATO, Monsieur Alain PARRA, Madame Anne-Laurence PETEL, Madame Josy PIGNATEL, Madame Laure SCANDOLERA, Madame Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE, Monsieur Francis TAULAN, Madame Solène TRIVIDIC, Monsieur Jean-Louis VINCENT, Madame Fabienne VINCENTI, Monsieur Michael ZAZOUN, Madame Karima ZERKANI-RAYNAL.
Excusés avec pouvoir donné conformément aux dispositions de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :
Monsieur Ravi ANDRE à Madame Frédérique DUMICHEL, Madame Laurence ANGELETTI à Monsieur Philippe KLEIN, Monsieur Moussa BENKACI à Monsieur Fathi BENJILALI, Monsieur Pierre-Paul CALENDINI à Madame Josy PIGNATEL, Madame Françoise COURANJOU à

Madame Dominique AUGEY, Madame Aliénor COUTIAUX-LACLADERE à Madame Perrine MEGGIATO, Monsieur Gilles DONATINI à Monsieur Laurent DILLINGER, Madame Stéphanie FERNANDEZ à Madame Brigitte BILLOT, Madame Sophie MEYNET DE CACQUERAY à Madame Béatrice BENDELE, Madame Arlette OLLIVIER à Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Marc PENA à Madame Claudie HUBERT, Monsieur Pierre SPANO à Madame Agnès DAURES, Madame Françoise TERME à Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI.
Excusés sans pouvoir :
NEANT
Secrétaire : Monsieur Rémi CAPEAU
Madame Sophie JOISSAINS donne lecture du rapport ci-joint.

07.08

RAPPORTEUR : Madame Dominique AUGEY
Politique Publique : 07-DEVELOPPEMENT CULTUREL ET ARTISTIQUE
OBJET : FESTIVAL INTERNATIONAL D'ART LYRIQUE - ATTRIBUTION DE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT ET SIGNATURE DE LA CONVENTION ANNUELLE 2025- Décision du Conseil

Mes Chers Collègues,
Le Festival International d'Art Lyrique d'Aix-en-Provence est l'un des plus grands festivals lyriques européens, même si chaque édition est unique, la 77ème édition promet une programmation éblouissante qui se déroulera du 4 au 21 juillet 2025 et se déploiera dans les lieux culturels emblématiques de la Ville : Grand Théâtre de Provence, Théâtre de l'Archevêché, Théâtre du Jeu de Paume.
Avec 23 représentations lyriques scéniques (Don Giovanni, Louise, La Calisto, The Nine Jewelled Deer, The Story of Billy Budd, Sailor ...) présentées à Aix-en-Provence, l'édition 2025 a été étudiée pour permettre de maintenir l'attractivité de l'édition pour le public et les mécènes avec une forte inscription sur le territoire mais offre également l'occasion de célébrer à Aix « l'année Cézanne 2025 ».
De plus, cette programmation illustrera les principes stratégiques établis pour les éditions 2025 à 2027 :
- politique artistique d'excellence, ancrage local et rayonnement international,
- politique d'ouverture au plus grand nombre, responsabilité sociétale et environnementale.
Adossée à cette programmation d'opéra, une programmation de concerts embrassant différents genres, styles et langages : musique symphonique et de chambre, récitals, jazz et musiques de la Méditerranée, concerts conclusifs des Résidences de l'Académie, concerts symphonique et interculturel de l'OJM, Aix en Juin (festival entièrement gratuit) avec des concerts, spectacles tous publics, ateliers dont Panorama, Parades, les Voix de Silvacane...
Pour l'exercice 2025, le montant annuel de la subvention de fonctionnement accordé au FIAL s'élève à 1 635 000 €, les modalités de versement figurent dans la convention annexée au présent rapport.
Au vu des éléments énoncés ci-dessus, je vous demande donc, Mes Chers Collègues, de bien vouloir :

- **ATTRIBUER** au Festival d'Art Lyrique et l'Académie Européenne de Musique une subvention de fonctionnement annuel d'un montant de 1 635 000 € pour l'exercice 2025 ;
- **DIRE** que cette dépense sera imputée sur la ligne 33-6574-923/1681 qui présente les disponibilités suffisantes ;
- **ADOPTER** la convention annuelle 2025 entre la Ville et l'association du Festival International d'Art lyrique d'Aix-en-Provence ;
- **AUTORISER** Madame le Maire ou son représentant à signer la convention ainsi que tout

document afférent.
-

Présents et représentés	:	55
Présents	:	41
Abstentions	:	0
Non participation	:	2
Suffrages Exprimés	:	53
Pour	:	53
Contre	:	0

Ont voté contre : NÉANT
Se sont abstenus : NÉANT
N'ont pas pris part au vote : Sophie JOISSAINS Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE

Ont signé Sophie JOISSAINS, Maire Président de séance
OBJET : PRÉSENTATION DE L'EXPOSITION CEZANNE AU JAS DE BOUFFAN DU 28 JUIN AU 12 OCTOBRE 2025
Étaient Présents :
Monsieur Jonathan AMIACH, Madame Dominique AUGEY, Madame Béatrice BENDELE, Monsieur Fathi BENJILALI, Madame Kayané BIANCO, Madame Brigitte BILLOT, Madame Odile BONTHOUX, Monsieur Jacques BOUDON, Madame Joëlle CANUET, Monsieur Rémi CAPEAU, Monsieur Pierre-Emmanuel CASANOVA, Monsieur Eric CHEVALIER, Madame Agnès DAURES, Madame Brigitte DEVESA, Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI, Monsieur Cyril DI MEO, Monsieur Sylvain DIJON, Monsieur Laurent DILLINGER, Monsieur Jean-François DUBOST, Madame Frédérique DUMICHEL, Monsieur Marc FERAUD, Monsieur Jean-Christophe GRUVEL, Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Emmanuel HENRY, Madame Elisabeth HUARD, Madame Claudie HUBERT, Madame Amandine JANER, Madame Sophie JOISSAINS, Monsieur Salah-Eddine KHOUIEL, Monsieur Philippe KLEIN, Madame Perrine MEGGIATO, Monsieur Alain PARRA, Madame Anne-Laurence PETEL, Madame Josy PIGNATEL, Madame Laure SCANDOLERA, Madame Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE, Monsieur Francis TAULAN, Madame Solène TRIVIDIC, Monsieur Jean-Louis VINCENT, Madame Fabienne VINCENTI, Monsieur Michael ZAZOUN, Madame Karima ZERKANI-RAYNAL.
Excusés avec pouvoir donné conformément aux dispositions de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :
Monsieur Ravi ANDRE à Madame Frédérique DUMICHEL, Madame Laurence ANGELETTI à Monsieur Philippe KLEIN, Monsieur Moussa BENKACI à Monsieur Fathi BENJILALI, Monsieur Pierre-Paul CALENDINI à Madame Josy PIGNATEL, Madame Françoise COURANJOU à Madame Dominique AUGEY, Madame Aliénor COUTIAUX-LACLADERE à Madame Perrine MEGGIATO, Monsieur Gilles DONATINI à Monsieur Laurent DILLINGER, Madame Stéphanie FERNANDEZ à Madame Brigitte BILLOT, Madame Sophie MEYNET DE CACQUERAY à Madame Béatrice BENDELE, Madame Arlette OLLIVIER à Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Marc PENA à Madame Claudie HUBERT, Monsieur Pierre SPANO à Madame Agnès DAURES, Madame Françoise TERME à Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI.
Excusés sans pouvoir :
NEANT
Secrétaire : Monsieur Rémi CAPEAU
Madame Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE donne lecture du rapport ci-joint.

M. CHEVALIER – On peut les faire entrer sauf Madame le Maire. Marie-Pierre, il faut que tu sortes. Au bout de la troisième fois, on trouvera une méthode stratégique pour que tout le monde ne soit pas à entrer et sortir comme ça, c'est pénible. On va continuer avec la 07.04, manifestations artistiques de qualité, orientation pour la saison culturelle.

La 07.08, Festival International d'Art Lyrique. C'est Dominique.

MME AUGEY - C'est l'attribution de subvention au FIAL c'est le montant habituel avec le mode de paiement habituel, c'est-à-dire 50 % maintenant et 50 % au deuxième semestre.

M. CHEVALIER - Merci Dominique. Est-ce que vous avez des questions sur la 07.04 ou la 07.08 ? S'il n'y a pas de question, nous passons au vote.

07.04
Contre : 0
Abstention : 0

Ont voté contre : Néant
Se sont abstenus : Néant

07.08
Contre : 0
Abstention : 0

Ont voté contre : Néant
Se sont abstenus : Néant

07.02

RAPPORTEUR : Madame Sophie JOISSAINS
Politique Publique : 07-DEVELOPPEMENT CULTUREL ET ARTISTIQUE
OBJET : DEMANDE DE SUBVENTIONS AUPRÈS DE LA MÉTROPOLE DANS LE CADRE DE L'EXPOSITION PÉDAGOGIQUE A LA MANUFACTURE "PETITE GALERIE CÉZANNE" - EXERCICE 2025- Décision du Conseil

Mes Chers Collègues,
En 2025, la Ville d'Aix-en-Provence a décidé de célébrer le retour de « Cézanne chez lui » dans le cadre d'une année dédiée à l'artiste.
Une grande exposition internationale dédiée à Paul Cézanne sera présentée au Musée Granet du 28 juin au 12 octobre 2025 rassemblant des paysages, des portraits, les baigneurs et baigneuses, les natures mortes, peints à l'huile et à l'aquarelle, tout un ensemble aujourd'hui éparpillé à travers le monde et rassemblé à cette occasion.
En résonance, la Ville d'Aix-en-Provence a souhaité également ponctuer l'année 2025 de propositions culturelles dont deux expositions dans les Musées d'Art et d'Histoire de la Ville, Pavillon de Vendôme et Musée du Vieil Aix venant restituer Cézanne dans son époque et apporter un autre éclairage.
Le jeune public sera également à l'honneur avec une exposition pédagogique et interactive « à hauteur d'enfants », « La petite galerie Cézanne », premier acte de cette année exceptionnelle.

Conçue spécialement pour les jeunes à partir de 3 ans, l'exposition permettra de plonger dans l'univers artistique de l'artiste, en mettant l'accent sur les principes de son travail. Différentes manipulations adaptées aux tranches d'âges de 3 à 6 ans et de 7 à 12 ans inviteront à la découverte de l'univers du peintre provençal, à travers des jeux, des ateliers et une immersion dans sa démarche créative. Car dans l'œuvre de Cézanne, chaque coup de pinceau est longuement réfléchi.
Quels points de vue retenir ? comment construire la composition ? Formes, couleurs, perspective, autant de notions abordées par des jeux et des expériences. La visite se clôturera sur un temps plus calme avec un spectacle audiovisuel immersif, un voyage dans les œuvres de Cézanne.
S'inscrivant dans un dispositif académique sur 2 années scolaires : 2024-25 et 2025-26, fruit d'un partenariat entre la Ville d'Aix-en-Provence et l'Académie Aix-Marseille, l'exposition sera gratuite et accessible au plus grand nombre.
En cohérence avec les parcours d'Éducation Artistique et Culturelle (EAC) de la Ville, « La Petite galerie Cézanne » donnera la priorité aux établissements scolaires de tout le territoire mais également aux publics du champ social et en situation de handicap.
A ce jour, 221 classes sont inscrites dont 90 issues des communes de la Métropole Aix- Marseille. L'objectif est d'être capable d'accueillir plus de 10 000 élèves de l'Académie de la petite section de maternelle jusqu'à la cinquième.
Au-delà du public scolaire, les centres sociaux et centres aérés, pendant les vacances, prendront le relais. Tout comme les familles, qui devraient occuper les créneaux du week-end.
Le volet pédagogique et social de l'année dédiée au « père de l'art moderne » donne ainsi toute sa cohérence globale au projet, d'un côté une exposition internationale attractive rassemblant plus de 130 œuvres de Cézanne au Musée Granet, et de l'autre, des actions artistiques, pédagogiques et sociales bien ancrées dans le territoire, pour qu'in fine, grâce à cet enjeu de transmission aux jeunes générations, chacun puisse se réapproprier Cézanne dans toutes ses dimensions.
Au regard de l'ensemble des motifs susmentionnés, la Ville d'Aix-en-Provence souhaite faire une demande de subvention à la Métropole Aix-Marseille pour un montant de 200 000 €.

C'est pourquoi, je vous demande, Mes Chers Collègues, de bien vouloir :

- **DÉCIDER** une demande de subvention d'un montant de 200 000 € sera adressée à la Métropole Aix-Marseille ;
- **AUTORISER** Monsieur le Chef de service comptable du Service de Gestion Comptable d'Aix-en-Provence à encaisser les recettes correspondantes pour un montant de 200 000 € maximum ;
- **DIRE** que ces recettes seront affectées en dépense au budget de la Direction de la Culture imputation 93311 611 16213 (n°astre 16213) ;
- **AUTORISER** Madame le Maire ou l'Élu.e délégué.e à signer tout document y afférent

Présents et représentés	:	55
Présents	:	42
Abstentions	:	0
Non participation	:	0
Suffrages Exprimés	:	55
Pour	:	55
Contre	:	0

Ont voté contre : NÉANT.
Se sont abstenus : NÉANT.
N'ont pas pris part au vote : NÉANT

Ont signé Sophie JOISSAINS, Maire Président de séance
OBJET : EXONÉRATION DES DROITS D'INSCRIPTION AU CONSERVATOIRE DARIUS MILHAUD - PROPOSITIONS DE LA COMMISSION D'EXONÉRATION N°2 - ANNÉE 2024-2025
Étaient Présents :
Monsieur Jonathan AMIACH, Madame Dominique AUGEY, Madame Béatrice BENDELE, Monsieur Fathi BENJILALI, Madame Kayané BIANCO, Madame Brigitte BILLOT, Madame Odile BONTHOUX, Monsieur Jacques BOUDON, Madame Joëlle CANUET, Monsieur Rémi CAPEAU, Monsieur Pierre-Emmanuel CASANOVA, Monsieur Eric CHEVALIER, Madame Agnès DAURES, Madame Brigitte DEVESA, Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI, Monsieur Cyril DI MEO, Monsieur Sylvain DIJON, Monsieur Laurent DILLINGER, Monsieur Jean-François DUBOST, Madame Frédérique DUMICHEL, Monsieur Marc FERAUD, Monsieur Jean-Christophe GRUVEL, Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Emmanuel HENRY, Madame Elisabeth HUARD, Madame Claudie HUBERT, Madame Amandine JANER, Madame Sophie JOISSAINS, Monsieur Salah-Eddine KHOUIEL, Monsieur Philippe KLEIN, Madame Perrine MEGGIATO, Monsieur Alain PARRA, Madame Anne-Laurence PETEL, Madame Josy PIGNATEL, Madame Laure SCANDOLERA, Madame Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE, Monsieur Francis TAULAN, Madame Solène TRIVIDIC, Monsieur Jean-Louis VINCENT, Madame Fabienne VINCENTI, Monsieur Michael ZAZOUN, Madame Karima ZERKANI-RAYNAL.
Excusés avec pouvoir donné conformément aux dispositions de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :
Monsieur Ravi ANDRE à Madame Frédérique DUMICHEL, Madame Laurence ANGELETTI à Monsieur Philippe KLEIN, Monsieur Moussa BENKACI à Monsieur Fathi BENJILALI, Monsieur Pierre-Paul CALENDINI à Madame Josy PIGNATEL, Madame Françoise COURANJOU à Madame Dominique AUGEY, Madame Aliénor COUTIAUX-LACLADERE à Madame Perrine MEGGIATO, Monsieur Gilles DONATINI à Monsieur Laurent DILLINGER, Madame Stéphanie FERNANDEZ à Madame Brigitte BILLOT, Madame Sophie MEYNET DE CACQUERAY à Madame Béatrice BENDELE, Madame Arlette OLLIVIER à Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Marc PENA à Madame Claudie HUBERT, Monsieur Pierre SPANO à Madame Agnès DAURES, Madame Françoise TERME à Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI.
Excusés sans pouvoir :
NEANT
Secrétaire : Monsieur Rémi CAPEAU
Madame Sophie JOISSAINS donne lecture du rapport ci-joint.

07.03

RAPPORTEUR : Madame Sophie JOISSAINS
Politique Publique : 07-DEVELOPPEMENT CULTUREL ET ARTISTIQUE
OBJET : EXONÉRATION DES DROITS D'INSCRIPTION AU CONSERVATOIRE DARIUS MILHAUD - PROPOSITIONS DE LA COMMISSION D'EXONÉRATION N°2 - ANNÉE 2024 - 2025 - Décision du Conseil

Mes Chers Collègues,
Par délibération n°DL.2023-499 du 13 décembre 2023, la Ville a fait adopter sa nouvelle grille de tarifs des droits de scolarité et de location d'instruments pour l'année scolaire **2024/2025.** Elle a aussi prévu la possibilité, pour certaines familles à faibles revenus, de bénéficier d'une réduction pour payer leur scolarité. Le montant de l'exonération accordée sera déterminé en fonction du quotient familial établi par la Caisse d'Allocations Familiales.

Cependant, ce critère objectif ne tient pas compte de situations revêtant un caractère exceptionnel et qui restent à l'appréciation de la commission d'exonération. De même, le quotient familial calculé au regard de ressources déclarées pour l'année N-1 peut ne pas refléter des changements intervenus dans le foyer fiscal dans l'année en cours (divorce, décès, perte d'emploi, etc.), changements entraînant une dégradation importante de la situation financière du demandeur.
C'est ainsi que le 22 janvier 2025, la commission a pu examiner **20 dossiers**. Elle s'est prononcée sur ces différents dossiers au regard des pièces fournies afin de proposer un taux qui soit en correspondance avec les situations financières présentées (cf annexe).

C'est pourquoi, je vous demande, Mes Chers Collègues, de bien vouloir :

- **VALIDER** le tableau d'exonération, ci-annexé, permettant d'attribuer un taux d'exonération suite aux demandes formulées ;
- **AUTORISER** Monsieur le Chef de service comptable du Service de Gestion Comptable d'Aix-en-Provence à faire recette des sommes correspondantes.

Présents et représentés	:	55
Présents	:	42
Abstentions	:	0
Non participation	:	0
Suffrages Exprimés	:	55
Pour	:	55
Contre	:	0

Ont voté contre : NÉANT.
Se sont abstenus : NÉANT.
N'ont pas pris part au vote : NÉANT

Ont signé Sophie JOISSAINS, Maire Président de séance
OBJET : MANIFESTATIONS ARTISTIQUES DE QUALITÉ (MAQ) - ORIENTATION POUR LA SAISON CULTURELLE 2025-2026
Étaient Présents :
Monsieur Jonathan AMIACH, Madame Dominique AUGEY, Madame Béatrice BENDELE, Monsieur Fathi BENJILALI, Madame Kayané BIANCO, Madame Brigitte BILLOT, Madame Odile BONTHOUX, Monsieur Jacques BOUDON, Madame Joëlle CANUET, Monsieur Rémi CAPEAU, Monsieur Pierre-Emmanuel CASANOVA, Monsieur Eric CHEVALIER, Madame Agnès DAURES, Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI, Monsieur Cyril DI MEO, Monsieur Sylvain DIJON, Monsieur Laurent DILLINGER, Monsieur Jean-François DUBOST, Madame Frédérique DUMICHEL, Monsieur Marc FERAUD, Monsieur Jean-Christophe GRUVEL, Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Emmanuel HENRY, Madame Elisabeth HUARD, Madame Claudie HUBERT, Madame Amandine JANER, Madame Sophie JOISSAINS, Monsieur Salah-Eddine KHOUIEL, Monsieur Philippe KLEIN, Madame Perrine MEGGIATO, Monsieur Alain PARRA, Madame Anne-Laurence PETEL, Madame Josy PIGNATEL, Madame Laure SCANDOLERA, Madame Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE, Monsieur Francis TAULAN, Madame Solène TRIVIDIC, Monsieur Jean-Louis VINCENT, Madame Fabienne VINCENTI, Monsieur Michael ZAZOUN, Madame Karima ZERKANI-RAYNAL.
Excusés avec pouvoir donné conformément aux dispositions de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :
Monsieur Ravi ANDRE à Madame Frédérique DUMICHEL, Madame Laurence ANGELETTI à Monsieur Philippe KLEIN, Monsieur Moussa BENKACI à Monsieur Fathi BENJILALI, Monsieur

Pierre-Paul CALENDINI à Madame Josy PIGNATEL, Madame Françoise COURANJOU à Madame Dominique AUGEY, Madame Aliénor COUTIAUX-LACLADERE à Madame Perrine MEGGIATO, Madame Brigitte DEVESA à Madame Fabienne VINCENTI, Monsieur Gilles DONATINI à Monsieur Laurent DILLINGER, Madame Stéphanie FERNANDEZ à Madame Brigitte BILLOT, Madame Sophie MEYNET DE CACQUERAY à Madame Béatrice BENDELE, Madame Arlette OLLIVIER à Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Marc PENA à Madame Claudie HUBERT, Monsieur Pierre SPANO à Madame Agnès DAURES, Madame Françoise TERME à Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI.

Excusés sans pouvoir :

NÉANT

Secrétaire : Monsieur Rémi CAPEAU

Monsieur Eric CHEVALIER donne lecture du rapport ci-joint

07.05

RAPPORTEUR : Madame Sophie JOISSAINS

Politique Publique : 07-DEVELOPPEMENT CULTUREL ET ARTISTIQUE

OBJET : DEMANDE DE LICENCES D'ENTREPRENEUR DE SPECTACLES VIVANTS AUPRÈS DE LA DRAC - DÉSIGNATION DU DÉTENTEUR DES LICENCES- Décision du Conseil

Mes Chers Collègues,

Dans le cadre de la reprise en régie directe de la gestion de la programmation de lieux de diffusion par la Ville, il est nécessaire d'être doté de la licence d'entrepreneur de spectacles vivants.

Au-delà de la mise en place opérationnelle de la gestion, l'idée d'une programmation de lieux implique pour la Ville l'obligation de s'inscrire dans une procédure règlementaire adéquate en matière d'organisation et de diffusion de spectacles vivants.

En effet, tout producteur et/ou diffuseur de spectacle, qu'il soit public ou privé, doit détenir une licence d'entrepreneur du spectacle délivrée par la Direction de l'État compétente en la matière : la Direction Régionale des Affaires Culturelles, et ce, au-delà de 6 représentations par an.

Aussi, dans le cadre des activités culturelles autour du spectacle vivant, organisées ou diffusées par les différents services de la Ville, celles-ci se doivent d'être en règle avec les textes suivants :

- L'ordonnance n°45-2339 du 13 octobre 1945 modifiée relative aux spectacles,
- Le Code du travail, articles L7122-1 et suivants,
- Le Code du travail, articles D7122-1 et R7122-2 et suivants,
- L'arrêté du 29 juin 2000 modifié pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,
- L'arrêté du 24 juillet 2008 modifiant l'arrêté du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n°2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles.

Ce cadre juridique a pour but de règlementer les activités des personnes morales ou physiques dans le cadre de la diffusion ou de la production de spectacles vivants en présence d'au moins un artiste rémunéré.

Ainsi, la Ville doit se doter des licences d'entrepreneur de spectacle adéquates afin de développer sa programmation de spectacles vivants, définis comme la représentation en public d'une œuvre de l'esprit présentée par un artiste au moins.

Sont exclus de cette définition les spectacles sportifs.

Le terme générique de "licence d'entrepreneur de spectacles vivants" regroupe trois types de documents :

- La licence de catégorie I : elle est attachée au lieu de diffusion et/ou de production. Une

licence par lieu est obligatoire.

- La licence de catégorie II : elle permet la production et la co-production de spectacles dans les lieux disposant de la licence I. Elle est valable dans tous les lieux disposant de la licence I.
- La licence de catégorie III : elle autorise la diffusion de spectacles dans les lieux disposant de la licence I. Elle est valable dans tous les lieux disposant de la licence I.

Lorsque l'activité d'entrepreneur de spectacles vivants est exercée par une personne morale, la licence est accordée au représentant légal ou statutaire de celle-ci, soit :

- un agent permanent de la Collectivité de catégorie A,
- un élu.

Le détenteur devra, en outre, être titulaire d'un diplôme de l'enseignement supérieur ou justifier d'une expérience professionnelle de deux ans au moins, ou d'une formation professionnelle de 500 heures au moins dans le domaine du spectacle.

La personne titulaire des licences peut déléguer la gestion sécuritaire dans le cadre de l'exercice de la licence I à un agent qui devra suivre une formation obligatoire et "spécifique à la sécurité des spectacles adaptée à la nature du lieu du spectacle" auprès d'un organisme agréé, conformémeent à l'arrêté du 25 janvier 2018 portant agrément des organismes à assurer une formation spécifique à la sécurité des spectacles.

Aussi, au vu de l'exposé ci-dessus et compte tenu des obligations légales découlant de la législation des spectacles vivants,

Je vous demande donc, Mes Chers Collègues, de bien vouloir :

- APPROUVER la demande de licences d'entrepreneur des spectacles vivants à établir auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles, soit :

- Une licence de catégorie I par lieu de diffusion, ces lieux étant l'amphithéâtre de La Manufacture, le théâtre du Bois de l'Aune, le théâtre Espace Enfance Jeunesse et l'auditorium Campra du Conservatoire Darius Milhaud.
- Une licence de catégorie II
- Une licence de catégorie III ;

- **DESIGNER** Madame Christelle PRIOUX-VIDAL (DGAS Culture, Patrimoine, Musées et Attractivités) en qualité de détenteur des licences d'entrepreneur de spectacles vivants pour la Ville ;

- **AUTORISER** Madame Christelle PRIOUX-VIDAL (DGAS Culture, Patrimoine, Musées et Attractivités) à effectuer les demandes de licences au nom de la Ville et à signer tout document y afférent.

Présents et représentés	:	55
Présents	:	42
Abstentions	:	0
Non participation	:	0
Suffrages Exprimés	:	55
Pour	:	55
Contre	:	0

Ont voté contre : NÉANT.
Se sont abstenus : NÉANT.
N'ont pas pris part au vote : NÉANT

Ont signé Sophie JOISSAINS, Maire Président de séance
OBJET : GRAND THÉÂTRE DE PROVENCE - AUTORISATION DE PAIEMENT DE LA SUBVENTION FORFAITAIRE D'EXPLOITATION ET DE LA SUBVENTION FORFAITAIRE D'INVESTISSEMENT -
EXERCICE 2025
Étaient Présents :
Monsieur Jonathan AMIACH, Madame Dominique AUGEY, Madame Béatrice BENDELE, Monsieur Fathi BENJILALI, Madame Kayané BIANCO, Madame Brigitte BILLOT, Madame Odile BONTHOUX, Monsieur Jacques BOUDON, Madame Joëlle CANUET, Monsieur Rémi CAPEAU, Monsieur Pierre-Emmanuel CASANOVA, Monsieur Eric CHEVALIER, Madame Agnès DAURES, Madame Brigitte DEVESA, Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI, Monsieur Cyril DI MEO, Monsieur Sylvain DIJON, Monsieur Laurent DILLINGER, Monsieur Jean-François DUBOST, Madame Frédérique DUMICHEL, Monsieur Marc FERAUD, Monsieur Jean-Christophe GRUVEL, Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Emmanuel HENRY, Madame Elisabeth HUARD, Madame Claudie HUBERT, Madame Amandine JANER, Madame Sophie JOISSAINS, Monsieur Salah-Eddine KHOUIEL, Monsieur Philippe KLEIN, Madame Perrine MEGGIATO, Monsieur Alain PARRA, Madame Anne-Laurence PETEL, Madame Josy PIGNATEL, Madame Laure SCANDOLERA, Madame Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE, Monsieur Francis TAULAN, Madame Solène TRIVIDIC, Monsieur Jean-Louis VINCENT, Madame Fabienne VINCENTI, Monsieur Michael ZAZOUN, Madame Karima ZERKANI-RAYNAL.
Excusés avec pouvoir donné conformément aux dispositions de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :
Monsieur Ravi ANDRE à Madame Frédérique DUMICHEL, Madame Laurence ANGELETTI à Monsieur Philippe KLEIN, Monsieur Moussa BENKACI à Monsieur Fathi BENJILALI, Monsieur Pierre-Paul CALENDINI à Madame Josy PIGNATEL, Madame Françoise COURANJOU à Madame Dominique AUGEY, Madame Aliénor COUTIAUX-LACLADERE à Madame Perrine MEGGIATO, Monsieur Gilles DONATINI à Monsieur Laurent DILLINGER, Madame Stéphanie FERNANDEZ à Madame Brigitte BILLOT, Madame Sophie MEYNET DE CACQUERAY à Madame Béatrice BENDELE, Madame Arlette OLLIVIER à Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Marc PENA à Madame Claudie HUBERT, Monsieur Pierre SPANO à Madame Agnès DAURES, Madame Françoise TERME à Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI.
Excusés sans pouvoir :
NÉANT
Secrétaire : Monsieur Rémi CAPEAU
Madame Dominique AUGEY donne lecture du rapport ci-joint.

M. CHEVALIER – Donc, on peut faire rentrer le Maire et Madame SICARD DESNUELLE.

MME LE MAIRE – La 07.02. Alors il s'agit d'une demande de subvention auprès de la métropole pour l'exposition pédagogique la petite galerie Cézanne. Je ne sais pas si vous avez eu l'occasion de la visiter les uns et les autres, mais c'est vraiment, ça a fait l'engouement des enfants, le jour de l'inauguration, vraiment… Et des grands aussi… On a regretté, on va essayer d'y remédier, le fait de ne pas avoir de petites boutiques à côté, parce que la petite galerie est gratuite évidemment pour tous les enfants, pour les scolaires, pour les familles, mais peut-être que les crayons de couleur et les puzzles, ça serait pas mal aussi !

La 07.03, exonération des droits d'inscription au conservatoire Darius Milhaud. C'est la proposition de la Commission d'exonération n° 2 pour l'année 2024-2025.

La 07.05, demande de licence d'entrepreneur de spectacles vivants auprès de la DRAC pour Madame Christelle PRIOUX VIDAL.

07.06

RAPPORTEUR : Madame Dominique AUGEY
Politique Publique : 07-DEVELOPPEMENT CULTUREL ET ARTISTIQUE
OBJET : GRAND THÉÂTRE DE PROVENCE - AUTORISATION DE PAIEMENT DE LA SUBVENTION FORFAITAIRE D'EXPLOITATION ET DE LA SUBVENTION FORFAITAIRE D'INVESTISSEMENT - EXERCICE 2025- Décision du Conseil

Mes Chers Collègues,
Par délibération du Conseil Municipal (n° DL.2020-24 du 14 février 2020), le renouvellement de la gestion du Grand Théâtre de Provence a été attribuée à l'EURL Mirabeau, sur la base d'une Délégation de Service Public d'une durée de 5 ans, à compter du 1er septembre 2021.
Selon les modalités financières du contrat de gestion 2021/2026 (Article 25), le montant annuel de la Subvention Forfaitaire d'Exploitation (SFE) a été fixée à 4 600 000 € (valeur de base 2019), qui fait l'objet de deux mandatements correspondant à 6/12ème au plus tard à la 1ère quinzaine du mois de février et 6/12ème à la première quinzaine du mois de juin de l'année N.
Pour rappel, la subvention forfaitaire d'exploitation 2024 s'était élevée à 5 579 800 € après actualisation.
Selon l'application de la formule d'indexation, indiquée à l'article 27 du contrat de la DSP, et à la parution de la mise à jour des indices connus, le montant de la SFE, pour l'année 2025, s'élève à 5 547 600 € (soit une baisse de 32 200 € par rapport à 2024)
Le contrat prévoit également une Subvention Forfaire d'Investissement (SFI) d'un montant de 200 000 € annuel (valeur de base 2019) qui suit les mêmes modalités de paiement que la subvention forfaitaire d'exploitation.
Pour rappel, la subvention d'investissement 2024 s'était élevée à 221 800 € après actualisation.
Selon l'application de la formule d'indexation, indiquée à l'article 27 du contrat de la DSP, et à la parution de la mise à jour des indices connus, le montant de la SFI, pour l'année 2025, s'élève à 227 800 € (soit une une hausse de 6 000 € par rapport à 2024).
Au vu des éléments énoncés ci-dessus, je vous demande donc, Mes Chers Collègues, de bien vouloir :

- **AUTORISER** au titre de l'année 2025, le versement de la subvention forfaitaire d'exploitation, au délégataire du Grand Théâtre de Provence (EURL Mirabeau) selon les modalités décrites ci-dessus ;
- **AUTORISER** au titre de l'année 2025, le versement de la subvention d'investissement, au délégataire du Grand Théâtre de Provence (EURL Mirabeau) selon les modalités décrites ci-dessus.

Présents et représentés	:	55
Présents	:	42
Abstentions	:	0
Non participation	:	0
Suffrages Exprimés	:	55
Pour	:	55
Contre	:	0

Ont voté contre : NÉANT.

Se sont abstenus : NÉANT.
N'ont pas pris part au vote : NÉANT

Ont signé Sophie JOISSAINS, Maire Président de séance
OBJET : GRAND THÉÂTRE DE PROVENCE - APPROBATION DE LA NOUVELLE GRILLE TARIFAIRE - PROGRAMMATION ARTISTIQUE 2025/2026
Étaient Présents :
Monsieur Jonathan AMIACH, Madame Dominique AUGEY, Madame Béatrice BENDELE, Monsieur Fathi BENJILALI, Madame Kayané BIANCO, Madame Brigitte BILLOT, Madame Odile BONTHOUX, Monsieur Jacques BOUDON, Madame Joëlle CANUET, Monsieur Rémi CAPEAU, Monsieur Pierre-Emmanuel CASANOVA, Monsieur Eric CHEVALIER, Madame Agnès DAURES, Madame Brigitte DEVESA, Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI, Monsieur Cyril DI MEO, Monsieur Sylvain DIJON, Monsieur Laurent DILLINGER, Monsieur Jean-François DUBOST, Madame Frédérique DUMICHEL, Monsieur Marc FERAUD, Monsieur Jean-Christophe GRUVEL, Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Emmanuel HENRY, Madame Elisabeth HUARD, Madame Claudie HUBERT, Madame Amandine JANER, Madame Sophie JOISSAINS, Monsieur Salah-Eddine KHOUIEL, Monsieur Philippe KLEIN, Madame Perrine MEGGIATO, Monsieur Alain PARRA, Madame Anne-Laurence PETEL, Madame Josy PIGNATEL, Madame Laure SCANDOLERA, Madame Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE, Monsieur Francis TAULAN, Madame Solène TRIVIDIC, Monsieur Jean-Louis VINCENT, Madame Fabienne VINCENTI, Monsieur Michael ZAZOUN, Madame Karima ZERKANI-RAYNAL.
Excusés avec pouvoir donné conformément aux dispositions de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :
Monsieur Ravi ANDRE à Madame Frédérique DUMICHEL, Madame Laurence ANGELETTI à Monsieur Philippe KLEIN, Monsieur Moussa BENKACI à Monsieur Fathi BENJILALI, Monsieur Pierre-Paul CALENDINI à Madame Josy PIGNATEL, Madame Françoise COURANJOU à Madame Dominique AUGEY, Madame Aliénor COUTIAUX-LACLADERE à Madame Perrine MEGGIATO, Monsieur Gilles DONATINI à Monsieur Laurent DILLINGER, Madame Stéphanie FERNANDEZ à Madame Brigitte BILLOT, Madame Sophie MEYNET DE CACQUERAY à Madame Béatrice BENDELE, Madame Arlette OLLIVIER à Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Marc PENA à Madame Claudie HUBERT, Monsieur Pierre SPANO à Madame Agnès DAURES, Madame Françoise TERME à Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI.
Excusés sans pouvoir :
NÉANT
Secrétaire : Monsieur Rémi CAPEAU
Madame Dominique AUGEY donne lecture du rapport ci-joint.

07.07

RAPPORTEUR : Madame Dominique AUGEY
Politique Publique : 07-DEVELOPPEMENT CULTUREL ET ARTISTIQUE
OBJET : GRAND THÉÂTRE DE PROVENCE - APPROBATION DE LA NOUVELLE GRILLE TARIFAIRE - PROGRAMMATION ARTISTIQUE 2025/2026- Décision du Conseil

Mes Chers Collègues,
Conformément aux dispositions des articles L.1411-3 et R.1411-7 du Code Général des Collectivités Territoriales et en application de l'article 35 de la convention du Grand Théâtre de Provence signée entre la Ville et l'EURL Mirabeau, le délégataire doit transmettre à la Ville un rapport relatif à l'exécution de la délégation de service public qui lui a été confiée, contenant des

données comptables, une analyse de la qualité du service et une annexe comprenant un compte-rendu technique et financier.
La grille tarifaire pour la saison 2025/2026, considérée comme une annexe des documents financiers à fournir obligatoirement à la Ville par le Délégataire, fait partie de ces éléments, il y est notamment précisé le prix des places en fonction des catégories et des formules d'abonnement proposées (document annexé au présent rapport).
Pour la saison 2025/2026, le délégataire propose des formules d'abonnement identiques à la saison 2024/2025 soit :

- **la Carte Blanche,** nominative, dont le coût reste à 25 € permettant ainsi aux publics d'acheter leurs places de spectacles tout au long de l'année à un tarif préférentiel. Une augmentation d'un euro (1€) sera appliquée sur l'ensemble des catégories des billets pour les porteurs d'une Carte Blanche.
- **la Carte 18-30 ans**, nominative, dont le coût est fixé à 15 euros propose un tarif à 10 € toutes catégories confondues.

Pour les tarifs des billets à l'unité :

- tarif plein entre 10 et 47 € selon la catégorie choisie (A, B et C), entre 35 et 60 € pour la catégorie A+,
- tarif réduit entre 10 et 43 € selon la catégorie choisie (A, B et C), entre 30 et 55 € sur la catégorie A+,
- un tarif dit « léger » réservé au moins de 30 ans, demandeurs d'emploi et minima sociaux entre 10 et 15 €,
- **pour les -18 ans**, proposition d'un tarif de 10 € (hors Festival de Pâques) sur les catégories de (A, B et C), et 15 € pour la catégorie A+ (hors Festival de Pâques),
- le prix unitaire des places des scolaires reste stable à 9 €,
- le tarif « détaxes » réservé aux professionnels (artistes, structures culturelles…) est augmenté de 3 euros sur le tarif A+, il varie entre 18 et 30 euros,
- dans le cadre du **Pacte 'Aix Marseille Université** : les étudiants bénéficient de 5€ de réduction sur présentation de leur carte d'étudiant.

Compte tenu de ces informations, je vous demande, Mes Chers Collègues, de bien vouloir :

- **APPROUVER** la grille tarifaire du Grand Théâtre de Provence pour la saison 2025/2026.

Présents et représentés	:	55
Présents	:	42
Abstentions	:	0
Non participation	:	0
Suffrages Exprimés	:	55
Pour	:	55
Contre	:	0

Ont voté contre : NÉANT.
Se sont abstenus : NÉANT.
N'ont pas pris part au vote : NÉANT

Ont signé Sophie JOISSAINS, Maire Président de séance

07.08

OBJET : FESTIVAL INTERNATIONAL D'ART LYRIQUE - ATTRIBUTION DE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT ET SIGNATURE DE LA CONVENTION ANNUELLE 2025.
Monsieur Jonathan AMIACH, Madame Dominique AUGEY, Madame Béatrice BENDELE, Monsieur Fathi BENJILALI, Madame Kayané BIANCO, Madame Brigitte BILLOT, Madame Odile BONTHOUX, Monsieur Jacques BOUDON, Madame Joëlle CANUET, Monsieur Rémi CAPEAU, Monsieur Pierre-Emmanuel CASANOVA, Monsieur Eric CHEVALIER, Madame Agnès DAURES, Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI, Monsieur Cyril DI MEO, Monsieur Sylvain DIJON, Monsieur Laurent DILLINGER, Monsieur Jean-François DUBOST, Madame Frédérique DUMICHEL, Monsieur Marc FERAUD, Monsieur Jean-Christophe GRUVEL, Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Emmanuel HENRY, Madame Elisabeth HUARD, Madame Claudie HUBERT, Madame Amandine JANER, Madame Sophie JOISSAINS, Monsieur Salah-Eddine KHOUIEL, Monsieur Philippe KLEIN, Madame Perrine MEGGIATO, Monsieur Alain PARRA, Madame Anne-Laurence PETEL, Madame Josy PIGNATEL, Madame Laure SCANDOLERA, Madame Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE, Monsieur Francis TAULAN, Madame Solène TRIVIDIC, Monsieur Jean-Louis VINCENT, Madame Fabienne VINCENTI, Monsieur Michael ZAZOUN, Madame Karima ZERKANI-RAYNAL.
Excusés avec pouvoir donné conformément aux dispositions de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :
Monsieur Ravi ANDRE à Madame Frédérique DUMICHEL, Madame Laurence ANGELETTI à Monsieur Philippe KLEIN, Monsieur Moussa BENKACI à Monsieur Fathi BENJILALI, Monsieur Pierre-Paul CALENDINI à Madame Josy PIGNATEL, Madame Françoise COURANJOU à Madame Dominique AUGEY, Madame Aliénor COUTIAUX-LACLADERE à Madame Perrine MEGGIATO, Madame Brigitte DEVESA à Madame Fabienne VINCENTI, Monsieur Gilles DONATINI à Monsieur Laurent DILLINGER, Madame Stéphanie FERNANDEZ à Madame Brigitte BILLOT, Madame Sophie MEYNET DE CACQUERAY à Madame Béatrice BENDELE, Madame Arlette OLLIVIER à Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Marc PENA à Madame Claudie HUBERT, Monsieur Pierre SPANO à Madame Agnès DAURES, Madame Françoise TERME à Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI.
Excusés sans pouvoir :
NÉANT
Secrétaire : Monsieur Rémi CAPEAU Madame Dominique AUGEY donne lecture du rapport ci-joint

---

MME LE MAIRE - Et après c'est Dominique.

MME AUGEY - Oui, 07.06, c'est la subvention annuelle pour le Grand Théâtre de Provence. Donc un montant qui est indexé chaque année et donc qui bouge chaque année. Pour 2025, c'est un petit peu plus de 5,5 millions. Il y a aussi un montant d'investissements prévu annexé aussi 220 000 €. Et deux versements : un maintenant et un au mois de juin.

La 07.07, c'est la grille des tarifs du Grand Théâtre de Provence. Donc grille de tarifs pour tous les types de spectacles. Je rappelle qu'en bas du programme du Grand Théâtre de Provence qu'on vous remet quand vous allez voir un spectacle, il est toujours indiqué que la subvention de la ville représente 52 % du prix du billet, et que l'achat du billet ne représente que 16 % du prix du billet.

07.09

RAPPORTEUR : Madame Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE
Politique Publique : 07-DEVELOPPEMENT CULTUREL ET ARTISTIQUE
OBJET : PRÉSENTATION DE L'EXPOSITION CÉZANNE AU JAS DE BOUFFAN DU 28 JUIN AU 12 OCTOBRE 2025 - Décision du Conseil

Mes Chers Collègues,
Le lien entre Cézanne et la Ville d'Aix-en-Provence est ancien : réunissant cent trente œuvres de l'artiste - huiles sur toile, aquarelles et dessins – sur près de 1 000 m², cette exposition s'inscrit dans la tradition du Musée Granet de valoriser l'œuvre du maître d'Aix-en-Provence au travers de grandes expositions d'envergure internationale, et ce dès 1953 avec Cézanne : Peintures, Aquarelles, Dessins. Depuis lors, Aix-en-Provence accueille régulièrement des expositions majeures consacrées à Paul Cézanne : cinquantenaire de la mort de Cézanne (1956), Exposition Cézanne : tableaux, Aquarelles, Dessins (1961), Cézanne (1982), Sainte- Victoire : Cézanne (1990) après l'incendie de la Sainte Victoire, Au fil de l'eau : Cézanne (2000).
La Ville se porte ensuite acquéreur de la Bastide et de la Ferme du Jas de Bouffan après l'Atelier des Lauves.
En 2006, l'exposition pour le centenaire de la mort de Cézanne est un immense succès tout comme Cézanne, Picasso en 2009 et le Grand Atelier du Midi en 2013.
Après une première campagne de restauration en 2010, la Ville d'Aix-en-Provence démarre une nouvelle phase de restauration à la Bastide du Jas de Bouffan en 2022. À cette occasion, il a semblé primordial d'expliciter le lien viscéral entre les lieux de création de Cézanne et ses œuvres. Cette dimension s'est accentuée quand, à l'été 2023, dans le cadre des sondages préparatoires à la restauration du Grand Salon de la Bastide du Jas de Bouffan, un panneau mural a été découvert, du moins un fragment monumental permettant d'identifier le thème de l'entrée de Port. Cette découverte, aussi magnifique qu'inattendue, donne une lecture nouvelle de la première période du peintre et confirme le Jas de Bouffan comme un lieu cézannien par excellence.
Cela vient conforter le thème de l'exposition : Cézanne au Jas de Bouffan, qui a pour objectif de mettre en lumière ce lien.
C'est la cohérence globale du projet à travers toutes ses dimensions : patrimoniale, scientifique, pédagogique et muséale qui a permis la confiance des musées du monde entier. Les cent trente œuvres qui vont composer cette exposition de dimension internationale vont revenir à Aix-en-Provence pour être présentées sur leur lieu d'origine, leur lieu de création.

- La dimension patrimoniale avec la restauration de la Bastide du Jas de Bouffan et de l'Atelier des Lauves. La tombe de Cézanne restaurée ainsi que les Carrières de Bibémus participeront également au parcours des sites cézaniens.
- La dimension scientifique avec le retour en 2024 du catalogue raisonné du peintre à Aix-en-Provence et l'ouverture du Centre de recherche et de documentation au sein de la ferme de la Bastide du Jas de Bouffan. Animé par la société Paul Cézanne, présidée par Monsieur Denis Coutagne et en lien avec l'Université d'Aix-Marseille, le centre de recherche proposera un colloque réunissant les plus grands spécialistes internationaux du peintre les 25,26 et 27 septembre 2025 intitulé « l'Odyssée Cézanne ».
- La dimension pédagogique avec l'ouverture de la Petite Galerie Cézanne : inscrit dans le projet académique en lien avec le Rectorat, elle accueillera les scolaires, les centres aérés, les centres sociaux et les familles dans le cadre d'une médiation culturelle à hauteur d'enfant pour les 3-11 ans.
- La dimension muséale avec une exposition internationale au Musée Granet mais également des propositions dans les 3 Musées d'art et d'histoire de la Ville.

Pour Aix-en-Provence, il s'agit de rendre accessible au plus grand nombre l'apport majeur de cet enfant du pays, longtemps incompris et rejeté par sa ville. Apport pour sa ville et son pays mais aussi apport pour l'art universel.

Pour mener à bien ce projet, la Ville d'Aix-en-Provence est accompagnée par l'Office du Tourisme :

- pour la promotion touristique de l'évènement,
- pour la gestion, la commercialisation et l'encaissement des billets d'entrée individuelle dans les points de ventes physiques et sur son site internet,
- pour la gestion des boutiques des sites cézanniens,
- pour la mise en valeur raisonnée des Carrières de Bibémus.

Les retombées sont particulièrement importantes pour la Ville :

- une plus grande connaissance de son patrimoine, de son histoire partagée par tous les Aixois ;une notoriété nationale et internationale renforcée sur le plan de l'attractivité. La presse internationale, dont le prestigieux journal américain New York Times place Aix-en-Provence parmi les destinations incontournables à visiter en 2025 ;
- des retombées économiques pour tous les acteurs : la dernière étude de la Fondation du patrimoine montre qu'un euro investi dans le patrimoine induit 10 euros de retombées économiques pour le territoire.

Concernant l'exposition intitulée *Cézanne au Jas de Bouffan* en particulier, elle relate l'œuvre du peintre en lien avec la Bastide du Jas de Bouffan, demeure familiale où l'artiste vit et peint de 1859 à 1899. Ce lieu sera en effet une source d'inspiration constante pour le peintre pendant près de quatre décennies. Depuis ses œuvres de jeunesse à sa période impressionniste, et jusqu'à sa période de maturité, tous les grands thèmes de sa création s'y retrouvent.

Cette exposition-événement de dimension internationale sera présentée au Musée Granet à Aix-en-Provence du 28 juin au 12 octobre 2025. Comme évoqué précédemment, son inauguration coïncidera avec l'ouverture au public du Jas de Bouffan dans le cadre de la restauration du domaine, de la bastide et de la ferme qui accueillera alors le centre de recherche et de documentation de la Société Paul Cézanne, fief du catalogue raisonné de l'artiste. Ces événements, à l'instar des autres moments culturels organisés par la Ville dans le cadre de cette Saison Cézanne 2025, marqueront le début d'une nouvelle ère cézannienne à Aix-en-Provence.

Le commissariat général de l'exposition, ainsi que la direction des projets scientifiques et culturels des deux sites cézanniens, sont assurés par Monsieur Bruno Ely, conservateur en chef et directeur du Musée Granet. Il est accompagné dans cette mission par Monsieur Denis Coutagne, ancien directeur du Musée Granet et actuel président de la Société Paul Cézanne.

Les œuvres créées au Jas de Bouffan illustrent la richesse et la diversité du remarquable parcours artistique de Paul Cézanne depuis sa jeunesse jusqu'à ses créations les plus abouties, des œuvres du décor du Grand Salon jusqu'aux œuvres de maturité que sont les *Joueurs de cartes*. Tous les sujets et les techniques chers au maître d'Aix s'y trouvent rassemblés : tant la peinture que le dessin et l'aquarelle, tant le paysage que le portrait et la nature morte. Cet ensemble, aujourd'hui essaimé dans le monde entier au sein de collections publiques et privées prestigieuses, est le propos de l'exposition proposée par le Musée Granet à l'été 2025.

Un tel projet ne peut bien entendu se concevoir sans la publication d'un catalogue d'exposition exceptionnel d'environ 270 pages, en version française (avec version anglaise digitale), publié par le GrandPalaisRmn, et qui sera l'occasion également de partager avec le public les recherches récentes et les nombreuses découvertes avec la contribution des plus grands spécialistes de l'artiste.

Le coût total prévisionnel pour la réalisation de l'exposition *« Cézanne au Jas de Bouffan »* (hors RH, hors exploitation, hors communication) s'élève à 4 000 000 € TTC.

En conséquence, Mes Chers Collègues, je vous demande de bien vouloir :

- **PRENDRE ACTE** de l'organisation de cette exposition *Cézanne au Jas de Bouffan* dans le cadre de l'année Cézanne 2025 ;
- **AUTORISER** le Maire ou l'élu délégué à signer toutes conventions ou documents se

rapportant à cette exposition afin de permettre son organisation

.Présents et représentés	:	55
Présents	:	42
Abstentions	:	0
Non participation	:	0
Suffrages Exprimés	:	55
Pour	:	55
Contre	:	0

Ont voté contre : NÉANT.
Se sont abstenus : NÉANT.
N'ont pas pris part au vote : NÉANT

Ont signé Sophie JOISSAINS, Maire Président de séance

MME LA MAIRE - Marie Pierre pour la 07.09 avec Christelle et Bruno ELY. Bonjour Bruno. Très bien.

MME SICARD DESNUELLE - Je suis ravie de vous présenter ce dossier et je vous propose de prendre 5 minutes pour cette année Cézanne 2025, le monde entier en parle. Je pense qu'il est logique qu'on en parle aussi au niveau du Conseil Municipal. La première chose que je voudrais faire, je voudrais remercier les équipes. C'est vraiment, Madame le Maire, un travail où toutes les équipes se sont impliquées. Forcément bien sûr, les équipes des musées, les équipes du patrimoine, mais aussi les équipes de la communication, de la voirie. Tout le monde s'est complètement impliqué pour la réussite de cette année Cézanne. Et c'est vraiment un dossier qui est porté par l'ensemble des services, beaucoup d'élus et l'ensemble des fonctionnaires. Et je voulais commencer par leur dire un grand merci à tous.

Vous avez signalé tout à l'heure, Madame le Maire, le moment merveilleux que nous avons passé ensemble pour l'inauguration de la petite galerie Cézanne. C'est vrai que c'est remettre Cézanne à hauteur d'enfant. Et j'ai trouvé que la vision et le parti qui en avait été pris, c'est-à-dire de montrer des tableaux beaucoup plus bas que d'habitude, c'est-à-dire à hauteur des yeux d'enfant. Et le parti que nous avons voulu, c'est un parti où contrairement à ce qu'on a l'impression de voir maintenant, il n'y a ni ordinateur ni tablette, on a voulu que l'enfant retrouve le plaisir de la vue et du toucher. Et quand on a vu, Madame le Maire, ces enfants qui étaient assis par terre et qui faisaient des puzzles en refaisant les tableaux de Cézanne, ou qui jouaient aux cubes en essayant de refaire la Bastide du Jas de Bouffan, c'étaient quand même des moments extraordinaires. Et je m'excuse de la trivialité, mais c'est tellement beau. Il y a une petite fille qui est venue me voir et qui m'a dit : « Vous savez Madame, votre exposition, je la trouve merveilleuse. Elle est beaucoup moins chiante que celle que ma maman m'emmène voir d'habitude » *[Sourires].* Ce qui prouve que ça, je pense, que là c'était réussi. Et ce qui est formidable, Madame le Maire, c'est que vous avez voulu cette exposition sur un temps très long qui permet à tous les enfants, et merci Ma Chère Fabienne, parce qu'on travaille ensemble dessus, tous les enfants des écoles qui vont pouvoir la voir. Il y a un tel succès qu'il va falloir la prolonger jusqu'à la fin de l'année, alors qu'au départ on comptait s'arrêter à la fin de l'EXPO. Et puis, je dois le dire aussi, c'est une exposition entièrement

gratuite, donc entièrement gratuite. Donc ça c'est formidable pour les enfants et gratuit. C'est vraiment votre volonté, Madame le Maire, et je suis ravie qu'on y soit arrivé.

Alors l'acte 1, c'était la petite galerie. Maintenant, nous allons parler de ce qui va se passer par la suite. Dans la nuit du 22 ou 23 octobre 1906, Cézanne décède à Aix, chez lui, rue Boulegon, après que sa gouvernante, Madame BRÉMOND ait envoyé un télégramme à son fils *« venez vite, venez vite, père très mal »*. Paul et sa maman Hortense était à ce moment-là, à Paris. Paul arrive, c'est trop tard. Paul Cézanne est mort. Le fils s'appelle aussi Paul. Paul Cézanne est mort, il ferme l'atelier des Lauves. Il ferme la rue Boulegon et déclare : *« Je ne reviendrai jamais dans cette ville. J'emmène tout ce qui a appartenu à mon père, cette ville n'a jamais aimé mon père »*. Et c'est vrai que quand on se rappelle la phrase que vous dites très souvent, Madame le Maire : « Moi vivant, aucun Cézanne ne rentrera au Musée Granet », on peut comprendre que Paul ait souffert du fait que son père ait été mal-aimé. Alors pendant quelques années, à ce moment-là, tout ce qu'avait emmené Paul Cézanne, les toiles qui restaient sur Aix, eh bien, ces toiles, elles ont fait le tour du monde. Et hélas, je dis bien hélas, elles sont restées soit dans des collections privées ou soit dans des musées. Et l'idée de Madame le Maire, à l'occasion de la réouverture du Jas du Bouffan, propriété où Cézanne habitait pendant 40 ans, de 1859 à 1899, que finalement, les toiles qui avaient été peintes par Cézanne, c'est-à-dire la majeure partie de sa production, et bien, on puisse le monde entier, les Aixois, les touristes, puissent revenir les voir à Aix en Provence, sous la lumière avec laquelle Cézanne les avaient peintes, avec le dynamisme avec lequel il les a faits. Et puis de comprendre les couleurs des arbres, le bruit de l'eau, enfin, tout ce qui fait la magie, la magie de l'œuvre de Cézanne. Donc en fait, il nous a semblé formidable, et Madame le Maire, vraiment vous ne pouvez pas savoir le bonheur que j'ai à vous accompagner dans le désir que vous avez eu de faire revenir Paul Cézanne chez lui à Aix en Provence où il est né, rue de l'Opéra, où il était en classe, rue des Epinaux, et au Collège Bourbon, où il s'est marié, où il était baptisé à l'église de la Madeleine. Il s'est marié au Saint-Esprit, il a été enterré à Saint-Sauveur et il est enterré justement à Aix au cimetière Saint Pierre. Et avec Madame le Maire, nous nous activons justement pour que même sa tombe soit prise dans le patrimoine Cézannien, et que sa tombe soit refaite.
Donc l'année Cézanne 2025, je vous ai dit, c'est la petite galerie pour les enfants, et puis c'est l'ouverture du Jas de Bouffan, cette propriété magnifique achetée par son père, Louis-Auguste où finalement, Cézanne a commencé à profiter des grands murs blancs qui étaient dans la Bastide et à commencer à peindre. Il a commencé à être un décorateur, il a commencé à faire des immenses tableaux et on peut se poser la question, c'est finalement Louis-Auguste, au lieu d'avoir acheté cette magnifique Bastide du XVIII^{e} avec des gypseries, avec des hauteurs de plafonds, avec des beaux arbres, avec des bassins. Si Louis-Auguste avait acheté une petite maison dans Aix, est-ce que la production de Cézanne aurait été la même ? Est-ce qu'il aurait compris la lumière ? Est-ce qu'il aurait compris toutes ces choses ? Donc finalement, la Bastide, là vous voyez la façade nord de la Bastide *[Des images sont projetées]*. Cette Bastide va être réouverte et c'est dans la Bastide, on va rentrer, on va pouvoir découvrir le lieu où Cézanne a commencé à peindre, et on va voir son premier atelier, qui est le grand salon, et dans le grand salon, il y aura donc des reproductions, des toiles que Cézanne avait faites. Ensuite on montra au premier étage, la chambre de Leda. Le thème de Leda a servi à Cézanne pour les Grandes Baigneuses. Et puis après, au dernier étage, le petit atelier. Donc ça, la vision du parc où finalement, grâce à un mécène que je remercie, nous allons faire un parcours dans le parc en se promenant à travers les endroits où Cézanne a peint. Et quand on verra les tableaux aussi célèbres, comme l'Allée de Marronniers, la Bastide qui est en ce moment au Musée de Prague, et toutes ces vues qui sont magnifiques sur la ferme aussi, on verra l'endroit où Cézanne les a peints. Donc une promenade dans le parc, une entrée dans la Bastide, un amphithéâtre qui permettra aussi pour les enfants où on pourra leur expliquer, et puis dans l'Orangerie, une petite cafétéria. Donc ça, ce sera quelque chose qui sera parfait. Donc petit un, la Bastide, petit deux, l'atelier des Lauves où Cézanne, dans les six dernières années de sa vie, a peint, le voici *[Présentation à l'écran],* c'est là qu'il a peint les Grandes Baigneuses, et c'est là cet atelier qui s'est construit lui-même, qui s'est approprié, parce qu'avant l'atelier qu'il avait au Jas de Bouffon, c'était une maison qui appartenait à son père. Là, c'est lui qui l'a voulu avec cette grande verrière qui est sur le nord et qui finalement lui a permis de faire des chefs d'œuvre comme les Grandes Baigneuses.

La troisième chose qu'il va y avoir, c'est la sublime exposition qu'il va y avoir au Musée Granet où nous allons avoir, grâce à la reconnaissance de la RMN, c'est à dire les musées nationaux, Musée d'Orsay, Petit Palais, et aussi les grandes grandes institutions, le Métropolitan, la Tate Gallery, Londres, enfin tous les tableaux de Cézanne qui ont été hélas dispersés dans le monde entier, nous allons les avoir à Aix. Nous allons avoir 130 œuvres de Cézanne à Aix en Provence.

Donc une vision patrimoniale avec le Jas et l'atelier des Lauves, une vision muséale avec l'exposition superbe au Musée Granet, et la troisième chose, une vision universitaire et de recherche puisque la ferme va être attribuée à la société Paul Cézanne, au centre de recherche Cézannien où tous les Cézanniens vont venir et où ce lieu va être le lieu unique au monde où on va pouvoir travailler sur Cézanne. Et Madame le Maire, vous avez reçu le magnifique cadeau où on nous a donné le livre justement, qui nous permet de savoir, le livre quand il y a tous les…

MME LE MAIRE - Le « catalogue raisonné ».

MME SICARD DESNUELLE – Le « catalogue raisonné ».

MME LE MAIRE – C'est pas moi, c'est pas un cadeau personnel.

[Rires]

MME SICARD DESNUELLE –Non, non… Madame le Maire, on vous l'a offert pour la ville, et c'est quand même un cadeau magnifique. Et c'est ce catalogue raisonné encrera encore plus Cézanne dans la ville d'Aix en Provence. Donc, je pense que si j'ai pris quelques minutes pour vous raconter cette histoire, c'est que je vous demande à tous d'être les ambassadeurs justement pour en parler, et je reste à votre disposition pour vous donner des renseignements, pour vous parler des tableaux qu'il va y avoir, pour vous parler des visites, mais je pense que c'est tout le monde qui doit s'approprier ce magnifique dossier et je vous remercie.

MME LE MAIRE - Merci Marie-Pierre. Bruno, Christelle

MME PRIOUX VIDAL - Oui merci Madame le Maire, merci Madame SICARD. Avant de laisser Bruno ELY présenter cette exposition, ce qui a été votre idée première, en effet, c'était de faire le lien entre la restauration patrimoniale et l'exposition au Musée Granet. Et ce lien, naturellement, il s'est amplifié puisque, en 2023, une découverte extraordinaire a eu lieu au sein de la Bastide du Jas de Bouffan, et qu'elle a amplifié finalement le lien entre cette exposition, qui aura lieu au Musée Granet, et nos restaurations patrimoniales. En effet, dans une même temporalité, on pourra découvrir à l'intérieur du Grand Salon des « bouts » de Cézanne de sa première époque, mais qui sont une réalité du peintre à l'intérieur de la Bastide où il a vécu, et très certainement d'autres découvertes arriveront au fur et à mesure, et dans le même temps en effet, découvrir au Musée Granet 70 % du Grand Salon avec les toiles qui sont revenues du monde entier. Donc, ce lien sera extrêmement fort.

Je vais juste présenter avant de laisser la parole à Bruno ELY, pour ceux qui n'étaient pas là mardi, quelques images de la petite galerie Cézanne *[Présentation à l'écran],* qui va accueillir 10 000 enfants toute l'année jusqu'en décembre, avec la majorité des classes de la ville d'Aix, qui se sont déjà inscrites, mais aussi du Pays d'Aix, et plus largement du département des Bouches du Rhône puisque cette petite galerie connaît un vrai succès. Et vous dire aussi qu'au-delà de la grande exposition au Musée Granet, d'autres expositions auront lieu dans la ville, notamment au musée d'art et d'histoire, sous la houlette de Christel ROY. Au Pavillon Vendôme, on reconstituera une exposition qui avait eu lieu à la fin des années 50 et puis au début des années 60, où des Cézanne étaient exposés au Pavillon Vendôme, et ont même été volés et retrouvés *[Sourit]* à Marseille. Au Musée du Vieil Aix, on vous parlera des amitiés, des

inimitiés Cézaniennes. Et ce sera l'occasion de se replonger dans cette époque pour mieux comprendre comment la ville d'Aix a appréhendé Cézanne par la suite. Et vous dire aussi que même si nous n'avons pas dédié de budget spécifique à cela, beaucoup d'acteurs culturels et même sportifs, préparent une année sous la houlette de Cézanne, avec des thématiques qui s'imbriquent dans cette grande année Cézanne 2025, et qu'il y aura donc des propositions partout dans la ville par tous les acteurs culturels, sportifs, sociaux de Cézanne.

Je passe la parole à Bruno ELY qui va plus spécifiquement vous parler de l'exposition au Musée Granet.

MME LE MAIRE – Merci Christelle

M. ELY - Oui, Madame le Maire, Monsieur, Mesdames les élus, je suis heureux de vous présenter rapidement puisque tout a été dit ou presque précédemment le projet…

MME LE MAIRE – À la décharge de Marie-Pierre, elle ne t'avait pas vu Bruno.. *[Rit]*

M. ELY – Le projet de l'exposition au Musée Granet, dont je devais parler que de ce projet-là, puisqu'il est évidemment essentiel. Comme vous le savez, les expositions Cézanne à Aix, au mieux des cas, c'est tous les 15-20 ans. Donc lorsqu'elles se présentent, c'est une opportunité, c'est un moment majeur de la vie culturelle Aixoise, et je dirais de la vie Aixoise tout court, parce que ce sont des événements internationaux, parce que ce sont des événements évidemment lourds à monter, à tous les points de vue, évidemment financièrement, mais aussi administrativement, juridiquement, vous imaginez faire déplacer plus de 100 Cézanne, 120 Cézanne aujourd'hui, on a dit 130 tout à l'heure parce que nous en avons une dizaine qui sont déjà dans nos murs au Musée Granet. Donc 130 Cézanne au Musée Granet à Aix en Provence, ça ne s'improvise pas, ça ne s'improvise pas, même si on a déjà eu dans le passé, en 2006, en 2009, de grandes expositions, Cézanne Provence, avec la National Gallery de Washington comme partenaire, excusez du peu. Et je rappelle, quand même, que à cette époque-là, 300 000 visiteurs avaient fait la visite à la National Gallery, et que nous avions, nous, reçu 450 000 visiteurs à Aix en Provence. Donc, on avait fait mieux que le musée fédéral américain. Il faut en être fier. Et je crois que c'est ça qu'il faut tirer d'un événement comme celui-là, c'est une fierté, c'est une fierté d'être Aixois, c'est une fierté de faire revenir Cézanne à Aix. Certes, Cézanne n'est plus à Aix, en tout cas, ces tableaux dans leur majorité ne sont plus à Aix, mais il y a encore les paysages, il y a encore les sites. On vous en a parlé tout à l'heure. Et c'est cette implication très étroite entre ce qu'est Aix, le pays d'Aix et la réalité de l'œuvre de l'artiste, qui fait tout l'intérêt d'une exposition au Musée Granet à Aix en Provence. Vous pouvez aller à New York, vous pouvez aller à Londres, vous pouvez aller à Tokyo, vous aurez de magnifiques expositions Cézanne avec pas plus d'œuvres, puisqu'une centaine d'œuvres de Cézanne, c'est déjà une performance, mais vous n'aurez pas la lumière, vous n'aurez pas les lieux où Cézanne a travaillé. Ça c'est la particularité, c'est la spécificité. Alors évidemment, on ne peut pas non plus faire tous les ans une exposition Cézanne. C'est matériellement impossible et on s'y épuiserait évidemment. Par contre, lorsque ça se présente, il faut tout mettre en œuvre, il faut que tout se fasse pour que ce soit un succès. Et ce succès, on l'envisage entre 350 et 450 000 visiteurs pour une raison très simple, c'est que les murs du Musée Granet ne sont pas extensibles, et que donc on ne pourra pas accueillir, dans la période donnée, c'est-à-dire un peu plus de 100 jours, 107 jours, si je me je ne me trompe pas, jusqu'à 450 000 visiteurs, ça sera exceptionnel ! D'autant que, comme vous le savez, depuis 2006, depuis 2009, les conditions de sécurité ont changé. Là, nous sommes confrontés à des réalités que nous n'avions pas en 2006, que nous n'avions pas en 2009 notamment, ou encore en 2013 pour la capitale européenne de la culture avec le Grand Atelier du Midi. Donc, c'est un événement exceptionnel dont il faut prendre toute la mesure, mesurer cette importance capitale pour le territoire. Et on aime à le répéter, mais il faut le répéter encore. On avait fait des études en 2006, en 2009, en 2013, pour 1 € investi, ça rapporte entre 7 et 10 € au territoire. Merci de votre attention.

[Applaudissements]

MME PRIOUX VIDAL - Juste pour vous dire, Michel FRAISSET est arrivé, il gère les Carrières de Bibémus qui seront ouvertes aussi au public à l'été 25, et je crois qu'une étude d'impact sur l'année Cézanne 2025 en lien avec l'Office du Tourisme et la CCI, sera produite à l'issue de cette année, pour qu'on puisse bien mesurer à l'échelle Aixoise, ce que ce type d'événement peut rapporter en effet au territoire. Merci de votre écoute.

MME LE MAIRE – Donc c'est Michel qui démarre ? Je n'ai pas compris ?

MME PRIOUX VIDAL - Non, non on a fini.

MME LE MAIRE - Très bien et bien merci beaucoup, merci beaucoup à tous les deux.

07.10

RAPPORTEUR : Madame Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE
Politique Publique : 07-DEVELOPPEMENT CULTUREL ET ARTISTIQUE
OBJET : CONVENTION DE PARTENARIAT TYPE AVEC LES COMITES D'ENTREPRISE DANS LE CADRE DE L'EXPOSITION CEZANNE AU JAS DE BOUFFAN- Décision du Conseil

Mes Chers Collègues,
Inauguré en 1838, le Musée Granet labellisé *« musée de France »* propose un parcours se développant sur plus de 4000 m², privilégiant le fonds des peintures et des sculptures. Près de 750 œuvres sont exposées offrant un vaste panorama de la création artistique depuis les primitifs et la Renaissance, jusqu'aux chefs-d'œuvre de l'art moderne et contemporain de l'exceptionnelle donation Philippe Meyer, dont des tableaux et sculptures d'Alberto Giacometti ainsi que des œuvres de Cézanne.
Le musée dispose par ailleurs d'un espace *Granet XXème*, à la chapelle des Pénitents blancs, joyau de l'architecture aixoise du XVIIe siècle, dotant ainsi le Musée Granet de plus de 700 m² d'espaces d'exposition supplémentaires et abritant actuellement la collection *« Jean Planque »* et ses chefs d'œuvre (Picasso, de Staël, Braque, Léger…).
En parallèle, le musée organise des expositions d'envergure internationale, pouvant accueillir plusieurs centaines de milliers de visiteurs.
Afin de rendre accessibles ses collections et l'accès à ses collections à un public le plus large possible, le Musée Granet développe depuis plusieurs années des offres à l'attention des comités sociaux et économiques au sein des entreprises du secteur privé.
Les conditions et tarifs sont définis par délibération du Conseil Municipal de la Ville d'Aix- en-Provence et peuvent varier en fonction des expositions. Dans le cadre de l'exposition Cézanne au Jas de Bouffan qui se tiendra du 28 juin au 12 octobre 2025 et compte tenu de la gestion de la vente de la billetterie individuelle par l'Office de Tourisme de la Ville d'Aix-en-Provence, il est proposé de mettre en place des conventions spécifiques avec chacun des partenaires intéressés, avec un mode de gestion facilitateur et permettant de prendre en compte toutes les demandes formulées d'ici le démarrage de l'exposition.
En conséquence, Mes Chers Collègues, je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** la convention type annexée au présent rapport à destination des comités sociaux et économiques ;
- **AUTORISER** Madame le Maire ou son représentant à signer les conventions qui seront réalisées dans ce cadre ainsi que l'ensemble des documents afférents à cette opération

.Présents et représentés : 55
Présents : 42

Abstentions	:	0
Non participation	:	0
Suffrages Exprimés	:	55
Pour	:	55
Contre	:	0

Ont voté contre : NÉANT.
Se sont abstenus : NÉANT.
N'ont pas pris part au vote : NÉANT
Ont signé Sophie JOISSAINS, Maire Président de séance
OBJET : CONVENTION ENTRE LA CAISSE D'ENTRAIDE DU PERSONNEL MUNICIPAL ET LES MUSÉES DE LA VILLE D'AIX-EN-PROVENCE
Étaient Présents :
Monsieur Jonathan AMIACH, Madame Dominique AUGEY, Madame Béatrice BENDELE, Monsieur Fathi BENJILALI, Madame Kayané BIANCO, Madame Brigitte BILLOT, Madame Odile BONTHOUX, Monsieur Jacques BOUDON, Madame Joëlle CANUET, Monsieur Rémi CAPEAU, Monsieur Pierre-Emmanuel CASANOVA, Monsieur Eric CHEVALIER, Madame Agnès DAURES, Madame Brigitte DEVESA, Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI, Monsieur Cyril DI MEO, Monsieur Sylvain DIJON, Monsieur Laurent DILLINGER, Monsieur Jean-François DUBOST, Madame Frédérique DUMICHEL, Monsieur Marc FERAUD, Monsieur Jean-Christophe GRUVEL, Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Emmanuel HENRY, Madame Elisabeth HUARD, Madame Claudie HUBERT, Madame Amandine JANER, Madame Sophie JOISSAINS, Monsieur Salah-Eddine KHOUIEL, Monsieur Philippe KLEIN, Madame Perrine MEGGIATO, Monsieur Alain PARRA, Madame Anne-Laurence PETEL, Madame Josy PIGNATEL, Madame Laure SCANDOLERA, Madame Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE, Monsieur Francis TAULAN, Madame Solène TRIVIDIC, Monsieur Jean-Louis VINCENT, Madame Fabienne VINCENTI, Monsieur Michael ZAZOUN, Madame Karima ZERKANI-RAYNAL.
Excusés avec pouvoir donné conformément aux dispositions de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :
Monsieur Ravi ANDRE à Madame Frédérique DUMICHEL, Madame Laurence ANGELETTI à Monsieur Philippe KLEIN, Monsieur Moussa BENKACI à Monsieur Fathi BENJILALI, Monsieur Pierre-Paul CALENDINI à Madame Josy PIGNATEL, Madame Françoise COURANJOU à Madame Dominique AUGEY, Madame Aliénor COUTIAUX-LACLADERE à Madame Perrine MEGGIATO, Monsieur Gilles DONATINI à Monsieur Laurent DILLINGER, Madame Stéphanie FERNANDEZ à Madame Brigitte BILLOT, Madame Sophie MEYNET DE CACQUERAY à Madame Béatrice BENDELE, Madame Arlette OLLIVIER à Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Marc PENA à Madame Claudie HUBERT, Monsieur Pierre SPANO à Madame Agnès DAURES, Madame Françoise TERME à Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI.
Excusés sans pouvoir :
NÉANT
Secrétaire : Monsieur Rémi CAPEAU
Madame Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE donne lecture du rapport ci-joint

---

MME LE MAIRE - Et donc on poursuit sur le 07.10, Marie-Pierre.

MME SICARD DESNUELLE - Alors c'est vrai qu'après cette envolée avec mes amis Michel, Christelle et Bruno, on a fait rêver de ce qui va se passer. Les autres délibérations vont vous paraître peut-être un peu plus banales. Mais bon, il faut les passer, et je pense c'est quand même intéressant.

Alors la première, c'est une convention de partenariat avec les comités d'entreprise. Vous savez que depuis plusieurs années, il y a des offres à l'attention des comités sociaux et économiques au sein des entreprises du secteur privé, donc il doit y avoir des conventions. C'est l'objet de la délibération 07.10.

07.11

RAPPORTEUR : Madame Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE
Politique Publique : 07-DEVELOPPEMENT CULTUREL ET ARTISTIQUE
OBJET : CONVENTION ENTRE LA CAISSE D'ENTRAIDE DU PERSONNEL MUNICIPAL ET LES MUSÉES DE LA VILLE D'AIX-EN-PROVENCE- Décision du Conseil

Mes Chers Collègues,
La Caisse d'Entraide est une association loi 1901, créée en 1955 à l'initiative d'agents municipaux appartenant à différents syndicats représentatifs de la Ville, dans une volonté d'entraide et de solidarité.
Elle met en place des aides pour accompagner ses adhérents dans toutes les étapes de leur vie (gardes d'enfant, séjours jeunes, bourses scolaires, événements familiaux, secours exceptionnels…) mais aussi une offre de prestations attractive en matière culturelle, sportive et de loisir.
Les musées de la Ville d'Aix-en-Provence, Musée Granet, Musées du Pavillon Vendôme, des Tapisseries et du Vieil Aix, présentent des collections permanentes riches du patrimoine aixois, dans des lieux remarquables de la ville, et organisent régulièrement des expositions exceptionnelles et innovantes, mêlant différents arts et artistes, permettant de répondre à un large spectre de sensibilités.
L'objectif est toujours de rendre accessible l'accès à la culture à un public le plus large possible. Pour se faire, depuis plusieurs années, des offres à l'attention des comités sociaux et économiques au sein des entreprises du secteur privé sont développées, pour favoriser la communication auprès de leurs adhérents.
Il est donc logiquement proposé de mettre en place une politique tarifaire spécifique en faveur des adhérents de la Caisse d'Entraide du Personnel Municipal, qui pourront bénéficierde tarifs réduits toute l'année et pendant l'année Cézanne, dans le respect des conditions et tarifs délibérés par le Conseil Municipal.

En conséquence, Mes Chers Collègues, je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** la convention annexée au présent rapport entre la Caisse d'Entraide du Personnel Municipal et les musées de la Ville d'Aix-en-Provence ;
- **AUTORISER** Madame le Maire ou son représentant à signer la convention annexée ainsi que l'ensemble des documents afférents à cette opération.

Présents et représentés	:	55
Présents	:	42
Abstentions	:	0
Non participation	:	0
Suffrages Exprimés	:	55
Pour	:	55
Contre	:	0

Ont voté contre : NÉANT.

Se sont abstenus : NÉANT.
N'ont pas pris part au vote : NÉANT

Le Conseil Municipal a Adopté à l'unanimité le rapport qui précède.

Ont signé Sophie JOISSAINS, Maire Président de séance
OBJET : CONVENTION-CADRE RELATIVE À LA COORGANISATION D'EXPOSITIONS TEMPORAIRES ENTRE LA RÉUNION DES MUSÉES NATIONAUX - GRAND PALAIS DES CHAMPS ELYSÉES ET LE MUSÉE GRANET
Étaient Présents :
Monsieur Jonathan AMIACH, Madame Dominique AUGEY, Madame Béatrice BENDELE, Monsieur Fathi BENJILALI, Madame Kayané BIANCO, Madame Brigitte BILLOT, Madame Odile BONTHOUX, Monsieur Jacques BOUDON, Madame Joëlle CANUET, Monsieur Rémi CAPEAU, Monsieur Pierre-Emmanuel CASANOVA, Monsieur Eric CHEVALIER, Madame Agnès DAURES, Madame Brigitte DEVESA, Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI, Monsieur Cyril DI MEO, Monsieur Sylvain DIJON, Monsieur Laurent DILLINGER, Monsieur Jean-François DUBOST, Madame Frédérique DUMICHEL, Monsieur Marc FERAUD, Monsieur Jean-Christophe GRUVEL, Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Emmanuel HENRY, Madame Elisabeth HUARD, Madame Claudie HUBERT, Madame Amandine JANER, Madame Sophie JOISSAINS, Monsieur Salah-Eddine KHOUIEL, Monsieur Philippe KLEIN, Madame Perrine MEGGIATO, Monsieur Alain PARRA, Madame Anne-Laurence PETEL, Madame Josy PIGNATEL, Madame Laure SCANDOLERA, Madame Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE, Monsieur Francis TAULAN, Madame Solène TRIVIDIC, Monsieur Jean-Louis VINCENT, Madame Fabienne VINCENTI, Monsieur Michael ZAZOUN, Madame Karima ZERKANI-RAYNAL.
Excusés avec pouvoir donné conformément aux dispositions de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :
Monsieur Ravi ANDRE à Madame Frédérique DUMICHEL, Madame Laurence ANGELETTI à Monsieur Philippe KLEIN, Monsieur Moussa BENKACI à Monsieur Fathi BENJILALI, Monsieur Pierre-Paul CALENDINI à Madame Josy PIGNATEL, Madame Françoise COURANJOU à Madame Dominique AUGEY, Madame Aliénor COUTIAUX-LACLADERE à Madame Perrine MEGGIATO, Monsieur Gilles DONATINI à Monsieur Laurent DILLINGER, Madame Stéphanie FERNANDEZ à Madame Brigitte BILLOT, Madame Sophie MEYNET DE CACQUERAY à Madame Béatrice BENDELE, Madame Arlette OLLIVIER à Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Marc PENA à Madame Claudie HUBERT, Monsieur Pierre SPANO à Madame Agnès DAURES, Madame Françoise TERME à Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI.
Excusés sans pouvoir :
NEANT
Secrétaire : Monsieur Rémi CAPEAU

07.12

RAPPORTEUR : Madame Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE
Politique Publique : 07-DEVELOPPEMENT CULTUREL ET ARTISTIQUE
OBJET : CONVENTION-CADRE RELATIVE À LA COORGANISATION D'EXPOSITIONS TEMPORAIRES ENTRE LA RÉUNION DES MUSÉES NATIONAUX - GRAND PALAIS DES CHAMPS ELYSÉES ET LE MUSÉE GRANET- Décision du Conseil

Mes Chers Collègues,
Dans le cadre de la Saison Cézanne 2025, la Ville d'Aix-en-Provence et le Musée Granet organisent

une exposition internationale intitulée "Cézanne au Jas de Bouffan", qui sera présentée sur près de 1 000 mètres carrés au sein du Musée Granet à Aix-en-Provence du 28 juin au 12 octobre 2025, et dont le commissariat est assuré par Bruno Ely, Directeur du Musée Granet, accompagné de Denis Coutagne, Président de la Société Paul Cézanne, ancien Directeur du Musée Granet et commissaire de l'exposition "Cézanne en Provence" en 2006.
Conçue conjointement à l'ouverture au public après restauration de deux sites cézanniens majeurs d'Aix-en-Provence que sont le Jas de Bouffan et l'Atelier des Lauves, cette exposition-événement s'inscrit dans une année 2025 consacrée par la Ville à Paul Cézanne qui inaugure ainsi le début d'une nouvelle ère cézannienne à Aix-en-Provence.
Cette exposition majeure et historique réunira environ 130 œuvres de l'artiste, dont des peintures à l'huile, des aquarelles et des dessins, provenant de nombreuses collections privées et publiques à travers le monde, avec une centaine de prêts provenant de musées tels que le Musée d'Orsay, le Petit Palais - Musée des Beaux-Arts de la Ville de Paris, la Galerie nationale de Prague, le Courtauld Institute de Londres, la Tate, le Getty LA, le MET, le MoMA, la Washington NGA, la Phillips Collection, le Kunstmuseum Basel, la Fondation Beyeler, et plusieurs musées Japonais afin de mener à bien ce projet international qui implique une collaboration étroite avec des partenaires culturels localisés principalement aux États-Unis, en Europe, en Suisse, en Angleterre et au Japon, et la gestion de nombreuses dépenses à l'étranger, nous avons souhaité nous associer avec le Grand Palais RMN dans le cadre d'une coopération culturelle nous permettant de collaborer à la mise en œuvre des aspects logistiques (transport, assurances, factures des prêteurs) et éditoriaux (catalogue) de l'exposition.
La Ville d'Aix-en-Provence et le Musée Granet avaient déjà pu bénéficier avec succès de l'expertise du Grand Palais RMN (anciennement Réunion des musées nationaux) lors de ses grandes expositions internationales consacrées à Cézanne en 2006, 2009 et 2013, et souhaite renouveler cette collaboration.

Je vous demande donc, Mes Chers Collègues, de bien vouloir :

- **APPROUVER** la convention annexée au présent rapport ;
- **AUTORISER** Madame le Maire ou l'élu délégué à signer la convention annexée ainsi que l'ensemble des documents afférents à cette opération

Présents et représentés	:	55
Présents	:	42
Abstentions	:	0
Non participation	:	0
Suffrages Exprimés	:	55
Pour	:	55
Contre	:	0

Ont voté contre : NÉANT.
Se sont abstenus : NÉANT.
N'ont pas pris part au vote : NÉANT

Ont signé Sophie JOISSAINS, Maire Président de séance
OBJET : CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE L'ASSOCIATION CULTURE DU CŒUR ET LE MUSÉE GRANET
Étaient Présents :
Monsieur Jonathan AMIACH, Madame Dominique AUGEY, Madame Béatrice BENDELE, Monsieur Fathi BENJILALI, Madame Kayané BIANCO, Madame Brigitte BILLOT, Madame

Odile BONTHOUX, Monsieur Jacques BOUDON, Madame Joëlle CANUET, Monsieur Rémi CAPEAU, Monsieur Pierre-Emmanuel CASANOVA, Monsieur Eric CHEVALIER, Madame Agnès DAURES, Madame Brigitte DEVESA, Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI, Monsieur Cyril DI MEO, Monsieur Sylvain DIJON, Monsieur Laurent DILLINGER, Monsieur Jean-François DUBOST, Madame Frédérique DUMICHEL, Monsieur Marc FERAUD, Monsieur Jean-Christophe GRUVEL, Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Emmanuel HENRY, Madame Elisabeth HUARD, Madame Claudie HUBERT, Madame Amandine JANER, Madame Sophie JOISSAINS, Monsieur Salah-Eddine KHOUIEL, Monsieur Philippe KLEIN, Madame Perrine MEGGIATO, Monsieur Alain PARRA, Madame Anne-Laurence PETEL, Madame Josy PIGNATEL, Madame Laure SCANDOLERA, Madame Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE, Monsieur Francis TAULAN, Madame Solène TRIVIDIC, Monsieur Jean-Louis VINCENT, Madame Fabienne VINCENTI, Monsieur Michael ZAZOUN, Madame Karima ZERKANI-RAYNAL.

Excusés avec pouvoir donné conformément aux dispositions de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Monsieur Ravi ANDRE à Madame Frédérique DUMICHEL, Madame Laurence ANGELETTI à Monsieur Philippe KLEIN, Monsieur Moussa BENKACI à Monsieur Fathi BENJILALI, Monsieur Pierre-Paul CALENDINI à Madame Josy PIGNATEL, Madame Françoise COURANJOU à Madame Dominique AUGEY, Madame Aliénor COUTIAUX-LACLADERE à Madame Perrine MEGGIATO, Monsieur Gilles DONATINI à Monsieur Laurent DILLINGER, Madame Stéphanie FERNANDEZ à Madame Brigitte BILLOT, Madame Sophie MEYNET DE CACQUERAY à Madame Béatrice BENDELE, Madame Arlette OLLIVIER à Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Marc PENA à Madame Claudie HUBERT, Monsieur Pierre SPANO à Madame Agnès DAURES, Madame Françoise TERME à Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI.

Excusés sans pouvoir :

NÉANT

Secrétaire : Monsieur Rémi CAPEAU

Madame Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE donne lecture du rapport ci-joint.

07.13

RAPPORTEUR : Madame Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE

Politique Publique : 07-DEVELOPPEMENT CULTUREL ET ARTISTIQUE

OBJET : CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE L'ASSOCIATION CULTURE DU CŒUR ET LE MUSÉE GRANET- Décision du Conseil

Mes Chers Collègues,

L'association « *Cultures du Cœur 13 »* et le Musée Granet de la Ville d'Aix-en-Provence s'appuient sur la conviction que l'accès aux productions, aux pratiques et aux équipements culturels, artistiques et de tourisme éducatif pour les publics en situation de précarité est essentiel. Le principe d'un égal accès de tous à la culture, au sport et aux loisirs permet de garantir l'exercice effectif de la citoyenneté. Cet accès s'inscrit dans un processus global et durable de formation du citoyen, de tissage du lien social, d'épanouissement de soi et, à fortiori, dans le cadre d'une politique d'insertion. Cela constitue un enjeu important de toute politique de lutte contre les exclusions.

« Cultures du Cœur » travaille en outre sur la diversité des pratiques culturelles et la capacité des publics isolés à investir des lieux qui leur semblent « interdits ». Là où certains proposent des soirées spécifiques, « Cultures du Cœur » défend, au contraire, la mixité des publics dans les lieux culturels pour donner la capacité aux personnes de retrouver confiance en eux en franchissant le seuil des théâtres, des musées, des salles de concerts…

Dans le cadre de ses activités, l'association sollicite les structures culturelles, « les partenaires », qui s'engagent à ouvrir leurs portes aux personnes en situation de grande précarité en mettant à leur

disposition des invitations et en proposant des actions de sensibilisation (visites, rencontres, débats, ateliers spécifiques). Parallèlement, l'association crée un réseau de structures sociales, « les relais », sur lequel elle s'appuie pour identifier le public bénéficiaire et lui faire part de l'offre proposée.Le Musée Granet inscrit son action dans une démarche encourageant les initiatives qui favorisent l'accès à la culture et aux arts pour tous et développe ses activités envers les publics du champ social. Les deux partenaires formalisent ainsi leur partenariat au travers d'une convention définissant leurs engagements réciproques.
Je vous demande donc, Mes Chers Collègues, de bien vouloir :

- **APPROUVER** la convention annexée au présent rapport ;
- **AUTORISER** Madame le Maire ou l'adjoint déléguée à signer la convention annexée ainsi que l'ensemble des documents afférents à cette opération ;

Présents et représentés	:	55
Présents	:	42
Abstentions	:	0
Non participation	:	0
Suffrages Exprimés	:	55
Pour	:	55
Contre	:	0

Ont voté contre : NÉANT.
Se sont abstenus : NÉANT.
N'ont pas pris part au vote : NÉANT

Ont signé Sophie JOISSAINS, Maire Président de séance
OBJET : CONVENTION DE MÉCÉNAT ENTRE LA SOCIÉTÉ MILA MODULAIRE ET LE MUSÉE GRANET
Étaient Présents :
Monsieur Jonathan AMIACH, Madame Dominique AUGEY, Madame Béatrice BENDELE, Monsieur Fathi BENJILALI, Madame Kayané BIANCO, Madame Brigitte BILLOT, Madame Odile BONTHOUX, Monsieur Jacques BOUDON, Madame Joëlle CANUET, Monsieur Rémi CAPEAU, Monsieur Pierre-Emmanuel CASANOVA, Monsieur Eric CHEVALIER, Madame Agnès DAURES, Madame Brigitte DEVESA, Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI, Monsieur Cyril DI MEO, Monsieur Sylvain DIJON, Monsieur Laurent DILLINGER, Monsieur Jean-François DUBOST, Madame Frédérique DUMICHEL, Monsieur Marc FERAUD, Monsieur Jean-Christophe GRUVEL, Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Emmanuel HENRY, Madame Elisabeth HUARD, Madame Claudie HUBERT, Madame Amandine JANER, Madame Sophie JOISSAINS, Monsieur Salah-Eddine KHOUIEL, Monsieur Philippe KLEIN, Madame Perrine MEGGIATO, Monsieur Alain PARRA, Madame Anne-Laurence PETEL, Madame Josy PIGNATEL, Madame Laure SCANDOLERA, Madame Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE, Monsieur Francis TAULAN, Madame Solène TRIVIDIC, Monsieur Jean-Louis VINCENT, Madame Fabienne VINCENTI, Monsieur Michael ZAZOUN, Madame Karima ZERKANI-RAYNAL.
Excusés avec pouvoir donné conformément aux dispositions de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :
Monsieur Ravi ANDRE à Madame Frédérique DUMICHEL, Madame Laurence ANGELETTI à Monsieur Philippe KLEIN, Monsieur Moussa BENKACI à Monsieur Fathi BENJILALI, Monsieur Pierre-Paul CALENDINI à Madame Josy PIGNATEL, Madame Françoise COURANJOU à Madame Dominique AUGEY, Madame Aliénor COUTIAUX-LACLADERE à Madame Perrine

MEGGIATO, Monsieur Gilles DONATINI à Monsieur Laurent DILLINGER, Madame Stéphanie FERNANDEZ à Madame Brigitte BILLOT, Madame Sophie MEYNET DE CACQUERAY à Madame Béatrice BENDELE, Madame Arlette OLLIVIER à Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Marc PENA à Madame Claudie HUBERT, Monsieur Pierre SPANO à Madame Agnès DAURES, Madame Françoise TERME à Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI.
Excusés sans pouvoir :
NÉANT
Secrétaire : Monsieur Rémi CAPEAU
Madame Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE donne lecture du rapport ci-joint.

07.14

RAPPORTEUR : Madame Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE
Politique Publique : 07-DEVELOPPEMENT CULTUREL ET ARTISTIQUE
OBJET : CONVENTION DE MÉCÉNAT ENTRE LA SOCIÉTÉ MILA MODULAIRE ET LE MUSÉE GRANET- Décision du Conseil

Mes Chers Collègues,
Dans le cadre de l'organisation de l'exposition Cézanne au Jas de Bouffan du 28 juin au 12 octobre 2025, le Musée Granet attend plus de 300 000 visiteurs. Un événement d'une telle ampleur nécessite une organisation hors norme qui implique notamment un accueil pensé différemment.
A l'instar des grandes expositions passées (Cézanne Picasso en 2009, Le Grand Atelier du midi en 2013) des modulaires vont être positionnés sur la place St Jean de Malte afin d'accueillir les points d'informations accueil et les vestiaires notamment.
MILA Modulaire est un fabricant français de constructions modulaires sur-mesure, basé dans les Bouches-du-Rhône. L'entreprise conçoit des solutions modulaires pour optimiser les événements, en déployant une offre sur mesure pour des besoins qui peuvent être uniques. Les modules offrent une flexibilité qui permet d'adapter la configuration du modulaire à la réalisation de tous types d'événement.
Afin d'accompagner le Musée Granet de la Ville d'Aix-en-Provence dans cet événement exceptionnel, le partenaire met à disposition au travers d'une action de mécénat deux modulaires de respectivement 45m² et 8m² pour permettre d'accueillir un point d'information accueil, mais aussi un espace de travail dédié à la fois aux vestiaires visiteurs et à la gestion administrative des groupes et des catégories particulières de visiteurs. La convention de mécénat annexée décrit les conditions du soutien. La convention entre en vigueur à compter de la date de sa signature et est conclue pour une durée d'un an.
Je vous demande donc, Mes Chers Collègues, de bien vouloir :

- **APPROUVER** la convention annexée au présent rapport ;
- **AUTORISER** Madame le Maire ou l'adjoint délégué au mécénat à signer la convention annexée ainsi que l'ensemble des documents afférents à cette opération.

Présents et représentés	:	55
Présents	:	42
Abstentions	:	0
Non participation	:	0
Suffrages Exprimés	:	55
Pour	:	55
Contre	:	0

Ont voté contre : NÉANT.
Se sont abstenus : NÉANT.
N'ont pas pris part au vote : NÉANT

Ont signé Sophie JOISSAINS, Maire
OBJET : CONVENTION DE MÉCÉNAT ENTRE LA SOCIÉTÉ RESSOURCE ET LE MUSÉE GRANET
Étaient Présents :
Monsieur Jonathan AMIACH, Madame Dominique AUGEY, Madame Béatrice BENDELE, Monsieur Fathi BENJILALI, Madame Kayané BIANCO, Madame Brigitte BILLOT, Madame Odile BONTHOUX, Monsieur Jacques BOUDON, Madame Joëlle CANUET, Monsieur Rémi CAPEAU, Monsieur Pierre-Emmanuel CASANOVA, Monsieur Eric CHEVALIER, Madame Agnès DAURES, Madame Brigitte DEVESA, Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI, Monsieur Cyril DI MEO, Monsieur Sylvain DIJON, Monsieur Laurent DILLINGER, Monsieur Jean-François DUBOST, Madame Frédérique DUMICHEL, Monsieur Marc FERAUD, Monsieur Jean-Christophe GRUVEL, Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Emmanuel HENRY, Madame Elisabeth HUARD, Madame Claudie HUBERT, Madame Amandine JANER, Madame Sophie JOISSAINS, Monsieur Salah-Eddine KHOUIEL, Monsieur Philippe KLEIN, Madame Perrine MEGGIATO, Monsieur Alain PARRA, Madame Anne-Laurence PETEL, Madame Josy PIGNATEL, Madame Laure SCANDOLERA, Madame Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE, Monsieur Francis TAULAN, Madame Solène TRIVIDIC, Monsieur Jean-Louis VINCENT, Madame Fabienne VINCENTI, Monsieur Michael ZAZOUN, Madame Karima ZERKANI-RAYNAL.
Excusés avec pouvoir donné conformément aux dispositions de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :
Monsieur Ravi ANDRE à Madame Frédérique DUMICHEL, Madame Laurence ANGELETTI à Monsieur Philippe KLEIN, Monsieur Moussa BENKACI à Monsieur Fathi BENJILALI, Monsieur Pierre-Paul CALENDINI à Madame Josy PIGNATEL, Madame Françoise COURANJOU à Madame Dominique AUGEY, Madame Aliénor COUTIAUX-LACLADERE à Madame Perrine MEGGIATO, Monsieur Gilles DONATINI à Monsieur Laurent DILLINGER, Madame Stéphanie FERNANDEZ à Madame Brigitte BILLOT, Madame Sophie MEYNET DE CACQUERAY à Madame Béatrice BENDELE, Madame Arlette OLLIVIER à Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Marc PENA à Madame Claudie HUBERT, Monsieur Pierre SPANO à Madame Agnès DAURES, Madame Françoise TERME à Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI.
Excusés sans pouvoir :
NÉANT
Secrétaire : Monsieur Rémi CAPEAU
Madame Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE donne lecture du rapport ci-joint

---

07.15

RAPPORTEUR : Madame Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE
Politique Publique : 07-DEVELOPPEMENT CULTUREL ET ARTISTIQUE
OBJET : CONVENTION DE MÉCÉNAT ENTRE LA SOCIÉTÉ RESSOURCE ET LE MUSÉE GRANET- Décision du Conseil

Mes Chers Collègues,
Dans le cadre de l'organisation de l'exposition Cézanne au Jas de Bouffan du 28 juin au 12 octobre 2025, environ 800 m² d'exposition seront consacrés par le Musée Granet au peintre aixois.
Ressource est une maison d'édition de peinture et de papier peint familiale indépendante, héritière d'un savoir-faire artisanal depuis les années 40. Toutes les peintures et papiers peints Ressource,

sans exception, sont fabriqués en France dans les ateliers de la Maison en Provence. Chacune des teintes Ressource est imaginée par son studio de création interne pour offrir une qualité de nuance exceptionnelle. Développées ensuite dans son laboratoire, les teintes sont adaptées aux différentes finitions intérieures et extérieures. En 2018, Ressource est labellisée EPV, Entreprise du Patrimoine Vivant. Ce label d'Etat garantit la reconnaissance des savoir-faire d'exception liés aux activités manufacturières emblématiques du patrimoine de la France.
Afin d'accompagner le Musée Granet de la Ville d'Aix-en-Provence dans cet événement exceptionnel qu'est l'exposition consacrée au peintre considéré comme le père de l'art moderne, Ressource fournit au travers d'une action de mécénat la peinture pour l'intégralité des salles d'exposition, soit pour couvrir l'ensemble des murs répartis entre 3 salles d'exposition au rez-de-chaussée, l'escalier, 9 salles d'expositions à l'étage ainsi qu'un palier au 1er étage.
La convention de mécénat annexée décrit les conditions du soutien. La convention entre en vigueur à compter de la date de sa signature et est conclue pour la durée de l'exposition, soit jusqu'au 12 octobre 2025 inclus.
Je vous demande donc, Mes Chers Collègues, de bien vouloir :

- **APPROUVER** la convention annexée au présent rapport ;
- **AUTORISER** Madame le Maire ou l'élu délégué à signer la convention annexée ainsi que l'ensemble des documents afférents à cette opération.

Présents et représentés	:	55
Présents	:	42
Abstentions	:	0
Non participation	:	0
Suffrages Exprimés	:	55
Pour	:	55
Contre	:	0

Ont voté contre : NÉANT.
Se sont abstenus : NÉANT.
N'ont pas pris part au vote : NÉANT

Ont signé Sophie JOISSAINS, Maire Président de séance
OBJET : CONVENTION TYPE AVEC LES BÉNÉFICIAIRES DE MISE A DISPOSITION D'ESPACES AU MUSÉE GRANET
Etaient Présents :
Monsieur Jonathan AMIACH, Madame Dominique AUGEY, Madame Béatrice BENDELE, Monsieur Fathi BENJILALI, Madame Kayané BIANCO, Madame Brigitte BILLOT, Madame Odile BONTHOUX, Monsieur Jacques BOUDON, Madame Joëlle CANUET, Monsieur Rémi CAPEAU, Monsieur Pierre-Emmanuel CASANOVA, Monsieur Eric CHEVALIER, Madame Agnès DAURES, Madame Brigitte DEVESA, Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI, Monsieur Cyril DI MEO, Monsieur Sylvain DIJON, Monsieur Laurent DILLINGER, Monsieur Jean-François DUBOST, Madame Frédérique DUMICHEL, Monsieur Marc FERAUD, Monsieur Jean-Christophe GRUVEL, Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Emmanuel HENRY, Madame Elisabeth HUARD, Madame Claudie HUBERT, Madame Amandine JANER, Madame Sophie JOISSAINS, Monsieur Salah-Eddine KHOUIEL, Monsieur Philippe KLEIN, Madame Perrine MEGGIATO, Monsieur Alain PARRA, Madame Anne-Laurence PETEL, Madame Josy PIGNATEL, Madame Laure SCANDOLERA, Madame Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE, Monsieur Francis TAULAN, Madame Solène TRIVIDIC, Monsieur Jean-Louis VINCENT, Madame Fabienne VINCENTI, Monsieur Michael ZAZOUN, Madame Karima ZERKANI-RAYNAL.

Excusés avec pouvoir donné conformément aux dispositions de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :
Monsieur Ravi ANDRE à Madame Frédérique DUMICHEL, Madame Laurence ANGELETTI à Monsieur Philippe KLEIN, Monsieur Moussa BENKACI à Monsieur Fathi BENJILALI, Monsieur Pierre-Paul CALENDINI à Madame Josy PIGNATEL, Madame Françoise COURANJOU à Madame Dominique AUGEY, Madame Aliénor COUTIAUX-LACLADERE à Madame Perrine MEGGIATO, Monsieur Gilles DONATINI à Monsieur Laurent DILLINGER, Madame Stéphanie FERNANDEZ à Madame Brigitte BILLOT, Madame Sophie MEYNET DE CACQUERAY à Madame Béatrice BENDELE, Madame Arlette OLLIVIER à Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Marc PENA à Madame Claudie HUBERT, Monsieur Pierre SPANO à Madame Agnès DAURES, Madame Françoise TERME à Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI.
Excusés sans pouvoir :
NEANT
Secrétaire : Monsieur Rémi CAPEAU
Madame Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE donne lecture du rapport ci-joint.

07.16

RAPPORTEUR : Madame Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE
Politique Publique : 07-DEVELOPPEMENT CULTUREL ET ARTISTIQUE
OBJET : CONVENTION TYPE AVEC LES BÉNÉFICIAIRES DE MISE A DISPOSITION D'ESPACES AU MUSÉE GRANET- Décision du Conseil

Mes Chers Collègues,
Inauguré en 1838, le Musée Granet labellisé *« musée de France »* propose un parcours se développant sur plus de 4000 m², privilégiant le fonds des peintures et des sculptures. Près de 750 œuvres sont exposées offrant un vaste panorama de la création artistique depuis les primitifs et la Renaissance, jusqu'aux chefs-d'œuvre de l'art moderne et contemporain de l'exceptionnelle donation Philippe Meyer, dont des tableaux et sculptures d'Alberto Giacometti ainsi que des œuvres de Cézanne.
Le musée dispose par ailleurs d'un espace *Granet XXème*, à la chapelle des Pénitents blancs, joyau de l'architecture aixoise du XVIIe siècle, dotant ainsi le Musée Granet de plus de 700 m² d'espaces d'exposition supplémentaires et abritant actuellement la collection *« Jean Planque »* et ses chefs d'œuvre (Picasso, de Staël, Braque, Léger…).
En parallèle, le musée organise des expositions d'envergure internationale, pouvant accueillir plusieurs centaines milliers de visiteurs.
Afin de rendre accessibles ses collections et l'accès à ses collections à un public le plus large possible, le Musée Granet met à disposition des espaces permettant à des structures privées, associatifs ou publiques d'organiser des événements en lien avec la visite des collections permanentes ou expositions du musée par un médiateur du Musée. Les conditions et tarifs sont définis par délibération du Conseil Municipal de la Ville d'Aix- en-Provence et peuvent varier en fonction des expositions présentées lors de la mise à disposition d'espaces.
Les mises à disposition sont subordonnées à la disponibilité demandée et du personnel nécessaire, ainsi qu'aux contraintes de service et de programmation culturelle.
La mise à disposition n'est pas possible au bénéfice d'une personne physique dans le cadre d'événement d'ordre privé (mariage, anniversaire…).
Les exonérations ne peuvent être accordées que sous réserve de l'accord préalable du Maire d'Aix-en-Provence dans les limites fixées suivantes :

- aucune exonération n'est possible si la réalisation de l'objet de l'occupation donne lieu à des recettes dans le cadre d'actes commerciaux,
- aucune exonération n'est possible pour les sociétés commerciales,

- l'exonération ne peut bénéficier qu'à des associations ou à des acteurs ou institutions partenaires de la ville ayant un caractère culturel, social ou humanitaire et/ou en lien avec une activité soutenue par la ville d'Aix-en-Provence, à des structures relevant de l'économie sociale et solidaire.

Il est également précisé que le bénéficiaire de la mise à disposition qui fait appel à des sociétés extérieures (événementiel, traiteur…) doit obtenir l'autorisation préalable et expresse du musée de la Ville d'Aix-en-Provence.
Toute mise à disposition fera l'objet d'une formalisation précisant les conditions de mise à disposition à travers une convention entre les deux parties.
Le bénéficiaire de la prestation peut faire appel au traiteur de son choix et un prestataire en événementiel. Ce dernier devra avoir pris contact avec un responsable de l'espace mis à disposition et pris connaissance des consignes de sécurité propres aux établissements recevant du public et des contraintes propres à l'espace mis à disposition tel que mentionné dans la convention type proposée.
Les frais afférents à toute prestation en dehors de la mise à disposition de l'espace seront à la charge directe et unique du bénéficiaire de la mise à disposition.
Une convention type permettant de préciser les engagements du bénéficiaire est proposée.

En conséquence, Mes Chers Collègues, je vous demande de bien vouloir :

-**APPROUVER** la convention type de mise à disposition des espaces annexée au présent rapport ;

- **AUTORISER** Madame le Maire ou son représentant à signer les conventions qui seront réalisées dans ce cadre ainsi que l'ensemble des documents afférents à cette opération.

Présents et représentés	:	55
Présents	:	42
Abstentions	:	0
Non participation	:	0
Suffrages Exprimés	:	55
Pour	:	55
Contre	:	0

Ont voté contre : NÉANT.
Se sont abstenus : NÉANT.
N'ont pas pris part au vote : NÉANT

Ont signé Sophie JOISSAINS, Maire Président de séance
OBJET : AVENANT N°2 A LA CONVENTION DE DÉPÔT DES ŒUVRES DE LA FONDATION JEAN ET SUZANNE PLANQUE AU MUSÉE GRANET D'AIX-EN-PROVENCE
Étaient Présents :
Monsieur Jonathan AMIACH, Madame Dominique AUGEY, Madame Béatrice BENDELE, Monsieur Fathi BENJILALI, Madame Kayané BIANCO, Madame Brigitte BILLOT, Madame Odile BONTHOUX, Monsieur Jacques BOUDON, Madame Joëlle CANUET, Monsieur Rémi CAPEAU, Monsieur Pierre-Emmanuel CASANOVA, Monsieur Eric CHEVALIER, Madame Agnès DAURES, Madame Brigitte DEVESA, Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI, Monsieur Cyril DI MEO, Monsieur Sylvain DIJON, Monsieur Laurent DILLINGER, Monsieur Jean-François DUBOST, Madame Frédérique DUMICHEL, Monsieur Marc FERAUD, Monsieur Jean-Christophe GRUVEL, Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Emmanuel HENRY, Madame Elisabeth HUARD, Madame Claudie HUBERT, Madame Amandine JANER, Madame Sophie JOISSAINS, Monsieur Salah-Eddine KHOUIEL, Monsieur Philippe KLEIN, Madame Perrine

MEGGIATO, Monsieur Alain PARRA, Madame Anne-Laurence PETEL, Madame Josy PIGNATEL, Madame Laure SCANDOLERA, Madame Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE, Monsieur Francis TAULAN, Madame Solène TRIVIDIC, Monsieur Jean-Louis VINCENT, Madame Fabienne VINCENTI, Monsieur Michael ZAZOUN, Madame Karima ZERKANI-RAYNAL.

Excusés avec pouvoir donné conformément aux dispositions de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Monsieur Ravi ANDRE à Madame Frédérique DUMICHEL, Madame Laurence ANGELETTI à Monsieur Philippe KLEIN, Monsieur Moussa BENKACI à Monsieur Fathi BENJILALI, Monsieur Pierre-Paul CALENDINI à Madame Josy PIGNATEL, Madame Françoise COURANJOU à Madame Dominique AUGEY, Madame Aliénor COUTIAUX-LACLADERE à Madame Perrine MEGGIATO, Monsieur Gilles DONATINI à Monsieur Laurent DILLINGER, Madame Stéphanie FERNANDEZ à Madame Brigitte BILLOT, Madame Sophie MEYNET DE CACQUERAY à Madame Béatrice BENDELE, Madame Arlette OLLIVIER à Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Marc PENA à Madame Claudie HUBERT, Monsieur Pierre SPANO à Madame Agnès DAURES, Madame Françoise TERME à Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI.

Excusés sans pouvoir :

NÉANT

Secrétaire : Monsieur Rémi CAPEAU

Madame Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE donne lecture du rapport ci-joint.

07.17

RAPPORTEUR : Madame Marie-Pierre SICARD – DESNUELLE

Politique Publique : 07-DEVELOPPEMENT CULTUREL ET ARTISTIQUE

OBJET : AVENANT N°2 A LA CONVENTION DE DÉPÔT DES ŒUVRES DE LA FONDATION JEAN ET SUZANNE PLANQUE AU MUSEE GRANET D'AIX-EN-PROVENCE- Décision du Conseil

Mes Chers Collègues,

Depuis 2011, le Musée Granet de la Ville d'Aix-en-Provence accueille la collection Planque, qui rassemble plusieurs centaines de peintures, dessins et sculptures depuis les impressionnistes et post impressionnistes jusqu'aux artistes majeurs du XXème siècle dans son annexe, à la Chapelle des Pénitents Blancs, place Jean Boyer.

Par convention en date du 29 juillet 2010 votée par le bureau communautaire de la communauté du Pays d'Aix-en-Provence le 22 juillet 2010 par délibération 2010_B390, la Fondation Jean et Suzanne Planque a en effet mis en dépôt pour une durée de quinze ans à la Communauté d'agglomération du Pays d'Aix, cet ensemble d'œuvres d'art.

Cette convention a fait l'objet d'un avenant en date du 12 mars 2018 relatif à la substitution de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix dans l'ensemble de ses droits et obligations tels que fixés dans la convention signée le 29 juillet 2010 par la Ville d'Aix-en-Provence. Cet avenant a fait l'objet d'une délibération n°DL.2018-101 votée au Conseil Municipal de la Ville d'Aix-en-Provence le 12 mars 2018.

Le présent avenant a pour objet de définir les modalités de prise en charge des frais de déplacements des conservateurs et membres de la Fondation Planque dans le cadre du suivi de la collection jusqu'au terme de la convention conclue le 29 juillet 2010, qui interviendra le 28 février 2026, à la suite duquel les œuvres retourneront en Suisse.

En conséquence, Mes Chers Collègues, je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** l'avenant n°2 à la convention annexée au présent rapport ;
- **AUTORISER** Madame le Maire ou son représentant à signer la convention annexée ainsi

que l'ensemble des documents afférents à cette opération.

Présents et représentés	:	55
Présents	:	42
Abstentions	:	0
Non participation	:	0
Suffrages Exprimés	:	55
Pour	:	55
Contre	:	0

Ont voté contre : NÉANT.
Se sont abstenus : NÉANT.
N'ont pas pris part au vote : NÉANT

Ont signé Sophie JOISSAINS, Maire Président de séance
OBJET : RÈGLEMENT DE VISITE DU MUSÉE GRANET
Étaient Présents :
Monsieur Jonathan AMIACH, Madame Dominique AUGEY, Madame Béatrice BENDELE, Monsieur Fathi BENJILALI, Madame Kayané BIANCO, Madame Brigitte BILLOT, Madame Odile BONTHOUX, Monsieur Jacques BOUDON, Madame Joëlle CANUET, Monsieur Rémi CAPEAU, Monsieur Pierre-Emmanuel CASANOVA, Monsieur Eric CHEVALIER, Madame Agnès DAURES, Madame Brigitte DEVESA, Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI, Monsieur Cyril DI MEO, Monsieur Sylvain DIJON, Monsieur Laurent DILLINGER, Monsieur Jean-François DUBOST, Madame Frédérique DUMICHEL, Monsieur Marc FERAUD, Monsieur Jean-Christophe GRUVEL, Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Emmanuel HENRY, Madame Elisabeth HUARD, Madame Claudie HUBERT, Madame Amandine JANER, Madame Sophie JOISSAINS, Monsieur Salah-Eddine KHOUIEL, Monsieur Philippe KLEIN, Madame Perrine MEGGIATO, Monsieur Alain PARRA, Madame Anne-Laurence PETEL, Madame Josy PIGNATEL, Madame Laure SCANDOLERA, Madame Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE, Monsieur Francis TAULAN, Madame Solène TRIVIDIC, Monsieur Jean-Louis VINCENT, Madame Fabienne VINCENTI, Monsieur Michael ZAZOUN, Madame Karima ZERKANI-RAYNAL.
Excusés avec pouvoir donné conformément aux dispositions de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :
Monsieur Ravi ANDRE à Madame Frédérique DUMICHEL, Madame Laurence ANGELETTI à Monsieur Philippe KLEIN, Monsieur Moussa BENKACI à Monsieur Fathi BENJILALI, Monsieur Pierre-Paul CALENDINI à Madame Josy PIGNATEL, Madame Françoise COURANJOU à Madame Dominique AUGEY, Madame Aliénor COUTIAUX-LACLADERE à Madame Perrine MEGGIATO, Monsieur Gilles DONATINI à Monsieur Laurent DILLINGER, Madame Stéphanie FERNANDEZ à Madame Brigitte BILLOT, Madame Sophie MEYNET DE CACQUERAY à Madame Béatrice BENDELE, Madame Arlette OLLIVIER à Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Marc PENA à Madame Claudie HUBERT, Monsieur Pierre SPANO à Madame Agnès DAURES, Madame Françoise TERME à Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI.
Excusés sans pouvoir :
NÉANT
Secrétaire : Monsieur Rémi CAPEAU
Madame Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE donne lecture du rapport ci-joint

07.18

RAPPORTEUR : Madame Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE
Politique Publique : 07-DEVELOPPEMENT CULTUREL ET ARTISTIQUE
OBJET : RÈGLEMENT DE VISITE DU MUSÉE GRANET- Décision du Conseil

Mes Chers Collègues,
Le Musée Granet, musée des Beaux-Arts de la Ville d'Aix-en-Provence reconnu Musée de France, - en vertu de la loi du 4 janvier 2002 - assure une mission de service public consistant à conserver, préserver, exposer et faire la promotion aussi bien scientifique que pédagogique de ses collections permanentes, expositions temporaires, visites guidées et événements.
Il facilite l'accès à la culture au plus grand nombre de visiteurs et promeut la découverte du Patrimoine muséographique tant aixois que national et international par le biais de ses fonds permanents et d'expositions temporaires.
Sur l'année 2025, il recevra des centaines de milliers de visiteurs dans le cadre d'exposition Cézanne au Jas de Bouffan du 28 juin au 12 octobre.
Le personnel du musée a pour mission d'accueillir, de renseigner et de veiller au bon déroulement de la visite et des manifestations ainsi qu'à la sécurité des visiteurs, des biens et des bâtiments dans cet effort de préserver l'intégrité des œuvres et des locaux tout en favorisant une expérience agréable aux visiteurs.
Chaque visiteur est invité à respecter les mesures de protection et de sécurité mises en place, et à contribuer par ses gestes et ses actions aux bonnes conditions de visite.
Afin que ceci puisse être réalisé dans un cadre défini, un règlement de visite a été rédigé. Il vise à concilier la conservation du Patrimoine, l'accès au public et la sécurité des personnes et des biens en définissant notamment les conditions d'accès au musée, l'accessibilité, les règlesen matière de sécurité, sûreté, les modalités de fonctionnement des équipements mis à disposition, les règles de conduite.

En conséquence, Mes Chers Collègues, je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** le règlement de visite du Musée Granet annexé au présent rapport ;
- **DIRE** qu'il entrera en vigueur dès son approbation ;
- **AUTORISER** Madame le Maire ou son élu délégué à effectuer toute modification en fonction de l'évolution de la règlementation en vigueur.

Présents et représentés	:	55
Présents	:	42
Abstentions	:	0
Non participation	:	0
Suffrages Exprimés	:	55
Pour	:	55
Contre	:	0

Ont voté contre : NÉANT.
Se sont abstenus : NÉANT.
N'ont pas pris part au vote : NÉANT

Ont signé Sophie JOISSAINS, Maire Président de séance
OBJET : CONDITIONS GÉNÉRALES DE VENTE MUSÉE GRANET
Étaient Présents :

Monsieur Jonathan AMIACH, Madame Dominique AUGEY, Madame Béatrice BENDELE, Monsieur Fathi BENJILALI, Madame Kayané BIANCO, Madame Brigitte BILLOT, Madame Odile BONTHOUX, Monsieur Jacques BOUDON, Madame Joëlle CANUET, Monsieur Rémi CAPEAU, Monsieur Pierre-Emmanuel CASANOVA, Monsieur Eric CHEVALIER, Madame Agnès DAURES, Madame Brigitte DEVESA, Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI, Monsieur Cyril DI MEO, Monsieur Sylvain DIJON, Monsieur Laurent DILLINGER, Monsieur Jean-François DUBOST, Madame Frédérique DUMICHEL, Monsieur Marc FERAUD, Monsieur Jean-Christophe GRUVEL, Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Emmanuel HENRY, Madame Elisabeth HUARD, Madame Claudie HUBERT, Madame Amandine JANER, Madame Sophie JOISSAINS, Monsieur Salah-Eddine KHOUIEL, Monsieur Philippe KLEIN, Madame Perrine MEGGIATO, Monsieur Alain PARRA, Madame Anne-Laurence PETEL, Madame Josy PIGNATEL, Madame Laure SCANDOLERA, Madame Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE, Monsieur Francis TAULAN, Madame Solène TRIVIDIC, Monsieur Jean-Louis VINCENT, Madame Fabienne VINCENTI, Monsieur Michael ZAZOUN, Madame Karima ZERKANI-RAYNAL.

Excusés avec pouvoir donné conformément aux dispositions de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Monsieur Ravi ANDRE à Madame Frédérique DUMICHEL, Madame Laurence ANGELETTI à Monsieur Philippe KLEIN, Monsieur Moussa BENKACI à Monsieur Fathi BENJILALI, Monsieur Pierre-Paul CALENDINI à Madame Josy PIGNATEL, Madame Françoise COURANJOU à Madame Dominique AUGEY, Madame Aliénor COUTIAUX-LACLADERE à Madame Perrine MEGGIATO, Monsieur Gilles DONATINI à Monsieur Laurent DILLINGER, Madame Stéphanie FERNANDEZ à Madame Brigitte BILLOT, Madame Sophie MEYNET DE CACQUERAY à Madame Béatrice BENDELE, Madame Arlette OLLIVIER à Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Marc PENA à Madame Claudie HUBERT, Monsieur Pierre SPANO à Madame Agnès DAURES, Madame Françoise TERME à Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI.

Excusés sans pouvoir :

NÉANT

Secrétaire : Monsieur Rémi CAPEAU

Madame Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE donne lecture du rapport ci-joint.

07.19

RAPPORTEUR : Madame Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE

Politique Publique : 07-DEVELOPPEMENT CULTUREL ET ARTISTIQUE

OBJET : CONDITIONS GÉNÉRALES DE VENTE MUSÉE GRANET- Décision du Conseil

Mes Chers Collègues,

Afin d'accroître la lisibilité des offres de visite et de prestations du Musée Granet, des conditions générales de vente ont été définies.

Ces dernières concernent les ventes de billets individuels (visite libre et visite guidée) et de prestations (location audioguide), les ventes de billets de groupe et les abonnements, sur le site du Palais de Malte et de la Chapelle des Pénitents Blancs.

Des articles spécifiques sont dédiés aux conditions de vente dans le cadre de l'exposition Cézanne au Jas de Bouffan du 28 au 12 octobre 2025, la billetterie concernant les billets individuels de visite libre et visite guidée ayant été déléguée majoritairement à l'Office de Tourisme de la Ville d'Aix-en-Provence.

Les conditions décrivent à la fois le fonctionnement d'achat lors de la commande, les conditions d'utilisation et de validité du billet, les conditions d'annulation et de remboursement.

Les données seront mises à jour en fonction de la règlementation en vigueur.

En conséquence, Mes Chers Collègues, je vous demande de bien vouloir :

-**APPROUVER** les conditions générales de vente du Musée Granet annexées au présent rapport ;

-**DIRE** que les conditions générales de vente du Musée Granet annexées au présent rapport sont applicables dès leur approbation ;

- AUTORISER Madame le Maire ou son élu délégué à effectuer toute modification en fonction de l'évolution de la règlementation en vigueur et des contraintes techniques.

Présents et représentés	:	55
Présents	:	42
Abstentions	:	0
Non participation	:	0
Suffrages Exprimés	:	55
Pour	:	55
Contre	:	0

Ont voté contre : NÉANT.
Se sont abstenus : NÉANT.
N'ont pas pris part au vote : NÉANT

Ont signé Sophie JOISSAINS, Maire Président de séance

OBJET : PROGRAMMATION DES EXPOSITIONS DANS LES MUSÉES DE LA VILLE POUR L'ANNÉE 2025

Étaient Présents :

Monsieur Jonathan AMIACH, Madame Dominique AUGEY, Madame Béatrice BENDELE, Monsieur Fathi BENJILALI, Madame Kayané BIANCO, Madame Brigitte BILLOT, Madame Odile BONTHOUX, Monsieur Jacques BOUDON, Madame Joëlle CANUET, Monsieur Rémi CAPEAU, Monsieur Pierre-Emmanuel CASANOVA, Monsieur Eric CHEVALIER, Madame Agnès DAURES, Madame Brigitte DEVESA, Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI, Monsieur Cyril DI MEO, Monsieur Sylvain DIJON, Monsieur Laurent DILLINGER, Monsieur Jean-François DUBOST, Madame Frédérique DUMICHEL, Monsieur Marc FERAUD, Monsieur Jean-Christophe GRUVEL, Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Emmanuel HENRY, Madame Elisabeth HUARD, Madame Claudie HUBERT, Madame Amandine JANER, Madame Sophie JOISSAINS, Monsieur Salah-Eddine KHOUIEL, Monsieur Philippe KLEIN, Madame Perrine MEGGIATO, Monsieur Alain PARRA, Madame Anne-Laurence PETEL, Madame Josy PIGNATEL, Madame Laure SCANDOLERA, Madame Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE, Monsieur Francis TAULAN, Madame Solène TRIVIDIC, Monsieur Jean-Louis VINCENT, Madame Fabienne VINCENTI, Monsieur Michael ZAZOUN, Madame Karima ZERKANI-RAYNAL.

Excusés avec pouvoir donné conformément aux dispositions de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Monsieur Ravi ANDRE à Madame Frédérique DUMICHEL, Madame Laurence ANGELETTI à Monsieur Philippe KLEIN, Monsieur Moussa BENKACI à Monsieur Fathi BENJILALI, Monsieur Pierre-Paul CALENDINI à Madame Josy PIGNATEL, Madame Françoise COURANJOU à Madame Dominique AUGEY, Madame Aliénor COUTIAUX-LACLADERE à Madame Perrine MEGGIATO, Monsieur Gilles DONATINI à Monsieur Laurent DILLINGER, Madame Stéphanie FERNANDEZ à Madame Brigitte BILLOT, Madame Sophie MEYNET DE CACQUERAY à Madame Béatrice BENDELE, Madame Arlette OLLIVIER à Monsieur Sellam HADAOUI,

Monsieur Marc PENA à Madame Claudie HUBERT, Monsieur Pierre SPANO à Madame Agnès DAURES, Madame Françoise TERME à Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI.
Excusés sans pouvoir :
NEANT
Secrétaire : Monsieur Rémi CAPEAU
Madame Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE donne lecture du rapport ci-joint.

08.01

RAPPORTEUR : Madame Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE
Politique Publique : 08-VALORISATION DU PATRIMOINE
OBJET : PROGRAMMATION DES EXPOSITIONS DANS LES MUSÉES DE LA VILLE POUR L'ANNÉE 2025- Décision du Conseil

Mes Chers Collègues,
Comme chaque année, les musées de la Ville, présentent des expositions temporaires, qui se déploient au Musée du Pavillon de Vendôme, au Musée du Vieil Aix et au Musée des Tapisseries.
L'année 2025 qui sera consacrée au Maître aixois Paul Cézanne va faire rayonner nos musées et notre Ville au-delà des frontières.
Musée du Pavillon de Vendôme
- « Henri Dobler (1863 / 1941), Défenseur des Arts et des Lettres mais anti Cézannien. » du 7 février au 9 juin 2025
Poète, peintre, décorateur, écrivain, compositeur, Henri Dobler artiste est également collectionneur et donateur du Pavillon de Vendôme, dont il est le dernier propriétaire. De 1906, date d'acquisition de « sa maison de rêve », jusqu'à sa mort en 1941, il voue toute son énergie et son argent à la restitution du jardin et à l'embellissement du pavillon.
Homme des arts et des lettres il s'implique activement dans les diverses associations, musées et la défense du patrimoine d'Aix-en-Provence : président de la Société des Amis des Arts, secrétaire de la Commission du Musée Granet et de l'École des Beaux-Arts, membre de la Commission du Musée des Tapisseries, vice-président du Muséon Provençau, qui prit le nom de Musée du Vieil Aix. Il défend un art décoratif, illustratif et conservateur en opposition « à la sale peinture » dont il qualifie l'œuvre du peintre de la Sainte-Victoire. Vif opposant à Cézanne, il est en partie à l'origine du fait que le Musée Granet n'ai pu enrichir ses collections des œuvres du Maître d'Aix : «Et maintenant, sans rancune, mon cher Marcel (Provence), aimez votre Cézanne en toute paix, tout en me laissant à mon aise détester la formule d'art qu'il représente et que l'avenir, je l'espère, jugera. » (in H. Dobler, Six mois de journalisme indépendant en province, 1922, Aix, imprimerie Nicollet.)
L'avenir en a jugé, Cézanne est un génie, Henri Dobler est tombé dans l'oubli, mais nous lui rendons hommage pour avoir sauvé, préservé et donné à notre ville le Pavillon de Vendôme, trésor de l'architecture baroque.
Chaque salon du Pavillon de Vendôme est consacré à une thématique particulière de cet érudit aux mille facettes révélant ainsi toute la richesse et l'originalité d'Henri Dobler :
- Le collectionneur, le décorateur : reconstitution d'un salon du temps où il y habitait
- L'homme de lettres : poète, théoricien, illustrateur, relieur...
- Le paysagiste : configuration des jardins et du Pavillon de Vendôme
- Le défenseur des arts : implication dans la vie artistique et culturelle aixoise
- L'artiste : peintre, dessinateur, musicien, décorateur...
- L'ami des artistes : ami et collectionneur de ses contemporains, Ravaisou, Niollon, Milon, Gauthier, de Courcy…

L'ensemble des œuvres présentée fait partie des collections du Musée du Pavillon de Vendôme, cette exposition a été déjà montrée en 2012, et il était important de pouvoir la réactivée dans le cadre de l'année Cézanne 2025.

le coût total prévisionnel pour la réalisation de l'exposition « Henri Dobler (1863 / 1941), Défenseur des Arts et des Lettres mais anti Cézannien » s'élèvera à 4 300 € T.T.C

- **« L'expo des expos, Cézanne au Pavillon de Vendôme en 1956 et 1961 » - du 18 juin au 2 novembre 2025**

Le Musée du Pavillon de Vendôme restauré et ouvert au public en juillet 1954, a accueilli deux expositions magistrales de Cézanne en 1956 et en 1961.
L'exposition de 1956 dans le cadre du cinquantenaire de la mort de l'artiste s'est déroulée du 21 juillet au 15 août puis prolongée jusqu'au 29 août, au Pavillon de Vendôme, elle présentait 90 œuvres de Paul Cézanne : 66 peintures, 21 aquarelles et 3 dessins répartis entre le premier et le second étage (bureaux actuels, aujourd'hui inaccessibles au public pour des raisons sécuritaires).
Quant au rez-de-chaussée il était consacré à un hommage à Mozart avec un manuscrit de « Don Juan » dans le cadre du Festival d'Art Lyrique.
Cette exposition a été organisée en « urgence » sous l'impulsion et l'implication de Léo Marchutz (délibération du Conseil Municipal du 7 mars 1956) et s'est immiscée après bien des vicissitudes et des querelles de territoires entre celles de La Haye et de Zurich.
L'exposition de 1961**,** du 1er juillet au 15 août et prolongée jusqu'au 27 août, présentait 61 œuvres :
22 peintures, 20 aquarelles, 19 dessins.
Elle fut co-organisée avec la Ville de Vienne, où l'exposition se déployait dans une aile du Palais du Belvédère en amont.
Nous évoquerons ici plus spécifiquement un « faits divers » qui a défrayé la chronique et le monde de l'art :Dans la nuit du 12 au 13 août 1961, huit œuvres furent volées, dont « Les joueurs de cartes » du Musée du Louvre. Les cambrioleurs ont escaladé la façade du Pavillon de Vendôme et sont entrés par une fenêtre du 1er étage, alors que la conservatrice de l'époque Madame Martial-Salme, dormait dans ses appartements du second étage.
Les œuvres furent retrouvées en avril 1962 dans une 404 abandonnée suite à un appel anonyme !
En s'appuyant sur les photographies du Fonds Henry Ely, sur les articles de presse nationaux et internationaux, sur les archives, courriers, affiches, programmes, audiovisuelles, ainsi que par une « reconstitution » de certaines salles en photographie à l'échelle, nous documenterons cette aventure incroyable, et contextualiserons une époque révolue.
La réalité virtuelle permettra de s'immerger dans la salle du second étage aujourd'hui inaccessible dans laquelle les chefs d'œuvre cézanniens étaient présentés.
Sous le crayon de l'autrice Camille Lavaud Beniton, un journal sera édité à partir d'une sélection d'articles de presse de l'époque concernant cet incroyable vol ! Des panneaux reprenant les dessins de l'autrice formeront un parcours dans les jardins du Pavillon de Vendôme.
En partenariat avec les Rencontres du 9ème art.
Le coût total prévisionnel pour la réalisation de l'exposition « L'expo des expos, Cézanne au Pavillon de Vendôme en 1956 et 1961 » s'élèvera à 55 700 € T.T.C

- **« Hommage à Cezanne dans les collections des musées : Bioulès / Buraglio / Cueco / Surian, etc. » - du 15 novembre à fin février 2026**

L'enrichissement des collections des musées de la ville est une des missions essentielles des Musées de France, par le biais d'acquisitions ou de dons d'œuvres d'art. Elles représentent un intérêt particulier afin d'enrichir notre connaissance de l'histoire de notre cité et servir de support à des expositions temporaires ou permanentes.
Ainsi la Ville d'Aix au fil des années et des expositions constitue une collection d'œuvres d'artistes contemporains, dont certains sont imprégnés ou inspirés par le Maître d'Aix, génie de l'art moderne qui a bouleversé les codes et ouvert les champs de la création.
Des œuvres de Vincent Bioulès, de Pierre Buraglio, de Cueco, de Jean-Jacques Surian faisant partie des collections des musées de la Ville d'Aix-en-Provence, Musée Granet, Musée des Tapisseries, Musée du Pavillon de Vendôme seront rassemblées pour un hommage au Maître d'Aix.
Le coût total prévisionnel pour la réalisation de l'exposition « Hommage à Cézanne dans les collections des musées : Bioulès / Buraglio / Cueco / Surian » s'élèvera à 4 800 € T.T.C

Musée du Vieil Aix

- « Aix et Cézanne » – du 6 juin 2025 au 5 janvier 2026

« Moi vivant, aucun Cézanne n'entrera au musée » s'est ainsi exclamé vers 1900 Henri Pontier, le conservateur du musée Granet de l'époque…Aix, la belle endormie au tournant du 19ème et du 20ème se partage entre conservatisme et modernisme. Cézanne père de la peinture moderne, a été dans sa ville et au-delà, rejeté, incompris, malmené par certains. Cette exposition mettra en lumière ces antis -cézanniens, face aux défenseurs de la peinture moderne.

Le paysage artistique à l'époque où Cézanne commence à exercer son activité de peintre, c'est-à-dire entre les années 1860 et 1900, est encore largement marqué par la référence à l'Antique et à la Renaissance ; tout particulièrement dans les centres éloignés de la capitale, souvent plus conservateurs. C'est à cet académisme que se heurte Paul Cézanne à Aix-en- Provence.

La réception de ces œuvres et de sa démarche artistique est contrastée : il a quelques émules mais beaucoup de détracteurs, à commencer par Henri Dobler.

Ce néo-aixois originaire de Suisse est fort influent et il n'aura de cesse de nourrir une cabale contre Cézanne. Il en parlait même comme *« de la plus grande escroquerie du siècle ».*

Cézanne ne jouissait pas d'une réputation très favorable dans sa ville et ce pendant longtemps. Il faut attendre que Marcel Provence rachète l'atelier des Lauves en 1921, après 15 ans de désertion, pour que la fortune critique de l'artiste à Aix commence à évoluer. Fervent défenseur des traditions provençales, dans une perspective folkloriste et régionaliste, Provence travaille assidûment à promouvoir la connaissance de l'artiste en créant notamment la Société Paul Cézanne et en travaillant à préserver et enrichir les archives à son sujet.

Le Musée du Vieil Aix apparaît comme une vitrine de cette histoire en constituant ses collections tous azimuts, avec pour seul point commun d'être toutes plus ou moins liées à la Provence. En partie constituée dans les années 1920 et 1930, elles témoignent aujourd'hui de la période de réhabilitation aixoise de Paul Cézanne.

Aussi cette année 2025 sera l'opportunité pour ce musée en mutation, de s'interroger sur le rapport de la Ville d'Aix à son artiste fétiche Paul Cézanne.

Cette exposition présentera le contexte artistique et culturel aixois de la fin du XIXe et du début du XXe siècle, auxquels se confronte Cézanne lorsqu'il travaille à Aix : les salons, cercles de sociabilité, horizons d'attente... Dans ce cadre seront présentés aussi bien des artistes tenants de l'Académisme, les anti-cézaniens, ainsi que ses contemporains adeptes du plein airisme comme Joseph Ravaisou, Louis Gautier, Edouard Ducros ou Cyrille Rougier.

Le coût total prévisionnel pour la réalisation de l'exposition « Aix et Cézanne » s'élèvera à 31 000 € T.T.C

MUSÉE DES TAPISSERIES

- « Le fonds d'art textile contemporain » - du 7 décembre 2024 au 16 mars 2025

Le Musée des Tapisseries possède dans ses collections un riche fonds consacré aux textiles contemporains à la fin des années soixante-dix et durant les années quatre-vingt.

Une sélection des œuvres les plus emblématiques de ce fonds révélant les différentes facettes de cet art est proposée durant l'hiver.

Au-delà de la tapisserie murale traditionnelle, telles que les œuvres de Mario Prassinos ou de Michel Tourlière, l'art textile englobe la troisième dimension avec des œuvres de Daniel Graffin, Ziane Lerminiaux-Forest, le rapport à la structure, à la matière, à la texture, à l'architecture, de ce que l'on pourrait plus appeler de nos jours « installation », démontrent ainsi un éventail très large des différentes techniques et matériaux utilisés : cordes, coton, acétate, terre cuite, etc.Edward Baran, Cécile, Brocard, César, Roland-Jacques Galice, Jeanne Gerardin, Daniel Graffin, Jacqueline Guillermain, Ziane Lerminiaux-Forest, Marie Molinier, Mario Prassinos, Michel Tourlière, Robert Wogensky…

En complément de ce fonds historique de textiles contemporaines, des œuvres acquises plus récemment à des plasticiens contemporains utilisant le tissu ou le fil seront également présentées : Louis Cane, Claude Garanjoud, Carolle Bénitah, Corinne de Battista...

Le coût total pour la réalisation de l'exposition « Le fonds d'art textile contemporain » a été de

2 000 € T.T.C sur le budget 2024 et de 500 € T.T.C en 2025

- **« Patrice Cauchetier, Illusion et vérité du costume de scène » (titre provisoire) du 16 mai au 28 septembre 2025**

Créateur de costumes pour plus de deux cents spectacles de théâtre, d'opéra, et même de danse, Patrice Cauchetier s'y est illustré par le souci du détail, le raffinement des matières et des couleurs, la caractérisation des personnages de toutes époques et de tous styles, dont témoignent ses innombrables dessins. Saluées par la profession et par la critique, ses créations sont nourries par une connaissance intime de la période représentée, fondée sur des recherches minutieuses dans l'histoire de la scène, l'iconographie, voire le cinéma de ce temps, sans oublier la fréquentation des grands textes. Mais plutôt qu'une reconstitution figée, il s'attache à en retrouver la vitalité et les codes : qu'ils soient "historiques" ou contemporains, ses costumes sont conçus pour aider l'interprète à accéder à la vérité du personnage, ou selon ses mots, pour "modeler l'âme", à travers un jeu subtil d'inspirations et de transpositions.

Son nom reste en particulier attaché à deux grands metteurs en scène récemment disparus : Jean-Marie Villégier, qu'il a accompagné avec éclat, depuis *Atys* de Lully en 1987, dans la redécouverte de l'opéra baroque français, et Jean-Pierre Vincent, qu'il a suivi du Théâtre National de Strasbourg au Festival d'Avignon en passant par le Théâtre des Amandiers.

C'est avec ce dernier que commence également sa collaboration avec le Festival d'Aix-en- Provence pour deux productions de *Don Giovanni*, en 1976 et 1981. Il reviendra par la suite à Aix - parfois également en tant que scénographe - aux côtés de Pierre Barrat en 1980 (*Les Liaisons dangereuses* de C.Prey), de Nicolas Joël en 1983 (*La Cenerentola* de Rossini), et de Pierre Strösser en 1986 (*Idomeneo* de Mozart). Cette collaboration prend fin en 2009 avec *Orphée aux Enfers* d'Offenbach mis en scène par Yves Beausnene. À cette occasion, il fait don à la Ville d'Aix-en-Provence d'un ensemble de maquettes de costumes et décors réalisées pour les spectacles du Festival d'Aix.

L'exposition met en regard ces dessins préparatoires avec les costumes conservés dans les collections d'art lyrique de la Ville, et les photos des spectacles. En collaboration avec Anne Verdier, auteur du livre "L'Huître et le Velours" (Ed.CNCS), son long compagnonnage avec Jean-Marie Villégier dans le domaine du spectacle baroque est également évoqué à travers les maquettes des extraordinaires productions d'*Atys*, *Médée, Hippolyte et Aricie* ou *du Malade imaginaire* puisées dans le fonds Cauchetier déposé par l'artiste à la Bnf, ainsi que des costumes prêtés par le Centre National du Costume et de la Scénographie de Moulins.

Le coût total prévisionnel pour la réalisation de l'exposition « Patrice Cauchetier, Illusion et vérité du costume de scène » s'élèvera à 45 100 € T.T.C

En conséquence, je vous demande, Mes Chers Collègues, de bien vouloir :

- **PRENDRE ACTE** de l'organisation de ces expositions et de ces manifestations dans les Musées de la Ville pour l'année 2025 ;
- **AUTORISER** Madame le Maire ou l'élu délégué aux Musées à signer toutes conventions ou tous documents se rapportant à ces expositions afin de permettre leur organisation.
-

Présents et représentés	:	55
Présents	:	42
Abstentions	:	0
Non participation	:	0
Suffrages Exprimés	:	55
Pour	:	55
Contre	:	0

Ont voté contre : NÉANT.
Se sont abstenus : NÉANT.
N'ont pas pris part au vote : NÉANT

Ont signé Sophie JOISSAINS, Maire Président de séance
OBJET : DEMANDE DE SUBVENTIONS AUPRÈS DE LA DRAC POUR LA RESTAURATION ET LE RÉCOLEMENT DES COLLECTIONS DES MUSÉES D'ART ET D'HISTOIRE
Étaient Présents :
Monsieur Jonathan AMIACH, Madame Dominique AUGEY, Madame Béatrice BENDELE, Monsieur Fathi BENJILALI, Madame Kayané BIANCO, Madame Brigitte BILLOT, Madame Odile BONTHOUX, Monsieur Jacques BOUDON, Madame Joëlle CANUET, Monsieur Rémi CAPEAU, Monsieur Pierre-Emmanuel CASANOVA, Monsieur Eric CHEVALIER, Madame Agnès DAURES, Madame Brigitte DEVESA, Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI, Monsieur Cyril DI MEO, Monsieur Sylvain DIJON, Monsieur Laurent DILLINGER, Monsieur Jean-François DUBOST, Madame Frédérique DUMICHEL, Monsieur Marc FERAUD, Monsieur Jean-Christophe GRUVEL, Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Emmanuel HENRY, Madame Elisabeth HUARD, Madame Claudie HUBERT, Madame Amandine JANER, Madame Sophie JOISSAINS, Monsieur Salah-Eddine KHOUIEL, Monsieur Philippe KLEIN, Madame Perrine MEGGIATO, Monsieur Alain PARRA, Madame Anne-Laurence PETEL, Madame Josy PIGNATEL, Madame Laure SCANDOLERA, Madame Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE, Monsieur Francis TAULAN, Madame Solène TRIVIDIC, Monsieur Jean-Louis VINCENT, Madame Fabienne VINCENTI, Monsieur Michael ZAZOUN, Madame Karima ZERKANI-RAYNAL.
Excusés avec pouvoir donné conformément aux dispositions de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :
Monsieur Ravi ANDRE à Madame Frédérique DUMICHEL, Madame Laurence ANGELETTI à Monsieur Philippe KLEIN, Monsieur Moussa BENKACI à Monsieur Fathi BENJILALI, Monsieur Pierre-Paul CALENDINI à Madame Josy PIGNATEL, Madame Françoise COURANJOU à Madame Dominique AUGEY, Madame Aliénor COUTIAUX-LACLADERE à Madame Perrine MEGGIATO, Monsieur Gilles DONATINI à Monsieur Laurent DILLINGER, Madame Stéphanie FERNANDEZ à Madame Brigitte BILLOT, Madame Sophie MEYNET DE CACQUERAY à Madame Béatrice BENDELE, Madame Arlette OLLIVIER à Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Marc PENA à Madame Claudie HUBERT, Monsieur Pierre SPANO à Madame Agnès DAURES, Madame Françoise TERME à Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI.
Excusés sans pouvoir :
NÉANT
Secrétaire : Monsieur Rémi CAPEAU
Madame Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE donne lecture du rapport ci-joint.

08.02

RAPPORTEUR : Madame Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE
Politique Publique : 08-VALORISATION DU PATRIMOINE
OBJET : DEMANDE DE SUBVENTIONS AUPRÈS DE LA DRAC POUR LA RESTAURATION ET LE RÉCOLEMENT DES COLLECTIONS DES MUSÉES D'ART ET D'HISTOIRE- Décision du Conseil

Mes Chers Collègues,
La Ville d'Aix-en-Provence conserve dans ses collections des œuvres magistrales qui nécessitent une restauration approfondie avant leur présentation au public puis une installation durable dans les salles du Musée dans le cadre du parcours muséal permanent.
Il s'agit des œuvres suivantes :
- Coffre en cuir daté du XVIIe siècle, classé au titre des monuments historiques :
L'équipe de la conservation du Musée du Vieil Aix souhaite faire restaurer un coffre en cuir daté

du XVII^{e} siècle qui appartient à l'État et dont il est affectataire du dépôt. Ce coffre, classé au titre des monuments historiques par arrêté du 26 juin 1990, fait partie d'un corpus d'une quinzaine d'œuvres remarquables données à l'État par Marie d'Estienne de Saint-Jean, à destination du Musée du Vieil Aix. L'établissement poursuit un projet de valorisation des œuvres de ce corpus. Ce coffre n'a pas pu être exposé depuis au moins cinq décennies en raison de son mauvais état.
Cette œuvre a fait l'objet d'une étude préalable à la restauration. Cette étude établit que l'œuvre est en mauvais état et nécessite une restauration. Celle-ci s'élevant à 10 224 € HT, il est sollicité auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles PACA une subvention de 50 % de ce montant, soit 5 112 €.*Modello* de Baccicio, classée au titre des monuments historiques :
Le Musée du Vieil Aix a souhaité obtenir une étude diagnostic de l'état du *Modello* de Baccicio dans le but, d'une part, d''établir un constat d''état précis de l'œuvre et un diagnostic clair concernant les fragilités et stabilités actuelles de l'œuvre. L'enjeu sera d'évaluer les besoins éventuels d'une légère intervention de stabilisation. D'autre part cette étude vise à faciliter le suivi sanitaire de l'œuvre pour les prochaines années.
Cette prestation s'élevant à 2 176 € HT, il est sollicité auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles PACA une subvention de 50 % de ce montant, soit 1 088 €.

- Tableau figurant *La Sainte Famille* d'après Nicolas Mignard

Le tableau figurant la Sainte Famille d'après Nicolas Mignard a été donné à l'État par Marie d'Estienne de Saint-Jean pour le Musée du Vieil Aix en 1937. L'œuvre n'a pas été exposée depuis au moins cinq décennies à cause de son état de dégradation et demeure aujourd'hui méconnue en interne et inconnue du public. Pourtant elle est assurément l'une des œuvres majeures du Musée du Vieil Aix, dont l'équipe souhaite désormais la valorisation à la fois pour lui-même et ses qualités esthétiques intrinsèques, mais aussi en raison de son appartenance à la donation de Marie d'Estienne de Saint-Jean que le musée souhaite mettre en valeur dans son parcours, en cohérence avec son projet scientifique et culturel (en cours de rédaction).
L'œuvre aura vocation à rejoindre les ateliers du CICRP en janvier 2025 pour une étude préalable qui sera menée par la restauratrice habilitée "musées de France", Danièle Amoroso. Celle-ci assurera en premier lieu un diagnostic sanitaire et prendra toutes les précautions pour s'assurer que l'œuvre puisse être transportée. Ensuite aura lieu l'étude préalable dont le but sera de définir un protocole de restauration adapté, ainsi que l'établissement d'un calendrier et d'un chiffrage de l'intervention. Cette phase s'adossera sur les analyses techniques menées dans le laboratoire du CICRP, et des analyses physico-chimiques pourraient avoir lieu selon leur opportunité dès la phase d'étude.
La prestation comprenant le diagnostic sanitaire et l'étude préalable à la restauration s'élevant à 4 300 € HT, il est sollicité auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles PACA une subvention de 50 % de ce montant, soit 2 150 €.
Par ailleurs la direction des Musées d'Art et d'Histoire sollicite auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles PACA :

- une aide pour la restauration d'une vitrine en bois en très mauvais état, en raison d'une exposition continue sur un sol irrégulier depuis les années 1930. Cette restauration a pour objectif d'exposer la vitrine dans le parcours permanent du musée, dans une nouvelle salle. La restauration de ce meuble a vocation a offrir au public la possibilité de voir une œuvre "musée de France" qui appartient au patrimoine national dans un état de présentation optimal.

Le budget prévisionnel de ce projet s'élevant à 21 777 €, il est sollicité auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles PACA une subvention de 8 710 €.

- une aide pour le récolement des collections des musées

La Direction des Musées d'Art et d'Histoire de la Ville d'Aix-en-Provence, regroupe trois musées, les Musées des Tapisseries, du Pavillon de Vendôme et du Vieil Aix. Depuis 2022, la plus grande partie des collections a été centralisée dans des réserves externalisées et mutualisées, date à laquelle a également été acquis le logiciel Webmuseo pour les trois musées.
Une chargée des collections gère les collections des trois musées sous la responsabilité des conservatrices et responsables de chaque musée.

À ce jour, l'état du récolement pour l'ensemble des musées de la direction concernée est le suivant :
- Musée des Tapisseries : terminé
- Musée du Pavillon de Vendôme : en cours de finalisation, 650 items restant à récoler (campagne des arts graphiques)
- Musée du Vieil Aix : récolement démarré en 2008 sur une base d'inventaire non officiel et non conforme.
En 2022 il a été convenu avec la conseillère musée que le Musée du Vieil Aix procéderait à un nouvel inventaire réglementaire de ses collections. De ce fait l'équipe de la conservation a rédigé une méthodologie d'inventaire en concertation avec la DRAC, qui doit être présentée en commission d'acquisition. Actuellement le musée mène un récolement non officiel, de manière à ce que la phase de post-récolement corresponde à l'inventaire des collections.
Les espaces très restreints du Pavillon de Vendôme et du Musée du Vieil Aix, ainsi que l'absence de service de régie des œuvres sont les principales causes du retard qui a été pris dans l'aboutissement de cette opération de récolement.
Dans le cadre du récolement décennal qui doit se terminer au 31 décembre 2025, la Direction des Musées d'art et d'histoire souhaite recruter une personne pour assister la chargée des collections et/ou la conservatrice du patrimoine dans la réalisation de cette opération.
Le programme d'aide de la DRAC permet un accompagnement des projets de récolement. Pour 2025, la Ville d'Aix-en-Provence souhaite recruter un personnel contractuel pour assurer cette mission pour une durée de 9 mois.
Le budget associé à ce projet est de 32 214 € dont 50 % pourrait être pris en charge par la Direction Régionale des Affaires Culturelles PACA soit 16 107 €.
L'ensemble de ces subventions représente un montant global de 33 167 euros.

En conséquence, je vous demande, Mes Chers Collègues, de bien vouloir :

- **DÉCIDER** qu'une demande de subvention de 33 167 euros pour les actions de la Direction des Musées d'Art et d'Histoire en 2025 sera adressée à la Direction Régionale des Affaires Culturelles Provence-Alpes-Côte d'Azur ;
- **AUTORISER** Madame le Maire ou son représentant à signer tout document afférent à cette demande ;
- **DIRE** que Monsieur le Chef de service du Service de Gestion Comptable d'Aix-en-Provence fera recette des sommes correspondantes ;
- **DIRE** que ces recettes seront affectées au budget de la Direction des Musées d'Art et d'Histoire, imputations 312-21622-903 (ligne de crédit n°14488).

Présents et représentés	:	55
Présents	:	42
Abstentions	:	0
Non participation	:	0
Suffrages Exprimés	:	55
Pour	:	55
Contre	:	0

Ont voté contre : NÉANT.
Se sont abstenus : NÉANT.
N'ont pas pris part au vote : NÉANT

08.03

RAPPORTEUR : Madame Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE
Politique Publique : 08-VALORISATION DU PATRIMOINE
OBJET : CONVENTION ENTRE LA VILLE D'AIX-EN-PROVENCE ET LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION SOPHIA ANTIPOLIS POUR LE PRÊT DE FOSSILES ET DE MAQUETTES DE DINOSAURES APPARTENANT À LA VILLE - Décision du Conseil

Étaient Présents :
Monsieur Jonathan AMIACH, Madame Dominique AUGEY, Madame Béatrice BENDELE, Monsieur Fathi BENJILALI, Madame Kayané BIANCO, Madame Brigitte BILLOT, Madame Odile BONTHOUX, Monsieur Jacques BOUDON, Madame Joëlle CANUET, Monsieur Rémi CAPEAU, Monsieur Pierre-Emmanuel CASANOVA, Monsieur Eric CHEVALIER, Madame Agnès DAURES, Madame Brigitte DEVESA, Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI, Monsieur Cyril DI MEO, Monsieur Sylvain DIJON, Monsieur Laurent DILLINGER, Monsieur Jean-François DUBOST, Madame Frédérique DUMICHEL, Monsieur Marc FERAUD, Monsieur Jean-Christophe GRUVEL, Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Emmanuel HENRY, Madame Elisabeth HUARD, Madame Claudie HUBERT, Madame Amandine JANER, Madame Sophie JOISSAINS, Monsieur Salah-Eddine KHOUIEL, Monsieur Philippe KLEIN, Madame Perrine MEGGIATO, Monsieur Alain PARRA, Madame Anne-Laurence PETEL, Madame Josy PIGNATEL, Madame Laure SCANDOLERA, Madame Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE, Monsieur Francis TAULAN, Madame Solène TRIVIDIC, Monsieur Jean-Louis VINCENT, Madame Fabienne VINCENTI, Monsieur Michael ZAZOUN, Madame Karima ZERKANI-RAYNAL.
Excusés avec pouvoir donné conformément aux dispositions de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :
Monsieur Ravi ANDRE à Madame Frédérique DUMICHEL, Madame Laurence ANGELETTI à Monsieur Philippe KLEIN, Monsieur Moussa BENKACI à Monsieur Fathi BENJILALI, Monsieur Pierre-Paul CALENDINI à Madame Josy PIGNATEL, Madame Françoise COURANJOU à Madame Dominique AUGEY, Madame Aliénor COUTIAUX-LACLADERE à Madame Perrine MEGGIATO, Monsieur Gilles DONATINI à Monsieur Laurent DILLINGER, Madame Stéphanie FERNANDEZ à Madame Brigitte BILLOT, Madame Sophie MEYNET DE CACQUERAY à Madame Béatrice BENDELE, Madame Arlette OLLIVIER à Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Marc PENA à Madame Claudie HUBERT, Monsieur Pierre SPANO à Madame Agnès DAURES, Madame Françoise TERME à Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI.
Excusés sans pouvoir :
NÉANT
Secrétaire : Monsieur Rémi CAPEAUMadame Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE donne lecture du rapport ci-joint.

Mes Chers Collègues,
Le Service du Muséum de la Ville d'Aix-en-Provence est sollicité par la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis pour le prêt de fossiles et de maquettes de dinosaures pour une exposition sur les dinosaures qui se tiendra à la médiathèque d'Antibes du 1er avril au 31 mai 2025.
Depuis 30 ans, le Service du Muséum de la Ville d'Aix-en-Provence s'est spécialisé dans la paléontologie des dinosaures de Provence et mène régulièrement des campagnes de fouilles sur l'ensemble du territoire du Pays d'Aix. Avec le temps, le Service du Muséum a ainsi constitué une collection unique d'œufs et d'ossements de dinosaures et il est régulièrement sollicité pour le prêt de fossiles par des musées de toute la France qui souhaitent réaliser une exposition sur les

dinosaures.
De plus, pour que le public puisse mieux se représenter l'aspect et la taille de ces animaux, le Service du Muséum avait fait réaliser par des artistes des maquettes des quatre principaux dinosaures de Provence (Titanosaure, Rhabdodon, Nodosaure et Variraptor). Ces reconstitutions ont été présentées dans les salles d'expositions permanentes du Muséum à l'Hôtel Boyer d'Eguilles. Ces maquettes pourront ainsi à nouveau être présentées au public dans le cadre d'une exposition temporaire et seront accompagnées de fossiles de dinosaures mis à jour par le Service du Muséum.Par ce prêt, le Service du Muséum participe à la diffusion du savoir, assure la promotion des collections de la Ville d'Aix-en-Provence et met en avant les activités de recherches en paléontologie que le Service du Muséum mène sur l'ensemble du territoire du Pays d'Aix.
Afin que les conditions de prêt répondent aux exigences administratives (informations sur le mouvement des œuvres) et juridiques (sécurité, assurance et conservation), il y a lieu d'établir un contrat de prêt à titre gracieux.

Compte tenu de ce qui vient de vous être présenté, je vous demande, Mes Chers Collègues, de bien vouloir :

- **APPROUVER** la convention de prêt, jointe en annexe, qui définit les modalités administratives et juridiques du prêt entre la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis et la Ville d'Aix-en-Provence ;
- **AUTORISER** Madame le Maire ou l'élu délégué à signer la convention en annexe.

Présents et représentés	:	55
Présents	:	42
Abstentions	:	0
Non participation	:	0
Suffrages Exprimés	:	55
Pour	:	55
Contre	:	0

Ont voté contre : NÉANT.
Se sont abstenus : NÉANT.
N'ont pas pris part au vote : NÉANT

Ont signé Sophie JOISSAINS, Maire Président de séance.

08.04

RAPPORTEUR : Madame Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE
Politique Publique : 08-VALORISATION DU PATRIMOINE
OBJET : ACQUISITIONS D'ŒUVRES POUR LE PAVILLON DE VENDÔME - Décision du Conseil

Étaient Présents :
Monsieur Jonathan AMIACH, Madame Dominique AUGEY, Madame Béatrice BENDELE, Monsieur Fathi BENJILALI, Madame Kayané BIANCO, Madame Brigitte BILLOT, Madame Odile BONTHOUX, Monsieur Jacques BOUDON, Madame Joëlle CANUET, Monsieur Rémi CAPEAU, Monsieur Pierre-Emmanuel CASANOVA, Monsieur Eric CHEVALIER, Madame

Agnès DAURES, Madame Brigitte DEVESA, Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI, Monsieur Cyril DI MEO, Monsieur Sylvain DIJON, Monsieur Laurent DILLINGER, Monsieur Jean-François DUBOST, Madame Frédérique DUMICHEL, Monsieur Marc FERAUD, Monsieur Jean-Christophe GRUVEL, Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Emmanuel HENRY, Madame Elisabeth HUARD, Madame Claudie HUBERT, Madame Amandine JANER, Madame Sophie JOISSAINS, Monsieur Salah-Eddine KHOUIEL, Monsieur Philippe KLEIN, Madame Perrine MEGGIATO, Monsieur Alain PARRA, Madame Anne-Laurence PETEL, Madame Josy PIGNATEL, Madame Laure SCANDOLERA, Madame Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE, Monsieur Francis TAULAN, Madame Solène TRIVIDIC, Monsieur Jean-Louis VINCENT, Madame Fabienne VINCENTI, Monsieur Michael ZAZOUN, Madame Karima ZERKANI-RAYNAL.

Excusés avec pouvoir donné conformément aux dispositions de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Monsieur Ravi ANDRE à Madame Frédérique DUMICHEL, Madame Laurence ANGELETTI à Monsieur Philippe KLEIN, Monsieur Moussa BENKACI à Monsieur Fathi BENJILALI, Monsieur Pierre-Paul CALENDINI à Madame Josy PIGNATEL, Madame Françoise COURANJOU à Madame Dominique AUGEY, Madame Aliénor COUTIAUX-LACLADERE à Madame Perrine MEGGIATO, Monsieur Gilles DONATINI à Monsieur Laurent DILLINGER, Madame Stéphanie FERNANDEZ à Madame Brigitte BILLOT, Madame Sophie MEYNET DE CACQUERAY à Madame Béatrice BENDELE, Madame Arlette OLLIVIER à Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Marc PENA à Madame Claudie HUBERT, Monsieur Pierre SPANO à Madame Agnès DAURES, Madame Françoise TERME à Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI.

Excusés sans pouvoir :

NÉANT

Secrétaire : Monsieur Rémi CAPEAU Madame Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE donne lecture du rapport ci-joint.

Mes Chers Collègues,

L'enrichissement des collections des musées de la ville est une des missions essentielles des Musées de France, par le biais d'acquisitions ou de dons d'œuvres d'art. Elles représentent un intérêt particulier afin d'enrichir notre connaissance de l'histoire de notre cité et servir de support à des expositions temporaires ou permanentes.

Depuis plusieurs années maintenant, le Musée du Pavillon de Vendôme invite des artistes à s'approprier ce joyau architectural aixois. Son histoire, son architecture et ses collections sont mises à la disposition des artistes afin d'entrer en résonance, nous offrant ainsi une nouvelle approche et une perception à chaque fois différente du lieu, entre passé et présent.

Durant l'été 2024, Chiharu Shiota, l'artiste de renommée internationale a investi trois lieux patrimoniaux de la Ville d'Aix-en-Provence, le Musée du Pavillon de Vendôme, le Musée des Tapisseries et la Chapelle de la Visitation ouverte exceptionnellement au public pour l'occasion de l'exposition « Beyond Consciousness » dans le cadre de la Biennale d'Art, accueillant plus de 90 000 visiteurs. Un catalogue a été édité à cette occasion par le musée, dans lequel les œuvres sont représentées in situ.

Du 8 novembre 2024 au 19 janvier 2025, dans le cadre de la Biennale Chroniques des Imaginaires numériques, l'artiste Yosra Mojtahedi a investi les salons du Pavillon de Vendôme de ses œuvres graphiques et installations hybrides en résonance avec les collections anciennes et l'histoire du lieu.

C'est dans la continuité de la politique d'enrichissement des collections des musées municipaux que nous envisageons ces dons et achats, dont le descriptif et les photographies sont en annexes.

En effet, nous souhaitons mettre en avant le travail d'artistes vivants, plus particulièrement ceux de notre région, et ainsi soutenir et promouvoir par l'acquisition d'œuvres, l'art contemporain, révélateur de notre société.

Auteur : Chiharu Shiota

- *Connected to the Universe,* 2024 Aquarelle, encre et fil sur papier, 21 x 30 cm

Cette œuvre sera acquise auprès de la galerie Templon, pour un montant total de 10 200 € TTC, avec une remise de 15 %, prix initial de l'œuvre 12 000 € TTC.

Auteur : Yosra Mojtahedi

- *Les branches de son organe noir,* 2018
- *Rose is a rose is a rose, 2018*
- *Corps-arbre, 2018*
- *Élévation, 2018*

Encre sur papier, 17 x 21 cm, (4 dessins chacun encadrés en bois de chêne et verre musée anti UV)

Ces quatre œuvres seront acquises directement auprès de l'artiste pour un montant total de 3 400 € TTC.

De plus, le musée reste attentif au marché de l'art et peut se porter acquéreur d'œuvres anciennes pouvant enrichir les collections patrimoniales. Ainsi une gravure du Duc de Vendôme est à la vente dans une galerie parisienne :

Auteur : Robert Nanteuil (Reims, 1630-1678)

Portrait de Louis de Vendôme, Duc de Mercoeur, 1649 Burin original, 29,2 x 20,5 cm

Epreuve du I er Etat sur II, sur papier vergé filigrané – Robert Dumesnil, Tome IV, n°189. Petit Jean et Wickert, n°169.

Cette œuvre sera acquise directement auprès de la Galerie Martinez, estampes anciennes et modernes à Paris pour un montant total de 300 € TTC.

Ces six œuvres seront intégrées dans les collections du Musée du Pavillon de Vendôme.

En conséquence, je vous demande, Mes Chers Collègues, de bien vouloir :

- **DIRE** que la Ville se porte acquéreur de l'œuvre réalisée par Chiharu Shiota, auprès de la galerie Templon, pour un montant total de 10 200 € TTC, avec une remise de 15 %, prix initial de l'œuvre 12 000 € TTC ;
- **DIRE** que la Ville se porte acquéreur des quatre œuvres réalisées par Yosra Mojtahedi auprès de l'artiste elle-même, pour un montant total de 3 400 € TTC ;
- **DIRE** que la Ville se porte acquéreur du Portrait de Louis de Vendôme, Duc de Mercoeur, 1649, gravure de Robert Nanteuil auprès de la galerie Martinez à Paris pour un montant total de 300 € TTC ;
- **DIRE** que la dépense totale correspondant à ces acquisitions, soit 13 900 € TTC, sera imputée sur le budget de la Direction des Musées d'Art et d'Histoire, ligne 9549, imputation 324-21621-903, qui présente les disponibilités suffisantes.

Présents et représentés	:	55
Présents	:	42
Abstentions	:	0
Non participation	:	0
Suffrages Exprimés	:	55
Pour	:	55
Contre	:	0

Ont voté contre : NÉANT.
Se sont abstenus : NÉANT.
N'ont pas pris part au vote : NÉANT

Ont signé Sophie JOISSAINS, Maire

08.05

OBJET : DONS DE COLLECTIONS AU MUSEUM D'HISTOIRE NATURELLE
Étaient Présents :
Monsieur Jonathan AMIACH, Madame Dominique AUGEY, Madame Béatrice BENDELE, Monsieur Fathi BENJILALI, Madame Kayané BIANCO, Madame Brigitte BILLOT, Madame Odile BONTHOUX, Monsieur Jacques BOUDON, Madame Joëlle CANUET, Monsieur Rémi CAPEAU, Monsieur Pierre-Emmanuel CASANOVA, Monsieur Eric CHEVALIER, Madame Agnès DAURES, Madame Brigitte DEVESA, Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI, Monsieur Cyril DI MEO, Monsieur Sylvain DIJON, Monsieur Laurent DILLINGER, Monsieur Jean-François DUBOST, Madame Frédérique DUMICHEL, Monsieur Marc FERAUD, Monsieur Jean-Christophe GRUVEL, Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Emmanuel HENRY, Madame Elisabeth HUARD, Madame Claudie HUBERT, Madame Amandine JANER, Madame Sophie JOISSAINS, Monsieur Salah-Eddine KHOUIEL, Monsieur Philippe KLEIN, Madame Perrine MEGGIATO, Monsieur Alain PARRA, Madame Anne-Laurence PETEL, Madame Josy PIGNATEL, Madame Laure SCANDOLERA, Madame Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE, Monsieur Francis TAULAN, Madame Solène TRIVIDIC, Monsieur Jean-Louis VINCENT, Madame Fabienne VINCENTI, Monsieur Michael ZAZOUN, Madame Karima ZERKANI-RAYNAL.
Excusés avec pouvoir donné conformément aux dispositions de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :
Monsieur Ravi ANDRE à Madame Frédérique DUMICHEL, Madame Laurence ANGELETTI à Monsieur Philippe KLEIN, Monsieur Moussa BENKACI à Monsieur Fathi BENJILALI, Monsieur Pierre-Paul CALENDINI à Madame Josy PIGNATEL, Madame Françoise COURANJOU à Madame Dominique AUGEY, Madame Aliénor COUTIAUX-LACLADERE à Madame Perrine MEGGIATO, Monsieur Gilles DONATINI à Monsieur Laurent DILLINGER, Madame Stéphanie FERNANDEZ à Madame Brigitte BILLOT, Madame Sophie MEYNET DE CACQUERAY à Madame Béatrice BENDELE, Madame Arlette OLLIVIER à Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Marc PENA à Madame Claudie HUBERT, Monsieur Pierre SPANO à Madame Agnès DAURES, Madame Françoise TERME à Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI.
Excusés sans pouvoir :
NÉANT
Secrétaire : Monsieur Rémi CAPEAU
Madame Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE donne lecture du rapport ci-joint.

MME SICARD DESNUELLE - La délibération 07.11, là aussi, c'est une convention entre la Caisse d'entraide du personnel municipal et les musées de la ville d'Aix en Provence. Christelle a eu raison de le dire, il n'y a pas que le Musée Granet, naturellement, c'est le phare c'est le centre un peu de Cézanne. Mais dans les autres musées de la ville, il y aura des expositions formidables, en particulier, au Pavillon Vendôme. Quand on sortait les toiles de Cézanne dans les années 1960 qui sortait d'un camion, et finalement on les posait par terre sans aucune sécurité. Et quand on voit maintenant, quand on va amener les œuvres au Musée Granet, le quartier Mazarin va être bouclé. En fait, c'est vrai, vous avez dit tout à l'heure qu'il y avait une autre dimension, c'est là-dessus. Donc, en fait là, c'est la Convention entre la caisse d'entraide du personnel municipal parce que l'objectif de Madame le Maire est de rendre accessible l'accès à un public toujours plus large, naturellement, le personnel municipal, en est les bénéficiaires les plus privilégiés.

La 07.12, je continue Madame le Maire, la 07.12, c'est une convention-cadre qui est relative à la coordination d'exposition temporaire entre la Réunion des Musées Nationaux, on dit la RMN, avec le

Grand Palais et le Musée Granet. L'avantage c'est des économies qu'on fait au niveau des transports, au niveau de la mise dans les cartons, parce que je ne sais pas si vous imaginez ce que c'est que, quand un tableau de Cézanne traverse l'Atlantique ou vient du Japon, 2 Cézanne ne peuvent pas voyager dans le même avion, tout Cézanne doit être accompagné d'un conservateur. Donc, il y a vraiment maintenant une réglementation pour la sécurité. C'est normal, c'est quand même le père de l'art moderne, c'est notre Paul Cézanne. Mais c'est vrai que cette convention qu'on fait que la RMN, grâce à Bruno qui a beaucoup travaillé dessus, c'est quand même quelque chose de très important.

Ensuite, la 07.13, là, c'est toujours dans la même dynamique que ce que j'expliquais au début, c'est essayer de privilégier les publics empêchés, les publics qui n'ont pas accès au bonheur de voir ce qu'on a, ce qu'on peut voir nous. Et, on se rend compte que plus on voit, plus on comprend, plus on aime et plus on a envie de protéger. Donc, si on s'adresse à des publics qui n'ont pas l'occasion généralement d'aller au musée, qui ne pourrait pas aller au Métropolitan, ni à la Tate Gallery, ni au Japon, et que finalement, on va leur montrer ces merveilles, je pense que là, Madame le Maire, c'est un rôle très important au niveau de notre municipalité. Donc, on fait une convention de partenariat entre l'association Cultures du Cœur et le Musée Granet. C'est le principe d'un égal accès pour tous à la culture, au sport et aux loisirs. Alors, par chance, on a quand même des mécénats qui arrivent, et l'autre jour Madame le Maire on était accompagné quand vous avez inauguré la petite galerie Cézanne on était accompagnés de deux personnes qui nous aident aussi là-dessus, il y avait, c'était TechnicAtome, avec Rémi CLAMENS qui a donné un fort accompagnement budgétaire. Il y avait aussi le Rotary Club d'Aix en Provence qui a aussi fourni des kits pour la petite galerie pour les enfants. Et je pense et dis merci, merci à ces mécènes qui nous permettent justement de pouvoir faire un peu plus que ce qu'on pourrait faire.

Là, c'est la société Mila Modulaire, alors quand on fait des expositions de cette envergure, et tout à l'heure, Bruno et Christelle ont dit au Musée Granet, on ne peut pas pousser les murs. Donc en fait, si on veut accueillir des publics dans de bonnes conditions, ça sera quand même l'été, ça sera quand même la place Saint Jean de Malte, avec des risques de température quand même assez élevés, on a prévu de mettre des grandes tentes et des modulaires pour justement que le musée, parce qu'on a eu 130 toiles de Cézanne, donc toutes les salles du musée sont réservées aux toiles. Donc finalement c'est sur la place Saint Jean de Malte qu'on va mettre des modulaires. Modulaires qu'il y a aussi devant la petite galerie Cézanne. Et modulaires qu'il y aura aussi à l'intérieur du Parc du Jas de Bouffan, puisque nous avons pris la décision de reculer d'une année la construction du pavillon d'accueil au Sud. Et là nous avons trouvé un mécénat qui fait des modulaires et qui nous en offre une partie, donc je les remercie. C'est quand même particulièrement intéressant. Alors je vous dis bien que ces modulaires, c'est pas évident, parce qu'on est devant deux bâtiments classés, Saint Jean de Malte et le Palais de Malte, on est dans un quartier classé, donc la BF : *« Oh là là, mais là avec ce modulaire on va me cacher la vue, on va... »* Finalement c'est réglé, tout sera parfait, et je pense que pour le confort des visiteurs, parce qu'il va y avoir un turnover assez rapide, donc s'il faut que les gens attendent pendant une demi-heure avant de rentrer, si on ne veut pas qu'ils soient grillés par le soleil, il valait mieux qu'ils soientt quand même à l'ombre.

Alors ensuite, encore un partenariat avec la société Ressource. La société Ressource, c'est une maison d'édition de peintures et de papiers peints, familiale, indépendante, qui nous offre la possibilité de peindre les salles du Musée Granet. Parce que vous savez que chaque fois qu'on fait une exposition, il faut qu'il y ait une harmonie entre la couleur du mur et les toiles qui sont présentées. Et grâce à cette société, on va avoir la possibilité de repeindre les salles du Musée Granet.

Alors ensuite, et je remercie Michel FRAISSET d'être là, je remercie aussi mon amie Karima parce que c'est important. Quand il y a des expositions de cette grandeur, de cette qualité, c'est le monde entier qui a envie de venir, et on est déjà extrêmement sollicités par de grosses boîtes qui veulent venir faire leur conseil d'administration, qui veulent venir faire des soirées. Donc il faut faire une convention type avec les bénéficiaires de mise à disposition d'espaces au Musée Granet. C'est-à-dire que quand le musée est

fermé, il y a la possibilité de recevoir, avec un cocktail dans la cour du musée, et avec une visite privée, et je remercie là Bruno ELY parce que la plupart du temps, ces visites privées, Mon Cher Bruno, c'est toi qui les fais, le soir, le samedi et le dimanche, et les visiteurs sont toujours absolument emballés quand tu fais une visite, donc un grand merci. Donc la 07.16, c'est la convention type avec les bénéficiaires de mise à disposition d'espaces au Musée Granet.

Nous passons à la 07.17, c'est un avenant à la Convention de dépôt des œuvres de la Fondation Jean et Suzanne Planque, qui sont au Musée Granet, et qui en fait sont à la Chapelle des Pénitents blancs. Donc cette chapelle où il y a cette magnifique collection, cette collection sera là jusqu'en 2026. Il y a une prolongation parce que quand on avait reçu la collection, il y avait un certain nombre de choses qui avaient été décidées, c'est-à-dire que la ville prenait en charge leur transport… Donc là, on ajoute un avenant.

La 07.18, elle peut vous paraître curieuse, mais je pense que c'est quand même très important. C'est un règlement de visite au Musée Granet, c'est-à-dire que les touristes, les aixois, les visiteurs, vous êtes reçus dans un lieu magnifique et on vous demande d'avoir une certaine gentillesse vis-à-vis du personnel, on vous demande d'avoir un immense respect pour l'endroit où vous allez être déçus, on nous demande aussi d'être quand même très attentifs aux autres visiteurs qui sont là, avec les portables éteints, qu'il n'y aient pas de discussion, et c'est très bien quand il y a des visiteurs qui viennent avec des enfants, il faut que tout le monde soit respecté. Donc c'est pour ça que cette délibération je pense qu'elle est très importante, mais elle ne vaut pas que pour le Musée Granet. Je pense Madame le Maire que c'est pour partout, il faut avoir du respect des uns par rapport aux autres, il faut respecter les lieux où on est. On a une chance incroyable ! On habite dans une ville où tout est beau ! Eh bien, regardons-les et protégeons-les.

La 07.19, c'est moins long que toi Dominique quand même *[Rit],* c'est encore toujours les conditions générales de vente au Musée Granet. Alors quand on avait fait la grande exposition Cézanne en Provence en 2006. On avait été obligé d'ouvrir un lieu d'accueil qui était à l'Hôtel de Valori parce que les gens venaient, faisaient la queue, prenaient leurs billets. On est parti du principe qu'on est quand même 20 ans après, et que maintenant les réservations en ligne sont quand même possibles, et c'est grâce, et je remercie Michel, c'est grâce à l'Office du Tourisme que toutes ces réservations en ligne vont être faites. Alors il y a des réservations particulières, il y a des réservations de groupes, il y a des réservations que Granet, il y a des réservations Granet et la Bastide, Granet et la Bastide et l'atelier de Lauves, Granet, la Bastide, l'atelier des Lauves et Bibémus, et je n'oublie pas le Jardin des Peintres. Donc finalement, c'est quand même quelque chose d'important, et je sais Michel que tes équipes sont particulièrement aguerries et que tout ça se passe bien. Alors la réservation en ligne est déjà ouverte. Michel, tu me disais l'autre jour, il y avait déjà beaucoup de gens qui étaient inscrits, ce qui est quand même de très bonne augure. Très bien.

MME LE MAIRE – Michel va apporter…

M. FRAISSET – Oui, je peux vous apporter effectivement quelques précisions. Depuis près d'un an, l'Office de Tourisme travaille en lien très étroit avec les équipes du Musée Granet pour que des logiciels, des outils métiers concurrents puissent se parler. Donc, il a déjà fallu que les représentants des sociétés se parlent et acceptent de travailler ensemble sur un projet commun, pour développer des passerelles nécessaires entre Vivaticket qui est le gestionnaire de billeterie du Musée Granet, et Ingenie qui est notre logiciel à nous de réservation. Donc les choses se sont faites, sont arrivées à terme, et le 17 décembre, nous avons pu ouvrir la billetterie en ligne sur le site cezanne2025.com. À ce jour, nous avons vendu plus de 5 000 billets pour l'exposition Cézanne au Musée Granet. Et je peux vous dire que l'article du New York Times a dû porter ses fruits, puisqu'en tête des clientèles internationales, les Américains, puis ensuite les Anglais, les clientèles européennes, et bien sûr les Français. Donc on tient à jour des statistiques régulières. Et comme le disait Marie-Pierre, donc en 2006, c'était l'Hôtel de Valori, et bien en 2025, ce sont toutes les banques de l'Office de Tourisme qui sont en train d'être équipées pour pouvoir

vendre directement au public la billetterie de l'exposition Cézanne, 11 banques, avec le personnel formé, avec les outils de standard d'attente de chat possible, avec les différents interlocuteurs. Et tout ceci est en train d'être mis en place. On aura un espace d'accueil entièrement dédié au projet Cézanne 2025 à l'Office de Tourisme d'Aix-En-Provence.

MME LE MAIRE - Bravo.

MME SICARD DESNUELLE - Merci Michel. C'est vrai, j'ai oublié de dire quelque chose, mais j'y tiens. Au mois de décembre, avec Madame le Maire, nous avons eu le plaisir de monter à Paris. Nous avons été reçus au Musée d'Orsay par le directeur du Musée d'Orsay, Sylvain AMIC, et nous avons eu la possibilité avec justement, Bruno était là, Michel était là, Denis COUTAGNE aussi que je n'oublie pas dans cette exposition, parce que c'est un élément extrêmement important, nous avons eu le plaisir de présenter Cézanne à Aix-en-Provence en 2025. Et nous avons eu le plaisir de rencontrer, alors il y avait à peu près 120-150 journalistes et Sylvain AMIC nous a dit : *« c'est incroyable parce que d'habitude quand on fait une réunion comme ça, il y a une trentaine, une quarantaine de journalistes, et là pour Cézanne, ils sont venus plus de 100 »*. Et dans les 100 qu'on a rencontrés, Madame le Maire, nous avez charmé sûrement, le directeur, le journaliste qui s'occupe du New York Times. Et le New York Times, au mois de janvier, a consacré une page entière sur l'année Cézanne à Aix-en-Provence. Et même, il a cité 50 villes au monde où il fallait aller en 2025, et Aix en Provence se trouve à la 7e position, c'est la seule ville en France, donc Madame le Maire, bravo, parce que c'est un retour incroyable ! Et Michel, tu me disais que pour avoir un retour comme ça au point de vue de la communication, moi je ne suis pas une fan de chiffres, mais tu m'as dit que ça aurait coûté…

M. FRAISSET – *Hors micro* 133 dollars

MME LE MAIRE – On ne les a payés, je vous rassure tout de suite.

MME SICARD DESNUELLE - Donc ça ça valait le coup, ça valait le coup de les avoir rencontrés, d'avoir raconté notre petite histoire. On a tous parlé un petit peu, c'était un moment vraiment magique. Madame le Maire, vous avez été même photographiée devant les joueurs de cartes, c'était une ambiance exceptionnelle !

MME LE MAIRE – Je pense que c'est le projet qui est superbe donc évidemment…

MME SICARD DESNUELLE – Oui c'est vrai, c'est vrai, mais c'était formidable, c'était formidable ! Mais je ne m'attendais quand même pas à ce retour ! Après, il y a eu des mails, tout le monde, et les conservateurs à qui on avait demandé de nous prêter les tableaux, nous ont écrit en disant qu'ils étaient fiers de faire partie de cette aventure. Donc finalement, comme toujours, la victoire appelle la victoire. Donc on va être modeste, on attend, mais pour le moment, il y a quand même de très belles choses.

M. FRAISSET - Et juste pour préciser par rapport aux retombées de cet article, nous accueillons à Aix-en-Provence, du 14 mai au 18 mai, 12 grands mécènes américains, donateurs du Musée d'Orsay et de l'Orangerie, qui vont venir visiter les chantiers des sites. Et on espère bien que, effectivement, à la suite de ces visites, ils puissent également contribuer de leurs deniers, comme il l'avait fait dans les années 50, pour sauvegarder l'atelier de Cézanne, dont personne ne voulait à l'époque. Et nous accueillons, et là, c'est la nouvelle du jour, également en juillet, ils viennent à l'occasion du Festival, les membres des trustees de l'Armory Show à New York, et qui viennent également avec leur grand mécène, pour découvrir le Festival, les sites, et l'exposition Cézanne au Musée Granet.

MME LE MAIRE – Un grand, grand, grand bravo.

[Applaudissements]

MME DI CARO - Juste un petit mot sur les jolis articles qui sont en vente à l'Office de Tourisme. J'ai déjà eu l'occasion d'en acheter, d'en offrir à quelques seniors, et ça fait très très plaisir. Les tarifs sont assez raisonnables, et je vous invite à y aller.

MME SICARD DESNUELLE – Merci Sylvaine. C'est vrai que c'est très bien choisi.

Alors je continue avec la 08.01. Alors on a beaucoup parlé du Musée Granet, on a beaucoup parlé de toute cette année Cézanne. Mais dans l'année Cézanne, c'est toute la ville qui s'implique et c'est ça qui est formidable, il va y avoir des expositions.

La première exposition qu'il va y avoir, et c'est ça qui est amusant, c'est l'exposition qu'il va y avoir au Pavillon Vendôme sur Henri Dobler. Ça commence tout de suite. Alors Henri Dobler, c'est quand même quelqu'un qui a acheté le Pavillon Vendôme, qui a été un Aixois de souche, qui a travaillé, mais c'était un anti-cézanien. Donc il faisait partie de tout cela qui ont fait que le fils de Cézanne a dit, cette ville, « elle n'aime pas mon père, donc je m'en vais ». Il n'y a pas eu que lui, il y a eu aussi Louis Gautier. Et quand on est ici, je m'excuse, Madame le Maire, mais pour les 4 grands tableaux qui sont là, et où finalement les édiles de l'époque, au lieu de demander à Cézanne, on demandait à Louis Gautier de faire ses 4 tableaux parce que Louis Gautier était adulé. Louis Gautier, on lui a remis la Légion d'Honneur. Il a ouvert le musée des arts sur le Pont Mirabeau, enfin pas le musée, la galerie des arts sur le Pont Mirabeau. C'était formidable, il habitait à Villa Acantha, personne ne s'occupait de Cézanne. Et Henri Dobler fait partie de ceux qu'on appelle les anti-cézaniens.

Et ensuite, Christelle en a parlé très bien, la grande exposition qui va y avoir au Musée Vendôme pour montrer que la prise en charge de ces expositions évolue à travers le temps. Et que cette exposition qui avait eu lieu à Aix, c'est incroyable, où finalement il n'y avait pas de sécurité au Pavillon Vendôme, que les gens sont arrivés la nuit, ont cassé la fenêtre, que personne ne s'en est rendu compte, et sont partis avec 7 tableaux de Cézanne, qui ont mis dans le coffre de la voiture, et que l'équipe du Musée Vendôme est arrivée le matin et a dit : « tiens, il en manque 7 personne », personne ne s'en était rendu compte. Et 2 ans après, Madame le Maire, vous l'avez dit, on les a retrouvés dans une grande ville voisine, je ne dirai pas le nom. Mais enfin, il y a énormément de photos. Et je pense que c'est intéressant aussi de voir ce genre de choses là-dessus.

Et ensuite au Musée du vieil Aix, il y a aussi un hommage à Cézanne, avec les personnages qui habitaient en même temps, et donc ce sera aussi au Musée des Tapisseries, ça sera un fond d'art textile.

Enfin, tout sera lié à Cézanne.

La 08.02, j'ai presque fini. Finalement, c'est intéressant parce que c'est une subvention qu'on demande à la DRAC pour pouvoir réaliser cette année Cézanne 2025. Donc finalement on demande à la DRAC le recollement de collections des musées d'art et d'histoire.

Alors ensuite je change de casquette. Là, je suis sur le muséum. Donc le 803, c'est la convention entre la ville d'Aix En Provence et la Communauté d'agglomération Sophia Antipolis, pour le prêt de fossiles et de maquettes de dinosaures appartenant à la ville. Ce qui prouve que ce muséum, dont je parle à chaque fois, finalement, il est reconnu par de grandes institutions.

Le 08.04, c'est acquisitions, vous savez, quand on fait une exposition, ça, ça existe depuis que je suis là, c'est-à-dire depuis 20 ans, on demande à l'artiste qu'on a exposé, alors ça ne sera pas fait pour Cézanne, hélas, mais on demande à l'artiste qui a exposé, de nous donner une toile, et on lui en achète une. Je reviens au Muséum d'histoire naturelle. C'est un don d'une collection au Muséum d'Histoire Naturelle.

Voilà Madame le Maire, je suis arrivée au bout. Merci.

MME LE MAIRE - Merci beaucoup Marie-Pierre, on te voit passionnée. Y a-t-il des questions sur l'ensemble de ces délibérations depuis la 07.02 ? Non, je vous propose de passer au vote.

07.02
Contre : 0
Abstention : 0

Ont voté contre : Néant
Se sont abstenus : Néant

07.03
Contre : 0
Abstention : 0

Ont voté contre : Néant
Se sont abstenus : Néant

07.05
Contre : 0
Abstention : 0

Ont voté contre : Néant
Se sont abstenus : Néant

07.06
Contre : 0
Abstention : 0

Ont voté contre : Néant
Se sont abstenus : Néant

07.07
Contre : 0
Abstention : 0

Ont voté contre : Néant
Se sont abstenus : Néant

07.09
Contre : 0
Abstention : 0

Ont voté contre : Néant
Se sont abstenus : Néant

07.10
Contre : 0
Abstention : 0

Ont voté contre : Néant
Se sont abstenus : Néant

07.11
Contre : 0
Abstention : 0

Ont voté contre : Néant
Se sont abstenus : Néant

07.12
Contre : 0
Abstention : 0

Ont voté contre : Néant
Se sont abstenus : Néant

07.13
Contre : 0
Abstention : 0

Ont voté contre : Néant
Se sont abstenus : Néant

07.14
Contre : 0
Abstention : 0

Ont voté contre : Néant
Se sont abstenus : Néant

07.15
Contre : 0
Abstention : 0

Ont voté contre : Néant
Se sont abstenus : Néant

07.16
Contre : 0
Abstention : 0

Ont voté contre : Néant
Se sont abstenus : Néant

07.17
Contre : 0
Abstention : 0

Ont voté contre : Néant
Se sont abstenus : Néant

07.18
Contre : 0
Abstention : 0

Ont voté contre : Néant
Se sont abstenus : Néant

07.19
Contre : 0
Abstention : 0

Ont voté contre : Néant
Se sont abstenus : Néant

08.01
Contre : 0
Abstention : 0

Ont voté contre : Néant
Se sont abstenus : Néant

08.02
Contre : 0
Abstention : 0

Ont voté contre : Néant
Se sont abstenus : Néant

08.03
Contre : 0
Abstention : 0

Ont voté contre : Néant
Se sont abstenus : Néant

08.04
Contre : 0
Abstention : 0

Ont voté contre : Néant
Se sont abstenus : Néant

08.05
Contre : 0
Abstention : 0

Ont voté contre : Néant
Se sont abstenus : Néant

08.06

RAPPORTEUR : Monsieur Jean-Christophe GRUVEL
Politique Publique : 08-VALORISATION DU PATRIMOINE
OBJET : CONVENTION ENTRE LA VILLE D'AIX-EN-PROVENCE ET LE MUSÉE DE PRÉHISTOIRE DES GORGES DU VERDON (04) POUR LE PRÊT DE 4 URNES FUNÉRAIRES APPARTENANT A LA VILLE D'AIX-EN-PROVENCE (DIRECTION ARCHÉOLOGIE) - AUTORISATION DE SIGNATURE - Décision du Conseil

Mes Chers Collègues,
Le Musée de Préhistoire des gorges du Verdon, qui est le plus important musée de préhistoire régional, organise une exposition intitulée « Echos du Bronze. L'au-delà», consacrée aux rites qui passent de l'inhumation à l'incinération, programmée du 17 février au 7 juillet 2025.
A cette fin, la Direction Archéologie de la Ville d'Aix-en-Provence a été sollicitée pour le prêt de 4 urnes funéraires de l'âge du bronze provenant des fouilles archéologiques menées dans le cadre de l'aménagement du quartier Sextius Mirabeau en 2011.
Par ce prêt, la Direction Archéologie de la Ville d'Aix-en-Provence participe à la diffusion du savoir et assure la promotion des richesses archéologiques d'Aix-en-Provence au plan régional. Ce prêt permet également de faire connaître plus largement la valeur scientifique des collections de la Ville d'Aix-en-Provence et, ainsi, de contribuer à son rayonnement.
Afin que les conditions de prêt répondent aux exigences administratives (informations sur le mouvement de l'œuvre) et juridiques (sécurité, assurance et conservation), il y a lieu d'établir un contrat de prêt à titre gracieux.

Compte tenu de ce qui vient de vous être présenté, je vous demande, Mes Chers Collègues, de bien vouloir :

- **APPROUVER** la convention de prêt jointe en annexe, qui définit les modalités administratives et juridiques du prêt entre le Musée de Préhistoire des gorges du Verdon et la Ville d'Aix-en-Provence ;
- **AUTORISER** Madame le Maire ou l'élu délégué à signer la convention en annexe.
-

Présents et représentés	:	55
Présents	:	42
Abstentions	:	0
Non participation	:	0
Suffrages Exprimés	:	55
Pour	:	55
Contre	:	0

Ont voté contre : NÉANT.
Se sont abstenus : NÉANT.
N'ont pas pris part au vote : NÉANT
Ont signé Sophie JOISSAINS, Maire Président de séance

08.07

RAPPORTEUR : Monsieur Jean-Christophe GRUVEL
Politique Publique : 08-VALORISATION DU PATRIMOINE

OBJET : FOUILLE ARCHÉOLOGIQUE PRÉVENTIVE 2 TRAVERSE DE L'AIGLE D'OR (PARCELLES AO 93 ET 94) - AUTORISATION DE RÉALISATION DE L'OPÉRATION PAR LA DIRECTION ARCHÉOLOGIE - Décision du Conseil

Mes Chers Collègues,

Le terrain sis au 2, traverse de l'Aigle d'Or, se trouvent à une quarantaine de mètres au sud de l'enceinte antique, dans un secteur assez largement exploré de la proche périphérie urbaine antique, notamment lors des diverses campagnes de diagnostics et de fouilles réalisées pour l'aménagement de la ZAC Sextius Mirabeau, entre 1994 et 2011.

Ainsi, le terrain se situe presque à la croisée de la voie de contournement extérieur de l'enceinte et de la voie vers Marseille qui le borde directement à l'est. Cette dernière avait déjà été reconnue en trois points avant son entrée dans la ville, en 1994 et 1996 lors des opérations « Rue Lapierre » et « Rue des Allumettes » sous l'ancien chemin du Petit- Barthélémy, puis en 2012, lors de la fouille du terrain des Petites-Sœurs-de-la-Merci, seulement 40 m au sud de la parcelle qui nous occupe aujourd'hui.

Les espaces longeant la voie antique ont livré des occupations de natures très diverses : installation de noyaux funéraires, exploitation agricole des sols, dépotoirs...

Le diagnostic réalisé sur ce terrain par la Direction Archéologie en 2022 (direction Ariane Aujaleu) a précisé les problématiques du site sur lequel la SCCV AIXTRAOR envisage de construire un immeuble. Une petite portion de la voie vers Marseille y a en effet été mise au jour à l'extrémité orientale du terrain, la quasi-totalité de son emprise se développant hors des limites de l'intervention. À sa jonction avec la voie, le terrain est délimité, à partir du milieu du Ier siècle après J.-C., par un drain construit qui suit l'alignement de l'axe routier. Plus à l'ouest un fossé qui suit lui aussi l'orientation de la voie suggère peut-être la présence d'une délimitation des terrains et/ou une exploitation agricole.

Plus tard, à la charnière des IIème et IIIème siècles, alors que le terrain est désormais séparé de la voie par un muret, le secteur est utilisé comme décharge. En effet, tout comme quelques mètres plus au sud sur l'ancien terrain des Petites-Sœurs-de-la-Merci, de grandes quantités de mobilier céramique, et restes fauniques s'étalent sur le terrain d'est en ouest en un dépotoir conséquent dont la densité s'amenuise plus on s'éloigne de la voie.

Aucun élément ne suggère une occupation funéraire du terrain mais la question ne saurait être totalement exclue.

Au regard de ces résultats, le Préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur a émis un arrêté prescrivant une fouille archéologique préventive, car le projet immobilier envisagé par la SCCV AIXTRAOR menace directement la préservation des vestiges (PC n°13001 1/J0309, Dossier Patriarche 15066 n°2023/152).

Pour la réalisation de cette opération, la SCCV AIXTRAOR a sollicité la Direction Archéologie, dont l'habilitation couvre la période chronologique concernée.

Conformément au cahier des charges élaboré par le Service Régional de l'Archéologie – DRAC-PACA, l'intervention prévoit :

- une tranche ferme correspondant à la fouille et à l'étude des vestiges entrant dans le cadre de ce qui est attendu suite au diagnostic ;
- six tranches conditionnelles correspondant chacune à la fouille d'éventuelles sépultures qui seraient mises au jour dans les zones non explorées par le diagnostic (trois tranches correspondant chacune à une inhumation et trois tranches correspondant chacune à une crémation).

Conditionnées aux découvertes à venir, les tranches conditionnelles seront mises en œuvre sur décision du service régional de l'archéologie de PACA.

Le coût prévisionnel de l'opération se décline comme suit :

- la tranche ferme (fouille et post-fouille) est estimée à **146 271,60 € HT**, soit **175 525,92 € TTC** ;
- les tranches conditionnelles (fouille et post-fouille) sont estimées, à **5 571,45 € HT**, soit

6 685,74 € TTC, pour les inhumations et à **10 334,10 € HT, soit 12 400,92 € TTC** pour les crémations.

Le coût total de l'opération, estimé à **162 177,15 € HT**, soit **194 612,58 € TTC**, sera intégralement pris en charge par la SCCV AIXTRAOR qui assurera directement le financement des moyens mécaniques, de l'évacuation des déblais et de la base de vie.

L'intervention est programmée pour le deuxième trimestre 2025 et devrait durer 40 jours ouvrés sur le terrain, hors tranches conditionnelles, ainsi que 40 jours ouvrés en post-fouille.

En conséquence, je vous demande, Mes Chers Collègues, de bien vouloir :

- **ACCEPTER** le principe de la réalisation par la Direction Archéologie de la Ville de la fouille préventive prescrite au 2, traverse de l'Aigle d'Or ;
- **DIRE QUE** les dépenses relatives à la réalisation de la fouille seront imputées au budget général de la Ville sur la (ligne n°15048), pour un montant prévisionnel de **162 177,15 € HT**, soit **194 612,58 € TTC ;**
- **DIRE QUE** ces dépenses feront l'objet de titres de recettes auprès de la SCCV AIXTRAOR, conformément aux modalités de paiement inscrites au contrat (ligne de recette n°15049) ;
- **AUTORISER** Monsieur le Chef de service comptable du Service de Gestion Comptable d'Aix-en-Provence à faire recette des sommes correspondantes.
-

Présents et représentés	:	55
Présents	:	42
Abstentions	:	0
Non participation	:	0
Suffrages Exprimés	:	55
Pour	:	55
Contre	:	0

Ont voté contre : NÉANT.
Se sont abstenus : NÉANT.
N'ont pas pris part au vote : NÉANT

Ont signé Sophie JOISSAINS, Maire Président de séance

08.08

RAPPORTEUR : Monsieur Jean-Christophe GRUVEL
Politique Publique : 08-VALORISATION DU PATRIMOINE
OBJET : FOUILLE ARCHÉOLOGIQUE PRÉVENTIVE A L'HÔTEL DES CARMES 18-20 RUE MARIUS REYNAUD (PARCELLES AE 249-255-350-351-322) - AUTORISATION DE RÉALISATION DE L'OPÉRATION PAR LA DIRECTION ARCHÉOLOGIE- Décision du Conseil
Étaient Présents :
Monsieur Jonathan AMIACH, Madame Dominique AUGEY, Madame Béatrice BENDELE, Monsieur Fathi BENJILALI, Madame Kayané BIANCO, Madame Brigitte BILLOT, Madame Odile BONTHOUX, Monsieur Jacques BOUDON, Madame Joëlle CANUET, Monsieur Rémi CAPEAU, Monsieur Pierre-Emmanuel CASANOVA, Monsieur Eric CHEVALIER, Madame Agnès DAURES, Madame Brigitte DEVESA, Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI,

Monsieur Cyril DI MEO, Monsieur Sylvain DIJON, Monsieur Laurent DILLINGER, Monsieur Jean-François DUBOST, Madame Frédérique DUMICHEL, Monsieur Marc FERAUD, Monsieur Jean-Christophe GRUVEL, Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Emmanuel HENRY, Madame Elisabeth HUARD, Madame Claudie HUBERT, Madame Amandine JANER, Madame Sophie JOISSAINS, Monsieur Salah-Eddine KHOUIEL, Monsieur Philippe KLEIN, Madame Perrine MEGGIATO, Monsieur Alain PARRA, Madame Anne-Laurence PETEL, Madame Josy PIGNATEL, Madame Laure SCANDOLERA, Madame Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE, Monsieur Francis TAULAN, Madame Solène TRIVIDIC, Monsieur Jean-Louis VINCENT, Madame Fabienne VINCENTI, Monsieur Michael ZAZOUN, Madame Karima ZERKANI-RAYNAL.

Excusés avec pouvoir donné conformément aux dispositions de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Monsieur Ravi ANDRE à Madame Frédérique DUMICHEL, Madame Laurence ANGELETTI à Monsieur Philippe KLEIN, Monsieur Moussa BENKACI à Monsieur Fathi BENJILALI, Monsieur Pierre-Paul CALENDINI à Madame Josy PIGNATEL, Madame Françoise COURANJOU à Madame Dominique AUGEY, Madame Aliénor COUTIAUX-LACLADERE à Madame Perrine MEGGIATO, Monsieur Gilles DONATINI à Monsieur Laurent DILLINGER, Madame Stéphanie FERNANDEZ à Madame Brigitte BILLOT, Madame Sophie MEYNET DE CACQUERAY à Madame Béatrice BENDELE, Madame Arlette OLLIVIER à Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Marc PENA à Madame Claudie HUBERT, Monsieur Pierre SPANO à Madame Agnès DAURES, Madame Françoise TERME à Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI.

Excusés sans pouvoir :

NÉANT

Secrétaire : Monsieur Rémi CAPEAU

Monsieur Jean-Christophe GRUVEL donne lecture du rapport ci-joint.

Mes Chers Collègues,

Le groupe Sebban – SAS « Les Trois Palais » - est porteur d'un ambitieux projet de réhabilitation du complexe immobilier comprenant l'hôtel de Gayaud-Verdun, sis place de Verdun, et l'hôtel du 11, Petite-rue-Saint-Jean, visant à créer une adresse hôtelière de qualité dans le centre ancien.

Au sein de cet ensemble, l'hôtel de Gayaud a fait l'objet, en 2019, d'un diagnostic archéologique réalisé par la Direction Archéologie et Muséum sous la responsabilité de Claire Auburtin. Les immeubles, inoccupés depuis longtemps, étaient alors la propriété de la Ville d'Aix-en-Provence qui souhaitait connaître leur potentiel architectural et archéologique avant d'engager tout projet.

Ces travaux ont permis d'appréhender, en sondage, des occupations du XIIIème siècle attribuées au faubourg de la Madeleine. Ils ont surtout mis en évidence la conservation, dans les élévations actuelles de l'immeuble, de vestiges d'un habitat médiéval et montré la lente et complexe décomposition dont il a été l'objet, au fil des siècles et des reconstructions. Le diagnostic de l'hôtel de Gayaud a enfin proposé une première analyse évolutive du parcellaire et des immeubles modernes qui constituent cet ensemble architectural complexe.

En raison de ces découvertes et de l'impact du projet hôtelier sur l'ensemble des immeubles concernés, le Préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur a émis un arrêté prescrivant une fouille archéologique préventive qui doit être conduite sous la forme d'un suivi des travaux de réhabilitation.

L'ensemble des structures mises au jour par les travaux doit ainsi faire l'objet d'une analyse archéologique précise, afin de documenter les différents états des bâtiments et de compléter la connaissance de leur évolution au sein de l'urbanisme aixois.

Pour la réalisation de cette opération, le groupe Sebban – SAS « Les Trois Palais » - a sollicité la Direction Archéologie dont l'habilitation en archéologie préventive couvre les périodes chronologiques requises.

Le contrat, établi conformément au cahier des charges élaboré par le Service Régional de l'Archéologie de PACA, prévoit une intervention sur le terrain d'une durée de 40 jours consistant

en :
- une étude de bâti sur les élévations des immeubles ;
- des fouilles ponctuelles à l'emplacement de deux fosses d'ascenseur et d'une fosse de plantation d'arbre.
La durée de la post-fouille a également été évaluée à 40 jours.
Le coût total de l'opération, estimé à **69 599,34 € HT**, soit **83 519,20 € TTC**, correspond à des frais de personnel et d'analyses. Il sera entièrement pris en charge par le groupe Sebban – SAS « Les Trois Palais » - qui assure également la fourniture des fluides et des infrastructures de chantier.
L'intervention est prévue au printemps 2025.
En conséquence, je vous demande, Mes Chers Collègues, de bien vouloir :

-ACCEPTER le principe de la réalisation par la Direction Archéologie de la fouille préventive prescrite sur les immeubles sis au n°18-20, rue Marius-Reynaud, et au n°11, Petite-rue-Saint-Jean (parcelles AE 249, 255, 322, 350, 351) ;

-AUTORISER Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à l'Archéologie à signer le contrat Ville-SAS « Les Trois Palais », pour sa mise en œuvre ;

-DIRE que les dépenses relatives à la réalisation de la fouille seront imputées au budget général de la Ville sur la ligne n°17998 pour un montant prévisionnel de **69 599,34 € HT**, soit **83 519,20 € TTC** ;

- DIRE QUE ces dépenses feront l'objet de titres de recettes auprès du groupe Sebban – SAS « Les Trois Palais », conformément aux modalités de paiement inscrites au contrat ligne de recette n°17999 ;

- AUTORISER Monsieur le Chef de service comptable du Service de Gestion Comptable d'Aix-en-Provence à faire recette des sommes correspondantes.

Présents et représentés	:	55
Présents	:	42
Abstentions	:	0
Non participation	:	0
Suffrages Exprimés	:	55
Pour	:	55
Contre	:	0

Ont voté contre : NÉANT.
Se sont abstenus : NÉANT.
N'ont pas pris part au vote : NÉANT

Ont signé Sophie JOISSAINS, Maire Président de séance

M. GRUVEL - Madame le Maire, Mes Chers collègues, la 08.06, c'est sympathique, c'est le Musée de la Préhistoire des Gorges du Verdon qui nous demande de lui prêter 4 urnes funéraires de l'âge du bronze, ce que nous faisons volontiers. C'est pour ça qu'on vous propose la Convention.

M. GRUVEL - Ensuite le 08.07 et la 08.08, ce sont 2 dossiers qui concernent des fouilles archéologiques préventives, selon la formule heureuse du bâtonnier KLEIN, ces 2 rapports de fouilles vont nous permettre à notre conseil de renouveler, dans les entrailles matricielles, toute son énergie.

Donc le 08.07, c'est des fouilles archéologiques aux 2 traverses de l'Aigle d'Or, l'aménageur est la SCCV Aixtraor. Les travaux sont prévus sur 40 jours, et sont inscrits au budget de la ville 162 177 €.

La 08.08, c'était des fouilles archéologiques cette fois rue Marius Reynaud avec le groupe Sebban l'aménageur. Elles sont prévues sur 40 jours ouvrés. Et là aussi, le budget de la ville sera imputé de 69 599,34 € hors taxe.

Je vous remercie Madame le Maire.

MME LE MAIRE – Merci Jean-Christophe. Y a-t-il des questions pour ces délibérations ? Alors, on passe au vote.

08.06
Contre : 0
Abstention : 0

Ont voté contre : Néant
Se sont abstenus : Néant

08.07
Contre : 0
Abstention : 0

Ont voté contre : Néant
Se sont abstenus : Néant

08.08
Contre : 0
Abstention : 0

Ont voté contre : Néant
Se sont abstenus : Néant

09.01

RAPPORTEUR : Madame Fabienne VINCENTI
CO-RAPPORTEUR(S) : Madame SICARD-DESNUELLE Marie-Pierre
Politique Publique : 09-DEVELOPPEMENT DU TOURISME ET RAYONNEMENT INTERNATIONAL
OBJET : CÉZANNE 2025 - GESTION DIRECTE PAR LA VILLE D'AIX-EN-PROVENCE DES DEUX SITES CÉZANNIENS DE L'ATELIER DES LAUVES ET DE LA BASTIDE DU JAS DE BOUFFAN - NOUVELLE CONVENTION DE GESTION ENTRE LA VILLE D'AIX-EN-PROVENCE ET L'OFFICE MUNICIPAL DE TOURISME POUR LES CARRIÈRES DE BIBEMUS- Décision du Conseil

Étaient Présents :
Monsieur Jonathan AMIACH, Madame Dominique AUGEY, Madame Béatrice BENDELE, Monsieur Fathi BENJILALI, Madame Kayané BIANCO, Madame Brigitte BILLOT, Madame Odile BONTHOUX, Monsieur Jacques BOUDON, Madame Joëlle CANUET, Monsieur Rémi CAPEAU, Monsieur Pierre-Emmanuel CASANOVA, Monsieur Eric CHEVALIER, Madame Agnès DAURES, Madame Brigitte DEVESA, Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI,

Monsieur Cyril DI MEO, Monsieur Sylvain DIJON, Monsieur Laurent DILLINGER, Monsieur Jean-François DUBOST, Madame Frédérique DUMICHEL, Monsieur Marc FERAUD, Monsieur Jean-Christophe GRUVEL, Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Emmanuel HENRY, Madame Elisabeth HUARD, Madame Claudie HUBERT, Madame Amandine JANER, Madame Sophie JOISSAINS, Monsieur Salah-Eddine KHOUIEL, Monsieur Philippe KLEIN, Madame Perrine MEGGIATO, Monsieur Alain PARRA, Madame Anne-Laurence PETEL, Madame Josy PIGNATEL, Madame Laure SCANDOLERA, Madame Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE, Monsieur Francis TAULAN, Madame Solène TRIVIDIC, Monsieur Jean-Louis VINCENT, Madame Fabienne VINCENTI, Monsieur Michael ZAZOUN, Madame Karima ZERKANI-RAYNAL.

Excusés avec pouvoir donné conformément aux dispositions de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Monsieur Ravi ANDRE à Madame Frédérique DUMICHEL, Madame Laurence ANGELETTI à Monsieur Philippe KLEIN, Monsieur Moussa BENKACI à Monsieur Fathi BENJILALI, Monsieur Pierre-Paul CALENDINI à Madame Josy PIGNATEL, Madame Françoise COURANJOU à Madame Dominique AUGEY, Madame Aliénor COUTIAUX-LACLADERE à Madame Perrine MEGGIATO, Monsieur Gilles DONATINI à Monsieur Laurent DILLINGER, Madame Stéphanie FERNANDEZ à Madame Brigitte BILLOT, Madame Sophie MEYNET DE CACQUERAY à Madame Béatrice BENDELE, Madame Arlette OLLIVIER à Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Marc PENA à Madame Claudie HUBERT, Monsieur Pierre SPANO à Madame Agnès DAURES, Madame Françoise TERME à Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI.

Excusés sans pouvoir :

NÉANT

Secrétaire : Monsieur Rémi CAPEAU

Madame Fabienne VINCENTI donne lecture du rapport ci-joint.

Mes Chers Collègues,

L'œuvre et la vie de Paul Cézanne sont étroitement liées à Aix en Provence, sa ville natale. Il y a passé la majeure partie de son existence, peint ses œuvres emblématiques dont les paysages aixois sont un motif central.

La Ville d'Aix-en-Provence est propriétaire de trois sites témoins de la vie et l'œuvre du peintre que sont sa maison familiale (Bastide de Jas de Bouffan), son dernier atelier (atelier des Lauves) et le cabanon, ainsi que le site des carrières de Bibémus.

La Ville s'est engagée dans un programme de réhabilitation patrimoniale majeur et ambitieux du domaine du Jas de Bouffan ainsi que de l'atelier des Lauves. Ce patrimoine unique attire un grand nombre de visiteurs et représente un instrument culturel, scientifique, pédagogique et touristique à la valeur considérable.

Afin de mettre en lumière ce potentiel, conforter la mise en tourisme du territoire autour de cette thématique, elle a planifié une année Cézanne en 2025 qui verra la production d'une exposition d'envergure internationale de l'œuvre du peintre au musée Granet, ainsi que la réouverture des deux sites, en 2025.Dans un souci de gestion coordonnée des divers sites cézanniens, la Ville a adopté une convention de gestion avec l'Office Municipal de Tourisme pour l'atelier des Lauves, par délibération n° 97.0601 du 12 juin 1997 renouvelée par délibération n° DL.2021-998 pour une durée de trois ans. Celle-ci est arrivée à échéance le 31 janvier 2025.

De même, elle a adopté une convention de gestion avec l'Office Municipal de Tourisme, pour la Bastide du Jas de Bouffan et les Carrières de Bibémus par délibération n°DL.2005.1303 du 7 novembre 2005, renouvelable par tacite reconduction.

Elle s'appuie pour cela, d'une part sur les dispositions de l'article L133-3 du code du tourisme et d'autre part sur les statuts de l'Office Municipal de Tourisme (article 1).

Par ailleurs, la convention triennale d'application des obligations d'intérêt général (2024 - 2026) entre la Ville et l'Office Municipal de Tourisme, adoptée par délibération DL.2024-84 du 9 février 2024, prévoit dans son article 3.5, de confier à l'OMT la gestion des trois sites de Cézanne, par

convention distincte et modalités financières dédiées.
En raison de travaux structurants à l'atelier des Lauves et de la découverte cézannienne faite dans le Grand Salon de la Bastide du Jas de Bouffan, ces sites ouvriront progressivement à partir de 2025.
Au regard de ce nouveau parcours des sites cézanniens, il est convenu que la Ville assure en gestion directe l'exploitation des sites cézanniens que sont le domaine du Jas de Bouffan et l'atelier des Lauves (fonctionnement, investissements, projet scientifique et culturel, médiation) et que l'Office Municipal de Tourisme assure les missions de vente et de commercialisation de l'objet touristique.
A cet effet, il convient de mettre fin à la convention en cours entre la Ville et l'Office Municipal de Tourisme pour la gestion des deux sites de la Bastide du Jas de Bouffan et des Carrières de Bibémus.
L'OMT conserve toutefois la gestion des Carrières de Bibémus, c'est pourquoi une nouvelle convention est proposée en annexe pour l'année 2025.

En conséquence, je vous propose, Mes Chers Collègues, de bien vouloir :

- **METTRE FIN** à la convention de gestion avec l'Office Municipal de Tourisme, pour la Bastide du Jas de Bouffan et les Carrières de Bibémus adoptée par délibération n°DL.2005.1303 du 7 novembre 2005 ;
- **APPROUVER** la nouvelle convention de gestion entre la Ville d'Aix-en-Provence et l'Office Municipal de Tourisme d'Aix-en-Provence pour les Carrières de Bibémus ;
- **AUTORISER** Madame le Maire, ou son élu délégué à signer cette convention et tous documents y afférents, y compris les éventuels avenants.
-

Présents et représentés	:	55
Présents	:	42
Abstentions	:	0
Non participation	:	20
Suffrages Exprimés	:	35
Pour	:	35
Contre	:	0

Ont voté contre : NÉANT
Se sont abstenus : NÉANT
N'ont pas pris part au vote : Dominique AUGEY Pierre-Paul CALENDINI Pierre-Emmanuel CASANOVA Eric CHEVALIER Brigitte DEVESA Sylvaine DI CARO ANTONUCCI Laurent DILLINGER Gilles DONATINI Jean- François DUBOST Stéphanie FERNANDEZ Sellam HADAOUI Amandine JANER Sophie JOISSAINS Arlette OLLIVIER Laure SCANDOLERA Marie-Pierre SICARD – DESNUELLE, Solène TRIVIDIC Jean-Louis VINCENT Michael ZAZOUN Karima ZERKANI-RAYNAL

Ont signé Sophie JOISSAINS, Maire Président de séance

09.02

RAPPORTEUR : Madame Fabienne VINCENTI
CO-RAPPORTEUR(S) : Madame SICARD-DESNUELLE Marie-Pierre

Politique Publique : 09-DEVELOPPEMENT DU TOURISME ET RAYONNEMENT INTERNATIONAL

OBJET : CEZANNE 2025 - CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC ENTRE LA VILLE D'AIX-EN-PROVENCE ET L'OFFICE MUNICIPAL DE TOURISME D'AIX-EN-PROVENCE POUR LA GESTION DES BOUTIQUES DU MUSÉE GRANET ET DES
SITES CEZANNIENS - Décision du Conseil

OBJET : CEZANNE 2025 - CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC ENTRE LA VILLE D'AIX-EN-PROVENCE ET L'OFFICE MUNICIPAL DE TOURISME D'AIX-EN- PROVENCE POUR LA GESTION DES BOUTIQUES DU MUSÉE GRANET ET DES SITES).

Étaient Présents :

Monsieur Jonathan AMIACH, Madame Dominique AUGEY, Madame Béatrice BENDELE, Monsieur Fathi BENJILALI, Madame Kayané BIANCO, Madame Brigitte BILLOT, Madame Odile BONTHOUX, Monsieur Jacques BOUDON, Madame Joëlle CANUET, Monsieur Rémi CAPEAU, Monsieur Pierre-Emmanuel CASANOVA, Monsieur Eric CHEVALIER, Madame Agnès DAURES, Madame Brigitte DEVESA, Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI, Monsieur Cyril DI MEO, Monsieur Sylvain DIJON, Monsieur Laurent DILLINGER, Monsieur Jean-François DUBOST, Madame Frédérique DUMICHEL, Monsieur Marc FERAUD, Monsieur Jean-Christophe GRUVEL, Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Emmanuel HENRY, Madame Elisabeth HUARD, Madame Claudie HUBERT, Madame Amandine JANER, Madame Sophie JOISSAINS, Monsieur Salah-Eddine KHOUIEL, Monsieur Philippe KLEIN, Madame Perrine MEGGIATO, Monsieur Alain PARRA, Madame Anne-Laurence PETEL, Madame Josy PIGNATEL, Madame Laure SCANDOLERA, Madame Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE, Monsieur Francis TAULAN, Madame Solène TRIVIDIC, Monsieur Jean-Louis VINCENT, Madame Fabienne VINCENTI, Monsieur Michael ZAZOUN, Madame Karima ZERKANI-RAYNAL.

Excusés avec pouvoir donné conformément aux dispositions de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Monsieur Ravi ANDRE à Madame Frédérique DUMICHEL, Madame Laurence ANGELETTI à Monsieur Philippe KLEIN, Monsieur Moussa BENKACI à Monsieur Fathi BENJILALI, Monsieur Pierre-Paul CALENDINI à Madame Josy PIGNATEL, Madame Françoise COURANJOU à Madame Dominique AUGEY, Madame Aliénor COUTIAUX-LACLADERE à Madame Perrine MEGGIATO, Monsieur Gilles DONATINI à Monsieur Laurent DILLINGER, Madame Stéphanie FERNANDEZ à Madame Brigitte BILLOT, Madame Sophie MEYNET DE CACQUERAY à Madame Béatrice BENDELE, Madame Arlette OLLIVIER à Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Marc PENA à Madame Claudie HUBERT, Monsieur Pierre SPANO à Madame Agnès DAURES, Madame Françoise TERME à Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI.

Excusés sans pouvoir :

NÉANT

Secrétaire : Monsieur Rémi CAPEAU

Mes Chers Collègues,

Dans le cadre de sa politique culturelle et touristique, la Ville d'Aix-en-Provence consacrera l'année 2025 à Paul Cézanne. Elle organisera une exposition exceptionnelle des œuvres du peintre au Musée Granet et elle mettra en lumière les sites cézanniens, dont l'atelier des Lauves et la Bastide du Jas de Bouffan.

En raison de travaux structurants à l'atelier des Lauves et de la découverte cézannienne faite dans le Grand Salon de la Bastide du Jas de Bouffan, ces sites ouvriront progressivement à partir de 2025.

Au regard de ce nouveau parcours des sites cézanniens, il est convenu que la Ville assure en

gestion directe l'exploitation des sites cézanniens que sont le domaine du Jas de Bouffan et l'atelier des Lauves (fonctionnement, investissements, projet scientifique et culturel, médiation) et que l'Office Municipal de Tourisme assure les missions de vente et de commercialisation de l'objet touristique.
À cet effet, une convention d'occupation temporaire du domaine public entre la Ville d'Aix-en-Provence et l'Office Municipal de Tourisme pour les trois boutiques du Musée Granet, de l'atelier des Lauves et de la Bastide du Jas de Bouffan est proposée en annexe, pour l'année 2025.
Celle-ci met fin à la convention d'occupation temporaire du domaine public en cours entre la Ville d'Aix-en-Provence et l'Office Municipal de Tourisme concernant la librairie-boutique du Musée Granet, adoptée par délibération n° DL.2023-104 du 17 mars 2023 pour la période 2023-2026.
Dans ce nouveau cadre, l'Office s'engage à régler à la Ville d'une part, une redevance annuelle minimale fixe pour les trois locaux, conformément au barème des valeurs locatives des locaux communaux adoptés par délibération n° DL.2022-307 du 14 octobre 2022, complétée des charges inhérentes (électricité, eau, chauffage, climatisation). D'autre part, il s'engage à régler une redevance variable calculée, sur la base de x % du résultat net de chacune des boutiques.

En conséquence, je vous propose, Mes Chers Collègues, de bien vouloir :

- METTRE FIN à la convention en cours d'occupation temporaire du domaine public pour la « librairie-boutique » du Musée Granet, adoptée par délibération n°DL.2023-104 du 17 mars 2023 ;

- APPROUVER la convention d'occupation temporaire du domaine public entre la Ville d'Aix-en-Provence et l'Office de Tourisme d'Aix-en-Provence pour les trois boutiques du Musée Granet, de l'atelier des Lauves et du domaine du Jas de Bouffan, sur l'année 2025 ;

- AUTORISER Madame le Maire, ou son élu délégué, à signer cette convention et tous documents y afférents, y compris les éventuels avenants.

-

Présents et représentés	:	55
Présents	:	42
Abstentions	:	0
Non participation	:	20
Suffrages Exprimés	:	35
Pour	:	35
Contre	:	0

Ont voté contre : NÉANT
Se sont abstenus : NÉANT
N'ont pas pris part au vote : Dominique AUGEY Pierre-Paul CALENDINI Pierre-Emmanuel CASANOVA Eric CHEVALIER Brigitte DEVESA Sylvaine DI CARO ANTONUCCI Laurent DILLINGER Gilles DONATINI Jean- François DUBOST Stéphanie FERNANDEZ Sellam HADAOUI Amandine JANER Sophie JOISSAINS Arlette OLLIVIER Laure SCANDOLERA Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE
Solène TRIVIDIC Jean-Louis VINCENT Michael ZAZOUN Karima ZERKANI-RAYNAL

Ont signé Sophie JOISSAINS, Maire Président de séance

09.03

RAPPORTEUR : Madame Fabienne VINCENTI
CO-RAPPORTEUR(S) : Madame SICARD-DESNUELLE Marie-Pierre
Politique Publique : 09-DEVELOPPEMENT DU TOURISME ET RAYONNEMENT INTERNATIONAL
OBJET : CEZANNE 2025 - CONVENTION DE PRESTATION DE SERVICE ET CONVENTION DE MANDAT ENTRE LA VILLE D'AIX-EN-PROVENCE ET L'OFFICE MUNICIPAL DE TOURISME D'AIX-EN-PROVENCE POUR LA VENTE DE BILLETS D'ENTRÉE À L'ATELIER DES LAUVES ET A LA BASTIDE DU JAS DE BOUFFAN. RECTIFICATIF DE LA DÉLIBÉRATION N°DL.2024-328 DU 19 JUILLET 2024 RELATIVE À LA GRILLE DE TARIFICATIONS POUR LES BILLETTERIES EXPOSITIONS MUSÉE GRANET ET MUSÉES D'ART ET D'HISTOIRE, POUR LES DROITS D'ENTRÉES AUX SITES CEZANNIENS.- Décision du Conseil

Étaient Présents :
Monsieur Jonathan AMIACH, Madame Dominique AUGEY, Madame Béatrice BENDELE, Monsieur Fathi BENJILALI, Madame Kayané BIANCO, Madame Brigitte BILLOT, Madame Odile BONTHOUX, Monsieur Jacques BOUDON, Madame Joëlle CANUET, Monsieur Rémi CAPEAU, Monsieur Pierre-Emmanuel CASANOVA, Monsieur Eric CHEVALIER, Madame Agnès DAURES, Madame Brigitte DEVESA, Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI, Monsieur Cyril DI MEO, Monsieur Sylvain DIJON, Monsieur Laurent DILLINGER, Monsieur Jean-François DUBOST, Madame Frédérique DUMICHEL, Monsieur Marc FERAUD, Monsieur Jean-Christophe GRUVEL, Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Emmanuel HENRY, Madame Elisabeth HUARD, Madame Claudie HUBERT, Madame Amandine JANER, Madame Sophie JOISSAINS, Monsieur Salah-Eddine KHOUIEL, Monsieur Philippe KLEIN, Madame Perrine MEGGIATO, Monsieur Alain PARRA, Madame Anne-Laurence PETEL, Madame Josy PIGNATEL, Madame Laure SCANDOLERA, Madame Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE, Monsieur Francis TAULAN, Madame Solène TRIVIDIC, Monsieur Jean-Louis VINCENT, Madame Fabienne VINCENTI, Monsieur Michael ZAZOUN, Madame Karima ZERKANI-RAYNAL.
Excusés avec pouvoir donné conformément aux dispositions de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :
Monsieur Ravi ANDRE à Madame Frédérique DUMICHEL, Madame Laurence ANGELETTI à Monsieur Philippe KLEIN, Monsieur Moussa BENKACI à Monsieur Fathi BENJILALI, Monsieur Pierre-Paul CALENDINI à Madame Josy PIGNATEL, Madame Françoise COURANJOU à Madame Dominique AUGEY, Madame Aliénor COUTIAUX-LACLADERE à Madame Perrine MEGGIATO, Monsieur Gilles DONATINI à Monsieur Laurent DILLINGER, Madame Stéphanie FERNANDEZ à Madame Brigitte BILLOT, Madame Sophie MEYNET DE CACQUERAY à Madame Béatrice BENDELE, Madame Arlette OLLIVIER à Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Marc PENA à Madame Claudie HUBERT, Monsieur Pierre SPANO à Madame Agnès DAURES, Madame Françoise TERME à Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI.
Excusés sans pouvoir :
NÉANT
Secrétaire : Monsieur Rémi CAPEAU
Madame Fabienne VINCENTI donne lecture du rapport ci-joint.

Mes Chers Collègues,
Dans le cadre de l'évènement dédié à Cézanne en 2025, le Conseil Municipal a adopté, lors de sa séance du 6 décembre dernier, une convention de prestation de services et convention de

mandat entre la Ville d'Aix-en-Provence et l'Office Municipal de Tourisme (OT) pour la vente de billets au Musée Granet.
Afin d'avoir une gestion coordonnée et opérationnelle de la billetterie liée à cet évènement, la Ville souhaite également confier à son Office de Tourisme, la gestion de sa billetterie pour les deux sites cézanniens de l'atelier des Lauves et de la Bastide du Jas de Bouffan.
Celle-ci passe par une convention de prestation de service et convention de mandat prises en application de l'article L. 2511-1 du Code de la Commande Publique.
En tant que station classée, la Ville d'Aix-en-Provence exerce pleinement la compétence « promotion du tourisme dont la création d'office du tourisme » en application de l'articleL. 5218-2 I al. 2 du Code Général des Collectivités Territoriales. Dans ce cadre, elle demeure la collectivité territoriale de rattachement de son Office de Tourisme.
L'Office Municipal de Tourisme d'Aix-en-Provence est un établissement public qui est régi par les dispositions L. 133-1 et suivants du Code du Tourisme. Ses missions sont définies par l'article L. 133-3 du Code du Tourisme ainsi que par ses statuts adoptés par délibération n° DL.2021-489 du Conseil Municipal du 12 février 2021 qui lui permettent d'exercer des missions complémentaires telles que celles objet de la présente convention.
La Ville et l'Office Municipal de Tourisme ont également adopté une convention triennale d'application des obligations d'intérêt général pour les années 2024 à 2026.
Dans ce cadre, la Ville d'Aix-en-Provence missionne l'Office Municipal de Tourisme pour la gestion, la commercialisation et l'encaissement de billets d'entrée « individuel » et « groupes » dans les points de vente physiques et sur son site internet dédié.
La Ville conserve la maîtrise de la billetterie dont elle est le propriétaire et le gestionnaire dûment habilité, et notamment :
- définition de la grille tarifaire,
- date de mise en vente de la billetterie.

les recettes ainsi encaissées par l'OT seront reversées à la Ville, après application d'une commission sur le chiffre d'affaires de la billetterie individuelle et groupe (recettes – remboursements de billets) qui sera de 10 % sur les billets payants vendus.
Par ailleurs, il vous est proposé de rectifier la délibération n° DL. 2024-328 du 19 juillet 2024 relative à la grille de tarifications pour les billetteries expositions Musée Granet et Musée d'Art et d'Histoire, pour les droits d'entrée aux sites cézanniens.
Ainsi, la gratuité de l'exposition Cézanne au Musée Granet est supprimée pour le Aix city pass.

Aussi, je vous demande, Mes Chers Collègues, de bien vouloir :

- APPROUVER la convention de prestation de services et convention de mandat ci-annexée, entre la Ville d'Aix-en-Provence et l'Office de Tourisme d'Aix-en-Provence pour la vente de billets d'entrée à l'atelier des Lauves et à la Bastide du Jas de Bouffan, dans le cadre de l'évènement Cézanne 2025 ;

- AUTORISER Madame le Maire, ou son élu délégué, à signer ces conventions et tous documents y afférents, y compris les avenants ;

- SUPPRIMER la gratuité de l'exposition Cézanne au Musée Granet pour le Aix city pass mentionnée dans la délibération n° DL.2024-328 du 19 juillet 2024.

Présents et représentés	:	55
Présents	:	42
Abstentions	:	0
Non participation	:	20
Suffrages Exprimés	:	35
Pour	:	35

Contre : 0

Ont voté contre : NEANT
Se sont abstenus : NEANT
N'ont pas pris part au vote : Dominique AUGEY Pierre-Paul CALENDINI Pierre-Emmanuel CASANOVA Eric CHEVALIER Brigitte DEVESA Sylvaine DI CARO ANTONUCCI Laurent DILLINGER Gilles DONATINI Jean- François DUBOST Stéphanie FERNANDEZ Sellam HADAOUI Amandine JANER Sophie JOISSAINS Arlette OLLIVIER Laure SCANDOLERA Marie-Pierre SICARD – DESNUELLE, Solène TRIVIDIC Jean-Louis VINCENT Michael ZAZOUN Karima ZERKANI-RAYNAL

Ont signé Sophie JOISSAINS, Maire Président de séance

09.08

RAPPORTEUR : Madame Fabienne VINCENTI
Politique Publique : 09-DEVELOPPEMENT DU TOURISME ET RAYONNEMENT INTERNATIONAL
OBJET : POLITIQUE DE TOURISME - UTILISATION DU CENTRE DE CONGRES- MISE A DISPOSITION GRATUITE ET TARIFS PRÉFÉRENTIELS - Décision du Conseil

Mes Chers Collègues,
Le Conseil Municipal a adopté par délibération n° DL.2022-326 du 14 octobre 2022, la convention entre la Ville et l'Office Municipal de Tourisme pour la gestion du Centre de Congrès.
Celle-ci précise à l'article 5, que toute utilisation du Centre de Congrès est subordonnée à l'acquittement du montant de la location, selon les tarifs approuvés par le Comité de Direction de l'Office Municipal de Tourisme et le Conseil Municipal.
Les demandes de réductions commerciales ou de gratuités pour l'utilisation du centre de Congrès relèvent, en dehors des usages précisés dans la convention, de la compétence du Conseil Municipal.
Elles ne concernent que la partie locative, les frais techniques restant à la charge des organisateurs.
La gratuité peut être accordée de façon ponctuelle, pour deux évènements par an à l'initiative de la Ville et pour un évènement par an à caractère social ou humanitaire porté par des organismes extérieurs.
Dans le cadre de la politique de proximité mise en œuvre par l'exécutif de la Ville d'Aix-en-Provence, des cérémonies de vœux à la population sont organisées dans les différents quartiers de la Ville. Ces événements, au fil des évolutions des découpages administratifs, se sont progressivement élargis. Ainsi, ces dernières années, de nouveaux quartiers tels que Pey Blanc-Saint Mitre-Les Granettes ont été intégrés, et en 2024, le quartier de Célony a rejoint cette dynamique.
En 2024, des vœux ont été organisés dans tous les quartiers de la Ville, à l'exception du centre-ville.
Pour l'année 2025, il a été décidé d'ajouter ces vœux spécifiques au centre-ville afin de permettre aux habitants, commerçants et autres acteurs locaux de ce quartier de participer pleinement à cet événement. Cependant, dans ce secteur, la Ville ne dispose pas d'une salle municipale avec une jauge adaptée pour accueillir l'ensemble de la population concernée.
Ainsi, il a été convenu d'organiser les vœux du centre-ville au Centre de Congrès, le lundi 13 janvier 2025, à 18h30. Cet événement marque une nouvelle étape dans la volonté de la Ville de renforcer le lien avec ses habitants et de faire de ces moments de convivialité un véritable vecteur de proximité et d'échanges.
À cet effet, une demande de gratuité d'un montant de 5 695 € HT vous est proposée.

En conséquence, je vous demande, Mes Chers Collègues, de bien vouloir :

- **APPROUVER** la gratuité de la location du Centre de Congrès, pour la cérémonie des vœux du centre-ville, pour un montant de 5 695 euros HT.

Présents et représentés	:	55
Présents	:	42
Abstentions	:	0
Non participation	:	20
Suffrages Exprimés	:	35
Pour	:	35
Contre	:	0

Ont voté contre : NÉANT
Se sont abstenus : NÉANT
N'ont pas pris part au vote : Dominique AUGEY Pierre-Paul CALENDINI Pierre-Emmanuel CASANOVA Eric CHEVALIER Brigitte DEVESA Sylvaine DI CARO ANTONUCCI Laurent DILLINGER Gilles DONATINI Jean- François DUBOST Stéphanie FERNANDEZ Sellam HADAOUI Amandine JANER Sophie JOISSAINS Arlette OLLIVIER Laure SCANDOLERA Marie-Pierre SICARD – DESNUELLE, Solène TRIVIDIC Jean-Louis VINCENT Michael ZAZOUN Karima ZERKANI-RAYNAL

09.04

OBJET : RELATIONS INTERNATIONALES - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS SUITE A LA PROPOSITION DU COMITE DE SELECTION DE L'APPEL A PROJETS 2025
Étaient présents :
Monsieur Jonathan AMIACH, Madame Dominique AUGEY, Madame Béatrice BENDELE, Monsieur Fathi BENJILALI, Madame Kayané BIANCO, Madame Brigitte BILLOT, Madame Odile BONTHOUX, Monsieur Jacques BOUDON, Madame Joëlle CANUET, Monsieur Rémi CAPEAU, Monsieur Pierre-Emmanuel CASANOVA, Monsieur Eric CHEVALIER, Madame Agnès DAURES, Madame Brigitte DEVESA, Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI, Monsieur Cyril DI MEO, Monsieur Sylvain DIJON, Monsieur Laurent DILLINGER, Monsieur Jean-François DUBOST, Madame Frédérique DUMICHEL, Monsieur Marc FERAUD, Monsieur Jean-Christophe GRUVEL, Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Emmanuel HENRY, Madame Elisabeth HUARD, Madame Claudie HUBERT, Madame Amandine JANER, Madame Sophie JOISSAINS, Monsieur Salah-Eddine KHOUIEL, Monsieur Philippe KLEIN, Madame Perrine MEGGIATO, Monsieur Alain PARRA, Madame Anne-Laurence PETEL, Madame Josy PIGNATEL, Madame Laure SCANDOLERA, Madame Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE, Monsieur Francis TAULAN, Madame Solène TRIVIDIC, Monsieur Jean-Louis VINCENT, Madame Fabienne VINCENTI, Monsieur Michael ZAZOUN, Madame Karima ZERKANI-RAYNAL.
Excusés avec pouvoir donné conformément aux dispositions de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :
Monsieur Ravi ANDRE à Madame Frédérique DUMICHEL, Madame Laurence ANGELETTI à Monsieur Philippe KLEIN, Monsieur Moussa BENKACI à Monsieur Fathi BENJILALI, Monsieur Pierre-Paul CALENDINI à Madame Josy PIGNATEL, Madame Françoise COURANJOU à Madame Dominique AUGEY, Madame Aliénor COUTIAUX-LACLADERE à Madame Perrine MEGGIATO, Monsieur Gilles DONATINI à Monsieur Laurent DILLINGER, Madame Stéphanie FERNANDEZ à Madame Brigitte BILLOT, Madame Sophie

MEYNET DE CACQUERAY à Madame Béatrice BENDELE, Madame Arlette OLLIVIER à Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Marc PENA à Madame Claudie HUBERT, Monsieur Pierre SPANO à Madame Agnès DAURES, Madame Françoise TERME à Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI.
Excusés sans pouvoir :
NÉANT
Secrétaire : Monsieur Rémi CAPEAU
Madame Karima ZERKANI-RAYNAL donne lecture du rapport ci-joint.

MME LE MAIRE – Alors, ça va être un peu compliqué, je vais demander à Dominique AUGEY Pierre-Paul CALENDINI n'est pas là, Pierre-Emmanuel CASANOVA, Eric CHEVALIER, Brigitte DEVESA, Sylvaine DI CARO ANTONUCCI, Laurent DILLINGER, Gilles DONATINI, Jean-François DUBOST, Stéphanie n'est pas là, Sellam HADAOUI, Amandine JANER, moi-même, Arlette OLLIVIER n'est pas là non plus, Laure SCANDOLERA, Marie-Pierre SICARD DESNUELLE, Solène TRIVIDIC, Jean-Louis VINCENT, Michael ZAZOUN et Karima qui n'est pas là, de sortir pour l'Office du Tourisme. Désolée Michel.

[Les élus concernés quittent l'Assemblée]

MME VINCENTI – Je vais prendre la 09.01 puisqu'il ne reste plus que moi ! Cézanne 2025, gestion directe par la ville d'Aix En Provence de 2 cités cézanniennes de l'atelier des Lauves et de la Bastide du Jas de bouchon. Il convient de mettre fin à la convention en cours entre la ville et l'Office du Tourisme pour la gestion de 2 sites de la Bastide du Jas de Bouffan et des Carrières de Bibémus. L'Office du tourisme conserve toutefois la gestion des Carrières de Bibémus. C'est pourquoi une nouvelle convention est proposée en annexe pour l'année 2025.

La 09.02, Cézanne 2025, convention d'occupation temporaire du domaine public entre la ville d'Aix En Provence et l'Office Municipal du Tourisme d'Aix En Provence. Il s'agit d'une convention d'occupation temporaire du domaine public entre la ville Aix en Provence et l'Office Municipal du Tourisme pour les 3 boutiques du Musée Granet, de l'atelier des Lauves, et de la Bastide du Jas de Bouffan, proposées pour l'année 2025.

Alors ce pourcentage ne figure pas dans le rapport pour le CM du 7 décembre 2025, il convient de mentionner aux élus présents qu'il convient de le préciser dans le rapport, mais qui ne figure bien dans la convention jointe en annexe.

Donc 09.03, Cézanne 2025, convention de prestation de service et convention de mandat entre la ville d'Aix En Provence et l'Office Municipal du Tourisme. Afin d'avoir une gestion coordonnée opérationnelle de la billetterie liée à Cézanne 2025, la ville souhaite confier à son office du tourisme la gestion de sa billetterie sur ces 2 sites cézaniens de l'atelier des Lauves et de la Bastide du Jazz de Bouffan.

Voilà, c'est fini pour moi. Y a-t-il des questions ? Non, il faut voter.

09.01
Contre : 0
Abstention : 0

Ont voté contre : Néant
Se sont abstenus : Néant

09.02
Contre : 0
Abstention : 0

Ont voté contre : Néant
Se sont abstenus : Néant

09.03
Contre : 0
Abstention : 0

Ont voté contre : Néant
Se sont abstenus : Néant

Donc approuvé, je vous remercie.

Ont signé Sophie JOISSAINS, Maire Président de séance

OBJET : CENTRES SOCIAUX- ATTRIBUTION DE SUBVENTION 2025- CONVENTIONS ANNUELLES GLOBALISÉES- AUTORISER MADAME LE MAIRE OU SON REPRÉSENTANT A SIGNER

Étaient Présents :
Monsieur Jonathan AMIACH, Madame Dominique AUGEY, Madame Béatrice BENDELE, Monsieur Fathi BENJILALI, Madame Kayané BIANCO, Madame Brigitte BILLOT, Madame Odile BONTHOUX, Monsieur Jacques BOUDON, Madame Joëlle CANUET, Monsieur Rémi CAPEAU, Monsieur Pierre-Emmanuel CASANOVA, Monsieur Eric CHEVALIER, Madame Agnès DAURES, Madame Brigitte DEVESA, Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI, Monsieur Cyril DI MEO, Monsieur Sylvain DIJON, Monsieur Laurent DILLINGER, Monsieur Jean-François DUBOST, Madame Frédérique DUMICHEL, Monsieur Marc FERAUD, Monsieur Jean-Christophe GRUVEL, Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Emmanuel HENRY, Madame Elisabeth HUARD, Madame Claudie HUBERT, Madame Amandine JANER, Madame Sophie JOISSAINS, Monsieur Salah-Eddine KHOUIEL, Monsieur Philippe KLEIN, Madame Perrine MEGGIATO, Monsieur Alain PARRA, Madame Anne-Laurence PETEL, Madame Josy PIGNATEL, Madame Laure SCANDOLERA, Madame Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE, Monsieur Francis TAULAN, Madame Solène TRIVIDIC, Monsieur Jean-Louis VINCENT, Madame Fabienne VINCENTI, Monsieur Michael ZAZOUN, Madame Karima ZERKANI-RAYNAL.
Excusés avec pouvoir donné conformément aux dispositions de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :
Monsieur Ravi ANDRE à Madame Frédérique DUMICHEL, Madame Laurence ANGELETTI à Monsieur Philippe KLEIN, Monsieur Moussa BENKACI à Monsieur Fathi BENJILALI, Monsieur Pierre-Paul CALENDINI à Madame Josy PIGNATEL, Madame Françoise COURANJOU à Madame Dominique AUGEY, Madame Aliénor COUTIAUX-LACLADERE à Madame Perrine MEGGIATO, Monsieur Gilles DONATINI à Monsieur Laurent DILLINGER, Madame Stéphanie FERNANDEZ à Madame Brigitte BILLOT, Madame Sophie MEYNET DE CACQUERAY à Madame Béatrice BENDELE, Madame Arlette OLLIVIER à Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Marc PENA à Madame Claudie HUBERT, Monsieur Pierre SPANO à Madame Agnès DAURES, Madame Françoise TERME à Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI.

Excusés sans pouvoir :
NÉANT
Secrétaire : Monsieur Rémi CAPEAU.

MME VINCENTI - Pour la 09.08, politique du tourisme, utilisation du Centre de Congrès, mise à disposition gratuite et tarifs préférentiels. Il s'agit d'approuver la gratuité de la location du Centre des Congrès pour la cérémonie des vœux du centre-ville pour un montant de 5 695 €. Nous votons.

09.08
Contre : 0
Abstention : 0

Ont voté contre : Néant
Se sont abstenus : Néant

Donc approuvé, je vous remercie.

[Retour des élus]

MME VINCENTI – C'est bon Madame le Maire, c'est voté, j'ai fait ce que j'ai pu.

09.04

RAPPORTEUR : Madame Karima ZERKANI-RAYNAL
CO-RAPPORTEUR(S) : Madame FERNANDEZ Stéphanie, Madame BILLOT Brigitte
Politique Publique : 09-DEVELOPPEMENT DU TOURISME ET RAYONNEMENT INTERNATIONAL
OBJET : RELATIONS INTERNATIONALES - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS SUITE À LA PROPOSITION DU COMITE DE SÉLECTION DE L'APPEL À PROJETS 2025- Décision du Conseil

Mes Chers Collègues,
Dans le cadre de sa politique d'action internationale, la Ville d'Aix-en-Provence s'est fixée comme objectif de développer l'internationalisation de son territoire. Il s'agit de donner les moyens aux acteurs locaux de s'ouvrir vers l'extérieur, de les encourager à donner une dimension internationale à leurs projets, de les accompagner dans l'échange interculturel et la montée en compétence par l'échange d'expériences.
Ainsi, la Ville a pu mettre en place l'« Appel à projets Relations internationales 2025 », autorisé par le Conseil Municipal en référence à la délibération n°DL.2024-454 et diffusé sur la période du 2 novembre au 15 décembre 2024 pour permettre au tissu associatif local la réalisation d'initiatives internationales.
Fort du réseau de 16 villes partenaires, le présent appel à projets, par l'octroi de subventions, a pour finalités de :
- renforcer l'ouverture internationale des associations du territoire d'Aix-en-Provence au travers de la mission de coopération internationale.
- contribuer à la réalisation d'actions concrètes ayant un impact sur le territoire d'Aix-en-Provence et/ou de ses villes partenaires.
Une priorité a pu être donnée aux projets :
- associant les enfants et les jeunes aux actions menées.

- favorisant la dimension partenariale entre les acteurs aixois et internationaux.
- permettant le développement d'échanges sociaux, culturels et solidaires.
- s'inscrivant dans une perspective de relations pérennes.

Une attention particulière a été accordée aux projets intégrant les villes jumelles et partenaires d'Aix-en-Provence à travers le monde.

Le soutien financier accordé par la Ville d'Aix-en-Provence représentera au maximum 50 % du budget total du projet.

La sélection des projets soutenus dans le cadre de l'Appel à projets Relations internationales au titre de l'année 2025 s'est effectuée sur l'expertise et l'avis du comité de sélection constitué des élus, pour apprécier les dossiers, au nombre de 7, qui ont été soumis selon les critères et les axes définis.

Ainsi, le tableau présenté ci-après mentionne les projets retenus et les aides attribuées aux associations dans le cadre de l'Appel à projets Relations internationales 2025 :

Association	**Numéro dossier**	**Nom du projet**	**Coût global du projet HT**	**Montant de subvention accordée** **Relations internationales**	**Autre montant de subvention accordée** **Affaires européennes** **Humanitaire international**
CSC Jean-Paul Coste	**00002674**	**Citoyens du Monde – International 2025**	**28 900 €**	**3 000 €**	
CIACU	**00002937**	**Solidarité Oujda 2025**	**29905 €**	**3 200 €**	
COBIAC	**00002937**	**La Caravane culturelle de Baalbeck**	**9 698 €**	**4 000 €**	
La Boite à Mus	**00002935**	**Les Pousses du Bamboo Orchestra, d'Aix- en-Provence à Kumamoto**	**19 005 €**	**3 000 €**	
La Fabrique 13	**00002934**	**Voix de la jeunesse : Éveiller l'engagement européen**	**8 270 €**	**1 000 €**	**1 000 €** **Affaires européennes**

Pompiers sans frontières	**00002938**	**Plan de gestion et de gouvernance des incendies du territoire de Jezzine – LIBAN**	**85 000 €**	**2 800 €**	**2 700 €** **Humanitaire international**
			TOTAL	**17 000,00 €**	**3 700 €**

Au regard du projet proposé par l'association La Fabrique 13, une subvention supplémentaire de 1000 euros est accordée au titre des affaires européennes.
Au regard du projet proposé par l'association Pompiers sans frontières, une subvention supplémentaire de 2700 euros est accordée au titre de l'humanitaire international.En conséquence, je vous demande, Mes Chers Collègues, de bien vouloir :

- **DÉCIDER** de l'attribution des subventions aux projets des associations retenus dans le cadre de l'Appel à projets Relations internationales 2025 de la Ville d'Aix-en-Provence pour un montant total de 17 000 euros ;
- **ATTRIBUER** une subvention supplémentaire au projet de l'association La Fabrique 13 « Voix de la jeunesse : Éveiller l'engagement européen » au titre des affaires européennes pour un montant de 1 000 euros ;
- **ATTRIBUER** une subvention supplémentaire au projet de Pompiers sans frontières « Plan de gestion et de gouvernance des incendies du territoire de Jezzine – Liban » au titre de l'humanitaire international pour un montant de 2 700 euros ;
- **ACCEPTER** que les crédits soient prélevés sur les lignes budgétaires qui présentent les disponibilités suffisantes dans le cadre de l'exercice 2025 ;
- **AUTORISER** le versement des subventions aux associations mentionnées ;
- **AUTORISER** Madame le Maire ou l'Adjoint délégué aux relations internationales, à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération et à signer l'ensemble des documents y afférent.

Présents et représentés	:	55
Présents	:	42
Abstentions	:	0
Non participation	:	2
Suffrages Exprimés	:	53
Pour	:	53
Contre	:	0

Ont voté contre : NÉANT
Se sont abstenus : NÉANT
N'ont pas pris part au vote : Eric CHEVALIER, Fabienne VINCENTI

Ont signé Sophie JOISSAINS, Maire Président de séance

09.05

OBJET : RELATIONS INTERNATIONALES : SIGNATURE D'UNE CONVENTION DE PARTENARIAT TRIPARTITE ENTRE LA VILLE D'AIX-EN-PROVENCE, LA VILLE DE KUMAMOTO ET LA VILLA KUJOYAMA.

Étaient Présents :

Monsieur Jonathan AMIACH, Madame Dominique AUGEY, Madame Béatrice BENDELE, Monsieur Fathi BENJILALI, Madame Kayané BIANCO, Madame Brigitte BILLOT, Madame Odile BONTHOUX, Monsieur Jacques BOUDON, Madame Joëlle CANUET, Monsieur Rémi CAPEAU, Monsieur Pierre-Emmanuel CASANOVA, Monsieur Eric CHEVALIER, Madame Agnès DAURES, Madame Brigitte DEVESA, Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI, Monsieur Cyril DI MEO, Monsieur Sylvain DIJON, Monsieur Laurent DILLINGER, Monsieur Jean-François DUBOST, Madame Frédérique DUMICHEL, Monsieur Marc FERAUD, Monsieur Jean-Christophe GRUVEL, Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Emmanuel HENRY, Madame Elisabeth HUARD, Madame Claudie HUBERT, Madame Amandine JANER, Madame Sophie JOISSAINS, Monsieur Salah-Eddine KHOUIEL, Monsieur Philippe KLEIN, Madame Perrine MEGGIATO, Monsieur Alain PARRA, Madame Anne-Laurence PETEL, Madame Josy PIGNATEL, Madame Laure SCANDOLERA, Madame Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE, Monsieur Francis TAULAN, Madame Solène TRIVIDIC, Monsieur Jean-Louis VINCENT, Madame Fabienne VINCENTI, Monsieur Michael ZAZOUN, Madame Karima ZERKANI-RAYNAL.

Excusés avec pouvoir donné conformément aux dispositions de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Monsieur Ravi ANDRE à Madame Frédérique DUMICHEL, Madame Laurence ANGELETTI à Monsieur Philippe KLEIN, Monsieur Moussa BENKACI à Monsieur Fathi BENJILALI, Monsieur Pierre-Paul CALENDINI à Madame Josy PIGNATEL, Madame Françoise COURANJOU à Madame Dominique AUGEY, Madame Aliénor COUTIAUX-LACLADERE à Madame Perrine MEGGIATO, Monsieur Gilles DONATINI à Monsieur Laurent DILLINGER, Madame Stéphanie FERNANDEZ à Madame Brigitte BILLOT, Madame Sophie MEYNET DE CACQUERAY à Madame Béatrice BENDELE, Madame Arlette OLLIVIER à Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Marc PENA à Madame Claudie HUBERT, Monsieur Pierre SPANO à Madame Agnès DAURES, Madame Françoise TERME à Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI.

Excusés sans pouvoir :

NÉANT

Secrétaire : Monsieur Rémi CAPEAU.

MME LE MAIRE – Merci Fabienne. Alors, Karima pour la 09.04.

MME ZERKANI RAYNAL - Alors, il s'agit d'une attribution de subvention suite à la composition du comité de sélection pour l'appel à projets 2025. Dans le cadre du soutien à l'internationalisation du territoire, la ville d'Aix En Provence a pu renouveler le dispositif d'appel à projets relations internationales. Le comité de sélection a pu émettre un avis pour apprécier tous les dossiers. Nous en avons sélectionné 6 pour un montant de 17 000 €. Une demande de subventions supplémentaires de 1 000 € au titre des affaires européennes et de 2 700 € au titre de l'humanitaire est présentée au travers de 2 dossiers retenus.

La 09.05, il s'agit d'une signature…

MME LE MAIRE – Eric et Fabienne peuvent revenir. Vas-y

[Entrent les 2 élus]

MME ZERKANI RAYNAL – Il s'agit d'une signature de convention de partenariat tripartite entre la ville d'Aix En Provence, la ville de Kumamoto et la Villa Kujoyama. Suite au déplacement du Maire au Japon en 2023, la ville d'Aix En Provence formalise une convention de partenariat avec la ville de Kumamoto et la Villa Kujoyama. Ce projet a pour but de permettre à des artistes ayant déjà fait une résidence dans cet établissement artistique du réseau de coopération culturelle du Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères, d'effectuer une post-résidence à Kumamoto afin d'en faire une restitution à Aix en Provence. Le projet prévoit d'associer les acteurs culturels du territoire.

MME LE MAIRE – Je propose qu'on passe les questions sur la 09.04 et qu'on la vote avant de faire rentrer nos collègues.

MME ZERKANI RAYNAL - Ah d'accord !

MME LE MAIRE - Pardon. Alors pour la 09.04, y a-t-il des questions ?

09.04
Contre : 0
Abstention : 0

Ont voté contre : Néant
Se sont abstenus : Néant

Très bien, vas-y.

09.06

RAPPORTEUR : Madame Karima ZERKANI-RAYNAL
Politique Publique : 09-DEVELOPPEMENT DU TOURISME ET RAYONNEMENT INTERNATIONAL
OBJET : MÉCÉNAT - CONVENTION AVEC LE ROTARY CLUB POUR LES JEUX ÉDUCATIFS DE LA PETITE GALERIE CEZANNE - Décision du Conseil

Mes Chers Collègues,
Le ROTARY CLUB Aix-en-Provence, créé fin 1937, est le club doyen du Pays d'Aix. Il a à cœur de servir l'intérêt général, de réaliser des actions de solidarité et citoyennes, et d'apporter des contributions dans les domaines de la santé, de l'éducation, de la culture et de l'environnement.
Le ROTARY souhaite soutenir le **KIT PERISCOLAIRE AUTOUR DE CEZANNE**, un projet conjuguant culture et éducation.
Dans le cadre de l'année Cézanne 2025, la Ville d'Aix-en-Provence propose de sensibiliser les enfants accueillis sur le temps périscolaire à la vie et l'œuvre de Cézanne autour d'un kit ludique et pédagogique.
Le kit, composé d'un livret pédagogique ainsi que d'un jeu de société autour de Cézanne, sera distribué aux écoles maternelles et élémentaires d'Aix-en-Provence. Le jeu diffère entre les écoles maternelles et les écoles élémentaires afin de s'adapter au mieux aux niveaux des enfants.
Dans ce contexte, Le ROTARY s'engage à soutenir ce kit pédagogique par un **apport en financier à hauteur de 5 000 €**.
La convention de mécénat annexée décrit les conditions du soutien financier.

Je vous demande donc, Mes Chers Collègues, de bien vouloir :

- APPROUVER la convention annexée au présent rapport ;

- AUTORISER Madame le Maire ou l'adjoint délégué au mécénat à signer la convention annexée ainsi que l'ensemble des documents afférents à cette opération ;

- DIRE que Monsieur le Chef de service comptable du Service de Gestion Comptable d'Aix-en- Provence fera recette du montant du mécénat.

Présents et représentés	:	55
Présents	:	42
Abstentions	:	0
Non participation	:	0
Suffrages Exprimés	:	55
Pour	:	55
Contre	:	0

Ont voté contre : NÉANT.
Se sont abstenus : NÉANT.
N'ont pas pris part au vote : NÉANT

Ont signé Sophie JOISSAINS, Maire Président de séance

09.07

RAPPORTEUR : Madame Karima ZERKANI-RAYNAL
Politique Publique : 09-DEVELOPPEMENT DU TOURISME ET RAYONNEMENT INTERNATIONAL
OBJET : MÉCÉNAT- DON DE LA SOCIÉTÉ TECHNICATOME POUR LA PETITE GALERIE CÉZANNE - CÉZANNE 2025- Décision du Conseil

Étaient Présents :
Monsieur Jonathan AMIACH, Madame Dominique AUGEY, Madame Béatrice BENDELE, Monsieur Fathi BENJILALI, Madame Kayané BIANCO, Madame Brigitte BILLOT, Madame Odile BONTHOUX, Monsieur Jacques BOUDON, Madame Joëlle CANUET, Monsieur Rémi CAPEAU, Monsieur Pierre-Emmanuel CASANOVA, Monsieur Eric CHEVALIER, Madame Agnès DAURES, Madame Brigitte DEVESA, Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI, Monsieur Cyril DI MEO, Monsieur Sylvain DIJON, Monsieur Laurent DILLINGER, Monsieur Jean-François DUBOST, Madame Frédérique DUMICHEL, Monsieur Marc FERAUD, Monsieur Jean-Christophe GRUVEL, Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Emmanuel HENRY, Madame Elisabeth HUARD, Madame Claudie HUBERT, Madame Amandine JANER, Madame Sophie JOISSAINS, Monsieur Salah-Eddine KHOUIEL, Monsieur Philippe KLEIN, Madame Perrine MEGGIATO, Monsieur Alain PARRA, Madame Anne-Laurence PETEL, Madame Josy PIGNATEL, Madame Laure SCANDOLERA, Madame Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE, Monsieur Francis TAULAN, Madame Solène TRIVIDIC, Monsieur Jean-Louis VINCENT, Madame Fabienne VINCENTI, Monsieur Michael ZAZOUN, Madame Karima ZERKANI-RAYNAL.

Excusés avec pouvoir donné conformément aux dispositions de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :
Monsieur Ravi ANDRE à Madame Frédérique DUMICHEL, Madame Laurence ANGELETTI à Monsieur Philippe KLEIN, Monsieur Moussa BENKACI à Monsieur Fathi BENJILALI, Monsieur Pierre-Paul CALENDINI à Madame Josy PIGNATEL, Madame Françoise COURANJOU à Madame Dominique AUGEY, Madame Aliénor COUTIAUX-LACLADERE à Madame Perrine MEGGIATO, Monsieur Gilles DONATINI à Monsieur Laurent DILLINGER, Madame Stéphanie FERNANDEZ à Madame Brigitte BILLOT, Madame Sophie MEYNET DE CACQUERAY à Madame Béatrice BENDELE, Madame Arlette OLLIVIER à Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Marc PENA à Madame Claudie HUBERT, Monsieur Pierre SPANO à Madame Agnès DAURES, Madame Françoise TERME à Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI.
Excusés sans pouvoir :
NÉANT
Secrétaire : Monsieur Rémi CAPEAU
Madame Karima ZERKANI-RAYNAL donne lecture du rapport ci-joint.

Mes Chers Collègues,
La société TechnicAtome est spécialisée dans la conception, la réalisation, la mise en service et le maintien en conditions opérationnelles des réacteurs nucléaires compacts. **TechnicAtome** emploie 2 000 salariés au service de la propulsion navale, la recherche et l'énergie.
La culture au sens large, l'éducation et l'ancrage de TechnicAtome dans la région des Bouches-du-Rhône sont les trois piliers qui orientent ses actions en matière de mécénat.
TechnicAtome souhaite soutenir **la PETITE GALERIE CEZANNE**, un projet conjuguant culture et éducation.
Dans le cadre de l'année Cézanne 2025, la Ville d'Aix-en-Provence propose une exposition à hauteur d'enfants intitulée *La petite galerie Cézanne*.
Conçue spécialement pour les jeunes à partir de 3 ans, elle permet de plonger dans l'univers artistique de Paul Cézanne, en mettant l'accent sur les principes de son travail. Différentes manipulations adaptées aux tranches d'âges de 3 à 6 ans et de 7 à 12 ans invitent à la découverte de l'univers du peintre provençal, à travers des jeux, des ateliers et une immersion dans sa démarche créative.*La petite galerie Cézanne* est programmée du 4 février au 12 octobre 2025, à la Manufacture, équipement culturel de la Ville d'Aix-en-Provence qui accueille chaque année plus d'une centaine de propositions artistiques et culturelles.
Dans ce contexte, **TechnicAtome** s'engage à soutenir « La Petite Galerie Cézanne » par un **apport en financier à hauteur de 20 000 €**.
La convention de mécénat annexée décrit les conditions du soutien financier. Je vous demande donc, Mes Chers Collègues, de bien vouloir :

- **APPROUVER** la convention annexée au présent rapport ;
- **AUTORISER** Madame le Maire ou l'adjoint délégué au mécénat à signer la convention annexée ainsi que l'ensemble des documents afférents à cette opération ;
- **DIRE** que Monsieur le Chef de service comptable du Service de Gestion Comptable fera recette du montant de mécénat.

Présents et représentés	:	55
Présents	:	42
Abstentions	:	0
Non participation	:	0
Suffrages Exprimés	:	55
Pour	:	55

Contre : 0

Ont voté contre : NÉANT.
Se sont abstenus : NÉANT.
N'ont pas pris part au vote : NÉANT

Ont signé Sophie JOISSAINS, Maire

09.08

OBJET : POLITIQUE DE TOURISME - UTILISATION DU CENTRE DE CONGRES- MISE A DISPOSITION GRATUITE ET TARIFS PRÉFÉRENTIELS.
Étaient Présents :
Monsieur Jonathan AMIACH, Madame Dominique AUGEY, Madame Béatrice BENDELE, Monsieur Fathi BENJILALI, Madame Kayané BIANCO, Madame Brigitte BILLOT, Madame Odile BONTHOUX, Monsieur Jacques BOUDON, Madame Joëlle CANUET, Monsieur Rémi CAPEAU, Monsieur Pierre-Emmanuel CASANOVA, Monsieur Eric CHEVALIER, Madame Agnès DAURES, Madame Brigitte DEVESA, Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI, Monsieur Cyril DI MEO, Monsieur Sylvain DIJON, Monsieur Laurent DILLINGER, Monsieur Jean-François DUBOST, Madame Frédérique DUMICHEL, Monsieur Marc FERAUD, Monsieur Jean-Christophe GRUVEL, Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Emmanuel HENRY, Madame Elisabeth HUARD, Madame Claudie HUBERT, Madame Amandine JANER, Madame Sophie JOISSAINS, Monsieur Salah-Eddine KHOUIEL, Monsieur Philippe KLEIN, Madame Perrine MEGGIATO, Monsieur Alain PARRA, Madame Anne-Laurence PETEL, Madame Josy PIGNATEL, Madame Laure SCANDOLERA, Madame Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE, Monsieur Francis TAULAN, Madame Solène TRIVIDIC, Monsieur Jean-Louis VINCENT, Madame Fabienne VINCENTI, Monsieur Michael ZAZOUN, Madame Karima ZERKANI-RAYNAL.
Excusés avec pouvoir donné conformément aux dispositions de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :
Monsieur Ravi ANDRE à Madame Frédérique DUMICHEL, Madame Laurence ANGELETTI à Monsieur Philippe KLEIN, Monsieur Moussa BENKACI à Monsieur Fathi BENJILALI, Monsieur Pierre-Paul CALENDINI à Madame Josy PIGNATEL, Madame Françoise COURANJOU à Madame Dominique AUGEY, Madame Aliénor COUTIAUX-LACLADERE à Madame Perrine MEGGIATO, Monsieur Gilles DONATINI à Monsieur Laurent DILLINGER, Madame Stéphanie FERNANDEZ à Madame Brigitte BILLOT, Madame Sophie MEYNET DE CACQUERAY à Madame Béatrice BENDELE, Madame Arlette OLLIVIER à Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Marc PENA à Madame Claudie HUBERT, Monsieur Pierre SPANO à Madame Agnès DAURES, Madame Françoise TERME à Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI.
Excusés sans pouvoir :
NÉANT
Secrétaire : Monsieur Rémi CAPEAU
Madame Fabienne VINCENTI donne lecture du rapport ci-joint.

MME ZERKANI RAYNAL – Donc la 09.06, c'est dans le cadre du mécénat, c'est une convention avec la Rotary Club pour les jeux éducatifs de la petite galerie Cézanne, dont vous a parlé Marie Pierre tout à l'heure. Dans le cadre de l'année Cézanne 2025, la ville d'Aix En Provence propose de sensibiliser les enfants accueillis sur le temps périscolaire à la vie et l'œuvre de Cézanne autour d'un kit ludique et

pédagogique. Le kit est composé d'un livret pédagogique, ainsi que d'un jeu de société autour de Cézanne. Il sera distribué aux écoles maternelles et élémentaires d'Aix En Provence. Le Rotary souhaite soutenir cette opération et s'engage à soutenir ce kit à hauteur de 5 000 €.

Alors je voulais aussi remercier, parce que Marie-Pierre, tu remercies tous les services. Je voulais remercie aussi les services DRI qui ont beaucoup travaillé avec Cécile PRADIER et toute l'équipe sur billetterie, les conventions avec l'Office de Tourisme, etc. Elle a été oubliée, donc je voulais juste le rappeler.

MME LE MAIRE - Dans notre esprit, elle n'est jamais oubliée.

MME ZERKANI RAYNAL - Mais c'est bien de reconnaître le travail de tout le monde.

Alors la 09.07, il s'agit d'un don de la société TechnicAtome pour la petite galerie Cézanne encore. Cette exposition qui est conçue spécialement pour les enfants de cours de maternelle et de cours élémentaire, TechnicAtome a souhaité soutenir, parce que vous savez que c'est un projet qui conjugue culture et éducation, donc c'est vraiment le cheval de bataille de TechnicAtome, à hauteur de 20 000 €.

MME LE MAIRE – On va voter ces 3 délibérations. Y a-t-il des questions ?

09.05
Contre : 0
Abstention : 0

Ont voté contre : Néant
Se sont abstenus : Néant

09.06
Contre : 0
Abstention : 0

Ont voté contre : Néant
Se sont abstenus : Néant

09.07
Contre : 0
Abstention : 0

Ont voté contre : Néant
Se sont abstenus : Néant

11.01

RAPPORTEUR : Madame Solène TRIVIDIC
CO-RAPPORTEUR(S) : Madame BIANCO Kayané
Politique Publique : 11-RENFORCEMENT DE LA PROXIMITE ET POLITIQUE DE LA VILLE
OBJET : CENTRES SOCIAUX- ATTRIBUTION DE SUBVENTION 2025- CONVENTIONS ANNUELLES GLOBALISÉES- AUTORISER MADAME LE MAIRE OU SON REPRÉSENTANT A SIGNER- Décision du Conseil

Mes Chers Collègues,
Les centres sociaux de la Ville d'Aix-en-Provence, agréés par la Caisse d'Allocations Familiales sur la base d'un projet social, rayonnent depuis de nombreuses années sur l'ensemble du territoire communal.
Ils doivent être au cœur des préoccupations socio-éducatives dans nos différents quartiers en œuvrant au quotidien en direction d'un public intergénérationnel (enfants, jeunes, adultes et seniors) parfois précarisé dans le contexte socio-économique actuel.
Ils doivent jouer un rôle d'utilité sociale essentiel, accompagné par la Ville d'Aix-en- Provence et les partenaires institutionnels (L'État, la Caisse d'Allocations Familiales et le Département des Bouches-du-Rhône). Cela implique des réponses concrètes et adaptées aux besoins d'un public intergénérationnel (enfants, jeunes, adultes, familles) sur chacun des périmètres d'intervention prédéfinis.
Rappel des missions des centres sociaux tels qu'énoncés par la Caisse Nationale d'Allocations Familiales :
- un équipement de quartier à vocation sociale et globale,
- un équipement à vocation familiale et pluri-générationnelle, un lieu d'animation de la vie sociale et de participation des habitants,
- un lieu d'interventions sociales concertées et novatrices.

Il s'agit des sept centres sociaux suivants : Aix-Nord dans les Hauts d'Aix, Lou Castéu au Jas de Bouffan, la Provence à Encagnane, Jean-Paul Coste au Sud, la Grande Bastide au Val Saint André, Marie-Louise Davin à Puyricard et le Jas de Bouffan Nord géré par le centre Albert Camus. Ce dernier, situé au cœur de Corsy, est également agréé « Espace de Vie Sociale- EVS » par la Caisse d'Allocations Familiales 13.
Afin de compléter et d'optimiser l'action sociale publique développée dans la commune, il est proposé de réaffirmer le soutien de la municipalité auprès de ces acteurs de proximité par une convention globalisant les axes de politique publique justifiant ce soutien important détaillé dans le tableau ci-annexé.
Pour mémoire, c'est un cadre partenarial global résultant du travail concerté et collaboratif entre les différentes délégations de la Ville (Jeunesse/Éducation-Enfance-Petite enfance/Politique de la Ville/D.G.A Action publique et Sociale/ Relations Internationales/Contrôle de Gestion) et les acteurs pluridisciplinaires.
Ces conventions globalisées s'articulent avec la convention cadre des centres sociaux des Bouches-du-Rhône que vous avez validées lors du Conseil Municipal du 13 décembre dernier. Renouvelé en 2024 pour quatre ans, ce contrat pluripartite réaffirme de manière volontariste le soutien de la commune d'Aix-en-Provence par un maintien des financements liés au socle de base, l'Animation Globale et Coordination (AGC) ainsi que celui des subventions en nature estimées en 2024 à plus de 1 240 000 € (fluides, gratuités des locaux, travaux d'entretien du bâti) consenties pour ces équipements tenant compte d'une hausse des coûts de l'énergie.
Dans le cadre de cette nouvelle convention cadre des centres sociaux, il a également été décidé d'accompagner fortement les projets familles dont les enjeux de soutien à la parentalité sont cruciaux eu égard aux difficultés éducatives rencontrées par les parents de pré-adolescents et d'adolescents notamment. C'est un axe majeur qu'est l'accompagnement des parents dans leur rôle d'éducateur avec une attention particulière auprès des familles les plus fragiles.
Une subvention maximale de 10 000€ par projet est accordée en sus de toutes les aides directes et en nature que la ville accorde à ces acteurs socio-éducatifs.
Ces soutiens reconduits, basés sur un travail coconstruit et copiloté avec une évaluation en continu associant la CAF13, la Ville et chaque centre social, sont rappelés au sein de notre convention municipale globale.
Afin de mesurer le dynamisme et l'atteinte des objectifs, cette nouvelle convention de partenariat avec ces acteurs du lien social pose des indicateurs d'évaluation pour chacune des thématiques soutenues par la ville dont les attentes dans le cadre du soutien financier global sont de :

- Renforcer le travail collaboratif entre les centres sociaux, en interne, avec les partenaires: être

en coconstruction des projets.
➢ Améliorer la couverture des différents temps et périodes de l'année : horaires décalés, le samedi, le mois d'août…
➢ Adapter les actions aux publics jeunes 15– 25 ans. Favoriser « l'aller vers », les actions hors les murs…et visant à mobiliser les publics les plus fragiles.
➢ Représentativité des habitants de la zone de compétence et l'accompagnement des bénévoles actifs.
Ces propositions ont été validées le 13 janvier 2025.

Compte tenu de ce qui précède, je vous demande, Mes Chers Collègues, de bien vouloir :

- **VALIDER** pour chaque association, la convention annuelle d'objectifs globalisée jointe au présent rapport ;
- **AUTORISER** Madame le Maire ou son représentant à les signer ainsi que tout autre document s'y afférent ;
- **DÉCIDER** pour chaque structure, l'attribution de subventions au titre de la Petite- Enfance, Enfance, Éducation, Jeunesse, Relations internationales et politique de la Ville pour 2025, telles que mentionnées dans le tableau ci-annexé ;
- **DIRE** que la dépense globale de fonctionnement d'un montant de **491 895 €** sera imputée sur la ligne budgétaire n° **1257**, **« Centres Sociaux »** qui présente les disponibilités suffisantes ;
- **DIRE** que la dépense globale de **55 000 €** sera imputée sur la ligne N°**1625 "Équipements de proximité"** qui présente les disponibilités suffisantes ;
- **DIRE** que la dépense globale Jeunesse d'un montant de **65 000 € sera imputée sur la ligne budgétaire N° 1440** qui présente les disponibilités suffisantes ;
- **DIRE** que la dépense totale **« ALSH, séjours et transport »** d'un montant de **383 300 € sera imputée sur la ligne budgétaire « Contrat Enfance » n° 12051** qui présente les disponibilités suffisantes **;**
- **DIRE** que la dépense totale **« accompagnement scolaire »** d'un montant de **34 000 € sera imputée sur la ligne budgétaire n° 5378** qui présente les disponibilités suffisantes **;**
- **DIRE** que la dépense totale **Petite-Enfance** d'un montant de **47 500€ sera imputée sur la ligne budgétaire « Contrat Enfance » n° 12025** qui présente les disponibilités suffisantes **;**
- **DIRE** que la dépense totale **« Relations internationales »** d'un montant total de **3 000 €** sera imputée sur la ligne **N° 1091**qui présente les disponibilités suffisantes**.**

Présents et représentés	:	55
Présents	:	42
Abstentions	:	0
Non participation	:	8
Suffrages Exprimés	:	47
Pour	:	47
Contre	:	0

Ont voté contre : NÉANT
Se sont abstenus : NÉANT
N'ont pas pris part au vote : Moussa BENKACI Brigitte BILLOT Eric CHEVALIER Frédérique DUMICHEL Sellam HADAOUI Salah-Eddine KHOUIEL Perrine MEGGIATO Fabienne VINCENTI

~~***Le Conseil Municipal a Adopté à l'unanimité le rapport qui précède.***~~

Ont signé Sophie JOISSAINS, Maire Président de séance

MME LE MAIRE – Je demande à Moussa BENKACI, Brigitte BILLOT, Eric CHEVALIE,R Frédérique DUMICHEL, Sellam HADAOUI, Salah-Eddine KHOUIEL, Perrine MEGGIATO et Fabienne VINCENTI de sortir. Solène pour la 01.01.

[Les élus concernés sortent]

MME TRIVIDIC - Merci Madame le Maire. La 11.01, c'est les centres sociaux accompagnés par la ville et ses partenaires jouent un rôle d'utilité sociale essentiel en répondant aux besoins d'un public intergénérationnel. Donc nous disposons sur notre territoire de 7 centres sociaux. Nous avons pour les rencontrer récemment avec Madame le Maire et d'une structure de proximité. Il est donc proposé de réaffirmer le soutien de la municipalité auprès de ses acteurs de proximité par une Convention globalisant les axes de politique publique justifiant ce soutien. Donc vous avez un tableau annexé au rapport. Donc c'est un montant total de 1 076 695 € détaillé dans le rapport. Et c'est également une autorisation pour ces attributions de subventions et une autorisation pour signer les conventions annuelles globalisées.

MME LE MAIRE – On va voter de manière à permettre aux collègues de revenir dans la salle. Donc 11.01, y a-t-il des questions ?

11.01
Contre : 0
Abstention : 0

Ont voté contre : Néant
Se sont abstenus : Néant

[Retour des élus]

11.02

RAPPORTEUR : Madame Solène TRIVIDIC
CO-RAPPORTEUR(S) : Madame VINCENTI Fabienne, Madame BIANCO Kayané
Politique Publique : 11-RENFORCEMENT DE LA PROXIMITE ET POLITIQUE DE LA VILLE
OBJET : ÉQUIPEMENTS DE PROXIMITÉ- ATTRIBUTION DE SUBVENTION 2025- CONVENTION GLOBALISÉE- AUTORISER MADAME LE MAIRE OU SON REPRÉSENTANT A SIGNER- Décision du Conseil

Étaient Présents :
Monsieur Jonathan AMIACH, Madame Dominique AUGEY, Madame Béatrice BENDELE, Monsieur Fathi BENJILALI, Madame Kayané BIANCO, Madame Brigitte BILLOT, Madame Odile BONTHOUX, Monsieur Jacques BOUDON, Madame Joëlle CANUET, Monsieur Rémi CAPEAU, Monsieur Pierre-Emmanuel CASANOVA, Monsieur Eric CHEVALIER, Madame Agnès DAURES, Madame Brigitte DEVESA, Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI,

Monsieur Cyril DI MEO, Monsieur Sylvain DIJON, Monsieur Laurent DILLINGER, Monsieur Jean-François DUBOST, Madame Frédérique DUMICHEL, Monsieur Marc FERAUD, Monsieur Jean-Christophe GRUVEL, Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Emmanuel HENRY, Madame Elisabeth HUARD, Madame Claudie HUBERT, Madame Amandine JANER, Madame Sophie JOISSAINS, Monsieur Salah-Eddine KHOUIEL, Monsieur Philippe KLEIN, Madame Perrine MEGGIATO, Monsieur Alain PARRA, Madame Anne-Laurence PETEL, Madame Josy PIGNATEL, Madame Laure SCANDOLERA, Madame Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE, Monsieur Francis TAULAN, Madame Solène TRIVIDIC, Monsieur Jean-Louis VINCENT, Madame Fabienne VINCENTI, Monsieur Michael ZAZOUN, Madame Karima ZERKANI-RAYNAL.

Excusés avec pouvoir donné conformément aux dispositions de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Monsieur Ravi ANDRE à Madame Frédérique DUMICHEL, Madame Laurence ANGELETTI à Monsieur Philippe KLEIN, Monsieur Moussa BENKACI à Monsieur Fathi BENJILALI, Monsieur Pierre-Paul CALENDINI à Madame Josy PIGNATEL, Madame Françoise COURANJOU à Madame Dominique AUGEY, Madame Aliénor COUTIAUX-LACLADERE à Madame Perrine MEGGIATO, Monsieur Gilles DONATINI à Monsieur Laurent DILLINGER, Madame Stéphanie FERNANDEZ à Madame Brigitte BILLOT, Madame Sophie MEYNET DE CACQUERAY à Madame Béatrice BENDELE, Madame Arlette OLLIVIER à Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Marc PENA à Madame Claudie HUBERT, Monsieur Pierre SPANO à Madame Agnès DAURES, Madame Françoise TERME à Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI.

Excusés sans pouvoir :

NÉANT

Secrétaire : Monsieur Rémi CAPEAU.

Madame Solène TRIVIDIC donne lecture du rapport ci-joint

Mes Chers Collègues,

La Ville d'Aix-en-Provence accompagne depuis de nombreuses années les associations de proximité qui œuvrent au quotidien à l'amélioration des conditions de vie des habitants.

Dans ce cadre, il est proposé de soutenir les projets associatifs des structures qui déploient des actions culturelles, artistiques, socio-éducatives et d'insertion direction des habitants des différents quartiers de la commune et notamment Encagnane, Corsy, la Pinette, Beisson et le Jas de Bouffan.

Il s'agit du Centre International des Arts et Cultures Urbaines (CIACU) menant un projet d'animation globale (pôle d'insertion jeunesse, adultes, famille) à la Pinette avec comme fil conducteur l'art et la culture pour tous.

Cet acteur socioculturel développe également depuis 2021 un accueil de loisirs afin de répondre aux besoins des habitants de la Pinette-Pont de Béraud.

La convention annuelle d'objectifs 2024 du CIACU, étant arrivée à terme au 31 décembre 2024, il est proposé de la renouveler pour l'année 2025.

De plus, la Maison de quartier la Mareschale, située en haut du quartier d'Encagnane, vise à favoriser l'égalité des chances au travers de la culture pour tous avec le développement d'actions artistiques et culturelles pour des publics non-initiés. Afin d'améliorer les conditions de mise en œuvre des projets, la Ville d'Aix-en-Provence a inauguré en 2024 la construction d'un nouveau bâtiment de plus de 200 m² en lieu et place de l'ancien « bastidon » pour une dépense d'environ 600 000 €.

Il convient d'attribuer une subvention de fonctionnement et de renouveler la convention pluriannuelle d'objectifs 2021-2024 arrivée à échéance au 31 décembre 2024.

Aussi, l'AITE (Accueil Information de Tous les Étrangers), association agréée par le Conseil Départemental d'Accès au Droit (CDAD), accueille, informe et aide aux démarches administratives un grand nombre d'usagers orientés notamment par les services sociaux du

CCAS, de la Maison Départementale de la Solidarité et la Caisse d'Allocation Familiale.
Elle poursuivra également les permanences au sein de la Maison de la Justice et du Droit (MJD) initiées depuis 2020.
Par ailleurs, l'ASTI, située au cœur d'Encagnane, accompagne des publics fragiles issus des quartiers prioritaires de la Politique de la Ville dans l'apprentissage de la langue française au travers d'ateliers linguistiques pour les adultes et d'aide à la scolarité pour les enfants et les jeunes en difficulté scolaire.
Il vous est proposé d'attribuer une subvention pour l'année 2025 à ces acteurs de proximité qui contribuent à la cohésion sociale et à l'égalité des chances.
Ces propositions ont été validées le 13 janvier 2025.
Compte tenu de ce qui précède, je vous demande, Mes Chers Collègues, de bien vouloir :

- **DÉCIDER** pour chaque structure, l'attribution de subventions au titre de la Petite-Enfance, Enfance, Éducation, Jeunesse, Relations internationales et politique de la Ville pour l'année 2025, telles que mentionnées dans le tableau ci-annexé ;
- **AUTORISER** Madame le Maire à signer les conventions ci-annexées ou tout autre document s'y afférent ;
- **DIRE** que la dépense globale d'un montant de **69 500 €** sera imputée sur la ligne « Culture » n° 2466 qui présente les disponibilités suffisantes ;
- **DIRE** que la dépense globale d'un montant de **37 500 €** sera imputée sur la ligne n°1832 qui présente les disponibilités suffisantes ;
- **DIRE** que la dépense globale d'un montant de **26 200 €** sera imputée sur les lignes « Contrat Enfance » n°12051 et « accompagnement scolaire » n° 5378 qui présentent les disponibilités suffisantes ;
- **DIRE** que la dépense globale Jeunesse d'un montant de **9 000 €** sera imputée sur la ligne budgétaire N°1440 qui présente les disponibilités suffisantes ;
- **DIRE** que la dépense globale d'un montant de **27 500 €** sera imputée sur la ligne n°1625 "Équipements de proximité" qui présente les disponibilités suffisantes ;
- **DIRE** que la dépense globale d'un montant de **19 000 €** sera imputée sur la ligne n°1460 « Contrat de Ville » qui présente les disponibilités suffisantes ;
- **DIRE** que la dépense totale « Relations internationales » d'un montant total de **3 200 €** sera imputée sur la ligne n° 1091 qui présente les disponibilités suffisantes**.**

Présents et représentés	:	55
Présents	:	42
Abstentions	:	0
Non participation	:	4
Suffrages Exprimés	:	51
Pour	:	51
Contre	:	0

Ont voté contre : NÉANT
Se sont abstenus : NÉANT
N'ont pas pris part au vote : Moussa BENKACI Brigitte BILLOT Claudie HUBERT Fabienne VINCENTI

Ont signé Sophie JOISSAINS, Maire Président de séance

MME LE MAIRE - Donc ils peuvent revenir sauf Moussa BENKACI, Brigitte BILLOT, et Fabienne VINCENTI. Claudie HUBERT doit sortir. Solène.

MME TRIVIDIC – Oui, pardon. Donc la 11.02, il s'agit encore d'attribution de subventions, c'est pour La Mareschale, le CIACU, AITE, et l'ASTI. Donc pareil, vous avez le tableau qui est annexé au rapport avec les montants des différentes subventions accordées. Et 2 autorisations de signature pour la maison, La Mareschale et le CIACU.

MME LE MAIRE - Merci Solène. Donc je vous propose de le voter, enfin, d'abord de poser des questions le cas échéant ?

11.02
Contre : 0
Abstention : 0

Ont voté contre : Néant
Se sont abstenus : Néant

Très bien merci, nos collègues peuvent revenir.

[Retour de élus]

12.01

RAPPORTEUR : Madame Brigitte BILLOT
Politique Publique : 12-DEVELOPPEMENT DES SERVICES DE PROXIMITE AUX AIXOISES ET AIXOIS
OBJET : CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE (CCAS) ATTRIBUTION DE LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT ANNÉE 2025- Décision du Conseil

Mes Chers Co **Étaient Présents :**
Madame Laurence ANGELETTI, Madame Dominique AUGEY, Madame Béatrice BENDELE, Monsieur Fathi BENJILALI, Madame Kayané BIANCO, Madame Brigitte BILLOT, Madame Odile BONTHOUX, Monsieur Jacques BOUDON, Madame Joëlle CANUET, Monsieur Rémi CAPEAU, Monsieur Pierre-Emmanuel CASANOVA, Monsieur Eric CHEVALIER, Madame Françoise COURANJOU, Madame Agnès DAURES, Madame Brigitte DEVESA, Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI, Monsieur Cyril DI MEO, Monsieur Sylvain DIJON, Monsieur Laurent DILLINGER, Monsieur Jean-François DUBOST, Madame Frédérique DUMICHEL, Monsieur Marc FERAUD, Monsieur Jean-Christophe GRUVEL, Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Emmanuel HENRY, Madame Elisabeth HUARD, Madame Claudie HUBERT, Madame Amandine JANER, Madame Sophie JOISSAINS, Monsieur Salah-Eddine KHOUIEL, Monsieur Philippe KLEIN, Madame Perrine MEGGIATO, Monsieur Alain PARRA, Madame Anne-Laurence PETEL, Madame Josy PIGNATEL, Madame Laure SCANDOLERA, Madame Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE, Monsieur Francis TAULAN, Madame Solène TRIVIDIC, Monsieur Jean-Louis VINCENT, Madame Fabienne VINCENTI, Monsieur Michael ZAZOUN, Madame Karima ZERKANI-RAYNAL.
Excusés avec pouvoir donné conformément aux dispositions de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Monsieur Jonathan AMIACH à Madame Solène TRIVIDIC, Monsieur Ravi ANDRE à Madame Frédérique DUMICHEL, Monsieur Moussa BENKACI à Monsieur Fathi BENJILALI, Monsieur Pierre-Paul CALENDINI à Madame Josy PIGNATEL, Madame Aliénor COUTIAUX-LACLADERE à Madame Perrine MEGGIATO, Monsieur Gilles DONATINI à Monsieur Laurent DILLINGER, Madame Stéphanie FERNANDEZ à Madame Brigitte BILLOT, Madame Sophie MEYNET DE CACQUERAY à Madame Béatrice BENDELE, Madame Arlette OLLIVIER à Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Marc PENA à Madame Claudie HUBERT, Monsieur Pierre SPANO à Madame Agnès DAURES, Madame Françoise TERME à Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI.

Excusés sans pouvoir :

NÉANT

Secrétaire : Monsieur Rémi CAPEAU

Madame Brigitte BILLOT donne lecture du rapport ci-joint.

llègues,

Le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS), établissement administratif de la Ville d'Aix-en-Provence, est géré par un Conseil d'Administration présidé par le Maire.

Il exerce l'intégralité de ses compétences en matière d'action sociale générale, telle qu'elle est définie par les articles L.123-4 et suivants du Code de l'Action Sociale et des Familles. Dans ce cadre et conformément à la convention 2022-2026 entre la Ville et le CCAS (délibération n°DL.2022-40 du 10 février 2022), outre les missions spécifiques confiées par les textes, le CCAS d'Aix-en-Provence est chargé, par la Ville, de diverses missions d'action sociale contribuant ainsi à la mise en œuvre des politiques publiques municipales, notamment à destination des populations fragilisées.

Ainsi, l'insertion des publics en difficulté ainsi que l'accompagnement du vieillissement par la lutte contre l'isolement représentent les deux principales missions du CCAS.

À ce titre, ces actions visent à :

- Prendre en compte l'urgence sociale avec un guichet unique social (accueil social inconditionnel) et, à travers les missions d'instructions, des demandes d'aides sociales ou de domiciliation, d'accueil et de suivi de personnes bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA) ;Animer une action générale de prévention et de développement social : accompagnement social, majoritairement des personnes seules ou isolées mais aussi des familles et des personnes retraitées, des problèmes d'endettement et la gestion budgétaire ;
- Favoriser l'aboutissement d'un parcours résidentiel et l'accès au logement des plus précaires : des mesures d'Accompagnement Socio-Educatif Liées au Logement (ASELL), la gestion d'un dispositif de logements d'insertion, un Centre d'Hébergement et de Réintégration Sociale (CHRS) « Le Chêne », l'accueil et l'orientation des publics sans domicile fixe ;
- Mettre en place des services à destination des personnes âgées et / ou handicapées : soutien à domicile des personnes âgées (soins infirmiers à domicile, aides à domicile, portage de repas à domicile, téléassistance, des actions d'animation avec des activités culturelles et sportives, des foyers-restaurants, la gestion d'une résidence autonomie « Le Sans Souci », un collectif de logement rue Maréchal Foch, la prise en charge du Plan Canicule, un guichet unique avec la Ville pour les personnes en situation de handicap favorisant un accueil et un service social spécialisé, des actions spécifiques en direction des personnes à mobilité réduite, des mesures d'Accompagnement Socio- Educatif Lié au Logement (ASELL) spécifiques, des actions pour la reconnaissance de la personne handicapée dans la Cité.

C'est pourquoi, afin de poursuivre ces différentes actions, la Ville attribue chaque année au CCAS une dotation. Son montant peut varier en fonction des contraintes financières et réglementaires qui pèsent sur cet établissement public dont plus de 70 % des dépenses sont des dépenses de personnel, mais également des priorités, dispositifs et projets déployés.

Le CCAS travaille également à dégager des marges de manœuvre par un travail continu sur ses

pratiques organisationnelles, sur la recherche de subventions sur des projets innovants ou des missions existantes.
Pour rappel, l'historique de cette subvention sur les dernières années est :

2021	**2022**	**2023**	**2024**
5 035 000 €	4 725 000 €	4 800 000 €	5 100 000 €
50 000 € (INV)	50 000 € (INV)	50 000 € (INV)	0

Pour l'exercice 2025, il est proposé d'attribuer une subvention de fonctionnement d'un montant de **5 100 000 €** (cinq millions cent mille euros).
Il est proposé d'échelonner cette somme en trois versements tel que figurant ci-après

SUBVENTION 2025		
1er acompte	2ème acompte	3ème acompte
mars	mai	octobre
1 700 000 €	1 700 000 €	1 700 000 €

Le montant de la subvention de fonctionnement tel qu'évalué au stade du budget primitif correspond au montant de la participation de la Ville établi en fonction des missions et objectifs fixés dans la convention cadre 2022-2026 et du prévisionnel de dépenses 2025. Celle-ci pourrait être minorée en fonction des dépenses réelles et du résultat de clôture 2024 après transmission des comptes financiers 2024.

Je vous demande, Mes Chers Collègues, de bien vouloir :

- **ATTRIBUER** au CCAS les versements de subventions relatifs à l'exercice 2025, tels que dans le tableau ci-dessus ;
- **DIRE** que la dépense d'un montant de 5 100 000 € (cinq millions cent mille euros) sera imputée au budget de la Ville, ligne 16152 qui présente les disponibilités suffisantes.

Présents et représentés : 55
Présents : 43
Abstentions : 0
Non participation : 0
Suffrages Exprimés : 55
Pour : 55
Contre : 0

Ont voté contre : NÉANT.
Se sont abstenus : NÉANT.
N'ont pas pris part au vote : NÉANT

Ont signé Sophie JOISSAINS, Maire Président de séance

12.02

OBJET : SOLIDARITÉ - CENTRE D'HÉBERGEMENT ET DE RÉINSERTION SOCIALE HENRY DUNANT - ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE - SIGNATURE D'UN AVENANT
Étaient Présents :
Madame Laurence ANGELETTI, Madame Dominique AUGEY, Madame Béatrice BENDELE, Monsieur Fathi BENJILALI, Madame Kayané BIANCO, Madame Brigitte BILLOT, Madame

Odile BONTHOUX, Monsieur Jacques BOUDON, Madame Joëlle CANUET, Monsieur Rémi CAPEAU, Monsieur Pierre-Emmanuel CASANOVA, Monsieur Eric CHEVALIER, Madame Françoise COURANJOU, Madame Agnès DAURES, Madame Brigitte DEVESA, Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI, Monsieur Cyril DI MEO, Monsieur Sylvain DIJON, Monsieur Laurent DILLINGER, Monsieur Jean-François DUBOST, Madame Frédérique DUMICHEL, Monsieur Marc FERAUD, Monsieur Jean-Christophe GRUVEL, Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Emmanuel HENRY, Madame Elisabeth HUARD, Madame Claudie HUBERT, Madame Amandine JANER, Madame Sophie JOISSAINS, Monsieur Salah-Eddine KHOUIEL, Monsieur Philippe KLEIN, Madame Perrine MEGGIATO, Monsieur Alain PARRA, Madame Anne-Laurence PETEL, Madame Josy PIGNATEL, Madame Laure SCANDOLERA, Madame Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE, Monsieur Francis TAULAN, Madame Solène TRIVIDIC, Monsieur Jean-Louis VINCENT, Madame Fabienne VINCENTI, Monsieur Michael ZAZOUN, Madame Karima ZERKANI-RAYNAL.

Excusés avec pouvoir donné conformément aux dispositions de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Monsieur Jonathan AMIACH à Madame Solène TRIVIDIC, Monsieur Ravi ANDRE à Madame Frédérique DUMICHEL, Monsieur Moussa BENKACI à Monsieur Fathi BENJILALI, Monsieur Pierre-Paul CALENDINI à Madame Josy PIGNATEL, Madame Aliénor COUTIAUX-LACLADERE à Madame Perrine MEGGIATO, Monsieur Gilles DONATINI à Monsieur Laurent DILLINGER, Madame Stéphanie FERNANDEZ à Madame Brigitte BILLOT, Madame Sophie MEYNET DE CACQUERAY à Madame Béatrice BENDELE, Madame Arlette OLLIVIER à Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Marc PENA à Madame Claudie HUBERT, Monsieur Pierre SPANO à Madame Agnès DAURES, Madame Françoise TERME à Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI.

Excusés sans pouvoir :

NÉANT

Secrétaire : Monsieur Rémi CAPEAU

Madame Brigitte BILLOT donne lecture du rapport ci-joint.

MME LE MAIRE – On attend Brigitte.

MME BILLOT – Merci. La délibération, c'est la subvention de fonctionnement du CCAS. Merci Madame le Maire à ce sujet puisque dans le cadre de la solidarité, vous avez maintenu la subvention du CCAS sans la diminuer depuis l'année dernière, malgré le budget difficile de la collectivité. Vous l'avez maintenu à 5 100 000 €, payable en 3 fois.

Mais par contre, par rapport au CCAS, j'ai quand même un petit bilan à vous faire. Le CCAS, ça a été un 2024, 60 000 repas en portage à domicile, 1 068 usagers bénéficiaires de la téléassistance, 18 000 heures d'aide à domicile, 22 500 journées de prise en charge de soins infirmiers à domicile, 3 000 aides financières facultatives accordées, soit 175 000 €. 118 000 € d'aide aux transports des personnes en situation de handicap ou de seniors et 850 personnes domiciliées.

Par contre, tout à l'heure, j'ai entendu que les personnes en difficulté étaient un peu oubliées, et bien pendant ce temps, j'ai écrit autre chose là-dessus. En 2025, nous allons recommencer la nuit de la solidarité. Suite à ce diagnostic, il y a eu une augmentation déjà, une première augmentation des places d'urgence, une réflexion sur l'hébergements précaires. Il y a aussi au CCAS, le logement d'abord, en relation avec la métropole pour les sans-abris. Il y a bien sûr des domiciliations, des maraudes, du dispositif hivernal, du plan canicule. Et puis dans le cadre de l'habitat, vous avez dit également qu'il manquait de l'habitat. Et bien sur Aix, il y a 7 pensions de famille, dont une qui s'est ouverte l'année dernière et qui a été inaugurée, c'est un Artémis. 7 pensions de famille pour une ville de cette envergure, nous avons les félicitations de la métropole, et même de la DDETS puisque 7 pensions de famille, y en

a pas d'autres. Nous avons 14 logements d'insertion. 11 logements pour les seniors en grande difficulté qui ont de très très faible revenu. Nous avons également la Résidence Autonomie Sans souci qui a 80 % des résidents titulaires de l'APA. 3 foyers restaurants avec des menus qui commencent à un tout petit peu plus de 1 € pour les très faibles revenus. Il y a en plus des logements intergénérationnels, donc je crois que rien n'est oublié. Merci.

MME LE MAIRE – Merci beaucoup Brigitte pour ce beau bilan. Vous avez d'ailleurs sur table, le guide des services du Centre Communal d'Action Sociale. Je vous engage à le prendre avec vous. Y a-t-il des questions ? Oui.

MME DAURES - Peut-être je vais attendre la prochaine si vous présentez celle sur Henry Dunant. Madame BILLOT. J'ai bien compris que ça s'adressait à moi suite à mon intervention ce matin.

MME BILLOT – Tout à fait.

MME DAURES - Et je vous remercie de me répondre. On ne dit pas que la ville ne fait rien, on dit qu'il y a un manque criant, et tout à l'heure, on va parler du foyer Henry Dunant. Vous faites, c'est vrai. Mais il y a un manque criant d'hébergements. D'abord, quand j'ai dit « il y a des oubliés », j'ai dit y a des personnes qui sont invisibles en ville.

MME BILLOT – Pas du tout.

MME DAURES - Attendez. C'est vrai, on ne les voit pas au centre-ville. Pourtant on a des gens qui dorment dehors, qui sont salariés, il n'y a pas que des gens sans papier, il y a aussi des gens qui ont des papiers, qui travaillent et qui dorment dehors à Aix en Provence et pas qu'un peu. Je ne vous l'apprends pas. Le service d'accueil et d'orientation, vous allez là où sont servis les repas, ce sont des dizaines de personnes, c'est leur seul repas chaud. Henry Dunant, il y a un foyer. Il y a le foyer des jeunes travailleurs, il y a ALJEPA. Ceci dit, et encore une fois, j'ai remercié ce matin, j'ai dit, c'est l'occasion de vraiment mettre en lumière le travail des travailleurs sociaux du CCAS, je les ai nommés, de la mission locale, des associatifs, sans qui ça ne serait même pas possible, je veux dire, on a des gens qui hébergent bénévolement des gens chez eux. Depuis des années. C'est pas du temporaire, c'est du temporaire qui dure parce qu'il y a pas d'autres solutions derrière. Donc je ne dis pas vous êtes responsable de tout. Je dis à Aix en Provence, attention, c'est l'occasion de faire un focus et de mettre en lumière cette population dont on parle moins, qui est moins visible en ville, je regrette, il y a des villes en où on voit les personnes qui dorment dehors, à Aix on ne les voit pas et on en parle moins. C'est l'occasion de faire un focus. Et je dis, il y a un manque criant d'hébergements d'urgence, de foyers. Le FJT est sous dimensionné. On a plein de jeunes gens qui travaillent et qui dorment dehors. Je ne sais pas comment le dire ? J'ai pensé que c'était l'occasion d'en parler parce que dans le budget, c'est ce que je voulais dire aussi ce matin, on se réjouit tous de l'année Cézanne. On a un budget qui va être contraint malgré tout. Pour autant, ces gens-là sont sur Aix. Il faut faire quelque chose, il faut aller chercher les crédits, il faut aller chercher l'argent où il est là clairement, vous voyez. Donc ce n'était pas dirigé contre les services du CCAS ou contre les personnes qui travaillent, les travailleurs sociaux, bien au contraire. Mais c'est le moment de mettre en lumière, il m'a semblé, le Conseil municipal, et à l'occasion du budget, et à l'occasion de ces 2 délibérations, de dire on a un manque criant de moyens, au niveau de l'action sociale dans son ensemble. Et malheureusement, ce ne sont pas les annonces nationales avec le budget 2025 qui vont aider les collectivités.

MME LE MAIRE – Il y a 2 autres interventions. Cyril DI MEO et Emmanuel HENRY.

M. HENRY - Juste très brièvement, je note qu'il n'y a pas de modification du montant de la subvention au regard de l'inflation. Et de façon générale, la subvention du CCAS, le comparatif depuis 2022, ne montre pas une quelconque indexation, il y a eu une augmentation mais décorrélée du montant de

l'inflation. Est-ce qu'il y a une raison particulière ? C'est à dire en euro constant, la subvention diminue. Est-ce qu'il y a une raison ?

MME BILLOT - Votre question, c'était pourquoi que la subvention ne diminue pas ?

M. HENRY - Les raisons pour laquelle la subvention en euro constante diminue, c'est-à-dire qu'elle ne tient pas compte de l'inflation. Le pouvoir d'achat de la subvention diminue si vous voulez.

MME LE MAIRE - En fait dans les années pré-COVID, nous étions à 4,7 millions à peu près. Donc il y a 400 000 € quand même qui ont été rajoutés.

M. DIMEO - Effectivement, lors des discussions sur le budget, nous avons indiqué que nous n'étions effectivement pas hostiles à la politique culturelle de la ville, mais ces 5 100 00 € sont quand même à mettre en rapport avec d'autres chiffres. Le terrain synthétique du Val Saint André, c'est 1 million d'euros en fait. Donc on est sur des proportions qui sont tout à fait modulables, et ce qu'essaie de dire Agnès, c'est qu'effectivement, peut-être que quand on dépense 600 000 € de restauration pour les tableaux, et d'acquisition, pour les tableaux, peut-être qu'on pourrait forcer en augmentant la taille d'Henry Dunant, ou accroître la politique sociale. C'est pas antinomique. La question, c'est le déséquilibre en fait.

On n'a pas évoqué le FIAL, la délibération sur le Festival d'Art Lyrique n'est pas passée, la 07.08. Mais quand on voit combien ça coûte à chacun des Aixois, pourquoi pas ! Mais le déséquilibre entre l'année Cézanne, le GTP et le Festival International d'Art Lyrics et 5 millions d'euros, il fait qu'on est en droit de demander un peu plus de social quoi.

MME LE MAIRE – Mais il y a beaucoup de social Brigitte.

MME BILLOT – Mais il n'y a pas que c'est mieux sans quand même. Il y a le budget de la ville qui s'ajoute avec le budget ville seniors, ça c'est le budget uniquement CCAS. Donc le budget senior dont on a parlé par exemple, où vous trouviez que les repas, c'était trop cher, les sorties, les animations, tout ça, tout pour les seniors, c'est un budget complémentaire, c'est un budget de la ville.

MME LE MAIRE – Il a les subventions aussi à l'ensemble des associations aussi.

MME BILLOT - Il y a aussi toutes les subventions de solidarité pour les associations, donc tout ça, ça s'additionne.

MME LE MAIRE – Et par exemple, pour l'année Cézanne… pardon Agnès. On a prévu aussi des visites seniors gratuites sur tous les clubs, pas tous les seniors de la ville, parce que ce n'était pas possible, mais sur tous les clubs seniors, et c'est déjà pré-réorganisé, tous les EHPAD, etc.

MME DAURES - Non mais c'est bien. On ne trouve pas que c'est trop cher, on ne trouve pas que c'est trop cher pour les seniors, on n'a jamais dit ça.

MME LE MAIRE – C'est pour ça qu'on a organisé de façon à ce que les clubs puissent…

MME DAURES – Au contraire, au contraire…

MME LE MAIRE – Effectivement venir gratuitement sur l'exposition.

MME DAURES - Nous on trouve même que 29 € ce n'est pas beaucoup.

MME LE MAIRE - De la même manière que l'exposition la petite galerie est gratuite pour les enfants. C'est le même principe que le gel des tarifs de la cantine.

MME DAURES - Mais Henry Dunant, par exemple, c'est…

MME LE MAIRE – C'est le même principe de la gratuité des bibliothèques ou du fait qu'il y ait eu aussi un gel des tarifs sur le conservatoire. Ça fait partie d'une politique sociale aussi. La Biennale avec la gratuité sur l'espace public c'est la même chose.

MME DAURES - Très bien.

MME LE MAIRE - Et la réussite éducative bien sûr, le périscolaire… Donc si on commence à additionner effectivement l'ensemble des mesures, on dépasse ce chiffre de très très très loin.

M. DI MEO – Comme il y a un budget vert, il devrait y avoir un budget social finalement.

MME LE MAIRE – Oui c'est social, mais d'une certaine manière, parfois le terme de social me gêne parce qu'il catégorise. Je préfère les termes de fraternité et de générosité.

MME DAURES - Alors ça, c'est une différence entre nous. Nous, on n'est pas pour le caritatif, on est pour qu'il y ait de la Sécu, de l'hébergement pour tout le monde.

MME LE MAIRE – Mais c'est pas du caritatif

MME DAURES – Ah bah si !

MME LE MAIRE – Forcément la générosité. Non, c'est au contraire, faire en sorte qu'on puisse fraterniser autour d'évènement commun, être ensemble.

MME DAURES – Moi, la charité chrétienne, c'est pas mon truc.

MME LE MAIRE – C'est pas pareil. C'est pas du caritatif, non c'est pas du caritatif.

MME DAURES – Si

MME LE MAIRE – Non.

MME DAURES – C'est les bonnes œuvres.

MME LE MAIRE – Non c'est pas du tout les bonnes œuvres. Allez à un concert gratuitement, ce n'est pas une bonne œuvre. Non, c'est pas du curatif.

MME DAURES – On choisit, on choisit où vont les bonnes œuvres.

MME LE MAIRE – La 07.08 a été voté me dit Eric.

M. DI MEO – Ah la 07.08 sur le Festival d'Arts Lyriques a été votée. On avait prévu une intervention. On n'avait pas eu de nouvelle depuis l'été dernier. On avait voté une rallonge de 1 million et demi je crois ou 1 million pour le festival…

MME LE MAIRE – Non 250 000 €.

M. DI MEO – Ah c'était l'ensemble des collectivités qui avaient voté 1 million et nous 200 000 € ?

MME LE MAIRE – C'est ça.

M. DI MEO – C'est ça. La globalité 1 million et nous et non invité 200 000 là-dedans. Et de ce fait, on n'a pas eu le rapport flash qui avait été fait.

MME LE MAIRE – Il est confidentiel ce rapport. Il faut le demander au Ministère.

M. DI MEO - Il faut que l'opposition demande au Ministère, à l'Inspection Générale des Affaires Culturelles le rapport ?

MME LE MAIRE – Il est confidentiel, c'est les règles de l'IGAS.

M. DI MEO - D'accord, d'accord, mais du coup vous nous ferez une information quand même sur l'état du budget.

MME LE MAIRE - Pour l'instant, ça devrait arriver…

MME PRIOUX VIDAL - Le Conseil d'administration a lieu dans quelques semaines. Le plan de redressement qui avait été mis en œuvre dans le cadre de l'inspection générale est en œuvre lui aussi, avec un certain nombre de mesures d'économie que nous suivons à chaque comité technique, puisqu'il y a des comités techniques entre chaque conseil d'administration. Et je peux vous dire que, et l'État, et toutes les collectivités territoriales, sont extrêmement vigilants à ce que ce plan de redressement soit bien suivi.

M. DI MEO - Donc on sera informé au prochain conseil municipal de l'état de ce plan de redressement ?

MME PRIOUX VIDAL – Tout à fait.

M. DI MEO – Merci à vous.

MME PRIOUX VIDAL - Le nouveau Directeur Général Adjoint, par ailleurs, est arrivé il y a 4 jours et il aura en charge de suivre aussi, pour le Festival International d'Art Lyrique, c'est Monsieur HERMARY, ce plan de redressement.

MME PETEL – Juste Madame le Maire, effectivement, je reviens, on s'est parlé tout à l'heure parce qu'on n'a pas vu passer le vote de cette… Désolée pour notre inattention, enfin, le fait que ce soit organisé différemment cette fois-ci, complexifie un peu l'attention. Mais clairement, le 19 juillet dernier, on a voté effectivement une subvention complémentaire avec des informations qui nous étaient données sur un déficit qui était quand même extrêmement important, avec des engagements pris par la structure pour essayer de redresser la barre, mais à aucun moment nous n'avons eu d'informations claires sur ce plan de redressement. Et je pense que sur les structures culturelles en général, tout comme sur l'année Cézanne ou la Biennale, il est extrêmement difficile d'avoir des informations budgétaires claires. Je pense que là pour le FIAL, puisqu'en plus c'est une association où la ville, l'État, la région, sont au Conseil d'administration, que l'on ait une présentation claire de, voilà comment c'était avant ? Voilà le déficit, voilà ce qu'on va faire, et voilà la trajectoire, ce serait un minimum vis-à-vis des Aixois, et qui finance la structure.

MME LE MAIRE - Oui, dans la ville, grâce à laquelle la ville rayonne magnifiquement aussi à l'international. Et je dirais que…

MME PETEL – La bonne gestion…

MME LE MAIRE - Moi je n'ai rien contre, sauf que ce sont les règles de l'inspection générale.

MME PETEL - La bonne gestion de l'argent public n'empêche pas… Le rayonnement n'empêche pas de bien gérer les derniers publics.

MME LE MAIRE – On vous donnerai effectivement, à partir du prochaine Conseil d'administration, des nouvelles de ce fameux redressement, bien sûr. On a suivi les préconisations de l'État.

Et quant à la Biennale, ce n'est pas du tout difficile à comprendre et à savoir, la Biennale, elle a coûté 2 000 070 € dont 1 64 2000 consacrés à la programmation et à l'action culturelle, et 358 000 à la logistique, communication, technique, sécurité, et aménagement de 3 appartements sur Encagnane pour des résidences d'artistes.

MME PETEL - Non, mais je pense que ce serait utile d'avoir un budget clair et de nous dire en personnel, ça coûte tant, chaque poste, ce n'est quand même pas difficile. C'est juste une question de clarté et de transparence. Là on vous croit sur parole sur un chiffre donné.

MME LE MAIRE – Non, je peux vous le transmettre, c'est pas très gênant ça, ça apparaît dans toutes les lignes budgétaires, c'est pas gênant du tout. Je vous propose peut-être de voter. Alors le festival de l'Art Lyrique, c'est fait.

12.01
Contre : 0
Abstention : 0

Ont voté contre : Néant
Se sont abstenus : Néant

Ont signé Sophie JOISSAINS, Maire Président de séance

12.03

OBJET : ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS A L'ASSOCIATION ARCHIPEL ET AUX SECTEURS JEUNES POUR L'ANNÉE 2025.
Étaient Présents :
Madame Laurence ANGELETTI, Madame Dominique AUGEY, Madame Béatrice BENDELE, Monsieur Fathi BENJILALI, Madame Kayané BIANCO, Madame Brigitte BILLOT, Madame Odile BONTHOUX, Monsieur Jacques BOUDON, Madame Joëlle CANUET, Monsieur Rémi CAPEAU, Monsieur Pierre-Emmanuel CASANOVA, Monsieur Eric CHEVALIER, Madame Françoise COURANJOU, Madame Agnès DAURES, Madame Brigitte DEVESA, Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI, Monsieur Cyril DI MEO, Monsieur Sylvain DIJON, Monsieur Laurent DILLINGER, Monsieur Jean-François DUBOST, Madame Frédérique DUMICHEL, Monsieur Marc FERAUD, Monsieur Jean-Christophe GRUVEL, Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Emmanuel HENRY, Madame Elisabeth HUARD, Madame Claudie HUBERT, Madame Amandine JANER, Madame Sophie JOISSAINS, Monsieur Salah-Eddine KHOUIEL, Monsieur

Philippe KLEIN, Madame Perrine MEGGIATO, Monsieur Alain PARRA, Madame Anne-Laurence PETEL, Madame Josy PIGNATEL, Madame Laure SCANDOLERA, Madame Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE, Monsieur Francis TAULAN, Madame Solène TRIVIDIC, Monsieur Jean-Louis VINCENT, Madame Fabienne VINCENTI, Monsieur Michael ZAZOUN, Madame Karima ZERKANI-RAYNAL.

Excusés avec pouvoir donné conformément aux dispositions de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Monsieur Jonathan AMIACH à Madame Solène TRIVIDIC, Monsieur Ravi ANDRE à Madame Frédérique DUMICHEL, Monsieur Moussa BENKACI à Monsieur Fathi BENJILALI, Monsieur Pierre-Paul CALENDINI à Madame Josy PIGNATEL, Madame Aliénor COUTIAUX-LACLADERE à Madame Perrine MEGGIATO, Monsieur Gilles DONATINI à Monsieur Laurent DILLINGER, Madame Stéphanie FERNANDEZ à Madame Brigitte BILLOT, Madame Sophie MEYNET DE CACQUERAY à Madame Béatrice BENDELE, Madame Arlette OLLIVIER à Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Marc PENA à Madame Claudie HUBERT, Monsieur Pierre SPANO à Madame Agnès DAURES, Madame Françoise TERME à Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI.

Excusés sans pouvoir :

NEANT

Secrétaire : Monsieur Rémi CAPEAU.

Madame Kayané BIANCO donne lecture du rapport ci-joint

La Ville d'Aix-en-Provence apporte son soutien aux associations locales qui œuvrent dans le champ de la Jeunesse par l'attribution de subventions de fonctionnement, en particulier pour les projets qui concernent les jeunes âgés de 12 à 25 ans.

Dans ce cadre, la Direction Jeunesse souhaite contribuer à la structuration des secteurs jeunes de son territoire en participant, aux côtés de la Caisse d'Allocation Familiale (CAF) et de la Direction Politique de la Ville, au co-financement d'un poste de Coordonnateur Jeunesse chargé d'accompagner les jeunes dans la réalisation de leurs projets. Cet objectif partagé dans le cadre de l'axe jeunesse de la Convention Territoriale Globale (CTG), signée avec la CAF, doit permettre une meilleure opérationnalité des gestionnaires vers ce public.

Les missions du Coordonnateur Jeunesse, telles que définies dans le cahier des charges de la Prestation de Service Jeunes (PS Jeunes CAF) et précisées au sein des Conventions Annuelles d'Objectifs Globalisées sont :

- Accueillir, aller à la rencontre et mobiliser les jeunes afin de créer un climat propice à la prise d'initiatives ;
- Accompagner les jeunes dans la réalisation de leurs projets et dans leur engagement citoyen ;
- Porter le projet jeunesse de la structure dans une dynamique partenariale. Ainsi, il est proposé d'attribuer plusieurs subventions pour les secteurs Jeunes de 8 structures dont les centres sociaux La grande Bastide, Jean-Paul Coste, La Provence, Lou Casteu, Aix- Nord et Marie-Louise Davin, l'équipement de proximité Albert Camus, ainsi qu'à l'association CIACU. Ces subventions sont présentées dans un rapport de la Délégation Politique de la Ville dans cette même séance du Conseil Municipal pour un montant global de

74 000 €, dans le cadre d'une convention globalisée coordonnant plusieurs politiques municipales.

Dans cette même dynamique, la Direction Jeunesse, chef de file pour l'association Archipel, qui développe depuis plusieurs années un projet spécifique jeunesse au sud du territoire aixois, à destination des jeunes des quartiers de Luynes, des Milles et de La Duranne, propose une subvention d'un montant de 103 300 € pour cette association.

Ces trois secteurs jeunes nécessitent une structuration identique à celle des gestionnaires mentionnés précédemment dans le but de répondre aux besoins de ce public sur cette portion de territoire non doté d'équipement de proximité. La subvention correspond au financement des postes de coordonnateur jeunesse sur les trois sites dans le but de développer une offre jeunesse en lien

avec les objectifs mentionnés ci-dessus.
Le présent rapport présente également les montants attribués par la Direction de l'Éducation – Petite enfance – Enfance pour les Accueils de loisirs et les séjours de l'association Archipel, dont le total s'élève à 107 400 €.

En conséquence, et afin de mettre en œuvre les actions en direction des publics concernés, je vous demande, Mes Chers Collègues, de bien vouloir :

- APPROUVER le versement des sommes détaillées dans les tableaux présentés ci-dessous ;
- DIRE que la somme 107 400 € (cent sept mille quatre cents euros) sera imputée sur la ligne budgétaire n°12051 (213 65748 933) « Contrat Enfance Jeunesse » qui présente les disponibilités suffisantes ;
- DIRE que la somme de 103 300 € (cent trois mille trois cents euros) sera imputée sur la ligne budgétaire N°1440 (338 65748 933) qui présente les disponibilités suffisantes ;
- ADOPTER la convention d'objectif entre la Ville et l'association Archipel ;
- AUTORISER le Maire ou l'Adjoint délégué à la Jeunesse à signer la convention d'objectif correspondante, présentée ci-joint.

Présents et représentés	:	55
Présents	:	43
Abstentions	:	0
Non participation	:	0
Suffrages Exprimés	:	55
Pour	:	55
Contre	:	0

Ont voté contre : NÉANT.
Se sont abstenus : NÉANT.
N'ont pas pris part au vote : NÉANT

MME LE MAIRE – la 12.02.

MME BILLOT – Oui, donc je continue, 12.02, c'est toujours dans le cadre de la solidarité pour le CHRS Henry Dunant. Et pour le CHRS Henry Durant, merci Madame le Maire et merci la ville, parce que je suite au froid de cet hiver, vous avez ajouté 10 places supplémentaires pour les gens sans abri au centre Henry Dunant. Il y a déjà 40 places au CHRS, 3 places supplémentaires pour des soins. Il y a maintenant du coup 25 places d'urgence et 10 places de SAMU social. Par contre, nous avons toujours en cours, par rapport à l'État, la demande de place d'urgence bien sûr, puisque l'année dernière, on avait demandé 10, nous en avons eu 5. Nous en redemandons encore 10 supplémentaires pour le Centre Henry Dunant.

MME DAURES - Oui, c'était mon propos. Et donc effectivement la ville fait. Là c'est 5 000 € je crois. C'est 5 000 €, après en même temps, on ne peut pas pousser les murs, il y a un centre d'hébergement, mais il en faudrait plus, il en faudrait plus.

MME LE MAIRE - Mais attention, ils n'étaient pas complets.

MME DAURES – Quoi ? Alors qu'il y a des gens qui dorment dehors ? C'est-à-dire que le centre n'était pas toujours complet, loin de là !

MME BILLOT – Là, il n'est pas complet, parce que par rapport au Centre Henry Dunant, ce sont les maraudes qui font rentrer les gens dans ces places d'urgence. Et dans ces places d'urgence, ce n'est pas parce que les personnes dorment dehors qu'on leur propose le CHRS Henry Dunant, qu'ils veulent y rentrer. Parce que sur le moment dans l'après-midi, on a même fait le détail avec certains, il y en a certains qui dans l'après-midi disent « oui, oui, oui, je voudrais bien une place », et qu'en face de la maraude le soir, ils ne veulent pas y aller. Parce qu'en plus, ils vont passer souvent une nuit, mais suite à cette nuit-là, on essaie de les rencontrer derrière, qu'il y ait des services sociaux, des assistantes sociales ou des éducateurs, qui les rencontrent, qui fassent un diagnostic, et qui les accompagnent pendant au moins à minima 15 jours. Là, il y a un fort refus, et même pour une nuit, souvent, je peux vous assurer qu'il y a des refus. Ils disent oui dans la journée, ils disent non le soir.

MME DAURES - Alors il y a aussi des cas inverses, on a des personnes qui sont suivies et où on vous dit c'est complet, Henry Dunant est complet et le FGD…. Ah Ben je l'ai eu il y a 10 jours

MME BILLOT – À ce jour, il reste 2 places même.

MME DAURES - Non mais je vous assure… Alors ça m'intéresse. On se voit après.

MME PETEL - C'est très souvent complet. Moi, je n'ai jamais fait une maraude au SAMU social sans que le CHRS soit complet. Et je vous avais même alerté l'année dernière sur le fait qu'un soir, on s'est retrouvé avec 2 jeunes filles qui n'ont pas pu être logées, et qui ont dû aller en taxi chez un ami à 30 km d'ici. Donc le nombre de places n'a pas évolué. Et ce que vous dites, moi… le système a été modifié puisque ça n'est même plus la maraude qui les amène au CHRS. Ils doivent avoir appelé au préalable et y aller d'eux-mêmes maintenant ! Ça se passe comme ça. Ils doivent y aller d'eux-mêmes, et la maraude ne sert qu'à venir donner des repas, et pas à amener les sans-abris au CHRS. Le système a changé l'année dernière.

MME BILLOT - Je n'ai jamais dit que la maraude les amenait, j'ai dit qu'ils doivent s'adresser à la maraude s'ils veulent y aller, et c'est la maraude qui appelle le CHRS.

MME DAURES – En clair, on leur dit faut faire le 115 à 8 h du matin. Et le 115 à 8 h du matin, c'est à bloc, il n'y a plus de place nulle part. Mais c'est vrai ça, ça date d'il y a 10 jours.

MME LE MAIRE – Parce que moi quand il y a eu effectivement ce problème de froid, j'ai demandé à ce qu'il y ait l'ouverture d'un gymnase avec les lits qu'il faut qu'on avait.

MME DAURES – Et bah voilà !

MME LE MAIRE – Sauf que les 10 places ont suffi apparemment.

MME DAURES – Ah non, non !

MME LE MAIRE – Et il y avait des soirs où il y avait encore les 10 places.

MME DAURES – Les 10 places n'ont pas suffi, il y a des gens qui ont dormi dehors. Et le 115 en plus, les réorientent vers Marseille La rose, le centre d'hébergement d'urgence. Alors on y est allé.

MME LE MAIRE - Je voudrais quand même rajouter, pardonnez-moi Agnès, je voudrais quand même rajouter une chose, c'est que nous, on est venu en palliatif là, vraiment, parce que normalement c'est la DDETS qui doit attribuer des places et les ouvrir, c'est-à-dire l'État. Ce qui ont fait d'ailleurs à Marseille.

MME DAURES – Oui, alors vous faites des choix, des fois vous palliez aux carences de l'État pour les urgences de l'hôpital, pour les maisons France Services. Et là c'est vrai que c'est un problème crucial quand même des gens qui dorment dehors.

MME LE MAIRE – C'est pour ça que j'avais demandé l'ouverture du gymnase.

MME DAURES – C'est des gens qui travaillent et qui ont des papiers…

MME BILLOT – Comme je vous dis, on a demandé les places à l'État l'année dernière, on ne les a pas eues, c'est-à-dire on les a redemandés ?

MME DAURES - Et le centre d'hébergement de La Rose à Marseille, il faut faut aller voir. Je veux dire, c'est des gens qu'on met en danger quand on les envoie là-bas. Les jeunes travailleurs qui arrivent là-bas… il faut aller voir quand même…. Donc on a un manque criant, c'est pas vrai qu'il reste des places, on leur dit « il n'y a pas de place sur Aix, il faut aller à Marseille ». Si, si, appelez le 115 à 8 h du matin, vous verrez, c'est pas contre vous, vous faites ce que vous pouvez avec les moyens, mais appelez le 115 à 8 h du matin, il n'y a plus de place nulle part à Aix.

MME LE MAIRE - C'est une des raisons pour lequel Jean-François, tout à l'heure, a évoqué la construction d'un FJT, foyer des jeunes travailleurs, de nouveau avec une cinquante de places.

MME DAURES - Oui, ça c'est une urgence.

MME LE MAIRE - Oui, il y avait Sylvaine DI CARO qui m'avait demandé la parole au tout début début.

MME DI CARO - Excusez-moi. Simplement, je voulais revenir concernant l'animation senior. Je ne prends pas souvent la parole dans cette instance car tous les rapports concernant les seniors sont présentés en Conseil d'administration du CCAS. Je voulais remercier devant vous la Vice-présidente du CCAS et toute l'équipe pour les fonds qui vont aux seniors. Je voulais dire aussi que nous avions fait le choix avec Maryse JOISSAINS déjà en 2001, quand nous sommes arrivés, ça fait déjà 24 ans. Les repas seniors se déroulaient dans des salles des fêtes, dans des gymnases, chacun dans son coin. Or, ces repas séniors, il y avait la possibilité de les faire au Pasino puisqu'il venait d'être construit et que la salle était magnifique pour accueillir toute la ville, tous les seniors. Et nous avons fait le choix de la dignité de recevoir des gens dans la dignité. Car pour beaucoup, c'est le seul moment festif en cette fin d'année. Vous avez eu l'occasion plusieurs fois d'y venir, et vous voyez que les gens sont quand même assez content d'y être. Nous avons un budget, il est ce qu'il est. Ils ont un beau spectacle et en plus du repas, ils ont des colis de Noël, ce qui n'est pas le cas dans toutes les communes. Je voulais vous remercier, Madame le Maire et remercier tout le service seniors qui travaillent pour que ces fins d'année soient bien réussies. Merci.

MME LE MAIRE – On peut remercier les services doublement, les applaudir même.

[Applaudissements]

MME LE MAIRE - Élisabeth HUARD.

MME HUARD - Je voudrais juste intervenir en tant que bénévole au Secours Catholique, parce que je vous entends tous discuter. Mais moi je les reçois toutes ces personnes. Le matin au Secours Catholique,

où ils peuvent venir passer la matinée, prendre un petit déjeuner, prendre une douche, etc. Je gère avec eux effectivement les places quand ils le désirent, d'accord, quand il le désire. À un moment donné, vous ne pouvez pas aller contre la volonté d'une personne. C'est insupportable de vous entendre, je vous assure. Mais venez, venez passer une matinée avec moi, vous verrez ! Je reconnais tous les efforts qui sont faits, aussi bien Henry Dunant, j'ai passé l'arbre de Noël avec eux parce que j'ai noué un lien avec la Nativité…

MME DAURES – Avec ceux qui étaient dans le foyer, pas avec ceux qui étaient dehors.

MME HUARD - Oui, je suis d'accord, et nous avons amené 280 boîtes cadeaux à Henry Dunant. Je les connais par cœur tous ces gens qui vivent dans la rue. Moi je refuse d'aller contre leur volonté, de les obliger à aller dans un centre s'ils n'en ont pas envie. Et chaque fois que j'appelle, à chaque fois, j'ai pu avoir des places disponibles. Donc je m'excuse, je suis un peu énervée parce que je le vis au jour le jour et je voulais rétablir cette réalité. Je vous remercie.

MME BILLOT – Merci Madame HUARD.

MME LE MAIRE - Merci, merci parce que c'est vrai quand on a demandé effectivement l'ouverture de ce gymnase, on m'a dit « pas la peine parce qu'il y a la place sur Henry Dunant ». C'est ce qui s'est passé.

MME DAURES – Ah non, non, ouvrez-le, ouvrez le gymnase, moi je vous en amène des gens.

MME LE MAIRE - Apparemment, ce n'était pas nécessaire. Qui souhaite reprendre la parole ? Cyril DI MEO.

M. DI MEO - Non, c'est pas mal que chacun raconte un peu son militantisme, sa vie politique, dans cette fin conviviale d'Assemblée, je trouve ça intéressant.

MME LE MAIRE – Ce n'est pas forcément politique là. C'est l'action de la ville, l'action de chacun. Je vous propose de voter la 12.02.

12.02
Contre : 0
Abstention : 0

Ont voté contre : Néant
Se sont abstenus : Néant

Ont signé Sophie JOISSAINS, Maire Président de séance

12.04

RAPPORTEUR : Madame Kayané BIANCO
CO-RAPPORTEUR(S) : Madame VINCENTI Fabienne
Politique Publique : 12-DEVELOPPEMENT DES SERVICES DE PROXIMITE AUX AIXOISES ET AIXOIS

OBJET : SIGNATURE D'UN AVENANT ET D'UNE CONVENTION DANS LE CADRE DE LA CONVENTION TERRITORIALE GLOBALE (CTG CAF) - VOLETS JEUNESSE ET ENFANCE. - Décision du Conseil

Étaient Présents :
Madame Laurence ANGELETTI, Madame Dominique AUGEY, Madame Béatrice BENDELE, Monsieur Fathi BENJILALI, Madame Kayané BIANCO, Madame Brigitte BILLOT, Madame Odile BONTHOUX, Monsieur Jacques BOUDON, Madame Joëlle CANUET, Monsieur Rémi CAPEAU, Monsieur Pierre-Emmanuel CASANOVA, Monsieur Eric CHEVALIER, Madame Françoise COURANJOU, Madame Agnès DAURES, Madame Brigitte DEVESA, Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI, Monsieur Cyril DI MEO, Monsieur Sylvain DIJON, Monsieur Laurent DILLINGER, Monsieur Jean-François DUBOST, Madame Frédérique DUMICHEL, Monsieur Marc FERAUD, Monsieur Jean-Christophe GRUVEL, Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Emmanuel HENRY, Madame Elisabeth HUARD, Madame Claudie HUBERT, Madame Amandine JANER, Madame Sophie JOISSAINS, Monsieur Salah-Eddine KHOUIEL, Monsieur Philippe KLEIN, Madame Perrine MEGGIATO, Monsieur Alain PARRA, Madame Anne-Laurence PETEL, Madame Josy PIGNATEL, Madame Laure SCANDOLERA, Madame Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE, Monsieur Francis TAULAN, Madame Solène TRIVIDIC, Monsieur Jean-Louis VINCENT, Madame Fabienne VINCENTI, Monsieur Michael ZAZOUN, Madame Karima ZERKANI-RAYNAL.
Excusés avec pouvoir donné conformément aux dispositions de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :
Monsieur Jonathan AMIACH à Madame Solène TRIVIDIC, Monsieur Ravi ANDRE à Madame Frédérique DUMICHEL, Monsieur Moussa BENKACI à Monsieur Fathi BENJILALI, Monsieur Pierre-Paul CALENDINI à Madame Josy PIGNATEL, Madame Aliénor COUTIAUX-LACLADERE à Madame Perrine MEGGIATO, Monsieur Gilles DONATINI à Monsieur Laurent DILLINGER, Madame Stéphanie FERNANDEZ à Madame Brigitte BILLOT, Madame Sophie MEYNET DE CACQUERAY à Madame Béatrice BENDELE, Madame Arlette OLLIVIER à Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Marc PENA à Madame Claudie HUBERT, Monsieur Pierre SPANO à Madame Agnès DAURES, Madame Françoise TERME à Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI.
Excusés sans pouvoir :
NEANT
Secrétaire : Monsieur Rémi CAPEAU
Madame Kayané BIANCO donne lecture du rapport ci-joint.

Mes Chers Collègues,
La Ville d'Aix-en-Provence est signataire d'une Convention Territoriale Globale (CTG) avec la Caisse d'allocations Familiales des Bouches-du-Rhône, conclue pour la période 2022 à 2026 (délibération n° DL.2022-91 du Conseil Municipal du 7 avril 2022).
La Convention Territoriale Globale en vigueur prévoit un volet financier, issu des décisions de la Convention d'Objectifs et de Gestion (COG 2023-2027) de la Caisse Nationale d'Allocations Familiales, qui engage la Ville et la CAF à poursuivre leur appui financier aux services aux familles du territoire.
La CAF s'est ainsi engagée à répartir directement le montant des financements bonifiés de l'année N-1 entre les structures du territoire soutenues par la Ville d'Aix-en-Provence, sous la forme de « bonus territoire CTG ». De son côté, la Ville s'est engagée à poursuivre son soutien financier en ajustant en conséquence la répartition de sa contribution pour ces mêmes équipements et services.
Les financements « bonus territoire » relatifs aux séjours de vacances et à la formation au BAFA (Brevet d'Aptitude aux Fonctions d'Animateurs) sont directement versés à la collectivité et font

l'objet d'une évolution depuis le 1er janvier 2024, mentionnée dans un avenant transmis par la CAF en octobre 2024, qu'il convient aujourd'hui de valider.Ainsi, l'avenant présenté aujourd'hui a pour objectif d'intégrer, à la convention en cours de validité entre la CAF et la collectivité, la mesure nouvelle prévue par la COG 2023-2027, dont les modalités techniques de calcul ont été fournies à la collectivité via un addendum. La mesure nouvelle permet de :

- rétablir la possibilité d'accompagner le développement du volet jeunesse et prévoit la possibilité de financer les formations BAFA/ BAFD supplémentaires à compter du 1er janvier 2024.
- développer le nombre de journées enfants dans le cadre des séjours de vacances (dégel du bonus territoire).

La validation de cet avenant par le Conseil Municipal est donc nécessaire pour permettre à la Ville d'Aix-en-Provence de percevoir les recettes relatives aux deux dispositifs mentionnés, avec ou sans développement des actions, en 2024 et pour les années suivantes.

D'autre part, la CAF soutient les collectivités signataires de la CTG qui souhaitent actualiser leur diagnostic de territoire, afin de pouvoir toujours mieux adapter les services aux familles sur des portions géographiques en évolution. C'est dans ce cadre que la Ville a sollicité un soutien au titre de la subvention dite « Pilotage de projet de territoire - ingénierie », afin de pouvoir réaliser un diagnostic de besoins sur le quartier de La Duranne. Une Assistance à la Maîtrise d'Ouvrage (AMO) confiée au cabinet ADELIA, qui a débuté en décembre 2024 et qui s'achèvera en mars 2025, a pour objectifs de:

- Réaliser un diagnostic des besoins actuels et prospectifs de la population âgée de 0 à 25 ans, et plus spécifiquement sur les 12 -25 ans,
- Identifier les actions et ressources existantes (bilan préalable),
- Formaliser des préconisations quant aux potentialités d'amélioration du cadre de vie et de développement de la vie associative sur le territoire pour la jeunesse et l'ensemble de la population.

La CAF des Bouches-du-Rhône a donné un avis favorable pour un soutien à hauteur de 5000 € pour la réalisation de cette étude par un tiers pour le compte de la ville, comme le permet le cadre de cette mesure. Il convient donc de valider la convention d'objectifs et de financement relative à ce projet afin que la Ville puisse percevoir la recette indiquée dans son courrier de notification.

En conséquence, je vous demande, Mes Chers Collègues, de bien vouloir :

- **AUTORISER** Madame le Maire ou son représentant à signer l'avenant à la CTG « Bonus territoire Bafa et séjours » annexé à la présente délibération ainsi que tout document relatif à l'exécution de celui-ci ;
- **AUTORISER** Madame le Maire ou son représentant à signer la convention de subventionnement « Pilotage de projet de territoire - ingénierie » annexée à la présente délibération ainsi que tout document relatif à l'exécution de celui-ci ;

Les recettes afférentes à ces documents (avenant et convention) seront perçues et inscrites au chapitre correspondant.

Présents et représentés	:	55
Présents	:	43
Abstentions	:	0
Non participation	:	0
Suffrages Exprimés	:	55
Pour	:	55
Contre	:	0

Ont voté contre : NÉANT.

Se sont abstenus : NÉANT.
N'ont pas pris part au vote : NÉANT

Ont signé Sophie JOISSAINS, Maire Président de séance

MME LE MAIRE – Kayané

MME BIANCO - Merci Madame le Maire donc la délibération 12.032 concerne l'attribution de subventions pour les secteurs jeunes, c'est-à-dire les secteurs jeunes dans les centres sociaux et également l'attribution de subventions pour l'association Archipel qui couvre les centres de loisirs, les séjours et les accueils jeunes sur La Duranne, les Milles et Luynes.

Je poursuis. La 12.04, alors ça fait le lien. Il s'agit d'une libération technique, une régularisation, un avenant à la convention territoriale globale avec la CAF, qui nous permet de récupérer les fonds quand nous avons certaines actions qui sont cofinancées par la CAF. Et là en l'occurrence, il s'agit des actions BAFA citoyens, les BAFA que nous proposons aux jeunes gratuitement, et des séjours des centres sociaux. Je vous remercie.

MME LE MAIRE – Merci Kayané. Y a-t-il des questions sur ces 2 délibérations ? Alors on passe au vote.

12.03
Contre : 0
Abstention : 0

Ont voté contre : Néant
Se sont abstenus : Néant

12.04
Contre : 0
Abstention : 0

Ont voté contre : Néant
Se sont abstenus : Néant

13.01

RAPPORTEUR : Monsieur Francis TAULAN
Politique Publique : 13-SOUTIEN A LA PRATIQUE DU SPORT ET INVESTISSEMENT LIE AUX ÉQUIPEMENTS SPORTIFS
OBJET : ATTRIBUTION DE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE D'INVESTISSEMENT POUR LE COUNTRY CLUB AIXOIS DANS LE CADRE DE L'ORGANISATION DU TOURNOI DE TENNIS ATP CHALLENGER 175.- Décision du Conseil

Étaient Présents :

Madame Laurence ANGELETTI, Madame Dominique AUGEY, Madame Béatrice BENDELE, Monsieur Fathi BENJILALI, Madame Kayané BIANCO, Madame Brigitte BILLOT, Madame Odile BONTHOUX, Monsieur Jacques BOUDON, Madame Joëlle CANUET, Monsieur Rémi CAPEAU, Monsieur Pierre- Emmanuel CASANOVA, Monsieur Eric CHEVALIER, Madame Françoise COURANJOU, Madame Agnès DAURES, Madame Brigitte DEVESA, Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI, Monsieur Cyril DI MEO, Monsieur Sylvain DIJON, Monsieur Laurent DILLINGER, Monsieur Jean-François DUBOST, Madame Frédérique DUMICHEL, Monsieur Marc FERAUD, Monsieur Jean-Christophe GRUVEL, Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Emmanuel HENRY, Madame Elisabeth HUARD, Madame Claudie HUBERT, Madame Amandine JANER, Madame Sophie JOISSAINS, Monsieur Salah-Eddine KHOUIEL, Monsieur Philippe KLEIN, Madame Perrine MEGGIATO, Monsieur Alain PARRA, Madame Anne-Laurence PETEL, Madame Josy PIGNATEL, Madame Laure SCANDOLERA, Madame Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE, Monsieur Francis TAULAN, Madame Solène TRIVIDIC, Monsieur Jean-Louis VINCENT, Madame Fabienne VINCENTI, Monsieur Michael ZAZOUN, Madame Karima ZERKANI-RAYNAL.

Excusés avec pouvoir donné conformément aux dispositions de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Monsieur Jonathan AMIACH à Madame Solène TRIVIDIC, Monsieur Ravi ANDRE à Madame Frédérique DUMICHEL, Monsieur Moussa BENKACI à Monsieur Fathi BENJILALI, Monsieur Pierre-Paul CALENDINI à Madame Josy PIGNATEL, Madame Aliénor COUTIAUX-LACLADERE à Madame Perrine MEGGIATO, Monsieur Gilles DONATINI à Monsieur Laurent DILLINGER, Madame Stéphanie FERNANDEZ à Madame Brigitte BILLOT, Madame Sophie MEYNET DE CACQUERAY à Madame Béatrice BENDELE, Madame Arlette OLLIVIER à Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Marc PENA à Madame Claudie HUBERT, Monsieur Pierre SPANO à Madame Agnès DAURES, Madame Françoise TERME à Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI.

Excusés sans pouvoir :

NÉANT

Secrétaire : Monsieur Rémi CAPEAU

Mes Chers Collègues,

La Ville d'Aix-en-Provence accueille depuis 2014 sur le site du Country Club un tournoi de tennis figurant dans le circuit ATP Challenger Tour. Cette 1ère édition initiée et portée par Arnaud Clément, alors à l'époque tout juste nommé capitaine de la Coupe Davis, a conforté Aix-en- Provence comme une Ville de Tennis. C'est avec le soutien technique, logistique de la société AB2M prestataire privé depuis 12 années que le Country Club organise cette nouvelle édition 2025.

Au fil des années, la qualité de l'organisation, des infrastructures et de l'environnement mis à disposition et des plateaux sportifs proposés ont permis à ce tournoi de connaître une évolution constante et de renforcer une notoriété qui n'est désormais plus à démontrer.

Le rayonnement international de ce tournoi et l'attractivité qu'il représente pour notre Ville ont également contribué à son passage d'ATP challenger 75 à celui d'ATP challenger 175 en 2023 permettant d'accueillir les joueurs du top 100 mondial. Ce tournoi qui rassemble entre 2000 et 5000 personnes/jour est accessible gratuitement au grand public.

Ce nouveau statut implique un cahier des charges renforcé, imposé par l'ATP, pour maintenir ce niveau de compétition. Il est important de noter que seules 6 grandes villes dans le monde ont la chance d'accueillir un tel événement. 6 tournois challenger 175 sont actuellement programmés (Bordeaux, Phoenix, Turin, Cagliari, Punta Cana, Aix en Provence) et bénéficient d'une visibilité et de retombées médiatiques importantes.

Pour conserver ce niveau de tournoi en 2025, il est impératif qu'un certain nombre de travaux soient réalisés pour disposer d'infrastructures conformes aux exigences du cahier des charges.

Des travaux avaient déjà été réalisés en 2023 (mise aux normes des vestiaires) auxquels vont devoir se rajouter, pour cette édition 2025, la mise aux normes de 2 courts de tennis avec une augmentation de 50 cm de chaque côté de ces courts et de 30 cm après les lignes de fond. Ces agrandissements vont nécessiter d'importants travaux de terrassement, de maçonnerie et de réfection de la terre battue de ces terrains ce qui représenterait un coût travaux total de 166.000 € TTC.
Le Country Club sollicite les différentes collectivités pour une participation financière sous forme d'une subvention exceptionnelle en investissement.
À ce titre, il est demandé à la Ville d'Aix-en Provence une participation financière à hauteur de 40 000 €.

En conséquence, au regard des éléments qui précèdent, je vous demande, Mes Chers Collègues, de bien vouloir :

- **APPROUVER** l'attribution de la subvention d'investissement pour un montant total de **40 000 €** au COUNTRY CLUB AIXOIS, sachant que la dépense en résultant sera imputée au budget de la Ville sur les crédits ouverts au Budget Principal 2025 et affecté au compte **415.20421.904.1099**, qui présente les disponibilités suffisantes ;
- **ADOPTER** la convention d'objectifs annuelle telle que présentée en **annexes 1** ;
- **AUTORISER** Madame le Maire ou l'Adjoint délégué à signer cette convention.
-

Présents et représentés	:	55
Présents	:	43
Abstentions	:	0
Non participation	:	0
Suffrages Exprimés	:	55
Pour	:	55
Contre	:	0

Ont voté contre : NÉANT.
Se sont abstenus : NÉANT.
N'ont pas pris part au vote : NÉANT

Ont signé Sophie JOISSAINS, Maire Président de séance

OBJET : TARIFICATION DES TEMPS PÉRISCOLAIRES (RESTAURATION

MME LE MAIRE – Francis.

M. TAULAN – Merci Madame le Maire. Le 13.01n c'est une attribution de subvention exceptionnelle d'investissements pour le Country Club dans le cadre de l'organisation du tournoi de tennis ATP Challenger 175. Nous avons la chance sur Aix d'accueillir ce fameux ATP Challenger, qui depuis 2014, a été initié par l'enfant du pays Arnaud CLÉMENT, et ce rayonnement international est passé ATP Challenger 75 à celui de Challenger 175. Alors c'est pas en finance, c'est des points. 75 le vainqueur se voient attribuer 75 points pour le championnat mondial, et maintenant il est passé à 175. C'est pour cela qu'il y a de plus en plus de stars du tennis qui viennent pendant la semaine du mois de mai sur les terrains du Country. Par contre, il faut maintenant, étant donné que nous sommes passés à 175, on avait eu une

année dérogatoire, agrandir les deux terrains de tennis, et il y en aurait pour un total de 166 000 € TTC. Le Country, bien sûr, a sollicité les différentes collectivités. À ce titre, la ville d'Aix En Provence vous demande de d'approuver une participation financière à hauteur de 40 000 €, en sachant qu'il y a très peu d'ATP 175 dans le monde, dont 2 en France : Bordeaux, Aix, Phénix, Turin, Cagliari, Punta Cana, et bien sûr Aix. Donc 175 pour nous, c'est très important. Merci beaucoup.

MME LE MAIRE - Merci beaucoup Francis, Y a-t-il des questions ? Alors, on passe au vote.

13.01
Contre : 0
Abstention : 0

Ont voté contre : Néant
Se sont abstenus : Néant

14.01

RAPPORTEUR : Madame Fabienne VINCENTI
Politique Publique : 14-ENSEIGNEMENT ET SOUTIEN A L'ÉDUCATION DES ENFANTS SCOLARISES
OBJET : TARIFICATION DES TEMPS PÉRISCOLAIRES (RESTAURATION SCOLAIRE ET ACCUEIL PÉRISCOLAIRE) - ANNÉE SCOLAIRE 2025/2026 - ADOPTION DES PRINCIPES DE FONCTIONNEMENT ET D'ENCAISSEMENT DES RECETTES ET LA FUSION D'ÉCOLES MATERNELLES ET ÉLÉMENTAIRES DES GROUPES SCOLAIRES MARCEL PAGNOL, DEUX ORMEAUX ET PONT DE L'ARC - Décision du Conseil

Etaient Présents :
Madame Laurence ANGELETTI, Madame Dominique AUGEY, Madame Béatrice BENDELE, Monsieur Fathi BENJILALI, Madame Kayané BIANCO, Madame Brigitte BILLOT, Madame Odile BONTHOUX, Monsieur Jacques BOUDON, Madame Joëlle CANUET, Monsieur Rémi CAPEAU, Monsieur Pierre-Emmanuel CASANOVA, Monsieur Eric CHEVALIER, Madame Françoise COURANJOU, Madame Agnès DAURES, Madame Brigitte DEVESA, Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI, Monsieur Cyril DI MEO, Monsieur Sylvain DIJON, Monsieur Laurent DILLINGER, Monsieur Jean-François DUBOST, Madame Frédérique DUMICHEL, Monsieur Marc FERAUD, Monsieur Jean-Christophe GRUVEL, Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Emmanuel HENRY, Madame Elisabeth HUARD, Madame Claudie HUBERT, Madame Amandine JANER, Madame Sophie JOISSAINS, Monsieur Salah-Eddine KHOUIEL, Monsieur Philippe KLEIN, Madame Perrine MEGGIATO, Monsieur Alain PARRA, Madame Anne-Laurence PETEL, Madame Josy PIGNATEL, Madame Laure SCANDOLERA, Madame Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE, Monsieur Francis TAULAN, Madame Solène TRIVIDIC, Monsieur Jean-Louis VINCENT, Madame Fabienne VINCENTI, Monsieur Michael ZAZOUN, Madame Karima ZERKANI-RAYNAL.
Excusés avec pouvoir donné conformément aux dispositions de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :
Monsieur Jonathan AMIACH à Madame Solène TRIVIDIC, Monsieur Ravi ANDRE à Madame Frédérique DUMICHEL, Monsieur Moussa BENKACI à Monsieur Fathi BENJILALI, Monsieur Pierre-Paul CALENDINI à Madame Josy PIGNATEL, Madame Aliénor COUTIAUX-LACLADERE à Madame Perrine MEGGIATO, Monsieur Gilles

DONATINI à Monsieur Laurent DILLINGER, Madame Stéphanie FERNANDEZ à Madame Brigitte BILLOT, Madame Sophie MEYNET DE CACQUERAY à Madame Béatrice BENDELE, Madame Arlette OLLIVIER à Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Marc PENA à Madame Claudie HUBERT, Monsieur Pierre SPANO à Madame Agnès DAURES, Madame Françoise TERME à Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI.

Excusés sans pouvoir :

NÉANT

Secrétaire : Monsieur Rémi CAPEAU

Madame Fabienne VINCENTI donne lecture du rapport ci-joint.

Mes Chers Collègues,

Les repas servis dans les restaurants scolaires des écoles publiques de la Ville d'Aix-en-Provence font l'objet d'une politique tarifaire confiée à la Caisse des Écoles qui a, entre autres missions, la charge de fournir les repas aux restaurants scolaires des écoles et d'en établir la facturation aux familles.

Conformément à l'Article R.531-52 du Code de l'Éducation, la Ville doit fixer par délibération du Conseil Municipal, les tarifs de la restauration scolaire applicable par la Caisse des Ecoles.

Conformément à l'article R 531.53 du Code de l'Éducation, "les tarifs mentionnés à l'article R 531.52 ne peuvent, y compris lorsqu'une modulation est appliquée, être supérieurs au coût par usager résultant des charges supportées au titre du service de restauration, après déduction des subventions de toute nature bénéficiant à ce service".

La participation des familles au prix des repas servis dans les restaurants scolaires est calculée en fonction du Quotient Familial et du statut du rationnaire, sous la forme d'une grille tarifaire.

En raison du contexte sanitaire, économique et social, la grille tarifaire "restauration scolaire" n'a pas fait l'objet d'une revalorisation depuis l'année scolaire 2020-2021.

Aucune mesure ayant un impact sur le pouvoir d'achat des familles n'a été prise, et ce malgré l'augmentation nécessaire des investissements et des charges annuelles ainsi que la hausse des dépenses budgétaires en application de la loi Egalim, portant le coût du repas à 13,44 euros.

Depuis 2020, la Ville fait le choix de ne pas répercuter la hausse importante du prix de revient des repas sur les usagers et souhaite une nouvelle fois ne pas augmenter la tarification de la restauration pour l'année scolaire à venir (2025-2026).

Aussi, il est proposé au Conseil Municipal de maintenir la grille tarifaire "restauration scolaire" comme suit :

Tarif Restauration Scolaire Année Scolaire 2025/2026		
TARIFS	**PAI avec panier repas**	**QUOTIENTS CAF**
0,99	**0,74**	**Q CAF inférieur à 228.09 €**
1,60	**1,20**	**Q CAF entre 228.10 € et 285.20 €**
1,78	**1,34**	**Q CAF entre 285.21 € et 379.74 €**
1,78	**1,34**	***enfants* issus de familles *itinérantes* et de voyageurs**
2,79	**2,09**	**Q CAF entre 379.75 € et 666.92 € + Enfant pris en charge par des établissements spécialisés (Associations ou familles d'accueil)**

2,92	**2,19**	**Q CAF entre 666.93 € et 914.65 €**
3,74	**2,81**	**Q CAF entre 914.66 € et 1 218.00 €**
4,66	**3,5**	**Q CAF supérieur à 1 218.00 € et élèves hors commune** (excepté en classes spécialisées ULIS, UEMA, UPE2A)
4,29	--	**Repas et Goûter ALSH**

Il est rappelé que les enfants dont les familles ont leur résidence hors commune, ne peuvent pas prétendre à un tarif calculé en fonction de leur Quotient Familial, à l'exception des familles dont l'enfant fréquente une classe spécialisée (ULIS, UEMA, UPE2A) sur la Commune d'Aix-en-Provence. Seul l'enfant inscrit en classe spécialisée en est alors bénéficiaire.
La Ville fait également le choix pour l'année scolaire à venir de ne pas augmenter la grille tarifaire de la garderie (matin et soir). La participation des familles n'a fait l'objet d'aucune hausse depuis l'année scolaire 2019/2020.
Par ailleurs, le Directeur Académique des Services de l'Éducation Nationale a saisi Madame Le Maire, par l'intermédiaire de ses services fin 2023, d'une demande de fusion des écoles maternelles et élémentaires des groupes scolaires, Pagnol, deux ormeaux et Pont de l'Arc. Cette demande fait suite à un regroupement effectif des deux directions d'école depuis plus de deux ans. En effet depuis septembre 2023, un seul directeur assure l'organisation des deux niveaux d'école maternelle et élémentaire et veille à leur bonne marche.
L'ensemble de ces regroupements décidés par l'Education Nationale sur le territoire de la ville bénéficie d'un retour positif de la Communauté Éducative et du directeur d'école occupant ces fonctions. Les conseils d'école ont été consultés et ont rendu un avis positif. Ces fusions conduisent à la rédaction d'un projet d'école commun avec une ambition partagée et, pour les parents délégués, réduisent leur appréhension concernant le passage des enfants de la grande section au cours préparatoire.
Le DASEN précise que ces fusions d'école avec un directeur identique sur les écoles maternelles et élémentaires permettent une gestion des effectifs plus efficiente en assurant un continuum pédagogique des élèves du CP au CM2. Ce regroupement de Direction permet de donner aux directeurs déchargés un temps de décharge plus important et de mutualiser les conseils d'école. Il constitue également une source de simplification et de fluidité dans les échanges avec l'ensemble des partenaires éducatifs.
Compte tenu de l'expérimentation en cours depuis deux ans, des demandes de Monsieur le DASEN et des équipes enseignantes ainsi que des avis positifs des conseils d'écoles, il est proposé d'acter ces trois fusions d'écoles pour les écoles dites à ce titre écoles primaires : Pagnol, deux ormeaux, Pont de l'Arc.

En conséquence, je vous demande, Mes Chers Collègues, de bien vouloir :

- **APPROUVER** ce rapport ;
- **AUTORISER** la fusion des trois écoles mentionnées ;
- **ADOPTER** la grille tarifaire détaillée ci-dessus.

Présents et représentés	:	55
Présents	:	43
Abstentions	:	0
Non participation	:	2
Suffrages Exprimés	:	53

Pour	:	53
Contre	:	0

Ont voté contre : NEANT
Se sont abstenus : NEANT
N'ont pas pris part au vote : Eric CHEVALIER Salah-Eddine KHOUIEL

Ont signé Sophie JOISSAINS, Maire Président de séance
OBJET : PARTICIPATION FINANCIÈRE DE LA VILLE A LA CAISSE DES ÉCOLES - EXERCICE 2025
Étaient Présents :
Madame Laurence ANGELETTI, Madame Dominique AUGEY, Madame Béatrice BENDELE, Monsieur Fathi BENJILALI, Madame Kayané BIANCO, Madame Brigitte BILLOT, Madame Odile BONTHOUX, Monsieur Jacques BOUDON, Madame Joëlle CANUET, Monsieur Rémi CAPEAU, Monsieur Pierre-Emmanuel CASANOVA, Monsieur Eric CHEVALIER, Madame Françoise COURANJOU, Madame Agnès DAURES, Madame Brigitte DEVESA, Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI, Monsieur Cyril DI MEO, Monsieur Sylvain DIJON, Monsieur Laurent DILLINGER, Monsieur Jean-François DUBOST, Madame Frédérique DUMICHEL, Monsieur Marc FERAUD, Monsieur Jean-Christophe GRUVEL, Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Emmanuel HENRY, Madame Elisabeth HUARD, Madame Claudie HUBERT, Madame Amandine JANER, Madame Sophie JOISSAINS, Monsieur Salah-Eddine KHOUIEL, Monsieur Philippe KLEIN, Madame Perrine MEGGIATO, Monsieur Alain PARRA, Madame Anne-Laurence PETEL, Madame Josy PIGNATEL, Madame Laure SCANDOLERA, Madame Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE, Monsieur Francis TAULAN, Madame Solène TRIVIDIC, Monsieur Jean-Louis VINCENT, Madame Fabienne VINCENTI, Monsieur Michael ZAZOUN, Madame Karima ZERKANI-RAYNAL.
Excusés avec pouvoir donné conformément aux dispositions de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :
Monsieur Jonathan AMIACH à Madame Solène TRIVIDIC, Monsieur Ravi ANDRE à Madame Frédérique DUMICHEL, Monsieur Moussa BENKACI à Monsieur Fathi BENJILALI, Monsieur Pierre-Paul CALENDINI à Madame Josy PIGNATEL, Madame Aliénor COUTIAUX-LACLADERE à Madame Perrine MEGGIATO, Monsieur Gilles DONATINI à Monsieur Laurent DILLINGER, Madame Stéphanie FERNANDEZ à Madame Brigitte BILLOT, Madame Sophie MEYNET DE CACQUERAY à Madame Béatrice BENDELE, Madame Arlette OLLIVIER à Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Marc PENA à Madame Claudie HUBERT, Monsieur Pierre SPANO à Madame Agnès DAURES, Madame Françoise TERME à Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI.
Excusés sans pouvoir :
NÉANT
Secrétaire : Monsieur Rémi CAPEAU
Madame Fabienne VINCENTI donne lecture du rapport ci-joint.

Mes Chers Collègues,
La Caisse Des Écoles est un établissement public municipal, présidé par le Maire et par un comité de gestion composé d'élus et de représentants de la communauté éducative.
Elle permet :

- D'assurer la gestion des restaurants scolaires : lance les appels d'offres de denrées alimentaires et de matériel de restauration, procède aux commandes et au paiement des factures...
- De financer l'achat de fournitures : scolaires, des manuels, du matériels pédagogique, petit

matériel sportif, crédit Noël…

- D'attribuer diverses subventions pour le développement de projets éducatifs : activités I.D.E.A.L, activités culturelles E.A.C, Réussite Éducative...

Chaque année, la Ville alloue, à la Caisse Des Ecoles, une subvention de fonctionnement pour assurer ses missions au sein des écoles élémentaires et maternelles publiques.
Le montant de cette subvention est déterminé sur la base d'une analyse des coûts supportés ainsi que des recettes perçues dans le cadre d'une gestion saine et rigoureuse.
Ce suivi permet d'ajuster, chaque année, le montant de la subvention sans impacter le fonctionnement et les projets de la Caisse Des Ecoles. Pour l'année 2025, il est proposé d'attribuer une subvention d'un montant total de 450 000
€ (quatre-cent-cinquante mille euros).
Vous trouverez, en annexe, un tableau récapitulatif des subventions accordées précédemment à la Caisse des Écoles.
En conséquence, je vous demande, Mes Chers Collègues, de bien vouloir :

- APPROUVER le versement de la somme détaillée dans le tableau présenté ci- dessous ;
- DÉCIDER l'attribution à la Caisse des Écoles, au titre de l'exercice 2025, d'une subvention de fonctionnement pour les dépenses des écoles élémentaires et maternelles publiques soit la somme de 450 000 € (quatre-cent-cinquante mille euros) ;
- DIRE que la somme de 450 000 € (quatre-cent-cinquante mille euros) sera imputée sur la ligne budgétaire N° 16155 (213-65748-932) – Caisse des Écoles - qui présente les disponibilités suffisantes.

Présents et représentés	:	55
Présents	:	43
Abstentions	:	0
Non participation	:	0
Suffrages Exprimés	:	55
Pour	:	55
Contre	:	0

Ont voté contre : NÉANT.
Se sont abstenus : NÉANT.
N'ont pas pris part au vote : NÉANT

MME LE MAIRE - Alors Eric et Salah, il faudrait que vous sortiez. Françoise.

[Les élus concernés quittent l'Assemblée]

MME COURANJOU – Est-ce que je peux faire une petite intervention, un pas de côté. Je me suis absentée parce que je vous représentais donc au camp des Milles pour la visite de Monsieur Mathias OTT, qui est le délégué interministériel à la DILCRAH. Donc il vous présente ses hommages Madame le Maire, vous remercie de votre accueil, et s'engage à revenir sur le territoire d'Aix pour vous rencontrer de façon plus, plus intime, pour parler avec vous de… enfin intime, personnel…

[Rires]

MME LE MAIRE – J'ai compris.

Un élu – Continue, on voudrait savoir…

[Rires]

MME COURANJOU - Il est charmant, il est charmant.

[Exclamation humoristique et taquin des élus].

MME COURANJOU - Tout le monde va googleliser Monsieur OTT... Et donc pour parler de ces questions qu'il sait être très importantes pour la ville d'Aix En Provence. Et donc bien sûr, Alain CHOURAQUI vous remercie également de cette visite.

MME LE MAIRE - Merci beaucoup Françoise. Donc Éric et Salah sont bien sortis. Fabienne.

MME VINCENTI – La 14.01 Madame le Maire, tarification des temps périscolaires, restauration scolaire et accueil périscolaire, année scolaire 2025-2026. La grille tarifaire des repas servis dans les restaurants scolaires n'a pas fait l'objet de revalorisation depuis l'année 2021. Le prix moyen d'un repas étant de 3,74 € pour la famille avec 5 composantes. La ville a également fait le choix de ne pas augmenter la grille tarifaire des garderies du soir et du matin. Concernant les fusions des écoles maternelles, et élémentaires, des groupes scolaires Marcel Pagnol, les deux Ormeaux, Pont de l'Arc, décidées par l'Éducation Nationale, la communauté éducative et directeurs d'écoles y sont favorables, ainsi que les délégués des parents d'élèves. Ces fusions permettront une gestion des effectifs plus cohérente et une mutualisation des conseils d'école, un temps d'échanges plus important pour les directeurs sera attribué. Il est donc proposé d'acter ces 3 fusions, l'écoles Marcel Pagnol, Les deux ormeaux et Pont de l'Arc.

MME LE MAIRE – Y a-t-il des questions pour la 14.01 ?

14.01
Contre : 0
Abstention : 0

Ont voté contre : Néant
Se sont abstenus : Néant

Ont signé Sophie JOISSAINS, Maire Président de séance

14.03

OBJET : ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS A CARACTÈRE ÉDUCATIF DANS LE CADRE DES DISPOSITIFS ENFANCE ET PETITE ENFANCE ET AUX COOPÉRATIVES SC

Étaient Présents :

Madame Laurence ANGELETTI, Madame Dominique AUGEY, Madame Béatrice BENDELE, Monsieur Fathi BENJILALI, Madame Kayané BIANCO, Madame Brigitte BILLOT, Madame Odile BONTHOUX, Monsieur Jacques BOUDON, Madame Joëlle CANUET, Monsieur Rémi CAPEAU, Monsieur Pierre-Emmanuel CASANOVA, Monsieur Eric CHEVALIER, Madame Françoise COURANJOU, Madame Agnès DAURES, Madame Brigitte DEVESA, Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI, Monsieur Cyril DI MEO, Monsieur Sylvain DIJON, Monsieur Laurent DILLINGER, Monsieur Jean-François DUBOST, Madame Frédérique DUMICHEL, Monsieur Marc FERAUD, Monsieur Jean-Christophe GRUVEL, Monsieur Sellam HADAOUI,

Monsieur Emmanuel HENRY, Madame Elisabeth HUARD, Madame Claudie HUBERT, Madame Amandine JANER, Madame Sophie JOISSAINS, Monsieur Salah-Eddine KHOUIEL, Monsieur Philippe KLEIN, Madame Perrine MEGGIATO, Monsieur Alain PARRA, Madame Anne-Laurence PETEL, Madame Josy PIGNATEL, Madame Laure SCANDOLERA, Madame Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE, Monsieur Francis TAULAN, Madame Solène TRIVIDIC, Monsieur Jean-Louis VINCENT, Madame Fabienne VINCENTI, Monsieur Michael ZAZOUN, Madame Karima ZERKANI-RAYNAL.

Excusés avec pouvoir donné conformément aux dispositions de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Monsieur Jonathan AMIACH à Madame Solène TRIVIDIC, Monsieur Ravi ANDRE à Madame Frédérique DUMICHEL, Monsieur Moussa BENKACI à Monsieur Fathi BENJILALI, Monsieur Pierre-Paul CALENDINI à Madame Josy PIGNATEL, Madame Aliénor COUTIAUX-LACLADERE à Madame Perrine MEGGIATO, Monsieur Gilles DONATINI à Monsieur Laurent DILLINGER, Madame Stéphanie FERNANDEZ à Madame Brigitte BILLOT, Madame Sophie MEYNET DE CACQUERAY à Madame Béatrice BENDELE, Madame Arlette OLLIVIER à Monsieur Sellam HADAOUI, Monsieur Marc PENA à Madame Claudie HUBERT, Monsieur Pierre SPANO à Madame Agnès DAURES, Madame Françoise TERME à Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI.

Excusés sans pouvoir :

NÉANT

Secrétaire : Monsieur Rémi CAPEAU

Mes Chers Collègues,

La politique « Enfance Petite-Enfance » est un axe fort qui s'inscrit dans les objectifs stratégiques de la Ville d'Aix-en-Provence.

Elle est animée par une volonté constante d'agir pour le bien-être des enfants et au plus près des attentes des familles.

En 2021, cette dynamique éducative a été renforcée par l'obtention du label « Ville Amie des Enfants » avec l'Unicef, qui se caractérise par une volonté commune de placer les enfants et les jeunes aux cœurs des priorités du plan d'actions 2022-2026.

Le déploiement de ces objectifs passe par le soutien opérationnel et financier des structures associatives locales dans les domaines de :

I. La Petite-Enfance :

Outre sa participation au fonctionnement des 20 établissements d'accueil municipaux de la Petite-Enfance gérés par la voie d'une délégation de service public, la Ville soutient d'autres initiatives associatives qui présentent un intérêt public local et qui concourent à développer et à diversifier les modes d'accueil des jeunes enfants, ainsi que le soutien à la parentalité.

Cela représente :

- 1 Relais Petite Enfance (RPE)
- 8 Multi-Accueil Collectifs (MAC)
- 2 Lieux d'Accueil Enfant Parents (LAEP)
- 2 Maisons d'assistantes maternelles

Pour soutenir l'activité de ces structures ; les subventions proposées sont détaillées dans le tableau annexé au présent rapport

II. L'Enfance :

Les Accueils Collectifs de Mineurs (ACM) contribuent au développement du volet Enfance de la Convention Territoriale Globale. Ces accueils englobent :

Ces A.L.S.H. proposent aux enfants des activités de loisirs, les mercredis et vacances scolaires, tout en permettant aux parents de concilier vie familiale et professionnelle. Intégrés au Projet Éducatif de Territoire de la Ville, ces accueils de loisirs fonctionnent sur les temps périscolaires, extra scolaires et tous les gestionnaires sont signataires de la charte Plan mercredi.

La Direction de la Politique de la Ville, Cheffe de file des centres sociaux porte la délibération pour

7 ALSH au travers d'une convention globalisée pour l'année 2025.
La Direction de la Jeunesse, propose de soutenir l'association ARCHIPEL dont elle est Cheffe de file.
La Direction Education Enfance Petite Enfance, quant à elle, propose par la présente délibération de soutenir les associations suivantes dont elle est Cheffe de file:

- L'association ATMF ;
- L'association PLANET'JEUNES ;
- L'association ALOTRA.

L'accompagnement à la scolarité :

- L'association ATMF propose des séances d'aide à la scolarité en lien avec les établissements scolaires et la communauté éducative ;
- L'association Objectif Compétences Demain propose un dispositif « Déclic Réussite Scolaire » qui vise à proposer aux enfants l'appui et les ressources complémentaires dont ils ont besoin pour s'épanouir et réussir à l'école, et qu'ils ne trouvent pas toujours dans leur environnement familial et social.
  Les contenus des ateliers sont déterminés en fonction des demandes et des besoins identifiés par l'équipe, en lien avec les préconisations éventuelles des enseignants.
- L'Association AFEV propose quant à elle une aide aux devoirs par le mentorat. Cela consiste à un programme d'accompagnement et d'apprentissage mutuel entre un étudiant bénévole et un enfant/jeune en difficulté dans son parcours éducatif. Chaque semaine, le bénévole consacre 2h de son temps pour accompagner l'enfant ou l'adolescent dans son parcours pour lui redonner confiance et envie d'apprendre.
- L'association les PEEP propose des actions à destination des élèves et des familles, scolarisés dans les établissements publics aixois : actions pédagogiques (accompagnement à la scolarité, aide aux enfants au décrochage scolaire…)

Les attributions de subventions proposées, de façon détaillée dans les tableaux ci-après, sont calculées en fonction des montants évalués par la Ville et liées aux termes de la Convention Globale Territoriale pour l'année 2025.

III. Les Coopératives Scolaires :

La Ville d'Aix-en-Provence développe ou soutient, depuis de nombreuses années, dans le cadre de sa politique éducative, des actions et dispositifs en direction des enfants scolarisés sur son territoire.
Chaque année, des enseignants et directeurs d'écoles proposent des projets pour leurs élèves, départs en séjours découvertes (séjours libres, sorties de classes), créations de bibliothèques, projets artistiques culturels, abonnements annuels à des ouvrages pédagogiques ou ludiques.
Ces projets sont généralement mis en œuvre par des coopératives scolaires. Les aides sont accordées sous forme de subventions aux coopératives scolaires des écoles qui en font la demande à la Ville et après adoption par le Conseil Municipal.
La Ville d'Aix-en-Provence souhaite répondre favorablement aux projets déposés par ces écoles, détaillés dans le tableau annexé au présent rapport.

En conséquence, je vous demande, Mes Chers Collègues, de bien vouloir :

- APPROUVER le versement des sommes détaillées dans les tableaux ci-joints ;

-APPROUVER l'attribution de subventions aux associations mentionnées aux tableaux ci-joints pour un montant total de **640 523,00 € (six-cent quarante mille cinq-cent vingt-trois euros)** ;

- DIRE que la somme de **583 800,00 €** (**cinq-cents quatre-vingt-trois mille huit- cent euros**) sera imputée sur la ligne budgétaire **N°12 025 (4221 65748 934)** « Structures Privée Petite Enfance » qui présente les disponibilités suffisantes ;

- DIRE que la somme de **49 300,00** € (**quarante-neuf mille trois cent euros**) sera imputée sur la ligne budgétaire **N°12 051 (213 65748 933)** « Contrat Enfance Jeunesse » qui présente les disponibilités suffisantes ;

- DIRE que la somme de **5 000,00** € **(cinq mille euros)** sera imputée sur la

lignebudgétaire **N°5378 (201-65748-932)** « Accompagnement Scolaire » qui présente les disponibilités suffisantes ;
- DIRE que la somme de **2 423,00** € **(deux mille quatre-cent vingt-trois euros)** sera imputée sur la ligne budgétaire **N°1546 (213-65748-932)** « Enseignement Public 1er degré - Subventions et divers » qui présente les disponibilités suffisantes ;
- ADOPTER les conventions correspondantes jointes en annexe du présent rapport ;
- AUTORISER Madame le Maire ou l'Adjoint délégué à l'Éducation Petite-Enfance, Enfance et aux Accueils Collectifs de Mineurs (ACM), à les signer.

Présents et représentés	:	55
Présents	:	43
Abstentions	:	0
Non participation	:	4
Suffrages Exprimés	:	51
Pour	:	51
Contre	:	0

Ont voté contre : NEANT
Se sont abstenus : NEANT
N'ont pas pris part au vote : Eric CHEVALIER Laurent DILLINGER Marc FERAUD Perrine MEGGIATO

MME LE MAIRE – Salah peut revenir, et par contre, Eric reste dehors, et Laurent, Marc FERRAUD et Perrine sortent.

[Entrée et sortie des élus concernés]

MME VINCENTI – 14.02, participation financière de la ville à la Caisse des écoles. Chaque année, la ville attribue à la Caisse des écoles une subvention de fonctionnement pour assurer des missions au sein de nos écoles maternelles élémentaires publiques. Pour l'année 2025, il est donc proposé d'attribuer une subvention de 450 000 € à la Caisse des écoles. La Caisse des écoles finance l'achat de fournitures scolaires, petits matériels pédagogiques et sportifs. Elle attribue les subventions pour le développement des projets éducatifs, réussites éducatives et les activités culturelles, et le plan EAC.

MME LE MAIRE – Pour la 14.02, y a -t-il des questions ?

14.02
Contre : 0
Abstention : 0

Ont voté contre : Néant
Se sont abstenus : Néant

MME LE MAIRE – Donc Sellam HADAOUI doit ressortir, ainsi que Périnne MEGGIATO. Eric, Laurent et Marc peuvent revenir

[Entrée et sortie des élus concernés]

MME VINCENTI – Alors 14.03, attribution de subventions aux associations à caractère éducatif dans le cas des dispositifs enfance et petite enfance, et aux coopérative scolaire. La ville soutient les structures associatives locales dans le domaine de la petite enfance, de l'enfance, et l'accompagnement à la scolarité, ainsi que les coopératives scolaires. Il s'agit d'une subvention aux associations pour un montant de 640 523 €. Il y aura donc 49 300 € pour Planet'Jeunes, Alotra et ATMF, association des travailleurs Maghrébins, 5 000 € pour l'AFEV, l'ATMF et Compétences Demain, 583 800 € pour les Bisounours, Lei Caganis, Notre Dame de la Merci, Vendôme, Crèche du Sud, Les Lierres, Calinou, et Pitchounets, la Passerelle et le Relais Petite Enfance, et 2 423 € pour les coopératives scolaires, + 1 400 € pour la PEEP.

MME LE MAIRE - Donc y a-t-il des questions pour 14.03 ?

14.03
Contre : 0
Abstention : 0

Ont voté contre : Néant
Se sont abstenus : Néant

14.04

RAPPORTEUR : Madame Fabienne VINCENTI
Politique Publique : 14-ENSEIGNEMENT ET SOUTIEN A L'ÉDUCATION DES ENFANTS SCOLARISES
OBJET : ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE ET CULTUREL DANS LES ÉCOLES DE LA VILLE ANNÉE SCOLAIRE 2024-2025 - RECRUTEMENT D'INTERVENANTS EXTÉRIEURS POUR DES COURS D'ENSEIGNEMENT DU PROVENÇAL- Décision du Conseil

Mes Chers Collègues,
Dans le cadre de sa politique volontariste d'Enseignement Artistique et Culturel (EAC) sur le temps scolaire dans les écoles de la commune, la Ville d'Aix-en-Provence met en place depuis plusieurs années un enseignement de la langue provençale auprès des écoles impliquées dans ce projet.
Pour ce faire, sur avis et agrément des représentants de l'Éducation Nationale, la Ville recrute des intervenants extérieurs rémunérés sur la base du taux prévu par le décret n° 56-585 du 12 juin 1956 modifié, fixant les indemnités d'enseignement applicables aux professeurs.
Sur appel au volontariat, en lien avec l'Éducation National, la Ville reconduit annuellement le dispositif d'enseignement de la langue provençale auprès des écoles intéressées durant toute la période scolaire.
Cette initiative est ouverte à l'ensemble des écoles des circonscriptions de la Ville d'Aix-en-Provence. Cette année, deux écoles ont manifesté leur intérêt pour recevoir un EAC Langue et culture régionale- Provençale :
- École élémentaire des Lauves (École amie des Enfants),

- École de Coutheron.Cet enseignement sera déployé sur 4 classes (2 classes de maternelle et 2 classes en élémentaire) à raison de 12 heures par semaine.

En conséquence, je vous demande, Mes Chers Collègues, de bien vouloir :

- **DÉCIDER** d'adopter 180 heures d'enseignement du provençal dans les écoles participant au projet pour l'année scolaire 2024/2025 ;
- **DÉCIDER** le recrutement d'un intervenant extérieur agréé par l'Éducation Nationale
- **DIRE** que le financement nécessaire, soit 3 852,00 € (trois mille huit cent cinquante-deux euros) sera imputé au budget primitif de la Ville -exercice 2025 – Chapitre 012 « Charges du personnel et frais assimilés » qui présente les disponibilités nécessaires ;
- **AUTORISER** Madame le Maire ou son représentant à signer tout document régissant les modalités d'intervention des cours d'enseignement de langue provençale.

Présents et représentés	:	55
Présents	:	43
Abstentions	:	0
Non participation	:	2
Suffrages Exprimés	:	53
Pour	:	53
Contre	:	0

Ont voté contre : NEANT
Se sont abstenus : NEANT
N'ont pas pris part au vote : Sellam HADAOUI Perrine MEGGIATO

Ont signé Sophie JOISSAINS, Maire Président de séance

MME LE MAIRE – Donc retour d'Eric CHEVALIER, Laurent DILLINGER, Marc FERRAUD, Perrine et Sellam restent à l'extérieur. Et on passe au 14.04.

[Entrée et sortie des élus concernés]

MME VINCENTI – la 14.04, dans le cadre des EAC, l'éducation artistique et culturelle, la ville d'Aix En Provence met en place depuis plusieurs années un enseignement de la langue provençale auprès des écoles. Deux écoles vont participer à ce projet, l'école élémentaire des Lauves et l'école maternelle de Coutheron. Il est donc prévu 180 heures d'enseignement de provençal pour une somme de 3 852 € à raison de 12 heures par semaine. Un très beau projet pour nos élèves.

MME LE MAIRE - Y a-t-il des questions sur cette délibération 14.04 ?

14.04

Contre : 0
Abstention : 0

Ont voté contre : Néant
Se sont abstenus : Néant

14.02

RAPPORTEUR : Madame Fabienne VINCENTI

Politique Publique : 14-ENSEIGNEMENT ET SOUTIEN A L'ÉDUCATION DES ENFANTS SCOLARISES

OBJET : PARTICIPATION FINANCIÈRE DE LA VILLE A LA CAISSE DES ÉCOLES - EXERCICE 2025- Décision du Conseil

Mes Chers Collègues,

La Caisse Des Écoles est un établissement public municipal, présidé par le Maire et par un comité de gestion composé d'élus et de représentants de la communauté éducative.

Elle permet :

- D'assurer la gestion des restaurants scolaires : lance les appels d'offres de denrées alimentaires et de matériel de restauration, procède aux commandes et au paiement des factures...
- De financer l'achat de fournitures : scolaires, des manuels, du matériels pédagogique, petit matériel sportif, crédit Noël…
- D'attribuer diverses subventions pour le développement de projets éducatifs : activités I.D.E.A.L, activités culturelles E.A.C, Réussite Éducative...

Chaque année, la Ville alloue, à la Caisse Des Ecoles, une subvention de fonctionnement pour assurer ses missions au sein des écoles élémentaires et maternelles publiques.

Le montant de cette subvention est déterminé sur la base d'une analyse des coûts supportés ainsi que des recettes perçues dans le cadre d'une gestion saine et rigoureuse.

Ce suivi permet d'ajuster, chaque année, le montant de la subvention sans impacter le fonctionnement et les projets de la Caisse Des Ecoles. Pour l'année 2025, il est proposé d'attribuer une subvention d'un montant total de 450 000

€ (quatre-cent-cinquante mille euros).

Vous trouverez, en annexe, un tableau récapitulatif des subventions accordées précédemment à la Caisse des Écoles.

En conséquence, je vous demande, Mes Chers Collègues, de bien vouloir :

- APPROUVER le versement de la somme détaillée dans le tableau présenté ci- dessous ;

- DÉCIDER l'attribution à la Caisse des Écoles, au titre de l'exercice 2025, d'une subvention de fonctionnement pour les dépenses des écoles élémentaires et maternelles publiques soit la somme de 450 000 € (quatre-cent-cinquante mille euros) ;

- DIRE que la somme de 450 000 € (quatre-cent-cinquante mille euros) sera imputée sur la ligne budgétaire N° 16155 (213-65748-932) – Caisse des Écoles - qui présente les disponibilités suffisantes.

Présents et représentés	:	55
Présents	:	43
Abstentions	:	0
Non participation	:	0
Suffrages Exprimés	:	55
Pour	:	55
Contre	:	0

Ont voté contre : NÉANT.

Se sont abstenus : NÉANT.

N’ont pas pris part au vote : NÉANT

MME LE MAIRE – Salah peut revenir, et par contre, Eric reste dehors, et Laurent, Marc FERRAUD et Perrine sortent.

MME LE MAIRE – Retour de Perrine et de Sellam. Et de nouveau Fabienne pour la 14.02, participation de la ville à la Caisse des écoles.

[Entrée et sortie des élus concernés]

MME VINCENTI – 14.02, participation financière de la ville à la Caisse des écoles. Chaque année, la ville attribue à la Caisse des écoles une subvention de fonctionnement pour assurer des missions au sein de nos écoles maternelles élémentaires publiques. Pour l'année 2025, il est donc proposé d'attribuer une subvention de 450 000 € à la Caisse des écoles. La Caisse des écoles finance l'achat de fournitures scolaires, petits matériels pédagogiques et sportifs. Elle attribue les subventions pour le développement des projets éducatifs, réussites éducatives et les activités culturelles, et le plan EAC.

MME LE MAIRE – Pour la 14.02, y a -t-il des questions ?

14.02
Contre : 0
Abstention : 0

Ont voté contre : Néant
Se sont abstenus : Néant

MME LE MAIRE - Merci à tous et je vous souhaite une excellente soirée.

La séance est levée à 16h38.

Le procès-verbal de la séance du 7 février 2025 a été adopté à l'unanimité lors de la séance du Conseil Municipal du 28 mars 2025.

Le Secrétaire de séance

.....

Le Président de séance



.....